

RAPPORT DE LA Commission d'enquête sur Cornwall

PHASES 1 & 2
RÉSUMÉ

VOLUME 1

VOLUME 2

VOLUME 3

VOLUME 4

L'honorable G. Normand Glaude
Commissaire



Ontario

THE CORNWALL PUBLIC INQUIRY

The Honourable G. Normand Glaude, Commissioner



L'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR CORNWALL

L'honorable G. Normand Glaude, commissaire

Le 14 décembre 2009

L'honorable Chris Bentley
Procureur général de l'Ontario
Ministère du Procureur général
720, rue Bay, 11^e étage
Toronto (Ontario)
M5G 2K1

Objet : Rapport de la Commission d'enquête publique sur Cornwall

Monsieur,

Je suis heureux de vous remettre mon rapport en quatre volumes, en anglais et en français, conformément aux dispositions du décret qui a conduit à la mise sur pied de cette Commission d'enquête.

Le premier volume contient les résultats de mon enquête sur la réaction institutionnelle du système judiciaire et d'autres institutions publiques relativement aux allégations de mauvais traitements infligés dans le passé à des jeunes de la région de Cornwall. Il comprend également des recommandations visant à améliorer cette réaction dans des circonstances semblables. Le deuxième volume rend compte des activités de la phase 2 et des recommandations formulées pour appuyer la guérison et la réconciliation à l'avenir. Le troisième volume présente un résumé des témoignages officieux et non probants. Le quatrième volume est un résumé des volumes un et deux du présent rapport.

Cela a été pour moi un honneur d'avoir agi en qualité de commissaire.

Cordialement,

L'honorable G. Normand Glaude
Commissaire



RAPPORT DE LA Commission d'enquête sur Cornwall

PHASES 1 ET 2

RÉSUMÉ

VOLUME 1

VOLUME 2

VOLUME 3

VOLUME 4

L'honorable G. Normand Glaude
Commissaire



Ontario

Publié par le
ministère du Procureur général de l'Ontario

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2009

Conception de la couverture et de l'intérieur : *Tania Craan Design*

Mise en page : *Lakeside Group Inc.*

Imprimé au Canada : *Webcom Inc.*

ISBN 978-1-4435-0009-8 (Imprimé) (série)

ISBN 978-1-4435-0016-6 (Imprimé) (vol. 4)

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Enquête publique sur Cornwall (Ont.)

Rapport de la Commission d'enquête sur Cornwall.

4 v.

Publ. aussi en anglais sous le titre: Report of the Cornwall Inquiry.

Sommaire complet: Vol. 1, phase 1. Faits et conclusions — v. 2, phase
2. Services et programmes de guérison et de réconciliation — v. 3, phase
2. La voix des témoignages officieux — v. 4, phase 1 & 2. Résumé.

Également disponible sur CD-ROM et sur l'Internet.

ISBN 978-1-4435-0009-8 (série) — ISBN 978-1-4435-0010-4 (v. 1).

ISBN 978-1-4435-0012-8 (v. 2).—ISBN 978-1-4435-0014-2 (v. 3).

ISBN 978-1-4435-0016-6 (v. 4).

1. Abus sexuels à l'égard des enfants—Enquêtes—Ontario—Cornwall.

2. Crimes sexuels—Enquêtes—Ontario—Cornwall.

3. Enquêtes criminelles—Ontario—Cornwall.

4. Enquêtes publiques—Ontario. 5. Enquête publique sur Cornwall (Ont.).

HV8079.C46C6614 2009

362.76'650971375

C2009-905603-8

On peut se procurer des exemplaires de cette publication :

En ligne au www.serviceontario.ca/publications

Par téléphone, par l'intermédiaire de l'InfoCentre de ServiceOntario

Du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 17 h

416 326-5300

416 325-3408 (ATS)

1 800 668-9938 sans frais au Canada

1 800 268-7095 ATS sans frais en Ontario

Ce rapport est également accessible à l'adresse www.cornwallinquiry.ca

Available in English

Préservons notre environnement

Ministère du Procureur général de l'Ontario a choisi d'imprimer cet ouvrage sur Legacy Lightweight Opaque à contenu post consommation de 20%, pour les pages imprimées par Webcom Inc.



Sources Mixtes

Groupe de produits issu de forêts bien gérées, de sources contrôlées et de déchets recyclés.
www.fsc.org Cert no. SW-COC-002358
© 1996 Forest Stewardship Council



Table des matières

Résumé, Phase 1 : Faits et conclusions	1
Preuves d'experts sur les mauvais traitements infligés aux enfants	2
Répercussions des mauvais traitements infligés aux enfants	9
Couverture médiatique des allégations de mauvais traitements infligés à des jeunes de la région de Cornwall entre 1986 et 2004	13
Intervention du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels	16
Intervention des Services communautaires de la Police de Cornwall	76
Intervention de la Police provinciale de l'Ontario	140
Intervention du diocèse d'Alexandria-Cornwall	218
Intervention de la Société de l'aide à l'enfance	263
Intervention des conseils scolaires	305
Intervention du ministère du Procureur général	318
Recommandations de la phase 1	386
Résumé, Phase 2 : Services et programmes de guérison et de réconciliation	431
Le mandat unique de la phase 2	431
Guérison et réconciliation communautaires	433
Sensibilisation du public, éducation et formation professionnelle	436
Modification des politiques gouvernementales	437
Programmes et services offerts en Ontario	440
Counseling et soutien aux témoins	441
Recommandations de la phase 2	444

Faits et conclusions

Le gouvernement de l'Ontario a mis sur pied l'Enquête publique sur Cornwall le 14 avril 2005 conformément à la *Loi sur les enquêtes publiques*. Le décret créant la présente Commission en énonce le mandat :

2. La Commission fera enquête et rapport sur l'intervention institutionnelle du système judiciaire et d'autres institutions publiques, y compris l'interaction de cette intervention avec d'autres secteurs publics et communautaires, à l'égard de ce qui suit :
 - a) les allégations de mauvais traitements du passé à l'endroit de jeunes gens dans la région de Cornwall, y compris les politiques et les pratiques alors en place afin d'intervenir face à de telles allégations,
 - b) la création et l'élaboration de politiques et de pratiques qui visaient à améliorer l'intervention face aux allégations de mauvais traitements, en vue de formuler des recommandations visant l'amélioration accrue de l'intervention dans des circonstances similaires.
3. La Commission fera enquête et rapport sur les processus, services ou programmes susceptibles de favoriser la guérison et la réconciliation communautaires à Cornwall.
4. La Commission peut prévoir des réunions communautaires ou d'autres occasions en plus d'audiences formelles à l'intention des particuliers touchés par les allégations de mauvais traitements du passé à l'endroit de jeunes gens dans la région de Cornwall pour leur permettre de faire part des événements qu'ils ont vécus ainsi que de l'impact que ceux-ci ont eu sur leur vie.

Le mandat a été séparé en deux parties. La phase 1 a été celle de l'établissement des faits. Cette partie du mandat m'a obligé à enquêter et à faire rapport sur les

événements entourant les allégations de mauvais traitements qui auraient été infligés à des jeunes de Cornwall en examinant l'intervention du système de justice et d'autres institutions publiques à la suite de ces allégations. On m'a également demandé de formuler des recommandations visant à améliorer l'intervention dans des circonstances semblables. Les travaux effectués au cours de cette phase de l'enquête ont pris la forme d'audition de témoins. La phase 2 a été axée sur l'objectif de guérison et de réconciliation communautaires. Au cours de la phase 2, nous avons commandé des documents de recherche, tenu des réunions communautaires et des ateliers éducatifs, mis en place des programmes de soutien aux témoins et de counseling et fourni la possibilité à des particuliers de présenter un témoignage officieux dans le cadre du processus de guérison.

Preuves d'experts sur les mauvais traitements infligés aux enfants

L'audition des témoins dans le cadre de la phase 1 de l'Enquête publique sur Cornwall a commencé par les témoignages d'experts de différentes disciplines sur la violence sexuelle faite aux enfants. Les experts comprenaient des psychologues, des travailleurs sociaux, des policiers, des professeurs de droit et des procureurs de la Couronne. Ils ont donné un aperçu des différents types de violence sexuelle faite aux enfants et décrit sa prévalence au Canada. Ils ont expliqué que les enfants ne peuvent donner un consentement éclairé à l'activité sexuelle, qui constitue un comportement qu'ils ne comprennent pas parfaitement bien. En outre, le contexte de la relation est essentiel à la compréhension de la nature du mauvais traitement. Les experts ont décrit le lien émotif que l'enfant peut avoir avec l'agresseur adulte.

La notion de « conditionnement » des enfants par les agresseurs a également été abordée. L'auteur de l'agression présente les activités sexuelles aux enfants victimes au fil du temps. Le processus de conditionnement est conçu pour amener l'enfant à croire que les activités sexuelles sont « normales » et acceptables.

Les experts ont indiqué que la pédophilie, qui est une orientation sexuelle envers les enfants, est désignée comme un trouble mental dans le *Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders* de l'American Psychiatric Association¹. Ils ont expliqué que les pédophiles n'ont pas d'antécédents en commun et qu'ils sont issus de classes socio-économiques et de groupes ethniques différents. Les pédophiles peuvent être mariés, célibataires et avoir des enfants. Ils peuvent avoir une orientation hétérosexuelle, homosexuelle ou bisexuelle. Selon les experts, presque tous les pédophiles sont des hommes.

1. American Psychiatric Association, *Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders*, 4^e éd., Washington (DC), 1994.

L'agression sexuelle se produit habituellement dans le cadre de relations soutenues qui sont fondées sur une apparence de protection, de réconfort et de confiance. Il arrive souvent que les enfants ne soient pas conscients du fait qu'ils sont victimes et ils retournent à maintes reprises et volontairement à l'agresseur. Ils peuvent recevoir des cadeaux, de l'alcool ou de l'argent. Si un membre important de la collectivité tel qu'un directeur d'école, un prêtre ou un enseignant leur dit de s'adonner à un acte sexuel en particulier, les enfants peuvent être portés à croire qu'il s'agit d'un comportement acceptable. En fait, ce n'est peut-être que de nombreuses années plus tard que les victimes de violence sexuelle s'en rendront compte.

Selon les experts, les agresseurs s'attaquent aux enfants vulnérables. Les agresseurs cherchent à contrôler les enfants de diverses manières, par exemple financièrement et émotivement, afin de les désorienter et de les intimider. Le taux de récidive est très élevé chez les pédophiles.

La violence sexuelle faite aux enfants a des répercussions dévastatrices non seulement au cours de l'enfance, mais aussi à long terme, tout au long de l'âge adulte. Les répercussions sont psychologiques, physiques et financières. Les conséquences de la violence sexuelle faite aux enfants peuvent également être intergénérationnelles.

Les répercussions de la violence sexuelle faite aux enfants dépendent non seulement de la gravité et de la nature chronique des mauvais traitements, mais également des caractéristiques et de la situation de la famille. Comme l'ont indiqué les experts, le soutien des parents et les mesures de protection qu'ils offrent aux enfants est l'un des plus importants facteurs d'atténuation des répercussions négatives de la violence sexuelle faite aux enfants. La réaction des institutions et de leurs agents, tels que les préposés aux services à l'enfance et les policiers, joue également un rôle important pour minimiser l'incidence négative des mauvais traitements. Selon les experts, les enfants que l'on croit et qui reçoivent du soutien ont les meilleures chances de grandir en santé. Les répercussions de la violence sexuelle faite aux enfants sont généralement plus graves si l'agresseur est en situation de confiance et d'autorité.

Les répercussions à long terme des mauvais traitements infligés aux enfants dans des contextes non familiaux sont liées à la nature de la relation de la victime avec l'agresseur, à l'importance du contexte de même qu'à la nature et à la gravité de l'agression. L'importance de l'institution, le rôle de l'agresseur au sein de l'institution ou de l'organisme et la réaction de la collectivité aux allégations de mauvais traitements ont tous une incidence sur les répercussions à long terme de ceux-ci sur la victime.

Les circonstances entourant les gestes en question et les activités postérieures ont une incidence profonde sur le bien-être de la victime de mauvais traitements. En effet, la nature des gestes sexuels, qu'il y ait eu violence ou non, et la réaction

de l'institution à la divulgation par l'enfant victime sont des facteurs importants. Par exemple, si une institution religieuse ou un établissement d'enseignement opte tout simplement pour la mutation d'un prêtre, d'un enseignant ou autre agresseur et ne mène pas d'enquête, l'enfant victime peut éprouver d'autres sentiments de blâme de soi⁴¹, ce qui est encore plus grave, des conséquences à long terme. Le fait que le système judiciaire ne réagisse pas adéquatement aux allégations soulevées peut en outre avoir une incidence dévastatrice sur les victimes de violence sexuelle faite aux enfants.

Les difficultés qu'éprouvent les enfants victimes de violence sexuelle lorsqu'il s'agit de la signaler sont complexes. Il est extrêmement difficile pour les victimes de divulguer cette violence en raison de leur vulnérabilité et du déséquilibre du pouvoir entre eux et les auteurs des mauvais traitements.

Les experts ont abordé la multitude de raisons pour lesquelles les enfants victimes de mauvais traitements ne les dévoilent pas. D'abord, un jeune enfant ne sait peut-être pas, en fait, que le comportement sexuel d'une personne en situation d'autorité, tel un enseignant, un prêtre ou un parent de famille d'accueil, n'est pas approprié. Deuxièmement, l'enfant peut se sentir menacé par l'agresseur s'il signale les actes sexuels à une personne de l'institution, à un parent ou à une autre personne soignante. La relation entre l'enfant, l'agresseur et le contexte institutionnel influe également sur la capacité de l'enfant à signaler la violence. Par exemple, un enfant qui a été élevé dans une collectivité où une institution religieuse est hautement valorisée est moins susceptible de dire qu'il a été agressé par un prêtre, un ministre du culte ou un autre personnage religieux membre de cette institution. En outre, l'enfant victime peut être porté à croire que sa famille ou sa collectivité sera perturbée ou détruite s'il en parle. De plus, les enfants peuvent ne pas le dire parce qu'ils se sentent gênés ou coupables ou qu'ils craignent qu'on ne les croie pas. Ils ne se sentent peut-être pas en sécurité de le dire. En outre, les enfants peuvent se sentir coupables ou avoir honte parce qu'ils trouvent que les actes sexuels sont agréables.

Le signalement peut se produire un an, plusieurs années ou même des décennies après la violence sexuelle. Les survivants peuvent avoir l'impression que la violence est quelque chose qu'ils doivent résoudre dans leur vie ou ils peuvent vraiment s'inquiéter du fait que leurs frères et sœurs, leurs enfants ou leurs petits-enfants courrent le risque d'être victimes du même agresseur. Les victimes peuvent se retrouver dans un contexte différent et, par conséquent, avoir l'impression que leur milieu environnant fait en sorte qu'elles peuvent signaler en toute sécurité la violence sexuelle qu'elles ont subie. Elles peuvent également souhaiter expliquer leur comportement à leur conjoint, leurs amis, les membres de leur famille ou leurs collègues de travail. Les victimes de mauvais traitements peuvent également décider de suivre une thérapie et de tenter d'obtenir une

indemnisation pour l'agression subie. Les survivants de mauvais traitements peuvent chercher à obtenir une certaine reconnaissance du mauvais traitement et des excuses de la part de l'agresseur.

Sensibilisation croissante à la violence sexuelle faite aux enfants

Jusqu'aux années 1980, on connaissait très peu au Canada et aux États-Unis la prévalence ou l'incidence de la violence sexuelle faite aux enfants.

En 1983, le projet de loi C-127 a été promulgué. Avant cela, les lois sur la violence sexuelle mettaient l'accent sur la pénétration. Le *Code criminel* ne comportait aucune infraction pour les attouchements, l'invitation à des attouchements sexuels ou l'exploitation sexuelle des enfants par des personnes en situation de confiance. En outre, le langage propre à de nombreuses infractions criminelles décrivait les hommes comme les agresseurs et les femmes comme les victimes, bien que les garçons soient souvent victimes de crimes sexuels et que les femmes soient parfois les agresseurs.

Les réformes de 1983 ont abrogé le crime de viol et l'ont remplacé par l'agression sexuelle. Trois niveaux d'agression sexuelle ont été introduits dans le *Code criminel* : l'agression sexuelle, l'agression sexuelle avec infliction de lésions corporelles et l'agression sexuelle grave. En outre, les règles concernant la plainte immédiate ont été abrogées.

Ce n'est qu'au moment de la parution du rapport Badgley en 1984 que les fonctionnaires, les procureurs de la Couronne, les agents de police, les professionnels de la santé mentale et le public ont commencé à comprendre la portée du problème de la violence sexuelle faite aux enfants au Canada. Cette étude empirique nationale a révélé que l'incidence de la violence sexuelle faite aux enfants était beaucoup plus importante que nous ne le croyions. Elle fut en outre l'une des premières études importantes à étayer l'ampleur de l'exploitation sexuelle des garçons². Non seulement le rapport Badgley a-t-il documenté l'étendue des mauvais traitements infligés aux enfants au Canada, mais il a également suscité une sensibilisation à l'insuffisance des dispositions législatives, des politiques et des protocoles dans notre pays.

Le rapport Badgley a conclu que les lois régissant les agressions sexuelles au Canada ne traitaient pas adéquatement le conditionnement par les pédophiles, l'exploitation sexuelle qui ne comportait pas de pénétration ni l'exploitation

2. Robin F. Badgley, *Résumé du Rapport du Comité sur les infractions sexuelles à l'égard des enfants et des jeunes, nommé par le ministre de la Justice et Procureur général du Canada, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social du Canada*, rapport Badgley, Ottawa, Approvisionnements et Services Canada, 1984, p. 1.

par des personnes en situation de confiance. Le rapport Badgley a formulé d'importantes recommandations à propos de la preuve et de la procédure dans le but d'abolir les obstacles à la réception du témoignage des enfants et de tenir compte des besoins de ceux qui témoignent dans le cadre d'instances judiciaires. Le rapport a proposé d'apporter des modifications au *Code criminel* dans le but d'aborder une gamme plus élaborée d'actes sexuels. Certaines recommandations du rapport Badgley ont été intégrées au *Code criminel* et à la *Loi sur la preuve au Canada* en 1988.

En 1990, le rapport Rogers, *À la recherche de solutions*, a confirmé les conclusions du rapport Badgley en ce qui concerne la prévalence de la violence sexuelle faite aux enfants au Canada. Le rapport de 1990 énonçait que la violence sexuelle faite aux enfants « est une réalité qui touche les enfants de toutes les régions, races, religions et classes socio-économiques de notre société³ ». Il a constaté que plus de 95 % des agresseurs sont des hommes et que la majorité des victimes sont des filles, quoiqu'il y en ait aussi « beaucoup chez les garçons⁴ ». Il a constaté que « les cas de violence à victimes ou à délinquants multiples sont de plus en plus courants⁵ ». Selon le rapport Rogers, « Les agressions sexuelles contre les enfants sont symptomatiques de valeurs profondément ancrées dans la société, valeurs qui nous amènent à tolérer et partant, à encourager les abus de pouvoir à l'égard des êtres vulnérables, notamment les enfants⁶. »

Le rapport Rogers a proposé plusieurs recommandations qui mettaient l'accent sur les éléments suivants : une amélioration des liens entre les systèmes judiciaire, correctionnel et de probation et libération conditionnelle, des moyens d'accélérer le traitement judiciaire des cas de violence sexuelle à l'égard d'enfants, une plus grande uniformité des sentences, la nécessité d'éduquer et de former tous les professionnels à l'intérieur du système judiciaire, y compris les juges, la spécialisation dans le domaine des enquêtes et des poursuites, la prestation accrue de programmes de soutien aux victimes qui témoignent en justice, des modifications au *Code criminel* pour améliorer la surveillance et le traitement des délinquants et pour mieux protéger les victimes, ainsi que l'établissement de mécanismes de dépistage pour s'assurer que les personnes ayant des antécédents de violence ne sont pas placées dans des situations où elles ont la

3. Rix Rogers, *À la recherche de solutions : Le résumé du rapport du conseiller spécial du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social en matière d'agressions sexuelles contre les enfants au Canada*, rapport Rogers, Ottawa (Ontario), Centre national d'information sur la violence dans la famille, Santé nationale et Bien-être social Canada, 1990, p. 13.

4. *Ibid.*, p. 13.

5. *Ibid.*, p. 13.

6. *Ibid.*, p. 15.

responsabilité d'enfants. En conclusion, le rapport Rogers a fait valoir la nécessité d'un plus grand nombre de programmes, de ressources et de protocoles et d'une formation accrue afin de faciliter la coordination entre les différents organismes tels que les policiers et les services de protection de l'enfance.

Vers la fin des années 1980 et au début des années 1990, la violence sexuelle faite aux enfants dans un contexte institutionnel commençait à apparaître dans la mire des professionnels et du public. L'enquête Hughes sur les mauvais traitements à l'orphelinat Mount Cashel à Terre-Neuve a sensibilisé davantage les gens aux questions de violence sexuelle faite aux garçons dans des institutions. Il y a également eu l'affaire de la cathédrale Saint-George à Kingston, qui faisait l'objet d'allégations de mauvais traitements par un directeur de chorale, un membre respecté de la collectivité. Des rapports ont commencé à paraître dans les médias et des publications professionnelles à propos des victimes de violence sexuelle dans des pensionnats et des centres d'éducation surveillée de l'Ontario tels que Grandview, St. Joseph et St. John.

Obstacles à la poursuite fructueuse des cas de mauvais traitements infligés aux enfants

Jusqu'aux années 1980, peu de causes criminelles ont été intentées avec succès en matière de violence sexuelle faite aux enfants en Ontario et dans l'ensemble du Canada. Les témoignages d'enfants étaient considérés peu fiables, le *Code criminel* ne comportait que peu d'infractions d'ordre sexuel qui permettaient de poursuivre les contrevenants et les enfants devaient surmonter d'importants obstacles juridiques afin de pouvoir témoigner dans un procès criminel. Voilà quelques-unes des raisons pour lesquelles les cas de violence sexuelle faite aux enfants ne faisaient pas l'objet de poursuites ou n'entraînaient aucune déclaration de culpabilité des personnes accusées.

Une autre raison est que le système de justice ne prenait pas en compte les besoins des enfants. En outre, les enfants ont toujours été considérés comme des témoins peu fiables. On croyait que les enfants avaient tendance à mentir et à fantasmer et que leurs souvenirs étaient médiocres. Un autre obstacle est que les enfants de moins de quatorze ans qui étaient appelés à témoigner devaient d'abord subir un test de compétence.

La perception selon laquelle les enfants étaient fondamentalement peu fiables avait des conséquences dans l'ensemble des systèmes sociaux et juridiques. Lorsque les enfants choisissaient de signaler les mauvais traitements qu'ils subissaient, on leur répondait qu'ils mentaient.

On punissait souvent les enfants qui faisaient des allégations contre leurs agresseurs, dont certains étaient des personnes respectées dans la collectivité, telles que des prêtres. Les jeunes victimes de violence sexuelle étaient renvoyées

dans les institutions où elles avaient subi des mauvais traitements, telles que des écoles, des églises et des foyers d'accueil. Le message que recevaient ces enfants et d'autres enfants victimes potentiels était que la violence sexuelle ne devait pas être divulguée.

Difficultés particulières des cas de violence sexuelle passée

Plusieurs raisons expliquent pourquoi les cas de violence sexuelle passée n'ont pas été poursuivis en justice avec succès. En premier lieu, on ne peut porter des accusations criminelles contre le contrevenant qu'en vertu des dispositions du *Code criminel* qui étaient en vigueur au moment de l'agression. Par conséquent, si l'infraction a été commise avant les modifications de 1983 ou de 1988 au *Code criminel*, les dispositions relatives notamment aux attouchements ou aux incitations à des attouchements sexuels ne s'appliquent pas et, par conséquent, on ne peut porter d'accusations criminelles contre l'agresseur à l'égard de ces infractions.

Le fait que les adultes qui ont été victimes d'agressions sexuelles lorsqu'ils étaient enfants puissent avoir des problèmes d'alcoolisme et de toxicomanie constitue un autre obstacle. Ils ont peut-être également des dossiers criminels. Les mauvais traitements sexuels infligés aux enfants peuvent également se traduire par une incapacité de conserver un emploi stable. Ces difficultés entraînent des problèmes de crédibilité durant un procès. Comme l'ont indiqué les experts dans leurs témoignages, les personnes qui œuvrent dans le cadre du système judiciaire, comme les agents de police, les juges et les avocats, doivent mieux comprendre les répercussions de la violence sexuelle passée; les victimes peuvent manquer de confiance envers l'autorité et ne pas être amicales ou courtoises.

Comme je le mentionne à maintes reprises dans le rapport, il est important que des personnes spécialisées et compétentes interrogent les survivants de violence sexuelle faite aux enfants. En outre, on n'a pas, dans le passé, offert de services de counseling afin d'aider les personnes aux prises avec certains problèmes complexes, en particulier les victimes masculines. Ces questions importantes méritent notre attention.

La mauvaise compréhension du fonctionnement de la mémoire, surtout dans les cas de violence sexuelle passée, est un autre problème. De nombreuses personnes, dont des agents de police et des jurés, croient que les témoins qui sont confiants, non évasifs et qui n'hésitent pas pour relater un événement du passé livrent un témoignage plus exact et plus fiable. Or, ce qu'ils ne comprennent pas, c'est que la mémoire revient par fragments et que l'hésitation peut indiquer qu'une victime s'efforce de reconstituer ses souvenirs.

Un autre obstacle dans les cas d'agression sexuelle passée consiste à amener d'autres victimes à se présenter et à participer au processus de justice pénale. De plus, l'agresseur peut avoir quitté le territoire de compétence.

La possibilité que les dossiers des institutions aient disparu est un autre obstacle qui empêche de poursuivre avec succès les cas de violence sexuelle passée. De même, la collaboration et l'échange de renseignements entre les professionnels d'institutions n'étaient pas suffisants à cette époque-là.

En 2006, le Parlement et la société dans l'ensemble ont commencé à se rendre compte que les adultes victimes de violence sexuelle lorsqu'ils étaient enfants avaient également besoin d'être protégés afin de poursuivre en justice les auteurs de ces infractions avec succès. Le projet de loi C-2 a modifié de façon importante le *Code criminel* dans le but de protéger les enfants et les adultes vulnérables contre la violence sexuelle et l'exploitation. Il a modifié certaines dispositions relatives à l'établissement des peines pour les infractions de violence sexuelle faite aux enfants, y compris une peine obligatoire minimale pour des crimes sexuels précis. Les dispositions législatives ont offert d'importantes protections aux adultes témoins d'agression sexuelle afin de faciliter leur témoignage dans de tels cas.

Les témoignages qu'ont livrés les experts au début de l'enquête, avant l'audition des témoignages concernant la réaction des institutions aux allégations de mauvais traitements infligés à des jeunes, ont été très précieux pour moi, les parties et le public.

Répercussions des mauvais traitements infligés aux enfants

Plus de trente victimes et présumées victimes ont témoigné durant l'enquête. Certaines étaient au milieu de la trentaine lorsqu'elles ont témoigné; d'autres étaient dans la quarantaine et la cinquantaine et d'autres encore avaient soixante ans. Les victimes et présumées victimes comprenaient un prêtre, un réalisateur et producteur de films et un avocat. Parmi les autres victimes et présumées victimes, un grand nombre occupaient des emplois à faible rémunération, dans le milieu de la construction et de la fabrication par exemple; plusieurs avaient de la difficulté à conserver un emploi stable, tandis qu'un nombre considérable étaient au chômage. Ces victimes et présumées victimes de violence sexuelle faite aux enfants ont décrit la manière dont elles souffrent du syndrome de stress post-traumatique, de dépression grave et de crises de panique, problèmes qui ont empêché un bon nombre d'entre elles de chercher ou de conserver un emploi.

Les victimes, les présumées victimes et leurs parents, conjoints et frères et sœurs ont parlé douloureusement des répercussions des violences qu'elles ont subies, notamment un manque de confiance envers l'autorité, les échecs scolaires, l'incapacité d'établir des relations intimes, l'incapacité d'être de bons parents pour leurs enfants, les tentatives de suicide, la toxicomanie et l'alcoolisme et la fragmentation de leurs familles. Il s'agit de répercussions psychologiques, sociales et financières qui se manifestent toujours. L'incidence

des mauvais traitements sexuels qui ont été infligés historiquement aux enfants est le reflet plutôt éloquent de la description qu'en ont donnée les témoignages d'experts émanant de psychologues, de travailleurs sociaux, d'agents de police et d'experts juridiques dans ce domaine.

Des témoins ont affirmé avoir été victimes de violence sexuelle lorsqu'ils étaient enfants à Cornwall de la part d'enseignants à l'école élémentaire et secondaire, de parents d'accueil au moment où ils étaient sous la garde de la Société de l'aide à l'enfance et de prêtres catholiques. D'autres ont déclaré avoir été violés par des agents de probation et d'autres membres de la collectivité de Cornwall. Les actes de violence sexuelle, selon ces témoins, se sont produits à l'église, dans des retraites pour jeunes catholiques, des foyers d'accueil et des écoles et sur les lieux de travail d'agents de probation. D'autres témoins ont dit qu'ils avaient été victimes de violence sexuelle pendant leur enfance dans des piscines, des vestiaires, des voitures, des terrains de caravanning, des motels, des sous-sols de magasins et au domicile des agresseurs. Dans le cas de certaines victimes et présumées victimes, les mauvais traitements ont commencé lorsqu'ils étaient de très jeunes enfants.

Plusieurs victimes et présumées victimes ont décrit le processus de conditionnement ainsi que les cadeaux, l'alcool et l'argent qu'ils recevaient de ces agresseurs sexuels.

Des accusations criminelles ont été portées contre certains des présumés agresseurs et quelques-uns ont été reconnus coupables de ces actes de violence sexuelle faite aux enfants. Toutefois, certains de ces présumés contrevenants sont décédés ou se sont suicidés avant que leur procès criminel ne commence ou avant même que des accusations ne soient portées. Dans certains cas, le tribunal a suspendu les instances en raison du long délai associé aux poursuites. Les procès criminels de certains de ces présumés contrevenants n'ont pas eu lieu pour diverses raisons, qui sont abordées en détail dans le rapport. Il y a également eu des témoignages confirmant que les contrevenants avaient continué à agresser sexuellement des enfants de Cornwall après avoir été condamnés ou pendant qu'ils étaient en probation.

Les répercussions de la violence sexuelle faite aux enfants sur les victimes et présumées victimes se sont fait sentir à la fois immédiatement et à long terme. Il y a eu de graves conséquences pendant toute leur enfance et les mauvais traitements ont continué à les toucher profondément sur le plan psychologique, scolaire, économique et social. Cela a atteint leur capacité de faire confiance, de dormir, d'aimer, de devenir des parents et de suffire économiquement à leurs besoins et à ceux de leurs familles. L'épouse de vivre a diminué grandement et était parfois inexistante. L'épouse de l'un des témoins a décrit la

violence sexuelle dont son mari a été victime lorsqu'il était enfant comme une « condamnation à vie ».

L'aliénation des parents et la fragmentation des familles comptent parmi les autres répercussions graves de la violence sexuelle infligée aux enfants. Les victimes et les présumées victimes manquaient également de confiance envers l'autorité et subissaient des échecs scolaires.

L'abandon de la religion a été une autre conséquence de la violence sexuelle infligée aux enfants par des membres du clergé. La confusion à propos de leur sexualité et leur incapacité à établir des relations intimes comptent parmi les autres répercussions qui ont été décrites à maintes reprises par les victimes et les présumées victimes durant l'enquête.

Les victimes et les présumées victimes ont décrit leurs faibles compétences parentales, qu'ils attribuaient aux mauvais traitements d'ordre sexuel qui leur avaient été infligés lorsqu'ils étaient enfants. Une présumée victime a déclaré éprouver de la difficulté à avoir un contact physique avec son bébé. « Le simple fait de changer les couches de mon enfant me mettait mal à l'aise, à cause de ce qui m'était arrivé », a-t-il affirmé durant son témoignage. D'autres ont affirmé être incapables de permettre à leur enfant adolescent d'acquérir les compétences nécessaires pour devenir une personne autonome. Elles protégeaient leurs enfants.

L'instabilité au chapitre de l'emploi et les répercussions financières négatives qui en découlent constituent une autre conséquence négative des mauvais traitements subis, comme l'ont décrit les témoins à l'enquête. L'incapacité de traiter avec l'autorité et les difficultés en matière d'alcoolisme empêchent les gens de conserver un emploi stable. Une personne a affirmé avoir de la difficulté à interagir avec les hommes, y compris ses collègues de travail, parce qu'elle avait été victime de violence sexuelle commise par un agresseur masculin. Une autre personne a déclaré avoir peur des hommes en situation d'autorité.

Les effets psychologiques graves de la violence sexuelle faite aux enfants tout au long de l'âge adulte ont été décrits. Certaines victimes et présumées victimes ont déclaré durant leurs témoignages que les mauvais traitements qui leur avaient été infligés lorsqu'ils étaient enfants avaient nui à leur capacité de travailler. Certaines ont affirmé souffrir de dépression, d'insomnie, de crises d'angoisse et de migraines et éprouver de la « difficulté à trouver l'énergie nécessaire pour s'acquitter même des tâches les plus simples ». Elles ont également parlé de leurs tentatives de suicide.

La culpabilité et le sentiment d'être responsable des actes sexuels qui ont été commis à leur endroit lorsqu'ils étaient enfants continuent à hanter de nombreuses victimes.

Preuve d'expert sur les facteurs de risque liés aux mauvais traitements infligés aux enfants dans la ville de Cornwall

Robert Fulton, travailleur social ayant une expertise en évaluation des besoins communautaires, a témoigné devant la Commission d'enquête sur les facteurs de risque liés aux mauvais traitements infligés aux enfants dans la ville de Cornwall. Les évaluations des besoins communautaires fournissent une estimation de la prévalence des préjudices dans la collectivité. En 2003, M. Fulton a rédigé un rapport d'évaluation des besoins communautaires pour la Société de l'aide à l'enfance (SAE) de Stormont, Dundas et Glengarry, dont l'objet était de fournir à la SAE des données à jour sur les forces sociales, démographiques et économiques qui ont une incidence sur les enfants et les familles de ces comtés. L'une des principales raisons justifiant le rapport était l'évaluation de la prévalence des mauvais traitements infligés aux enfants. La plupart des données sur lesquelles repose le rapport de M. Fulton proviennent de Statistique Canada pour la période allant de 1991 à 2001.

Comme l'a expliqué M. Fulton, les études ont démontré que les mauvais traitements infligés aux enfants ont une très forte corrélation avec certaines conséquences négatives comme la criminalité au sein d'une collectivité, le suicide chez les jeunes, la maternité chez les adolescentes, les enfants tués dans des accidents et la toxicomanie. L'étude de M. Fulton fournit un profil communautaire de Cornwall et du comté voisin, une région qui possède un certain nombre de facteurs de risque connus qui sont reliés aux mauvais traitements infligés aux enfants.

Cornwall présente l'une des plus importantes concentrations de pauvreté dans l'Est de l'Ontario, à la fois en termes absolus et en pourcentage de la population (2 455 familles ou 19,0 %). L'écart entre les pauvres et les familles qui gagnent plus de 80 000 \$ par année s'est considérablement élargi à Cornwall, ainsi que dans d'autres régions du comté de Stormont. Comme l'indique M. Fulton : « Pendant que la richesse personnelle grimpait de plus de 20 % en Ontario, Cornwall a connu une croissance d'à peine 0,9 % du revenu personnel. »

Un pourcentage élevé d'adultes à Cornwall (36,2 %) ne possède pas de diplôme d'études secondaires. En outre, la ville de Cornwall affiche l'un des plus faibles pourcentages (56,4 %) de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui fréquentent l'école, ce qui est bien en dessous de la moyenne provinciale. De plus, on retrouve à Cornwall un taux très élevé de chômage chez les jeunes (15,8 %).

M. Fulton a conclu dans son étude : « Cornwall présente un grand nombre d'indicateurs classiques de stress, de situation socioéconomique défavorable et de désorganisation sociale, y compris une perte nette de population en raison de la migration »; « [a]ucun indicateur de désorganisation sociale et de stress n'a

plus de signification que la diminution de la population ». On a observé une diminution de la population de Cornwall de 3,7 % entre 1996 et 2001.

Finalement, M. Fulton en est arrivé à une conclusion importante pour la présente enquête, à savoir que trois des quatre « conséquences négatives les plus graves » liées aux mauvais traitements infligés aux enfants – taux de criminalité, suicide chez les jeunes et mort accidentelle chez les enfants – « sont toutes beaucoup plus élevées dans le comté de Stormont qu’ailleurs en Ontario ».

Couverture médiatique des allégations de mauvais traitements infligés à des jeunes de la région de Cornwall entre 1986 et 2004

Mary Lynn Young, directrice intérimaire de la Graduate School of Journalism de l'Université de la Colombie-Britannique, est intervenue en qualité d'experte en analyse médiatique lors de l'enquête. Nous lui avons demandé de réaliser une étude sur la couverture médiatique des allégations de mauvais traitements qu'auraient subis des jeunes par le passé dans la région de Cornwall entre 1986 et la fin de 2004. Dans le cadre de son étude, elle a analysé des articles de journaux et des reportages diffusés à la radio et à la télévision pendant cette période, à partir d'une base de données compilée par la Commission d'enquête. M^{me} Young a mis l'accent sur deux questions principales : 1) Quelle information ou quel contenu médiatique pourrait avoir influencé les réactions des institutions? et 2) Quelles ont été les répercussions de la couverture médiatique sur la façon dont la collectivité a compris le problème social mis en lumière à Cornwall? Les tendances et les changements en matière de couverture médiatique pendant ces dix-neuf années ont été examinés en mettant l'accent aussi bien sur la nature que sur la quantité de renseignements disponibles dans la presse écrite et électronique.

Au cours de ses recherches, M^{me} Young a abordé plus précisément les questions suivantes : 1) Quels renseignements ont été dévoilés au public concernant les allégations de mauvais traitements qu'auraient subis des jeunes de Cornwall par le passé, et ont-ils changé au fil du temps? En d'autres termes, quels faits ou contextes les journalistes ont-ils choisis et leurs reportages ont-ils changé entre 1986 et 2004? 2) Quels thèmes clés sont apparus et ont été, par la suite, révélés au public? 3) Qui étaient les principaux porte-parole et décideurs représentés dans les médias et comment ont-ils été présentés au fil du temps? 4) Quels ont été les genres médiatiques utilisés pour relater les allégations de mauvais traitements à mesure de leur apparition? Étaient-elles couvertes sous forme de nouvelles brèves ou d'enquêtes journalistiques plus étoffées? 5) Quel a été le schéma géographique de diffusion de la couverture médiatique?

Était-elle principalement assurée par des journaux locaux de Cornwall tels que le *Standard-Freeholder* ou le *Seaway News*? Dans quelle mesure des journaux régionaux (p. ex., l'*Ottawa Citizen*, l'*Ottawa Sun*), des médias affiliés aux grands diffuseurs d'Ottawa ou la presse nationale (p. ex., *The Globe and Mail* ou le *National Post*) ont-ils assuré la couverture médiatique de cette affaire?

6) Quelles ont été les périodes de pointe, entre 1986 et 2004, en matière de couverture médiatique?

L'analyse a été menée aussi bien sur le plan de la quantité que de la qualité de l'information. L'analyse quantitative porte sur ce qui a été dit, par qui, à qui et dans quel but; elle tente de cerner les tendances générales de la couverture médiatique au fil du temps. L'analyse qualitative, qui est par contre subjective par nature, se concentre sur la façon dont les questions relatives aux allégations de mauvais traitements antérieurs ont été présentées par les médias. Elle examine les tendances narratives ou de formulation.

L'échantillon documentaire a été créé à partir de la base de données de documents papier et de fichiers de presse électronique de la Commission d'enquête sur Cornwall. Pour la période comprise entre 1986 et 2004, la base de données contenait 1 329 articles de presse écrite (sans doublon).

Dans son étude de la presse écrite et électronique portant sur les allégations de mauvais traitements infligés à des jeunes de Cornwall entre 1986 et 2004, M^{me} Mary Lynn Young est arrivée à plusieurs conclusions.

La majeure partie des nouvelles et de l'information provenait des médias locaux et ceux-ci ne citaient que peu de sources et n'apportaient pas le « contexte et les recherches approfondies nécessaires pour démontrer qu'ils suivaient un modèle conforme aux pratiques exemplaires journalistiques ». Comme l'a affirmé M^{me} Young, « [il] y avait bien trop de conjectures et pas assez de faits ». Lorsque des faits pertinents étaient révélés, « ils n'étaient pas formulés de façon cohérente – en un même endroit » pour aider le public à comprendre les problèmes institutionnels et individuels complexes.

Elle a conclu que la presse écrite formulait trop de spéculations et ne relatait pas suffisamment les faits, que les recherches et les analyses n'étaient pas assez approfondies et que les preuves faisaient l'objet d'une vérification limitée. Voici certaines des autres conclusions importantes de l'étude :

1. La principale information communiquée au public concernant les allégations de mauvais traitements qui auraient été infligés par le passé à des jeunes de Cornwall a été placée dans un contexte juridique, celui de l'inefficacité de la police.
2. La police de Cornwall, à la différence des autres institutions telles que le ministère des Services correctionnels ou l'Église catholique, est devenue la principale cible des médias en ce qui a trait aux plaintes

- et aux critiques du public au cours de la période visée. D'autres institutions et organismes, a déclaré M^{me} Young, « auraient également dû être interrogés davantage ».
3. Les principaux porte-parole et les personnes qui déterminaient l'information dans les médias étaient des représentants du gouvernement (p. ex., le député Garry Guzzo), de la police (y compris Perry Dunlop), des victimes et des groupes de citoyens.
 4. La majorité des problèmes présentés étaient axés sur les événements et leur analyse n'était pas suffisamment approfondie, ce qui limitait la quantité d'information significative offerte au public. Le travail des journalistes sur les institutions gouvernementales et sur leur rôle en ce qui concerne les allégations de mauvais traitements qui auraient été infligés par le passé à des jeunes de Cornwall manquait de rigueur.
 5. Le modèle de diffusion géographique montre que les allégations étaient principalement couvertes au niveau local et de façon sporadique par les médias régionaux et nationaux. Les médias régionaux se sont intéressés à l'affaire de Cornwall en 1994. Les médias nationaux s'y sont intéressés davantage en 1995, à la suite des accusations portées contre Perry Dunlop en vertu de la *Loi sur les services policiers*.
 6. Entre 1986 et 2004, les périodes de pointe en matière de couverture médiatique correspondent à quatre années au cours desquelles se sont produit des événements particuliers :
 - a. 1994 : couverture médiatique de la déclaration de David Silmser à la police et du règlement financier qui a été conclu;
 - b. 2000 : premières demandes d'ouverture d'une enquête publique et démission de l'agent Perry Dunlop;
 - c. 2001 : le procès Leduc et la suspension de l'instance;
 - d. 2002 : fin de l'opération Vérité et accusations portées contre quinze personnes en vertu de 115 chefs d'accusation de mauvais traitements d'ordre sexuel.
 7. Les médias ont couvert l'incidence des allégations de mauvais traitements antérieurs dans la région de Cornwall de façon très inadaptée. La plupart du temps, ils ont reconstitué les événements autour des allégations et de la plainte de David Silmser, ainsi que du règlement financier qui a suivi. Cette orientation ignorait le fait que l'abbé Gilles Deslauriers, un prêtre de la région de Cornwall, avait été condamné en 1986 pour des actes de violence sexuelle perpétrés dans les années 1970. Cela n'a été relaté que dans un nombre limité de reportages médiatiques et n'a pas été suivi de façon approfondie.

M^{me} Young a conclu son rapport en déclarant ce qui suit : « À Cornwall, le travail des journalistes est resté superficiel, ce qui a laissé, pendant plus de vingt ans, l'une des plus importantes histoires de la collectivité être obscurcie par les rumeurs et les allégations. Cela démontre qu'il est important de mettre en œuvre des pratiques exemplaires en matière de journalisme afin de rendre des comptes au public et de lui permettre de comprendre les problèmes sérieux qui se produisent dans la collectivité. » De façon générale, les médias ont analysé l'affaire de Cornwall « de façon superficielle », « sans fournir systématiquement de sources et sans vérification ». Selon M^{me} Young, « les citoyens de Cornwall auraient pu être mieux informés » si les médias avaient été de meilleure qualité.

Intervention du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels (MSCSC) est responsable de l'établissement, du maintien, du fonctionnement et de la surveillance des établissements correctionnels et des bureaux de probation et de libération conditionnelle en Ontario. À l'heure actuelle, le ministère a compétence sur les contrevenants de 18 ans et plus qui sont en probation ou font l'objet d'ordonnances d'emprisonnement avec sursis exigeant une surveillance communautaire. Il est également responsable des libérés conditionnels soumis à une surveillance. Le ministère assure le fonctionnement de plus de trente établissements correctionnels, qu'il s'agisse de prisons ou de centres de détention. On compte environ 120 bureaux de probation et de libération conditionnelle en Ontario.

Au cours des années, les Services correctionnels ont élargi leurs programmes et services. Le ministère fournit des établissements de détention, des bureaux de probation et de libération conditionnelle ainsi que des services de surveillance communautaire. De plus, il offre des programmes communautaires destinés aux contrevenants, prépare des rapports pour les tribunaux afin d'aider à déterminer la peine des contrevenants reconnus coupables et met en œuvre des programmes sur la prévention du crime.

Les Services correctionnels font présentement partie du MSCSC. Dans le passé, ils ont existé en tant que ministère distinct et ont également été combinés à d'autres ministères comme celui du Solliciteur général et le ministère de la Sûreté et de la Sécurité publique.

La *Loi sur le ministère des Services correctionnels*⁷ précise les fonctions des agents de probation et de libération conditionnelle. Il incombe notamment à un

7. *Loi sur le ministère des Services correctionnels*, L.R.O. 1990, chap. M.22.

agent de probation pour adultes de préparer les rapports exigés par le tribunal, comme les rapports présentenciers, les rapports pour les peines avec sursis, les rapports postsentenciels et les rapports préalables à la libération conditionnelle pour la Commission ontarienne des libérations conditionnelles et des mises en liberté méritées. Le paragraphe 44 (1) de la *Loi sur le ministère des Services correctionnels* définit les fonctions d'un agent de probation, qui doit notamment faire rapport de renseignements au tribunal relativement à une décision. De plus, les agents de probation formulent des recommandations à l'égard des programmes et de la surveillance communautaires. Le paragraphe 44 (3) de la loi précise que les agents de probation doivent exécuter les autres fonctions que leur attribue le ministre, notamment assurer la liaison avec les organismes communautaires, les intervenants du milieu correctionnel communautaire, le public et les victimes. Les agents de probation doivent assumer des fonctions opérationnelles. On s'attend à ce qu'ils élaborent les plans de surveillance, surveillent et mettent en application les conditions de probation, procèdent aux entrevues dans les établissements et les foyers communautaires, mettent en œuvre les plans de réadaptation des contrevenants et assurent la liaison avec les procureurs de la Couronne, les tribunaux et autres organismes communautaires.

Lorsque le ministère des Services correctionnels avait la responsabilité des cas mettant en cause des enfants et des jeunes, les fonctions des agents de probation étaient semblables à celles qui sont décrites ci-dessus. Les agents de probation préparaient les plans de surveillance des jeunes contrevenants en fonction des besoins et des risques. Ils étaient également responsables de la surveillance ainsi que de l'application des peines communautaires imposées par le tribunal.

Le chapitre qui porte sur l'intervention du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels, nom sous lequel il est maintenant connu, commence par un exposé des problèmes auxquels était confronté le Bureau de probation et de libération conditionnelle de Cornwall. Des allégations de violence sexuelle par des agents de probation de Cornwall, déposées par des probationnaires, ont été portées à l'attention du chef de secteur au début des années 1980. Le personnel du bureau de Cornwall avait remarqué un comportement inapproprié de la part d'employés de ce bureau. La réaction du ministère et de ses employés aux allégations de mauvais traitements provenant de probationnaires et d'anciens probationnaires et aux aveux d'inconvenances sexuelles ou autres comportements inappropriés par des agents de probation est abordée en détail. On trouvera dans les diverses sections des recommandations qui abordent notamment la formation sur la victimisation sexuelle des hommes, les principes du conflit d'intérêts, le partage de renseignements, la mémoire institutionnelle, la gestion de l'information sur les incidents critiques ainsi que la vérification et l'examen des dossiers des agents de probation et des autres employés du ministère.

Le chef de secteur du Bureau de probation de Cornwall reçoit une plainte grave à l'égard d'un agent de probation

Lorsque Peter Sirrs est arrivé à Cornwall pour occuper le poste de chef de secteur du Bureau de probation de Cornwall en septembre 1981, le bureau était situé au 340, rue Pitt. Nelson Barque remplissait les fonctions d'agent de probation depuis environ sept ans lorsque M. Sirrs est devenu chef de secteur à Cornwall. Les autres agents de probation de Cornwall à cette époque comprenaient notamment Ken Seguin et Jos van Diepen. Le personnel de soutien était composé de Marcelle Léger et de Louise Quinn. Avant l'arrivée de M. Sirrs, le Bureau de probation de Cornwall avait été supervisé à distance; aucun chef n'avait été présent sur place.

Le bureau de probation a déménagé au 502, rue Pitt un mois après la nomination de Peter Sirrs à titre de chef de secteur. Chaque agent de probation avait son propre bureau fermé dans les nouveaux locaux, ce qui n'était pas le cas à l'emplacement précédent.

Les heures d'ouverture du Bureau de probation de Cornwall au nouvel emplacement sont restées de 8 h 30 à 16 h 30 ou 17 h. Un soir chaque mois, les agents de probation rencontraient des clients. Les heures d'ouverture le soir étaient de 18 h 30 ou 19 h à 20 h ou 21 h environ. Les agents de probation étaient tenus de consigner tous les contacts avec leurs clients, y compris les communications téléphoniques. M. Sirrs a déclaré que, même si la « pratique privilégiée » voulait qu'un membre du personnel de soutien soit présent lorsqu'un agent de probation rencontrait un client au bureau le soir, cela n'arrivait pas « dans tous les cas ». La présence d'un deuxième agent de probation n'était pas non plus requise lorsque des clients avaient des rendez-vous au bureau de la rue Pitt le soir.

Comme l'a expliqué M. Sirrs, l'une de ses principales responsabilités en tant que chef de secteur était de procéder à des vérifications de cas et à des évaluations du rendement. Son rôle consistait à examiner les dossiers des agents de probation pour évaluer la fréquence et le moment de leurs rencontres avec les probationnaires, ainsi que pour déterminer s'ils prenaient des notes appropriées et si la surveillance des probationnaires était conforme aux ordonnances de probation particulières. M. Sirrs devait s'assurer que les lignes directrices, les politiques et les méthodes du ministère étaient respectées par les agents de probation du bureau de Cornwall.

M. Sirrs a été le superviseur de Nelson Barque du 1^{er} septembre 1981 jusqu'en mai 1982, moment où M. Barque a remis sa démission. Jusqu'à ce qu'une plainte à l'égard de M. Barque soit déposée auprès du Bureau de probation de Cornwall en avril 1982, M. Sirrs considérait le rendement de Nelson Barque comme étant satisfaisant. Sa perception de M. Barque a toutefois changé le 8 avril 1982.

M. Sirrs a parlé à M. Ronald St. Louis le 8 avril 1982. M. St. Louis a déclaré qu'un probationnaire, Robert Sheets, « consommait de façon flagrante de l'alcool et des drogues », en violation de son ordonnance de probation. Sa plainte était dirigée contre l'agent de probation Nelson Barque pour sa surveillance inadéquate de M. Sheets. Robert Sheets était pensionnaire à la résidence de M. St. Louis.

M. St. Louis a signalé un incident à M. Sirrs dans lequel Robert Sheets était devenu violent pendant qu'il était sous l'influence de l'alcool et s'était battu avec deux personnes. D'importants dommages avaient été causés à la maison de MM. St. Louis et Sheets avait menacé de lui faire mal. M. St. Louis a indiqué qu'il avait déclaré cet incident à la police de Cornwall, qui l'avait renvoyé à Nelson Barque.

Au cours de cet appel, M. St. Louis a exprimé sa profonde inquiétude à M. Sirrs à l'égard de la surveillance du probationnaire Robert Sheets par M. Barque. M. St. Louis a prétendu que M. Barque était non seulement au courant de la consommation de drogue et d'alcool de M. Sheets, mais qu'il avait en fait fourni ces substances à ce dernier, en violation de l'ordonnance de probation. M. St. Louis a également prétendu que M. Barque s'était livré à des activités sexuelles avec le probationnaire Robert Sheets.

Le jour même où il a reçu cette plainte, M. Sirrs a communiqué avec M. E. B. Toffelmire, administrateur régional (région de l'Est) des Services de probation et de libération conditionnelle du ministère des Services correctionnels⁸. M. Toffelmire a suggéré à Peter Sirrs de discuter de la plainte avec M. S. Teggart, directeur des inspections et des enquêtes, qui, à son tour, a recommandé à M. Sirrs de procéder à une enquête préliminaire. Il a suggéré à M. Sirrs de parler aux personnes concernées par l'incident, y compris la victime et la police. L'enquête préliminaire a été jugée urgente.

M. Sirrs a communiqué avec le Service de police de Cornwall (SPC) et rencontré les sergents Masson et Laroche le 9 avril 1982. Ces agents ont discuté des rapports d'incident se rapportant à M. Barque qu'ils avaient en leur possession. Ils ont informé M. Sirrs qu'ils avaient reçu des plaintes au sujet de M. Barque de la part du personnel d'entretien du 340, rue Pitt, par l'entremise du superviseur de l'immeuble, M. Gerald Levert. M. Levert avait indiqué à la police que certains de ses employés avaient observé des activités inhabituelles mettant en cause Nelson Barque et de jeunes hommes le soir, à l'intérieur et à proximité du bureau de probation. De plus, le sergent Masson et le sergent Laroche étaient tous deux au courant de rumeurs concernant la relation entre MM. Barque et Sheets.

M. Sirrs a également appris que la police avait renvoyé M. St. Louis à M. Barque, l'agent de probation de Robert Sheets. M. Barque avait rencontré le

8. Le poste d'administrateur régional est également connu sous le nom de chef régional.

sergent d'état-major Maurice Allaire du SPC et M. Keith Jodoin, juge de paix et administrateur de la Cour provinciale. M. Barque avait dissuadé la police de donner suite à l'affaire. Il avait indiqué qu'il prendrait des mesures à l'égard du comportement inapproprié de M. Sheets et qu'il en ferait rapport au sergent d'état-major Allaire. M. Barque n'a toutefois pas respecté ces engagements, selon l'information obtenue par M. Sirrs.

Le sergent Masson a dit à Peter Sirrs qu'il avait officieusement conseillé M. Barque à l'égard de ces rumeurs et de ses relations avec les probationnaires, en particulier Robert Sheets. L'agent de police de Cornwall a déclaré que M. Barque avait reconnu qu'il devait faire quelque chose à ce sujet.

Le sergent Masson a également indiqué à M. Sirrs qu'à plusieurs occasions, M. Barque avait tenté de persuader le SPC de ne pas intenter d'actions contre certains probationnaires. À une occasion, alors que le sergent Masson portait une accusation contre Robert Sheets, M. Barque a été mis en garde qu'il serait accusé d'obstruction s'il continuait de faire obstacle à la police. M. Sirrs a appris que des incidents de nature semblable étaient survenus avec d'autres agents de police. Le sergent Masson était d'avis que M. Barque se trouvait trop souvent en compagnie de Robert Sheets.

M. Sirrs a interrogé plusieurs membres du personnel des services de conciergerie qui avaient travaillé au 340, rue Pitt, l'ancien emplacement du Bureau de probation de Cornwall. M. Viau a déclaré que, lorsqu'il travaillait un soir au quatrième étage de l'édifice, là où se trouvait le bureau de probation, il a vu un jeune homme portant une petite moustache noire. Le jeune homme a affirmé que Nelson Barque lui avait donné accès à ce secteur. M. Desnoyers a indiqué qu'à environ 23 h 45, il s'est rendu au quatrième étage pour chercher un des autres concierges. En sortant de l'ascenseur, il a vu M. Barque, torse et pieds nus, qui transportait deux carafes d'eau. En voyant M. Desnoyers, M. Barque est rapidement entré dans le bureau de probation. De plus, M. Benoit a déclaré à M. Sirrs qu'à la demande de M. Barque, il était resté loin du secteur du bureau de probation. Nelson Barque a indiqué au concierge qu'il ne voulait pas être dérangé.

Le 14 avril 1982, M. Sirrs a rencontré M. St. Louis, C-44⁹ et le père de C-44. Le probationnaire de M. Barque, C-44, vivait à la maison de M. St. Louis en tant que pensionnaire. M. Sirrs a appris que M. Barque téléphonait à la résidence de M. St. Louis, souvent tard le soir, et qu'il s'y rendait quelquefois.

C-44 a dit à M. Sirrs que M. Barque savait que Robert Sheets et C-44 consommaient des drogues et de l'alcool. En fait, il a indiqué que Robert Sheets

9. Certaines des personnes auxquelles le présent rapport fait allusion sont désignées par des surnoms pour des besoins de confidentialité.

et lui s'étaient tous deux présentés au Bureau de probation de Cornwall sous l'influence de ces substances. C-44 a également mentionné que M. Barque leur apportait du vin maison, à Robert Sheets et à lui, à la résidence de M. St. Louis. De plus, C-44 a déclaré que M. Barque lui avait offert du vin au Bureau de probation de Cornwall et qu'il lui avait offert une boisson alcoolisée dans un restaurant du centre commercial Cornwall Square. Le père de C-44 a également indiqué à M. Sirrs que M. Barque était venu chez lui et avait donné de l'argent à C-44 pour acheter de la bière. Comme l'a écrit M. Sirrs dans son rapport d'avril 1982 à M. Toffelmire, « [c]es présumés incidents sont en violation directe des conditions des ordonnances de probation qui ont été rendues à la fois contre [C-44] et Sheets ».

C-44 a informé M. Sirrs que M. Barque s'était livré à des actes sexuels avec lui au Bureau de probation de Cornwall et chez l'agent de probation. Comme l'a écrit M. Sirrs dans son rapport, C-44 « était sans équivoque lorsqu'il a admis s'être adonné à des activités homosexuelles avec M. Barque à plusieurs occasions, à la fois chez M. Barque et au bureau de probation. À d'autres occasions, M. Barque avait fait des avances sexuelles à [C-44], verbalement et physiquement, lesquelles ont été repoussées. » M. Sirrs a considéré ces allégations d'actes sexuels avec des clients comme étant « extrêmement graves ». M. Barque était en « [p]osition d'autorité, en position de confiance [...] Cela allait manifestement à l'encontre de la politique du ministère et du gouvernement [...] [C]'était la question la plus grave ».

M. Sirrs a été troublé par ces révélations. Il a également été « très déçu » du fait que la police n'ait pas discuté du comportement inapproprié de M. Barque avec lui. M. Barque faisait obstacle ou entrave au travail de la police lorsqu'elle traitait avec les probationnaires et le chef de secteur s'attendait à recevoir cette information. De plus, M. Sirrs s'inquiétait du fait que la police n'ait pas pris de mesures à l'égard de la plainte de M. Levert et de son personnel des services de conciergerie. Au moins trois agents de police et le juge de paix Jodoin détenaient des renseignements indiquant que M. Barque se livrait à des pratiques sexuelles ou agissait de façon inappropriée avec des probationnaires, mais aucune mesure n'avait été prise. Selon M. Sirrs, les membres du système de justice pénale avaient « fermé les yeux » sur le comportement de M. Barque pour essayer de le protéger : « J'avais le sentiment qu'ils considéraient les agents de probation comme des collègues dans une certaine mesure et, de la même façon, que les services de police ont souvent fermé les yeux sur le comportement de leurs collègues. »

À mon avis, il était important que le Service de police de Cornwall fournit ce renseignement à l'égard du comportement inapproprié de M. Barque à l'endroit de probationnaires au chef de secteur du Bureau de probation de Cornwall et aux autres hauts fonctionnaires du ministère des Services correctionnels,

y compris l'administrateur régional. M. Barque était en situation de confiance à l'égard des probationnaires sous sa surveillance. Non seulement il ne tenait pas compte des conditions de probation imposées par les tribunaux, mais il facilitait en fait la violation de la probation de ses clients. Avec cette information, les fonctionnaires du ministère auraient pu prendre des mesures immédiates pour faire cesser ce comportement hautement inapproprié de M. Barque à l'égard des clients en probation. Si la police avait fourni cette information aux fonctionnaires du ministère, les autres probationnaires surveillés par M. Barque n'auraient peut-être pas été mis à risque.

La sous-ministre Deborah Newman a recommandé dans son témoignage que le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels élabore un protocole avec ses partenaires du système de justice, les membres de la police et la Couronne dans le but de partager les renseignements à l'égard des allégations d'inconvenance sexuelle et autres renseignements. À mon avis, cela se fait attendre depuis longtemps.

Au cours de son enquête, M. Sirrs a découvert que M. Barque avait un verrou sur sa porte au bureau de Cornwall situé au 502, rue Pitt. M. Sirrs a fait enlever le verrou après en avoir fait la découverte.

Marcelle Léger, une adjointe administrative au Bureau de probation de Cornwall, a été interrogée par la Police provinciale de l'Ontario plusieurs années plus tard, soit en 1995. Bien que M^{me} Léger ait déclaré qu'elle ne se souvenait pas de l'entrevue, les notes de l'agent-détective Zebruck renferment la déclaration suivante de M^{me} Léger : « Nelson avait un verrou sur sa porte. A installé un éclairage tamisé dans son bureau, prétendant que cela était plus relaxant pour interroger les clients le soir. » M^{me} Léger a déclaré durant son témoignage qu'elle ne savait pas à quel moment le verrou avait été installé sur la porte de M. Barque. Les notes de l'agent-détective Zebruck renferment également la déclaration suivante tirée de cette entrevue : « Aimait avoir de plus jeunes clients. Voulait ceux qui étaient accusés d'infractions sexuelles. »

Une autre déclaration de Marcelle Léger contenue dans les notes de la police mentionne ce qui suit : « Certains de ses probationnaires venaient plus souvent que nécessaire. » M^{me} Léger a confirmé dans son témoignage que certains probationnaires de M. Barque « se présentaient tout simplement au bureau sans rendez-vous » et demandaient à voir M. Barque. Une autre inscription dans les notes de l'agent-détective Zebruck indique ce qui suit : « Nelson gardait ses clients dans son bureau après les heures de travail et disait au personnel de verrouiller la porte en quittant le bureau; ne voulait pas être dérangé. » M^{me} Léger a mentionné qu'elle quittait le bureau aussitôt que le dernier client s'était présenté et verrouillait la porte du bureau de probation. Il est évident que M^{me} Léger savait que les probationnaires se rendaient au bureau de probation pour rendre visite

à M. Barque alors qu'ils n'avaient pas de rendez-vous de prévu. Elle savait également que M. Barque avait des clients dans son bureau après les heures de travail et qu'il ordonnait aux membres du personnel de verrouiller la porte du bureau de probation lorsqu'ils quittaient les lieux pour qu'il ne soit pas dérangé.

Louise Quinn était une autre adjointe administrative du Bureau de probation de Cornwall. M^{me} Quinn avait remarqué des circonstances suspectes dont elle aurait peut-être dû discuter avec le chef de secteur. À une occasion, M. Barque a téléphoné à M^{me} Quinn de l'extérieur du bureau pour lui demander de récupérer un dossier dans le tiroir de son bureau. Elle a vu dans le tiroir du « matériel pornographique et des revues contenant des photos explicites de jeunes garçons ». Lorsque M. Barque est retourné au bureau, M^{me} Quinn lui a demandé pourquoi il avait ces revues. M. Barque a expliqué qu'il les avait confisquées à un client. M^{me} Quinn s'est toutefois demandé pourquoi le matériel pornographique n'avait pas été détruit par l'agent de probation. « En y repensant [...] c'était peut-être un signe, mais je ne l'ai pas pris comme tel à cette époque », a-t-elle indiqué aux audiences. En rétrospective, M^{me} Quinn a convenu qu'elle aurait peut-être dû parler de sa découverte avec M. Sirrs.

Lorsque l'agent-détective Zebruck a interrogé M^{me} Quinn plusieurs années plus tard, elle a déclaré ce qui suit : « J'ai vu des revues pornographiques homosexuelles dans son bureau. Également des revues de jeunes hommes nus, certains exécutant des actes sexuels [...] J'ai demandé à Nelson pourquoi [...] il y avait des vêtements dans le bureau et il m'a dit que [nom retiré] se changeait là à l'occasion. » Elle a également indiqué à la police que « Nelson avait mentionné qu'il avait eu des relations homosexuelles dans le passé quand il était plus jeune ».

M^{me} Quinn a cru que M. Barque avait peut-être des relations trop étroites avec ses clients, mais elle a tenté de justifier cela en se disant que « c'était son côté travailleur social ». Elle a déclaré durant son témoignage que, compte tenu de la sensibilisation accrue actuelle aux questions d'ordre sexuel, son opinion et sa réaction seraient probablement différentes maintenant si elle découvrait des revues pornographiques ou des vêtements dans le bureau de probation.

L'agent de probation Jos van Diepen est une autre personne du bureau de Cornwall à avoir découvert du matériel pornographique dans le bureau de M. Barque. M. van Diepen avait également des soupçons à l'égard des relations de M. Barque avec des probationnaires. Lorsque M. van Diepen a commencé à travailler au Bureau de probation de Cornwall au 340, rue Pitt en 1976, il n'y avait pas suffisamment d'espace pour que chaque agent de probation ait un bureau privé. Par conséquent, M. van Diepen utilisait les bureaux de ses collègues pour ses entrevues avec ses clients. Il était dans le bureau de M. Barque à l'une de ces occasions, durant sa première année en tant qu'agent de probation. Il a ouvert le tiroir du bureau de M. Barque pour prendre un stylo et a découvert du

matériel pornographique, un livre broché contenant des dessins d'hommes dans diverses positions sexuelles et quelques revues *Playboy*. Il a également trouvé des menottes dans le bureau de M. Barque.

Lorsque M. Paul Downing, enquêteur spécial du ministère, l'a interrogé en 2000, M. van Diepen a déclaré qu'après la démission de M. Barque du Bureau de probation de Cornwall en 1982, il a eu une « discussion officieuse » avec M. Sirrs au sujet de la pornographie trouvée dans le tiroir du bureau de M. Barque. Lorsque M. Downing lui a demandé s'il aurait dû informer la direction de la pornographie au moment de sa découverte, il a convenu, *a posteriori*, qu'il aurait dû transmettre cette information à une personne occupant un poste de direction au ministère.

Une autre question préoccupante à l'égard de M. Barque a également été soulevée au cours de la première année en poste de M. van Diepen en tant qu'agent de probation au bureau de Cornwall. En 1976, M. van Diepen avait un client de 17 ans qui avait de graves problèmes et qui était incapable de vivre chez lui. M. Barque a suggéré que ce probationnaire vive avec l'abbé Charles MacDonald, le curé de St. Raphael, au nord-est de Cornwall dans le comté de Glengarry. L'église avait besoin d'un concierge et d'un jardinier et M. van Diepen a considéré qu'il s'agissait d'une bonne occasion pour son client de travailler et d'avoir un endroit où vivre et que cela l'aiderait à faire en sorte de ne pas être mêlé à d'autres problèmes. Moins d'une semaine après, le probationnaire est retourné à Cornwall et a dit à M. van Diepen qu'il refusait de rester chez ce curé parce que l'« abbé Charles était un pédé » qui « aimait les petits garçons ». Le probationnaire a indiqué à M. van Diepen qu'il s'était réveillé et avait trouvé l'abbé MacDonald assis sur son lit. Le garçon de 17 ans n'a pas fourni plus de détails.

M. van Diepen était « vexé » et « fâché » contre M. Barque pour avoir suggéré ce placement pour son probationnaire et s'inquiétait de l'information transmise par le garçon de 17 ans. M. Barque avait placé un client en probation « dans une situation à risque » et il « savait ou aurait dû savoir que cela n'était pas un placement convenable ». M. van Diepen considérait que son rôle était « de protéger cette personne ». Il a décidé d'en parler à M. Ken Seguin, l'agent de probation principal du bureau de Cornwall.

Jos van Diepen a déclaré durant son témoignage qu'en 1976, il s'inquiétait de la vulnérabilité des enfants qui étaient entrés en contact avec l'abbé MacDonald. M. van Diepen savait que ce dernier était demeuré curé pendant de nombreuses années après 1976. Il a déclaré avoir exprimé ses préoccupations à M. Seguin, croyant que cela était suffisant. M. van Diepen n'a pas abordé la question avec la direction du ministère des Services correctionnels et n'a pas communiqué avec la Société de l'aide à l'enfance. Comme il l'a indiqué dans son témoignage, il a

estimé qu'il avait « fait ce qui était approprié » et qu'il n'était pas nécessaire de prendre des mesures supplémentaires. M. van Diepen a indiqué qu'il « ne savait pas ce qui s'était passé » à l'égard de ces questions. M. Barque a continué d'occuper son poste d'agent de probation et l'abbé MacDonald est demeuré curé pendant de nombreuses années.

M. van Diepen a convenu que le suivi était important. Il aurait dû transmettre ses observations et sa connaissance du comportement inapproprié de M. Barque à la direction du ministère des Services correctionnels. Si cela avait été fait en 1976, des mesures auraient peut-être été prises par les fonctionnaires du ministère pour empêcher M. Barque d'avoir d'autres contacts sexuels et d'autres types de contacts inappropriés avec de jeunes gens, clients du ministère des Services correctionnels.

Nelson Barque démissionne du Bureau de probation de Cornwall

Après son enquête, M. Sirrs a considéré que les allégations portées contre l'agent de probation Nelson Barque étaient « sans aucun doute extrêmement graves ». Dans son rapport confidentiel à M. Toffelmire en avril 1982, M. Sirrs a écrit ce qui suit : « Il est clair que la crédibilité de M. Barque en tant qu'agent de probation ainsi que celle du service de probation et de libération conditionnelle à Cornwall sont mises en doute. Si ces allégations sont fondées, en totalité ou en partie, M. Barque serait incapable de continuer d'assumer ses fonctions d'agent de probation et de libération conditionnelle. » M. Sirrs a recommandé que l'affaire soit renvoyée à la Direction des inspections et des enquêtes du ministère des Services correctionnels en vue d'une enquête approfondie. Il a également suggéré que les allégations et les renseignements recueillis dans le cadre de l'enquête soient présentés à M. Barque.

M. Sirrs a expliqué aux audiences pourquoi il a estimé que la démission de M. Barque était une solution appropriée et pourquoi il a conclu qu'il n'était pas nécessaire que le ministère prenne des mesures supplémentaires. Le chef de secteur a soutenu ce qui suit : 1) une cessation d'emploi ou un congédiement soulève de graves questions, tant sur le plan juridique que sur celui des griefs avec l'association d'employés, 2) le processus peut s'avérer long et difficile, 3) il croyait que les démissions faisaient partie de la pratique du ministère dans des situations semblables et 4) il « se préoccupait du prestige et de la position du Bureau de probation dans la collectivité ». M. Sirrs a estimé que, si l'affaire Barque devenait publique, cela ternirait l'image du Bureau de probation de Cornwall.

Bien que M. Sirrs ait cru qu'un processus disciplinaire officiel était plus ouvert et transparent, il a adopté le point de vue selon lequel la démission était

« le chemin le plus rapide à emprunter dans l'intérêt de tous ». Ses supérieurs au ministère étaient d'accord.

À la réception du rapport de M. Sirrs, M. Toffelmire a écrit à M. Dickson Taylor, directeur des Services de probation et de libération conditionnelle, pour l'informer que l'enquête préliminaire était terminée. M. Toffelmire a déclaré que M. Sirrs avait « atteint un point au-delà duquel il ne voulait pas poursuivre l'enquête » et que « cela a été très éprouvant pour lui ». M. Toffelmire a joint le rapport de M. Sirrs, indiquant clairement qu'il était « entièrement d'accord avec ses recommandations ». Autrement dit, l'administrateur régional (région de l'Est) des Services de probation et de libération conditionnelle semblait être d'accord pour dire que la démission de M. Barque était appropriée.

Le 5 mai 1982, M. Barque a remis sa lettre de démission à M. Sirrs. M. Sirrs a rempli un dossier de fin d'emploi et de rendement au travail relativement à l'emploi de M. Barque au Bureau de probation de Cornwall pour la période allant du mois d'août 1974 au mois de mai 1982. Le chef de secteur a évalué l'assiduité et la ponctualité de Nelson Barque ainsi que ses relations de travail avec ses collègues et ses superviseurs comme étant « très bonnes » et la qualité de son travail comme étant « bonne ». M. Sirrs a inscrit le mot « démission » comme raison du départ de M. Barque. Il a indiqué qu'il n'embaucherait plus cet employé. Dans l'espace réservé aux raisons précises, M. Sirrs a simplement écrit ce qui suit : « M. Barque a donné sa démission par suite d'enquêtes menées sur sa conduite professionnelle et ses relations trop étroites avec des clients. » Aucune explication ni détails supplémentaires n'ont été fournis.

Lorsque M. Sirrs a rempli ce formulaire normalisé du ministère le 11 mai 1982, il était au courant des relations sexuelles de Nelson Barque avec au moins deux probationnaires; il savait que M. Barque avait fourni de l'alcool et de la drogue à des probationnaires et qu'il leur avait permis de consommer de telles substances, en violation des ordonnances de probation, et il savait que M. Barque avait fait obstacle au travail de la police. Aux audiences, cependant, M. Sirrs n'a pas pu expliquer pourquoi ces détails ne figuraient pas dans le formulaire du ministère. Il a convenu qu'en rétrospective, une personne qui lirait ce formulaire du ministère ignorerait la gravité des allégations portées contre M. Barque.

Il était extrêmement important que les dossiers du ministère renferment les détails en vertu desquels M. Barque avait quitté son emploi au Bureau de probation de Cornwall. Il est évident que le document rempli par M. Sirrs ne donnait pas de détails sur les raisons du départ de M. Barque. Le fait de préciser les actes sexuels commis à l'endroit de probationnaires, la fourniture de substances illicites en violation des ordonnances de probation et l'entrave au travail de la police aurait pu faire en sorte que certains fonctionnaires du ministère se demandent si la démission de M. Barque était une solution appropriée. Le ministère aurait pu communiquer avec les probationnaires qui avaient fait

l'objet de ces actes inappropriés de la part de M. Barque et offrir des services de counseling et autres à ces victimes. De plus, cela aurait peut-être incité certains fonctionnaires du ministère à mettre en place des changements dans la surveillance des agents de probation et de libération conditionnelle au Bureau de probation de Cornwall après le départ de M. Barque. Cela aurait aidé à diminuer le nombre de jeunes gens faisant l'objet d'actes sexuels ou autres actes inappropriés de la part de leurs agents de probation, qui étaient en situation de confiance et d'autorité par rapport à ces probationnaires.

Rapport McMaster : la Direction des inspections et des enquêtes décide qu'il n'est pas nécessaire de prendre des mesures supplémentaires après la démission de M. Barque

M. Teggart a demandé aux inspecteurs Clair McMaster et Robert Porter d'enquêter sur le présumé comportement non professionnel de M. Barque, un agent de probation et de libération conditionnelle au Bureau de probation de Cornwall. Cette enquête avait été demandée par M. Taylor.

M. Sirrs a donné un compte rendu aux inspecteurs McMaster et Porter à Cornwall le 29 avril 1982. Les deux inspecteurs se sont rendus au SPC et ont rencontré le sergent-chef Allaire ainsi que les sergents Laroche et Masson. Les trois agents de police ont confirmé qu'ils avaient entendu des rumeurs au sujet des relations de M. Barque avec des probationnaires, en particulier Robert Sheets. De plus, ils ont discuté des tentatives de M. Barque de faire obstacle à la police au nom de M. Sheets. Les inspecteurs du ministère ont également interrogé les membres du personnel des services de conciergerie qui avaient travaillé à l'ancien emplacement du bureau de probation.

Les inspecteurs McMaster et Porter sont retournés à Cornwall le 4 mai 1982 et ont interrogé C-44, le père de C-44 et Robert Sheets. Le père de C-44 a affirmé que M. Barque avait fourni des spiritueux à son fils et qu'il savait que son fils fumait souvent de la « marijuana ». Malgré ce comportement, M. Barque n'a pas violé l'ordonnance de probation de C-44. Les inspecteurs du ministère ont également appris que C-44 avait divulgué à sa mère autour du mois d'avril 1982 qu'il avait des relations sexuelles avec M. Barque.

Le 6 mai 1982, l'inspecteur McMaster a recueilli une déclaration sous serment auprès de M. Barque à l'égard des allégations d'inconduite. Nelson Barque a admis qu'il avait eu des relations sexuelles avec deux probationnaires dont il avait la responsabilité : Robert Sheets et C-44. M. Barque a reconnu qu'il avait été l'instigateur des relations sexuelles avec les deux probationnaires, lesquelles avaient eu lieu sur une période de un an. M. Barque a également admis avoir fourni de l'alcool à C-44 et à Robert Sheets, en violation de leur ordonnance de probation respective. Lorsque l'inspecteur McMaster lui a demandé pourquoi il

leur avait permis de consommer des spiritueux, M. Barque a répondu ce qui suit : « Parce qu'ils me l'ont demandé et que je devais obtempérer puisque j'entretenais une relation homosexuelle avec eux. » Comme l'a indiqué l'inspecteur McMaster dans son rapport, M. Barque « laissait entendre qu'il s'agissait d'une forme de chantage ».

Dans son rapport du 13 mai 1982 à l'attention de M. Teggart, l'inspecteur McMaster a conclu que M. Barque entretenait une « relation inappropriée avec Robert Sheets et [C-44] » et qu'il avait « compromis en réalité son autorité et sa position en tant qu'agent de probation ». Malgré ces conclusions, l'inspecteur McMaster a recommandé que le ministère des Services correctionnels ne prenne aucune autre mesure.

M. Teggart en est arrivé à la même conclusion. Dans son rapport confidentiel du 31 mai 1982 à l'attention du sous-ministre, M. A. Campbell, M. Teggart affirme que bien que l'enquête ait établi que M. Barque avait « fourni des boissons alcoolisées » à deux probationnaires placés sous sa surveillance et qu'il entretenait des « relations homosexuelles » avec eux, aucune mesure supplémentaire n'était nécessaire en raison de la démission de l'agent de probation.

Lorsque M. Downing a procédé à un examen interne en 2000, il n'a trouvé aucune preuve indiquant qu'une enquête complète et approfondie sur les activités de M. Barque avait été entreprise par le ministère. À mon avis, le ministère des Services correctionnels aurait dû effectuer une enquête complète afin de déterminer toute la portée du comportement inapproprié de M. Barque et d'identifier les autres probationnaires, comme Albert Roy, qui avaient peut-être été agressés sexuellement par M. Barque.

J'en conclus que M. Sirrs et le ministère des Services correctionnels n'ont pas adéquatement supervisé l'agent de probation Nelson Barque. En outre, M. Sirrs et le ministère n'ont pas mis en place les changements qui s'imposaient au bureau de Cornwall relativement à la surveillance des agents de probation après le départ de M. Barque pour impropriétés sexuelles sur des clients du ministère sous sa supervision. Selon moi, l'application des normes en vigueur à cette époque, la décision de permettre à M. Barque de remettre sa démission et le fait de ne pas avoir fourni les détails du comportement inapproprié de M. Barque avec des probationnaires sur les formulaires de rendement au travail et de fin d'emploi du ministère montrent que les fonctionnaires du ministère ont manqué de jugement. M^{me} Newman a déclaré que si elle avait été confrontée à la situation de M. Barque, elle aurait mis fin à l'emploi de l'agent de probation au ministère. Comme l'a déclaré la sous-ministre lors de son témoignage : « [D]ans cette situation en particulier [...] si je prenais les décisions disciplinaires, je dirais que je mettrais fin à l'emploi de la personne. » M. Sirrs a confirmé aux audiences qu'aucune mesure n'avait été prise pour aider les victimes de M. Barque après la démission de leur agent de probation. Les probationnaires auraient probablement

eu besoin de services de counseling et d'autres services professionnels et auraient peut-être été réceptifs à ces services à la suite de l'inconduite sexuelle et des autres comportements inappropriés de M. Barque. Le fait de ne pas avoir appliqué le processus disciplinaire plus officiel au ministère et de ne pas avoir fourni les détails des raisons du départ de M. Barque sur les formulaires du ministère ont clairement eu pour effet de supprimer des renseignements à l'égard du comportement répréhensible et inapproprié de M. Barque.

Je recommande que le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels mette en œuvre des mesures pour s'assurer que des renseignements détaillés sur les raisons du départ d'un employé du ministère, y compris des précisions sur tout comportement inapproprié ou à caractère sexuel, soient versés au dossier de fin d'emploi et de rendement au travail.

Après la démission de M. Barque, le ministère des Services correctionnels n'a pris aucune mesure pour essayer de déterminer si d'autres probationnaires à Cornwall avaient fait l'objet d'un comportement inapproprié de la part de leur agent de probation. Ni M. Sirrs ni les inspecteurs McMaster et Porter ni les autres fonctionnaires du ministère n'ont pris des mesures pour faire en sorte que cette évaluation soit effectuée.

Après la démission de M. Barque du bureau de Cornwall, M. Sirrs n'a pas convoqué de réunion avec son personnel ni discuté de la raison du départ de M. Barque. Il n'a pas non plus demandé aux membres de son personnel s'ils étaient au courant du comportement inapproprié de M. Barque avec des probationnaires ou s'ils avaient des préoccupations à ce sujet.

M. Sirrs a déclaré lors de son témoignage qu'il n'avait « pas vraiment mentionné » aux membres de son personnel les raisons du départ de M. Barque du bureau de probation. Il a indiqué ce qui suit aux audiences : « Je n'ai pas eu l'impression que cela faisait partie de mon travail d'exposer les circonstances de la démission de M. Barque [...] j'ai conclu qu'ils l'apprendraient probablement d'une manière ou d'une autre. » M. Sirrs n'a même pas discuté des raisons de la démission de M. Barque avec Carole Cardinal, l'agente de probation qui a assumé la charge de travail de Nelson Barque après son départ.

Il aurait été prudent d'enquêter sur tous les dossiers de M. Barque pour s'assurer que d'autres probationnaires ne faisaient pas l'objet d'un comportement inapproprié. Comme je l'indique, à partir des années 1990, plus de trente anciens clients du ministère ont divulgué des inconduites d'ordre sexuel au Bureau de probation de Cornwall. Certaines de ces allégations mettaient en cause Nelson Barque et quelques-unes de ces inconduites ont été divulguées à M^{me} Cardinal.

On a demandé à M. Sirrs aux audiences d'expliquer les éléments suivants : 1) le fait qu'il n'ait pas informé les membres de son personnel des circonstances entourant le départ de M. Barque du Bureau de probation de Cornwall et 2) le

fait qu'il n'ait pas cherché de renseignements supplémentaires au sujet du comportement de M. Barque avec ses probationnaires. M. Sirrs a répondu que selon une politique du ministère, si les membres du personnel « étaient au courant que quelque chose d'inapproprié se passait dans le bureau, ils étaient tenus d'en informer la direction, en s'adressant directement à leur directeur ou, en cas d'insatisfaction, à un cadre supérieur ». M. Sirrs s'est tout simplement fié à cette politique et n'a pas pris de mesures proactives pour rechercher ces renseignements importants.

M. Sirrs a reconnu qu'*« en rétrospective »*, cela « aurait probablement [...] été une bonne idée » de publier une note de service ou de rencontrer les membres de son personnel pour leur rappeler qu'ils devaient lui signaler les préoccupations ou les comportements inappropriés. Une telle démarche aurait pu révéler des renseignements qui étaient inconnus des autres fonctionnaires du ministère ou de lui-même, à savoir que d'autres probationnaires avaient été victimes d'actes sexuels et d'autres actes inappropriés. De plus, le fait de discuter de ces questions et de ces préoccupations avec les membres de son personnel aurait pu avoir un effet dissuasif sur les autres agents de probation qui envisageaient d'adopter un tel comportement avec des clients du ministère. Cela aurait également pu arrêter le comportement inapproprié du personnel au bureau de Cornwall. M. Sirrs n'a pas souligné les politiques du ministère et le comportement éthique que l'on attendait des agents de probation et des membres du personnel.

Quelques années plus tard, des probationnaires ont divulgué qu'un autre agent de probation du bureau de Cornwall, Ken Seguin, s'était livré à des actes sexuels et avait adopté d'autres comportements inappropriés avec eux. Ce qui est important, c'est que d'autres probationnaires de M. Barque ont révélé qu'ils avaient eux aussi pris part à des actes sexuels avec cet agent de probation et avec M. Seguin.

M. Sirrs n'a pas procédé à un examen historique des dossiers de M. Barque pour déterminer si des probationnaires autres que C-44 et Robert Sheets avaient eu des relations sexuelles avec cet agent de probation, s'étaient fait offrir de l'alcool et d'autres substances illicites ou avaient pris part à d'autres actes inappropriés avec lui. M. Sirrs a également affirmé qu'aucun membre du ministère ne lui a suggéré d'entreprendre un tel suivi. M. Sirrs a convenu qu'*en rétrospective*, cela n'*« aurait assurément pas fait de mal »* d'examiner les dossiers de M. Barque en vue d'évaluer si d'autres probationnaires dans le passé avaient fait l'objet d'un comportement inapproprié. Si cet examen avait été effectué, peut-être que des noms auraient fait surface, comme celui d'Albert Roy, un probationnaire qui avait subi des mauvais traitements de la part de M. Barque. L'ancien sous-ministre Morris Zbar et la sous-ministre Newman ont tous deux convenu que l'examen des dossiers était important. M. Roy Hawkins, le chef régional qui a

remplacé M. Toffelmire, a également déclaré lors de son témoignage qu'il était « troublant » que les clients de M. Barque n'aient pas fait l'objet d'un suivi de la part du ministère. Comme je le mentionne, M. Barque a plaidé coupable à des accusations de grossière indécence à l'endroit d'Albert Roy et a été condamné, en 1995, à quatre mois d'incarcération et à dix-huit mois de probation. Ce qui est important, c'est que quelques semaines après avoir été interrogé par la Police provinciale de l'Ontario en juin 1998 relativement à l'agression sexuelle de Robert Sheets et d'un autre probationnaire, C-45, Nelson Barque s'est suicidé¹⁰.

On a demandé à M. Sirrs pourquoi, lors de son enquête préliminaire, il n'a pas communiqué avec les autres probationnaires sous la supervision de M. Barque. Il a répondu que cela ne lui est pas venu à l'esprit à ce moment. Il a également indiqué que les probationnaires ont tendance à « produire des renseignements peu fiables [...] [I]ls ne sont généralement pas factuels au sujet des événements; je n'aurais donc pas beaucoup tenu compte des plaintes qu'ils pouvaient avoir, ne s'étant pas présentés d'eux-mêmes pour porter plainte ». Il est surprenant et très préoccupant pour moi que le chef de secteur d'un bureau de probation ait décidé de ne pas communiquer avec les victimes potentielles de mauvais traitements de la part de M. Barque parce qu'il croyait que les probationnaires étaient des personnes non dignes de confiance. M. Hawkins, le chef régional, a convenu qu'il était évident qu'il ne s'agissait pas d'une façon appropriée de gérer la situation.

Je recommande que le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels prépare un protocole pour faire en sorte que les dossiers soient examinés dans les cas où des allégations d'inconduite sexuelle sont formulées contre des employés du ministère par des clients placés sous leur supervision. Le chef de secteur devrait examiner les notes de cas relatives à d'autres clients placés sous la supervision de l'employé et interroger ces clients.

Cela a été appuyé par la sous-ministre Newman lors de son témoignage dans le cadre de l'Enquête. M^{me} Newman a alors déclaré que le protocole devrait également rendre obligatoire un examen des dossiers en cas de départ soudain d'un employé ou de mort suspecte. Elle a également déclaré qu'une enquête officielle devait être menée par le ministère dans les situations où des tendances suspectes sont découvertes lors de l'examen des dossiers. Je partage cet avis.

M. Sirrs a affirmé qu'après la démission de M. Barque, il n'a pas apporté de changements dans le bureau au niveau de la supervision de la gestion pour éliminer les risques que des événements semblables se reproduisent. M. Sirrs s'est demandé si d'autres agents de probation du bureau de Cornwall, comme Ken Seguin, pouvaient adopter un comportement semblable, mais il a écarté

10. Nelson Barque est décédé le 28 juin 1998.

cette pensée sous prétexte qu'elle était sans fondement. À mon avis, le chef de secteur Peter Sirrs et le ministère des Services correctionnels auraient dû mettre en place des changements dans la surveillance des agents de probation et de libération conditionnelle après le départ de M. Barque du Bureau de probation de Cornwall pour son comportement inapproprié avec des probationnaires.

Peu de temps après, en 1983, M. Roy Hawkins a remplacé M. Toffelmire à titre de chef régional (région de l'Est). M. Hawkins a rencontré Peter Sirrs pour obtenir un compte rendu sur le Bureau de probation de Cornwall. Toutefois, M. Sirrs n'a pas transmis de renseignements au nouveau chef régional à l'égard de la situation de M. Barque ou de son inquiétude que d'autres agents de probation puissent adopter des comportements inappropriés semblables avec des clients du ministère.

Selon moi, il est essentiel que de tels renseignements soient communiqués aux fonctionnaires qui assument de nouveaux postes au sein du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels. Je recommande que le ministère institue des politiques et des méthodes faisant en sorte que ces renseignements essentiels soient transmis aux nouveaux chefs de secteur et aux autres fonctionnaires qui occupent un poste de supervision. Un système devrait être mis en place pour faire en sorte que les renseignements sur les incidents soient recueillis systématiquement. Les fonctionnaires du ministère, à tous les échelons, devraient pouvoir récupérer facilement ces renseignements.

Emploi de Nelson Barque après sa démission de son poste d'agent de probation

Équipe Psycho-sociale est un organisme de Cornwall qui offre des programmes à l'intention des enfants vivant dans les comtés de Stormont, Dundas et Glengarry. Cette équipe, composée de psychologues, de travailleurs sociaux et de consultants en psychiatrie, fournit des services spécialisés aux enfants, de la petite enfance jusqu'à l'âge de 18 ans, qui souffrent de problèmes de santé mentale.

Pierre Landry, directeur général de l'Équipe Psycho-sociale à Cornwall, a publié une annonce dans les journaux locaux en 1982 afin de recruter du personnel supplémentaire. Nelson Barque, qui avait quitté le Bureau de probation de Cornwall quelques mois auparavant, a répondu à l'annonce. Le curriculum vitæ envoyé par M. Barque à M. Landry en juillet 1982 indiquait que, du mois d'août 1974 au 4 mai 1982, il avait travaillé pour le ministère des Services correctionnels à titre d'agent de probation à Cornwall. M. Barque a invoqué un conflit avec les règles en vigueur au ministère pour expliquer sa démission. M. Peter Sirrs était nommé comme référence.

Lorsque M. Landry a reçu M. Barque en entrevue, il lui a demandé pourquoi il avait quitté son emploi au Bureau de probation de Cornwall. M. Barque a

invoqué un conflit lié aux politiques, une nouvelle administration et une nouvelle orientation de son superviseur.

M. Landry a téléphoné à Peter Sirrs. Il a expliqué qu'il était directeur général de l'Équipe Psycho-sociale, un organisme offrant des services de santé mentale, et que M. Barque avait posé sa candidature au poste de travailleur social. M. Landry ne se rappelait pas s'il avait explicitement dit à M. Sirrs, au cours de l'appel du mois d'août 1982, que l'Équipe Psycho-sociale travaillait auprès d'enfants ou que M. Barque offrirait directement des services à des enfants. Mais, dans son témoignage, il a insisté sur le fait que l'Équipe Psycho-sociale était bien connue à Cornwall en 1982.

Au cours de cet appel téléphonique avec M. Sirrs, M. Landry a demandé au chef de secteur une recommandation pour M. Barque. Peter Sirrs a répondu à M. Landry qu'il devait lui envoyer une lettre lui demandant expressément une recommandation pour son ancien employé. M. Landry a déclaré qu'à aucun moment durant la conversation téléphonique, M. Sirrs n'a donné de précisions sur M. Barque. Il n'a pas non plus prévenu M. Landry de ne pas embaucher son ex-employé, pas plus qu'il n'a laissé entendre qu'il ne devrait pas le faire.

M. Sirrs a prétendu avoir « avisé » Pierre Landry qu'il « n'embaucherait pas M. Barque ». Non seulement M. Landry a-t-il contesté cette affirmation, mais, lorsque Paul Downing a mené son enquête et parlé à M. Sirrs de l'appel téléphonique, ce dernier a omis de l'informer qu'il avait mis en garde le directeur général de l'Équipe Psycho-sociale contre l'embauche de M. Barque. Lorsque M. Downing a interrogé M. Sirrs en 2000, M. Sirrs a d'abord répondu qu'il n'avait aucun souvenir d'avoir parlé au téléphone avec Pierre Landry au sujet d'une recommandation professionnelle pour Nelson Barque. M. Downing a déclaré que ce n'est que « plus tard au cours de la conversation » que M. Sirrs a « reconnu qu'il y avait eu une communication téléphonique », mais il a prétendu qu'il « n'avait divulgué aucun renseignement et avait dit à Pierre qu'il devait recevoir le formulaire d'autorisation avant de fournir des renseignements au sujet de l'emploi de Nelson ».

Après avoir attentivement évalué les documents et les dépositions des témoins, j'en arrive à la conclusion que M. Sirrs n'a pas recommandé à M. Landry de ne pas embaucher Nelson Barque lors de leur conversation téléphonique.

Le 12 août 1982, M. Landry a écrit une lettre à M. Sirrs afin de lui demander une recommandation pour Nelson Barque. Cette lettre précise que le poste en question est celui de travailleur social. Fait important, il est clairement inscrit sur le papier à en-tête de l'organisme que celui-ci offre des services aux enfants et aux adolescents : M. Sirrs a nié avoir reçu la lettre datée du 12 août 1982 de M. Landry. Comme il l'a affirmé lors des audiences : « Je suis tout à fait certain de ne pas avoir reçu la lettre. »

Malgré son assertion selon laquelle il n'avait pas reçu la lettre du 12 août de M. Landry, M. Sirrs a écrit au directeur général le 23 août 1982 afin de lui fournir une « référence professionnelle » pour Nelson Barque. M. Sirrs a simplement fourni des renseignements sur la durée d'emploi de M. Barque à Cornwall, au ministère des Services correctionnels, et sur son poste d'agent de probation et de libération conditionnelle. Il ne mentionne pas la raison motivant la démission de M. Barque ni ne fait allusion à quelque comportement déplacé que ce soit de la part de l'agent de probation. Peter Sirrs a reconnu qu'« il s'agit seulement de données de base ». Lorsque l'avocat a demandé à M. Sirrs s'il estimait important d'informer un employeur potentiel des circonstances du départ de M. Barque du Bureau de probation de Cornwall, il a répondu : « Je suis lié par les règlements régissant la protection de la vie privée et il m'incombe de ne pas divulguer de renseignements sans le consentement de la personne visée. » Toutefois, M. Sirrs n'a pas demandé à M. Barque s'il l'autorisait à divulguer ces renseignements. M. Sirrs a soutenu que « [c]e n'était pas ma responsabilité ».

Il importe de noter que, lorsque M. Downing a communiqué avec Peter Sirrs en 2000, ce dernier a d'abord prétendu qu'il n'avait fourni aucune référence professionnelle pour Nelson Barque. Lorsque M. Downing a dit à M. Sirrs qu'il avait bel et bien une lettre de recommandation en sa possession, M. Sirrs a répondu que quelqu'un « devait avoir imité » sa signature.

Les éléments de preuve démontrent clairement que Peter Sirrs a fourni une référence pour Nelson Barque à Pierre Landry. M. Sirrs savait que M. Barque avait posé sa candidature au poste de travailleur social et qu'il travaillerait auprès d'écoles de la région de Cornwall. M. Sirrs savait également que M. Barque interagirait avec des enfants ayant des besoins particuliers. Ces faits ont été confirmés dans la lettre du 12 août 1982 de M. Landry, que, selon mes constatations, M. Sirrs a reçue. L'en-tête indique expressément que l'organisme s'occupe d'enfants et d'adolescents atteints de problèmes de santé mentale. Toutefois, lors de sa conversation téléphonique avec M. Landry et dans la correspondance qu'il a échangée avec ce dernier, M. Sirrs a omis de divulguer que M. Barque avait quitté le bureau de probation en raison de présumées pratiques sexuelles répréhensibles commises sur la personne de clients qu'il surveillait pour le compte du ministère des Services correctionnels. Le directeur général de l'Équipe Psycho-sociale n'a été mis au courant des événements qu'au bout de quatre ans, pendant lesquels M. Barque a travaillé directement auprès d'enfants pour son organisme.

M. Sirrs aurait dû aviser M. Landry de ses préoccupations concernant l'embauche de M. Barque au sein de l'Équipe Psycho-sociale. Il aurait dû informer le directeur général de l'organisme qu'alors qu'il se trouvait en situation de confiance, M. Barque avait eu des relations sexuelles avec des probationnaires dont il était responsable. En outre, le ministère des Services correctionnels aurait

dû adopter des politiques qui auraient empêché le chef de secteur Peter Sirrs de fournir ce type de référence pour un employé comme M. Barque après qu'il eut démissionné du ministère pour des pratiques sexuelles répréhensibles à l'égard de probationnaires qu'il surveillait.

M. Barque a été au service de l'Équipe Psycho-sociale en tant que travailleur social de 1982 à 1986. Il a interagi avec des enfants fréquentant deux écoles élémentaires de Cornwall. M. Barque a rencontré des enfants en privé dans ces deux écoles.

En mai et juin 1986, M. Landry a reçu deux ou trois appels anonymes lui demandant de se renseigner sur la raison pour laquelle M. Barque avait démissionné du Bureau de probation de Cornwall. Au cours d'un de ces appels, l'interlocuteur anonyme a indiqué que M. Barque avait mis fin à sa carrière d'agent de probation parce qu'il avait agressé sexuellement des clients. Le mystérieux interlocuteur a également informé M. Landry que M. Barque socialisait avec des adolescents au Cornwall Square, un centre commercial de la rue Water.

M. Landry a décidé de se rendre au Cornwall Square un soir. Lors de cette visite, il a vu M. Barque à deux ou trois reprises en train de socialiser avec des garçons dont l'âge variait entre 16 et 18 ans.

Dans les jours qui ont suivi, M. Landry a confronté M. Barque. Le directeur général a dit à M. Barque qu'il avait reçu des appels d'interlocuteurs anonymes qui avaient soulevé de graves allégations contre l'ex-agent de probation, à savoir qu'il avait fait des avances sexuelles ou commis des attouchements déplacés. M. Landry a avisé M. Barque qu'il devrait quitter son emploi au sein de l'organisme si ces renseignements étaient exacts. Plus tard le même jour, M. Barque a remis sa démission.

M. Landry ignorait qu'après avoir démissionné de son poste au sein de l'Équipe Psycho-sociale, M. Barque était devenu enseignant suppléant dans une école secondaire de la région. Encore une fois, Nelson Barque était en contact avec des jeunes.

Plusieurs années après la démission de M. Barque de l'Équipe Psycho-sociale, Pierre Landry a appris par les médias que M. Barque avait été trouvé coupable d'avoir commis des actes à caractère sexuel à l'époque où il était agent de probation. M. Barque a été condamné à Cornwall, le 18 août 1995, à quatre mois d'incarcération et à dix-huit mois de probation pour attentat aux mœurs sur la personne d'Albert Roy, un ancien probationnaire, gestes sanctionnés par le *Code criminel*.

Jos van Diepen, agent de probation du bureau de Cornwall, savait que Nelson Barque avait été embauché par l'Équipe Psycho-sociale. Il savait également que cette dernière était un organisme francophone offrant des services aux enfants atteints de problèmes de comportement et de troubles psychologiques.

M. van Diepen a déclaré que d'autres membres du personnel du Bureau de probation de Cornwall étaient eux aussi au courant du fait que M. Barque travaillait pour l'Équipe Psycho-sociale depuis qu'il n'était plus agent de probation. Aux dires de M. van Diepen : « [N]ous avons eu tout un choc » et « nous trouvions cela déplacé ».

M. van Diepen a déclaré que lui-même et d'autres employés du Bureau de probation de Cornwall se sont aussi inquiétés lorsque M. Barque est devenu enseignant suppléant au même conseil scolaire francophone après avoir quitté son emploi au sein de l'Équipe Psycho-sociale.

Tension entre le chef de secteur du Bureau de probation de Cornwall et les membres de son personnel

Emile Robert est devenu chef de secteur du Bureau de probation de Cornwall en 1985. M. van Diepen avait déjà soumis son nom relativement au concours pour le poste de chef de secteur. Il était manifestement déçu de ne pas avoir remporté le concours.

La relation entre M. van Diepen et le nouveau chef de secteur a été tendue dès le début. Roy Hawkins était le chef régional du bureau de Cornwall lorsque M. Robert est devenu le chef de secteur en 1985. Il a remarqué la tension entre M. Robert et l'agent de probation Jos van Diepen.

D'autres membres du personnel de probation de Cornwall ont eux aussi eu une mauvaise relation avec M. Robert et considéraient son style de gestion comme étant aliénant, incohérent et contradictoire. Il y avait des frictions avec les agents de probation ainsi qu'avec le personnel administratif.

Le style de gestion de M. Robert a manifestement eu des répercussions sur le moral du bureau. Il est important de noter que cela a eu une incidence sur la volonté du personnel de probation de communiquer avec lui et de discuter des problèmes au bureau de Cornwall. M^{me} Cardinal limitait les « contacts à ce qui était seulement nécessaire ». De même, M. Gendron hésitait à partager ses préoccupations avec M. Robert.

Le grave problème qui est ressorti de cette mauvaise communication a été le fait que les membres du personnel de probation n'ont pas discuté avec M. Robert du comportement douteux et inapproprié qu'ils ont observé entre l'agent de probation Ken Seguin et des probationnaires. Les membres du personnel au bureau s'inquiétaient du fait que, s'ils divulguaien quelques-unes de leurs observations et de leurs préoccupations, le chef de secteur pourrait réagir négativement et leur infliger des conséquences négatives. Les agents de probation du bureau de Cornwall ont déclaré que le style de gestion d'Emile Robert était à l'origine d'un milieu de travail empoisonné et d'un bureau dysfonctionnel.

Il est devenu évident pour les membres du personnel quelques années après la nomination de M. Robert au poste de chef de secteur qu'il accordait un traitement de faveur à Ken Seguin. Ce favoritisme était évident dans l'établissement du calendrier des vacances, de même que dans la non-application des pratiques du bureau, comme les registres de sortie, et dans le fait qu'il « fermait les yeux sur certains événements » auxquels M. Seguin était mêlé. Comme l'a indiqué Carole Cardinal, M. Robert accordait à M. Seguin « une certaine marge qui n'était peut-être pas accordée aux autres ». Le favoritisme de M. Robert à l'endroit de Ken Seguin a également été décrit par les agents de probation Ron Gendron et Jos van Diepen. Le fait que le chef de secteur n'ait pas pris de mesures disciplinaires à l'encontre de M. Seguin pour son comportement inapproprié avec certains probationnaires, en particulier son mauvais jugement dans le cas de sa cohabitation avec Gerald Renshaw ainsi que dans l'incident Varley, a davantage renforcé leur opinion selon laquelle M. Robert accordait un traitement spécial à M. Seguin. Le favoritisme manifesté à l'endroit de Ken Seguin par M. Robert ainsi que la mauvaise communication et les conflits entre M. Robert et les autres membres du personnel ont favorisé un milieu de travail malsain.

Le personnel au Bureau de probation de Cornwall était d'avis que le chef de secteur manquait de jugement et de sociabilité et qu'il agissait de façon arbitraire. Le conflit dans le bureau entre M. Robert et les membres de son personnel a fait en sorte que les agents de probation hésitaient à discuter avec le chef de secteur de leurs préoccupations à l'égard du comportement inapproprié de M. Seguin avec des probationnaires et d'autres jeunes. Il s'agissait d'un problème important.

Si les compétences de M. Robert en matière de gestion avaient été meilleures, si le personnel avait eu une relation plus saine et davantage basée sur la confiance avec son chef de secteur et si M. Robert n'avait pas accordé de traitement de faveur à M. Seguin, certains des comportements inappropriés entre M. Seguin et des probationnaires auraient peut-être été divulgués et les fonctionnaires du ministère auraient peut-être traité l'affaire plus tôt.

Relation entre Ken Seguin et ses clients

Les agents de probation et le personnel administratif du Bureau de probation de Cornwall croyaient que M. Seguin avait une relation particulièrement étroite avec des probationnaires. Ils ont décrit cette relation avec des clients du ministère et d'anciens clients comme étant « inhabituelle », « très amicale », « trop étroite » et comme dépassant les limites.

M. Seguin était le plus ancien agent de probation au bureau de Cornwall. On l'appelait « M. Probation ».

M. Gendron a déclaré que M. Seguin avait une démarche philosophique différente de celle des autres agents de probation du bureau de Cornwall; il était partisan d'une démarche de type « travail social » plutôt que « d'application de la loi ». M. Seguin était considéré par ses pairs comme étant plus indulgent en ce qui a trait à l'application des ordonnances de probation comme les exigences de travail communautaire, de restitution et de présentation. Selon M. Gendron, M. Seguin « avait une définition plus large d'un "manquement délibéré" que la plupart des agents de probation ».

Jos van Diepen s'est dit d'accord. Un de ses clients s'est plaint à M. van Diepen parce qu'il exigeait qu'il fasse son travail communautaire, soutenant que M. Seguin ne faisait pas respecter les heures de travaux communautaires prescrites. En fait, les probationnaires demandaient souvent M. Seguin comme agent de probation.

M^{me} Cardinal et les autres membres du personnel de probation ont régulièrement vu M. Seguin fumer et bavarder avec des clients du ministère à l'extérieur du bureau. Selon M. van Diepen, Ken Seguin entretenait des relations « sociales plutôt que professionnelles » avec ses clients et il ne « remplissait pas ses fonctions de manière appropriée [...] en tant qu'agent de probation ».

M. Robert savait que les clients demandaient souvent M. Seguin comme agent de probation. Il était également au courant que M. Seguin fumait avec des clients du ministère à l'extérieur du bureau. Dans son entrevue avec l'enquêteur spécial du ministère Paul Downing, M. Robert a mentionné qu'il a vu « un certain nombre de jeunes durs dans la voiture de Seguin » sur la rue Water tôt le matin, ce qui a soulevé des préoccupations chez lui en tant qu'employeur.

Gerald Renshaw emménage avec son ancien agent de probation

Le 10 mars 1989, Emile Robert a reçu une correspondance de Ken Seguin indiquant qu'un ancien probationnaire, Gerald Renshaw, louerait une chambre chez lui le lendemain. M. Seguin informait son chef de secteur qu'il avait surveillé Gerald Renshaw de 1984 à 1986 et qu'à sa connaissance, M. Renshaw n'avait pas eu d'autres problèmes avec la loi.

M. Robert a discuté du contenu de la lettre avec M. Seguin le 10 mars 1989. Dans son témoignage, le chef de secteur a déclaré qu'il a passé en revue la politique du ministère sur les conflits d'intérêts avec M. Seguin. M. Robert a déclaré que, selon la politique en vigueur à ce moment-là, M. Seguin était seulement tenu de l'informer par écrit de son contact avec un ancien client. M. Seguin n'était pas tenu d'obtenir la permission de son chef de secteur pour que son ancien probationnaire vive avec lui. Au cours de cette discussion, M. Seguin a réitéré à M. Robert qu'il avait surveillé Gerald Renshaw pendant qu'il était en

probation plusieurs années auparavant et qu'aucune autre infraction n'avait été commise depuis ce temps. M. Seguin a expliqué que M. Renshaw avait des problèmes dans sa relation avec sa petite amie et qu'il cherchait un endroit où rester pendant une courte période de temps indéterminée.

La politique de mai 1986 sur les conflits d'intérêts régissait Ken Seguin au moment où il a discuté avec M. Robert de l'entente de location avec Gerald Renshaw. Il importe de noter que, trois mois après que M. Seguin eut informé M. Robert qu'un ancien probationnaire vivrait avec lui, le ministère a publié une nouvelle politique sur le contact des employés avec d'ex-contrevénants, les membres de leur famille et leurs amis. Cette politique stipulait que l'employé du ministère devait à la fois informer son superviseur par écrit et obtenir sa permission pour avoir un contact avec un ex-contrevenant.

M. Robert ne croit pas avoir passé en revue le dossier de Gerald Renshaw au bureau de probation après sa discussion avec M. Seguin. À l'époque, M. Robert ne savait pas que certains des frères de Gerald Renshaw avaient été surveillés en tant que probationnaires par le Bureau de probation de Cornwall. Robert Renshaw, le frère de Gerald, a déclaré que M. Seguin l'avait agressé sexuellement, notamment au Bureau de probation de Cornwall. M. Robert a soutenu que, si M. Seguin avait des liens avec des frères de Gerald Renshaw, il lui incombaît de l'informer de ces relations. M. Robert a reconnu qu'en rétrospective, il aurait peut-être dû demander à M. Seguin en mars 1989 si Gerald Renshaw avait un lien avec les autres garçons Renshaw qui avaient été en probation à Cornwall.

À mon avis, M. Robert aurait dû faire preuve de diligence raisonnable et vérifier les dossiers de Gerald Renshaw et de ses frères au bureau de probation. Comme l'a indiqué le chef régional Roy Hawkins, M. Robert aurait également dû obtenir des renseignements sur la situation de Gerald Renshaw à ce moment-là.

M. Robert a considéré qu'il s'agissait d'une situation inhabituelle. Il avait demandé à M. Seguin de reporter l'emménagement de Gerald Renshaw chez lui parce qu'il voulait consulter le chef régional au sujet de la question.

Dix jours après avoir reçu la lettre de Ken Seguin, Emile Robert a envoyé une très brève lettre à M. Hawkins. M. Robert a simplement inclus la correspondance du 10 mars 1989 qu'il avait reçue de M. Seguin, l'a décrite comme étant « explicite » et a fait la demande suivante : « J'apprécierais recevoir une certaine orientation de votre part à l'égard de cette affaire. » La réaction immédiate du chef régional a été que cette situation sortait de l'ordinaire.

Selon M. Hawkins, le contact entre un agent de probation et un probationnaire devait être interrompu une fois la surveillance terminée. M. Hawkins a envoyé une lettre à M. Robert le 29 mars 1989. Il voulait qu'une vérification soit effectuée auprès du Centre d'information de la police canadienne (CIPC) sur

Gerald Renshaw, c'est-à-dire une vérification des dossiers judiciaires électroniques afin de voir si cet homme avait eu des démêlés avec le système de justice depuis sa probation, ainsi que les détails de son casier judiciaire. M. Hawkins a également informé M. Robert que, si Gerald Renshaw avait des problèmes avec la loi dans l'avenir, le bureau de probation devrait en être informé et que M. Seguin ne devrait pas assumer de rôle de surveillance si M. Renshaw redevenait un client du ministère. M. Hawkins avait également des préoccupations au sujet de la sécurité du Bureau de probation de Cornwall, notamment au sujet du fait qu'« un ancien probationnaire vivant avec un agent de probation puisse avoir accès aux clés et accéder au bureau et aux renseignements confidentiels contenus dans ses dossiers ou d'autres dossiers ». Après que M. Hawkins eut envoyé cette lettre et discuté de ces questions avec M. Robert à la fin de mars 1989, il n'a plus eu à traiter l'affaire Gerald Renshaw.

M. Hawkins ne connaissait pas les détails de la condamnation ou de la probation de M. Renshaw trois ans auparavant. Il ne connaissait pas non plus la situation de M. Renshaw sur les plans personnel et professionnel ni sa relation avec M. Seguin. Aucun de ces renseignements n'avait été fourni par Emile Robert. M. Hawkins a convenu qu'il aurait pu demander ces renseignements. Il a également mentionné que, s'il avait été mis au courant que des personnes au Bureau de probation de Cornwall savaient ou soupçonnaient que MM. Seguin et Renshaw entretenaient une relation sexuelle, cela aurait « absolument » changé la situation.

À mon avis, M. Hawkins aurait dû faire un suivi auprès de M. Robert et lui demander de lui fournir des renseignements concernant Ken Seguin et son ancien probationnaire, Gerald Renshaw. Le chef régional, en examinant une situation qu'il trouvait inhabituelle, aurait pu obtenir des renseignements importants qui lui auraient fait douter du caractère approprié de la relation de M. Seguin avec des clients et d'anciens clients du ministère. M. Hawkins ne savait pas que le personnel du bureau de probation considérait le fait que l'ancien probationnaire Gerald Renshaw emménage dans la maison de son ancien agent de probation, Ken Seguin, comme étant tout à fait inapproprié.

M. Robert a reconnu durant son témoignage que, s'il avait su ce qu'il sait maintenant, il aurait probablement géré la situation différemment. L'ancien chef de secteur a également soutenu que, si M. Hawkins avait voulu des renseignements supplémentaires, son supérieur aurait pu lui demander d'enquêter davantage sur M. Seguin ou Gerald Renshaw. M. Robert a déclaré que Roy Hawkins ne l'a critiqué à aucun moment pour la manière dont il s'occupait de la situation Renshaw. À mon avis, ni le chef de secteur ni le chef régional n'a examiné attentivement la relation entre M. Seguin et son ancien probationnaire ni le caractère approprié de la cohabitation de Gerald Renshaw avec son ancien agent de probation.

Les membres du personnel du Bureau de probation de Cornwall ont déclaré qu'ils considéraient la cohabitation de Gerald Renshaw avec son ancien agent de probation, Ken Seguin, comme étant inappropriée. M. van Diepen a déclaré qu'au moment où Gerald Renshaw a emménagé dans la maison de M. Seguin, il y a eu une discussion au sujet de cette situation entre les membres du personnel du bureau de Cornwall. Les membres du personnel de probation craignaient qu'il y ait à la fois conflit d'intérêts réel et conflit d'intérêts perçu.

M. van Diepen « était fortement en désaccord » avec la démarche des fonctionnaires du ministère à l'égard de la cohabitation de Renshaw et Seguin. Dans son entrevue avec la Police provinciale de l'Ontario en février 1994, M. van Diepen a mentionné aux agents Genier et McDonell que « Ken et Gerry étaient amants, Gerry devait environ 10 000 \$ à Ken ». Jos van Diepen a de plus indiqué qu'à la mort de M. Seguin en novembre 1993, « il y a eu beaucoup de rumeurs et de discussions [...] à l'effet que M. Renshaw vivait là-bas et qu'il s'agissait d'une relation autre que celle d'un simple locataire ».

Lorsque l'agente de probation Carole Cardinal a appris que l'un des garçons Renshaw vivait avec M. Seguin, elle a également été « surprise » du fait que les fonctionnaires du ministère n'avaient pas contesté ce qu'elle percevait comme une entente « inacceptable » et « inappropriée ». Aux yeux de M^{me} Cardinal, le fait que Gerald Renshaw payait chambre et pension à M. Seguin était sans importance, tout comme le fait que sa probation avait pris fin trois ans auparavant. M^{me} Cardinal a témoigné sur l'importance de maintenir une frontière sur les plans personnel et professionnel avec les clients et les anciens clients : « [L]e fait d'avoir un ex-contrevenant qui vit avec vous [...] crée [...] un énorme conflit d'intérêts »; « cela était inapproprié et n'aurait pas dû être approuvé. »

Lors de son entrevue avec Emile Robert en 2000, Paul Downing a abordé l'emménagement de Renshaw dans la maison de M. Seguin en 1989. Il était évident pour l'enquêteur spécial du ministère que M. Robert avait eu des « soupçons » et des préoccupations en 1989 à l'égard de l'association de M. Seguin avec des clients à l'extérieur du lieu de travail. M. Downing a déclaré sous serment que, d'après son « expérience, cela n'arrive pas très souvent que quelqu'un dans la position de Ken soit normalement autorisé à ce qu'un contrevenant vive avec lui » ou un « ex-contrevenant ». Il se serait attendu à ce que M. Robert, en tant que chef de secteur, examine attentivement la question.

Gerald Renshaw a déclaré avoir vécu avec son ancien agent de probation, M. Seguin, pendant environ un an et demi. Il connaissait des difficultés dans sa relation avec sa petite amie et le domicile de M. Seguin à Summerstown était situé près de son lieu de travail. M. Renshaw a déclaré lors de son témoignage que lui, M. Seguin et le patron de M. Seguin, « Emile », ont signé au bureau de probation un document qui portait sur cette cohabitation. M. Renshaw a confirmé que ce document a été signé après qu'il eut emménagé chez son ancien agent

de probation. Il a également déclaré que, le 27 février 1989, alors qu'il vivait avec M. Seguin, Ken Seguin a cosigné une demande d'assurance-prêt personnel d'un montant de 9 700 \$ pour un véhicule.

Gerald Renshaw a déclaré sous serment avoir été victime de violence sexuelle de la part de M. Seguin pendant un certain nombre d'années. Il a indiqué que cela avait commencé pendant qu'il était en probation sous la surveillance de M. Seguin. M. Renshaw a affirmé que M. Seguin a menacé de l'envoyer en prison s'il ne satisfaisait pas à ses demandes sexuelles. Il a également déclaré lors de son témoignage que M. Seguin fréquentait des adolescents qui étaient en probation. Gerald Renshaw allait dans les bars avec son agent de probation et M. Seguin permettait à Gerald et à d'autres probationnaires d'utiliser sa voiture. Ces jeunes hommes étaient également invités chez M. Seguin. Gerald Renshaw a déclaré sous serment avoir été à nouveau victime de violence sexuelle lorsqu'il vivait chez M. Seguin. Ce dernier l'a menacé, lui disant que, s'il refusait d'avoir une relation sexuelle, il serait forcé de rembourser tout le prêt immédiatement. M. Renshaw a également affirmé que Ken Seguin lui a donné de l'argent pour acheter de la drogue pendant qu'il vivait avec lui à Summerstown. M. Renshaw a déclaré lors de son témoignage que la violence sexuelle a cessé seulement après qu'il fut parti du domicile de M. Seguin.

La relation entre un agresseur sexuel et une victime est complexe. Comme les experts l'ont mentionné durant leurs témoignages, les victimes retournent souvent à plusieurs reprises et de façon volontaire chez le contrevenant. Elles peuvent ne pas comprendre qu'elles sont des victimes ou ne pas en être complètement conscientes. Les agresseurs offrent souvent des avantages, comme un prêt automobile et un endroit où vivre. L'agresseur peut avoir recours à des menaces financières, affectives ou autres comme moyen de contrôler la victime.

Je suis d'accord avec la conclusion de M. Downing selon laquelle M. Robert aurait dû examiner en profondeur la question de la cohabitation de Gerald Renshaw avec son ancien agent de probation, M. Seguin. Tant la politique gouvernementale ontarienne de 1986 que la politique ministérielle de juin 1989 indiquent clairement que le gouvernement se préoccupe des conflits d'intérêts réels et apparents. Il incombaît à M. Robert et à ses supérieurs d'examiner en profondeur la relation qui existait entre M. Seguin et son ancien probationnaire afin de déterminer si leur entente de cohabitation constituait un conflit réel ou apparent. Tant M. Robert que son supérieur, M. Hawkins, considéraient la situation très inhabituelle. Si M. Robert ou d'autres hauts fonctionnaires du ministère des Services correctionnels avaient examiné les dossiers des Renshaw, ils auraient obtenu des renseignements concernant la probation de Gerald Renshaw et celle de ses frères et sœurs, qui avaient également été sous la surveillance de M. Seguin. Si le chef de secteur, le chef régional ou tout autre fonctionnaire du ministère avait examiné la situation plus en profondeur, peut-être aurait-on acquis des

renseignements qui auraient soulevé des inquiétudes concernant la relation de M. Seguin avec ses probationnaires actuels et anciens.

Si M. Robert ou tout autre haut fonctionnaire du ministère avait discuté de la relation de M. Renshaw avec M. Seguin, on aurait pu apprendre que M. Renshaw avait déménagé dans la maison de Ken Seguin avant que M. Seguin n'avise les fonctionnaires du ministère, que M. Seguin avait cosigné une demande d'assurance-prêt personnelle à la banque avec M. Renshaw et que M. Seguin entretenait une relation très étroite avec les frères et la famille de Gerald Renshaw. Peut-être que Gerald Renshaw aurait divulgué des renseignements sur un comportement inapproprié de la part de M. Seguin au cours de sa probation ou aurait soulevé ou confirmé des soupçons concernant les interactions de M. Seguin avec d'autres clients en probation.

La politique de 1989 indique explicitement que les fonctionnaires du ministère doivent prendre en considération des facteurs comme l'abus d'influence, le favoritisme et les conflits d'intérêts. À mon avis, si M. Emile Robert et d'autres fonctionnaires avaient examiné ces facteurs avec attention, ils auraient pu aviser M. Seguin que cette entente de cohabitation conclue avec un ancien probationnaire n'aurait pas dû exister. La politique de 1986 du gouvernement ontarien indique qu'un fonctionnaire « doit respecter les conseils reçus » et la politique de 1989, que « des mesures disciplinaires peuvent être prises si la relation n'est pas signalée ou si un ordre d'y mettre fin n'est pas respecté ».

Selon moi, le ministère des Services correctionnels, notamment le chef de secteur et le chef régional, n'ont pas pris les mesures qui s'imposaient pour examiner pleinement les ententes de cohabitation entre Gerald Renshaw et son ancien agent de probation, Ken Seguin. Si la relation entre MM. Seguin et Renshaw avait fait l'objet d'un examen plus minutieux, des questions auraient pu être soulevées concernant les relations de l'agent de probation avec d'anciens et actuels clients du ministère. Il aurait dû sembler évident que l'entente de cohabitation entre Gerald Renshaw et M. Seguin soulevait des questions de conflit d'intérêts à la fois réel et apparent.

Je recommande que le ministère inclue des mesures visant à faire en sorte que ses employés reçoivent une formation et une mise à jour régulières concernant les principes relatifs aux conflits d'intérêts et le comportement éthique exigé du personnel du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels.

L'incident Varley

Le soir du 8 janvier 1992, quatre jeunes hommes sont arrivés au domicile de M. Seguin à Summerstown. L'un d'eux, Mark Woods, était un client du ministère. Travis et Bob Varley, des frères qui vivaient dans le voisinage et qui

rendaient souvent visite à M. Seguin chez lui, faisaient partie de ce groupe, comme leur cousin, Andrew MacDonald. M. Seguin a servi de l'alcool à ces quatre jeunes hommes.

Mark Woods devait se rendre au Bureau de probation de Cornwall le lendemain pour une entrevue avec M. Seguin relativement à un rapport présentenciel. Il a rendu visite à M. Seguin à son domicile ce soir-là, car il était préoccupé par la peine qu'il recevrait et souhaitait en discuter avec l'agent de probation. L'une des conditions de libération de M. Woods était le respect d'un couvre-feu à 21 h.

Après qu'ils eurent quitté la demeure de M. Seguin, Mark Woods a été reconduit chez lui par les autres jeunes hommes afin de respecter son couvre-feu. Aux petites heures du matin du 9 janvier 1992, Travis Varley a tué par balle son cousin, Andrew MacDonald, à la demeure des Varley. Travis Varley a été accusé de meurtre au deuxième degré. Il a plaidé coupable aux accusations d'homicide involontaire.

M. Seguin a attendu une semaine avant de mettre M. Robert au courant de l'incident Varley. Le 16 janvier 1992, M. Seguin a dit à M. Robert que les frères Varley l'avaient appelé pour lui demander s'ils pouvaient lui rendre visite à son domicile. M. Seguin a affirmé que, lorsqu'il a ouvert sa porte le soir du 8 janvier 1992, il ne s'attendait pas à voir deux autres jeunes hommes : Mark Woods et Andrew MacDonald.

Lorsqu'Emile Robert a demandé à M. Seguin pourquoi il avait permis aux jeunes hommes d'entrer dans sa demeure, l'agent de probation a répondu qu'il se sentait intimidé. Le chef de secteur de Cornwall a déclaré lors de son témoignage qu'il n'avait pas accepté l'excuse de M. Seguin. Après cette discussion, M. Robert a ordonné à M. Seguin de rédiger un rapport d'incident.

Lorsqu'on lui a demandé au cours des audiences si M. Seguin l'avait informé à l'époque qu'il avait servi de l'alcool à son client du ministère et à d'autres visiteurs, M. Robert a répondu qu'il ne s'en souvenait pas. Plus tard au cours de son témoignage, M. Robert a déclaré qu'il ne savait pas que M. Seguin avait donné de l'alcool à ces jeunes hommes, jusqu'à ce qu'il reçoive le rapport de police sur l'incident plusieurs mois plus tard, en septembre 1992.

M. Seguin a rédigé un rapport d'incident après cette discussion. Comme l'a expliqué la sous-ministre Deborah Newman, un rapport d'incident doit être rédigé si un événement critique est survenu. Elle considérait l'incident survenu à la demeure de M. Seguin comme étant un événement très important. En vertu de la politique ministérielle, un rapport d'incident devait être préparé immédiatement après un événement de cette nature. Cependant, le rapport est daté du 16 janvier 1992, soit huit jours après l'événement. Il a alors été envoyé à M. Robert, qui y a apposé ses initiales.

M. Seguin a omis certains renseignements importants dans son rapport d'incident – à savoir qu'il avait servi de l'alcool au client du ministère et aux autres jeunes hommes lorsqu'ils lui avaient rendu visite chez lui. Cette omission était importante.

Le chef de secteur Emile Robert a affirmé que, conformément à la politique ministérielle, il a envoyé le rapport d'incident par télécopieur à M. Roy Hawkins, au bureau régional, ainsi qu'à l'Unité de gestion de l'information à North Bay. M. Robert a déclaré lors de son témoignage qu'il se rappelle vaguement avoir parlé avec M. Hawkins à ce moment-là, qui, a-t-il indiqué, lui a donné comme directive de ne pas imposer de mesures disciplinaires à M. Seguin jusqu'à ce que la police envoie les renseignements sur l'incident Varley. Cependant, M. Hawkins a nié avoir reçu le rapport d'incident en janvier 1992. Il a également déclaré lors de son témoignage que M. Robert n'a pas discuté de l'incident Varley avec lui à ce moment-là. M. Hawkins avait comme pratique de parapher les documents qu'il recevait. De plus, si M. Hawkins avait reçu le rapport d'incident en janvier 1992, il y aurait probablement eu des échanges de correspondance entre son bureau et M. Robert, compte tenu du fait que M. Hawkins considérait qu'il s'agissait d'un « incident très important ». M. Hawkins a également déclaré lors de son témoignage qu'il est « très douteux » que M. Robert lui ait parlé peu après l'incident Varley, étant donné qu'il prépare systématiquement une correspondance à verser au dossier faisant état de la discussion sur une affaire si importante. Au cours des audiences, M. Robert ne pouvait expliquer pourquoi M. Hawkins n'avait pas reçu le rapport d'incident. Le chef régional a indiqué qu'il n'a pas été informé de l'incident Varley avant plusieurs mois.

M. Hawkins se serait attendu à ce que le chef de secteur Emile Robert prenne des mesures immédiatement après avoir reçu le rapport d'incident de M. Seguin. Selon M. Hawkins, la situation aurait probablement exigé une enquête ministérielle, au cours de laquelle M. Seguin aurait probablement été suspendu. L'enquêteur spécial Paul Downing a été d'accord. M. Downing pensait qu'il aurait au moins dû y avoir une discussion visant à déterminer si une telle enquête devait être lancée.

La sous-ministre Deborah Newman s'est dite d'accord. Elle a indiqué que M. Robert aurait dû éveiller immédiatement l'attention de M. Roy Hawkins sur l'incident Varley et aurait dû envoyer sur-le-champ le rapport d'incident à M. Hawkins et à l'Unité de gestion de l'information à North Bay.

Il convient de souligner que, quand M. Downing a interrogé M. Robert en 2000, l'ancien chef de secteur n'a nullement fait mention d'une discussion sur le rapport d'incident en janvier 1992 ni de l'envoi de ce rapport au chef régional Roy Hawkins.

J'en suis venu à la conclusion que M. Robert n'a pas rapidement envoyé, le 16 janvier 1992, le rapport d'incident rédigé par M. Seguin au chef régional Roy Hawkins. M. Robert n'a pas non plus discuté de l'incident Varley avec M. Hawkins peu après l'événement. De plus, le chef de secteur n'a pas imposé de mesure disciplinaire à M. Seguin après l'incident du 8 janvier 1992.

M. Robert a déclaré lors de son témoignage qu'il avait décidé de ne prendre aucune mesure, comme une mesure disciplinaire, concernant le comportement de M. Seguin jusqu'à la réception du rapport de police. Cela n'est survenu qu'en septembre 1992, huit mois après l'incident Varley.

À la fin d'août 1992, l'agent-détective Randy Millar du détachement de Lancaster de la Police provinciale de l'Ontario a eu une discussion avec M. Robert concernant les relations de M. Seguin avec le groupe Varley et la fusillade mortelle survenue à Summerstown au mois de janvier précédent. L'agent-détective Millar a envoyé un rapport de l'incident à M. Robert le 3 septembre 1992. La rapport a été écrit après la déclaration de culpabilité de Travis Varley pour homicide involontaire et sa condamnation à une peine d'emprisonnement de deux ans moins un jour. Le rapport de la Police provinciale de l'Ontario indiquait que Travis Varley, feu Andrew MacDonald et d'autres amis « ont bu des spiritueux et de la bière en assez grande quantité pendant environ 17 heures avant la fusillade ». L'agent-détective Millar a déclaré que Mark Woods, les deux frères Varley et la victime sont arrivés au domicile de M. Seguin vers 20 h le 8 janvier 1992. M. Seguin leur a permis d'entrer dans sa demeure : « [L]es garçons ont expliqué que Mark WOODS était inquiet à propos de la peine qu'il recevrait pour son crime et souhaitait en parler à SEGUIN. » M. Seguin a servi une bière à chacun des garçons. Au moment où le groupe quittait la maison de M. Seguin vers 20 h 40, M. Travis Varley s'est dirigé vers le réfrigérateur et a pris trois autres bouteilles de bière.

Comme je l'ai mentionné, M. Seguin n'a pas inclus ce renseignement au sujet de la bière dans son rapport d'incident. Bien que le témoignage de M. Robert à ce sujet soit contradictoire, M. Robert a affirmé que jusqu'à ce qu'il reçoive, en septembre 1992, soit huit mois plus tard, le rapport de police de l'agent-détective Millar, il n'était pas au courant de la présence d'alcool. Il a déclaré qu'il ne savait pas que M. Seguin avait servi de la bière aux quatre jeunes gens ou qu'il y avait eu consommation excessive d'alcool le soir du meurtre. En d'autres mots, M. Robert a prétendu qu'on ne lui avait pas transmis ce renseignement. M. Robert considérait comme étant inacceptable qu'un agent de probation ait permis à son client d'entrer dans sa demeure et qu'il lui ait fourni de l'alcool.

Les agents de probation du bureau de Cornwall, tels que Carole Cardinal, savaient que de l'alcool avait été consommé le soir de l'incident Varley, avant de recevoir le rapport de police en septembre 1992. La semaine suivant l'incident

Varley de janvier 1992, M^{me} Cardinal a appris de l'un des agents enquêteurs de la Police provinciale de l'Ontario, l'agent-détective McDonell, que de l'alcool avait été consommé dans la demeure de M. Seguin. M^{me} Cardinal et l'agent de la Police provinciale de l'Ontario ont discuté du caractère inapproprié du comportement de l'agent de probation Ken Seguin.

M^{me} Cardinal a rédigé le rapport présentenciel sur Travis Varley, qui a plaidé coupable en mai 1992. Elle a eu d'autres discussions avec l'agent-détective McDonell ainsi qu'avec le procureur de la Couronne Guy Simard, qui ont tous deux exprimé leurs préoccupations concernant le comportement de M. Seguin. Ils ont déclaré qu'ils discutaient de leurs préoccupations avec le chef de secteur Emile Robert.

M^{me} Cardinal a parlé à M. Robert des discussions qu'elle avait eues avec l'agent de la Police provinciale de l'Ontario et le procureur de la Couronne au moment où elle préparait le rapport présentenciel. M^{me} Cardinal croit que M. Robert savait à ce moment-là que M. Seguin avait servi de la bière au client du ministère et aux trois autres jeunes hommes; cela était attribuable au fait qu'"il y avait des discussions ouvertes" dans le bureau concernant ce comportement "inapproprié". Elle a également déclaré que, lorsque M. Varley a plaidé coupable à des accusations d'homicide involontaire en mai 1992, le fait que l'alcool constituait un facteur important avait été largement repris dans les médias.

M^{me} Cardinal a été surprise par le contenu et le ton du rapport envoyé à M. Robert le 3 septembre 1992 par l'agent-détective Millar de la Police provinciale de l'Ontario. Elle s'attendait à ce que la police "exprime son insatisfaction par rapport à un tel [...] comportement non professionnel d'un agent de probation". Mais le rapport ne critiquait pas le comportement de Ken Seguin et ne faisait pas état des préoccupations dont la Police provinciale de l'Ontario et la Couronne lui avaient précédemment fait part.

Cinq jours après avoir reçu le rapport de l'agent-détective Millar, M. Robert a envoyé le rapport à M. Hawkins. Dans sa lettre datée du 8 septembre 1992, M. Robert a écrit qu'il joignait une "lettre explicite" de l'agent-détective Millar "pour que M. Hawkins en prenne connaissance".

M. Robert a déclaré lors de son témoignage qu'il avait recommandé qu'aucune mesure ne soit prise contre M. Seguin parce que, selon ses discussions avec l'agent-détective Millar, 1) M. Seguin ne savait pas à l'avance que son client allait se rendre chez lui et 2) M. Seguin était embarrassé au sujet de l'incident. M. Robert a recommandé "qu'aucune mesure ne soit prise", malgré le fait qu'il savait qu'il y avait eu une violation grave des politiques ministérielles et qu'il était lui-même d'avis que le comportement de M. Seguin avait été inapproprié.

M. Hawkins a déclaré lors de son témoignage qu'il a été "abasourdi" et "outré" lorsqu'il a reçu la lettre du 8 septembre 1992 de M. Robert. L'implication

de M. Seguin dans l'incident Varley datait du 8 janvier 1992 et huit mois s'étaient écoulés lorsque M. Hawkins a été mis au courant de l'affaire. M. Hawkins pensait que cet « incident très grave » avait été traité superficiellement; une recherche et une enquête plus approfondies étaient nécessaires. De plus, il ne considérait pas que les renseignements que lui avait fournis M. Robert étaient très crédibles. Le chef régional pensait également que le comportement inapproprié de l'agent de probation et le jugement exercé par ce dernier n'étaient que la « partie visible de l'iceberg ».

Deborah Newman, qui était sous-ministre au moment où elle a témoigné devant la Commission d'enquête, pensait que la lettre du 3 septembre 1992 envoyée par l'agent-détective Millar à M. Robert soulevait de graves problèmes qui méritaient une enquête ministérielle, pour les raisons suivantes : 1) M. Seguin n'avait pas indiqué dans son rapport d'incident qu'il avait servi de l'alcool et 2) l'agent de probation semblait avoir d'importants problèmes de jugement.

M. Hawkins a répondu à la lettre de M. Robert le 16 octobre 1992. Le chef régional considérait que l'implication de M. Seguin dans l'affaire Varley devait faire l'objet d'une attention et d'un règlement immédiats. Il a abordé la possibilité de prendre des mesures disciplinaires contre M. Seguin. La note de M. Hawkins indique clairement qu'il était préoccupé par l'accès du client du ministère au domicile de M. Seguin, le fait que l'agent de probation avait servi de l'alcool et les discussions que M. Seguin avait eues avec une « personne en instance de connaître sa peine ».

M. Hawkins a demandé à M. Robert de revoir l'affaire avec M. Seguin et d'obtenir des renseignements supplémentaires. Comme l'a expliqué M. Hawkins : « Je lui disais que je considérais l'affaire beaucoup plus sérieusement que lui ou l'agent de police qui avait rédigé le rapport semblaient l'avoir fait, et je voulais que cette affaire fasse l'objet d'un examen plus sérieux et plus complet. »

Il convient de souligner que, bien que M. Hawkins ait considéré l'incident Varley comme « extrêmement grave », il a mis cinq semaines pour répondre par écrit à la lettre de M. Robert. M. Hawkins n'a pas pu expliquer ce délai lors de son témoignage devant la Commission.

Après avoir reçu cette lettre de son chef régional, M. Robert a décidé d'envoyer une lettre de conseil à Ken Seguin. Une lettre de conseil est un premier avertissement à un employé, indiquant qu'il y a eu, de l'avis du ministère, un comportement inacceptable qui devra ne pas se répéter à l'avenir. Cette lettre ne fait pas partie du processus disciplinaire. Comme l'ont expliqué M^{me} Newman et M. Downing, la première étape du processus disciplinaire est l'envoi d'une lettre de réprimande. Si un employé reçoit une lettre de conseil plutôt qu'une lettre de réprimande, il n'est pas l'objet d'un grief.

M. Robert a décidé de ne pas suspendre M. Seguin ni de le réprimander officiellement, ni de le congédier. Il n'a pas non plus recommandé la tenue d'une enquête ministérielle sur le comportement de M. Seguin comme agent de probation.

Environ trois mois plus tard, soit le 5 février 1993, M. Robert a fait suivre à M. Hawkins la lettre de conseil envoyée à M. Seguin en novembre 1992. Selon M. Hawkins, le chef de secteur de Cornwall « a pris des mesures minimales à la suite de mes directives ». M. Hawkins considérait la lettre de conseil comme étant « une réponse très faible à une situation très grave ». M. Robert avait simplement averti M. Seguin qu'il n'était pas convenable de permettre à des clients du ministère de lui rendre visite à son domicile et de leur servir de l'alcool. Malgré la violation de la politique ministérielle relative aux contacts des employés avec les clients, M. Robert n'a pas pris de mesure disciplinaire à l'endroit de M. Seguin.

Ni le chef de secteur du Bureau de probation de Cornwall ni le chef régional, ni d'autres fonctionnaires du ministère des Services correctionnels n'ont recommandé la tenue d'une enquête sur l'implication de M. Seguin dans l'incident Varley.

M. Robert ne semble pas avoir demandé l'opinion des Ressources humaines concernant les éventuelles mesures disciplinaires. Il a déclaré que, s'il avait suspendu M. Seguin, la suspension aurait probablement été réduite par le processus de grief. Lorsqu'on lui a demandé pourquoi il n'avait pas recommandé la tenue d'une enquête ministérielle relativement à cette affaire, M. Robert a répondu qu'une telle demande ne relevait pas de lui, mais de M. Hawkins. Après avoir reçu la lettre du 5 février 1993 de M. Robert, indiquant qu'une lettre de conseil avait été envoyée à M. Seguin, M. Hawkins n'a pas non plus pris d'autres mesures.

Selon M. Hawkins, M. Robert aurait pu demander la tenue d'une enquête ministérielle sur l'implication de l'agent de probation dans l'affaire Varley. Manifestement, M. Hawkins lui-même aurait pu lancer une enquête. M. Hawkins a reconnu qu'en rétrospective, il aurait dû envisager la tenue d'une enquête ministérielle.

M. Hawkins a convenu que le processus de grief avait un effet paralysant sur la volonté d'un gestionnaire d'imposer des mesures disciplinaires à un employé du ministère. Des décisions rendues par des gestionnaires étaient souvent contestées avec succès. La réticence de gestionnaires à imposer des mesures disciplinaires, a concédé M. Hawkins, constituait manifestement un problème. La sous-ministre Deborah Newman a également abordé les répercussions du processus de grief : « Afin que la discipline soit maintenue, il peut y avoir des moments où vous aimeriez prendre des mesures plus sévères, mais vous savez

qu'elles ne seront pas maintenues [...] si vous congédiez un employé, il sera réintégré. » Elle n'a pas été surprise du fait que « cela est devenu un facteur dont doivent tenir compte certains gestionnaires [...] Nous croulions sous les griefs. »

Mais M^{me} Newman pensait qu'il aurait dû y avoir une enquête ministérielle sur l'affaire Varley. Elle a également convenu que, si le chef de secteur n'était pas enclin à enquêter, le chef régional pouvait annuler la décision. M^{me} Newman considérait l'absence d'enquête comme une occasion ratée de recueillir plus de renseignements sur le comportement de l'agent de probation de Cornwall. J'abonde dans le même sens. Selon moi, M. Hawkins, M. Robert et d'autres fonctionnaires du ministère auraient dû lancer une enquête sur l'incident Varley ainsi que les contacts et la relation de M. Seguin avec les clients du ministère.

Dans son évaluation de ce dernier pour la période allant de juillet 1991 à juin 1992, M. Robert n'a pas fait mention de la violation par l'agent de probation des normes ministérielles ni de son comportement inapproprié relativement à l'incident Varley. Au contraire, M. Robert a écrit : « M. Seguin est un très bon employé. Il a fait preuve d'un haut niveau d'initiative et de compétence dans son travail. » De plus, dans son évaluation du rendement de M. Seguin pour la période allant de juillet 1992 à juin 1993, il ne fait nulle part mention de l'incident Varley ni de la lettre de conseil qu'il a envoyée à M. Seguin en novembre 1992. Encore une fois, M. Robert a écrit : « M. Seguin est un employé dévoué. Il fait preuve d'initiative et de compétence dans son travail. Je suis satisfait de son rendement au travail. » M. Robert ne pouvait pas expliquer quand on lui a demandé pendant les audiences pourquoi il n'avait pas mentionné la lettre de conseil dans l'évaluation du rendement de M. Seguin.

M. Hawkins a déclaré lors de son témoignage qu'il s'attendait à ce que M. Robert inclue la lettre de conseil dans le rapport d'évaluation de M. Seguin. M. Hawkins a mentionné que, s'il craignait qu'une question n'ait pas été abordée dans le rapport d'évaluation, il avait comme pratique de faire part de cette crainte par écrit au chef de secteur. Toutefois, M. Hawkins ne se rappelait pas avoir ordonné à M. Robert d'inclure l'affaire Varley et la lettre de conseil dans l'évaluation du rendement de M. Seguin.

M. Hawkins a déclaré lors de son témoignage que, bien qu'il ait été au courant de l'incident Varley survenu en septembre 1992, il n'a pas vu l'évaluation de la période allant de juillet 1992 à juin 1993, qui ne portait pas ses initiales.

M^{me} Newman était également d'avis que l'incident Varley aurait dû être mentionné dans l'évaluation du rendement. J'abonde dans le même sens. Il incombaît au chef de secteur d'inclure ce renseignement dans l'évaluation du rendement de M. Seguin. Il était important que ces évaluations fassent clairement état des violations des normes ministérielles, de la fraternisation avec des clients du ministère, du fait que de l'alcool avait été servi et du comportement inapproprié de l'agent de probation, soit M. Seguin.

Malgré l'indignation de M. Hawkins en ce qui a trait à l'incident Varley et à la mauvaise gestion de la situation par M. Robert, M. Hawkins lui-même n'a pas fait part de ses inquiétudes dans le rapport d'évaluation de M. Robert. M. Hawkins a signé cette évaluation trois semaines après avoir reçu la lettre de M. Robert indiquant qu'une lettre de conseil avait été envoyée à M. Seguin. Cependant, M. Hawkins n'a inclus aucun commentaire sur la façon dont M. Robert avait géré l'incident Varley : que M. Robert avait attendu huit mois pour l'avertir, que M. Robert n'avait pas enquêté sur l'incident de façon adéquate et que M. Hawkins pensait que la lettre de conseil constituait une mesure inappropriée dans les circonstances. M. Hawkins avait un « certain nombre de préoccupations » à l'égard des compétences de M. Robert comme gestionnaire et il pensait que M. Robert avait très mal géré l'affaire Varley; encore là, rien de tout cela n'est indiqué dans l'évaluation du rendement de M. Robert.

M. Hawkins a convenu qu'il aurait pu préciser dans l'évaluation de M. Robert que ces points exigeaient une amélioration. À mon avis, M. Hawkins aurait dû mentionner dans l'évaluation du rendement de M. Robert ses inquiétudes sur la compétence de ce dernier en tant que gestionnaire ainsi que sa mauvaise gestion de l'incident Varley. Cela aurait fait en sorte que les chefs régionaux ayant succédé à M. Hawkins, ainsi que d'autres fonctionnaires du ministère des Services correctionnels, soient informés de ces renseignements importants et y aient accès. Parce que ces violations des normes ministérielles et ces mauvaises pratiques de gestion n'ont pas été mentionnées dans les évaluations de rendement de l'agent de probation et du chef de secteur, les superviseurs et les chefs de secteur qui ont succédé à Roy Hawkins et à Emile Robert et d'autres fonctionnaires du ministère ont pu ne pas être au courant d'affaires telles que l'incident Varley.

Selon moi, M. Emile Robert n'a pas supervisé adéquatement M. Ken Seguin ni ne s'est assuré du respect des politiques ministérielles relatives aux conflits d'intérêts. M. Robert a également omis de prendre des mesures disciplinaires suffisantes à l'endroit de M. Seguin en ce qui a trait à ses contacts inappropriés avec des clients du ministère et à son omission de communiquer des renseignements essentiels dans le rapport d'incident en ce qui a trait à la présence d'alcool. Le ministère des Services correctionnels a également omis d'assurer la gestion adéquate du Bureau de probation de Cornwall et d'enquêter en profondeur sur les pratiques de gestion déficientes relativement au comportement de M. Seguin. Le ministère, par l'entremise de ses employés, était ou aurait dû être au courant des contacts inappropriés de M. Seguin avec des clients du ministère, ce qui constitue une violation des politiques ministérielles et des principes éthiques applicables aux agents de probation et de libération conditionnelle. De plus, le ministère et ses employés n'ont pas imposé de mesures disciplinaires à M. Emile Robert concernant ses pratiques de gestion déficientes en ce qui a trait à M. Ken Seguin.

M. Hawkins est resté chef régional du bureau de Cornwall jusqu'en 1993. Bill Roy, le chef régional qui lui a succédé¹¹, a remarqué la tension qui existait entre M. Robert et son personnel. Tout au long des années 1990, la relation entre Emile Robert et son personnel s'est détériorée. La tension et l'acrimonie se sont exacerbées au cours de la grève du Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO) en 1996.

En 1996, Deborah Newman s'est rendue au bureau de Cornwall et a interrogé chaque employé : les agents de probation ainsi que les adjoints administratifs. Selon elle, il était évident qu'il « y avait de très mauvaises relations entre le chef de secteur, Emile Robert, et le personnel du Bureau de probation et de libération conditionnelle de Cornwall ». M^{me} Newman a muté M. Robert en 1997 pour une période de six mois à l'Établissement de traitement et Centre correctionnel Rideau.

M^{me} Newman pensait qu'un médiateur pourrait aider à résoudre certaines tensions. Par conséquent, M. Newell a eu des rencontres avec le personnel du bureau de Cornwall au début de 1998. À la suite du retour de M. Robert au bureau de Cornwall et du processus de médiation, il était évident, selon M^{me} Newman, que « les dommages étaient irréparables ». À la fin de 1998, M. Robert a été muté et a quitté le bureau de Cornwall pour Ottawa.

Mise sur pied de l'Unité des enquêtes indépendantes en 1992

L'Unité des enquêtes indépendantes a été créée en 1992. Lenna Bradburn a été nommée chef de cette unité en septembre 1993 et est demeurée en poste jusqu'en décembre 1994.

L'Unité des enquêtes indépendantes était chargée d'enquêter sur toutes les plaintes pour discrimination ou harcèlement au travail, ainsi que sur toutes les plaintes d'impropriétés sexuelles prétendument commises par des employés du ministère à l'égard de contrevenants placés sous sa responsabilité.

M^{me} Bradburn comprenait que les impropriétés sexuelles relevaient nettement de la responsabilité de l'Unité et que son cadre de référence exigeait la tenue d'une enquête dans de tels cas. Cependant, depuis sa création, l'Unité avait principalement enquêté sur des plaintes pour harcèlement ou discrimination au travail.

En vertu de son cadre de référence, l'Unité devait aviser la police en cas d'allégations d'agression sexuelle ou d'autres actes criminels graves. M^{me} Bradburn a expliqué que l'Unité des enquêtes indépendantes menait souvent ses propres enquêtes, même dans les cas où elle avait avisé la police. L'Unité pouvait enquêter sur ces affaires tant qu'elle ne compromettait pas l'enquête policière ou une poursuite criminelle. Il importe de noter que le cadre de référence de l'Unité des

11. De 1993 à 1997, Bill Roy a été chef régional du bureau de l'Est, à Kingston.

enquêtes indépendantes n'exigeait pas qu'une plainte soit déposée par écrit. M^{me} Bradburn a reconnu qu'une plainte écrite n'était pas obligatoire pour instituer une enquête de l'Unité.

L'Unité des enquêtes indépendantes avait un double rapport hiérarchique, relevant à la fois du sous-ministre des Services correctionnels et du sous-ministre du Secrétariat du Conseil de gestion.

En tant que chef de l'Unité des enquêtes indépendantes, Lenna Bradburn relevait de la sous-ministre des Services correctionnels, qui était à l'époque Michele Noble. M^{me} Bradburn rendait compte à la sous-ministre à l'égard de questions administratives comme le budget, la dotation en personnel et les ressources dont l'Unité avait besoin. En ce qui a trait aux enquêtes, l'Unité communiquait généralement avec le bureau de la sous-ministre, après lui avoir fait parvenir son rapport et ses recommandations lorsqu'elle les avait terminées. La sous-ministre décidait alors du plan d'action qu'il convenait d'adopter, y compris la mise en œuvre des recommandations formulées dans le rapport de l'Unité, comme la prise de mesures disciplinaires.

Loretta Eley, attachée de direction de la sous-ministre à l'époque, a convenu qu'il incombaît à l'Unité d'évaluer si le traitement de la plainte était de son ressort et si elle mènerait une enquête. Une fois l'enquête terminée, l'Unité devait acheminer son rapport à la sous-ministre. Le suivi de l'enquête relevait de l'autorité de la sous-ministre des Services correctionnels, peu importe s'il s'agissait de sanctions disciplinaires ou d'autres mesures.

Nulle part, dans le cadre de référence de 1992, il n'est mentionné que l'Unité n'enquêterait pas sur une plainte pour impropriétés sexuelles si celle-ci visait un ex-employé ou un employé décédé du ministère. Lorsque David Silmser s'est plaint au ministère des Services correctionnels que son ancien agent de probation, Ken Seguin, avait commis des actes répréhensibles de nature sexuelle, le présumé auteur de ces actes était décédé. Lenna Bradburn dirigeait l'Unité des enquêtes indépendantes au moment où M. Silmser a communiqué avec le ministère.

Le chef régional reçoit un appel de David Silmser : allégations d'agression sexuelle par un ancien agent de probation du bureau de Cornwall

Alors que Bill Roy, chef régional (région de l'Est) était au téléphone à Kingston, en fin d'après-midi le 15 décembre 1993, sa secrétaire et le coordonnateur des services à la jeunesse sont entrés dans son bureau, visiblement anxieux. Ils ont fait signe à M. Roy de terminer son appel.

Le personnel du ministère a annoncé à M. Roy qu'un homme, qui attendait au téléphone, avait prétendu avoir été agressé par un ancien agent de probation qui s'était récemment suicidé. L'interlocuteur, a-t-on dit à M. Roy, était très agité.

L'interlocuteur a révélé à M. Roy qu'il avait été agressé par Ken Seguin, son ancien agent de probation. Il a déclaré avoir conclu un accord avec M. Seguin, moyennant une certaine somme d'argent, mais « le salaud s'est suicidé ». Ce commentaire a contrarié M. Roy, qui a répondu à son interlocuteur qu'il ne souhaitait pas discuter du problème de cette façon. Selon M. Roy, David Silmser a répliqué : « C'est bel et bien le cas, et si ce n'est pas lui qui me paie, ce sera vous. »

M. Roy « a commencé à s'agiter ». Au cours des quelque vingt-cinq années où il avait travaillé au ministère des Services correctionnels, il n'avait jamais été confronté à pareille situation. Le chef régional a clairement affirmé qu'il n'était « pas enclin à faire des chèques », mais qu'il assurerait un suivi si son interlocuteur voulait bien lui donner son nom au complet et son numéro de téléphone. David Silmser lui a alors communiqué ces renseignements.

M. Roy a informé M. Silmser qu'il observerait la procédure habituelle du ministère relativement aux questions de cette nature. Il lui a expliqué qu'il communiquerait avec l'Unité des enquêtes indépendantes, chargée de traiter ce type de plainte.

M. Silmser a dit qu'il avait besoin de soutien et de counseling et a ajouté qu'il « n'était pas le seul » ou qu'il « y avait plusieurs personnes dans la même situation ». C'est à ce moment que le chef régional s'est rendu compte qu'il y avait peut-être d'autres victimes. Il était évident que M. Silmser éprouvait le besoin de recevoir des services de counseling en raison des mauvais traitements de nature sexuelle lui ayant prétendument été infligés dans sa jeunesse par son agent de probation.

David Silmser a confié à M. Roy qu'il avait déjà mis le Service de police de Cornwall au fait des agressions sexuelles commises par Ken Seguin. Cependant, a-t-il poursuivi, les policiers « m'envoyaient promener ». Il leur a donc dit de « laisser tomber l'enquête ». Il a mentionné avoir informé la police qu'il avait retenu les services d'un avocat et qu'il comptait intenter une poursuite au civil.

M. Roy a déclaré qu'il avait « réellement pris » cette affaire « au sérieux » et qu'il avait tenté de le faire comprendre à M. Silmser.

Après avoir reçu l'appel de David Silmser le 15 décembre 1993, M. Roy a communiqué avec certains fonctionnaires du ministère. Il a d'abord téléphoné à la chef de l'Unité des enquêtes indépendantes, Lenna Bradburn. M. Roy savait que l'Unité enquêtait sur des plaintes pour impropriétés ou inconduite sexuelles et qu'il devait l'aviser. Il croyait suivre la politique du ministère en signalant l'appel de David Silmser à l'Unité.

Le 16 décembre 1993, M. Roy a parlé à M^{me} Bradburn. Il a indiqué avoir reçu un appel d'une personne qui prétendait avoir été agressée sexuellement par son agent de probation, Ken Seguin, ancien employé du ministère. Cet agent de probation, a appris M^{me} Bradburn, s'était suicidé trois semaines auparavant.

M. Roy a avisé la chef de l'Unité que la présumée victime, jeune contrevenant au moment de l'agression, « avait tenté en privé d'obtenir réparation de la partie décédée par l'entremise de son avocat ». Lorsque M^{me} Bradburn a reçu cet appel, c'était la première fois qu'elle se trouvait confrontée à une plainte de cette nature.

Le même jour, M. Roy a également communiqué avec le Service de police de Cornwall et avec la Police provinciale de l'Ontario pour faire rapport de la plainte de David Silmser. M. Roy a discuté avec le sergent-chef Luc Brunet, responsable de la direction des enquêtes criminelles du Service de police de Cornwall, au sujet des allégations de M. Silmser quant à des agressions sexuelles commises par Ken Seguin. Le corps de police, a appris M. Roy, était au courant de ces allégations, lesquelles avaient fait l'objet d'une enquête. Toutefois, le sergent-chef Brunet a fait savoir que l'enquête avait été interrompue à la demande du plaignant. Il a déclaré que les policiers de Cornwall étaient contrariés parce que M. Silmser avait « changé d'avis » mais que les politiques du Service de police exigeaient, dans de telles circonstances, que l'enquête soit abandonnée.

Bill Roy a également communiqué avec le détachement de Lancaster de la Police provinciale de l'Ontario. L'agent à qui il a parlé lui a indiqué que la Police provinciale de l'Ontario était au courant des allégations de M. Silmser contre Ken Seguin et qu'il traitait avec David Silmser depuis quelque temps, et a laissé entendre que M. Silmser n'était « pas fiable ».

M. Roy a été étonné d'apprendre que le Service de police de Cornwall et la Police provinciale de l'Ontario étaient tous deux au courant des allégations de David Silmser contre l'un de ses anciens employés et que les corps policiers n'avaient communiqué ni avec lui ni avec d'autres fonctionnaires du ministère concernant cette plainte pour impropriété sexuelle. Il est essentiel que la police et le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels élaborent un protocole pour l'échange de tels renseignements.

Le 17 décembre 1993, un appel a eu lieu entre le bureau de Bill Roy et David Silmser. M. Silmser était très contrarié car il s'attendait à ce que le ministère communique avec lui après sa conversation téléphonique avec M. Roy. M. Silmser a menacé de s'adresser au journal *Ottawa Citizen* et d'intenter une poursuite d'un demi-million de dollars contre le ministère des Services correctionnels si celui-ci ne s'occupait pas rapidement de sa plainte.

M. Roy a communiqué avec Loretta Eley pour la mettre au fait des allégations de M. Silmser. Elle a également été informée que M. Silmser avait « négocié un recours civil » avec M. Seguin avant le décès de ce dernier et qu'il s'inquiétait de ne pas recevoir de dédommagement. Elle a en outre appris qu'il menaçait de s'adresser aux médias et de poursuivre le ministère si celui-ci ne donnait pas suite à sa plainte.

M^{me} Eley a déclaré que M. Roy n'avait pas parlé de la demande de M. Silmser à l'égard de services de counseling pour lui-même et pour d'autres victimes

d'agression sexuelle. Elle a soutenu qu'elle aurait dirigé M. Silmser vers d'autres ressources de la collectivité si elle avait été mise au courant de cette demande.

M^{me} Eley prenait cette affaire très au sérieux. Il s'agissait également, pour elle, de la première fois qu'elle se trouvait confrontée à une allégation d'impropriétés sexuelles commises par un employé du ministère sur la personne d'un probationnaire.

Une conversation a eu lieu le 17 décembre 1993 entre Lenna Bradburn et Loretta Eley. Les deux hautes fonctionnaires du ministère ont discuté de l'affaire Silmser et des appels de Bill Roy et M^{me} Bradburn à la Police provinciale de l'Ontario et au Service de police de Cornwall.

D'après les notes de M^{me} Bradburn, M^{me} Eley « a affirmé que la Direction des services juridiques prendrait l'affaire en charge et que l'Unité des enquêtes indépendantes n'était pas tenue d'agir pour le moment ». M^{me} Bradburn a déclaré, lors de son témoignage, que M^{me} Eley ne lui donnait pas de consignes, mais que les deux femmes étaient plutôt de « l'avis commun » que la Direction des services juridiques du ministère prendrait « les devants » dans cette affaire, compte tenu des allusions à un présumé acte criminel et à un règlement financier. M^{me} Bradburn a également déclaré qu'elle avait pris cette décision seule.

M^{me} Eley a prétendu que la note de M^{me} Bradburn selon laquelle la « Direction des services juridiques prendrait l'affaire en charge » constituait une représentation inexacte de leur échange du 17 décembre 1993. L'attachée de direction de la sous-ministre a affirmé qu'elle avisait simplement la chef de l'Unité des enquêtes indépendantes qu'elle ferait part à la Direction des services juridiques de la plainte déposée par M. Silmser au cas où une poursuite serait intentée contre le ministère.

Le 17 décembre 1993, en milieu d'après-midi, Lenna Bradburn a parlé à Bill Roy. Ils ont discuté des allégations de M. Silmser ainsi que du coup de fil à la police. Les énoncés suivants figurent dans les notes de M^{me} Bradburn :

- M. Silmser laisse entendre que le ministère devrait offrir des services de counseling, à lui et à d'autres personnes dans la même situation.
- Il établit un parallèle avec Grandview. [traduction]

Manifestement, la chef de l'Unité des enquêtes indépendantes savait que David Silmser demandait du counseling au ministère pour la violence sexuelle qu'il avait subie aux mains de son agent de probation, Ken Seguin. Il est également évident, d'après les notes de M^{me} Bradburn, que M. Silmser avait révélé l'existence d'autres victimes de violence sexuelle, lesquelles devraient également obtenir des services de counseling de la part du ministère des Services correctionnels.

Bill Roy a téléphoné à David Silmser en fin d'après-midi le 17 décembre 1993 et M. Silmser a de nouveau menacé de communiquer avec l'*Ottawa Citizen* si le

ministère ne traitait pas sa demande dans les meilleurs délais. M. Silmser a affirmé qu'il n'était pas étonné de n'avoir eu aucune nouvelle des enquêteurs du ministère et a ajouté que la police l'avait traité exactement de la même façon. M. Silmser a clairement indiqué à M. Roy qu'il était inutile de le rappeler et qu'il s'attendait à ce qu'un enquêteur du ministère communique avec lui.

Cet appel téléphonique a été la dernière communication de M. Roy avec David Silmser. Malheureusement, même si M^{me} Bradburn lui avait demandé d'assurer le suivi de la plainte de M. Silmser, le chef régional ne l'a pas fait. De plus, ni M^{me} Bradburn ni le personnel de l'Unité n'ont communiqué avec M. Silmser ou enquêté sur sa plainte malgré le libellé du cadre de référence exigeant la tenue d'une enquête sur toutes les allégations d'impropriétés sexuelles.

Malgré l'absence d'une telle exigence dans le cadre de référence de l'Unité, on a décidé que M. Silmser devait déposer sa plainte par écrit pour qu'une enquête puisse être menée sur les présumées impropriétés sexuelles. Après maintes discussions, Loretta Eley et Lenna Bradburn ont décidé qu'on demanderait à M. Silmser d'acheminer sa plainte par écrit au bureau de la sous-ministre s'il désirait que la violence sexuelle prétendument commise par son ancien agent de probation fasse l'objet d'une enquête. Elles ont également déterminé que M. Roy était le fonctionnaire ministériel le mieux placé pour transmettre cette demande à David Silmser.

Plusieurs questions importantes se posent. Pourquoi a-t-on décidé que la plainte de M. Silmser devait être déposée par écrit? Pourquoi la plainte devait-elle être envoyée au bureau de la sous-ministre? Pourquoi l'Unité des enquêtes indépendantes n'a-t-elle pas enquêté sur cette affaire conformément à son cadre de référence? Et pourquoi le ministère a-t-il cessé toute communication avec David Silmser après que cette décision eut été prise? Bien qu'il soit indiqué dans cette note que M^{me} Bradburn a demandé à Bill Roy de communiquer avec M. Silmser afin de l'informer qu'il devait faire parvenir une plainte écrite au bureau de la sous-ministre, aucune communication de la sorte n'a eu lieu entre le ministère des Services correctionnels et David Silmser.

Il y a lieu de se poser une question fondamentale, c'est-à-dire se demander pourquoi on a décidé que la plainte devait être déposée par écrit avant que l'Unité des enquêtes indépendantes ne puisse mener une enquête. M^{me} Bradburn a reconnu dans son témoignage que le cadre de référence de l'Unité des enquêtes indépendantes n'exigeait pas de plaintes écrites. Elle a expliqué qu'il s'agissait tout simplement d'une pratique courante, pour l'Unité, d'obtenir par écrit les plaintes pour discrimination et harcèlement au travail. Toutefois, il ne s'agissait que d'une pratique et, fait important, il s'agissait de la plainte d'un ancien probationnaire portant sur des impropriétés sexuelles et non pas d'une plainte pour harcèlement au travail. M^{me} Bradburn a convenu que les probationnaires étaient vulnérables face aux agents de probation qui les supervisaient et exerçaient

leur autorité sur eux. Cependant, la chef de l'Unité des enquêtes indépendantes n'a pas pensé, à l'époque, que l'exigence d'une plainte écrite pouvait constituer, pour David Silmser, un obstacle l'empêchant de présenter sa plainte au ministère.

Loretta Eley a également reconnu que les politiques du ministère ne stipulaient pas que les plaintes devaient être adressées par écrit. Elle n'a pas non plus pensé que cette exigence pouvait nuire à David Silmser dans ses démarches auprès du ministère des Services correctionnels.

Pour M^{me} Eley, « il semblait très raisonnable » que M^{me} Bradburn charge Bill Roy de communiquer avec David Silmser et de lui demander de soumettre sa plainte par écrit avant que l'Unité des enquêtes indépendantes ne décide d'entreprendre une enquête. Lorsqu'on lui a demandé pourquoi l'attachée de direction de la sous-ministre avait pris part à une discussion au sujet d'une enquête de l'Unité, M^{me} Eley a répondu « parce que j'étais nouvelle et que j'ignorais qu'il ne fallait pas agir ainsi ».

Pour agraver le problème, Bill Roy n'a pas communiqué avec David Silmser pour lui faire part de la nécessité supplémentaire de déposer une plainte écrite. M. Roy n'a jamais communiqué par écrit avec David Silmser. Il a évoqué deux raisons pour justifier sa décision : 1) après qu'il eut examiné la question avec son supérieur, J. O'Brien (directeur régional, région de l'Est), les deux hommes ont « décidé de ne rien écrire jusqu'à ce qu'une lettre puisse être rédigée par K. Hogg », avocat au ministère; 2) M. Roy a soutenu qu'il ne connaissait pas l'adresse de David Silmser.

Ces explications ne sont pas convaincantes. Comme l'a reconnu M. Roy, il connaissait le nom complet de David Silmser ainsi que son numéro de téléphone. Il ne lui aurait donc pas été très difficile de trouver son adresse. M. Roy n'a ni tenté de le faire ni assuré de suivre auprès de la Direction des services juridiques du ministère afin de déterminer si quelqu'un avait communiqué par écrit avec M. Silmser. M. Roy a prétendu qu'il avait prévu, conformément à la demande de M^{me} Bradburn, faire parvenir une lettre à M. Silmser lui demandant d'envoyer une plainte écrite au bureau de la sous-ministre. Mais il ne l'a jamais fait.

Lors de son témoignage, Lenna Bradburn s'est dite étonnée que personne n'ait demandé à David Silmser de présenter sa plainte par écrit. La chef de l'Unité des enquêtes indépendantes a reconnu l'existence d'un manque de communication, ce qui constituait une lacune dans le traitement de la plainte de M. Silmser par le ministère. En outre, aucun suivi n'a été assuré, ni par M^{me} Bradburn ni par son personnel au sein de l'Unité, afin de déterminer si M. Silmser avait bien reçu ces renseignements. Les experts en violence sexuelle infligée aux enfants ont clairement indiqué que les victimes peuvent éprouver de la difficulté à coucher sur papier les mauvais traitements qu'ils ont subis durant leur enfance. Deborah Newman estimait également que l'exigence visant

le dépôt d'une plainte par écrit constituait un obstacle et la trouvait inutilement sévère. L'ancien sous-ministre Morris Zbar a émis des commentaires semblables lors de son témoignage.

Bill Roy ignorait que l'Unité des enquêtes indépendantes n'avait jamais enquêté sur la plainte pour impropriété sexuelle déposée par David Silmser contre son agent de probation. Ce n'est que lorsqu'il a reçu des documents, à la fin de 2007, en prévision de son témoignage dans le cadre de l'Enquête, qu'il a appris que « rien n'avait été fait » relativement aux allégations de David Silmser.

Il est évident que les fonctionnaires du ministère des Services correctionnels ont dressé des obstacles à la tenue d'une enquête sur les allégations de M. Silmser au sujet de la violence sexuelle commise par son ancien agent de probation. En outre, le ministère a négligé d'assurer un suivi auprès de M. Silmser afin de vérifier si cette plainte faisait l'objet d'une enquête et si elle recevait toute l'attention méritée.

Lenna Bradburn, chef de l'Unité des enquêtes indépendantes, a déclaré lors de son témoignage qu'aucune enquête n'avait été tenue, à la fin de 1993, sur les allégations de M. Silmser selon lesquelles lui et d'autres probationnaires avaient été agressés sexuellement par un agent de probation du Bureau de probation de Cornwall. Par ailleurs, aucun service de counseling n'a été offert à David Silmser ni aux autres victimes potentielles. Si un inspecteur de l'Unité des enquêtes indépendantes avait interrogé M. Silmser et si les dossiers des agents de probation du bureau de Cornwall avaient été examinés, on aurait observé un schéma d'irrégularités et d'impropriétés.

M^{me} Bradburn ignorait qu'en 1989 des fonctionnaires du ministère étaient au courant que Ken Seguin habitait avec Gerald Renshaw, un ancien probationnaire, à son domicile de Summerstown. Elle n'avait pas non plus été mise au fait de l'incident Varley, survenu en 1992. M^{me} Bradburn ignorait en outre que Nelson Barque, un autre agent de probation, avait quitté le ministère par suite d'allégations de relations sexuelles avec des probationnaires qui se trouvaient sous sa supervision. La chef de l'Unité des enquêtes indépendantes ne savait rien de ces incidents antérieurs parce que la plainte de David Silmser n'avait pas fait l'objet d'une enquête, les dossiers de probation du bureau de Cornwall n'avaient pas été examinés et M. Roy n'avait pas porté ces événements à son attention.

M. Roy n'a pas pris les mesures nécessaires pour s'assurer que les dossiers de David Silmser au bureau de Cornwall étaient examinés en vue de pouvoir déterminer le moment où il avait été en probation, ainsi que l'identité des agents de probation qui l'avaient supervisé. Les dossiers des autres probationnaires supervisés par M. Seguin n'ont pas non plus été examinés. Lors de la première

conversation téléphonique, le 15 décembre 1993, M. Silmser avait indiqué à M. Roy qu'ils étaient « plusieurs dans le même cas ». Il avait alors demandé du counseling et du soutien à M. Roy, non seulement pour lui-même, mais également pour d'autres probationnaires qui, comme lui, avaient subi des sévices de nature sexuelle de la part de leur agent de probation à Cornwall. Personne n'a procédé à une vérification des dossiers de Ken Seguin afin de déterminer quels probationnaires se trouvaient sous sa supervision et si ceux-ci avaient subi des impropriétés sexuelles aux mains de cet agent de probation de Cornwall ou d'autres agents de probation du même bureau. Comme l'a reconnu M. Roy au moment des audiences : « [C]ela n'a pas été fait. » Le chef régional a ajouté : « [O]n pourrait prétendre que j'ai fait preuve de négligence, [mais] il se passait beaucoup d'autres choses, je veux dire que j'avais beaucoup à faire. Et je n'ai pas assuré le suivi de cette affaire en particulier. »

Loretta Eley ignorait tout de l'incident Varley ou de la relation de l'ancien probationnaire Gerald Renshaw avec M. Seguin et de leur cohabitation. Elle ne savait pas non plus que l'agent de probation de Cornwall, Nelson Barque, avait eu des relations sexuelles avec ses probationnaires. M^{me} Eley a convenu qu'il était important que les fonctionnaires du ministère chargés de prendre des décisions dans l'affaire Silmser disposent de ces renseignements.

Ni l'Unité des enquêtes indépendantes ni d'autres fonctionnaires du ministère n'ont enquêté sur la plainte de David Silmser. La sous-ministre Deborah Newman a reconnu que si le ministère des Services correctionnels avait pris des mesures pour mener une enquête et traiter la plainte de David Silmser en 1993, d'autres victimes de mauvais traitements infligés par des agents de probation du bureau de Cornwall se seraient peut-être manifestées. M^{me} Newman estimait que le chef de secteur du Bureau de probation de Cornwall aurait dû examiner les dossiers des probationnaires placés sous la supervision de Ken Seguin. Le ministère aurait pu, à ce moment, mener une enquête et échanger des renseignements avec la police. M^{me} Newman a convenu que si l'Unité des enquêtes indépendantes avait enquêté dès 1993, lorsque M. Silmser a communiqué avec le ministère, si une discussion avait eu lieu avec le personnel du Bureau de probation de Cornwall quant aux allégations de M. Silmser et si les dossiers de Ken Seguin avaient été examinés, d'autres victimes de l'agent de probation se seraient sans doute manifestées.

Il est évident que le ministère des Services correctionnels et ses employés, y compris M^{me} Bradburn et M^{me} Eley, ont : 1) négligé de veiller à ce qu'une enquête soit menée sur la plainte de David Silmser pour violence sexuelle, conformément au cadre de référence de l'Unité des enquêtes indépendantes; 2) contribué au fait que l'Unité des enquêtes indépendantes n'ait pas mené d'enquête sur la plainte de M. Silmser pour violence sexuelle commise par son ancien agent de probation.

Non seulement l'Unité des enquêtes indépendantes n'a-t-elle pas enquêté sur la plainte de M. Silmser, mais personne n'a tenté de déterminer si d'autres probationnaires avaient été agressés sexuellement par M. Seguin. Aucun examen des dossiers de probation du bureau de Cornwall n'a été mené. Par ailleurs, aucun service de counseling ou de soutien n'a été offert à David Silmser ou aux autres victimes potentielles de mauvais traitements pour les aider à composer avec les répercussions de ces agressions.

Suicide de Ken Seguin

Les agents de probation et le personnel administratif du Bureau de probation de Cornwall ont observé des changements dans le comportement de M. Seguin avant son décès.

Ron Leroux, voisin et ami de Ken Seguin, avait également remarqué un changement dans son comportement au cours des mois ayant précédé son suicide. M. Leroux était au courant des appels de David Silmser, qui prétendait que son agent de probation, Ken Seguin, l'avait agressé. Ron Leroux savait également que David Silmser avait menacé de divulguer l'agression à la police et au patron de Ken Seguin, Emile Robert, si celui-ci ne versait pas la somme d'argent exigée. M. Leroux a déclaré avoir surpris des discussions entre Malcolm MacDonald et Ken Seguin au sujet des appels de David Silmser.

M. Seguin a également parlé à Gerald Renshaw des appels répétés de David Silmser et de sa demande d'argent. M. Renshaw ne comprenait pas, à ce moment, la raison des exigences de M. Silmser. L'anxiété et la nervosité de M. Seguin au cours des mois précédent sa mort étaient très évidentes aux yeux de Gerald Renshaw.

Ron Leroux et Gerald Renshaw se trouvaient tous deux en compagnie de Ken Seguin le 24 novembre 1993, veille de son décès. MM. Leroux et Seguin se sont rendus à Cornwall en début de soirée afin de rendre visite à Gerald Renshaw et à sa petite amie. Les deux hommes sont retournés à Summerstown et Ron Leroux est demeuré sur la pelouse de Ken Seguin, à bavarder. Les deux hommes ont entendu sonner le téléphone de Ken Seguin; ce dernier a dit que c'était « David ». Ron Leroux a déclaré qu'il avait conseillé à M. Seguin de ne pas répondre. M. Seguin a répondu quand même et M. Leroux l'a entendu, de loin, monter le ton en s'adressant à son interlocuteur. Ron Leroux a alors décidé de rentrer chez lui. C'était la dernière fois que M. Leroux voyait Ken Seguin avant qu'il ne s'enlève la vie.

David Silmser a prétendu avoir été agressé sexuellement à répétition par Ken Seguin, et que les agressions avaient commencé dans les années 1970, lorsqu'il avait 15 ans. La violence sexuelle, a-t-il dit, est survenue au Bureau de probation de Cornwall ainsi qu'au domicile de Ken Seguin. Il a affirmé que

M. Seguin lui avait donné de l'alcool chez lui avant de l'agresser sexuellement et qu'il l'avait menacé de révoquer sa probation s'il refusait de participer à certains actes sexuels précis.

Dans des déclarations faites à la Police provinciale de l'Ontario, M. Silmser a déclaré qu'avant le décès de M. Seguin, il lui avait téléphoné au travail pour lui dire qu'il exigeait un dédommagement financier. Selon M. Silmser, M. Seguin lui avait dit de communiquer avec son avocat, Malcolm MacDonald. M. Silmser a avisé M. MacDonald qu'il exigeait un dédommagement de 100 000 \$ pour les agressions subies. D'après M. Silmser, M. MacDonald a répondu qu'il discuterait avec Ken Seguin et que M. Silmser recevrait une réponse soit le mercredi 24 novembre, soit le vendredi 26 novembre 1993. Le soir du 24 novembre, M. Silmser n'avait pas de nouvelles de M. Seguin. Il a donc décidé de téléphoner au domicile de M. Seguin ce soir-là. M. Silmser a demandé à M. Seguin s'il était prêt à conclure un règlement avec lui au plus tard le vendredi. M. Seguin a répondu qu'il n'était pas certain de pouvoir réunir l'argent demandé. Il a informé M. Silmser que Malcolm MacDonald communiquerait avec lui le lendemain matin. M. Silmser a avisé son ancien agent de probation que si aucun règlement n'était conclu au plus tard le vendredi, il retiendrait les services d'un avocat et intenterait une poursuite contre lui. Devant le silence de M. Seguin, David Silmser a dit au revoir et mis fin à l'appel.

Malcolm MacDonald agissait au nom de Ken Seguin avant le décès de ce dernier. M. MacDonald a déclaré à la Police provinciale de l'Ontario que M. Silmser l'avait informé, lors d'un appel téléphonique le 15 novembre 1993, qu'il désirait recevoir de l'argent pour les mauvais traitements qu'il avait subis et que si on refusait de le lui verser, il porterait plainte auprès du ministère. Malcolm MacDonald a informé M. Silmser qu'il communiquerait avec lui avant la fin de la semaine. Malcolm MacDonald a affirmé que le 19 novembre 1993, ils ont parlé d'un montant de 10 000 \$ par année pendant dix à vingt ans.

Le 25 novembre 1993 à 10 h, M. Seguin avait rendez-vous pour un traitement radiculaire. Il était reconnu pour sa ponctualité. Le matin du 25 novembre 1993, l'infirmière du cabinet dentaire a communiqué avec le Bureau de probation de Cornwall, car M. Seguin ne s'était pas rendu à son rendez-vous. Le personnel du bureau de probation a appelé M. Seguin chez lui à Summerstown, mais a été incapable de le rejoindre.

M. Robert a décidé de se rendre en voiture au domicile de M. Seguin. Ron Gendron a accepté de l'accompagner. M. Robert a communiqué avec la Police provinciale de l'Ontario.

Lorsqu'ils sont arrivés à la demeure de M. Seguin, la voiture de ce dernier était stationnée dans l'entrée. Ils ont frappé à la porte, mais il n'y a eu aucune réponse. Alors que MM. Robert et Gendron quittaient la propriété de M. Seguin, des agents de la Police provinciale de l'Ontario sont arrivés. Ils sont également

montés dans une échelle afin de regarder par les fenêtres du deuxième étage de la maison de M. Seguin. Ils n'ont rien remarqué d'inhabituel.

MM. Robert et Gendron sont retournés au Bureau de probation de Cornwall.

Lorsque Ron Leroux est arrivé chez lui à Summerstown l'après-midi du 25 novembre 1993, sa femme, Cindy, lui a dit que des agents de probation et la police s'étaient rendus à la demeure de M. Seguin ce jour-là. Il connaissait l'endroit où M. Seguin cachait une deuxième clé de sa maison.

Ron Leroux et sa femme, Cindy, sont entrés dans la maison de M. Seguin. M. Leroux a vu la rampe « couverte de sang », puis le corps « gris noir » de Ken Seguin « pendu à la porte » de la salle de bain.

M. Leroux a déclaré lors de son témoignage qu'il avait décidé de prendre le répertoire téléphonique personnel de Ken Seguin après avoir trouvé son corps, car il savait qu'il contenait des noms et des numéros de téléphone de probationnaires et d'anciens probationnaires. Il ne voulait pas que la police mette la main sur ces renseignements.

Avant la mort de Ken Seguin, le personnel de probation était au courant d'un possible lien entre M. Seguin et la plainte de Silmser contre l'abbé Charles MacDonald. Ron Gendron avait entendu une rumeur au palais de justice concernant David Silmser, Ken Seguin et l'abbé MacDonald. M. Gendron a déclaré lors de son témoignage qu'il avait entendu cette rumeur de la police de Cornwall : « Il y avait quelque chose à propos d'un règlement financier, l'Église [...] [P]ersonne ne savait de quoi il s'agissait [...] mais on savait que, peu importe ce que c'était, on essayait de le cacher. » M. Gendron a dit qu'une allégation de violence sexuelle lui avait traversé l'esprit. Il a déclaré lors de son témoignage qu'il avait parlé de cette rumeur avec son collègue, Jos van Diepen, qui se préoccupait du comportement inapproprié de M. Seguin en tant qu'agent de probation. M. van Diepen a nié avoir tenu cette discussion avec Ron Gendron à ce moment-là et a déclaré que ce n'est qu'après la mort de M. Seguin qu'on l'a mis au courant de ces rumeurs concernant David Silmser, M. Seguin et l'abbé MacDonald.

De même, Carole Cardinal était au courant d'une enquête concernant l'abbé MacDonald. Au palais de justice d'Alexandria et auprès de ses collègues de la Société de l'aide à l'enfance, M^{me} Cardinal avait entendu des discussions en septembre 1993 selon lesquelles « D. S. » avait déposé une plainte contre l'abbé Charles MacDonald. Elle a appris que l'agent Perry Dunlop du SPC avait recueilli la déclaration de M. Silmser à la Société de l'aide à l'enfance. Elle et d'autres ont conclu que « Ken était peut-être impliqué en raison de son lien étroit avec l'abbé Charles MacDonald [...] [I]ls étaient de si bons amis ». M^{me} Cardinal a remarqué que « M. Seguin a eu beaucoup de difficulté à se concentrer au cours des mois [...] ayant précédé sa mort », ce qui, a-t-elle déclaré, a renforcé ses soupçons au sujet de son implication.

Il me semble évident, selon mon examen de la preuve, que le personnel du Bureau de probation de Cornwall savait que Ken Seguin avait des contacts inappropriés avec des clients du ministère. En fait, M. Downing a conclu que Jos van Diepen en savait plus que ce qu'il voulait admettre et croyait que M. van Diepen en savait beaucoup sur les liens de M. Seguin avec des probationnaires. Ces renseignements auraient dû être signalés aux autorités supérieures du ministère, tels que le chef de secteur ou d'autres membres de la direction.

Après le suicide de M. Seguin, le chef de secteur et d'autres fonctionnaires du ministère n'ont pas réagi aux preuves de plus en plus nombreuses indiquant qu'il avait eu des relations sexuelles et avait adopté d'autres comportements inappropriés avec des probationnaires placés sous sa surveillance. Le ministère des Services correctionnels et ses employés n'ont entrepris aucun examen des dossiers de M. Seguin. Le ministère n'a pas non plus mené d'enquête sur les activités et la gestion du Bureau de probation de Cornwall.

Des probationnaires que Ken Seguin et Nelson Barque avaient surveillés ont commencé à révéler au cours des années suivantes qu'ils avaient eux aussi été victimes de violence sexuelle de la part de ces agents de probation de Cornwall. Si le ministère et ses employés avaient entrepris un examen des dossiers de ces agents de probation et s'ils avaient enquêté sur les activités du bureau de Cornwall, on aurait trouvé plus de victimes de mauvais traitements, des hommes qui avaient grandement besoin de soutien et de conseils.

Nelson Barque accusé de grossière indécence et d'attentat aux mœurs à l'endroit du probationnaire Albert Roy

Albert Roy avait 16 ans lorsqu'il a été accusé au criminel de vol de voiture à Cornwall. C'était la première fois qu'il avait des problèmes avec la justice. M. Roy a déclaré lors de son témoignage qu'il avait été condamné à douze mois de probation en 1977 et que les conditions de sa probation comprenaient un couvre-feu, l'interdiction de consommer de l'alcool et une rencontre régulière avec son agent de probation.

Albert Roy a d'abord été confié à l'agent de probation Ken Seguin. Toutefois, après environ trois mois, pendant que M. Seguin était à l'extérieur du Bureau de probation de Cornwall en vacances, Nelson Barque est devenu son agent de probation. M. Barque a agressé sexuellement Albert Roy au cours de cette période de surveillance.

Albert Roy a été confié à nouveau à l'agent de probation Seguin. Il pensait que M. Seguin était le superviseur de M. Barque et a par conséquent décidé de dévoiler les mauvais traitements sexuels qu'il avait subis. Mais à la surprise d'Albert Roy, la réaction immédiate de M. Seguin à la révélation du probationnaire a été de lui dire « que moi et lui pouvions avoir plus de plaisir que je n'en avais

jamais eu avec Nelson ». M. Roy a déclaré lors de son témoignage que M. Seguin a également commencé à lui infliger des mauvais traitements d'ordre sexuel peu après.

Albert Roy a dit que M. Seguin l'avait agressé au bureau de probation, au domicile de M. Seguin et dans sa voiture. À l'instar de M. Barque, M. Seguin a également demandé à Albert de se présenter au bureau de probation après les heures de travail, dans la soirée. Albert Roy a déclaré lors de son témoignage que M. Seguin l'avait menacé de le faire emprisonner s'il révélait les mauvais traitements à quiconque. Albert Roy avait 16 ans lorsque M. Seguin l'a agressé.

Ce n'est que de nombreuses années après qu'Albert Roy a décidé de signaler au SPC les mauvais traitements que lui ont infligés ses anciens agents de probation, MM. Barque et Seguin. Cela s'est passé en novembre 1994. M. Roy avait alors 35 ans.

M. Roy n'était pas au courant du motif de la démission de M. Barque en 1982. Personne du bureau de probation n'avait communiqué avec lui après le départ de M. Barque du bureau de Cornwall afin de déterminer si d'autres probationnaires avaient été victimes de violence sexuelle de la part de M. Barque.

En janvier 1995, M. Barque a été accusé d'attentat aux mœurs et de grossière indécence à l'endroit d'Albert Roy. L'enquête policière sur M. Barque et la participation de la Couronne à la poursuite et à la détermination de la peine sont décrites en détail dans le présent rapport. Nelson Barque a plaidé coupable en juillet 1995. Il a été condamné à quatre mois d'incarcération et à dix-huit mois de probation.

Après avoir purgé sa peine d'emprisonnement, M. Barque a été confié à un agent de probation du bureau de Cornwall. M. Barque a demandé d'être surveillé à Cornwall plutôt qu'à Ottawa. M. Robert a accepté cette demande. On n'a jamais demandé conseil au chef régional Bill Roy afin de déterminer s'il était approprié que l'ancien agent de probation de Cornwall soit surveillé par ce bureau. M. Roy a convenu que des lignes directrices devraient exister relativement à cette question. Le chef régional a également convenu que, pour des raisons de perception du public et pour la victime, un ancien probationnaire ayant subi des mauvais traitements infligés par cet agent de probation dans ce bureau, M. Barque aurait dû être surveillé par un autre bureau de probation. M. Gendron a surveillé Nelson Barque en 1996 pendant qu'il était en probation.

Selon moi, le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels devrait préparer un protocole traitant de la surveillance par des agents de probation et de libération conditionnelle d'anciens agents de probation ou d'autres employés reconnus coupables d'inconduite sexuelle ou d'autres comportements inappropriés à l'endroit de probationnaires. Le protocole devrait aborder des questions telles que le lieu de la probation et les conflits d'intérêts réels et apparents d'agents de probation surveillant le client.

M. van Diepen a déclaré lors de son témoignage qu'après la condamnation de M. Barque pour attentat aux mœurs à l'endroit d'Albert Roy, M. Robert n'a pas convoqué de réunion ni discuté de l'infraction avec le personnel de probation du bureau de Cornwall. Ni le chef de secteur ni d'autres hauts fonctionnaires des Services correctionnels n'ont organisé de réunion avec le personnel.

Au cours de la période de surveillance, Ron Gendron a discuté avec M. Barque de l'infraction commise à l'endroit d'Albert Roy, mais n'a rien appris au-delà de ce que contenait le rapport de police. M. Gendron craignait qu'il y ait récidive — que Nelson Barque commette une autre infraction. M. Gendron a déclaré lors de son témoignage qu'il avait demandé à M. Barque s'il avait infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à des probationnaires autres qu'Albert Roy. Sa réponse, donnée avec réticence, était qu'Albert Roy était le seul probationnaire avec qui il avait eu des rapports sexuels. M. Gendron savait que M. Barque avait démissionné de son poste d'agent de probation à Cornwall en raison d'inconduite sexuelle à l'endroit d'un probationnaire placé sous sa surveillance. Des fonctionnaires du ministère tels que M. Robert n'ont pas procédé à l'examen des dossiers de Nelson Barque afin de déterminer si ce dernier avait infligé des mauvais traitements à d'autres probationnaires. Le chef de secteur a prétendu que les vieux dossiers avaient été détruits et qu'il aurait été difficile de retrouver les plus récents dossiers de M. Barque compte tenu du fait qu'ils n'étaient pas entrés dans un système informatique.

Selon moi, le chef de secteur ou d'autres fonctionnaires du ministère auraient dû entreprendre un examen des dossiers existants de M. Barque afin de déterminer si d'autres probationnaires placés sous sa surveillance avaient fait l'objet d'inconduites sexuelles. Il est important que le ministère élabore un système de gestion de l'information afin de veiller à ce que les renseignements sur les incidents graves soient recueillis systématiquement et qu'ils soient facilement accessibles aux fonctionnaires du ministère à l'échelle locale et régionale.

Le 18 juin 1998, M. Barque a rencontré l'agent-détective Don Genier et l'agent-détective Joe Dupuis de la Police provinciale de l'Ontario concernant des allégations de mauvais traitements formulées par C-45 et Robert Sheets. M. Barque a nié avoir eu des contacts sexuels avec C-45, mais a admis avoir eu des rapports sexuels au cours d'une période de un an à un an et demi avec Robert Sheets pendant que ce dernier était en probation. M. Barque a admis avant sa mort avoir eu des relations sexuelles avec Robert Sheets, C-44 et Albert Roy. Comme on le mentionne plus en détail dans le présent rapport, la Police provinciale de l'Ontario prévoyait accuser Nelson Barque au début de juillet 1998 d'attentat aux mœurs à l'endroit de deux autres probationnaires, Robert Sheets et C-45. Dix jours après que la Police provinciale de l'Ontario eut interrogé M. Barque concernant des allégations d'attentat aux mœurs à

l'endroit de C-45 et de Robert Sheets, M. Barque s'est suicidé. Le 28 juin 1998, Nelson Barque a été trouvé mort dans un parc local, après s'être tiré une balle dans la tête.

Allégations d'inconduite sexuelle sur le site Web de l'opération Vérité

Au cours de l'été 2000, la fille de Jos van Diepen a appris d'un ami qu'un site Web appelé opération Vérité contenait des allégations selon lesquelles son père entretenait des liens avec un groupe de pédophiles.

M. van Diepen a consulté le site Web de l'opération Vérité. On y trouvait un affidavit signé par Ron Leroux déclarant que M. Leroux s'était rendu à des fêtes dans les demeures de Ken Seguin et de Malcolm MacDonald, ainsi qu'au presbytère de St. Andrew's, où il avait vu un certain nombre de personnes, dont M. van Diepen. M. Leroux disait qu'il avait été témoin d'inconduites sexuelles commises dans ces lieux sur des garçons d'âge mineur par des membres d'un groupe de pédophiles qui comprenait des prêtres nommés, Ken Seguin et d'autres personnes. M. Leroux a également affirmé qu'aux funérailles de M. Seguin, M. van Diepen avait révélé qu'« il disait à Ken de faire attention depuis plusieurs années » et que M. Seguin avait laissé un « rapport complet », une « confession » sur son bureau avant son suicide. M. van Diepen était très perturbé d'apprendre que son nom était associé à un groupe de pédophiles et que l'on suggérait qu'il avait été au courant du comportement inapproprié de M. Seguin, mais qu'il avait choisi de ne pas le signaler.

Lorsque le chef de secteur Claude Legault¹² est rentré au Bureau de probation de Cornwall le 8 août 2000, après ses vacances, on l'a informé de l'existence du site Web de l'opération Vérité. M. Legault a décidé d'informer Mme Deborah Newman de l'existence de ce site Web.

Mme Newman a communiqué avec Gary Commeford, directeur du soutien à la gestion et aux opérations au ministère. Elle a informé M. Commeford de l'existence du site Web anonyme, où des allégations avaient été formulées à propos des activités inappropriées d'anciens employés et d'employés actuels du Bureau de probation de Cornwall. Mme Newman a parlé de la possibilité d'un « examen administratif » des renseignements affichés sur le site Web. Ils ont convenu que l'inspecteur spécial Paul Downing, qui relevait de M. Commeford, serait la personne indiquée pour effectuer l'examen.

Lors de son témoignage, Mme Newman a insisté sur le fait que M. Downing avait reçu des indications lui permettant d'effectuer un « examen administratif » et non pas une « enquête » sur les allégations de violence sexuelle. Il devait

12. Claude Legault est devenu chef de secteur du Bureau de probation de Cornwall en décembre 1998.

recueillir des renseignements afin d'aider M^{me} Newman et d'autres hauts fonctionnaires dans leur évaluation des mesures que devrait prendre le ministère, le cas échéant.

Au début de septembre 2000, M. Downing a proposé à M^{me} Newman d'adopter une démarche plus approfondie, officielle et structurée relativement à son examen des allégations publiées sur le site Web de l'opération Vérité. M^{me} Newman a convenu qu'« une enquête officielle devait avoir lieu à la suite de tous les renseignements qui ont été dévoilés au cours des dernières semaines ».

M^{me} Newman et M. Commeford ont déclaré sous serment que l'examen administratif devait d'abord et avant tout faire en sorte que Paul Downing ne s'ingère pas dans l'enquête de la Police provinciale de l'Ontario.

Paul Downing a présenté son rapport à Deborah Newman et Gary Commeford le 10 octobre 2000. M. Downing y intégrait et résumait les comptes rendus d'entrevues avec Jos van Diepen, Emile Robert, Bill Roy et l'abbé Kevin Maloney. Il a également fourni une liste de documents pertinents. Dans son rapport, M. Downing traite de l'affaire Nelson Barque : la déclaration de M. Barque à l'inspecteur McMaster en 1982, au cours de laquelle M. Barque a admis avoir eu des relations sexuelles avec deux probationnaires; la démission de M. Barque de son poste au ministère en mai 1982; son emploi ultérieur au sein de l'Équipe Psycho-sociale; ainsi que la recommandation fournie pour M. Barque par le chef de secteur de Cornwall, Peter Sirrs. Il y aborde également la démission de M. Barque de l'Équipe Psycho-sociale en 1986, après que Pierre Landry l'eut confronté avec des allégations d'inconduite sexuelle. Il parle de la condamnation de M. Barque en 1995 pour attentat aux mœurs et de son suicide en 1998, alors qu'il faisait l'objet d'une enquête de la Police provinciale de l'Ontario dans le cadre de l'opération Vérité.

En ce qui concerne l'agent de probation Ken Seguin, M. Downing en conclut ce qui suit : « Quelque temps avant le décès de l'agent de probation et de libération conditionnelle Seguin en 1993, un certain nombre de membres du personnel de probation et de libération conditionnelle soupçonnaient, alors que d'autres auraient dû raisonnablement savoir, que l'agent de probation et de libération conditionnelle Seguin enfreignait les règlements et les politiques du ministère régissant les contacts des employés avec des contrevenants et des ex-contrevenants. » L'enquêteur spécial du ministère a également inscrit, dans son rapport d'octobre 2000, que le ministère des Services correctionnels n'avait pas enquêté sur les allégations de David Silmsen accusant l'agent de probation Ken Seguin d'inconduite sexuelle « ou sur d'autres questions relatives à la supervision des clients du ministère au Bureau de probation et de libération conditionnelle de Cornwall ».

M^{me} Newman a éprouvé des craintes semblables quant au personnel de probation et à la direction du bureau de Cornwall lorsqu'elle a lu le rapport

de M. Downing. Ce dernier a indiqué qu'il semblait courant, au bureau de Cornwall, de « fermer les yeux » sur les violations de politiques ministérielles. Par exemple, M. van Diepen semblait être au fait des relations personnelles qu'entretenait M. Seguin avec des clients du ministère à l'extérieur du bureau et de la présence de matériel pornographique dans le bureau de M. Barque. M^{me} Newman a également été troublée par le jugement de M. Robert en lisant le rapport Downing. Elle a appris que le chef régional, Roy Hawkins, avait autorisé un ancien probationnaire, Gerald Renshaw, à cohabiter avec M. Seguin. En outre, elle était préoccupée par le fait que l'Unité des enquêtes indépendantes n'ait pas enquêté sur la plainte de David Silmser. M^{me} Newman était d'avis que des entrevues de suivi s'avéraient nécessaires, en particulier concernant l'absence d'une enquête de l'Unité des enquêtes indépendantes sur la plainte de David Silmser.

On a demandé à M. Downing de réaliser des entrevues supplémentaires. M. van Diepen avait prétendu, lors de son entrevue avec M. Downing, qu'il avait discuté avec M. Robert de l'association de M. Seguin avec des probationnaires à l'extérieur du bureau. On a demandé à M. Downing de communiquer avec M. Robert afin de déterminer si M. van Diepen avait bel et bien soulevé la question auprès du chef de secteur de Cornwall. On lui a également demandé d'assurer le suivi de la lettre de recommandation que M. Sirrs avait fournie à Nelson Barque alors que ce dernier postulait un emploi au sein de l'Équipe Psycho-sociale. M^{me} Newman a relevé des lacunes dans les renseignements sur l'allégation de David Silmser visant l'agent de probation Ken Seguin et remis en question la façon dont le ministère avait traité cette plainte. L'absence d'une enquête de l'Unité des enquêtes indépendantes était à la fois curieuse et préoccupante. On a demandé à M. Downing d'interroger Loretta Eley.

Au début de 2001, M. Downing a été informé de trois nouvelles divulgations d'actes de violence sexuelle qui auraient été commis envers des clients du ministère par l'agent de probation de Cornwall, Ken Seguin. M. Downing a demandé à l'inspecteur Mark McGillis de l'Unité des enquêtes et de la sécurité en matière correctionnelle du ministère d'interroger les plaignants et de prendre leurs dépositions.

L'un des plaignants, identifié par le code C-48 dans le cadre de l'Enquête, a prétendu que M. Seguin l'avait agressé dans les années 1970, alors qu'il était en probation, à l'âge de 15 ou 16 ans.

L'inspecteur McGillis a interrogé C-49, qui a également admis avoir été agressé sexuellement par son agent de probation, Ken Seguin, de 1988 jusqu'au début des années 1990. L'ancien probationnaire a affirmé que M. Seguin et lui s'étaient mutuellement fourni de la drogue. La troisième personne, elle aussi un ancien client du ministère, n'a pas été interrogée, ayant refusé de porter plainte.

Au début de septembre 2001, M. Downing reçoit pour consigne de classer le dossier de Cornwall. M. Commeford a expliqué que Denise Dwyer, avocate au ministère, prendrait l'affaire en charge. À compter de ce moment, MM. Downing et Commeford n'ont plus été mêlés au dossier de Cornwall.

Lors des audiences de la Commission d'enquête, M. Commeford a émis un certain nombre de raisons justifiant la décision du ministère de classer le dossier de Cornwall. Il a expliqué que les deux agresseurs, les agents de probation Seguin et Barque, étaient maintenant décédés. On avait aussi l'impression, au ministère, que le chef de secteur actuel à Cornwall, M. Claude Legault, avait la situation bien en mains et qu'il avait établi un certain nombre de protocoles. De l'avis de M. Commeford, « il ne semblait pas » que « les clients actuels étaient à risque ». À l'époque, le ministère était aux prises avec un certain nombre de poursuites judiciaires dont devaient se charger les avocats de la Direction des services juridiques. M. Commeford, ainsi que d'autres hauts fonctionnaires du ministère « espéraient tous » que l'opération Vérité et les forces policières seraient en mesure de traiter cette affaire.

M. Morris Zbar et M^{me} Deborah Newman ont répété bon nombre des mêmes explications. Comme l'a indiqué M. Zbar, sa « principale préoccupation » était que les clients du ministère ne courrent aucun risque à ce moment précis; lorsqu'il a été « certain qu'il n'y avait aucun danger actuellement », il s'est « senti quelque peu soulagé ».

Le ministère n'a mené aucune autre enquête en vue d'identifier les victimes qui avaient été agressées dans le passé par des employés des services de probation de Cornwall. Personne n'a, par exemple, pris l'initiative d'examiner les dossiers de M. Seguin et de M. Barque. Comme l'a affirmé la sous-ministre Newman, « honnêtement, ce n'est pas une chose sur laquelle nous nous sommes délibérément concentrés ». Cependant, elle a reconnu ce qui suit : « [C]'est juste – si quelqu'un s'était manifesté pendant ce processus, nous aurions pu prendre une telle mesure supplémentaire malgré les difficultés pratiques que représente l'impartition des tâches. » L'ancien sous-ministre Zbar a également convenu qu'il aurait pu être avantageux d'essayer de retracer les victimes de mauvais traitements qui auraient peut-être eu besoin d'aide psychologique ou d'autres services de counseling.

D'après les témoignages recueillis, il est évident que le ministère des Services correctionnels a négligé d'examiner les dossiers des anciens agents de probation de Cornwall, Nelson Barque et Ken Seguin, afin d'identifier d'autres victimes de mauvais traitements.

En dépit des problèmes relevés dans le rapport Downing concernant le personnel et la direction du Bureau de probation de Cornwall, le ministère des Services correctionnels n'a pris aucune mesure disciplinaire contre qui que ce soit. M. Downing avait soulevé de graves préoccupations au sujet de Peter Sirrs,

d'Emile Robert et de Jos van Diepen; malgré tout, les fonctionnaires du ministère ne leur ont infligé aucune sanction disciplinaire. Pas plus qu'ils n'ont pris de mesures contre les personnes impliquées dans la plainte de David Silmser.

Les hauts fonctionnaires du ministère savaient que M. Sirrs avait adressé une lettre de recommandation pour M. Barque au directeur général de l'Équipe Psycho-sociale. Même si M. Barque avait avoué s'être livré à des inconduites sexuelles avec des clients du ministère, le chef de secteur de Cornwall n'a pas déconseillé au directeur général de donner à M. Barque un poste au sein de l'Équipe Psycho-sociale. Dans ses notes prises lors d'une réunion à laquelle assistaient M. Zbar, M. Commeford, M^{me} Denise Dwyer et M. Rabeau le 14 novembre 2000, M^{me} Newman écrivait : « Peter Sirrs – rec. pos. – problème de responsabilité civile. » M. Barque se trouvait en situation de confiance, il avait enfreint les règlements du ministère, et M. Sirrs avait manqué de jugement. Cependant, lors des audiences, M^{me} Newman a affirmé qu'aucune mesure ne pouvait être prise contre M. Sirrs après le dépôt du rapport Downing parce qu'il avait pris sa retraite du ministère des Services correctionnels.

Le chef de secteur Emile Robert savait, ou du moins, avait un doute raisonnable que Ken Seguin socialisait avec des clients à l'extérieur du bureau, contrevenant ainsi aux politiques du ministère. De plus, M. Robert avait attendu huit mois avant de signaler l'incident Varley à son superviseur du bureau régional. Par ailleurs, la décision de M. Robert et de M. Hawkins d'autoriser l'ancien probationnaire Gerald Renshaw à cohabiter avec l'agent de probation de Cornwall constituait un problème et une source de préoccupation pour la sous-ministre adjointe Newman. Dans ses notes, M^{me} Newman mentionne le long délai, la « cécité sélective » de M. Robert, l'autorisation accordée à Ken Seguin d'habiter avec un ancien probationnaire et le fait qu'il n'y ait eu « aucune velléité d'enquête jusqu'à ce que la police s'en mêle ». En ce qui concerne l'absence de sanctions disciplinaires contre Roy Hawkins, M^{me} Newman a expliqué que lui aussi avait pris sa retraite du ministère.

Les hauts fonctionnaires du ministère savaient qu'il y avait des contradictions évidentes entre la déclaration que M. van Diepen avait faite à la Police provinciale de l'Ontario et les renseignements qu'il avait fournis à M. Downing quant à sa connaissance des interactions déplacées de M. Seguin avec des clients du ministère. M. Downing a confié à ses supérieurs qu'il croyait que M. van Diepen en savait davantage sur les relations de Ken Seguin avec des probationnaires qu'il n'était prêt à l'avouer à l'enquêteur spécial du ministère. M^{me} Newman a consigné les données suivantes dans ses notes du 14 novembre 2000 : « Jos – s'est contredit à un ami proche? – essaie de se distancer. » L'article 22 de la *Loi sur le ministère des Services correctionnels* stipule qu'un employé peut être congédié s'il refuse de fournir des renseignements se rapportant à une inspection ou à un examen.

La question qui se pose consiste à savoir pourquoi aucune sanction disciplinaire n'a été infligée à M. Robert ou à M. van Diepen, tous deux employés du ministère des Services correctionnels au moment du dépôt du rapport de M. Downing, en octobre 2000. M^{me} Newman a déclaré dans son témoignage que M. Robert travaillait au Bureau de probation et de libération conditionnelle d'Ottawa au moment de la publication du rapport, sous la rigoureuse supervision de M. Gilbert Tayles, l'équivalent d'un directeur régional.

M^{me} Newman et M. Zbar ont indiqué que ces questions avaient été soumises à la Direction des services juridiques du ministère et que l'on avait décidé, sur les conseils de cette dernière, de ne prendre aucune mesure disciplinaire à l'endroit de MM. Robert et van Diepen.

À mon avis, l'une des principales raisons pour lesquelles les hauts fonctionnaires du ministère n'ont pas pris de mesures disciplinaires est qu'ils avaient peur que leurs employés présentent un grief. Dans ses notes prises à la réunion du 14 novembre 2000 à laquelle prenaient part M. Zbar, M. Commeford, M^{me} Dwyer et M. Rabeau, M^{me} Newman inscrivait : « Si E. et J. déposent un grief, cela pourrait être rendu public dans le cadre du processus de règlement des griefs. » M^{me} Newman a confirmé que les lettres « E » et « J » désignaient Emile Robert et Jos van Diepen.

Le ministère craignait manifestement la publicité qui aurait pu découler de ces griefs et, tout particulièrement, des problèmes au bureau de Cornwall liés aux agressions sexuelles commises par des employés. Voilà pourquoi des employés comme MM. Robert et van Diepen ne se sont pas vu imposer de sanctions disciplinaires. À mon avis, les personnes qui ne se conforment pas aux lois, politiques et règlements du ministère devraient faire l'objet de mesures disciplinaires.

M. Zbar et d'autres témoins ont déclaré que le ministère éprouvait à cette époque de « graves difficultés au chapitre des relations de travail ». Il détenait le « record peu enviable de ministère comptant le plus grand nombre de griefs au sein du gouvernement », et avec d'autres fonctionnaires des Services correctionnels, il « tentait de trouver un moyen de régler ces problèmes ». L'ancien sous-ministre s'est rappelé avoir discuté avec M^{me} Newman de la mauvaise publicité qui pouvait entourer MM. Robert et van Diepen s'ils déposaient des griefs à la suite de mesures disciplinaires. M^{me} Newman et lui ont toutefois affirmé que la publicité liée aux griefs déposés par les employés n'avait pas eu d'influence sur la décision de n'infliger aucune sanction disciplinaire à ces personnes. Je n'en suis pas convaincu. À mon avis, le défaut du ministère et de ses fonctionnaires d'imposer des sanctions au chef de secteur et au personnel du Bureau de probation et de libération conditionnelle de Cornwall est en grande partie attribuable à leurs préoccupations liées aux griefs qui seraient déposés,

de même qu'à leurs craintes de voir les actes des employés du ministère devenir une source de publicité négative.

Les fonctionnaires du ministère étaient très inquiets à l'égard des renseignements qui sont ressortis de l'enquête et du rapport de M. Downing. Deux agents de probation de Cornwall avaient commis ou prétendument commis des actes sexuels sur la personne de probationnaires; il semblait que le personnel et les chefs de secteur successifs étaient au courant des contacts sociaux qui avaient cours à l'extérieur du bureau, en contravention aux politiques du ministère; et les membres du personnel du bureau de Cornwall avaient gravement manqué de jugement en omettant de signaler les comportements déplacés à leurs supérieurs. À mon avis, le ministère des Services correctionnels aurait dû imposer des sanctions disciplinaires à Emile Robert relativement à ses pratiques de gestion insuffisantes à l'égard du comportement de M. Seguin, ainsi qu'à M. van Diepen pour avoir omis de signaler qu'il était au courant du comportement déplacé de M. Seguin auprès de clients du ministère.

Le Bureau de probation de Cornwall est confronté à une augmentation du nombre de divulgations de violence sexuelle

À la fin des années 1990, le Bureau de probation de Cornwall a commencé à recevoir un flot régulier de divulgations de violence sexuelle. Comme je l'ai mentionné précédemment, il y avait eu, en 1982, deux divulgations d'actes sexuels et de comportements déplacés commis par l'agent de probation Nelson Barque envers des probationnaires. C'est toutefois à compter de 1997 que le bureau a commencé à être régulièrement mis au fait d'impropriétés commises par le personnel des services de probation.

Les dix-huit premières divulgations ont eu lieu avant 2004, année où le gouvernement de l'Ontario mettait sur pied la Commission d'enquête publique sur Cornwall. M^{me} Larivière a déclaré qu'il y avait eu trente-six allégations d'agression de 1982 à 2007¹³. Toutes ces allégations concernaient des agressions commises entre 1968 et 1993.

Claude Legault est devenu chef de secteur du Bureau de probation de Cornwall en décembre 1998. Il était évident, aux yeux du personnel des services de probation de Cornwall, que M. Legault adoptait une orientation très différente de celle de son prédécesseur, Emile Robert.

M. Legault et son personnel se sont vite rendu compte qu'ils en savaient très peu au sujet de la violence sexuelle, qu'ils n'avaient aucune formation sur les

13. Le Bureau de probation de Cornwall a reçu trente-trois de ces divulgations.

divulgations et qu'il n'existant aucun protocole ministériel pour conseiller les employés sur la marche à suivre.

Claude Legault et son personnel ont élaboré un « protocole pour la divulgation, par des contrevenants masculins, de mauvais traitements liés à d'anciens agents de probation et à des dossiers relevant de l'opération Vérité ».

M^{me} Newman a été responsable du Bureau de probation de Cornwall de 1996 à 1998 à titre d'administratrice de district au ministère des Services correctionnels, et de novembre 1999 à 2000 en tant que directrice régionale de la région de l'Est. En septembre 2000, M^{me} Newman était nommée sous-ministre adjointe, Services communautaires et établissements pour jeunes contrevenants. Deborah Newman avait travaillé dans le même bureau que Bill Roy en 1993 et était par conséquent au fait des allégations de David Silmser portant que l'agent de probation de Cornwall Ken Seguin avait commis des agressions sexuelles. À l'époque, M^{me} Newman considérait ces allégations comme « un incident isolé antérieur ». Lorsqu'elle est devenue administratrice de district du Bureau de probation de Cornwall en 1996, « [elle ne s'est] pas rappelé qu'il y avait eu un problème lié à de la violence sexuelle dans le passé ». Elle croyait que les nouveaux directeurs régionaux du Bureau de probation de Cornwall auraient dû être informés des événements et des problèmes passés, y compris ceux concernant Nelson Barque et Ken Seguin. Si elle en avait été au courant, M^{me} Newman aurait eu la possibilité d'examiner ces problèmes relatifs aux pratiques sexuelles répréhensibles et aux autres comportements déplacés des agents de probation à l'égard de probationnaires placés sous leur supervision et aurait pu prendre des mesures pour remédier à la situation.

M^{me} Newman était d'avis que le système d'information du ministère ne renseignait pas les fonctionnaires affectés à de nouveaux postes sur l'historique et les problèmes des bureaux de probation et de libération conditionnelle dont ils devenaient responsables. J'abonde dans le même sens.

Même si M^{me} Newman était responsable du bureau de Cornwall de 1996 à 1998, ce n'est qu'à la fin de 1999, lorsqu'elle est revenue de son détachement auprès du gouvernement fédéral, qu'elle a été informée des problèmes concernant le comportement sexuel déplacé auquel Nelson Barque s'était livré dans les années 1980 et mise au fait de son plaidoyer de culpabilité en 1995 pour attentat aux mœurs sur la personne d'Albert Roy, des accusations criminelles de 1998 ainsi que du suicide de M. Barque.

Je recommande que la formation sur la violence sexuelle, tout particulièrement sur la victimisation sexuelle des hommes, devienne obligatoire pour l'ensemble des agents de probation de la province. Par ailleurs, le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels devrait élaborer un protocole à l'intention des agents de probation, partout en Ontario, sur la divulgation d'agressions par des clients du ministère.

Aucun examen des dossiers du Bureau de probation de Cornwall n'a été entrepris afin de vérifier si d'autres clients du ministère avaient été agressés sexuellement par le personnel des services de probation. Le ministère n'a publié, dans les journaux locaux ou régionaux, aucun avis demandant aux personnes qui avaient été des clients des services de probation au cours d'une certaine période de communiquer avec le Bureau de probation de Cornwall. Il n'a pas non plus envoyé de lettres à d'anciens clients pour leur demander si M. Barque ou M. Seguin les avaient supervisés au cours de leur probation. D'après les témoignages d'agents de probation du bureau de Cornwall, aucun effort n'a été déployé pour aviser ces anciens probationnaires.

On aurait dû déployer des efforts pour identifier le plus grand nombre possible de victimes des agents de probation Nelson Barque et Ken Seguin à partir des dossiers du Bureau de probation de Cornwall. À tout le moins, on aurait dû examiner les dossiers postérieurs à 1993 inclusivement. Par ailleurs, le ministère aurait pu faire paraître des avis dans les journaux de Cornwall et de la région, ainsi que dans d'autres médias, pour demander aux anciens probationnaires de communiquer avec le bureau de probation. Cela aurait permis à quelques autres anciens clients des services de probation qui avaient été agressés par leurs agents de probation, des personnes en situation de confiance et d'autorité, d'obtenir le soutien et le counseling nécessaires pour les aider à surmonter le traumatisme qu'ils avaient subi dans leur jeunesse et qui continuait de les tourmenter à l'âge adulte.

Lorsqu'elle a témoigné devant la Commission d'enquête, la sous-ministre Newman a exprimé « de profonds regrets » au nom du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels pour les préjudices qu'avaient subis les clients agressés par des employés du ministère. Elle a déclaré que les fonctionnaires du ministère comprenaient que les membres de la collectivité de Cornwall avaient perdu foi et confiance dans les institutions gouvernementales comme le ministère. La sous-ministre a fait mention des deux anciens agents de probation mêlés aux événements qui avaient mené à la mise sur pied de la Commission d'enquête. Au nom du ministère, Mme Newman s'est engagée à continuer d'offrir un soutien aux personnes qui ont divulgué ces incidents.

La sous-ministre Newman a indiqué que le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels n'est « plus la même institution qu'à l'époque ». Toutefois, elle a reconnu qu'il y avait lieu d'apporter d'autres améliorations, qu'elle a d'ailleurs décrites. Il s'agissait entre autres de l'échange de renseignements entre le ministère et ses partenaires du système judiciaire, c'est-à-dire la Couronne et la police; d'améliorations relatives à l'examen des dossiers par les employés du ministère; du fait de reconnaître l'importance de fournir une orientation claire et détaillée aux employés en matière de conflits

d'intérêts et d'assurer la gestion de l'information, de sorte que le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels puisse recueillir systématiquement des renseignements sur les incidents critiques. La sous-ministre Newman a affirmé ce qui suit :

[...] Je souhaite faire part des profonds regrets du ministère.

Nous sommes conscients que la foi et la confiance des membres de la collectivité de Cornwall ont été ébranlées et qu'une partie du mandat de cette Commission d'enquête consiste à diriger le processus de guérison et de réconciliation communautaires.

Je tiens à vous assurer que le ministère partage cet objectif et que nous nous efforçons de regagner la confiance du public.

Alors, nous reconnaissons sans aucun doute que deux anciens agents de probation et de libération conditionnelle ont été impliqués dans les événements qui ont donné lieu à cette enquête publique.

Comme je l'ai déjà dit, nous travaillons avec diligence afin de traiter les divulgations de violence sexuelle qui sont portées à notre attention et d'offrir un solide soutien aux victimes qui se manifestent.

Le ministère regrette profondément tout préjudice qu'ont pu subir ses clients et continuera de soutenir, avec le plus de compassion possible, les personnes qui viennent divulguer des incidents.

J'ai remarqué que le ministère a considérablement évolué depuis que ces événements sont survenus.

Il ne s'agit plus de la même institution qu'à l'époque où ces événements se sont produits. Néanmoins, nous reconnaissons sans hésiter qu'il y a encore place à amélioration. [traduction]

Intervention des Services communautaires de la Police de Cornwall

Les Services communautaires de la Police de Cornwall (SCPC), qui sont parmi les plus anciens services de police au pays, ont été institués en 1789 sous le nom de Corps de police de Cornwall.

Aux termes de la *Loi sur les services policiers*¹⁴, un agent de police a notamment pour fonctions de préserver la paix, de prévenir les actes criminels, d'aider les

14. L.R.O. 1990, chap. 15, par. 42 (1).

victimes d'actes criminels, d'exécuter des mandats, de porter des accusations et de participer à des poursuites. La *Loi* stipule également que les agents de police doivent exercer les fonctions légitimes que leur confie le chef de police et terminer la formation prescrite.

La chaîne de commandement du Service de police de Cornwall (SPC)¹⁵ exige que les agents de grade inférieur rendent compte à leurs supérieurs et suivent leurs consignes. La chaîne de commandement, du grade le plus bas au plus élevé, est la suivante :

Agents : agents de police de première ligne

Sergents : superviseurs des agents

Sergents d'état-major : responsables d'un bureau ou d'une section
et de fonctions administratives

Inspecteurs : superviseurs des sergents et des sergents d'état-major.

Le chef de police adjoint relève du chef de police. Il est responsable des volets opérationnels et administratifs du service de police. Le chef adjoint assiste le chef dans la mise en œuvre des dispositions de la *Loi sur les services policiers*. Il est également responsable de l'élaboration, de la révision et de l'examen des politiques et des procédures. En outre, il seconde le chef de police sur les questions d'emploi, les problèmes d'équité salariale et les autres sujets de nature administrative.

Le chef de police est responsable de l'administration du corps de police et de la supervision de ses opérations, conformément aux objectifs, aux priorités et aux politiques établis par la commission des services policiers. Il veille à ce que les membres du corps de police exercent leurs fonctions conformément à la *Loi sur les services policiers* et aux règlements. Le chef de police est également responsable de maintenir la discipline au sein du corps de police, de veiller à ce que celui-ci offre des services policiers axés sur la collectivité et d'administrer le système de traitement des plaintes.

Le Service de police de Cornwall est chapeauté par la commission des services policiers, une entité civile qui supervise les fonctions policières. La *Loi sur les services policiers* stipule que les commissions municipales de services policiers « sont chargées de la prestation de services policiers convenables et efficaces dans la municipalité¹⁶. » Elles doivent notamment déterminer les objectifs et priorités en matière de services policiers, établir des politiques en vue de la gestion efficace du corps de police, nommer, guider et superviser le chef de

15. Le service sera désigné sous le nom de « Service de police de Cornwall » (SPC).

16. Par. 31 (1).

police et administrer le budget du service de police. La commission recrute et nomme le chef de police et tout chef de police adjoint.

Le bureau des jeunes¹⁷, une sous-section du bureau des enquêtes criminelles, a été établi en 1984. Au départ, il s'agissait d'une division d'enquête sur les infractions à la *Loi sur les jeunes contrevenants*¹⁸, chargée des poursuites criminelles de jeunes contrevenants âgés de 12 à 18 ans. Le bureau des jeunes a commencé à enquêter sur des incidents dans lesquels les victimes étaient des enfants, comme les mauvais traitements infligés aux enfants, et, vers le milieu des années 1990, toutes les infractions d'ordre sexuel¹⁹ se sont retrouvées sous sa responsabilité. En 2000, le bureau des jeunes est devenu la section des agressions sexuelles et de la violence faite aux enfants (SASVE).

La réaction du SPC aux allégations d'agressions sexuelles commises dans le passé sur des enfants et des jeunes de la région Cornwall fera l'objet d'un examen dans ce chapitre. J'y formulerais des recommandations sur des questions comme la formation des policiers à l'égard des enquêtes sur les agressions sexuelles (en particulier celles concernant les cas d'agressions sexuelles passées sur des enfants), le soutien aux victimes et leur hébergement, la prise de notes, les techniques d'entrevues et la supervision des policiers menant ces enquêtes. J'y expliquerai également pourquoi il est important dans ce type d'enquêtes qu'il y ait un partage d'information entre les agents du SPC et ceux des autres services de police, comme la Police provinciale de l'Ontario, ainsi qu'avec des institutions comme la Société de l'aide à l'enfance.

Allégations d'agressions sexuelles par des probationnaires de Nelson Barque

Nelson Barque a été agent de probation et de libération conditionnelle à Cornwall entre 1974 et 1982. Il était l'agent de probation de Robert Sheets, de C-44, d'Albert Roy et de C-45, qui allèguent tous avoir été victimes des agressions sexuelles de M. Barque.

M. Barque fut l'agent de probation de C-44 de 1980 à 1982. Dans une déclaration soumise en 1982 à l'inspecteur Clair McMaster du ministère des Services correctionnels, C-44 affirmait que M. Barque lui avait donné de l'alcool en violation des conditions de sa probation et qu'il avait eu des rapports sexuels avec lui de 1981 à 1982. C-44 était alors âgé d'environ 20 ans. Il alléguait que M. Barque avait eu avec lui des rapports sexuels à plusieurs

17. Il était autrefois connu sous le vocable « direction des mineurs ».

18. L.R.C. 1985, chap. Y-1.

19. Le bureau des jeunes a mené la plupart des enquêtes sur les agressions sexuelles, mais certaines ont pu l'être par la section E.

reprises, tant au Bureau de probation et de libération conditionnelle de Cornwall que chez l'agent de probation.

Dans une déclaration soumise à l'agent-déetective Don Genier de la Police provinciale de l'Ontario en juin 1998, Robert Sheets indiquait qu'à l'âge d'environ 18 ans, il avait rencontré M. Barque par l'entremise de C-44. À cette époque, vers la fin des années 1970, Ken Seguin était l'agent de probation de M. Sheets. Puis, en janvier 1982, M. Barque devint l'agent de probation de M. Sheets. M. Sheets déclarait que M. Barque lui avait donné de l'argent et de l'alcool et qu'il avait effectué des travaux au domicile de ce dernier. Ils eurent par la suite des rapports sexuels. Robert Sheets alléguait qu'ils avaient des rapports sexuels approximativement une fois par semaine jusqu'à ce que M. Barque démissionne en mai 1982. M. Sheets déclarait également que leurs rapports sexuels avaient lieu la plupart du temps chez M. Barque à St. Andrews et qu'il est arrivé à quelques reprises qu'ils aient lieu à la résidence de Ken Seguin, alors que celui-ci était absent.

M. Barque eut une rencontre avec le sergent Maurice Allaire du SPC et le juge de paix Keith Jodoin. Celui-ci mit en garde M. Barque au sujet de sa surveillance de Robert Sheets et il lui demanda de prendre des mesures quant au comportement inacceptable de ce dernier. M. Barque refusa toute autre intervention policière et promit de communiquer de nouveau avec le sergent Allaire à cet égard. Toutefois, le policier ne reçut jamais de nouvelles de M. Barque à ce sujet.

M. Sirrs eut un entretien avec les sergents Masson et Laroche de Cornwall le 9 avril 1982 et ceux-ci l'informèrent qu'ils avaient préalablement reçu une plainte de Gerald Levert, le concierge de l'immeuble où était situé le Bureau de probation de Cornwall. Tel qu'il est mentionné plus haut, M. Levert signala que le personnel du service de nettoyage et d'entretien avait remarqué que M. Barque et des jeunes hommes se livraient à des activités inhabituelles le soir, au bureau. Les policiers autorisèrent M. Sirrs à lire certains des constats de police du SPC où un probationnaire alléguait que MM. Barque et Sheets avaient des relations sexuelles. Le sergent Masson dit à M. Sirrs qu'il était d'avis que M. Barque était trop souvent en compagnie de Robert Sheets.

Le policier du SPC admit qu'il entendait depuis quelque temps des rumeurs au sujet de la relation sexuelle entre MM. Barque et Sheets, mais ajouta qu'il n'avait pas suffisamment de renseignements pour porter des accusations criminelles, et ce, surtout parce que la personne qui avait fourni les renseignements au sujet de cette relation refusait de témoigner à cet égard. Le sergent Masson relata que M. Barque était intervenu auprès de la police à plusieurs reprises pour s'assurer qu'aucune mesure ne serait prise à l'endroit de ses probationnaires. Comme il a été mentionné, il y eut un incident avec Robert Sheets au cours duquel on a prévenu M. Barque qu'il serait accusé d'entrave à la justice s'il ne

cessait pas de nuire au travail de la police de Cornwall. Le sergent Masson fit part à M. Sirrs des conseils officieux qu'il avait donnés à M. Barque relativement aux rumeurs qui couraient et des liens étroits qu'entretenait l'agent de probation avec des probationnaires, notamment avec Robert Sheets. M. Barque lui aurait promis de remédier à cette situation.

À mon avis, le Service de police de Cornwall n'a pas mené une enquête appropriée sur les activités sexuelles entre Nelson Barque et ses probationnaires en 1982. M. Barque avait avoué aux représentants du ministère des Services correctionnels qu'il avait eu des rapports sexuels avec C-44 et Robert Sheets. Si les policiers du SPC avaient mené une enquête plus approfondie dans cette affaire, non seulement auraient-ils trouvé des détails supplémentaires sur les rapports sexuels qu'entretenait M. Barque avec Robert Sheets et avec C-44, mais ils auraient également appris que l'agent de probation avait eu des rapports sexuels et s'était comporté de façon inappropriée avec d'autres probationnaires, dont Albert Roy et C-45. Si des accusations criminelles avaient alors été portées contre M. Barque, l'ancien agent de probation aurait probablement été incapable d'obtenir des postes lui permettant d'avoir des contacts avec des jeunes.

À mon avis, le Service de police de Cornwall n'a pas convenablement enquêté sur les allégations de 1982. Même s'il avait avoué avoir eu des relations sexuelles avec des probationnaires sous sa surveillance, M. Barque continua de travailler avec des enfants et des jeunes dans des écoles ainsi que dans un organisme de santé mentale.

Environ douze ans plus tard, en novembre 1994, M. Barque attira encore une fois l'attention du SPC. Albert Roy, un ancien probationnaire de M. Barque et de Ken Seguin, alléguait avoir été agressé sexuellement par les deux agents de probation pendant sa période de probation à Cornwall au milieu des années 1970.

Le 24 novembre 1994, Albert Roy fut interrogé par l'agente de police Heidi Sebalj du SPC. Le lendemain de l'entretien, l'agente Sebalj et Albert Roy tentèrent d'aller repérer la maison de M. Barque. D'après les renseignements du ministère des Transports de l'Ontario, celle-ci était située à St. Andrews, une localité relevant de la compétence de la Police provinciale de l'Ontario. Comme Albert Roy fut incapable de reconnaître la maison, le Service de police de Cornwall et la Police provinciale décidèrent de mener une enquête conjointe sur les allégations.

M. Roy avait dit à l'agente Sebalj qu'il craignait de se retrouver seul dans une pièce en compagnie d'un homme. Malgré cela, plusieurs des policiers affectés à cette affaire étaient des hommes. Dans son témoignage, M. Roy a affirmé qu'aucun de ces policiers ne lui avait demandé s'il préférait que son cas soit traité par une policière. Il est primordial que les services policiers établissent un protocole pour veiller à ce que les victimes d'agressions sexuelles pendant

l'enfance puissent faire leurs dénonciations et être interrogées en présence d'agents de police du sexe avec lequel elles se sentent à l'aise.

Le 14 décembre 1994, l'agent-détective William Zebruck de la Police provinciale informa l'agente Sebalj qu'il avait arrêté Nelson Barque et qu'il l'avait inculpé relativement aux actes sexuels présumés commis contre Albert Roy. Ainsi prit fin la participation à l'enquête du Service de police de Cornwall.

Un an plus tard, en février 1997, une autre victime, C-45, soumit à l'agent de police de Cornwall René Desrosiers une déclaration dans laquelle il alléguait que Nelson Barque et Ken Seguin l'avaient agressé alors qu'il était un probationnaire sous la surveillance du Bureau de probation de Cornwall.

La Coopérative d'archivage informatisé des documents des corps de police provincial et municipaux de l'Ontario (OMPPAC) fut mise à la disposition du Service de police de Cornwall en juillet 1989. OMPPAC est un système automatisé de saisie des données et de gestion des dossiers conçu pour permettre l'enregistrement électronique de renseignements. Avant 1989, le SPC se servait de rapports écrits pour obtenir des renseignements sur les incidents signalés et sur les enquêtes menées par le service de police. Les renseignements étaient consignés sur des fiches où figuraient les coordonnées des plaignants, des témoins, des suspects et des personnes accusées d'infractions.

Une fois le système OMPPAC en place, les policiers du SPC furent tenus d'y consigner des renseignements tels que leurs rapports d'incidents et leurs enquêtes respectives. Le système permettait d'effectuer des recherches selon différents critères, comme le nom de l'agresseur ou de la victime, ou le numéro d'incident. Le système OMPPAC permettait, en outre, de créer un « fichier de projet », auquel seuls avaient accès les policiers désignés. Une fois les données saisies, les agents du SPC et d'autres services de police membres du système OMPPAC pouvaient consulter ces renseignements. Ceux-ci pouvaient ainsi être partagés tant au sein d'un service de police qu'entre différents corps policiers.

Il était important que les policiers de Cornwall consignent promptement les renseignements sur leurs dossiers dans le système OMPPAC. En outre, les policiers qui prenaient la relève dans ces dossiers devaient absolument consulter ce système pour obtenir l'historique des dossiers, notamment les renseignements sur les victimes présumées, les témoins potentiels et les personnes interrogées, ainsi que d'autres renseignements importants sur l'enquête.

L'agent Desrosiers a affirmé dans son témoignage qu'il ignorait que l'agente Sebalj avait déjà participé antérieurement à une enquête sur M. Barque relativement à des allégations d'agressions sur le probationnaire Albert Roy et que cette enquête avait donné lieu à des accusations d'attentat aux mœurs sur une personne de sexe masculin auxquelles M. Barque avait plaidé coupable. Dans ce cas comme dans d'autres, les membres du SPC ignoraient que d'autres policiers

de Cornwall avaient pris part à des enquêtes sur les auteurs présumés d'agressions sexuelles. Il est d'une importance cruciale que les agents enregistrent et consignent leurs notes d'enquête dans le système OMPPAC ou d'autres bases de données électroniques afin que les autres policiers puissent y avoir accès.

Le Service de police de Cornwall aurait dû donner suite à la plainte déposée par C-45 concernant ses allégations à l'encontre de Nelson Barque. Les agents du SPC auraient également dû effectuer une recherche dans les bases de données pour vérifier si le nom de M. Barque y figurait comme agresseur dans le cadre d'enquêtes antérieures ou d'enquêtes en cours. L'enquête du Service de police de Cornwall concernant les allégations d'agressions sexuelles contre M. Barque n'a pas été menée de manière rigoureuse.

Enquête sur Earl Landry fils

Le SPC prit connaissance d'allégations d'agression sexuelle de jeunes garçons visant Earl Landry fils en juin 1985.

Le 24 juin 1985, l'inspecteur Richard Trew reçut de l'information indiquant qu'Earl Landry, fils de l'ancien chef de police de Cornwall, avait sexuellement agressé un garçon d'environ 8 ans au parc King George. Earl Landry père avait été chef du Service de police de Cornwall jusqu'à sa retraite, en avril 1984.

Le chef Shaver souhaitait s'assurer que des agents de police expérimentés et hautement qualifiés soient affectés à l'enquête et décida d'en confier la responsabilité au sergent d'état-major Stanley Willis et au sergent Ron Lefebvre. Le sergent d'état-major Willis entretenait des liens personnels avec le frère d'Earl Landry fils, Brian. Le chef Shaver a témoigné que, bien qu'il n'ait pas été au courant de cette amitié au moment des faits, il n'en fut pas surpris, étant donné que les hommes étaient du même âge et que Cornwall est une petite ville. Le chef Shaver n'envisagea pas la possibilité d'un conflit d'intérêts, réel ou présumé, du fait que le Service de police de Cornwall enquête sur cette affaire d'agression sexuelle d'enfant visant le fils d'un ancien chef du service. Les agents chargés de l'enquête avaient tous deux servi sous les ordres du chef Earl Landry père. Malgré cela, le chef Shaver a déclaré qu'il « n'aurai[t] jamais envisagé de demander de l'aide extérieure » en confiant cette enquête à un autre corps de police.

Le sergent d'état-major Garry Derochie, qui procéda à un examen interne de l'enquête en 1999, a témoigné qu'en rétrospective, il aurait été avisé de confier l'enquête de 1985 à un autre corps de police. Je partage cet avis. Afin d'éviter tout conflit d'intérêts, réel ou présumé, il aurait été primordial que le chef Shaver exige qu'un autre service de police enquête sur les allégations d'agression sexuelle d'enfant visant le fils de l'ancien chef de police.

Le 26 juin 1985, le chef Shaver décida de se rendre en voiture au domicile d'Earl Landry père, l'ancien chef de police de Cornwall. Au moment où il quitta le poste de police, l'interrogatoire d'Earl Landry fils était en cours. Le chef Shaver informa Earl Landry père que son fils était interrogé au poste de police pour l'agression sexuelle présumée d'un enfant. Il lui donna le nom des agents chargés de l'enquête dont son fils faisait l'objet.

Lors de son témoignage à l'Enquête, Claude Shaver a dit comprendre le caractère inapproprié de sa visite à Earl Landry père pour discuter de la détention et de l'interrogatoire du fils de ce dernier au poste de police. Il a déclaré qu'en rétrospective, il « n'aurai[t] probablement pas dû aller voir le père » et qu'il était conscient que cela pouvait être perçu comme un conflit d'intérêts. À mon avis, c'était manifestement inapproprié.

Le sergent Lefebvre demanda à Earl Landry fils s'il acceptait de se soumettre à un test polygraphique et Earl Landry fils accepta.

Le lendemain matin de la visite du chef Shaver, Earl Landry père décida de communiquer avec le sergent d'état-major Willis. L'enquête sur cette plainte d'agression sexuelle d'enfant prit fin le matin du 27 juin 1985, immédiatement après l'appel d'Earl Landry père. Malgré le commentaire d'Earl Landry père voulant que « des dispositions pourraient possiblement être prises plus tard » à l'égard d'un test polygraphique pour son fils, rien n'indique que l'agent du SPC chargé de l'enquête ait pris des mesures en ce sens. Si le chef Shaver n'avait pas parlé à Earl Landry père, Earl Landry fils n'aurait peut-être pas consulté ce dernier et se serait peut-être soumis au test polygraphique. Les agents du SPC chargés de l'enquête ne tentèrent pas de déterminer l'existence d'autres victimes éventuelles d'Earl Landry fils, comme les enfants aperçus au parc avec lui, pas plus que le service de police ne prit de dispositions pour mener une enquête avec la Société de l'aide à l'enfance (SAE) dans cette affaire. Il convient de mentionner qu'à ce moment, la Société de l'aide à l'enfance et le Service de police de Cornwall collaboraient dans des enquêtes conjointes sur d'autres agresseurs présumés.

Le 27 juin 1985, le sergent Lefebvre présenta les conclusions de son enquête à son superviseur, le sergent d'état-major Willis. Le plaignant enfant, bien qu'ayant l'âge d'un élève de cinquième année, fréquentait un niveau scolaire inférieur. Des années plus tard, lors d'une entrevue du Service de police de Cornwall, le sergent Lefebvre déclara qu'il ne disposait pas d'éléments de preuve suffisants pour porter des accusations contre Earl Landry fils. Il éprouvait des inquiétudes quant à la capacité mentale de l'enfant et à l'absence d'éléments de preuve corroborant ses dires. Aucune accusation criminelle ne fut portée à cette époque contre le fils de l'ancien chef de police pour les gestes de nature sexuelle commis sur ce jeune garçon.

À mon avis, l'enquête de 1985 du Service de police de Cornwall sur les allégations d'agression sexuelle d'enfant visant Earl Landry fils ne fut pas exhaustive. Il est également évident que le SPC faillit à sa tâche de supervision des agents participant à l'enquête.

Parmi les autres problèmes, notons le manque de communication entre les agents du SPC chargés de l'enquête et la SAE. En procédant à l'examen de l'affaire Earl Landry fils, plusieurs années plus tard, le sergent d'état-major Derochie fut incapable de trouver quoi que ce soit pouvant expliquer l'absence d'une enquête conjointe avec la SAE. Selon lui, si la SAE et le Service de police de Cornwall avaient enquêté conjointement sur l'affaire Earl Landry fils en 1985, d'autres victimes auraient peut-être été identifiées. Au lieu de quoi, après une enquête de deux jours, le SPC décida de ne pas aller plus loin. Il fallut attendre jusqu'en 1999, soit treize ans plus tard, pour qu'Earl Landry fils plaide coupable à des accusations d'agression de cinq victimes. L'une de ces victimes était le garçon du dossier de 1985, sur lequel avait enquêté le sergent Lefebvre.

En fait, en 1985, la SAE avait en sa possession des renseignements médicaux pertinents concernant cette affaire. Comme en a témoigné le sergent d'état-major Derochie, si le SPC avait été au courant de l'existence de ces renseignements médicaux, il aurait disposé d'un élément de preuve corroborant les dires de l'enfant victime.

Le sergent d'état-major Derochie constata que la tenue des dossiers était inadéquate dans plusieurs cas d'agression sexuelle d'enfants. Selon lui, le problème semblait systémique. Je partage cet avis. L'utilisation de carnets de notes à feuilles mobiles, la destruction des notes, une mauvaise tenue de notes et une supervision inadéquate comptent parmi les lacunes prédominantes, entre autres dans ces enquêtes du SPC dans les dossiers d'agressions sexuelles commises dans le passé.

Aucune mesure disciplinaire, officielle ou officieuse, ne fut imposée à aucun des agents en lien avec l'enquête sur Earl Landry fils. Le sergent Lefebvre ne fit ni l'objet de mesures disciplinaires ni de counseling relativement à son enquête inadéquate de 1985 sur les allégations d'agressions sexuelles visant Earl Landry fils. En outre, aucune mesure disciplinaire ne fut imposée aux agents ayant supervisé l'enquête sur ce dernier. Qui plus est, le chef Shaver ne fit l'objet d'aucune mesure disciplinaire pour sa divulgation de renseignements à Earl Landry père pendant l'enquête du SPC sur son fils.

En 1993, de nouvelles allégations d'agression sexuelle visant Earl Landry fils furent portées à l'attention du SPC. Le 22 octobre 1993, la travailleuse sociale Pina DeBellis communiqua avec le sergent d'état-major Luc Brunet, chef du bureau des enquêtes criminelles du SPC. Le sergent d'état-major Brunet agissait également à titre d'agent de liaison avec la SAE. Il fut informé de la

dénonciation d'un plaignant de sexe masculin, âgé d'environ 9 ans au moment des agressions présumées, subies de façon répétée pendant environ un an. Le plaignant anonyme avait clairement affirmé ne pas souhaiter poursuivre l'affaire, ni avec le service de police, ni avec la SAE. Earl Landry fils et sa femme étaient parents de famille d'accueil, et la SAE en éprouvait des inquiétudes.

Le 9 janvier 1996, Carole Leblanc téléphona au SPC pour discuter d'Earl Landry fils. Elle s'entretint avec le sergent d'état-major Brunet, l'agent de liaison avec la SAE. M^{me} Leblanc lui apprit que le 29 novembre 1995, un homme, C-52, avait déclaré à un intervenant en toxicomanie avoir été agressé sexuellement pendant son enfance par un employé du Service des parcs et des loisirs de la municipalité. La victime fut dirigée vers la SAE, qui identifia le suspect comme étant Earl Landry fils.

Le sergent d'état-major Brunet décida de confier le dossier à l'agent Scott Hanton. Il n'envisagea pas la possibilité de demander à un autre corps de police d'enquêter sur cette affaire. L'agent Hanton n'avait aucune expérience dans les enquêtes sur des agressions sexuelles commises dans le passé. Il ne faisait pas partie du bureau des enquêtes criminelles. Le SPC et le sergent d'état-major Brunet auraient dû veiller à ce que l'agent affecté au dossier Landry fils soit formé pour enquêter sur de tels dossiers.

Comme le sergent d'état-major Derochie l'indiqua clairement dans son rapport, « le cas passa d'un enquêteur à un autre pendant plus d'un an ». Dans son témoignage, le sergent d'état-major Derochie a déclaré que le délai entre le dépôt de la plainte au SPC en 1996 et le début de l'enquête fut beaucoup trop long. Le service de police était aux prises avec un retard dans les dossiers, trop d'agents différents furent nommés responsables du dossier et l'affaire ne progressa pas assez rapidement. Je partage cet avis.

Le sergent Brian Snyder devint responsable de l'enquête sur Earl Landry fils le 30 septembre 1996. Il savait que le dossier était passé d'un agent à un autre et que le SPC avait accordé peu d'attention à ces allégations d'agressions sexuelles commises dans le passé. Malgré cela, la plainte de C-52 contre Earl Landry fils ne fit pas rapidement l'objet d'une enquête. Les superviseurs du sergent Snyder au SPC auraient dû également veiller à ce que cette affaire soit prioritaire et qu'elle fasse l'objet d'une enquête sans tarder.

La correspondance de 1997 et 1998 des procureurs de la Couronne M^{me} Lynn Robinson et M. Murray MacDonald indique clairement l'exaspération de la Couronne par rapport à l'inattention du sergent Snyder dans le dossier Landry. À mon avis, le sergent Snyder ne mena pas l'enquête sur Earl Landry fils avec la célérité voulue.

L'examen de 1999 du sergent d'état-major Derochie lui permit de déceler plusieurs problèmes dans l'enquête sur Earl Landry fils, également présents dans

d'autres enquêtes du SPC sur des cas d'agressions sexuelles commises dans le passé. Les agressions sexuelles commises dans le passé, conclut-il, n'étaient pas considérées comme une priorité au Service de police de Cornwall. Comme en a témoigné le sergent d'état-major Derochie, l'enquête sur Earl Landry fils, l'enquête sur la plainte de Jeannette Antoine et l'enquête sur la plainte de David Silmsen souffrissent toutes trois des mêmes lacunes : problèmes de gestion de cas, mauvaise tenue de dossiers et retards.

Quelques mois avant son témoignage devant la Commission d'enquête, le sergent d'état-major Snyder²⁰ se rendit au domicile de C-52, un des plaignants, afin de discuter avec lui de l'enquête sur Earl Landry fils. Il était en uniforme. Lors de cette visite, il posa à C-52 des questions sur l'incident au cours duquel ce dernier s'était présenté au poste de police pour se plaindre de la lenteur de l'enquête.

Le sergent d'état-major Snyder a affirmé n'avoir pas songé, sur le coup, au caractère inapproprié ou intimidant de sa visite à C-52, une victime d'agressions sexuelles pendant son enfance. En rétrospective, il admet que sa visite au domicile de C-52, en préparation à son témoignage devant la Commission d'enquête qui examinait l'intervention du Service de police de Cornwall relativement aux allégations d'agressions sexuelles de victimes dans la collectivité, était une erreur, particulièrement du fait qu'il portait l'uniforme.

Le sergent d'état-major Snyder prit des notes de sa visite au domicile de C-52 en mars 2008. Toutefois, il ne remit ces notes à la Commission d'enquête que deux semaines avant son témoignage. Il est évident que le sergent d'état-major Snyder était réticent à divulguer les notes de sa visite chez C-52 et sa conversation avec lui. À mon avis, il était manifestement inapproprié pour l'agent de se rendre au domicile de cette victime d'agressions sexuelles pendant son enfance pour y discuter de l'enquête sur Earl Landry fils, avant son témoignage à l'Enquête.

À l'été 2000, la Commission des services policiers de Cornwall fut citée à titre de défenderesse dans une action au civil instituée par la famille de C-53. C-53, l'une des victimes d'Earl Landry fils, et des membres de sa famille avaient institué une poursuite judiciaire contre le Service de police de Cornwall, Earl Landry fils, Earl Landry père, la Ville de Cornwall et la Société de l'aide à l'enfance. Ils soutenaient dans leur déclaration que l'ancien chef de police, Earl Landry père, avait usé de son influence auprès du SPC pour protéger son fils contre des accusations criminelles d'agressions sexuelles.

Le 16 août 2000, le chef Repa adressa une note de service au sergent d'état-major Derochie, chef de la section des normes professionnelles, lui ordonnant

20. Brian Snyder a été promu au grade de sergent d'état-major en novembre 2006.

de procéder immédiatement à une enquête criminelle sur Earl Landry père et sur les autres membres du CPS impliqués afin d'« établir les faits ». Le chef Repa s'inquiétait de l'allégation de tentatives d'entrave à la justice visant le SPC.

Le chef Repa n'envisagea pas la possibilité de demander à un corps de police externe de procéder à cette enquête. À des fins d'objectivité, il aurait été approprié de confier cette enquête à un autre corps de police. Cela aurait été d'autant plus important que les habitants de Cornwall pouvaient autrement conclure à une tentative du SPC de camoufler l'influence indue exercée par son ancien chef.

Le 15 septembre 2000, le sergent Snyder fut affecté à l'enquête sur les allégations de conspiration et de tentative d'entrave à la justice. À la suite d'entrevues, effectuées sur plusieurs mois, le sergent Snyder conclut à l'absence d'éléments de preuve suggérant l'existence d'une conspiration visant à empêcher le dépôt d'accusations d'agressions sexuelles contre Earl Landry fils.

Il importe de souligner que ni le sergent Snyder ni le sergent d'état-major Derochie n'interrogèrent Earl Landry père dans le cadre de leur enquête criminelle de 2000-2001. Après avoir reçu le rapport concluant que la conduite du sergent d'état-major Willis et du sergent Lefebvre pendant l'enquête criminelle de 1985 sur Earl Landry fils n'était pas inappropriée, le chef Repa décida qu'il n'était pas nécessaire d'interroger l'ancien chef de police. À mon avis, le Service de police de Cornwall aurait dû interroger Earl Landry père.

Il m'apparaît que la Commission des services policiers de Cornwall faillit à sa tâche d'établir des politiques et à sa tâche de diriger le chef de police afin de déceler les conflits d'intérêts et de les gérer adéquatement dans le contexte des enquêtes sur les allégations d'agressions sexuelles commises dans le passé. En outre, le chef Repa et le Service de police de Cornwall ne prirent aucune mesure visant à déceler les conflits d'intérêts et à les gérer adéquatement dans le contexte de l'enquête sur les allégations d'agressions sexuelles passées visant Earl Landry fils. Qui plus est, le Service de police de Cornwall retarda indûment l'enquête sur les allégations d'agressions sexuelles dont Earl Landry fils faisait l'objet. Il omit également de s'assurer que les enquêteurs avaient reçu la formation appropriée aux cas d'agressions sexuelles commises dans le passé.

Enquête sur Jean-Luc Leblanc

Le 24 janvier 1986, le sergent d'état-major Stanley Willis demanda à l'agent Brian Payment d'enquêter sur des allégations d'agression sexuelle concernant Jean-Luc Leblanc. À cette époque, M. Leblanc était instructeur à l'institut de formation de Transports Canada. Le sergent d'état-major Willis expliqua que la SAE avait reçu une plainte et que la victime présumée, Scott Burgess, était un élève d'une école locale de Cornwall.

À la Central Public School, l'agent Payment discuta de l'affaire avec Bruce Duncan de la SAE. Il apprit alors qu'environ deux semaines auparavant, la victime présumée avait révélé à une institutrice, Dawn Raymond, qu'elle avait été agressée sexuellement par M. Leblanc.

L'agent Payment avait prié M. Duncan de ne pas demander à Scott Burgess des renseignements détaillés sur l'agression sexuelle présumée lors de leur première rencontre. Il n'existant aucun protocole entre la Société de l'aide à l'enfance et le Service de police de Cornwall à cette époque-là, et l'agent Payment craignait que des questions suggestives soient posées. Comme il l'a expliqué dans son témoignage, un agent de police et un employé de la SAE ont des objectifs très différents. Les travailleurs de la SAE cherchent à protéger l'enfant plutôt qu'à faire aboutir une poursuite. Pourtant, malgré la demande de l'agent de police, Bruce Duncan avait discuté avec Scott Burgess de certains détails de l'agression sexuelle perpétrée par M. Leblanc.

Au bureau de la SAE, l'agent Payment interrogea Scott Burgess, qui était alors en 7^e année, et recueillit sa déclaration. M. Duncan était présent. C'était la troisième fois, ce jour-là, que Scott Burgess était interrogé sur l'agression. L'enfant décrivit les actes de fellation commis à plusieurs reprises par M. Leblanc.

Dawn Raymond, l'institutrice à qui Scott Burgess avait révélé ses rapports sexuels avec M. Leblanc, rédigea une déclaration à l'intention de la police au bureau de la SAE, au moment où l'agent Payment interrogeait Scott. M^{me} Raymond était institutrice à la Gladstone Public School et elle avait enseigné à Scott Burgess et à Jason Tyo. Les deux garçons avaient commencé à lui rendre visite l'été précédent et elle était devenue « plus qu'une amie » : les enfants se confiaient à elle. Jason Tyo s'était rendu à l'école de Dawn Raymond et lui avait révélé que M. Leblanc avait fait une fellation à Scott Burgess et qu'il avait eu un rapport sexuel anal avec ce dernier. Quelques jours plus tard, Scott Burgess confirma qu'il avait été agressé sexuellement par M. Leblanc. Il révéla aussi que M. Leblanc avait fait une fellation à Jason Tyo.

L'agent Payment passa en revue la déclaration de Dawn Raymond après son entretien avec Scott Burgess et lui demanda de la signer. Cette déclaration affirmait clairement que l'une des victimes lui avait dit que M. Leblanc avait fait une fellation à Scott Burgess et qu'il avait eu un rapport sexuel anal avec ce dernier. Pourtant, l'agent Payment n'a pas consigné les allégations de pénétration anale dans le résumé de témoignage anticipé de Scott Burgess. L'agent Payment a convenu qu'il s'agissait d'un renseignement important, car il influait sur les accusations qui pourraient être portées contre M. Leblanc. L'agent Payment a également omis de mentionner dans le résumé de témoignage anticipé les randonnées que l'enfant avait faites en compagnie de M. Leblanc.

L'agent Payment se rendit au domicile des Burgess le soir du 24 janvier 1986. Il discuta avec Jody Burgess dans la chambre de celui-ci. Le garçon décrivit certains actes de l'agression sexuelle. L'agent Payment n'interrogea pas les autres enfants de la famille Burgess pour savoir s'ils avaient également été agressés par Jean-Luc Leblanc. Cindy Burgess, la soeur de Scott et de Jody, qui était alors âgée de 15 ans, se trouvait dans la cuisine pendant que l'agent du Service de police de Cornwall parlait avec M. et M^{me} Burgess, et elle savait pourquoi l'agent se trouvait là.

L'agent Payment a convenu, en rétrospective, qu'il aurait dû parler aux autres enfants de la famille Burgess pour établir s'ils avaient, eux aussi, été agressés sexuellement par M. Leblanc. L'agent Payment apprit plusieurs années plus tard que Cindy Burgess avait aussi été agressée par cet homme.

À la suite de l'enquête de la Police provinciale de l'Ontario sur Jean-Luc Leblanc en 1999, Cindy Burgess fut interrogée, tout comme ses frères Scott et Jody. M. Leblanc fut donc traduit en justice pour un certain nombre d'actes sexuels commis sur des enfants, et il reçut une peine d'emprisonnement de dix ans en 2002.

Le 27 janvier 1986, M. Leblanc fut accusé de grossière indécence relativement aux actes de fellation commis sur Scott Burgess, son frère Jody et Jason Tyo. Les allégations portaient sur la période comprise entre 1981 et 1985. À cette époque, l'agent Payment connaissait clairement la différence entre une fellation et un rapport sexuel anal et savait que ce dernier était plus grave. Or, aucune accusation n'a été portée à l'égard des rapports sexuels anaux. L'agent Payment a concédé que si les déclarations des plaignants avaient contenu des allégations de rapports sexuels anaux, « il y aurait eu d'autres accusations ».

L'agent Payment arrêta Jean-Luc Leblanc le 27 janvier 1986. La libération de M. Leblanc ne comportait aucune clause lui interdisant de communiquer avec les victimes ou d'autres enfants et adolescents. L'agent Payment n'a pas pu expliquer pourquoi il n'avait pas inclus cette clause, mais il a convenu que la libération aurait « sans aucun doute » dû y être assujettie. Cette omission a joué un rôle important puisqu'elle a fait en sorte que les jeunes n'ont pas été protégés contre l'agresseur. M. Leblanc a ainsi continué d'avoir des contacts avec des enfants.

Aucune politique n'obligeait alors les agents de police à communiquer rapidement avec les victimes d'agression sexuelle ou avec leur famille quand des accusations criminelles étaient portées contre les agresseurs présumés. Je recommande que le SPC veille à ce que les victimes d'agression sexuelle et, dans les cas où ces victimes sont des enfants, leurs parents et les membres de leur famille soient informés de l'enquête, des accusations et des procédures judiciaires.

Le procès de Jean-Luc Leblanc eut lieu le 6 novembre 1986. M. Leblanc plaida coupable à deux des trois chefs d'accusation. L'accusation relative à Scott Burgess fut retirée à la demande du procureur de la Couronne. M. Leblanc fut condamné avec sursis et à trois ans de probation. L'agent Payment ne pense pas avoir communiqué avec Scott Burgess pour discuter du retrait des accusations. Il pensait que Bruce Duncan avait peut-être discuté de la conclusion de l'affaire Leblanc avec ce dernier. Or, Scott Burgess a déclaré que personne n'avait communiqué avec lui à propos du retrait des accusations portant sur les actes sexuels commis sur lui ou de la peine imposée à M. Leblanc en 1986. Selon moi, il est extrêmement important que la police informe les victimes et les victimes présumées d'agressions sexuelles pendant l'enfance de l'issue des poursuites contre leur agresseur et de la peine imposée par le tribunal. Il est aussi important que la police explique à ces victimes et aux victimes présumées que le procureur de la Couronne doit constituer un lourd fardeau de preuves dans les poursuites criminelles, et que l'échec d'une poursuite ne remet nullement en cause le fait que l'agression a réellement eu lieu.

Encore une fois, l'ordonnance de probation émise à M. Leblanc ne comportait aucune clause lui interdisant d'interagir avec les victimes, des enfants ou d'autres adolescents, ou de les rencontrer. L'agent Payment ne savait pas, à cette époque, que l'ordonnance de probation ne contenait pas cette clause qui aurait permis de protéger les anciennes victimes de M. Leblanc ou d'autres enfants contre d'éventuelles agressions commises par ce dernier.

Jean-Luc Leblanc fut accusé et déclaré coupable d'autres agressions sexuelles à la suite de l'enquête de la Police provinciale de l'Ontario, environ douze années plus tard, en 1999. Il plaida coupable à un certain nombre d'accusations d'agression sexuelle contre des enfants de la région de Cornwall dans le cadre de l'enquête opération Vérité. Il est clair que les victimes présumées des agressions sexuelles de M. Leblanc n'avaient pas été informées par la police de la progression et de l'issue des poursuites de 1986. Ces victimes furent bouleversées d'apprendre que M. Leblanc n'avait pas été emprisonné pour les agressions sexuelles multiples qu'il avait commises sur elles. Elles ne participèrent pas non plus au processus de détermination de la peine de l'homme qui les avait agressées sexuellement pour expliquer dans quelle mesure elles avaient été affectées par les agressions. De plus, les victimes ont déclaré que si la police de Cornwall les avait tenues au courant, elles auraient probablement divulgué d'autres détails. Scott Burgess a déclaré qu'il aurait également révélé que sa sœur Cindy avait été victime d'agressions sexuelles si on lui avait posé cette question lors de l'enquête du Service de police de Cornwall.

Ces enfants victimes d'agressions n'ont pas non plus bénéficié de services de counseling pour les agressions sexuelles répétées qu'elles avaient subies.

Ce rapport recommande que la police communique avec les victimes d'agressions sexuelles, qu'elle les informe du déroulement de l'enquête et des poursuites, et qu'elle leur offre des services de counseling et de soutien. Ces recommandations devraient être appliquées par les services de police dans les cas d'agressions sexuelles d'enfants récentes et passées.

Il est aussi évident que des renseignements importants manquaient dans les résumés de témoignages anticipés des enfants victimes d'agressions. Si certains de ces renseignements, comme les rapports sexuels anaux, avaient été pris en compte, M. Leblanc aurait peut-être été condamné pour d'autres infractions sexuelles et il aurait sans doute reçu une peine plus longue. Cela aurait permis d'empêcher qu'il côtoie d'autres enfants. En effet, M. Leblanc est par la suite devenu chauffeur d'autobus scolaire. Il a été poursuivi et condamné, en 2001 et en 2002, pour des infractions sexuelles sur de nombreux enfants. M. Leblanc a été désigné « délinquant à contrôler » en 2002.

Le Service de police de Cornwall et la SAE auraient dû organiser des entrevues conjointes avec tous les enfants victimes d'agressions afin de réduire le nombre des entrevues et le traumatisme des enfants. Cette initiative aurait également contribué au succès de la poursuite. De plus, le Service de police de Cornwall et la SAE auraient dû mieux communiquer pour s'assurer que les enfants et leur famille reçoivent les renseignements et le soutien nécessaires pendant l'enquête.

Les enfants Burgess, Jason Tyo et d'autres enfants et adolescents n'ont pas été protégés de façon adéquate quand M. Leblanc a été libéré après son arrestation avant le procès. Ils n'ont pas non plus été protégés après que celui-ci eut purgé sa peine pour avoir agressé sexuellement Jody Burgess et Jason Tyo. Les ordonnances de libération et de probation auraient dû comporter une clause interdisant à M. Leblanc de communiquer avec les victimes et de se retrouver en leur compagnie ou en celle d'autres jeunes.

J'ai conclu, après examen des preuves, que l'agent Brian Payment n'avait pas enquêté de façon minutieuse sur l'affaire Jean-Luc Leblanc. J'ai également conclu que le Service de police de Cornwall n'avait pas supervisé de façon appropriée l'agent Payment dans le cadre de cette enquête sur l'agression sexuelle d'enfants.

Enquête sur Marcel Lalonde

L'agent Kevin Malloy était affecté au bureau des jeunes du Service de police de Cornwall depuis seulement cinq jours lorsqu'on lui confia l'enquête sur Marcel Lalonde. Lorsqu'il communiqua avec C-60, l'une des victimes présumées, le 9 janvier 1989, il s'agissait de sa première enquête sur des agressions sexuelles. L'agent Malloy n'avait jamais été formé aux enquêtes sur des agressions sexuelles au moment de son transfert au bureau des jeunes, en janvier 1989.

Au cours de leur entretien, C-60, victime présumée de Marcel Lalonde, dit à l'agent Malloy qu'il avait été « attiré dans la maison de l'agresseur par l'alcool et qu'il s'était réveillé pendant que l'agresseur avait un rapport sexuel avec lui ». C-60 déclara à l'agent du SPC qu'il avait 15 ans à l'époque.

C-57 était âgé de 16 ans et fréquentait la 10^e année au moment de l'agression sexuelle prétendument commise par M. Lalonde. Marcel Lalonde enseignait à l'école Bishop Macdonell. Au cours de l'entrevue avec la police, C-57 mentionna le fait que C-60 et un autre jeune (C-59) se trouvaient également au domicile de M. Lalonde à ce moment-là. C-57 croyait pouvoir identifier certains des autres jeunes hommes présents chez Marcel Lalonde à l'époque. On lui demanda de regarder des albums de finissants au poste de police. Il identifia deux jeunes garçons.

M. Lalonde était instituteur. S'il s'agissait bien de ses élèves, c'était alors de jeunes garçons. Malgré cela, l'idée de contacter la SAE pour signaler un soupçon raisonnable d'agression n'effleura pas l'esprit de l'agent Malloy. Il ne communiqua pas non plus avec le théâtre communautaire où M. Lalonde travaillait avec ces adolescents.

Le 13 janvier 1989, l'agent Malloy demanda à son superviseur, le sergent d'état-major Wells, de reporter le dépôt de son rapport sur l'incident Lalonde. L'agent Malloy écrivit : « Le dossier implique possiblement quatre victimes d'agressions sexuelles. » Outre C-57, les autres victimes potentielles étaient C-60, C-61, C-58 et C-65.

Le 22 juin 1989, l'agent Malloy demanda à son superviseur s'il pouvait mettre le dossier Lalonde en suspens pendant une courte période, étant donné qu'il souhaitait interroger le « suspect ». Le sergent d'état-major Wells lui en donna l'autorisation. Le dossier était toujours en suspens lorsque l'agent Malloy prit un congé de maladie, presque quatre ans plus tard, en mars 1993.

L'agent Malloy resta en congé de maladie jusqu'en mai 1996. Il semble évident que les dossiers d'un agent en congé aussi long devraient être confiés à d'autres agents. Le système OMPPAC était opérationnel depuis quelques années et ce dossier aurait dû être porté à l'attention des agents du SPC.

L'agent Malloy n'interrogea jamais l'agresseur présumé, Marcel Lalonde. Il prit la décision de ne pas interroger le suspect et de ne pas poursuivre l'enquête, dans l'espoir qu'avec le temps, d'autres victimes communiqueraient avec le Service de police de Cornwall. De toute évidence, son manque de formation, d'expérience et de supervision explique pourquoi ce dossier a passé des années dans une boîte dans son bureau. Marcel Lalonde continua à enseigner et à avoir des contacts avec de jeunes enfants à l'école Bishop Macdonell. Malgré ses incertitudes quant à son obligation d'informer d'autres organismes ou les employeurs de Marcel Lalonde de l'existence de ce dossier, il n'en discuta pas avec ses superviseurs du bureau des jeunes.

Marcel Lalonde fut accusé en 1997, huit ans après que l'agent Malloy eut été affecté au dossier. Il fut condamné par la suite pour des infractions d'ordre sexuel commises sur des adolescents. Un mandat de perquisition exécuté à son domicile donna lieu à la découverte de photographies d'adolescents nus. C-58 était l'une des victimes lors de la poursuite criminelle de 2000.

Il est évident que l'agent Malloy faillit à sa tâche en ne faisant pas une enquête exhaustive sur les allégations d'agressions sexuelles à l'endroit de Marcel Lalonde. Aucune sanction ni mesure disciplinaire ne lui fut imposée par le Service de police de Cornwall pour son enquête inadéquate.

En 1989, l'agent Malloy disposait d'informations sur les agressions sexuelles présumées subies par C-57, alors prêt à donner suite au dossier. Il disposait également d'une déclaration de C-58 et de renseignements de C-60. En avril 1989, l'agent Malloy était au courant de l'existence de plusieurs victimes potentielles d'agressions, notamment C-57, C-58, C-59, C-60, C-65 et un garçon identifié dans l'album de finissants. L'agent Malloy a convenu de l'importance, pour un agent responsable d'une enquête sur des agressions sexuelles commises dans le passé, d'établir un rapport de confiance avec la victime. Plus une victime se sent à l'aise avec un agent, plus elle est susceptible de donner des détails sur l'infraction criminelle présumée et d'accepter de témoigner lorsque des accusations criminelles sont portées. L'agent Malloy a reconnu la présence d'éléments communs dans les histoires de ces victimes, notamment la consommation d'alcool des adolescents, dont certains furent agressés sexuellement pendant leur sommeil. Malgré tout, il décida de mettre le dossier « en suspens jusqu'à ce que de nouveaux éléments de preuve surgissent ».

Lors de son témoignage, le sergent d'état-major Wells a déclaré que le 22 juin 1989 semble être la date de sa dernière intervention dans l'enquête sur Marcel Lalonde. Il n'était pas au courant du fait que l'agent Malloy n'avait pas interrogé « le suspect », Marcel Lalonde. Le superviseur du SPC ne savait pas non plus que l'agent Malloy n'avait pas approfondi son enquête après le dépôt du rapport supplémentaire d'incident du 22 juin 1989, qui demandait la mise en suspens du dossier pendant une courte période. Le sergent d'état-major Wells a affirmé que cela aurait dû être porté à son attention ou à celle de l'inspecteur Trew, avec qui il partageait ses tâches de supervision : « L'inspecteur Trew et moi-même agissions comme système de régularisation. » Ils avaient un niveau de responsabilité égal afin de veiller au suivi d'incidents comme celui-ci. Malgré tout, il est évident que le « système de régularisation » ne fonctionna pas comme prévu dans le dossier Marcel Lalonde.

Le sergent d'état-major Wells a reconnu le fait que l'agent Malloy aurait dû être guidé et supervisé activement pendant son enquête policière, étant donné qu'il s'agissait de son premier dossier au bureau des enquêtes criminelles et de sa première enquête sur un cas d'agressions sexuelles commises dans le passé.

Le sergent d'état-major Wells a également reconnu que l'absence d'activités supplémentaires de l'agent Malloy dans ce dossier après sa mise en suspens ne constitue pas une bonne gestion de cas dans un service de police. Le sergent d'état-major a reconnu qu'il incombait aux superviseurs de l'agent Malloy, dont il était, de suivre l'évolution de ses dossiers lorsqu'il prit un congé de maladie et lorsqu'il quitta le bureau des jeunes.

À mon avis, le Service de police de Cornwall faillit à son devoir en ne faisant pas une enquête exhaustive en 1989 sur les allégations d'agressions sexuelles à l'endroit de Marcel Lalonde. Qui plus est, le sergent d'état-major Wells et l'inspecteur Trew faillirent à leur tâche de supervision de l'agent Malloy pendant l'enquête sur les allégations d'agressions sexuelles commises dans le passé par Marcel Lalonde. Le manque d'attention portée au dossier et l'omission de communiquer avec la SAE et l'école prolongèrent le risque que des enfants subissent les agressions de M. Lalonde.

Le 9 août 1994, le sergent d'état-major Luc Brunet reçut des informations de la Police provinciale de l'Ontario concernant le fait que, dans le cadre de l'enquête Project Blue de la SAE²¹, David Silmser soutenait que son ancien instituteur l'avait agressé sexuellement. Le sergent d'état-major du SPC apprit que M. Silmser avait révélé cette information aux employés de la SAE Greg Bell et Pina DeBellis, plusieurs mois plus tôt, soit le 2 novembre 1993. David Silmser affirmait avoir été agressé par son instituteur, Marcel Lalonde, à l'école Bishop Macdonell, alors qu'il était âgé de 13 ou 14 ans.

Le sergent d'état-major Brunet ignorait que le SPC avait déjà enquêté sur des allégations d'agressions sexuelles d'autres victimes à l'endroit de Marcel Lalonde. Dans de telles circonstances, le sergent d'état-major Brunet vérifiait habituellement les informations dans les bases de données du système OMPPAC et du Centre d'information de la police canadienne (CIPC). Bien qu'il n'ait pas consigné l'avoir fait, le sergent d'état-major croit avoir accédé au système OMPPAC et au CIPC pour y vérifier la présence du nom Marcel Lalonde. Il a témoigné n'avoir trouvé aucune information sur le suspect. Pendant ce temps, M. Lalonde enseignait toujours à Cornwall.

Quelques mois plus tard, le sergent d'état-major Brunet décida de fermer le dossier. Il considérait que David Silmser était peu coopératif, étant donné son refus de donner suite aux allégations d'agressions et de fournir plus de détails à la police. C'est dommage : en février 1994, David Silmser avait fait une déclaration à la Police provinciale de l'Ontario concernant son allégation d'agressions à l'endroit de Marcel Lalonde, mais le sergent d'état-major Brunet l'ignorait.

21. L'enquête Project Blue fait l'objet d'une discussion au chapitre portant sur l'intervention de la Société de l'aide à l'enfance.

À mon avis, il importe que les agents chargés de telles enquêtes reçoivent la formation nécessaire pour bien comprendre l'impact des agressions sexuelles subies dans l'enfance et des obstacles à la divulgation du détail de ces agressions à la police. Qui plus est, M. Silmser avait communiqué avec le Service de police de Cornwall en 1992 et en 1993 concernant des allégations d'agressions sexuelles à l'endroit de l'abbé MacDonald et de Ken Seguin, et cela avait été difficile pour lui. Il était également très fâché par la divulgation aux médias de sa déclaration à la police.

Le 13 décembre 1994, le sergent d'état-major Brunet informa Bill Carriere de la Société de l'aide à l'enfance que le SPC « ferm[ait] le dossier, jusqu'à ce que M. Silmser soit prêt à en discuter ».

En octobre 1996, le sergent Snyder, superviseur de l'agent Desrosiers, demanda à ce dernier de faire un suivi sur un signalement d'agressions fait par C-68 à l'agente de probation Sue Lariviere. Lors de leur enquête sur les allégations visant Marcel Lalonde en 1996 et en 1997, ni l'agent Desrosiers ni son superviseur ne savaient que l'agent Malloy avait également fait enquête sur la question en 1989. Dans son témoignage, l'agent Desrosiers a affirmé avoir vérifié les fiches du SPC, mais n'avoir vu aucun document portant sur Marcel Lalonde. Le policier ignorait que l'agent Malloy possédait des documents relatifs à des victimes présumées de M. Lalonde, dans une boîte au Service de police de Cornwall. De toute évidence, il était très important que l'agent Desrosiers, le sergent Snyder et les autres agents intervenant dans l'enquête sur Marcel Lalonde, notamment les autres corps de police, connaissent l'existence de documents et de matériel relatifs aux allégations à l'endroit de cet agresseur présumé et qu'ils y aient accès.

Le 31 janvier 1997, l'agent Desrosiers reçut un appel de C-45 et de son frère. C-45 révéla que son frère et lui avaient été agressés sexuellement par Marcel Lalonde. Les deux frères rencontrèrent l'agent Desrosiers le 3 février 1997. Le frère de C-45 raconta à l'agent de police que Marcel Lalonde avait été son instituteur de 8^e année à l'école Bishop Macdonell.

L'agent Desrosiers interrogea C-45, qui mentionna également les agents de probation Nelson Barque et Ken Seguin. Selon les allégations de C-45, alors qu'il se trouvait au Bureau de probation de Cornwall pour un rapport présentiel, ces deux agents de probation se livrèrent à des activités sexuelles inappropriées. Au moment de ces révélations, l'agent Desrosiers ignorait que M. Barque avait fait l'objet d'accusations criminelles et avait plaidé coupable en 1995 relativement à des activités sexuelles impliquant Albert Roy. L'agent Desrosiers a déclaré avoir informé son superviseur des allégations à l'endroit de M. Barque. Toutefois, l'agent ne fit aucun suivi auprès d'autres agents du Service de police de Cornwall ou de la Police provinciale de l'Ontario concernant les allégations à l'endroit de ces agents de probation. Encore une fois, ce fut malheureux : les allégations de C-45 établissaient un lien entre Nelson Barque, Ken Seguin et Marcel Lalonde.

Ces informations étaient à l'évidence assez importantes pour être incluses dans une analyse de corrélation.

Le 28 janvier 1997, l'agent-détective Don Genier de la Police provinciale de l'Ontario informa le sergent d'état-major Brunet du SPC que d'autres victimes s'étaient manifestées après avoir appris que Marcel Lalonde était accusé d'agressions sexuelles. Une de ces victimes présumées était C-8. Le sergent d'état-major Brunet confia le dossier au sergent Snyder, qui reçut les informations sur les plaintes le 4 février 1997. Le sergent Snyder apprit que la Police provinciale de l'Ontario possédait une vidéo de Marcel Lalonde avec C-8, que l'agent-détective Genier apporta au sergent Snyder le 13 mars 1997. Le sergent Snyder savait que Marcel Lalonde avait des liens avec David Silmser, une autre victime présumée.

Le sergent Snyder tenta de communiquer avec David Silmser par l'entremise de sa femme, Pam Silmser. M. Silmser fit clairement transmettre par sa femme un message indiquant qu'« il ne cro[yait] pas être capable de gérer ça en ce moment », qu'il avait « trop de choses à faire » et qu'il « vi[vait] une période difficile et souhait[ait] d'abord en finir avec l'affaire MacDonald ». Après son appel à Pam Silmser du 19 février 1997, le sergent Snyder ne fit aucun suivi auprès de David Silmser concernant ses allégations à l'endroit de Marcel Lalonde.

Le 3 mars 1997, lors d'une entrevue, C-8 informa le sergent Snyder du fait qu'il avait fait une déclaration à Perry Dunlop en janvier 1997²². Le sergent Snyder communiqua avec l'agent à son domicile pour lui demander la déclaration originale de C-8. Les problèmes relatifs à la divulgation des notes de Perry Dunlop et d'autre matériel font l'objet d'une discussion ultérieure. Au début de mars, le sergent Snyder communiqua également avec la victime présumée C-66, qui fit une déclaration le 17 mars 1997, indiquant que M. Lalonde, instituteur à son école, l'avait agressé sexuellement.

Il est évident que le sergent Snyder ne prit pas ses notes de manière appropriée. L'agent du SPC utilisa un carnet à feuilles mobiles et laissa des lignes blanches entre ses notes et au bas des pages. Il aurait dû prendre ses notes sur chaque ligne et veiller à ne laisser aucune ligne blanche au bas des pages. Le sergent Snyder a reconnu que sa pratique de sauter des lignes était inacceptable. Il n'a pas pu expliquer pourquoi il prenait ses notes ainsi et a admis qu'il ne s'agissait pas d'une « pratique exemplaire, » étant donné que les lignes blanches pouvaient être remplies par d'autres personnes.

C-58 était une autre victime présumée avec laquelle le sergent Snyder s'entretint au cours des deux dernières semaines de mars 1997. Il est évident que le sergent Snyder n'avait pas en sa possession les informations sur l'enquête de 1989 de l'agent Malloy. Lors de son témoignage, le sergent Snyder a affirmé

22. L'agent Perry Dunlop fut absent du service de police de janvier 1994 à 1997.

ne pas se rappeler s'il avait vérifié le fichier pour obtenir des renseignements sur l'enquête de l'agent Malloy sur M. Lalonde. Le sergent Snyder ne savait pas que C-57 et C-58 avaient révélé à l'agent Malloy avoir été agressés par M. Lalonde.

Marcel Lalonde fut arrêté par l'agent Desrosiers et le sergent Snyder le 19 avril 1997. La veille, l'agent Desrosiers avait obtenu un mandat de perquisition pour le domicile de M. Lalonde, qui fut exécuté le jour de l'arrestation. L'agent Desrosiers et l'agent George Tyo trouvèrent cinq albums de photographies dans la chambre à coucher. Des adolescents possiblement âgés de 15 à 17 ans figuraient sur un grand nombre de ces photographies. Ils consommaient de l'alcool chez Marcel Lalonde, mais ils étaient habillés. Sur certaines photographies se trouvaient C-45 et C-48. Cinq photographies d'adolescents nus furent trouvées, dont trois étaient celles d'un même sujet de sexe masculin posant sur un divan. L'agent Desrosiers informa la Police provinciale de l'Ontario de l'arrestation et de la saisie des albums de photographies, qui furent également examinés par les agents de la Police provinciale de l'Ontario.

Quelques mois plus tôt, en janvier 1997, la Police provinciale de l'Ontario avait déposé des accusations d'attentat aux mœurs contre M. Lalonde. L'enquête préliminaire eut lieu en janvier 1998 et porta sur les accusations du SPC et de la Police provinciale de l'Ontario contre Marcel Lalonde.

Plusieurs mois auparavant, le sergent Snyder avait demandé à l'agent Dunlop de lui remettre les documents pertinents alors en sa possession. À l'enquête préliminaire, il devint manifeste que l'agent Dunlop n'avait pas divulgué tous les documents en sa possession, notamment les documents relatifs à C-8. La procureure de la Couronne, M^{me} Claudette Wilhelm, demanda à l'agent Desrosiers d'obtenir de Perry Dunlop toutes les notes et coupures de journaux, ainsi que tous les documents pertinents.

Peu avant le procès de Marcel Lalonde, l'agent Desrosiers et M^{me} Claudette Wilhelm rencontrèrent C-8 pour le préparer au procès, qui devait commencer le 11 septembre 2000. C-8 informa alors l'agent Desrosiers et la procureure de la Couronne que l'agression présumée lors d'une sortie scolaire à Toronto n'avait jamais eu lieu. La procureure de la Couronne demanda à l'agent Desrosiers de prendre une déclaration sur cette nouvelle information. En recueillant la déclaration de C-8, l'agent Desrosiers lui demanda si l'agent Dunlop l'avait influencé lors de sa déclaration de 1997 à la police. C-8 répondit que Perry Dunlop avait tapé sa déclaration. Il affirma également que l'histoire avait été montée pour « jeter de l'huile sur le feu. »

L'agent Desrosiers demanda au plaignant si d'autres allégations étaient fausses. C-8 l'assura que tous les autres incidents avec Marcel Lalonde avaient vraiment eu lieu. L'agent Desrosiers rencontra la procureure de la Couronne et la déclaration fut divulguée à la défense. Il informa ensuite le sergent Garry Lefebvre de cette

divulgation. La possibilité de porter des accusations de parjure contre C-8 fut étudiée, mais abandonnée.

À la rencontre suivante entre la procureure de la Couronne, l'agent Desrosiers et C-8, le plaignant leur dit qu'il souhaitait témoigner, raconter son histoire et dire la vérité. Le 17 novembre 2000, Marcel Lalonde fut reconnu coupable des chefs d'accusation relatifs à quatre plaignants – C-45, C-8, C-66 et un autre – et acquitté des chefs relatifs à trois autres plaignants. Il convient de mentionner que, malgré la rétractation de C-8 relative à une plainte passée, la juge de première instance retint son témoignage concernant les agressions commises par M. Lalonde.

Mon examen de l'enquête sur Marcel Lalonde me permet de conclure sans équivoque que les agents du Service de police de Cornwall, dans cette enquête et plusieurs autres, n'avaient pas à leur disposition les informations issues du travail antérieur effectué par le service de police dans ce dossier, notamment celles portant sur les entrevues précédentes avec les témoins et les victimes présumées. Soit ces informations furent mal consignées, soit elles ne furent pas déposées dans les systèmes qui auraient permis aux autres agents de les retrouver.

Qui plus est, les agents omirent de consulter le système OMPPAC après son instauration en 1989, ou d'autres bases de données électroniques, dont le CIPC, afin d'établir si d'autres services de police possédaient des informations sur l'auteur présumé d'agressions sexuelles d'enfants commises dans le passé. Il est vital que le Service de police de Cornwall mette sur pied des mesures pour s'assurer que les agents de police consignent leurs notes sur ces dossiers dans des systèmes électroniques, comme le système OMPPAC, afin que d'autres agents intervenant dans un dossier aient facilement accès aux données de l'enquête.

Parmi les autres problèmes graves de l'enquête sur Marcel Lalonde, se trouve l'omission de partager des renseignements et d'informer d'autres institutions, comme la Société de l'aide à l'enfance et le conseil scolaire, afin de protéger d'autres enfants et élèves contre l'agresseur présumé.

Il est également évident que l'agent Kevin Malloy ne fut pas adéquatement supervisé par le sergent d'état-major Brendon Wells et le Service de police de Cornwall pendant l'enquête sur Marcel Lalonde. En outre, le SPC ne formait pas bien ses agents, notamment l'agent Malloy, sur la conduite d'enquêtes sur des agressions sexuelles, et particulièrement sur les agressions sexuelles d'enfants commises dans le passé. Comme nous l'avons mentionné, le SPC omit également d'instituer et d'appliquer des pratiques appropriées assurant la coopération et le partage d'informations avec d'autres institutions publiques, notamment le conseil scolaire et la Société de l'aide à l'enfance, dans le contexte de cette enquête sur les agressions sexuelles commises dans le passé par l'instituteur Marcel Lalonde. Le Service de police de Cornwall n'appliqua pas non plus de pratiques ou de procédures pouvant assurer la tenue et le stockage appropriés des notes et des

dossiers, afin qu'ils puissent être retrouvés par d'autres agents intervenant dans l'enquête sur Marcel Lalonde.

L'omission du Service de police de Cornwall de veiller à ce que Perry Dunlop s'acquitte de ses obligations et de ses devoirs à titre de policier et de membre du SPC, notamment son devoir de divulgation des informations pertinentes aux enquêtes criminelles, son devoir de fournir un témoignage véridique lors d'instances criminelles et son devoir de ne pas mener d'enquêtes criminelles non autorisées, fera l'objet d'une discussion plus approfondie.

Enquête sur la plainte de Jeannette Antoine

Jeannette Antoine passa d'une famille d'accueil à une autre pendant son enfance. Peu avant ses 15 ans, elle fut placée dans un foyer de groupe de la SAE, situé au 220, Second Street West, à Cornwall.

En mars 1976, Jeannette Antoine et cinq autres résidents du foyer de groupe firent une fugue. Ils communiquèrent avec la SAE et discutèrent avec des représentants du traitement qu'on leur infligeait au foyer de groupe de Second Street. Jeannette Antoine alléguait qu'elle et d'autres résidents du foyer de groupe avaient été agressés.

Des allégations voulant que M^{me} Antoine ait agressé physiquement sa fille de 9 ans circulaient en 1989, allégations par la suite jugées infondées par la SAE. Pendant l'enquête de la SAE, Jeannette Antoine s'entretint avec les travailleurs sociaux de la SAE Greg Bell et Suzie Robinson des mauvais traitements dont elle fut victime au foyer de groupe de Second Street alors qu'elle était enfant. Elle ne décrivit pas uniquement les agressions physiques, mais également les activités sexuelles des membres du personnel du foyer de groupe.

À la demande du directeur général de la SAE, Tom O'Brien, une réunion avec le SPC fut planifiée, dans le but de discuter des allégations de Jeannette Antoine. L'enquête fut confiée à l'agent Malloy.

L'agent Malloy estimait que Jeannette Antoine était « loin d'être coopérative ». Il avait demandé à la plaignante de lui remettre une déclaration écrite qui « n'arrivait pas ». L'agent ne semblait pas comprendre les difficultés que pouvait éprouver une victime d'agressions sexuelles pendant son enfance à rédiger une déclaration. Cet état de choses était en partie attribuable au fait que l'agent Malloy n'avait reçu aucune formation sur les cas d'agressions sexuelles commises dans le passé, ni sur les agressions sexuelles en général. Ce dossier concernait des agressions prétendument commises en 1975 et 1976.

Dès le départ, un problème important de l'enquête relative à Jeannette Antoine fut les lacunes en matière de documentation de l'agent Malloy. Comme le nota le sergent d'état-major Derochie dans son rapport, l'agent Malloy « ne prit pas de notes appropriées de son intervention dans ce dossier ». Il ajouta : « La plainte

ne fut jamais consignée dans le système OMPPAC, aucun rapport d'incident ne fut créé et aucun rapport ne fut déposé. »

L'agent Malloy connaissait très bien l'importance de l'inscription des plaintes dans le système OMPPAC. Même si le système OMPPAC était nouveau à l'époque²³, l'agent Malloy et les autres agents du SPC savaient que chaque nouvelle enquête devait y être inscrite, accompagnée d'un rapport d'incident. L'agent Malloy savait que la documentation du dossier Antoine et son inscription dans le système OMPPAC permettrait à d'autres agents du SPC, notamment ses superviseurs, de faire le suivi de l'avancement de l'enquête. De plus, d'autres corps de police, municipaux et provincial, seraient informés de la tenue de cette enquête à Cornwall.

Étant donné, particulièrement, qu'il s'agissait d'un cas d'agressions sexuelles présumées remontant à 1975, l'existence d'un dossier écrit complet était primordiale, car la mémoire des gens s'estompe avec le temps et des témoins peuvent décéder ou quitter la province ou le pays. Si l'agent Malloy avait bien documenté son dossier et s'il l'avait inscrit dans le système OMPPAC, l'agent Shawn White du SPC et les autres agents de police plus tard engagés dans le dossier Antoine auraient disposé des informations de 1989.

Le sergent d'état-major du SPC Luc Brunet a admis que l'inscription d'un dossier dans le système OMPPAC est importante tant pour la supervision du dossier au premier niveau que pour sa gestion au second niveau, notamment par le chef adjoint. Le fait de ne pas utiliser le système OMPPAC, a-t-il dit, prive d'informations les autres membres du service de police, notamment ceux qui supervisent les enquêtes. Le sergent d'état-major Brunet a également reconnu que l'inscription dans le système OMPPAC est importante dans le cas des dossiers d'agressions sexuelles commises dans le passé, dans lesquels les victimes peuvent être nombreuses et où chacune peut se trouver dans un territoire différent.

Le sergent d'état-major Derochie décrivit l'omission d'inscrire le dossier Antoine dans le système OMPPAC comme « l'erreur suprême ». Il déclara que non seulement l'agent Malloy « n'avait-il pas créé d'incident OMPPAC pour la plainte, » mais qu'en plus « aucune note n'indiquait qu'il enquêtait sur ces allégations ».

Le sergent d'état-major Wells était le superviseur immédiat de l'agent Malloy et l'inspecteur Trew était l'agent responsable du bureau des enquêtes criminelles. Malheureusement, le sergent d'état-major Wells fut en congé pendant une partie du mois d'octobre 1989. Il subit une chirurgie en novembre 1989 et demeura en congé jusqu'en juin 1990. L'inspecteur Trew relevait du chef adjoint, dont le supérieur était le chef du Service de police de Cornwall, selon la chaîne de commandement.

23. Le système OMPPAC fut mis en ligne en juillet 1989.

Le sergent d'état-major Wells s'attendait à ce que l'agent Malloy remette des rapports adéquats et qu'il génère un numéro d'incident OMPPAC tout de suite après avoir interrogé la victime présumée. L'inspecteur Trew a admis la gravité du défaut d'inscrire ce dossier dans le système OMPPAC, ainsi que le fait que le dossier Antoine était passé entre les mailles du filet. Comme le souligna le sergent Derochie, il est « primordial [...] d'inscrire immédiatement toutes les plaintes dans le système OMPPAC ». Le chef Claude Shaver a également reconnu que la plainte de M^{me} Antoine aurait dû être inscrite dans le système OMPPAC, que l'agent chargé de l'enquête aurait dû prendre des notes plus détaillées de son intervention dans ce dossier et que des rapports auraient dû être déposés.

Les lacunes dans la supervision de l'agent Malloy par les officiers supérieurs du Service de police de Cornwall sont flagrantes. Comme l'indiqua le sergent d'état-major Derochie, « les superviseurs de [l'agent] Malloy, jusqu'au sommet de la chaîne de commandement, étaient au courant de l'enquête ». Toutefois, aucun officier supérieur ne semble avoir remarqué l'absence d'un rapport dans le système OMPPAC, et aucun d'entre eux ne semble avoir demandé à l'agent Malloy de compte-rendu sur le dossier Antoine. En fait, le sergent d'état-major Derochie écrivit : « On pourrait penser que la haute direction du Service n'avait aucun intérêt dans l'enquête. » Pourtant, dit-il : « M^{me} Antoine faisait des allégations allant directement au cœur de ce que représente véritablement le SPC [...] [C'était] une enquête importante [et] personne ne semble avoir réalisé la gravité de ces allégations. »

Le directeur général de la SAE, M. O'Brien, communiqua plusieurs fois avec le Service de police de Cornwall en 1989 pour s'informer de l'avancement du dossier Antoine. Lors d'une conversation téléphonique, à la mi-décembre 1989, l'agent Malloy dit à M. O'Brien que Jeannette Antoine refusait de coopérer, puisqu'elle n'avait pas remis de déclaration à la police. Selon l'agent, la plainte ne semblait pas fondée. L'agent Malloy entendait fermer le dossier, après avoir consulté le procureur de la Couronne. Une fois de plus, l'agent Malloy fit la preuve de sa mauvaise compréhension des victimes d'agressions pendant l'enfance, une lacune attribuable à son manque de formation.

Le dossier Antoine demeura inactif pendant quatre mois. Le 5 février 1990, Jeannette Antoine se présenta au poste de police de Cornwall avec une déclaration manuscrite.

L'agent Malloy a témoigné qu'il avait éprouvé des difficultés avec cette plaignante. Il a admis, aux audiences, que certaines de ces difficultés pouvaient être attribuées à l'impact émotionnel et psychologique des agressions sexuelles qu'elle avait subies. Il est également possible que M^{me} Antoine ait été mal à l'aise de parler d'activités sexuelles avec un homme. En fait, lors de la nouvelle enquête du SPC sur les allégations de Jeannette Antoine, en 1994, l'agente Sebalj

fut présente lors de certains entretiens de l'agent Shawn White avec la plaignante, cette dernière était gênée de discuter du détail des agressions avec un homme.

L'agent Malloy ne donna pas suite aux allégations d'ordre sexuel de la plaignante. Il forma plutôt l'hypothèse que M^{me} Antoine ne souhaitait pas aller plus loin sur la question des actes sexuels prétendument commis par les employés du foyer de groupe de la SAE. Il ne chercha pas non plus à retrouver et à interroger les victimes et les témoins identifiés dans la déclaration de M^{me} Antoine. Par exemple, M^{me} Antoine suggéra la commission d'activités sexuelles inappropriées entre un résident, C-85, et Bryan Keough. Pourtant, l'agent Malloy ne fit aucun effort pour retrouver C-85 afin de l'interroger sur certaines des allégations figurant dans la déclaration de M^{me} Antoine.

Le fait que l'agent M^{me} Malloy n'ait jamais interrogé Bryan Keough, que Jeannette Antoine avait identifié comme l'auteur présumé d'activités sexuelles commises avec des enfants du foyer géré par la Société de l'aide à l'enfance, est un autre problème de l'enquête. Bryan Keough ne fut pas interrogé, bien que l'agent Malloy sut qu'il était toujours employé de la SAE à l'époque. Il importe de souligner qu'en janvier 1990, la SAE étudiait la demande de Bryan Keough pour « devenir parent d'accueil, en vue d'adopter un enfant en particulier ».

Du 5 février 1990, date de la réception de la déclaration de M^{me} Antoine par l'agent Malloy, au 4 avril 1990, date à laquelle le procureur local de la Couronne écrivit au procureur régional, l'agent Malloy ne demanda ni à Jeannette Antoine ni à la SAE le nom et l'adresse d'autres résidents du foyer de groupe de Second Street.

M. O'Brien appela l'agent Malloy à plusieurs reprises et communiqua également avec le chef adjoint St. Denis pour connaître le statut de l'enquête policière. Il savait que M^{me} Antoine était préoccupée par le fait que Bryan Keough soit resté à l'emploi de la SAE. Le 23 août 1989, M^{me} Antoine avait relaté à M. O'Brien les agressions subies au foyer de groupe de Second Street.

Malgré cela, l'agent ne prit aucune mesure pour vérifier ces allégations d'agressions sexuelles, ni en interrogeant d'autres victimes potentielles ou des témoins, ni en créant un environnement dans lequel M^{me} Antoine aurait été plus à l'aise pour fournir des détails sur les agressions présumées, notamment en faisant en sorte qu'une policière soit disponible pour écouter ses allégations. À son avis, il n'y avait pas de motifs raisonnables et probables justifiant le dépôt d'accusations criminelles pour la violence physique, qu'il considérait comme un châtiment corporel.

L'agent du SPC soutenait également que si les châtiments corporels étaient allés trop loin, au point d'être considérés comme des voies de fait simples, un délai de prescription de six mois s'appliquait au dépôt d'accusations d'infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité, ce qui constituait un obstacle supplémentaire. Toutefois, aux audiences, l'agent Malloy a reconnu

que si Jeannette Antoine avait subi des blessures graves à la suite de ces gestes physiques, il aurait pu procéder par voie de mise en accusation, et le délai de prescription de six mois n'aurait alors pas constitué un problème pour la poursuite. M^{me} Antoine raconta à la Société de l'aide à l'enfance, en août 1989, que Bryan Keough l'avait violentée et blessée au bras alors qu'elle résidait au foyer de groupe de Second Street. En fait, le délai de prescription n'aurait vraisemblablement pas constitué un obstacle au dépôt d'accusations criminelles contre les employés de la SAE.

L'agent Malloy, a reconnu que s'il avait communiqué avec la SAE pour obtenir des renseignements concernant les résidents du foyer de Second Street mentionnés dans la déclaration de Jeannette Antoine, l'enquête du SPC aurait pu progresser. Comme il l'a admis, il s'agissait « d'une des choses [qu'il] aurai[t] pu faire ». Et, a-t-il reconnu, cela aurait peut-être donné lieu au dépôt d'accusations criminelles en 1989 ou en 1990.

Le sergent d'état-major Derochie précisa ceci dans son rapport : « [I]l n'y eut aucune activité dans ce dossier après le 10 avril 1990, ni de la part du bureau de la Couronne, ni de celle du service de police. » L'agent Malloy justifie cet état de choses par le fait qu'il attendait une communication de la Couronne, qui, dit-il, n'est pas venue. Il a répété qu'il avait des « doutes sur la crédibilité » de M^{me} Antoine et qu'il ne « croyai[t] » que certaines « parties » de sa déclaration. L'agent a soutenu qu'il ne savait pas que la Société de l'aide à l'enfance avait fermé le foyer de Second Street, ni que tous les employés qui y travaillaient, sauf Bryan Keough, avaient démissionné parce qu'ils refusaient d'user d'un autre mode de discipline à l'égard des enfants de cette résidence. Le dossier Antoine resta en suspens.

À l'été 1992, Suzanne Lapointe, la sœur de Jeannette Antoine, s'entretint avec l'agent Malloy d'agressions sexuelles prétendument commises par son père de famille d'accueil, alors qu'elle était pupille de la SAE. L'agent Malloy demanda à M^{me} Lapointe de lui envoyer une déclaration écrite détaillant ses allégations. La lettre écrite par la suite par M^{me} Lapointe indique clairement qu'elle souhaitait discuter des agressions sexuelles, pour l'aider dans la guérison de son traumatisme d'enfant. Une fois de plus, l'agent Malloy ne consigna pas de rapport et ne déposa pas la lettre dans le système OMPPAC. Comme le commenta le sergent d'état-major Derochie, « la lettre pass[a] simplement entre les mailles du filet ».

En juillet 1992, dans une enquête sur une question sans lien avec ce dossier, l'agente Sebalj entra en contact avec Jeannette Antoine. À ce moment, M^{me} Antoine raconta à l'agente Sebalj les agressions commises par les employés du foyer de groupe de Second Street géré par la SAE. Étant donné que l'agent Malloy était responsable de ce dossier, l'agente Sebalj n'y donna pas suite.

Toutefois, en novembre 1993, l'agente Sebalj reprit ses discussions avec M^{me} Antoine sur les agressions présumées au foyer de groupe de la SAE.

De son propre chef, l'agente demanda à M^{me} Antoine de se présenter au poste de police pour une entrevue. L'agente Sebalj n'était pas autorisée par ses supérieurs à faire enquête sur le dossier Antoine. Qui plus est, l'agente Sebalj omit de faire rapport et de prendre des notes de manière appropriée sur ses communications avec M^{me} Antoine. Le sergent d'état-major Brunet fut surpris d'apprendre qu'elle avait interrogé M^{me} Antoine; il se serait attendu à ce qu'elle le consulte et discute de la question avec lui. De même, le sergent d'état-major Derochie a déclaré que selon lui, l'enquête de l'agente Sebalj était inappropriée, compte tenu des circonstances. L'agente omit d'inscrire en temps opportun dans le système OMPPAC ses communications et son enquête sur les allégations de M^{me} Antoine. Elle ne le fit qu'une fois l'affaire rendue publique.

En janvier 1994, Charlie Greenwell, journaliste de CJOH-TV, la station locale de CTV, interviewa M^{me} Antoine. L'interview, qui portait sur ses allégations d'agressions sexuelles passées commises au foyer de groupe géré par la SAE, fut diffusée à la télévision.

Le 11 janvier 1994, le chef adjoint St. Denis demanda au sergent d'état-major Derochie de mener une enquête interne sur le dossier Antoine. Le sergent d'état-major rencontra l'agente Sebalj, l'agent Malloy et Jeannette Antoine en janvier 1994. M^{me} Antoine fut claire : elle souhaitait que la police enquête sur les agressions physiques et sexuelles dont elle avait été victime au foyer de Second Street de la SAE. Le sergent d'état-major Derochie décida que l'enquête serait menée par l'agent Shawn White, qu'il considérait comme expérimenté.

En septembre 1994, l'agent White transmit son rapport d'enquête sur les allégations de Jeannette Antoine à M. Peter Griffiths, directeur régional des procureurs de la Couronne. Il demanda à M. Griffiths de lui donner son avis sur l'existence de motifs raisonnables et probables justifiant le dépôt d'accusations criminelles. Le 19 octobre 1994, M. Griffiths rencontra l'agent White et le procureur de la Couronne M. Murray MacDonald pour discuter de ses conclusions. Dans sa lettre du 24 octobre 1994, M. Griffiths conclut à l'absence de motifs raisonnables et probables justifiant le dépôt d'accusations, et ce, pour toutes les allégations. Aucune accusation criminelle ne fut déposée contre les employés du foyer de groupe de Second Street relativement aux allégations d'agressions physiques et sexuelles de Jeannette Antoine.

L'examen du sergent d'état-major Derochie de l'enquête relative à Jeannette Antoine prit fin et il déposa la version définitive de son rapport en avril 1995. Le rapport concluait à un échec systémique du Service de police de Cornwall dans le dossier. La critique du sergent d'état-major Derochie ne visait pas uniquement l'agent chargé de l'enquête, Kevin Malloy, mais également ses officiers supérieurs, le chef adjoint et le chef de police.

La première et « la plus importante erreur, » selon le sergent d'état-major Derochie, fut de « ne pas créer d'incident dans le système

OMPPAC » : « Il incombait de toute évidence à l'agent Malloy de consigner la plainte et, donc, de générer un numéro d'incident OMPPAC. Si cela avait été fait, le système OMPPAC aurait rappelé à l'agent Malloy et à ses superviseurs de porter attention à cette enquête. »

Il fut également très critique à l'égard de la prise de notes inadéquate de l'agent Malloy : « La deuxième erreur, inexcusable, est l'omission de l'agent Malloy de prendre des notes précises de sa participation à ces événements [...] [L]a prise de notes, particulièrement dans le cas des enquêteurs du BEC, est cruciale et on ne saurait trop insister sur ce point. L'agent Malloy, à l'époque en question, était assez expérimenté pour connaître la grande importance de la prise de notes. »

Le sergent d'état-major Derochie exprima également des inquiétudes d'ordre général relatives aux carnets à feuilles mobiles utilisés par les agents du SPC pour la prise de notes. Comme j'en discute dans le contexte d'autres enquêtes du SPC, il s'agissait d'un problème répandu dans ce service. L'agent Malloy reçut un counseling officieux du sergent d'état-major Derochie pour son omission de prendre des notes appropriées.

Le sergent d'état-major Derochie fut également critique à l'égard des superviseurs de l'agent Malloy, qui auraient dû veiller à l'avancement de l'enquête sur le dossier Antoine : « Ils auraient dû remarquer l'omission de créer un incident et l'absence de rapports. » Le nombre de dossiers de l'agent aurait dû faire l'objet d'une supervision plus étroite et ses carnets de notes auraient dû être examinés périodiquement. L'agent Malloy avait un nombre considérable de dossiers à traiter en 1989 et en 1990, à l'époque de la plainte de M^{me} Antoine, et, selon le sergent d'état-major, on n'aurait pas dû lui confier d'autres dossiers avant qu'il eût réglé le dossier de M^{me} Antoine. Les superviseurs de l'agent Malloy auraient dû savoir qu'« il s'agissait d'une enquête porteuse de certaines conséquences et devant être traitée rapidement », conclut le sergent d'état-major Derochie.

Un autre problème grave de la supervision résidait dans les absences prolongées du bureau des enquêtes criminelles de l'inspecteur Trew et du sergent d'état-major Wells, à compter d'octobre 1989 et au cours de l'année 1990. Pour aggraver les choses, lorsque l'inspecteur d'état-major Stuart MacDonald prit la tête du bureau des enquêtes criminelles, le 1^{er} janvier 1990, il ne fut informé ni de la plainte de M^{me} Antoine ni de l'enquête en cours. Le sergent d'état-major Derochie en conclut à un manque de continuité dans la supervision du bureau des enquêtes criminelles, ainsi que dans d'autres secteurs du service.

Ses critiques visèrent également le chef et le chef adjoint du Service de police de Cornwall, qui étaient tous deux au courant du dossier Antoine, mais qui semblaient avoir « perdu le fil de la plainte dès le moment où elle fut confiée à l'agent Malloy ». De l'avis du sergent d'état-major Derochie, le chef et le

chef adjoint « auraient dû être informés de l'avancement de l'enquête » et « reconnaître la gravité des allégations », en plus de « veiller à ce que l'enquête progresse rapidement ». Manifestement, la chaîne de commandement faillit à la tâche. Le sergent d'état-major Derochie écrit : « Personne ne semble avoir réalisé le caractère délicat de la question au cœur de ces allégations, ni les conséquences potentielles d'une enquête inappropriée pour les organismes en cause. »

Le sergent d'état-major se demandait pourquoi le procureur local de la Couronne, M. Johnson, qui croyait au mérite du dossier Antoine, avait demandé l'avis du procureur régional relativement au dépôt d'accusations. Le problème s'aggrava lorsque le procureur local de la Couronne affirma n'avoir pas reçu la réponse du 10 avril 1990 du procureur régional. Ni le procureur régional de la Couronne ni le procureur local ne firent de suivi du dossier Antoine.

De l'avis du sergent d'état-major, l'enquête du SPC ne fit l'objet d'aucune tentative d'étoffement. Comme le précise son rapport au chef par intérim Johnston, « des erreurs ont été commises, la gestion de cas et la supervision étaient inexistantes et un certain niveau d'incompétence était peut-être en cause, mais pas une tentative d'étoffement ».

Il suggéra de modifier les directives du SPC afin de remédier aux faiblesses procédurales identifiées entre autres dans le dossier Antoine. Le sergent d'état-major Derochie était également préoccupé de la gestion des cas, de la supervision, de la tenue des dossiers et des retards de l'enquête relative à David Silmser. Il croyait que les enquêtes relatives à Jeannette Antoine, David Silmser et Earl Landry fils souffraient des mêmes lacunes, indiquant l'existence d'un problème systémique au Service de police de Cornwall. Je partage cet avis.

Selon moi, l'agent Malloy et le Service de police de Cornwall faillirent à leur tâche, en ne menant pas une enquête exhaustive et rapide sur les allégations de M^{me} Antoine relatives à des agressions sexuelles subies dans le passé. L'agent Malloy ne prit pas de notes ni ne tint de dossiers sur l'enquête de manière appropriée. Qui plus est, le sergent d'état-major Brunet, le sergent d'état-major Wells et l'inspecteur Trew ne supervisèrent pas correctement l'agent Malloy pendant l'enquête sur les allégations de M^{me} Antoine.

Le chef Shaver aurait dû veiller à ce que des procédures soient mises en place pour assurer la supervision adéquate des enquêteurs responsables de dossiers sur des agressions sexuelles subies par des jeunes. Il aurait dû veiller à ce qu'une haute priorité soit accordée à de telles enquêtes et à ce qu'elles soient menées rapidement. En outre, le chef adjoint St. Denis aurait dû superviser adéquatement le responsable du bureau des enquêtes criminelles, afin de veiller à ce que chaque enquête soit menée de manière exhaustive.

Les superviseurs de l'agent Malloy auraient dû vérifier que ses notes sur l'enquête étaient bien consignées et enregistrées, de sorte qu'elles puissent être récupérées. Ils auraient également dû offrir un soutien à la plaignante, afin de l'aider à préciser ses allégations d'agressions. Manifestement, le Service de police de Cornwall faillit à la tâche, en ce qui concerne la formation de ses membres sur la conduite d'enquêtes sur des allégations d'agressions sexuelles passées. Une autre faille réside dans le fait de n'avoir pas donné suite aux allégations de Suzanne Lapointe.

Je constate également que l'agente Sebalj interrogea Jeannette Antoine sans autorisation, omit de prendre des notes appropriées de ses entrevues avec Jeannette Antoine et omit de mettre le système OMPPAC à jour en temps opportun pour y consigner ses communications avec M^{me} Antoine.

J'en conclus que le Service de police de Cornwall retarda l'enquête de manière déraisonnable. Son enquête sur les allégations d'agressions de Jeannette Antoine en 1989 fut menée de manière inappropriée. Cette conclusion vaut également pour les allégations d'agressions de Suzanne Lapointe.

Allégations d'agressions sexuelles portées par David Silmser contre un prêtre et un agent de probation

Le 9 décembre 1992, le sergent Steve Nakic reçut un appel de David Silmser au poste de police de Cornwall. M. Silmser déclara à l'agent du SPC que lorsqu'il était enfant de chœur à l'église St. Columban, il y a vingt ans, l'abbé Charles MacDonald l'avait agressé sexuellement. Il affirma également qu'un agent de probation de Cornwall, Ken Seguin, un ami du prêtre, l'avait aussi agressé sexuellement.

Ce jour-là, le sergent Nakic s'entretint avec l'inspecteur d'état-major Stuart McDonald, chef du bureau des enquêtes criminelles (BEC), au sujet des allégations d'agressions sexuelles portées par M. Silmser. L'inspecteur d'état-major estima qu'« un inspecteur possédant beaucoup d'expérience devait mener l'enquête sur cette affaire ».

L'inspecteur d'état-major McDonald réfléchit aux ressources et aux agents dont il disposait pour effectuer cette enquête. L'agente de police Sebalj était affectée au bureau des jeunes, mais « il ne croyait vraiment pas qu'elle possédait suffisamment d'expérience pour traiter une affaire qui pouvait se révéler d'une très grande ampleur ». L'agente Sebalj était le seul agent au bureau des jeunes à ce moment-là, mais sa charge de travail était relativement lourde, elle « était passablement nouvelle au bureau » et, du point de vue de l'inspecteur d'état-major McDonald, elle ne possédait pas l'expérience nécessaire pour traiter une affaire d'une telle complexité et qui était susceptible de retenir l'attention du public.

L'inspecteur d'état-major McDonald en vint à la conclusion que le sergent Claude Lortie, un enquêteur d'expérience, était « probablement la meilleure personne à ce moment-là pour effectuer l'enquête » sur les allégations d'agressions sexuelles portées par David Silmser.

Suivant les instructions de l'inspecteur d'état-major McDonald, le sergent Nakic téléphona à David Silmser et l'informa qu'un agent de police se rendrait à Bourget, où il vivait, d'ici une semaine.

Il est important de noter ici que le sergent Nakic omis de créer un incident dans le système de la Coopérative d'archivage informatisé des documents des corps de police provincial et municipaux de l'Ontario (OMPPAC) lorsqu'il reçut la plainte de M. Silmser le 9 décembre 1992, et que le sergent Lortie, à qui on confia le dossier le jour suivant, ne le fit pas non plus. Le sergent d'état-major Brunet convint qu'un incident aurait dû être créé dans le système OMPPAC à la réception de la plainte.

Le sergent Lortie téléphona à David Silmser pour fixer une rencontre. M. Silmser dit à l'agent de la SPC qu'il ne souhaitait pas le rencontrer avant Noël, car il ne voulait pas « ruiner les Fêtes de quiconque ». Le sergent Lortie lui expliqua qu'il devait subir une chirurgie le 4 janvier 1993, et qu'il devait donc s'absenter pendant deux semaines. Par conséquent, la rencontre fut prévue pour le 18 janvier 1993.

Le 18 janvier 1993, la rencontre prévue entre le sergent Lortie et M. Silmser n'eut jamais lieu. Le chef de police adjoint St. Denis dit au sergent Lortie avant sa chirurgie que le dossier serait réaffecté, puisque la date prévue pour interviewer le plaignant était trop éloignée. Le chef adjoint décida de transférer le dossier au sergent d'état-major Brunet, qui avait récemment succédé à l'inspecteur d'état-major McDonald à titre d'agent chargé du BEC.

Le chef adjoint St. Denis était très inquiet des délais dans cette enquête. Un mois s'était écoulé depuis l'appel du 9 décembre 1992, et la police n'avait pas encore interviewé le plaignant. Au bas de la fiche de transmission datée du 8 janvier 1993, le chef adjoint St. Denis avait noté : « Un mois s'est déjà écoulé depuis cet appel. »

Le sergent d'état-major Brunet reçut la fiche de transmission le 12 janvier 1993. Il parla immédiatement avec le sergent Lortie pour discuter du dossier Silmser. Ironiquement, le sergent Lortie était retourné au travail plus tôt que prévu et se trouvait dans les locaux du SPC ce jour-là. Il expliqua au sergent d'état-major Brunet qu'une rencontre avec David Silmser avait été fixée pour le 18 janvier 1993. Bien que le sergent Lortie était disponible pour continuer l'enquête, le sergent d'état-major Brunet comprit que le chef adjoint souhaitait que le BEC se charge de l'affaire.

Le 13 janvier 1993, le sergent d'état-major Brunet décida de confier le dossier Silmser à l'agente Sebalj qui ne possédait qu'une année d'expérience au bureau

des enquêtes criminelles. Elle était la dernière arrivée au BEC. Le sergent d'état-major Brunet avait de sérieux problèmes de ressources humaines au moment de sa nomination à titre de responsable du BEC en janvier 1993.

Lorsqu'il examina l'enquête, le sergent d'état-major Derochie critiqua le fait que le dossier Silmser, une affaire qui pouvait se révéler compliquée, qui était susceptible de retenir l'attention du public et qui exigeait d'être menée par un agent expérimenté, avait été retiré de la responsabilité du sergent Lortie et confié à l'agente Sebalj.

L'importance de cette affaire devint encore plus évidente lorsque le plaignant demanda à être interviewé par un agent de police de sexe masculin. David Silmser ne se sentait pas à l'aise de discuter avec une agente de police des allégations d'agressions sexuelles perpétrées par le prêtre et par l'agent de probation. Le sergent d'état-major Derochie ne comprenait pas pourquoi le sergent Lortie n'avait pas repris l'enquête lorsqu'il était retourné au travail le 12 janvier 1993 après sa chirurgie. Comme le sergent d'état-major Derochie le déclara dans son témoignage, le sergent Lortie avait seize ans d'expérience à titre d'enquêteur, et la victime avait demandé de s'adresser à un agent de sexe masculin.

Le 13 janvier 1993, l'agente Sebalj téléphona à David Silmser. Dès le premier contact avec le plaignant, il était clair que ce dernier ne se sentait pas à l'aise de discuter des allégations d'agressions sexuelles en présence d'une agente de police de sexe féminin.

Le 26 janvier 1993, M. Silmser, qui était très agité, dit clairement au chef Shaver qu'il ne voulait pas être interviewé par une femme. Le chef tenta de calmer le plaignant, mais ce dernier continua d'élever la voix. Le chef Shaver répondit à M. Silmser que le SPC mènerait une enquête sur l'affaire le plus rapidement possible et qu'il tiendrait compte de sa demande d'être interviewé par un agent de police de sexe masculin.

Aucune politique n'existe au Service de police de Cornwall concernant l'affectation d'un agent de police du même sexe dans les cas d'agression sexuelle lorsque le plaignant ou la victime le demandait. Ce n'était pas non plus la pratique de respecter la préférence des victimes d'agression sexuelle d'être interviewées par des agents de police du même sexe. Le chef Shaver confirma d'ailleurs tout ceci. Je suis d'avis qu'il faudrait élaborer une politique pour s'assurer que dans les cas d'agression sexuelle, le plaignant ou d'autres victimes présumées ont le droit de choisir le sexe de l'agent de police qui les interviewera. Cela permettra non seulement d'atténuer le traumatisme du plaignant ou de la présumée victime, mais aussi de favoriser un compte rendu plus complet et plus exact des agressions sexuelles présumées, ce qui, en retour, augmentera les chances de succès des poursuites judiciaires qui pourraient en découler.

Selon moi, le SPC aurait dû répondre favorablement à la demande de David Silmser pour au moins deux raisons importantes. Premièrement, cette initiative

aurait permis de réduire son angoisse et, deuxièmement, elle aurait accru sa capacité à fournir des détails intimes et personnels sur des agressions sexuelles censément perpétrées à son égard. Cela aurait également renforcé la capacité du SPC à obtenir les renseignements nécessaires à son enquête.

Un autre élément qui démontre le piètre jugement exercé par le SPC vient du fait que les trois agents présents à l'interview de M. Silmser ont pris des notes. Ces derniers auraient dû être conscients qu'en prenant trois séries de notes, celles-ci contiendraient probablement certaines différences au niveau des commentaires du plaignant. Le sergent d'état-major Brunet témoigna que la pratique courante de la SPC relativement aux interviews à ce moment-là était la suivante : « Une personne prend des notes et une autre pose des questions. » Le sergent d'état-major Derochie convint que ce n'était pas là une façon idéale de mener une interview.

À mon avis, il est très important que les agents de police du SPC reçoivent une formation appropriée sur la prise de notes et qu'un protocole soit élaboré sur la façon d'enregistrer, à l'aide de bandes vidéo et audio, les renseignements fournis par les témoins au cours des interviews menés par les agents. Il est important que la technologie – vidéo et audio – utilisée par les agents soit d'une qualité élevée de façon à ce que les mots, les gestes et le langage corporel de la personne interviewée soient enregistrés adéquatement et complètement.

Durant son entrevue, M. Silmser discuta des agressions sexuelles perpétrées par Ken Seguin, qui avait été son agent de probation dans le passé. M. Silmser expliqua qu'alors qu'il vivait dans la rue, M. Seguin lui offrit de la nourriture et une chambre en échange de faveurs sexuelles. M. Silmser décrit également les actes présumés d'agression sexuelle commis par l'abbé Charles MacDonald. Il confia aux trois agents de police qu'il avait parlé avec M^{gr} Donald McDougald et insista sur le fait que « tout ce qu'il voulait, c'était une lettre d'excuses de sa part pour ce qui s'était produit dans le passé ». Comme l'agent de police Malloy l'indiqua dans son témoignage, il semblait que M. Silmser souhaitait obtenir des excuses de la part du clergé à ce moment-là plutôt qu'un règlement civil. David Silmser raconta que le matin de sa rencontre avec les agents de police, l'avocat de l'abbé Charles MacDonald, Malcolm MacDonald, lui avait téléphoné. Il était clair pour les agents de police que M. Silmser avait communiqué avec des représentants de l'Église concernant les agressions sexuelles perpétrées par l'abbé Charles MacDonald. L'agent de police Malloy convint que cela aurait peut-être été « une bonne idée » d'informer M. Silmser des dangers qu'il y avait à faire des déclarations à des tierces parties, telles que l'Église. Par exemple, des déclarations incohérentes pourraient être utilisées par l'avocat de la défense pour attaquer la crédibilité du plaignant. Cela pourrait nuire au succès des poursuites criminelles intentées contre le prêtre.

Dans cette entrevue de janvier 1993, il était également évident que David Silmser était prêt à entamer des poursuites judiciaires contre les agresseurs présumés. Dans les notes de l'agent Malloy, on lit que David Silmser est « prêt à aller devant les tribunaux et à soutenir les poursuites judiciaires à 100 p. 100 ». Cette déclaration fut faite après la description par M. Silmser des actes criminels commis par l'abbé Charles MacDonald et Ken Seguin. Lorsqu'il livra sa déclaration aux trois agents de police, M. Silmser ne fit pas de distinction entre les deux agresseurs présumés.

L'entrevue ne fut pas achevée. Les trois agents remirent à M. Silmser un formulaire vierge, et lui demandèrent de le remplir et de le retourner à la police de Cornwall. L'agent de police Malloy reconnut qu'il aurait été préférable de demander à M. Silmser de terminer sa déclaration le jour même de l'interview. À ce moment-là, le SPC avait comme pratique qu'une déclaration devait être prise directement par les agents. Comme le sergent d'état-major Derochie l'affirma à l'audience, il n'appuyait pas cette pratique de demander aux victimes d'agression d'écrire leur propre déclaration. L'agent de police Malloy convint également que le fait de demander à la victime de préparer sa propre déclaration sans conseils de la part de la police pouvait accroître la possibilité de divergences entre ladite déclaration et celle faite à la police lors de l'entrevue; encore là, il s'agit d'une situation qui pouvait porter atteinte à la crédibilité de la victime dans une poursuite ultérieure.

Je suis d'avis que cette décision ne fut pas non plus un témoignage de jugement éclairé de la part des agents du SPC. En outre, ceux-ci auraient dû avoir compris qu'il pouvait être très difficile pour des enfants victimes d'agressions sexuelles commises dans le passé de soumettre à la police des déclarations écrites. M. Silmser déclara que le SPC ne lui fournit pas de conseils sur la façon d'écrire cette déclaration, et il décrit la difficulté éprouvée à vivre de nouveau ces expériences douloureuses et à les coucher sur papier.

L'agent de police Kevin Malloy ne communiqua pas les notes qu'il avait prises lors de l'interview avec M. Silmser à d'autres agents du SPC qui participaient à cette affaire. Ces notes demeurèrent sur son bureau, et le compte rendu écrit de l'interview de M. Silmser ne fut pas non plus remis aux autres agents qui participaient à l'enquête.

Quelques jours après l'entrevue, David Silmser téléphona à l'agent de police Malloy. Lors de son appel du 1^{er} février 1993, M. Silmser déclara que M^{gr} McDougal avait communiqué avec lui et qu'il lui avait demandé d'assister à une rencontre avec trois prêtres et quelques autres personnes. L'agent de police Malloy songea que « le fait qu'on voulait le rencontrer était suspect ». L'agent du SPC avertit M. Silmser de ne pas participer à cette rencontre avec le clergé et avec d'autres personnes associées au diocèse.

Lorsque l'agente Sebalj rencontra M. Silmser le 9 février 1993, ce dernier discuta de sa rencontre avec le diocèse et avec l'avocat qui représentait l'Église. M. Silmser affirma qu'il pensait que les représentants de l'Église « le croyaient », et il mentionna que le diocèse lui avait offert « une aide psychologique ». Il dit également à l'agente Sebalj qu'il intenterait peut-être des poursuites au civil une fois que les poursuites au criminel seraient terminées. M. Silmser lui déclara également qu'il n'avait pas encore terminé sa déclaration écrite.

Le jour suivant, David Silmser téléphona à l'agente Sebalj pour l'informer qu'il avait contacté Ken Seguin, qui était en train de « prendre peur »; il avait dit à l'agent de probation que des accusations au criminel seraient portées contre l'abbé Charles MacDonald. Les notes de l'agente Sebalj au sujet de l'appel téléphonique du 10 février 1993 se lisent ainsi : « Appel téléphonique de la victime, dit qu'il a téléphoné à Seguin, qui est en train de « prendre peur », pour l'informer qu'il déposait des accusations contre McDonald – ajoute qu'il est en train de devenir « très irrité. »

Comme le sergent d'état-major Derochie l'affirma lors de son témoignage, il ne semble y avoir eu aucun suivi de la part de l'agente de police concernant cette déclaration : aucune vérification auprès du Centre d'information de la police canadienne (CIPC) ni interview de Ken Seguin par l'agente Sebalj. En fait, M. Seguin n'a jamais fait l'objet d'une enquête par la police de Cornwall concernant les allégations d'agressions sexuelles portées contre lui par M. Silmser.

Le 16 février 1993, David Silmser remit sa déclaration écrite à l'agente Sebalj. Dans sa déclaration, M. Silmser indiquait qu'il était devenu enfant de chœur à l'église de St. Columban alors qu'il avait 12 ans et qu'il y avait rencontré l'abbé Charles MacDonald. Il y décrivait le conditionnement, les avances sexuelles et les détails des actes sexuels. Il relatait également les gestes répétés d'attentat aux mœurs commis par l'ami personnel de l'abbé MacDonald, Ken Seguin, et expliquait les incidences dévastatrices qu'avaient eues ces agressions sexuelles sur sa vie.

Le 25 février 1993, Malcolm MacDonald, l'avocat qui représentait l'abbé Charles MacDonald, informa l'agente Sebalj que son client était prêt à subir un test de polygraphie. Malgré cette offre, le SPC ne demanda jamais à l'abbé MacDonald de subir ce test. De plus, ni l'abbé MacDonald ni Ken Seguin ne furent interviewés à un moment quelconque par la police de Cornwall.

En mars et en avril 1993, l'agente Sebalj interviewa des personnes qui alléguait avoir également été agressées sexuellement par l'abbé Charles MacDonald durant leur jeunesse.

Le 4 mars 1993, l'agente Sebalj demanda à l'agent de police Snyder d'analyser la déclaration de M. Silmser. Ce dernier conclut qu'il y avait du vrai dans les allégations de David Silmser relativement à des agressions sexuelles commises dans le passé.

Lorsque l'agente Sebalj et le sergent Lefebvre rencontrèrent David Silmser le 10 mars 1993 pour discuter de certains détails de sa déclaration, le plaignant déclara qu'il ne se sentait pas en mesure de se concentrer à la fois sur l'abbé MacDonald et sur Ken Seguin. Comme l'expliqua le sergent d'état-major Brunet, ce n'est pas que David Silmser ne voulait pas qu'on effectue une enquête criminelle sur M. Seguin, mais plutôt qu'il ne voulait pas que ces deux enquêtes aient lieu en même temps.

Comme il a été mentionné, les allégations d'agressions sexuelles contre Ken Seguin ne furent pas approfondies ni ne furent l'objet d'une enquête par le Service de police de Cornwall. D'autres victimes potentielles de l'agent de probation ne furent pas interviewées, tout comme le suspect, M. Seguin. En outre, une décision fut prise de ne pas contacter l'employeur de M. Seguin, le ministère des Services correctionnels.

Le 12 mars 1993, un ancien enfant de chœur, C-3, divulga à l'agente Sebalj que l'abbé MacDonald l'avait agressé sexuellement, et C-56, un autre ancien enfant de chœur, fit une déclaration similaire le 3 avril 1993. Le sergent d'état-major Brunet reconnut que les interviews de C-3 et de C-56 apportèrent de la crédibilité aux allégations de David Silmser. L'agente Sebalj entra aussi en contact avec deux autres enfants de chœur. Elle apprit de ces discussions que l'abbé MacDonald conservait des revues pornographiques sous son lit. Malheureusement, après avril 1993, aucune mesure supplémentaire ne fut prise par l'agente Sebalj dans le cadre de l'enquête pendant les quatre mois qui suivirent. Aucune autre interview ne fut menée avec d'autres victimes potentielles ou d'autres témoins. L'enquête demeura au point neutre jusqu'à la fin d'août 1993.

L'agente Sebalj reçut un appel téléphonique de l'avocat de l'abbé MacDonald le 23 août 1993. Malcolm MacDonald lui demanda une mise à jour de l'état de l'enquête. Elle dit à l'avocat de la défense qu'elle avait l'intention de rencontrer le procureur de la Couronne. À mon avis, Malcolm MacDonald surveillait l'enquête de la police. En août 1993, il tenta de persuader le diocèse de conclure un règlement financier avec M. Silmser. À cette époque, Malcolm MacDonald participait à l'élaboration d'un règlement financier illégal entre le diocèse d'Alexandria-Cornwall, l'abbé MacDonald et la victime présumée, David Silmser, qui aurait eu pour effet de mettre un terme à l'enquête criminelle. Par la suite,

Malcolm MacDonald plaida coupable, le 12 septembre 1995, à une accusation d'entraîne à la justice dans une poursuite criminelle.

Le 24 août 1993, l'agente Sebalj reçut un appel téléphonique de David Silmser, qui lui demanda un rapport d'étape sur l'enquête menée sur l'abbé MacDonald. Selon les notes de l'agente Sebalj, celle-ci aurait dit à M. Silmser qu'elle attendait qu'on lui fixe un rendez-vous avec la Couronne à l'extérieur de Cornwall pour examiner le dossier, et il lui aurait répondu qu'il « n'était pas pressé ». L'agente Sebalj aurait aussi demandé à M. Silmser s'il recevait des services de counseling, ce à quoi il aurait répondu que « l'Église ne voulait pas aider » et qu'« il n'avait pas d'argent ». Au cours de cet appel, l'agente Sebalj demanda à M. Silmser de lui remettre ses dossiers scolaires. À mon avis, elle aurait dû lui demander de signer une libération afin que le SPC obtienne cette information plusieurs mois plus tôt. Comme je le recommande dans mon rapport de la phase 2, une personne assurant la liaison avec la victime doit être nommée dans chaque cas d'agression sexuelle. Si cela avait été le cas en 1993, l'agente Sebalj et la personne assurant la liaison avec la victime auraient cerné le besoin de counseling et peut-être guidé le plaignant vers les services appropriés.

Le 3 septembre 1993, M. Sean Adams, l'avocat de M. Silmser, téléphona à la police de Cornwall et parla avec le sergent d'état-major Brunet. M. Adams lui transmit le message selon lequel M. Silmser ne souhaitait plus s'engager dans une enquête criminelle sur l'abbé Charles MacDonald. Le sergent d'état-major Brunet dit clairement à M. Adams qu'il n'acceptait pas cette directive. Il lui dit également qu'il demanderait à l'agent qui menait l'enquête de rencontrer M. Silmser pour discuter de la raison pour laquelle il souhaitait retirer sa plainte.

Le sergent d'état-major Brunet s'inquiétait du fait que M. Silmser ne désirait pas approfondir l'enquête criminelle en raison du règlement civil intervenu avec l'abbé MacDonald et le diocèse. L'agent du SPC ignorait qu'une des conditions du règlement était le retrait par M. Silmser de sa plainte au criminel. Le sergent d'état-major Brunet n'examina pas le document de règlement, ni ne donna l'ordre à l'agente Sebalj de le faire. Je suis d'avis qu'il aurait dû lui donner comme directive d'obtenir les documents de règlement.

Le sergent d'état-major Brunet décida de contacter le procureur de la Couronne, Murray MacDonald. Il souhaitait discuter avec lui de deux éléments principaux : 1) la légalité du règlement – le retrait par le plaignant de la plainte au criminel à la suite d'un règlement civil conclu entre M. Silmser, l'agresseur présumé et le diocèse; et 2) si les poursuites criminelles pouvaient avoir lieu même si le plaignant ne le souhaitait pas. Le sergent d'état-major Brunet déclara que lorsqu'il fit l'appel téléphonique du 8 septembre 1993, il ne lui

vint pas à l'esprit que Murray MacDonald avait indiqué précédemment qu'il était en conflit d'intérêts dans ce dossier en raison de sa propre participation avec l'Église catholique. Lors de cet appel, Murray MacDonald informa le sergent d'état-major Brunet qu'une poursuite ne pourrait pas être entamée sans la pleine coopération de la victime.

Le sergent d'état-major Brunet donna l'ordre à l'agente Sebalj de faire un suivi auprès de M. Silmser pour déterminer si on l'avait forcé à se retirer de l'enquête criminelle sur l'abbé Charles MacDonald. L'agente Sebalj reçut un appel de la sœur de David Silmser le 9 septembre 1993, au cours duquel celle-ci lui révéla que son frère avait reçu une somme de 32 000 \$ à titre de règlement.

Après avoir reçu une lettre de la Couronne, le sergent d'état-major Brunet conclut que le plaignant ne pouvait plus poursuivre dans cette voie, et que des accusations au criminel ne seraient pas portées contre l'abbé MacDonald. Le chef Shaver fut furieux lorsqu'il apprit l'existence du règlement civil et la décision de M. Silmser de se retirer de l'affaire criminelle. Murray MacDonald dit au chef de police de Cornwall que le fait qu'un plaignant tente de conclure un règlement civil en même temps qu'une enquête criminelle n'était pas un acte illégal. Toutefois, ce que la Couronne ignorait à ce moment-là était que le document qu'avait signé M. Silmser contenait une disposition qui exigeait que le plaignant mette fin à toute poursuite au civil ou au criminel contre l'agresseur présumé. Et cela était illégal.

Le 29 septembre 1993, David Silmser se présenta au Service de police de Cornwall pour lui remettre une note écrite disant qu'il souhaitait mettre fin à l'enquête sur les allégations d'agressions sexuelles contre l'abbé MacDonald. L'agente Sebalj rencontra le sergent d'état-major Brunet ce même jour, soit le 29 septembre 1993, pour confirmer que David Silmser avait retenu les services d'un avocat, qu'il était satisfait de l'avis juridique qu'il avait reçu, qu'il ne désirait plus poursuivre l'enquête criminelle sur l'abbé MacDonald et qu'il avait confirmé tout cela par écrit. L'agente Sebalj mentionna également que M. Silmser était agité en raison de l'appel téléphonique d'Helen Dunlop. C'est à ce moment-là qu'elle se rendit compte de la raison pour laquelle M^{me} Dunlop avait contacté le plaignant. L'agente Sebalj dit au sergent d'état-major Brunet que l'agent Dunlop lui avait demandé s'il pouvait lire la déclaration de David Silmser, et qu'elle n'avait pas hésité à la lui fournir. Il est alors devenu évident pour les agents que l'agent de police Dunlop avait montré cette déclaration à des personnes qui ne faisaient pas partie du Service de police de Cornwall.

Après avoir discuté avec le chef de police adjoint, le sergent d'état-major Brunet demanda à l'agent de police Dunlop de venir le rencontrer. Perry Dunlop

déclara qu'il était inquiet du fait que les allégations portées par David Silmser n'avaient pas fait l'objet d'une enquête plus approfondie. Il exprima également son inquiétude au sujet de l'agent de probation Ken Seguin. Il mentionna l'incident Varley au cours duquel un agent de probation avait, semble-t-il, pris un verre à la résidence de M. Seguin quelques heures avant l'homicide sur la personne d'un de ses amis.

Le sergent d'état-major Brunet informa l'agent Dunlop qu'il était en train de violer son serment du secret en tant qu'agent de police en communiquant de l'information sur une affaire à sa femme. Il violait la *Loi sur les services policiers*. Le sergent d'état-major Brunet faisait référence à un incident qui avait eu lieu au milieu des années 1980 ayant causé des dommages à la voiture de patrouille de l'agent Dunlop et dans lequel ce dernier avait été accusé de manquement à son devoir et de tromperie en vertu de la *Loi sur les services policiers*. Il rappela à l'agent de police Dunlop que celui-ci avait une famille et il le mit en garde lui disant que si sa femme ne modifiait pas son comportement, cela pourrait devenir une affaire grave. Il lui conseilla également de ne pas compromettre sa carrière.

Perry Dunlop demanda à l'agent de police Quinn de venir à sa résidence. Michael Quinn était un ami et collègue, ainsi qu'un représentant de l'Association des policiers. L'agent de police Dunlop dit à l'agent Quinn qu'il avait remis une copie de la déclaration de David Silmser à la Société de l'aide à l'enfance. Il ajouta que s'il y avait du vrai dans les allégations portées par David Silmser contre les agresseurs, qui étaient demeurés dans la collectivité, il pourrait y avoir d'autres victimes d'agressions.

Perry Dunlop était inquiet tant au sujet de l'abbé Charles MacDonald que de Ken Seguin. Il croyait également que l'enquête du SPC ne répondait pas aux normes.

Perry Dunlop était préoccupé des ramifications de son comportement afférentes à la gestion du Service de police de Cornwall.

Neuf mois et demi s'étaient écoulés depuis que M. Silmser avait déclaré à la police de Cornwall qu'il avait été agressé sexuellement par l'abbé MacDonald et l'agent de probation Ken Seguin. M. Silmser avait contacté la police le 9 décembre 1992, et celle-ci attendit jusqu'au 30 septembre 1993 pour contacter la SAE et l'informer que d'autres enfants courraient le risque d'être agressés sexuellement. Le même jour, le directeur exécutif de la SAE, Richard Abell, tenta également de communiquer avec le chef Shaver.

Le 1^{er} octobre 1993, le chef Shaver rencontra Richard Abell et Angelo Towndale. Lors de la rencontre, le chef Shaver apprit que l'agent de police Dunlop avait pris la déclaration de David Silmser du Service de police de Cornwall et l'avait remise à la SAE à l'insu de ses superviseurs et sans leur permission, ce qui l'inquiéta.

M. Abell dit au chef de police qu'à son avis, les allégations avancées par David Silmser dans sa déclaration étaient hautement crédibles. Claude Shaver expliqua qu'il avait parlé avec le représentant de la Couronne et que ce dernier lui avait dit qu'il n'y avait aucune base sur laquelle porter des accusations au criminel, et que si on le faisait, il s'agirait de poursuites malveillantes. Dans les notes de M. Abell, on peut lire ce qui suit : le chef a dit que son département « s'était réellement fourvoyé » dans le présent cas – une enquête non menée – délaissée – Heidi Black²⁴ faisant face à des mesures de discipline.

Le chef Shaver nia avoir dit au directeur exécutif de la SAE que le Service de police de Cornwall « s'était réellement fourvoyé » dans cette affaire. Il affirma que ce commentaire était relié au fait que la déclaration de M. Silmser avait été transmise du Service de police de Cornwall à la Société de l'aide à l'enfance. Il affirma également que le commentaire à l'effet que des mesures disciplinaires auxquelles pourrait avoir à faire face l'agente Sebalj concernait la diffusion de l'information et non l'enquête sur l'affaire Silmser. Après avoir entendu les témoignages du chef Shaver et de M. Abell, et après avoir passé en revue les nombreuses notes de ce dernier, je suis d'avis que le chef Shaver avait bien reconnu dans sa rencontre avec le directeur exécutif de la SAE que le Service de police de Cornwall « s'était réellement fourvoyé » dans l'enquête menée à la suite de la plainte de M. Silmser portant sur des agressions sexuelles.

Le chef Shaver était désemparé devant le fait que l'agent de police Dunlop avait transmis la déclaration de M. Silmser à la SAE. Perry Dunlop n'avait pas été affecté à cette enquête et il ne participait en aucune façon au dossier Silmser. Du point de vue du chef Shaver, bien que l'agent de police Dunlop ait été inquiet quant à la protection des enfants, il ne détenait pas l'autorité nécessaire pour transmettre cette information à Richard Abell.

Le chef Shaver déclara qu'au moment de la rencontre avec la SAE, il n'était pas au courant que le dossier Silmser n'avait pas été enregistré dans le système OMPPAC, comme cela était exigé. Il témoigna que ce n'est qu'à son retour au poste de police et après avoir parlé avec le sergent d'état-major Brunet qu'il apprit que l'information concernant l'enquête Silmser n'était pas dans le système.

Cet après-midi-là, un vendredi après-midi, le chef Shaver rencontra le chef adjoint St. Denis et le sergent d'état-major Brunet pour discuter de ses préoccupations relativement au dossier Silmser. Il affirma clairement qu'il voulait que les notes et les rapports Silmser soient enregistrés immédiatement dans le système OMPPAC, et, de plus, que les documents fassent partie d'un dossier de projet d'ici le lundi matin suivant. Comme le reconnut le sergent d'état-major Brunet, le dossier avait été ouvert pendant neuf mois, cependant,

24. Il fait ici référence à l'agente de police Heidi Sebalj.

rien n'avait été intégré dans le système. Le sergent d'état-major Brunet accepta la décision de créer un dossier de projet puisqu'il y avait eu une « fuite », c'est-à-dire que des renseignements avaient été divulgués à des tierces parties, et que cela était important pour protéger l'identité des personnes qui avaient été interviewées.

Un autre sujet abordé par le chef Shaver lors de la rencontre était son intention de rendre visite à l'un des principaux représentants de l'Église catholique romaine, le représentant du pape à Ottawa. Le sergent d'état-major Brunet avait discuté précédemment avec le chef adjoint St. Denis de la suggestion de l'agent de police Dunlop, soit que la police de Cornwall rencontre les représentants de l'Église, suggestion qu'il appuyait du reste. Comme il le dit, « nous ne menions pas une enquête criminelle à ce point-là ou, du moins, il ne semblait pas que Heidi [Sebalj] rencontrait M. Silmser à ce moment-là [...] Nous semblions avoir de sérieux obstacles à notre enquête criminelle ». Le chef Shaver était d'avis que la conduite du diocèse dans cette affaire avait grandement nui à l'enquête criminelle. Il planifiait rendre visite au nonce papal à Ottawa, l'évêque « en chef », pour déposer une plainte. Il n'avait pas l'intention de discuter de l'affaire Silmser avec M^{gr} Eugène LaRocque qui, dans le passé, n'avait pas manifesté une attitude coopérative lors de l'enquête Deslauriers. En outre, le chef Shaver était perturbé par le fait que l'évêque avait accepté de conclure un règlement civil.

Il convient de mentionner que lors de la rencontre du 1^{er} octobre 1993, aucune discussion n'eut lieu entre le chef Shaver, le chef adjoint ou le sergent d'état-major Brunet au sujet de l'importance de communiquer avec l'employeur de M. Seguin, le ministère des Services correctionnels. Le sergent d'état-major Brunet témoigna que si une enquête avait été menée sur M. Seguin par le SPC à la suite de la plainte de M. Silmser relativement à des agressions sexuelles, on aurait probablement contacté le ministère des Services correctionnels, puisque l'enquêteur aurait eu besoin de documents et de renseignements. Le ministère aurait alors été au courant des allégations portées contre son employé. De plus, le SPC n'entra pas en contact avec l'agent de probation de Cornwall ni avec aucun autre représentant du ministère des Services correctionnels avant la fin de novembre 1993, au moment du suicide de M. Seguin.

Le 7 octobre 1993, le chef Shaver et le sergent d'état-major Brunet rencontrèrent le nonce papal, l'archevêque Carlo Curis. Les agents du SPC estimaient que l'enquête criminelle avait été entravée par les actes du diocèse. Ils souhaitaient avertir le nonce papal que le règlement civil n'était pas dans l'intérêt public et que cela ne réglait pas les préoccupations au sujet de la sécurité des jeunes gens de la communauté de Cornwall. Le nonce papal recommanda au chef Shaver de rencontrer M^{gr} LaRocque.

Le chef Shaver contacta le bureau de M^{gr} LaRocque et, accompagné du sergent d'état-major Brunet, il rencontra l'évêque le jour même. L'évêque, qui était déjà au courant des allégations contre l'abbé Charles MacDonald, affirma aux deux agents qu'il coopérerait avec le SPC. Il ajouta que M^{gr} McDougald était chargé des affaires de ce genre pour le diocèse. Il dit aussi que M^{gr} McDougald avait interrogé l'abbé Charles MacDonald au sujet des allégations portées contre lui par M. Silmser et que celui-ci les nia; tant M^{gr} LaRocque que M^{gr} McDougald crurent les propos de l'abbé MacDonald.

Le chef Shaver affirma lors de son témoignage que M^{gr} LaRocque avait confirmé que David Silmser souhaitait initialement obtenir des excuses de la part du diocèse. Il déclara également que M^{gr} LaRocque avait expliqué qu'un règlement avait été conclu pour la somme de 32 000 \$; 10 000 \$ avaient été payés par le diocèse et 10 000 \$ par l'abbé Charles MacDonald. L'évêque ne divulguera pas la source des autres 12 000 \$ et le chef Shaver n'insista pas. Il « n'est jamais venu à l'esprit » du chef Shaver que Ken Seguin avait peut-être participé au règlement conclu avec M. Silmser. Il était surtout préoccupé du fait que le diocèse s'était lié les mains en concluant ce règlement financier.

Le chef Shaver ne demanda pas à M^{gr} LaRocque si ce règlement contenait des dispositions confidentielles ni ne lui demanda de lui remettre une copie des documents de règlement. Claude Shaver crut que ce règlement avait été le motif de l'arrêt de l'enquête au criminel. Il convint, a posteriori, que le SPC aurait dû examiner les documents de règlement préparés par le diocèse et signés par David Silmser. Lorsque le Conseil de la Commission lui demanda s'il ne lui était jamais venu à l'esprit que le règlement financier pouvait être illégal, il répliqua : « Je n'ai pas pensé à cela à ce moment-là. »

Lorsque M^{gr} LaRocque apprit qu'il y avait deux autres victimes possibles, il devint visiblement ébranlé. Le sergent d'état-major Brunet dit à l'évêque, sans révéler de noms, que deux jeunes gens (C-3 et C-56) avaient révélé avoir également été agressés sexuellement par l'abbé MacDonald alors qu'ils étaient adolescents. M^{gr} LaRocque affirma que les avocats qui avaient participé aux négociations l'avaient amené à croire que la police n'avait pas trouvé d'autres preuves corroborant les allégations d'agressions sexuelles portées par David Silmser. M^{gr} LaRocque répondit au sergent d'état-major Brunet qu'il rencontrerait l'abbé MacDonald ce soir-là.

M^{gr} LaRocque téléphona au chef Shaver plus tard ce soir-là. Il lui dit qu'il se sentait trahi. Selon Claude Shaver, M^{gr} LaRocque aurait déclaré que l'abbé Charles MacDonald avait admis l'agression, mais que soudainement, il avait dit que ce n'était pas une agression, mais plutôt une relation homosexuelle isolée. Il lui aurait également affirmé que l'abbé MacDonald serait démis de ses fonctions à la paroisse et envoyé à un centre de traitement pour prêtres afin d'y subir une

évaluation. L'évêque s'excusa auprès du chef de police de Cornwall. Les notes du chef Shaver au sujet de cet appel se lisent ainsi : « Charlie admet – sera envoyé dans un endroit spécial pour traitement – étude d'une semaine – rappellera – partira samedi – aucun autre contact – l'évêque est désolé. ».

En octobre 1993, le chef Shaver ne donna l'ordre à aucun de ses agents d'obtenir les documents du règlement intervenu entre le diocèse et David Silmser. Le chef du SPC était convaincu que des poursuites criminelles pouvaient être intentées, même en la présence d'un règlement civil. Le chef ne demanda pas non plus à l'évêque de lui remettre une liste des enfants de chœur afin qu'il détermine si d'autres jeunes gens avaient été agressés sexuellement par l'abbé MacDonald. Il n'approfondit pas l'enquête contre l'abbé MacDonald ni contre Ken Seguin.

Le chef adjoint St. Denis fit parvenir une note confidentielle au sergent d'état-major Derochie le 7 octobre 1993, lui demandant de mener une enquête interne sur le comportement de l'agent de police Perry Dunlop dans l'affaire Silmser.

Il est évident que le chef du Service de police de Cornwall de même que ses agents ne comprirent pas clairement leur devoir de déclarer tout cas d'agression sexuelle présumée à l'égard d'enfants en vertu des dispositions de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*. Ils croyaient fautivement que leur devoir de déclarer ces cas à la Société de l'aide à l'enfance ne touchait pas les cas qui se produisaient en dehors de la famille, c'est-à-dire les cas dans lesquels les agresseurs présumés n'étaient pas des membres de la famille. De plus, contrairement à l'opinion de M. Abell, les membres du Service de police de Cornwall ne croyaient pas qu'ils avaient le devoir de déclarer les cas d'agression sexuelle qui avaient eu lieu dans le passé, même si des enfants couraient actuellement le risque d'être agressés par l'auteur présumé de ces crimes.

Le soir du 14 octobre 1993, Helen Dunlop se présenta à la résidence du chef Shaver. M^{me} Dunlop était très bouleversée. Elle demanda au chef Shaver de lui dire les raisons pour lesquelles Perry Dunlop faisait l'objet d'une enquête, puisqu'il avait agi honorablement en déclarant à la SAE que des allégations d'agressions sexuelles sur des enfants avaient été portées.

Le chef Shaver contacta le sergent d'état-major Derochie ce soir-là, après le départ de M^{me} Dunlop. Le jour suivant, il rencontra le sergent d'état-major et le chef adjoint St. Denis et leur dit clairement que l'agent Dunlop devait simplement recevoir du counseling pour « avoir emprunté des canaux extérieurs », ce qui représentait une mesure disciplinaire non officielle. En fait, le chef de police avait élaboré un document à cet effet le soir du 14 octobre 1993. Il demanda au sergent d'état-major Derochie de fournir du counseling à l'agent Dunlop le plus tôt possible. Comme le sergent d'état-major Derochie l'a expliqué lors de l'enquête, le counseling est un niveau très faible de discipline. Une note est

écrite dans le dossier personnel de l'agent selon laquelle l'affaire en question a fait l'objet d'une discussion et l'agent a obtenu du counseling.

Lors de l'encontre du 15 octobre, on demanda au sergent d'état-major Derochie de présenter un aperçu des faits dans l'enquête Silmser – de fournir une chronologie des événements à partir du moment où M. Silmser a déposé une plainte au SPC, en décembre 1992. En d'autres termes, le mandat accordé au sergent d'état-major Derochie était passé d'un examen de la conduite de l'agent de police Dunlop à un examen de l'enquête Silmser menée par des agents du Service de police de Cornwall.

Dans ses discussions avec le sergent d'état-major Brunet et l'agente Sebalj le 4 novembre 1993, le sergent d'état-major Derochie apprit que David Silmser avait pris la décision, durant l'enquête de la police, de mettre un terme à sa plainte contre Ken Seguin. Ces agents affirmèrent au sergent d'état-major Derochie que M. Silmser avait été en contact avec M. Seguin et qu'il avait dit à son ancien agent de probation que des allégations criminelles ne seraient pas portées contre lui à ce moment-là. Le sergent d'état-major Derochie comprit qu'un paiement de 32 000 \$ avait été offert à M. Silmser, paiement découlant de trois sources : l'Église, l'abbé MacDonald et une source inconnue. Le sergent d'état-major pensa que cette « somme mystérieuse » avait peut-être été fournie par Ken Seguin. Le sergent d'état-major Derochie n'effectua aucun suivi concernant l'argent offert à M. Silmser; à sa connaissance, aucun autre de ses collègues du Service de police de Cornwall ne fit de suivi à cet égard. Lors de son témoignage, le sergent d'état-major Derochie a déclaré qu'à posteriori, il avait pensé qu'avant que l'affaire ne devienne publique en janvier 1994, le SPC aurait dû demander à voir les documents de règlement afin de déterminer si la décision de M. Silmser de mettre un terme à l'enquête criminelle était volontaire.

Le sergent d'état-major Derochie apprit également, le 4 novembre 1993, « que des rumeurs circulaient selon lesquelles l'avocat de l'abbé MacDonald, Malcolm MacDonald, avait des préférences sexuelles envers les jeunes garçons ». On lui avait dit que l'avocat, le prêtre et Ken Seguin étaient de « très bons amis » qui fréquentaient « les mêmes milieux ». Le sergent d'état-major Derochie ne fit aucun suivi quant au lien entre ces trois hommes.

Le sergent d'état-major Derochie donna un compte rendu au chef Shaver et au chef adjoint St. Denis sur les progrès de ses enquêtes et de ses rencontres avec Richard Abell, le sergent d'état-major Brunet et l'agente Sebalj. Les trois discutèrent de la conduite de l'agent de police Dunlop dans l'affaire Silmser. Le sergent d'état-major Derochie déclara à ses supérieurs que « Dunlop avait exercé un très mauvais jugement, ou alors ses actes avaient été plus calculés et plus sinistres que ce qui avait été cru initialement ». De l'avis du sergent d'état-major Derochie, Perry Dunlop aurait pu calmer ses inquiétudes au sujet des allégations de M. Silmser en suivant la voie hiérarchique.

Le sergent d'état-major Derochie affirma au chef de police et au chef adjoint qu'à son avis, des accusations criminelles pouvaient être portées, si possible, contre l'abbé MacDonald et Ken Seguin. Malgré son opinion (ainsi que celle de Richard Abell), le Service de police de Cornwall décida de ne pas rouvrir l'enquête sur l'affaire Silmser.

Le 25 novembre 1993, le sergent d'état-major Dupuis téléphona à la résidence du sergent d'état-major Brunet pour l'informer qu'on avait trouvé Ken Seguin mort. Le sergent d'état-major Brunet contacta la Police provinciale de l'Ontario le jour suivant, et on lui dit que les agents-détectives Randy Millar et Chris McDonell menaient une enquête sur la mort de M. Seguin.

Au début de janvier 1994, le chef intérimaire Carl Johnston, qui avait succédé au chef Shaver, demanda au sergent d'état-major Derochie de lui soumettre son rapport de l'enquête menée par le SPC sur l'agent de police Dunlop. Le rapport a été soumis le 8 janvier 1994. Le sergent d'état-major Derochie en était venu à plusieurs conclusions dans son examen de l'enquête du SPC à la suite de la plainte de M. Silmser. Il y avait un manque évident de documentation adéquate dans cette affaire. Aucun rapport ne fut ajouté au système OMPPAC au cours de l'enquête. Comme le déclara le sergent d'état-major, les agents supérieurs et la direction « ont perdu le fil » de cette « enquête susceptible de retenir l'attention du public ». Le sergent d'état-major Derochie se préoccupait du fait que le chef ou le chef adjoint avait voulu surveiller l'affaire, « qu'il n'y avait dans le système qu'un seul incident inscrit, aucun rapport classé et aucune personne affectée à l'affaire ».

Les superviseurs de l'agente Sebalj ne se rendirent pas compte « qu'elle ne préparait pas de rapports [...] le chef adjoint et le chef étaient tous les deux au courant qu'il s'agissait d'une enquête susceptible de retenir l'attention du public [...] à ma connaissance, ils n'ont jamais fait d'enquêtes à ce sujet, ils sont simplement passés à autre chose. Il semblait que cette affaire était passée inaperçue ».

Le plaignant avait clairement demandé à être interviewé par un agent de police de sexe masculin. David Silmser ne se sentait pas à l'aise de discuter des détails des agressions sexuelles avec l'agente Heidi Sebalj. De l'avis du sergent d'état-major Derochie, l'enquête aurait pu être réaffectée au sergent Lortie, un agent de police supérieur chevronné.

Le sergent d'état-major Derochie jugea également que les allégations d'agressions sexuelles contre Ken Seguin auraient dû faire l'objet d'une enquête. Après son examen de l'affaire Silmser, il lui apparaissait évident que les enquêtes sur des agressions sexuelles perpétrées dans le passé menées par le SPC étaient caractérisées par des délais et ne recevaient pas l'attention que les agents portaient à d'autres enquêtes criminelles.

Après avoir attentivement examiné les preuves de l'enquête policière sur la plainte de David Silmser, j'en arrive à la conclusion que le Service de police de Cornwall a manqué à son devoir en ne mettant pas en œuvre les pratiques et les procédures existantes, ce qui aurait permis de s'assurer que l'enquête sur les allégations d'agressions sexuelles perpétrées dans le passé et portées par M. Silmser aurait été menée en temps opportun et qu'elle aurait obtenu une priorité élevée. À mon avis, le SPC a retardé l'enquête de manière déraisonnable et n'a pas veillé à ce que des ressources appropriées soient affectées à l'enquête sur les allégations d'agressions sexuelles perpétrées dans le passé. Il est également évident que le SPC a manqué à son devoir de mettre en œuvre les pratiques et les procédures qui auraient fait en sorte que les notes et les dossiers auraient été adéquatement tenus, entreposés et accessibles. Le SPC a également manqué à son devoir de surveiller adéquatement les enquêteurs, tels que l'agente Sebalj, au cours de l'enquête sur les allégations d'agressions sexuelles portées par M. Silmser contre l'abbé MacDonald et Ken Seguin. Le SPC aurait dû offrir du soutien au plaignant et le tenir informé de l'état d'avancement de l'enquête. De plus, il n'a pas institué de pratiques adéquates et élaboré des protocoles pour s'assurer d'une coopération efficace entre son service et d'autres institutions publiques, comme la Société de l'aide à l'enfance.

Je suis également d'avis que le sergent d'état-major Brunet a manqué à son devoir en ne supervisant pas adéquatement l'agente Sebalj durant l'enquête sur les agressions sexuelles portées par M. Silmser contre l'abbé Charles MacDonald et Ken Seguin. À titre de superviseur, il aurait dû veiller à ce qu'on accorde une priorité élevée aux allégations d'agressions sexuelles commises dans le passé et que l'enquête soit menée en temps opportun. Il a également manqué à son devoir en n'affectant pas un enquêteur de sexe masculin d'expérience à cette affaire, comme l'avait demandé le plaignant, M. Silmser. Le sergent d'état-major Brunet n'a pas non plus pris de mesures adéquates pour s'assurer qu'une enquête soit menée sur les allégations contre l'agent de probation de Cornwall, Ken Seguin. Il a manqué à son devoir en n'enquêtant pas sur la légalité du règlement conclu entre David Silmser et le diocèse d'Alexandria-Cornwall à l'automne 1993. En outre, le sergent d'état-major Brunet aurait dû s'assurer que des notes et des dossiers étaient adéquatement préparés, conservés et accessibles. Il a également manqué à son devoir en ne veillant pas à ce que les allégations de plaignants portant sur des agressions sexuelles perpétrées dans le passé soient traitées de manière appropriée, que du soutien soit offert à ces personnes et que celles-ci soient tenues au courant des progrès des enquêtes menées à la suite de leurs plaintes.

Il est également évident, après avoir examiné les preuves, que l'agente de police Heidi Sebalj n'a pas mené une enquête approfondie, adéquate et

opportune sur les allégations d'agressions sexuelles portées par David Silmser contre l'abbé Charles MacDonald et Ken Seguin. Elle aurait dû conserver des notes et des dossiers appropriés de son enquête. L'agente de police Heidi Sebalj a manqué à son devoir en ne mettant pas à jour rapidement le système OMPPAC en ce qui a trait à son enquête et aux communications avec David Silmser. L'agente de police Heidi Sebalj n'a pas déclaré à la SAE que des enfants pourraient avoir besoin de protection à la suite des allégations portées par David Silmser contre l'abbé Charles MacDonald et Ken Seguin. Elle n'a pas non plus informé correctement ses superviseurs sur les progrès de son enquête. L'agente de police Heidi Sebalj a manqué à son devoir en ne conduisant pas une enquête approfondie, adéquate et en temps opportun sur la légalité du préteur règlement intervenu entre David Silmser et le diocèse d'Alexandria-Cornwall à l'automne 1993. De plus, elle n'a pas pris les mesures appropriées pour s'assurer que le refus de M. Silmser de maintenir sa plainte avait été décidé librement, sans contrainte et sans coercition. Et, ce qui est très important, l'agente Sebalj n'a pas offert de soutien à la victime et ne l'a pas tenu informé des progrès de l'enquête.

Le chef de la police de Cornwall, Claude Shaver, et le chef adjoint, Joseph St. Denis, n'ont pas pris les mesures pour s'assurer que les politiques, les pratiques et les procédures étaient en place et mises en application de façon à ce qu'on accorde une priorité élevée à l'enquête sur les allégations d'agressions sexuelles commises dans le passé portées par M. Silmser et que cette enquête soit menée en temps opportun. Ils ont manqué à leur devoir en ne veillant pas à ce qu'une enquête approfondie soit menée sur les allégations d'agressions sexuelles commises dans le passé portées par M. Silmser en décembre 1992 contre l'agent de probation Ken Seguin et l'abbé Charles MacDonald. De plus, le chef Shaver a manqué à son devoir en ne veillant pas à ce que des politiques, des pratiques et des procédures soient en place et appliquées, ce qui aurait permis que les enquêteurs et d'autres membres du Service de police de Cornwall soient adéquatement supervisés dans la conduite de leurs enquêtes sur des agressions sexuelles sur de jeunes gens. Le chef Shaver n'a pas mis en place les pratiques appropriées ni élaboré des protocoles pour s'assurer d'une coopération efficace entre le SPC et d'autres institutions publiques, comme la Société de l'aide à l'enfance. Je suis d'avis également que le chef Shaver, en ne donnant pas de directives à ses agents de façon à obtenir les documents de règlement et à les examiner, a manqué à son devoir d'enquêter ou de mener une enquête sur la légalité du règlement intervenu entre David Silmser, le diocèse d'Alexandria-Cornwall et l'abbé Charles MacDonald à l'automne 1993.

En ce qui concerne le chef adjoint Joseph St. Denis, il a manqué à son devoir en ne veillant pas à ce que les enquêteurs et les autres membres de la police soient

adéquatement formés pour effectuer des enquêtes sur des allégations d'agressions sexuelles commises dans le passé. De plus, il n'a pas mis en application des pratiques et des procédures qui auraient permis que des notes et des dossiers soient élaborés et conservés de manière appropriée et qu'ils soient accessibles. Le chef adjoint Joseph St. Denis aurait dû également élaborer des politiques ou faire appliquer des pratiques qui auraient permis que les personnes déposant une plainte concernant des agressions sexuelles commises dans le passé soient traitées de manière appropriée, qu'on leur offre du soutien et qu'elles soient tenues informées des progrès des enquêtes. Il aurait dû également mettre en place des pratiques appropriées et élaborer des protocoles pour assurer une coopération efficace entre le SPC et d'autres institutions publiques, telles que la Société de l'aide à l'enfance. En outre, le chef adjoint St. Denis n'a pas pris des mesures pour veiller à ce que l'agent chargé du bureau des enquêtes criminelles affecte un enquêteur de sexe masculin d'expérience, comme le demandait le plaignant, dans l'affaire David Silmser. Il a également manqué à son devoir en ne supervisant pas l'agent responsable du bureau des enquêtes criminelles en ce qui a trait aux allégations d'agressions sexuelles commises dans le passé portées par David Silmser en décembre 1992.

Le 6 janvier 1994, la déclaration de David Silmser au Service de police de Cornwall concernant ses allégations d'agressions sexuelles perpétrées quand il était enfant fut publiée dans les médias. La nouvelle fut diffusée à l'émission de Charlie Greenwell, à CJOH-TV, et des articles parurent dans les journaux suivants, soit le *Standard-Freeholder*, le *Ottawa Citizen* et le *Ottawa Sun*.

Le Service de police d'Ottawa demande une enquête sur des allégations de dissimulation par le SPC dans l'affaire Silmser

En janvier 1994, le chef intérimaire Carl Johnston communiqua avec le Service de police d'Ottawa et discuta de la possibilité qu'un service de police extérieur examine l'enquête menée par le Service de police de Cornwall. Le chef intérimaire Johnston demanda au Service de police d'Ottawa : 1) d'examiner l'enquête menée par les membres du Service de police de Cornwall à la suite des allégations d'agression sexuelle portées par David Silmser et de déterminer si l'enquête avait été efficace; et 2) d'évaluer si des membres du Service de police de Cornwall avaient minimisé ou dissimulé ces allégations.

Le chef adjoint du Service de police d'Ottawa demanda au surintendant Brian Skinner d'effectuer un examen de l'enquête dans l'affaire Silmser. Il fut décidé que le sergent d'état-major William (Bill) Blake, qui faisait partie de la section des renseignements criminels du Service de police d'Ottawa, travaillerait avec le surintendant Skinner à cet examen de l'enquête sur le SPC.

Les agents du Service de police d'Ottawa rencontrèrent plusieurs membres du Service de police de Cornwall, y compris l'agente Sebalj, le sergent d'état-major Brunet, l'inspecteur d'état-major Stuart McDonald, le sergent Lortie et le chef adjoint St. Denis. Ils interviewèrent également le procureur de la Couronne, Murray MacDonald, de même que Richard Abell.

Dès le début de cet examen, un certain nombre de problèmes surgirent. Les agents apprirent, lors de leurs interviews, que le sergent Nakic avait reçu la plainte de M. Silmser le 9 décembre 1992, mais qu'aucune activité d'enquête n'eut lieu avant le 28 janvier 1993, soit plus d'un mois et demi après le dépôt de la plainte de M. Silmser.

Un autre problème grave résidait du fait que le seul dossier documenté de la plainte consistait en la correspondance interne du sergent Nakic : « aucun rapport d'aucune sorte n'avait été préparé, il n'existe aucun dossier officiel sur les ressources affectées à l'enquête. » Comme le surintendant Skinner l'a déclaré dans son rapport, « il n'existe aucun dossier pour permettre à quiconque, de l'intérieur ou de l'extérieur du Service de police de Cornwall, de suivre les progrès de l'enquête dès les premières étapes. » Un autre problème vient du fait que le sergent Lortie, l'enquêteur initial, relevait du chef de police dans l'affaire Silmser. Il s'agissait là d'une décision « qu'on pouvait remettre en question », car elle avait pour résultat de « retirer de la structure de gestion le sergent d'état-major BRUNET, l'agent chargé du bureau des enquêtes criminelles, et le chef adjoint ST. DENIS, l'agent qui assumait la responsabilité générale du bureau des enquêtes criminelles », dans le contexte de cette enquête.

Il était évident, dès le début de cette enquête, que le plaignant n'était pas à l'aise de discuter des actes sexuels avec un agent de sexe féminin. Le surintendant de la police d'Ottawa a également mis l'accent sur l'importance d'établir de bonnes relations avec le plaignant et de créer une atmosphère dans laquelle la victime se sent à l'aise de divulguer le plus de renseignements possible. Le fait que l'agente Sebalj ne possédait pas suffisamment d'expérience constitue un autre problème grave identifié par les agents de la police d'Ottawa.

Le 13 janvier 1993, les agents de la police de Cornwall étaient au courant que David Silmser avait parlé avec l'Église au sujet des allégations d'agression sexuelle. Cela fut confirmé le 16 février 1993, lorsque M. Silmser informa l'agente Sebalj que M^{gr} McDougald lui avait téléphoné et avait discuté avec lui d'un règlement civil. L'agente Sebalj savait également que David Silmser avait dit à Ken Seguin qu'il déposait des accusations seulement contre le prêtre et qu'il ne voulait pas qu'il y ait enquête sur l'agent de probation à ce moment-là, malgré les agressions sexuelles répétées que celui-ci avait commises. De l'avis du surintendant Skinner et du sergent d'état-major Blake, ces renseignements « auraient dû soulever un certain message d'urgence ». Toutefois, « apparemment »,

« cela ne fut pas le cas ». Comme le dit le surintendant Skinner, puisqu'il existait la « possibilité qu'au moins deux personnes ayant perpétré ce genre de crimes fissent partie de la communauté [...] , on aurait dû voir à la question le plus rapidement possible ».

En outre, l'avocat de l'abbé Charles MacDonald communiqua avec l'agente Sebalj le 25 février 1993 pour lui dire que son client était prêt à se soumettre à un test de polygraphie. Le surintendant Skinner et le sergent d'état-major Blake estimaient que le test de polygraphie « aurait dû être effectué ».

L'agente Sebalj obtint des déclarations de la part d'enfants de chœur et de membres de groupes musicaux de l'église, dont deux d'entre eux se rappelaient clairement « des incidents de comportements homosexuels » impliquant le prêtre. Selon les notes de l'agente Sebalj, celle-ci eut effectivement un appel téléphonique avec un homme qui avait été enfant de chœur dans sa jeunesse. Cet homme lui confia que l'enquête « faisait peur et était très près de la maison », qu'il n'était pas à l'aise de discuter de cela au téléphone et qu'il voulait rencontrer l'agente en personne. Lorsque l'agente Sebalj dit à ce témoin potentiel qu'elle n'était pas en mesure de le rencontrer, il répondit alors que rien de fâcheux ne s'était produit. Le surintendant Skinner et le sergent d'état-major Blake ont déclaré dans leur rapport que l'agente Sebalj « aurait dû fixer une rencontre avec cet homme pour le voir en personne ».

Dans le rapport que soumirent le surintendant Skinner et le sergent d'état-major Blake le 24 janvier 1994 au chef intérimaire Johnston, les agents conclurent que : « L'enquête menée sur les allégations faites par David SILMSER au Service de police de Cornwall était inadéquate et inefficace. La responsabilité de cette situation incombe au Service de police de Cornwall. Les problèmes étaient systémiques et, pendant toute la durée de mon examen, ils persistaient. »

Bon nombre de problèmes ont été soulignés dans la conclusion du rapport. Premièrement, des agents du SPC ne possédant pas l'expérience et la formation voulues ont participé à l'enquête sur l'affaire Silmser. De façon particulière, l'agente Sebalj ne possédait pas les qualifications requises pour assumer la responsabilité d'un dossier si complexe.

Deuxièmement, il existait au SPC un grave problème de maintien de dossiers dans l'affaire Silmser. Comme le nota le surintendant Skinner, il n'y avait « rien pour suivre les progrès réalisés dans l'enquête » et si l'agente Sebalj avait été victime d'un accident, aucun agent du SPC n'aurait eu accès aux renseignements concernant cette affaire. Lorsque le SPC mena sa première interview officielle avec David Silmser le 28 février 1993, aucun rapport écrit ne fut préparé. Il aurait dû y avoir un enregistrement écrit des progrès réalisés dans l'enquête dans le système OMPPAC ou par l'intermédiaire d'un autre moyen, de sorte que d'autres membres de la police puissent examiner le dossier. Comme il a

été mentionné plus haut, trois agents du SPC ont pris des notes au moment de la rencontre, ce qui a également été considéré comme un problème de la part des agents de la police d'Ottawa, car, dans une telle circonstance, des divergences peuvent survenir sur la façon dont les faits ont été relatés. Le surintendant Skinner convint que la première interview avec M. Silmser était une étape « très importante » du processus d'enquête. Si l'affaire devait aller devant les tribunaux, ce n'était pas là la façon idéale de commencer.

L'agente Sebalj fut absente du bureau pendant quelques semaines en mai et en juin 1993, car elle suivait deux cours au Collège de police de l'Ontario. Pendant ce temps, aucune mesure ne fut prise pour qu'un autre agent du SPC poursuive l'enquête. Le surintendant d'Ottawa estima que le SPC aurait dû remettre à plus tard les cours que devait suivre l'agente Sebalj.

L'agente Sebalj ne prit pas de notes dans le cadre de cette enquête du 29 avril au 23 août 1993, pendant la période où elle reçut un appel téléphonique de l'avocat de l'abbé MacDonald. Le 24 août 1993, David Silmser contacta l'agente Sebalj pour s'informer des progrès de l'enquête. Elle dit à M. Silmser qu'elle attendait qu'une rencontre soit fixée avec un procureur de la Couronne de l'extérieur de la ville pour discuter de l'affaire. Lorsque le sergent d'état-major Brunet lui demanda un rapport de progrès le 24 août, elle lui répondit dans les mêmes termes. Le sergent d'état-major Brunet donna alors comme directive à l'agente Sebalj de terminer cette enquête le plus tôt possible.

Le surintendant Skinner affirma que même si les termes « inadéquat » et « inefficace » étaient des mots forts, ils décrivaient bien l'enquête réalisée par la SPC à la suite de la plainte de M. Silmser. Le surintendant Skinner résuma ainsi l'enquête dans l'affaire Silmser : une « défaillance systémique du Service de police de Cornwall ». Il mentionna les délais rencontrés une fois la plainte reçue, le manque d'attention et de sentiment d'urgence, le défaut de ne pas interviewer des témoins possiblement importants, le manque de suivi concernant le test de polygraphie, la piètre documentation sur l'enquête et la supervision inadéquate. « L'enquête comporte de trop nombreuses lacunes pour être efficace », déclara le surintendant Skinner.

Il était clair que la supervision de l'agente Sebalj était inadéquate. Le surintendant Skinner critiqua les commissaires du Service de police de Cornwall en ces termes : « Je n'ai pu constater aucune directive claire provenant d'aucun d'entre eux ni aucune compétence en matière de supervision ou de gestion ».

Il était clair que des problèmes existaient entre le chef Shaver et le chef adjoint St. Denis au cours de l'enquête. La communication était inadéquate, et le chef adjoint St. Denis déclara que le chef de police avait manqué à son devoir en ne le tenant pas informé des progrès de l'enquête Silmser.

Le surintendant Skinner insista sur le fait « qu'il était essentiel qu'un échange d'information continu et constant ait lieu » entre le chef et le chef adjoint :

« ils sont chargés du fonctionnement du service de police ». Ils doivent veiller à ce que les ressources appropriées soient disponibles et à ce qu'une bonne communication existe au sein du service. De l'avis du surintendant Skinner, il « semblait y avoir un manque réel de communication au sein du Service de police de Cornwall ». Le surintendant Skinner souligna également le fait qu'aucun cadre intermédiaire n'avait supervisé l'enquête.

Le surintendant Skinner et le sergent d'état-major Blake conclurent qu'il n'y avait pas eu de dissimulation dans l'affaire Silmser par le Service de police de Cornwall. L'enquête Silmser se caractérisait plutôt par un manque de ressources adéquates et par « un manque de directives et de soutien systémique de la part de la direction ».

Le rapport Skinner recommanda que « l'on demande à un service de police de l'extérieur de mener une enquête complète sur les événements et les allégations qui découlent de cette plainte particulière ». À mon avis, le surintendant Brian Skinner et le sergent d'état-major Blake du Service de police d'Ottawa effectuèrent un bon examen de l'enquête effectuée par le Service de police de Cornwall sur les allégations d'agression sexuelle portées par M. Silmser. Je suis d'accord avec bon nombre de leurs conclusions concernant les problèmes survenus durant l'enquête.

Communiqués de presse de la Commission des services policiers de Cornwall concernant le rapport Skinner : transparence?

Une fois que la déclaration de David Silmser eut été divulguée dans les médias le 6 janvier 1994, la Commission des services policiers de Cornwall décida de publier un communiqué de presse. M. Leo Courville, président de la commission, qui était identifié comme « l'initiateur » et le signataire de l'article du 11 janvier 1994, déclara que « le motif qui avait inspiré le communiqué » était sous contrôle.

Le surintendant Skinner de la police d'Ottawa remit en question les déclarations faites dans le communiqué de presse, qui laissaient entendre que les délais dans l'enquête Silmser ne constituaient pas un problème puisque le plaignant avait dit au SPC de prendre le temps qu'il fallait pour terminer l'enquête. Il déclara que même si le plaignant n'avait pas montré d'inquiétude au sujet des longs délais dans l'enquête, cela ne justifiait pas que la police de Cornwall prenne autant de temps pour traiter sa plainte. Non seulement ce raisonnement de la part de la police de Cornwall n'était pas logique aux yeux du surintendant Skinner, mais celui-ci se demandait même si, en fait, « on avait obtenu du plaignant une telle information ».

M. Courville dit que le communiqué de presse du 2 février 1994 avait pour but de fournir au public une compréhension transparente et approfondie de l'enquête du SPC sur les allégations d'agression sexuelle portées par M. Silmser. Cependant, il est évident que Leo Courville a manqué à son devoir

en n'y incluant pas un bon nombre des conclusions essentielles du rapport Skinner. Le surintendant Skinner et le sergent d'état-major Blake en vinrent à la conclusion que l'enquête Silmser était « inadéquate et inefficace ». Il s'est révélé que l'enquêteur principal, l'agent Sebalj, ne possédait pas suffisamment d'expérience et, à leur avis, on n'aurait pas dû lui confier la responsabilité de cette affaire. De plus, les agents de la police d'Ottawa estimèrent que le procureur de la Couronne aurait dû se retirer lui-même du dossier puisqu'il avait déclaré être en conflit d'intérêts. Aucun de ces renseignements, reconnut M. Courville, n'était indiqué dans le communiqué de presse. Le communiqué de presse se lisait ainsi :

Les membres de l'équipe de l'enquête affirmèrent dans le rapport qu'ils soumirent au chef intérimaire de la police qu'ils étaient convaincus qu'aucun membre du Service de police de Cornwall n'avait tenté de « dissimuler » la situation. De plus, le rapport indique clairement que même si l'équipe de l'enquête put constater de nombreuses preuves de l'excellent travail effectué par des agents de police chevronnés, il y avait un manque visible de directives et de soutien systémique de la part des cadres supérieurs tout au long de l'enquête. Le rapport ajoute que cette critique n'a pas pour but de mettre en accusation le Service de police et ses membres. [traduction]

Le surintendant Skinner témoigna qu'à son avis, certaines déclarations contenues dans le communiqué de presse étaient hors contexte et que très peu du contenu de son rapport au Service de police de Cornwall se retrouvait dans le communiqué de presse signé par M. Courville.

Il s'ensuivit que les journalistes, les membres du grand public et d'autres membres des médias n'eurent pas une compréhension exacte des conclusions du rapport Skinner relativement à l'enquête menée sur l'affaire Silmser par la police de Cornwall. Malgré le point de vue de M. Courville selon lequel le communiqué de presse devait être « aussi exact que possible » et que la Commission des services policiers de Cornwall et le Service de police de Cornwall se voulaient « aussi transparents que possible », ledit communiqué de presse ne réussit pas à fournir à la collectivité des renseignements exacts et appropriés. Ceci, à mon avis, n'a fait qu'alimenter la méfiance et la dissension croissantes au sein de la collectivité de Cornwall. On aurait dû lire dans ce communiqué de presse que la police d'Ottawa avait conclu que même s'il n'y avait pas eu tentative de dissimulation, l'enquête du SPC était inefficace et incomptente, et qu'on avait recommandé qu'un autre service de police effectue une nouvelle enquête.

Le problème qui survint alors est qu'à la suite de la parution de ce communiqué de presse et d'autres articles dans les médias, des gens tels que l'ancien juge et député Garry Guzzo de même que des membres du grand public estimèrent que

le rapport Skinner n'avait révélé aucun problème dans l'enquête menée par le SPC à la suite de la plainte de M. Silmsen. Ce renseignement erroné alimenta quelques-unes des nombreuses théories de conspiration qui prirent naissance dans la ville. Malheureusement, ni M. Courville ni les membres de la Commission des services policiers de Cornwall ne prirent les mesures nécessaires pour rectifier les renseignements erronés contenus dans les communiqués de presse et les articles au sujet du contenu du rapport Skinner. M. Courville a déclaré lors de son témoignage à l'audience « qu'a posteriori, nous aurions pu, peut-être, être un peu plus clairs, un peu plus précis. Cela ne s'est pas produit. » Le président de la Commission des services policiers de Cornwall ajouta : « En ce qui a trait aux communiqués de presse [...] au fait que la preuve démontre qu'ils étaient peut-être incomplets ou qu'on n'y avait peut-être pas couvert tous les éléments mis de l'avant dans – en particulier dans le rapport Skinner, j'accepte cela. »

Je suis d'avis, en me basant sur un examen judicieux de la preuve, que Leo Courville a manqué à son devoir en ne fournissant pas des renseignements appropriés et exacts, par l'entremise des médias, relativement à l'enquête menée par le Service de police de Cornwall sur les agressions sexuelles commises dans le passé. De plus, M. Courville aurait dû prendre les mesures nécessaires pour corriger les renseignements erronés afin de s'assurer que la population de Cornwall puisse avoir accès à des renseignements exacts sur les conclusions contenues dans le rapport Skinner.

Problèmes relatifs au moral des agents du SPC : dissension interne

Il était évident que des problèmes relatifs au moral des agents du Service de police de Cornwall sévissaient depuis plusieurs années. Dès le début de 1978, la Commission de police de l'Ontario, lors de sa vérification du SPC, nota un problème relatif au moral des plus jeunes agents.

Bien que le moral des agents du SPC se soit amélioré vers le milieu des années 1980, les problèmes inhérents à leur état d'esprit ont refait surface vers la fin de la même décennie. À la suite d'une inspection du SPC menée en avril 1989, les inspecteurs notèrent de nouveau que « le moral était bas ». Le rapport de la Commission de police indique qu'« une des principales causes du problème réside dans le manque de communication au sein de l'organisation ». Claude Shaver était alors chef de police, et son chef adjoint était Joseph St. Denis. Lors de son témoignage à l'audience, le sergent d'état-major Derochie a convenu qu'il y avait, à cette époque, de graves problèmes de communication entre le chef de police, les agents de police supérieurs et les agents subalternes. Le chef adjoint St. Denis a déclaré pour sa part qu'au moment où il est entré au service du SPC, en 1987, il a perçu des tensions au sein des membres du service de police. Il a remarqué que plusieurs membres étaient en congé pour cause de stress.

Le rapport sur le moral des agents du SPC parut en 1990. Ce rapport avait été exécuté sur demande de l'association des policiers de Cornwall. Il avait pour objectif déclaré « une tentative collective de la part des agents de sexe masculin et féminin de cerner les facteurs responsables du désarroi » et de redresser la situation. Le rapport révélait qu'il y avait du mécontentement à l'égard de la direction au sein de l'organisation, touchant notamment le chef de police et le chef de police adjoint. Parmi les problèmes soulevés se trouvaient un manque de leadership, une piètre affectation de la main-d'œuvre et des ressources de même qu'un manque de communication.

Le rapport indiquait qu'il était impératif que la question relative au moral des agents de police soit traitée comme une « priorité absolue ». On y lisait que le Service de police de Cornwall manquait de leadership au début des années 1990 et « qu'un changement majeur s'imposait ». Le problème était issu du fait que les transferts accordés à certains agents n'étaient pas nécessairement fondés sur le mérite. Le rapport concluait que « le chef de police et le chef de police adjoint devaient accepter la responsabilité de la situation qui prévalait », car « puisqu'ils étaient à la tête du service de police, ils étaient, ultimement, responsables du moral de la division. Les erreurs commises dans le passé par les deux agents étaient en rapport direct avec le dilemme existant ».

À peu près à la même période que la publication du rapport sur le moral des agents du SPC, soit le 26 mars 1990, les sergents d'état-major présentèrent à la direction de l'organisation un rapport sur leurs préoccupations. À leur avis, le SPC était « sérieusement mal administré », et le chef de police Shaver en était entièrement responsable. Ils estimaient que « les actions du chef de police avaient fait en sorte que son bureau avait perdu toute crédibilité auprès des agents de police de sexe masculin et de sexe féminin du service de police, de la commission des services policiers et de la collectivité. Le chef de police prenait des décisions de façon impulsive et sans consultation. Les sergents d'état-major estimaient également que Claude Shaver faisait preuve d'un grave manque de connaissances relativement aux activités quotidiennes du service de police, et qu'il cherchait toutes les occasions possibles pour s'absenter de son bureau, en particulier pendant les périodes difficiles.

Les sergents d'état-major recommandèrent que le chef de police remette sa démission ou, à défaut, que la Commission des services policiers de Cornwall demande à la Division des services internes de la police de l'Ontario du ministère du Solliciteur général de mener une enquête sur la gestion du SPC.

Le 12 avril 1990, le président de la Commission des services policiers donna suite au rapport des sergents d'état-major et des agents de police supérieurs ainsi qu'au rapport sur le moral des agents du SPC. La Commission confirmait qu'elle appuyait pleinement le chef de police et qu'elle était en désaccord avec

l'affirmation selon laquelle le SPC était sérieusement mal administré. Elle appuyait la tenue d'un atelier sur la planification stratégique dans le but de développer une vision à l'intention du service de police pour les cinq prochaines années. Le processus de planification stratégique fut finalement abandonné.

Les problèmes relatifs au moral des agents du SPC se prolongèrent. En novembre 1990, une enquête fut menée par le biais du programme d'inspection des services de police de l'Ontario (Ontario Police Forces Inspection Program). Les inspecteurs notèrent que les agents de police ne croyaient pas que le processus promotionnel au sein du SPC respectait les critères d'ancienneté et de rendement, ce qui contribuait de manière significative à l'absence de motivation au sein du service. Ils remarquèrent aussi qu'il existait des dissensions à « presque tous les échelons du Service de police de Cornwall », depuis les agents jusqu'aux membres de la Commission des services policiers de Cornwall. Ils observèrent enfin des frictions internes au sein de l'organisation, de même que des frictions avec les membres de la Commission.

Au cours de l'été de 1993, la Division des services internes de la police de l'Ontario du ministère du Solliciteur général effectua une enquête à la demande du président de la Commission des services policiers de Cornwall, qui était alors « hautement préoccupé par la direction, par la relation qui existait entre les parties intéressées et par le moral des agents du SPC ».

Le chef adjoint St. Denis a affirmé lors de son témoignage qu'il y avait eu de nombreuses absences pour cause de maladie parmi les agents du SPC entre 1992 et 1995. À son avis, le manque de motivation de la part des agents pouvait avoir contribué à augmenter le nombre de congés de maladie et, en retour, ces congés de maladie pouvaient avoir eu une incidence sur le moral du personnel du service de police.

Commission des services policiers de Cornwall

Les tensions qui existaient au sein de la Commission des services policiers de Cornwall eurent une incidence sur son fonctionnement. Les relations étaient tendues non seulement parmi ses membres, mais également entre le chef de police et les membres de la Commission, ce qui eut des effets négatifs sur la capacité de la Commission à déléguer ses responsabilités de même que sur le moral des agents du service de police.

Un des thèmes récurrents dans le témoignage des membres du Service de police de Cornwall touche le manque de personnel. On aurait pu accroître l'efficacité du SPC en réorganisant son effectif et les tâches de ses membres. Le fait qu'il y ait eu un nombre insuffisant d'agents affectés au bureau des enquêtes criminelles dans les années 1990 a eu une incidence particulièrement négative sur les enquêtes menées dans les cas d'agression sexuelle.

Je suis d'avis que la Commission des services policiers de Cornwall a manqué à son devoir en ne rédigeant pas de politiques ou en ne donnant pas de directives au chef du Service de police de Cornwall, ce qui lui aurait permis de s'assurer que les enquêtes sur les allégations d'agressions sexuelles commises dans le passé seraient traitées en priorité et menées en temps opportun. Il est clair que l'on a accordé plus d'importance aux enquêtes sur d'autres infractions qu'aux enquêtes sur les cas d'agressions sexuelles passées. Il aurait fallu affecter d'autres ressources au bureau des jeunes, car plusieurs enquêtes sur des allégations d'agressions sexuelles étaient en attente.

Je recommande que la Commission des services policiers de Cornwall prenne des mesures pour faire en sorte qu'on accorde la priorité à de telles infractions. De plus, la Commission devrait s'assurer que le service de police possède les ressources nécessaires, comme le nombre d'agents de police requis pour mener, en temps opportun, les enquêtes sur les agressions sexuelles et, en particulier, sur les agressions sexuelles perpétrées dans le passé.

Le chef de police adjoint Aikman a reconnu, lors de son témoignage, que le SPC ne disposait toujours pas de documents qui établissaient de façon précise la manière dont les enquêtes sur les agressions sexuelles commises dans le passé à l'endroit d'enfants devaient être menées. À mon avis, un protocole détaillé devrait être conçu pour faciliter les enquêtes menées sur les agressions sexuelles passées et guider les agents chargés de ces enquêtes.

Le manque de conseils sur les enquêtes relatives aux agressions sexuelles commises dans le passé a fait en sorte que de nombreux agents ignoraient les mesures qu'ils devaient prendre dans de tels cas. Par exemple, lors de leur témoignage, un certain nombre d'agents ont affirmé ne pas connaître les circonstances dans le cadre desquelles ils devaient déclarer à la Société de l'aide à l'enfance les allégations d'agressions sexuelles commises dans le passé à l'endroit d'enfants. Il s'agit là d'un problème important. Les agents de police auraient dû avoir une nette compréhension de l'obligation réglementaire de déclarer tout doute raisonnable d'agression sexuelle à la SAE. Il est essentiel de s'assurer que les enfants qui risquent d'être agressés sexuellement seront protégés. Lorsqu'on a demandé à M. Courville si la Commission avait été instruite de fournir des conseils ou de rédiger une politique visant à répondre aux incertitudes liées à la question de savoir si les agents devaient ou non déclarer les cas d'agressions sexuelles commises dans le passé à la SAE, il a répondu que la Commission avait discuté de la question, mais qu'aucune politique ni procédure n'avait été rédigée.

Dans le cadre de son mandat visant à déterminer les objectifs et les priorités du service de police au sein de la communauté et en matière de budget, la Commission des services policiers de Cornwall exerce une incidence sur la formation des agents. Bien que des cours aient été offerts aux agents du SPC,

plusieurs d'entre eux, y compris ceux qui avaient participé aux enquêtes sur les cas d'agression sexuelle, n'avaient pas reçu de formation relative aux enquêtes sur des cas d'agression sexuelle. Les enquêtes examinées démontrent que plusieurs agents de police chargés de ces enquêtes n'avaient pas non plus reçu de formation sur des cas d'agressions sexuelles ou d'agressions sexuelles perpétrées dans le passé.

Des spécialistes en matière d'agressions sexuelles commises sur des enfants, des agents de police, des personnes travaillant pour la SAE et des membres du Collège de police de l'Ontario discutèrent, dans la preuve, de l'importance d'une formation conjointe. À mon avis, il est de la plus haute importance qu'une formation conjointe soit offerte de nouveau aux agents de police, avec la collaboration des membres du personnel de la SAE et d'autres organismes œuvrant dans ce domaine. En outre, la formation sur les enquêtes de police dans les cas d'agressions sexuelles commises sur des enfants, y compris les cas d'agressions perpétrées dans le passé, devrait être obligatoire pour tous les agents de police et faire partie de leur formation de base. Je recommande également que les agents chargés des enquêtes sur des agressions sexuelles soient tenus de suivre des cours de recyclage sur une base de permanence.

Les dissensions qui existaient entre les membres de la Commission constituèrent également un problème au sein de la Commission des services policiers de Cornwall, ce qui eut manifestement une incidence sur ses activités.

Au cours du mandat de Claude Shaver à titre de chef de police du Service de police de Cornwall, il était évident que des tensions existaient entre lui et les membres de la Commission. Les rapports d'inspection, de même que les témoignages, révèlèrent clairement que la relation tendue entre le chef de police et la Commission eut une incidence sur le fonctionnement du SPC et sur le moral des agents de police.

Il ressort également de mon examen des enquêtes sur les cas d'allégations d'agressions sexuelles perpétrées dans le passé que la Commission des services policiers de Cornwall a manqué à son devoir en n'établissant pas de politiques sur les conflits d'intérêts et en ne donnant pas de directives au chef de police à cet égard. Il revenait à la Commission de concevoir de telles politiques pour faire en sorte que les conflits d'intérêts puissent être identifiés et gérés de façon appropriée dans le contexte de ces enquêtes. Nous avons d'ailleurs constaté plus haut que la question a déjà été soulevée dans le contexte des enquêtes telles que celle sur Earl Landry fils, le fils de l'ancien chef de police Earl Landry père. Le chef Shaver et les agents qui ont participé à l'enquête sur Earl Landry fils, auraient dû disposer d'une politique sur les conflits d'intérêts qui délimitait les comportements inadéquats relativement aux conflits d'intérêts perçus ou réels. Cette politique aurait également dû stipuler que les agents de police membres du conseil de la

Société de l'aide à l'enfance ne pouvaient pas participer aux enquêtes du SPC qui mettaient également en cause cet organisme.

Il me semble aussi évident qu'un service de police extérieur aurait dû examiner les enquêtes menées par le SPC sur les cas d'agressions sexuelles perpétrées dans le passé, pour lesquelles on avait soulevé des actes irréguliers ou des problèmes. Cette question aurait également dû être abordée dans le cadre de la politique sur les conflits d'intérêts. Je recommande que la Commission des services policiers de Cornwall rédige une politique sur les conflits d'intérêts dans le contexte des enquêtes sur des allégations d'agressions sexuelles, y compris les agressions sexuelles perpétrées dans le passé, afin de veiller à ce que de tels conflits soient décelés et gérés de façon appropriée.

À mon avis, la Commission aurait dû rédiger une politique sur les conflits d'intérêts, ce qui lui aurait permis d'aborder les questions relatives aux conflits d'intérêts réels et perçus par des membres de la Commission.

J'en arrive également à la conclusion, après avoir examiné la preuve, que la Commission des services policiers de Cornwall a manqué à son devoir en ne veillant pas à ce que des ressources appropriées soient disponibles pour la prestation adéquate des services de police dans les enquêtes sur les cas d'agressions sexuelles perpétrées dans le passé. La Commission n'a pas non plus veillé à ce que les recommandations formulées par la Commission civile des services policiers de l'Ontario et par le ministère du Solliciteur général dans les années 1980 et 1990 soient mises en œuvre en temps opportun, ou à un quelconque moment. De plus, la Commission a manqué à son devoir en ne déterminant pas les objectifs et les priorités des services policiers dans la municipalité, et en ne poursuivant pas en temps opportun le processus de planification stratégique recommandée par le ministère du Solliciteur général. Enfin, la Commission n'a pas établi de politiques ni n'a donné de directives au chef de police de façon à ce que 1) les enquêtes sur les allégations d'agressions sexuelles perpétrées dans le passé soient jugées hautement prioritaires et soient menées en temps opportun; et que 2) les conflits d'intérêts soient décelés et gérés de manière appropriée dans le contexte des enquêtes sur des allégations d'agressions sexuelles perpétrées dans le passé.

Enquêtes sur Richard Hickerson et James Lewis

Tout comme certains autres auteurs et auteurs présumés d'agressions sexuelles perpétrées sur des enfants à Cornwall, Richard Hickerson avait œuvré au sein de l'Église. Il avait par la suite obtenu un poste à Main-d'œuvre Canada, au gouvernement fédéral, en tant que conseiller en emploi. Les agents du Bureau de probation de Cornwall lui demandaient souvent d'aider des personnes en période de probation ou en liberté conditionnelle à trouver du travail.

M. Hickerson a travaillé comme bénévole à Cornwall pour l'orchestre de l'Académie de Sainte-Croix, à l'École Musica, au couvent Holy Cross, qui faisait partie du système des écoles séparées. C-11 jouait du violon dans cet orchestre. Lors de son témoignage, C-11 a déclaré que d'autres élèves et lui-même se rendaient régulièrement à la résidence de M. Hickerson pour y recevoir des leçons de musique supplémentaires et que, rapidement, M. Hickerson est devenu son mentor. C-11 a affirmé que M. Hickerson l'avait agressé sexuellement à plusieurs reprises pendant un certain nombre d'années, à partir de l'âge de 12 ou 13 ans.

Keith Ouellette était un probationnaire sous la supervision de l'agent de probation Ken Seguin, à Cornwall. M. Ouellette a déclaré lors de son témoignage que M. Seguin lui avait demandé de rencontrer Richard Hickerson à Main-d'œuvre Canada pour obtenir un emploi. M. Ouellette a affirmé que M. Hickerson l'avait agressé sexuellement pendant plusieurs années.

Dans sa déclaration à la Police provinciale de l'Ontario en 1998, Robert Sheets a affirmé avoir rencontré M. Hickerson alors qu'il était âgé d'environ 14 ans. M. Sheets a affirmé qu'après avoir rencontré M. Hickerson à plus ou moins deux reprises à Main-d'œuvre Canada, le conseiller lui a demandé de l'accompagner au cinéma, et il a accepté. M. Sheets a affirmé avoir été agressé sexuellement par M. Hickerson.

Dans le cadre de l'opération Vérité, la Police provinciale de l'Ontario mena des enquêtes, en 1997 et en 1998, sur des allégations d'agressions sexuelles perpétrées sur de jeunes gens par un groupe de citoyens influents de la ville de Cornwall. Les agents de la police provinciale enregistrent les déclarations de C-11, de Keith Ouellette et de Robert Sheets relativement aux allégations d'agressions sexuelles perpétrées par Richard Hickerson. Le 11 juin 1998, la Police provinciale de l'Ontario interviewa M. Hickerson sur ces allégations. M. Hickerson admit avoir été engagé dans des actes sexuels irréguliers avec ces trois hommes.

Richard Hickerson se suicida le 19 juin 1998, huit jours après avoir été interviewé par la Police provinciale de l'Ontario.

Jamie Marsolais, qui dit avoir également été agressé sexuellement par Richard Hickerson, ne déclara cette agression qu'après la mort de ce dernier. M. Marsolais a affirmé avoir été agressé par M. Hickerson à maintes reprises entre l'âge de 9 et 11 ans. Il a aussi affirmé avoir été agressé sexuellement à plusieurs reprises par James Lewis, un homme qui vivait dans la pension de famille que tenaient ses grands-parents. Il a déclaré que ces agressions avaient aussi commencé alors qu'il avait environ 9 ans.

Richard Hickerson et James Lewis étaient amis. M. Hickerson se rendait à la pension de famille des grands-parents de M. Marsolais pour aider les

pensionnaires à trouver du travail. MM. Hickerson et Lewis ont eu ensemble des relations sexuelles.

Le SPC commença à s'occuper du cas de Richard Hickerson le 19 juin 1998, le jour de sa mort. L'agent de police Jeff Carroll fut chargé d'enquêter sur le suicide possible de M. Hickerson. Il trouva, dans la résidence de M. Hickerson, de nombreuses revues pornographiques, de nature principalement homosexuelle, ainsi que des vidéos. Une caméra vidéo était également installée près de son lit.

Le 20 juin 1998, James Lewis permit aux agents de police Carroll et White d'entrer dans sa résidence. Il leur remit trois boîtes de disquettes de même que des disquettes isolées; certaines d'entre elles contenaient de la pornographie juvénile. M. Lewis remit également aux agents du SPC un relieur contenant des papiers sur lesquels étaient inscrites des adresses Internet, adresses qui semblaient « être reliées à la sexualité », selon les notes de l'agent Carroll, ainsi qu'une vingtaine de magazines contenant de la pornographie juvénile et deux livres intitulés *Children Who Seduce Men* (des enfants qui séduisent des hommes) et *Pederasty: Sex Between Men and Boys* (pédérastie : relations sexuelles entre des hommes et des garçons). De plus, M. Lewis remit aux agents un album contenant des photographies polaroid. Il leur dit que les photos manquantes avaient été découpées et se trouvaient dans ses poubelles. M. Lewis déclara que M. Hickerson lui avait remis ces photos environ une semaine avant son suicide. Il expliqua aux agents qu'il avait coupé les photos en morceaux pour s'assurer que M. Hickerson n'aurait pas davantage de problèmes.

Les agents de police trouvèrent une grande quantité de matériel pornographique de nature homosexuelle dans la résidence de M. Hickerson, y compris 85 vidéos, dont 7 étaient des vidéos personnelles représentant MM. Hickerson et Lewis en situation de relations sexuelles. Le reste du matériel consistait en des vidéos pornographiques commerciales, de nature homosexuelle. L'agent de police Carroll découvrit également quelques notes qui laissaient entendre que M. Hickerson était en train d'écrire un livre intitulé *When a Man of God Has Sex with a Boy* (lorsqu'un homme d'Église a des relations sexuelles avec un garçon).

Le sergent Lalonde trouva, accroché à la poignée de la porte de la chambre à coucher de M. Hickerson, un sac d'épicerie en plastique rempli de photographies découpées, et il informa l'agent de police Carroll de sa découverte. L'agent Carroll a affirmé lors de son témoignage que la reconstitution de ces photographies constituait « un projet de casse-tête de deux ou trois jours » et qu'il avait fallu « plusieurs jours » pour examiner les photographies et tout le matériel saisi.

Sur les photos rassemblées, on pouvait voir de jeunes garçons dans des positions sexuelles. L'agent de police Carroll estima que les garçons étaient âgés entre 7 et 18 ans. L'agent du SPC jugea que certaines des photographies étaient de la pornographie juvénile.

Le 10 juillet 1998, l'agent de police Carroll rencontra James Lewis et lui dit qu'il serait accusé de possession de pornographie juvénile. Même si, lors de l'entrevue du 10 juillet 1998, M. Lewis mentionna à l'agent de police Carroll que les enfants étaient des êtres sexués et capables de consentir à des actes sexuels, l'agent omit de demander à M. Lewis s'il avait des relations sexuelles avec des enfants. Si le SPC avait pris des mesures supplémentaires pour enquêter sur James Lewis en 1998, il aurait probablement appris que ce dernier avait agressé sexuellement de jeunes gens, tels que Jamie Marsolais. De plus, il aurait dû y avoir un plus grand échange d'information entre les enquêteurs du SPC et ceux de la Police provinciale de l'Ontario au sujet de M. Hickerson et de M. Lewis.

En 2005, M. Lewis fut accusé par le SPC d'avoir agressé Jamie Marsolais. Par la suite, il plaida coupable d'attentats aux moeurs. M. Lewis avait également été arrêté pour possession de pornographie juvénile en 2004 et plaida coupable en 2005. Lorsque la police perquisitionna dans sa résidence, ils y trouvèrent des jouets, de la musique et des vidéos pour enfants.

Le SPC n'envisagea pas la possibilité de transférer les photographies à la Police provinciale de l'Ontario afin que celles-ci soient versées dans le dossier de l'opération Vérité, ou conservées pour de futures enquêtes pouvant être menées par le SPC ou par un autre service de police. Il est clair, à la lumière de la preuve, que le Service de police de Cornwall a manqué à son devoir de veiller à ce qu'une enquête soit menée relativement aux photographies de jeunes garçons trouvées dans la résidence de Richard Hickerson en 1998.

Enquête sur les allégations d'agression sexuelle faites par Marc Latour contre un enseignant de son école primaire

Le 19 juin 2000, Marc Latour, alors âgé de 41 ans, téléphona au service d'écoute téléphonique de l'opération Vérité. Il déclara à la Police provinciale de l'Ontario avoir été agressé sexuellement par Gilf Greggain, un enseignant de l'école primaire St. Peter, alors qu'il était en troisième année. À cette époque, M. Latour était âgé de 8 ou 9 ans.

L'agent de police Carroll interviewa Marc Latour au Service de police de Cornwall. M. Latour dit à l'agent Carroll que les agressions avaient commencé lorsqu'il était en retenue à la fin de la classe. Au début, les agressions étaient de nature physique; par la suite, elles sont devenues peu à peu de nature sexuelle.

La preuve démontre que le sergent d'état-major Derochie et le Service de police de Cornwall auraient pu faire davantage pour superviser adéquatement le sergent Carroll au cours de son enquête sur les allégations d'agressions sexuelles portées par Marc Latour contre Gilf Greggain. Il est également évident que le sergent Carroll et le Service de police de Cornwall ont manqué à leur devoir en ne menant pas une enquête approfondie et opportune sur les allégations portées

par Marc Latour relativement à des agressions sexuelles perpétrées dans le passé par Gilf Greggain.

Des témoins potentiels n'ont pas été interviewés, l'enquête a connu des délais prolongés et la police de Cornwall n'a pas effectué de suivi relativement à l'information recueillie auprès des personnes interviewées. Comme le sergent d'état-major Derochie l'a reconnu, ce cas d'agressions sexuelles perpétrées dans le passé n'a pas reçu la même attention de la part du SPC que celle qui était normalement accordée aux autres types d'affaires criminelles. Cette situation était particulièrement grave, car des enfants de la communauté de Cornwall auraient pu courir le risque d'être agressés sexuellement par ce présumé agresseur. Marc Latour avait d'ailleurs dit au SPC qu'il avait vu M. Greggain accompagner des enfants handicapés. Il s'agit ici d'un autre cas d'enquête sur des agressions sexuelles perpétrées dans le passé où l'on a pu constater des délais excessifs, un manque de suivi auprès de témoins potentiels, un manque d'attention portée à l'affaire et à la présumée victime d'agression, de même qu'un manque de soutien.

Intervention de la Police provinciale de l'Ontario

La Police provinciale de l'Ontario a été fondée en 1909. Cette institution, dont le siège social est établi à Orillia, est responsable des services policiers offerts dans 400 communautés situées sur tout le territoire ontarien, y compris celles à l'extérieur de la ville de Cornwall, dans les Comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry. Elle dirige plusieurs forces d'intervention multi-juridictionnelles conjointes et a la responsabilité, à l'échelle provinciale, des systèmes comme le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario et le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence.

La Police provinciale de l'Ontario offre des programmes de formation, dispensés à son centre de formation interne, établi dans les années 1920, et au Collège de police de l'Ontario, situé à Aylmer et fondé dans les années 1960.

L'Institut pour la prévention de l'enfance maltraitée (IPEM), quant à elle, a pris en charge la formation conjointe des services de police et de la Société de l'aide à l'enfance, en collaboration avec le Collège de police de l'Ontario. L'IPEM a aussi conçu des cours plus spécialisés, comme ceux portant sur les enquêtes et les inculpations relatives aux agressions sexuelles à l'endroit de très jeunes enfants ou ceux liés à la gestion des dossiers sur des enquêtes complexes. La formation conjointe a débuté au début des années 1980 et s'est poursuivie jusqu'en 1994. En 1995, l'Association ontarienne des sociétés de l'aide à l'enfance (AOSAE) a pris la relève et, en 1996, un protocole de formation conjointe a été établi entre l'Association et le Collège de police de l'Ontario pour offrir ce programme. La formation conjointe a été suspendue en 2003.

Les services de police, les organismes œuvrant pour le bien-être des enfants de même que les spécialistes soulignent le fait que la suspension de ce programme de formation conjoint constitue une perte très importante. Étant donné que les organismes de bien-être et les services de police doivent travailler en partenariat pour aider les enfants, les interactions qui étaient favorisées par ce programme de formation conjoint permettaient d'établir de meilleures relations au quotidien, d'apprendre au contact des autres organismes et de tirer profit de leurs divers points de vue et de leur expérience. Ce type de formation devrait être rétabli et comprendre un programme particulier sur les interventions en matière d'agressions sexuelles perpétrées dans le passé. Dans certains cas, on pourrait envisager de faire appel à des partenaires du domaine juridique, tels qu'un avocat de la Couronne ou des travailleurs du milieu hospitalier, spécialisés dans le traitement des victimes de violence. Dans le cadre de la formation conjointe, on pourrait aussi prévoir un volet sur la normalisation et l'établissement de protocoles « des meilleures pratiques » entre les services de police et les sociétés de l'aide à l'enfance.

En 1988, les coordonnateurs des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel ont commencé à offrir des ressources aux agents des secteurs de la Police provinciale de l'Ontario. En septembre 1994, on affecta un coordonnateur régional en matière d'agressions sexuelles au secteur 11, lequel comprenait les Comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry, de même que Prescott-Russell et Ottawa-Carleton.

L'une des fonctions du coordonnateur régional en matière d'agressions consistait à compiler dans un répertoire les divers services offerts aux victimes d'agression sexuelle. En 2001, les services de police ont officialisé le poste, de même que les fonctions du coordonnateur régional en matière d'agressions sexuelles et celles du coordonnateur provincial.

Il existe un certain nombre de protocoles pertinents entre la Police provinciale de l'Ontario et les organismes et institutions régionaux. Il est important d'établir des protocoles d'entente et de les maintenir à jour, en les révisant au moins tous les trois mois. Même les discussions sur les protocoles sont valables puisqu'elles sont propices à l'établissement de liens et à l'identification de nouveaux enjeux. Lors de son témoignage à titre de spécialiste, John Liston, de la SAE de London et Middlesex, a expliqué qu'il s'agissait d'une occasion de regrouper des cultures de travail différentes, mais d'égale valeur, et de bâtir des partenariats empreints de respect. Encore plus important, le fait que des dirigeants provenant de divers organismes aient signé des protocoles liés aux agressions à l'endroit d'enfants et à la violence sexuelle démontre un engagement authentique auprès du personnel et du public en général.

La présente section porte sur les enquêtes menées par la Police provinciale de l'Ontario en 1994 à la demande du Service de police de Cornwall et dans le cadre

de l'opération Vérité, un projet spécial confié à la Police provinciale de l'Ontario en 1997, en réponse aux allégations d'agressions sexuelles commises dans le passé à Cornwall et dans les régions avoisinantes, et en réponse aux enquêtes connexes. Les interactions entre la Police provinciale de l'Ontario et d'autres institutions, telles que le ministère du Procureur général, sont également abordées.

Participation de Ken Seguin à l'enquête Varley

Le 9 janvier 1992, Andrew MacDonald fut abattu par son cousin, Travis Varley. La veille, soit le soir du 8 janvier 1992, ces deux jeunes gens, accompagnés de Bob Varley et de Mark Woods, avaient rendu visite à l'agent de probation Ken Seguin à sa résidence de Summerstown. À cette époque, Mark Woods avait un dossier au ministère des Services correctionnels. On avait demandé à M. Seguin de préparer un rapport présentiel à son sujet. Les quatre jeunes hommes consommèrent une bière chacun, que leur offrit M. Seguin. Par la suite, Travis Varley but trois autres bières qu'il prit dans le réfrigérateur de M. Seguin au moment de partir. Il tira sur Andrew MacDonald environ sept heures après que celui-ci eut quitté la résidence de M. Seguin.

Dès le début de l'enquête sur l'homicide, la Police provinciale de l'Ontario fut mise au courant de la participation de Ken Seguin dans cet incident. Toutefois, elle ne transmit pas immédiatement ce renseignement à l'employeur de M. Seguin.

Très vite, cette enquête fournit des indices du comportement inapproprié de Ken Seguin avec les probationnaires. Dans les années qui ont suivi, un certain nombre d'anciens probationnaires se sont présentés et ont affirmé avoir été agressés sexuellement par M. Seguin. La Police provinciale de l'Ontario a perdu là une occasion de découvrir d'autres comportements inappropriés de la part de M. Seguin en relation avec ses probationnaires et anciens probationnaires.

Le 9 janvier 1992, l'inspecteur-détective Tim Smith fut nommé gestionnaire de dossier dans l'enquête sur l'homicide d'Andrew MacDonald. Les agents-détectives Randy Millar et Chris McDonell furent nommés enquêteurs. Dès le début de l'enquête, les agents apprirent la participation de Ken Seguin la nuit où est survenu l'homicide.

Le 15 janvier 1992, les agents-détectives Millar et McDonell recueillirent une déclaration de M. Seguin. Par la suite, les deux agents dirent à M. Seguin que le fait d'offrir de l'alcool à ces jeunes hommes n'était pas approprié. Le 16 janvier 1992, M. Seguin rapporta l'incident à son superviseur, Émile Robert, qui était alors gestionnaire de la région, mais il omis de signaler tout élément lié à la consommation d'alcool.

Il semble que la Police provinciale de l'Ontario ne prit aucune mesure officielle, ni officieuse, à ce moment-là pour entrer en contact avec le superviseur de Ken Seguin, dans le but de signaler ce qu'ils avaient appris sur la conduite de ce dernier lors de la nuit de l'incident.

Lorsque Travis Varley plaida coupable, l'inspecteur-détective Smith fit en sorte que les renseignements sur la consommation d'alcool des jeunes gens soient inclus dans la déclaration convenue des faits, pour s'assurer qu'ils soient également enregistrés dans le dossier public. Le jour de la sentence, le 26 août 1992, l'inspecteur-détective Smith chargea l'inspecteur-détective Millar d'écrire une lettre confirmant la participation de M. Seguin dans cette affaire. Le 3 septembre 1992, l'inspecteur-détective Millar envoya une lettre à Émile Robert, qui résumait les renseignements recueillis par la Police provinciale de l'Ontario sur la participation de M. Seguin.

L'incident Varley était une affaire sérieuse. Il est regrettable que les premières tentatives des agents de la Police provinciale de l'Ontario pour porter cet incident à l'attention du personnel du ministère des Services correctionnels aient été réduites au minimum. M^{me} Carole Cardinal obtint des renseignements de la part de l'agent de police McDonell de manière officieuse, mais l'affaire ne fut officiellement et directement soulevée auprès du personnel du ministère des Services correctionnels que huit mois plus tard.

Étant donné la gravité de l'incident, il aurait été plus approprié, a posteriori, qu'une lettre soit expédiée par l'inspecteur-détective Tim Smith directement à M. Roy Hawkins, le gestionnaire régional du Bureau de probation de Cornwall. Si on avait désigné un agent supérieur du ministère des Services correctionnels, comme M. Roy Hawkins, en tant que premier contact, le fait que M. Seguin ait fourni une version trompeuse des événements aurait été décelé plus rapidement et aurait mené à une intervention et à une enquête plus rigoureuses. On manqua là une occasion de mettre en lumière un comportement inapproprié. Si des circonstances similaires devaient se produire et que des fonctionnaires ou des agents devaient être impliqués dans des activités inappropriées, circonstances qui seraient portées à l'attention de la police, que ce soit de nature criminelle ou non, le service de police devrait communiquer avec le ministère ou un organisme de la Couronne pour lui signaler cette situation. Ce type de correspondance devrait être soumis à un cadre supérieur du ministère ou de l'organisme concerné. Cela permettrait d'améliorer la rapidité, l'objectivité et la pertinence de l'intervention et de veiller à ce qu'on ne demande pas à quiconque impliqué dans l'incident ou en contact régulier avec un employé fautif de déterminer l'intervention appropriée.

Bandes vidéo trouvées à la résidence de Ron Leroux par la Police provinciale de l'Ontario

Au début de 1993, des agents de la Police provinciale de l'Ontario, détachement de Lancaster, saisirent un certain nombre de bandes vidéo de nature pornographique dans la résidence de Ron Leroux alors qu'ils recherchaient des armes à feu. Ces bandes, et leur lien possible avec Ken Seguin et d'autres auteurs présumés d'agressions sexuelles à l'endroit d'enfants, furent à l'origine des nombreux

commentaires prononcés et des nombreuses controverses soulevées sur une période de quinze ans. La saisie et la destruction subséquente des bandes vidéo firent l'objet de plusieurs déclarations, y compris celles de M. Leroux, de l'agent Perry Dunlop et de Garry Guzzo, en tant que preuve de l'incompétence ou de la conspiration et dissimulation du service de police.

Le 18 décembre 1992, l'agent de police Steve McDougald de la Police provinciale de l'Ontario reçut un appel de C-8, alléguant que M. Leroux l'avait harcelé. C-8 mentionna que M. Leroux avait peut-être des tendances suicidaires et qu'il possédait un certain nombre d'armes. Plus tard, C-8 dit qu'il était lui-même en possession de quatre des armes de M. Leroux. Le même jour, C-8 confirma ces dires à l'agent de police McDougald et lui remit quatre armes à feu.

Le 20 décembre 1992, les agents de police McDougald et Patrick Dussault se présentèrent à la résidence de M. Leroux, l'informèrent d'une plainte reçue à son égard et lui adressèrent un avertissement. M. Leroux nia avoir manifesté tout comportement de harcèlement et nia également être suicidaire. Le 10 janvier 1993, M. Leroux dit à l'agent de police McDougald que C-8 pouvait être en possession d'armes.

Le 10 février 1993, l'agent de police McDougald obtint un mandat de perquisition pour effectuer des recherches dans la maison, le garage et la remise à bateaux de Ron Leroux dans le but de retrouver les deux autres armes à feu. C-8 laissa entrer les agents dans la maison et leur remit un revolver en disant qu'il l'avait trouvé dans un placard de l'entrée. L'agent-détective Millar fouilla un placard dans la chambre à coucher à l'étage. À l'intérieur du placard, il repéra un cagibi qui conduisait à un espace situé sous la baignoire de la salle de bain adjacente. À cet endroit, il découvrit une valise qui, de toute évidence, avait été cachée et était verrouillée avec un petit cadenas. Sur le dessus de la valise se trouvaient deux bandes vidéo. L'agent-détective Millar ouvrit la valise et découvrit une vingtaine d'autres bandes vidéo. Lors de son témoignage, l'agent de police McDougald a déclaré que quelques-unes de ces bandes semblaient de fabrication commerciale et que d'autres étaient des rubans vierges avec étiquettes achetés dans un magasin. Les bandes furent saisies de même que la valise.

Le sergent Jim McWade demanda à l'agent de police McDougald d'examiner les bandes vidéo et l'informa qu'il arrivait parfois que du matériel de nature criminelle fût inséré à l'intérieur d'une bande déjà existante. Lors de son témoignage, l'agent de police McDougald a affirmé avoir dit au sergent McWade qu'il ne se sentait pas à l'aise pour examiner ces bandes. Le sergent McWade lui aurait alors suggéré de parcourir les bandes vidéo en pressant les touches de mise en marche et d'avance rapide par segment. L'agent de police McDougald a aussi déclaré que les agents n'avaient pas gardé de registre sur les bandes ou sur les parties qui avaient été examinées, ni sur le temps consacré au visionnement. En se basant sur son examen partiel, la Police provinciale de l'Ontario détermina

que les bandes ne contenaient aucun élément de nature criminelle et que celles-ci pouvaient être remises à M. Leroux.

Le 25 avril 1993, M. Leroux fut accusé de onze infractions criminelles liées à des armes à feu et fut libéré. Il avait été représenté par Malcolm MacDonald pour répondre aux chefs d'accusation.

M. Leroux déclara à l'agent de police McDougald qu'il avait découvert les bandes vidéo dans une benne à rebuts située sur un terrain de camping et qu'il les avait prises, car il ne voulait pas qu'elles se retrouvent entre les mains d'enfants. Selon l'agent de police McDougald, M. Leroux insista pour qu'on ne lui remette pas les bandes vidéo. L'agent McDougald expliqua à M. Leroux que s'il signait un rapport de renoncement au droit de propriété, les bandes seraient détruites.

M. Leroux s'adressa à Ken Seguin, qui a affirmé par la suite que M. Leroux avait de sérieux problèmes, car il avait caché les bandes. Lors de son témoignage, M. Leroux a déclaré que Ken Seguin cherchait désespérément à retrouver les bandes, car celles-ci « détruirait [...] des réputations ». Il a aussi déclaré qu'il avait imaginé l'histoire de la découverte des bandes dans une benne à rebuts et dit à l'agent qu'en fait, il souhaitait récupérer les bandes.

Dans son résumé de témoignage anticipé et dans la déclaration qu'il soumit aux agents de l'opération Vérité le 11 décembre 1998, l'agent McDougald déclara que le sergent McWade l'avait prévenu, le 4 mai 1993, que le préposé à l'entretien du détachement avait détruit toutes les bandes de même que la valise en les brûlant. Ledit préposé, Arthur Lalonde, a déclaré lors de son témoignage qu'il ne se rappelait pas avoir brûlé de bandes vidéo de toute sa carrière, bien qu'on lui ait parfois demandé de détruire des biens par le feu. Il a également affirmé que lorsque cela se produisait, un agent restait avec lui jusqu'à ce que l'article soit complètement détruit.

Lors de son témoignage, le sergent McWade a déclaré qu'il avait personnellement détruit les bandes vidéo. Selon une note sur le rapport de propriété rédigée par le sergent McWade, le matériel a été « détruit par le feu ». Par la suite, il n'y eut aucune autre information qui aurait pu indiquer le processus de destruction, la date et l'heure exacte, ou encore les personnes qui auraient été témoins de la destruction du matériel.

Le sergent McWade a reconnu qu'il pourrait être utile qu'une section du rapport de propriété permette d'indiquer le nom de la personne qui se défait des biens ou qui les élimine. Je suis d'accord. Je suis déconcerté à la fois par le manque de maintien à jour des dossiers relatifs à la destruction de biens et par l'incohérence de la preuve à savoir qui a détruit les biens et par quel procédé. Plus particulièrement, j'ai de la difficulté à accepter que le commandant de détachement assiste personnellement à la destruction des biens par le feu.

Certaines personnes ont affirmé que ces bandes vidéo contenaient la preuve des activités d'un groupe de pédophiles dans la région de Cornwall. Je n'ai

entendu ni vu aucun élément de preuve qui suggère que les bandes vidéo saisies comportaient ce type d'activité.

L'examen ou l'examen partiel des bandes par les agents de la Police provinciale de l'Ontario a été insuffisant pour déterminer si celles-ci contenaient des éléments de preuve d'une activité criminelle. Je crois que le sergent McWade a manqué à ses devoirs de gestionnaire en n'exigeant pas que les enquêteurs sous sa supervision effectuent un examen complet de toutes les bandes saisies.

Il est regrettable que les agents de la Police provinciale de l'Ontario chargés de l'enquête n'aient pas traité les bandes vidéo d'une manière plus exhaustive et plus réfléchie. L'absence relative de documentation ainsi que le manque de témoins lors de l'exécution du renoncement aux droits, le manque de témoins lors de la présumée destruction des bandes vidéo et l'omission relative au formulaire pour le retour à la justice, de même que l'examen incomplet des bandes par un agent local qui était réticent à le faire, sont tous des éléments qui suscitent des préoccupations.

Certaines de ces questions peuvent être résolues grâce à la mise en œuvre de nouveaux protocoles et de nouvelles politiques. Ainsi, et si ce n'est déjà fait, je recommande que les formulaires de renoncement aux droits exigent la signature d'un témoin, qu'au moins deux personnes soient présentes lors de la destruction complète de biens, que l'heure, la date, ainsi que la méthode utilisée pour la destruction soient enregistrées et que la signature des deux témoins soit exigée, que l'examen de bandes vidéo susceptibles de contenir de présumées activités criminelles soit détaillé et que les bandes soient ensuite archivées pour référence ultérieure. Comme le présent dossier le démontre clairement, un manque de transparence et une piètre tenue des dossiers constituent des lacunes qui peuvent alimenter les rumeurs et doivent être évitées.

Enquête sur David Silmser pour extorsion

Ken Seguin fut trouvé mort dans sa résidence le 25 novembre 1993. Les agents-détectives Randy Millar et Chris McDonell de la Police provinciale de l'Ontario, détachement de Lancaster, furent chargés de l'enquête. Au cours de cette enquête, les agents apprirent que David Silmser avait allégué avoir été agressé sexuellement par M. Seguin.

Le 28 janvier 1994, le surintendant Carson Fougère de la Police provinciale de l'Ontario rencontra Doug, Nancy et Keith Seguin. À la suite de cette rencontre, une enquête fut entamée sur une tentative d'extorsion par David Silmser à l'encontre de Ken Seguin. Dans le cours de l'enquête, les agents obtinrent de l'information qui touchait les enquêtes simultanées menées par l'inspecteur-détective Tim Smith sur les allégations d'agressions sexuelles perpétrées par le frère Charles MacDonald, pour conspiration et pour entrave à la justice.

Le 1^{er} février 1994, l'inspecteur-détective Fred Hamelink fut envoyé à Long Sault par le surintendant-détective Wayne Frechette dans le but d'enquêter sur des allégations d'extorsion. L'agent-détective McDonell fut nommé enquêteur principal dans l'enquête de l'inspecteur-détective Hamelink.

Le 8 février 1994, les inspecteurs-détectives Smith et Hamelink se rencontrèrent pour échanger de l'information. Ils abordèrent des questions soulevées dans le cadre de leurs enquêtes respectives. L'inspecteur-détective Smith a déclaré lors de son témoignage qu'il était alors inquiet au sujet de David Silmser, qui se trouvait à être une victime dans une enquête et un suspect dans l'autre. Il s'inquiétait aussi du fait que « les enquêtes pouvaient se recouper ».

Entre le 3 et le 17 février 1994, les enquêteurs de l'inspecteur-détective Hamelink recueillirent des déclarations auprès du personnel du Bureau de probation de Cornwall. L'agent-détective McDonell et l'agent de police Genier menèrent une longue interview avec Jos van Diepen.

Dans sa déclaration, M. van Diepen fournit des renseignements sur un ancien agent de probation, Nelson Barque. M. van Diepen dit aux agents de police que la carrière de M. Barque prit fin lorsqu'il remit sa démission à la suite d'une plainte selon laquelle il avait eu des relations sexuelles avec un de ses probationnaires. M. van Diepen fournit également de l'information sur un probationnaire. À l'audience, M. van Diepen a également fait mention d'un dîner de fête au cours duquel l'abbé MacDonald avait sodomisé M. Silmser; il a également affirmé que M. Seguin était présent, mais qu'il n'est intervenu à aucun moment. Dans sa déclaration, M. van Diepen fournit également des renseignements sur des personnes qui, dans la communauté, étaient amies avec M. Seguin ou passaient beaucoup de temps avec lui. Il nomma entre autres Gerald Renshaw.

Cette déclaration contenait visiblement de l'information pertinente pour l'enquête de l'inspecteur-détective Smith, et on aurait dû la lui communiquer. Malheureusement, il semble que cette déclaration ne lui ait pas été transmise, ni par les agents enquêteurs ni par l'inspecteur-détective Hamelink, qui passa la déclaration en revue le 1^{er} juin 1994. L'inspecteur-détective Smith ne se souvenait pas de la déclaration, et celle-ci ne fut pas incluse dans son dossier de la Couronne sur les allégations contre l'abbé MacDonald.

L'information fournie au sujet de M. Barque n'avait aucun lien avec l'enquête pour extorsion. Toutefois, elle indiquait qu'il y avait possiblement eu inconduite sexuelle de la part de M. Barque et elle demandait que l'enquête soit approfondie. À mon avis, l'inspecteur-détective Hamelink aurait dû veiller à ce qu'un tel suivi soit effectué. Il s'agit là d'une autre occasion ratée de mettre au jour l'activité criminelle perpétrée par un ancien agent de probation.

Le 12 mai 1994, l'inspecteur-détective Hamelink et l'agent-détective McDonell rencontrèrent Malcolm MacDonald. M. MacDonald était un témoin principal

dans l'enquête pour extorsion, car il était un ami de Ken Seguin, avait agi en tant que son avocat dans des discussions avec David Silmser et avait obtenu des déclarations écrites de M. Seguin concernant ses contacts avec M. Silmser. À titre d'ami et de conseiller juridique de l'abbé Charles MacDonald, et en raison de sa participation à l'entente de règlement illégal, M. MacDonald était également un témoin important dans les enquêtes de l'inspecteur-détective Smith sur les agressions sexuelles, pour conspiration et pour entrave à la justice.

Malgré le fait que les intérêts se chevauchaient, l'inspecteur-détective Hamelink ne vit pas la nécessité de coordonner l'information avec l'inspecteur-détective Smith avant d'interroger M. M^r Donald. L'information selon laquelle M. MacDonald avait un dossier dans cette affaire et des notes de ses conversations avec M. Silmser aurait dû être jugée d'une importance fondamentale pour les deux enquêtes. Comme l'inspecteur-détective Hamelink confirma l'existence du dossier et des notes, il aurait pu établir des motifs pour obtenir un mandat de perquisition en ce qui concerne les enquêtes de l'inspecteur-détective Smith pour conspiration et entrave à la justice. À mon avis, l'information était d'une importance telle que l'inspecteur-détective Hamelink aurait dû veiller à ce qu'elle soit immédiatement portée à l'attention de son collègue. En outre, l'inspecteur-détective Smith aurait dû trouver l'occasion de revoir les notes de l'inspecteur-détective Hamelink et la déclaration de M. MacDonald avant de réaliser sa propre interview de M. MacDonald, qui eut lieu en octobre 1994.

Le 29 septembre 1994, l'inspecteur-détective Hamelink rencontra M. Griffiths et lui soumit le dossier de la Couronne ainsi qu'un compte rendu verbal. Dans une lettre datée du 12 octobre 1994, M. Griffiths conclut qu'il y avait insuffisance de preuve pour établir des motifs raisonnables et probables afin de porter des accusations au criminel pour extorsion contre David Silmser. Aucune accusation ne fut portée.

L'inspecteur-détective Hamelink fut dans l'impossibilité d'expliquer la raison pour laquelle il n'assura pas de suivi quant à l'accord sur la rencontre avec l'inspecteur-détective Smith avant que les agents ne soumettent conjointement leurs rapports à M. Griffiths. Il est évident, d'après le témoignage de l'inspecteur-détective Smith, que ce dernier se fiait à cet accord pour obtenir des renseignements détaillés avant de soumettre son rapport à M. Griffiths.

J'en conclus qu'il y a eu un manque de coordination entre l'enquête pour extorsion de l'inspecteur-détective Hamelink et les enquêtes menées par l'inspecteur-détective Smith en 1994. Je désire souligner en particulier l'absence de partage de l'information recueillie lors des interviews avec le personnel du bureau de probation, Malcolm MacDonald, Gerald Renshaw et les agents du SPC.

Étant donné l'ampleur du chevauchement entre les enquêtes et l'évidence des intérêts communs, l'inspecteur-détective Hamelink aurait dû prendre des

mesures pour fournir l'information à l'inspecteur-détective Smith plutôt que de se fier uniquement au système officieux de coordination entre les agents enquêteurs. L'inspecteur-détective Smith aurait pu également déployer davantage d'efforts pour donner à l'inspecteur-détective Hamelink les renseignements pertinents qu'il avait découverts lors de ses enquêtes. Comme je l'ai mentionné, l'inspecteur-détective Smith a déclaré lors de son témoignage que la question des motifs raisonnables et probables concernant les allégations portées par M. Silmser contre l'abbé MacDonald «était limite ». Il aurait dû posséder toute la preuve avant de se forger une opinion.

Début des enquêtes de l'inspecteur-détective Tim Smith en 1994

Le 3 février 1994, le surintendant Frechette nomma l'inspecteur-détective Tim Smith gestionnaire de dossier pour les enquêtes menées à Cornwall sur les allégations d'agression sexuelle par l'abbé Charles MacDonald, de conspiration et d'entrave à la justice. L'inspecteur-détective Smith conserva également son rôle de gestionnaire de dossier pour les enquêtes sur les agressions sexuelles perpétrées dans le passé sur de jeunes gens des écoles de formation St. Joseph et St. John. Aux dires de ce dernier, les enquêtes elles-mêmes furent expédiées, mais les poursuites furent maintenues. À cette époque, l'inspecteur-détective Smith était également responsable d'un certain nombre d'autres cas, y compris les cas d'homicide. À mon avis, l'inspecteur-détective Smith ne disposait pas du temps nécessaire pour se consacrer aux enquêtes de Cornwall. Il était également surchargé de travail en raison des enquêtes menées dans le cadre de l'opération Vérité.

L'inspecteur-détective Smith comprit que son enquête comprenait trois volets. Premièrement, on lui demandait d'enquêter de nouveau sur les allégations d'agressions sexuelles perpétrées par l'abbé Charles MacDonald. Deuxièmement, à son avis, on ne lui demandait pas de déterminer si une conspiration ou une complicité existait entre la police de Cornwall et le diocèse, mais simplement d'examiner les allégations selon lesquelles les deux institutions avaient conspiré pour conclure un règlement illégal avec M. Silmser. Troisièmement, en ce qui concerne l'entrave à la justice, il comprenait qu'on lui demandait d'enquêter sur les rôles des avocats, en particulier Malcolm MacDonald et Jacques Leduc.

L'inspecteur-détective Smith comprit qu'il devait aussi passer en revue les actes de Murray MacDonald. Murray MacDonald, le procureur de la Couronne local, avait engagé des poursuites dans certaines des affaires découlant de l'enquête relative à l'école de formation St. Joseph, située à Alfred, et l'inspecteur-détective Smith avait travaillé avec lui sur des affaires précédentes. Le fait qu'il était maintenant chargé d'enquêter sur Murray MacDonald pouvait constituer un conflit d'intérêts et, à tout le moins, créer l'apparence d'un conflit d'intérêts.

J'en déduis qu'en ce qui concerne les enquêtes affectées à l'inspecteur-détective Smith en 1994, la Police provinciale de l'Ontario a manqué à son devoir en ne définissant pas un mandat qui aurait donné une vision et une structure appropriées aux enquêtes. Le mandat des enquêtes menées dans le cadre de l'opération Vérité était également mal défini. À mon avis, les faiblesses qui caractérisent les deux enquêtes peuvent être attribuées, en partie, à un manque de précision dans la définition des mandats.

D'après la correspondance entre le commissaire adjoint Ronald Piers et le chef intérimaire Johnston, il semble que ces deux personnes envisageaient d'accorder à la Police provinciale de l'Ontario un mandat vaste et extensible lui permettant d'enquêter sur les allégations portées par M. Silmser et le règlement connexe. Néanmoins, cette affaire fut finalement remise entre les mains de l'inspecteur-détective Smith à qui on a confié la conduite de trois enquêtes distinctes et séparées.

Cela est regrettable, car une enquête générale et approfondie aurait été probablement plus efficace. Une telle enquête aurait encouragé la reprise de l'enquête sur l'affaire David Silmser et aurait mis en lumière toute tentative de conspiration ou de dissimulation relativement au règlement illégal.

Une importante partie de l'enquête a plutôt porté sur la question particulière à savoir si le SPC avait comploté avec le diocèse d'Alexandria-Cornwall pour conclure un règlement civil. Si l'enquête avait été mieux délimitée, elle aurait abordé la question plus générale à savoir si le SPC, ou quiconque, avait participé à faire en sorte que les allégations d'agression sexuelle ne soient pas divulguées.

Nouvelle enquête sur l'abbé Charles MacDonald

À la demande du SPC, en 1994, la Police provinciale de l'Ontario mena une nouvelle enquête sur les allégations d'agression sexuelle portées par David Silmser contre l'abbé Charles MacDonald. L'inspecteur-détective Tim Smith fut chargé de l'enquête. Même s'il l'avait décrite comme « étant limite », il conclut ultimement qu'il n'avait pas de motifs suffisants pour accuser l'abbé MacDonald.

Le résumé du dossier de la Couronne sur l'enquête du SPC et la déclaration de David Silmser à la police de Cornwall sont les deux seuls documents du SPC que l'on retrouve dans l'index du dossier de la Couronne de l'inspecteur-détective Smith. J'en déduis que ce dernier n'a pas obtenu de documents importants de la part du SPC, comme des copies des notes prises par l'agent de police Heidi Sebalj, le sergent Ron Lefebvre et l'agent de Kevin Malloy au cours de leur première interview avec M. Silmser le 28 janvier 1993.

Même s'il était au courant de l'enquête sur l'abbé MacDonald, l'inspecteur-détective Smith semble ne pas avoir communiqué avec la SAE avant le 21 mars

1994. Au cours d'une rencontre qui eut lieu le jour suivant, un agent de la Police provinciale de l'Ontario informa Greg Bell, Bill Carriere et Richard Abell de ses plans relativement à l'enquête. La SAE lui fournit quelques dossiers, et des arrangements furent pris pour que l'agent-détective Michael Fagan puisse y retourner pour examiner le dossier au complet. Celui-ci ne retournera pas à la SAE avant juin, après que M. Bell eut fait plusieurs appels de suivi.

À mon avis, la Police provinciale de l'Ontario et la SAE ratèrent une bonne occasion de coordonner leurs efforts et de mener une enquête conjointe. De plus, il semble que la Police provinciale de l'Ontario ne tira pas pleinement avantage de l'échange d'information qui eut lieu à ce moment-là.

L'inspecteur-détective Smith recueillit une déclaration de David Silmser le 22 février 1994, en présence de l'agent-détective Fagan et de l'avocat de M. Silmser, M. Bryce Geoffrey, au poste de la Police provinciale de l'Ontario à Kanata. Malheureusement, ce poste de police ne comportait que des « salles pour des interrogatoires structurés » qui servaient à recueillir des déclarations enregistrées sur bande vidéo. D'après l'inspecteur-détective Smith, ce genre de salle ne créait pas une bonne atmosphère pour l'interview. Après avoir été saisi de l'expérience vécue par M. Silmser en rapport avec les postes de police, l'inspecteur-détective Smith a admis par la suite, lors de son témoignage, que le type de salle utilisé a pu contribuer à certaines des difficultés survenues au cours de l'interview. Il a reconnu qu'il ferait les choses différemment aujourd'hui.

À l'époque où s'est déroulée l'interview avec l'inspecteur-détective Smith, M. Silmser avait déjà fourni au moins cinq déclarations qui auraient pu constituer du matériel pour l'avocat de la défense. À cet égard, étant donné que l'inspecteur-détective Smith a reconnu les dangers associés au fait que la victime avait fourni plusieurs déclarations, il est difficile de comprendre pourquoi il n'a pas parlé avec M. Silmser de l'avantage de revoir ses autres déclarations plutôt que de se fier uniquement à l'avocat de M. Silmser à ce propos.

Lors de l'interview, l'inspecteur-détective Smith demanda à M. Silmser de parler des difficultés qu'il avait eues avec un enseignant. L'agent-détective Ron Wilson de la Police provinciale de l'Ontario avait dit à l'inspecteur-détective Smith que M. Silmser avait fait des allégations contre un enseignant nommé Marcel Lalonde au cours de sa déclaration du 2 novembre 1993 à la SAE. La SAE estima qu'elle n'était pas en mesure d'agir à la suite de cette allégation, en raison de sa nature trop évasive. En réponse à la question de l'inspecteur-détective Smith, M. Silmser confirma que M. Lalonde était un enseignant de la 8^e année à la Bishop Macdonell School, et qu'il l'avait effectivement agressé.

Le 21 juillet 1994, l'inspecteur-détective Smith écrit au chef intérimaire du SPC, M. Johnston, au sujet des allégations contre M. Lalonde. C'était

apparemment la première fois que cette information au sujet de M. Lalonde était transmise au SPC, soit par la Police provinciale de l'Ontario, soit par la SAE. La lettre envoyée au chef intérimaire Johnston ne faisait référence qu'à l'information contenue dans la déclaration de M. Silmser à la SAE, et non à l'information additionnelle obtenue par l'inspecteur-détective Smith au cours de la déclaration de M. Silmser en février 1994.

Lors de son témoignage, l'inspecteur-détective Smith s'est montré surpris devant le fait qu'il avait tardé à transmettre la question au SPC et qu'il n'avait fourni, ni à la SAE ni au SPC, l'information qu'il avait recueillie au moment de la déclaration de M. Silmser du 22 février 1994 : « Je vais être honnête avec vous. Il semble que j'aie totalement oublié. J'étais inconscient ou alors je suis passé à côté, mais cette information aurait dû être transmise. » Lorsqu'on lui a demandé quelle était l'importance de fournir davantage d'information à la SAE, l'inspecteur-détective Smith a répondu : « Si j'avais fourni cette information, je n'ai aucun doute qu'on aurait pris des mesures appropriées. » Je suis d'accord avec l'inspecteur-détective Smith qu'il « n'y a pas d'excuses » au fait de ne pas avoir partagé rapidement l'information en sa possession et j'apprécie la franchise qu'il manifeste à reconnaître cette méprise.

Le 7 juin 1994, l'agent-détective Fagan interviewa l'abbé MacDonald. L'inspecteur-détective Smith a déclaré lors de son témoignage qu'il avait l'intention d'être présent lors de l'interview, mais qu'il se trouvait à l'extérieur de la ville.

Un certain nombre de faiblesses sont apparentes dans la déclaration recueillie par l'agent-détective Fagan, dont plusieurs ont été reconnues par l'inspecteur-détective Smith au moment de son témoignage. L'abbé MacDonald était accompagné de son avocat, M. Malcolm MacDonald, et selon l'inspecteur-détective Smith, ce dernier « prit toujours la parole ». Lors de son témoignage, l'inspecteur-détective Smith a déclaré que s'il avait été présent, « l'interview aurait été menée différemment et Malcolm MacDonald ne l'aurait pas contrôlée ». Lui-même aurait posé des questions au sujet de la relation entre l'abbé MacDonald et M. Silmser. Malheureusement, l'agent-détective Fagan ne demanda pas à l'abbé MacDonald dans quelle mesure celui-ci connaissait M. Silmser ni ne lui posa de questions au sujet de sa relation avec des enfants de chœur en général. L'agent-détective Fagan ne confirma pas les dates des affectations de l'abbé MacDonald dans diverses paroisses ni les rôles qu'il avait joués auprès de jeunes gens.

Parmi les diverses déclarations fournies par M. Silmser et des membres de sa famille jusque-là, il y eut certaines divergences et certaines incertitudes quant à la date à laquelle M. Silmser était devenu enfant de chœur ainsi que l'année où eut lieu la retraite au cours de laquelle M. Silmser allègue avoir été agressé. Certaines de ces incertitudes auraient pu et, à mon avis, auraient dû faire l'objet

d'une enquête et être potentiellement résolues par la Police provinciale de l'Ontario avant que n'ait lieu l'interview avec l'abbé MacDonald, si on avait examiné les dossiers scolaires, le registre des biens et les dossiers paroissiaux.

L'interview avec l'abbé MacDonald contenait d'autres lacunes. L'agent-détective Fagan a soulevé la relation de l'abbé MacDonald avec C-3 et C-56, puis, inexplicablement, n'a pas poursuivi dans cette voie. L'inspecteur-détective Smith a déclaré lors de son témoignage qu'il aurait quant à lui exploré davantage la relation de l'abbé MacDonald avec ces deux personnes. On n'a pas, non plus, posé de questions au sujet de C-88, de C-89 ni de la personne non identifiée qui avait téléphoné au centre diocésain en 1991 et qui avait fait des allégations contre l'abbé MacDonald. Ici pareillement, l'inspecteur-détective Smith a convenu qu'il aurait été utile de poser des questions à ce sujet. De plus, on aurait pu, lors de l'interview, approfondir davantage la question à savoir à quel point l'abbé MacDonald était au courant des circonstances entourant le règlement illégal conclu avec M. Silmser.

L'abbé MacDonald savait certaines choses à propos des interactions qui avaient eu lieu entre M. Silmser et d'autres personnes et qui avaient mené à la conclusion du règlement. Aucune question n'a été posée au sujet de ses conversations avec l'évêque ou avec son délégué. En fait, aucune question de suivi relativement aux commentaires sur le règlement n'a été posée à l'abbé MacDonald. L'inspecteur-détective Smith aurait dû mener cette interview lui-même. Dans son témoignage, il a assumé la responsabilité des lacunes dans la déclaration de M. MacDonald et il a affirmé qu'il aurait pu affecter un meilleur intervieweur dans cette affaire.

Le 11 octobre 1994, Peter Griffiths communiqua avec l'inspecteur-détective Smith et lui demanda de terminer rapidement les trois enquêtes, car « elles piétinaient sur place ». Le dossier de la Couronne fut terminé au cours du mois suivant. En ce qui concerne les motifs raisonnables et probables, le résumé du dossier concluait : « En raison de la crédibilité et de la mémoire sélective de SILMSER, les enquêteurs estiment qu'il est difficile d'obtenir les motifs raisonnables nécessaires pour croire que les infractions ont eu lieu, comme il a été mentionné. Toutefois, un doute sérieux demeure selon lequel SILMSER a été agressé sexuellement, d'une certaine manière, par l'abbé Charles MacDonald. » L'inspecteur-détective Smith a déclaré lors de son témoignage que sa décision basée sur des motifs raisonnables et probables « était très limite ».

Il semble que le point de vue de l'agent de la Police provinciale de l'Ontario quant à la possibilité de porter des accusations a été influencé par les chances de succès des poursuites dans les cas d'agressions sexuelles perpétrées dans le passé lorsqu'il n'y a qu'un seul plaignant. L'inspecteur-détective Smith a préféré attendre que d'autres victimes fassent des allégations, ce qui renforcerait l'affaire.

Je suis d'avis que lorsqu'il a pris cette décision, l'inspecteur-détective Smith se préoccupait trop de la probabilité de condamnation. Il incombe à l'avocat de la Couronne, et non à la police, de décider s'il existe ou non une possibilité raisonnable de condamnation. L'inspecteur-détective Smith avait le droit de porter des accusations s'il croyait, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'une infraction avait été commise. S'il estimait qu'il lui fallait davantage de preuves pour soutenir la possibilité d'une condamnation, il aurait dû poursuivre l'enquête.

Après avoir examiné la preuve, j'en déduis que la Police provinciale de l'Ontario a manqué à son devoir en ne prenant pas les mesures d'enquête nécessaires et en n'employant pas les techniques appropriées dans la nouvelle enquête menée sur l'abbé Charles MacDonald en 1994. De plus, j'estime que l'inspecteur-détective Smith aurait dû superviser davantage l'agent-détective Fagan pour s'assurer de la conduite adéquate des interviews.

Il y a eu des lacunes importantes dans la préparation et l'exécution des principales interviews de David Silmser et de l'abbé MacDonald. En outre, les mesures d'enquête prises pour obtenir des dossiers indépendants permettant de vérifier des dates importantes et d'identifier et de soutenir d'autres victimes n'ont pas été suffisantes.

Même si l'inspecteur-détective Smith possédait de l'expérience dans les enquêtes sur des agressions sexuelles perpétrées dans le passé dans des contextes institutionnels, il ne possédait pas d'expérience dans des cas non institutionnels, qui, l'a-t-il reconnu pas la suite, étaient plus complexes. Bien que ce genre d'enquête fasse maintenant partie du plan principal de gestion de dossiers de la Police provinciale de l'Ontario, étant donné la complexité et la sensibilité particulières qui entourent les cas d'agressions sexuelles perpétrées dans le passé, je recommande que les gestionnaires de dossiers consultent les coordonnateurs régionaux ou de détachement en matière d'agression sexuelle dès les premières étapes de la planification de telles enquêtes et demandent à ces spécialistes de faire partie de l'équipe d'enquête.

Enquêtes pour conspiration et entrave à la justice

L'inspecteur-détective Tim Smith enquêta également sur deux questions connexes en février 1994 : la prétendue conspiration entre le Service de police de Cornwall et le diocèse d'Alexandria-Cornwall en vue de conclure un règlement civil qui mit fin à l'enquête du SPC sur les allégations d'agression sexuelle portées par David Silmser; et la prétendue entrave à la justice par les avocats qui ont préparé ce règlement civil en consultation avec le procureur de la Couronne local.

Il était évident que le diocèse avait participé à la conclusion du règlement civil avec M. Silmser. Par conséquent, en ce qui a trait à l'enquête pour

conspiration, la question était de savoir si le SPC avait comploté avec le diocèse lorsqu'il en vint à la décision de ne pas intenter d'accusations criminelles contre l'abbé MacDonald. La théorie de l'inspecteur-détective Smith était la suivante : s'il y a eu conspiration, le chef Claude Shaver devait y avoir participé. Je remets en question cette prémissse.

Le 13 juillet 1994, l'inspecteur-détective Smith et l'agent-détective Fagan rencontrèrent le chef Shaver. Il s'agit là du seul moment où l'inspecteur-détective Smith parla avec le chef de police du SPC et, à la demande de celui-ci, il ne prit aucune note. En outre, il prit très peu de notes après l'interview. L'inspecteur-détective Smith aurait dû prendre des notes au cours de l'interview ou rédiger des commentaires plus détaillés après la discussion.

Un autre élément intéressant relevé par l'inspecteur-détective Smith touche l'information recueillie auprès du chef Shaver relativement aux fonds du règlement. Dans sa déclaration, le chef Shaver affirma que l'évêque lui avait dit que du montant de 32 000 \$ payé à David Silmser, le diocèse avait fourni 10 000 \$, l'abbé MacDonald, 10 000 \$, et une source inconnue, 12 000 \$. Lors de son témoignage à l'audience, l'inspecteur-détective Smith a déclaré qu'il pensait que la source inconnue était peut-être Malcolm MacDonald, l'avocat de l'abbé MacDonald, mais que la question à savoir qui avait déboursé l'argent ne constituait pas vraiment un problème dans le cadre de cette enquête pour conspiration et entrave à la justice.

À mon avis, la source des fonds était une preuve importante potentielle et, puisqu'on avait donné comme tâche à l'inspecteur-détective Smith d'enquêter sur les circonstances de ce règlement illégal, je suis surpris qu'il n'ait pas déployé davantage d'efforts pour confirmer d'où venait l'argent. Rien n'indique que les paiements ont été faits de façon illicite et, par conséquent, il est probable que les montants et les payeurs auraient pu être retracés à l'aide de dossiers financiers. La connaissance de la source des fonds aurait pu aider à identifier les conspirateurs. Pourtant, il semble que l'inspecteur-détective Smith n'ait rien fait pour obtenir ces dossiers, soit en les demandant, soit en obtenant des mandats de perquisition pour les récupérer.

Lors de son témoignage, l'inspecteur-détective Smith a déclaré qu'à posteriori, il aurait probablement été bénéfique de recueillir des déclarations d'un plus grand nombre d'agents du SPC. Je suis d'accord et j'estime que ses justifications pour ne pas avoir interviewé des agents du SPC sont moins que satisfaisantes. Je ne suis pas convaincu que des agents qui auraient pu avoir participé à une conspiration auraient fait des déclarations de leur propre gré. De plus, plusieurs de ces agents avaient déjà été interviewés au cours de l'enquête menée par le Service de police d'Ottawa.

L'inspecteur-détective Smith a également choisi de ne pas interviewer l'agent de police Perry Dunlop. En raison des allégations de dissimulation portées par

l'agent Dunlop contre le SPC, il aurait été prudent d'interviewer ce dernier pour déterminer sur quelle information, le cas échéant, il se basait pour justifier ses affirmations.

L'inspecteur-détective Smith et l'agent-détective Fagan recueillirent la déclaration du procureur de la Couronne Murray MacDonald le 14 juillet 1994. L'inspecteur-détective Smith et Murray MacDonald avaient travaillé ensemble sur une affaire d'homicide et sur certaines poursuites concernant une école de formation située à Alfred. L'inspecteur-détective Smith ne croyait pas que sa relation professionnelle avec M. MacDonald créait un conflit d'intérêts, mais il était d'avis qu'il pouvait y avoir apparence de conflit. Étant donné la controverse générale qui existait dans la communauté relativement à ces allégations, l'inspecteur-détective Smith aurait dû être plus vigilant quant à la possibilité d'un conflit d'intérêts perçu, sinon réel, dans le fait d'enquêter sur Murray MacDonald.

L'inspecteur-détective Smith et l'agent-détective Fagan recueillirent une déclaration de l'avocat du diocèse, M. Jacques Leduc, le 2 août 1994. M. Leduc raconta à l'inspecteur-détective Smith qu'il avait préparé une ébauche de « Libération et engagement de non-divulgation » et l'avait fait parvenir à Malcolm MacDonald par télécopieur; celui-ci éprouvait certaines difficultés du fait qu'il n'avait jamais préparé ce genre de documents. Il est évident que M. Leduc a participé au processus de préparation du règlement et qu'il existe probablement des traces écrites des ébauches dudit document au bureau de l'enquête. Lors de son témoignage, l'inspecteur-détective Smith a déclaré qu'il ne croyait pas qu'il était important d'examiner les télécopies qui avaient été transmises entre les avocats ni les notes qu'ils avaient prises à cette époque. Je ne suis pas d'accord. À mon avis, un tel examen aurait pu contribuer grandement à déterminer qui avait inséré la clause illégale dans le document de règlement, et qui l'avait examinée.

Je n'ai pas le mandat de chercher à savoir si M. Leduc a inséré la clause illégale dans l'accord de règlement avec David Silmsen. Toutefois, il m'apparaît clairement que l'inspecteur-détective Smith n'a pas approfondi suffisamment la participation de M. Leduc à cette affaire. Il n'a pas adopté une attitude ferme dans son interview avec ce dernier, n'a pas cherché à obtenir des mandats de perquisition relativement aux dossiers de M. Leduc concernant cette affaire ni n'a interviewé le personnel de M. Leduc. Une enquête plus approfondie aurait pu permettre de découvrir des renseignements importants. Il aurait probablement été utile également de se préparer davantage et de consulter d'autres personnes qui avaient interrogé les avocats.

L'inspecteur-détective Smith et l'agent-détective Fagan préparèrent le dossier de la Couronne en novembre 1994. Dans le résumé du dossier sur la conspiration, l'inspecteur-détective Smith déclare que la Police provinciale de l'Ontario n'a

trouvé « aucune preuve » pour étayer l'allégation selon laquelle un accord était intervenu entre la police de Cornwall, le procureur de la Couronne et le diocèse de ne pas intenter d'accusations dans l'affaire David Silmser.

Le 30 janvier 1995, l'inspecteur-détective Smith discuta avec M. Griffiths, qui lui mentionna que des accusations devraient être portées contre Malcolm MacDonald pour entrave à la justice. Malcolm MacDonald fut accusé le 3 février 1995. Le 12 septembre 1995, Malcolm MacDonald plaida coupable et obtint une absolition inconditionnelle.

Il semble que l'inspecteur-détective Smith en était déjà venu à la conclusion, à l'issue de sa rencontre avec le chef Shaver, que le SPC n'avait participé à aucune conspiration en vue de conclure un règlement civil avec David Silmser. L'inspecteur-détective Smith estima que s'il existait une conspiration, elle devait impliquer le chef Shaver. Il était convaincu que ce dernier n'aurait jamais conclu quoi que ce soit avec le diocèse en raison de sa piètre relation avec l'évêque. Par conséquent, il ne crut pas nécessaire d'interroger davantage d'autres agents. À mon avis, c'était là une erreur; la prémissse de l'inspecteur-détective Smith comportait une faille.

Je ne suggère pas ici que j'estime que l'inspecteur-détective Smith en est arrivé à une conclusion inexacte concernant le rôle du SPC dans le règlement. Je crois, cependant, que sa décision était prématurée. Je désire souligner en particulier son omission de ne pas interviewer officiellement les agents du SPC concernés, tels que le sergent d'état-major Luc Brunet, l'agente de police Heidi Sebalj et l'agent de police Perry Dunlop.

Après avoir examiné la preuve, j'en conclus que l'inspecteur-détective Smith et l'agent-détective Fagan n'ont pas pris les mesures appropriées ni n'ont utilisé des techniques adéquates pour effectuer leur enquête pour entrave à la justice. En particulier, je note un manque de rigueur à confirmer les renseignements que leur ont fournis les témoins. Il semble que l'inspecteur-détective Smith se fiait presque exclusivement aux déclarations recueillies auprès des suspects et des témoins potentiels pour fonder son enquête. Il n'a fait aucune demande auprès de M. Leduc pour obtenir les documents ou les notes que ce dernier possédait relativement au règlement. Je note également que M. Leduc a, par la suite, fourni une copie de l'ébauche de la libération comportant des notes écrites dans le cadre d'une poursuite civile. Cette ébauche n'a jamais été transmise à la Police provinciale de l'Ontario bien qu'elle aurait été plus utile que le précédent générique que lui avait fait parvenir M. Leduc. L'inspecteur-détective Smith a reconnu qu'il aurait aimé avoir eu la possibilité d'examiner ce document, car cet examen l'aurait sans doute amené à porter une plus grande attention aux questions posées à M. Leduc. L'inspecteur-détective Smith n'a pas non plus demandé à Malcolm MacDonald de fournir certains documents pertinents qui se trouvaient en sa possession, malgré le fait qu'au cours de l'interview, celui-ci

avait mentionné qu'on aurait pu trouver davantage d'information dans ses notes et ses livrets de dépôt.

À la suite de la réception des lettres d'opinion du procureur de la Couronne régional Griffith, le 21 décembre 1994, dans lesquelles ce dernier constate qu'il n'y a aucun motif raisonnable et probable dans l'enquête sur les agressions sexuelles perpétrées par l'abbé Charles MacDonald ni dans l'enquête pour conspiration, l'inspecteur-détective Smith prépara l'ébauche d'un communiqué de presse. Cette ébauche de même que la version rendue publique n'abordent que deux des trois enquêtes menées en 1994 par l'inspecteur-détective Smith. On n'y fait référence ni au règlement illégal ni à l'enquête pour entrave à la justice, qui était toujours en cours à ce moment-là, comme il est indiqué ci-dessus, et qui a mené au dépôt d'accusations contre Malcolm MacDonald. L'inspecteur-détective Smith a convenu qu'on aurait dû y inclure davantage d'information afin que le public n'ait pas l'impression qu'il n'y avait « aucun problème ».

À mon avis, le communiqué de presse laissait sous-entendre que l'enquête menée par l'inspecteur-détective pendant neuf mois ne permit de révéler aucun acte préjudiciable en relation avec le règlement conclu avec David Silmser, ce qui était inexact et trompeur.

Enquête sur Milton MacDonald

Au début de 1994, une enquête criminelle fut lancée par la Police provinciale de l'Ontario sur Milton MacDonald. Milton MacDonald était le père du procureur de la Couronne, Murray MacDonald, et le beau-père de l'inspecteur-détective Randy Millar.

À la fin des années 1960 ou au début des années 1970, Milton MacDonald fut déclaré coupable d'agressions sexuelles à l'endroit d'enfants. Sa femme était au courant de la situation, mais ses enfants, y compris Murray MacDonald et Marlene, la femme de l'inspecteur-détective Millar, ne l'étaient pas.

Le 11 février 1994, Murray MacDonald reçut un appel téléphonique de son père. Selon la déclaration de ce dernier faite à la police cinq jours plus tard, son père lui révéla qu'un homme, C-91, lui avait téléphoné pour lui dire qu'il avait reçu comme directive de ses parents de faire une déclaration à un agent local de la Police provinciale de l'Ontario. C-91 affirma que ses parents lui avaient dit que « les gens qui ont une mauvaise conduite avec des enfants devraient être dénoncés ». La mère de Murray MacDonald informa alors son fils de la condamnation précédente de Milton MacDonald.

Murray MacDonald déclara qu'il était conscient de la « position précaire » dans laquelle l'inspecteur-détective Millar et lui-même se trouvaient par rapport à cette plainte. Il avisa l'inspecteur-détective Millar que si une plainte était déposée,

il devait immédiatement en informer le commandant de district, le surintendant Carson Fougère.

Le jour suivant, le 12 février 1994, une réunion familiale eut lieu entre frères et sœurs. L'inspecteur-détective Millar suggéra d'aller voir C-91 pour « constater ce qu'il allait faire avec sa plainte ». Il rencontra le père de C-91 à sa résidence. Ils étaient voisins depuis un certain nombre d'années. Étant donné la position de l'inspecteur-détective Millar en tant qu'agent de police et sa relation familiale avec Milton MacDonald, il est déplorable qu'il ait choisi de rendre visite au père de C-91. Néanmoins, je crois qu'il est clair, d'après les actions subséquentes de l'agent qui a rapporté la plainte, que ce dernier n'avait pas l'intention d'utiliser sa situation pour tenter d'empêcher qu'une enquête adéquate soit menée.

L'inspecteur-détective Millar communiqua avec le surintendant Fougère et l'informa de ce qui s'était produit jusque-là. Le surintendant Fougère lui dit que l'affaire devait faire l'objet d'une enquête. L'inspecteur-détective Millar reçut un appel du père de C-91, qui lui dit que Milton MacDonald avait agressé C-91 lorsqu'il avait 14 ans. Selon la déclaration de l'inspecteur-détective Millar, celui-ci aurait dit au père de C-91 qu'il ne devait pas lui donner d'autre information et qu'il verrait à ce que des enquêteurs externes soient affectés à l'affaire.

Le 4 mars 1994, Bill Carriere, travailleur social pour la SAE, communiqua avec la Police provinciale de l'Ontario après avoir entendu aux nouvelles qu'un homme de la région de Lancaster était soupçonné d'agressions sexuelles à l'endroit d'enfants. Le 30 mars 1994, M. Carriere reçut un appel de l'agent de police Ben Beattie qui lui dit que la Police provinciale de l'Ontario avait obtenu des renseignements au sujet d'un enfant, actuellement âgé de 14 ans. Ils convinrent que la Police provinciale de l'Ontario donnerait suite à l'affaire sans la participation de la SAE et que celle-ci serait mise au courant des progrès de l'enquête. Le 11 avril 1994, M. Carriere téléphona à la Police provinciale de l'Ontario pour obtenir un compte rendu de l'interview avec la victime. Le 19 avril 1994, on informa M. Carriere que la Police provinciale de l'Ontario ne divulguerait pas à la SAE le nom de la victime. Je n'ai ni entendu ni vu aucune raison de ne pas divulguer l'information qui avait été promise à M. Carriere. En réalité, le manquement à la promesse de divulgation a éliminé la possibilité de mener une enquête conjointe avec la SAE, et a empêché cet organisme d'offrir toute aide que la victime aurait pu souhaiter obtenir. De plus, la collaboration avec la SAE aurait pu aider la Police provinciale de l'Ontario à trouver d'autres victimes.

J'aimerais également formuler ici un commentaire d'ordre plus général sur les problèmes qui surviennent à la suite d'un manque de clarté concernant le devoir de déclarer les cas d'agressions sexuelles perpétrées dans le passé. Cette situation renforce la nécessité de modifier les dispositions concernant le devoir

de déclarer en vertu de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* afin que celle-ci contienne une disposition particulière sur les agressions sexuelles perpétrées dans le passé.

En mai 1994, Milton MacDonald fut accusé au criminel sous onze chefs d'accusation relativement à des agressions sexuelles perpétrées à l'endroit de huit jeunes garçons sur une période de trente ans. Il plaida coupable à neuf des onze chefs d'accusation et fut condamné à une peine d'emprisonnement de vingt-deux mois.

Enquête sur Nelson Barque menée en 1994

Comme il a déjà été fait mention, Nelson Barque fut agent de probation et de libération conditionnelle à Cornwall entre août 1974 et mai 1982. Il fut l'agent de probation de Robert Sheets, de C-44 et d'Albert Roy, qui alléguèrent tous avoir été agressés sexuellement par M. Barque. De plus, il agressa probablement C-45. La Police provinciale de l'Ontario fut mise au courant en 1994, au moment où M. Roy porta plainte contre M. Barque. En 1998, la Police provinciale de l'Ontario mena de nouveau une enquête sur M. Barque, cette fois, en relation avec les allégations portées par C-45 et M. Sheets.

En novembre 1994, Albert Roy contacta le Service de police de Cornwall et alléguait que Nelson Barque et Ken Seguin l'avaient agressé sexuellement alors qu'il était en probation vers le milieu des années 1970. La Police provinciale de l'Ontario et le SPC décidèrent d'enquêter conjointement sur ces allégations, et l'agent-détective William Zebruck, de la Police provinciale de l'Ontario, fut chargé de travailler en collaboration avec l'agente de police Heidi Sebalj, du SPC.

Le 3 janvier 1995, Nelson Barque fut accusé d'agression et de grossière indécence relativement aux incidents rapportés par Albert Roy. Le 10 juillet 1995, M. Barque plaida coupable à l'accusation d'agression indécente à l'endroit de M. Roy, et fut condamné à une peine d'emprisonnement de quatre mois et à dix-huit mois de probation.

Malgré ces résultats, l'enquête menée en 1994 sur M. Barque démontre un manque de profondeur. L'agent-détective William Zebruck a omis de prendre les mesures d'enquête appropriées et d'avoir recours à des techniques adéquates, entre autres de recueillir des déclarations, de reconnaître la preuve à l'appui, d'identifier d'autres victimes possibles et d'en assurer le soutien. En particulier, j'aimerais souligner la prise de notes inadéquates de l'agent-détective William Zebruck et son omission de faire le suivi relativement aux pistes que lui avaient révélées d'autres victimes de M. Barque, notamment les personnes dont les noms lui avaient été soumis par le personnel de probation, ou d'autres agresseurs potentiels, comme Richard Hickerson et Ken Seguin.

Il semble que l'agent-détective William Zebruck n'ait pris aucune mesure d'enquête pour assurer le suivi sur les allégations portées par M. Roy. C-90 dit à l'agent-détective Zebruck que M. Hickerson achetait de l'alcool pour Robert Sheets et avait avec lui des relations sexuelles. L'agent-détective Zebruck ne transmit cette information ni au SPC, ni à la SAE ni à ses supérieurs de la Police provinciale de l'Ontario, et n'inscrit pas le nom de M. Hickerson dans le système de la Coopérative d'archivage informatisé des documents des corps de police provincial et municipaux de l'Ontario (OMPPAC). Une enquête eut lieu sur M. Hickerson dans le cadre de l'opération Vérité en 1998. Il allait être accusé, mais il s'est suicidé avant la date de son arrestation. Les allégations portées contre lui auraient pu être connues plus tôt si l'agent-détective Zebruck avait mené une enquête plus approfondie ou avait informé les autorités appropriées en 1994.

Enquête sur l'abbé Charles MacDonald menée en 1995

Comme il a été discuté précédemment, en 1994, l'inspecteur-détective Smith et l'agent-détective Fagan effectuèrent une enquête sur les allégations d'agression sexuelle portées par David Silmser contre l'abbé Charles MacDonald. En 1995, la Police provinciale de l'Ontario apprit qu'il y avait d'autres plaignants, et l'enquête fut rouverte.

Le 23 août 1995, l'agent-détective Fagan informa l'inspecteur-détective Smith que David Silmser lui avait téléphoné, de même qu'à l'agent-détective Chris McDonell et au SPC, pour leur dire qu'il avait trouvé une autre présumée victime de l'abbé Charles MacDonald. Il leur dit également que l'inspecteur Richard Trew du SPC avait reçu une lettre de la même victime, John MacDonald, concernant une agression sexuelle présumée perpétrée par l'abbé MacDonald. La lettre, datée du 11 août 1995, avait été envoyée à l'abbé Kevin Maloney, qui la remit au SPC le 15 août 1995.

À la suite de discussions entre l'inspecteur-détective Smith et l'inspecteur Trew, il fut décidé que la Police provinciale de l'Ontario se chargerait de l'affaire. Deux semaines plus tard, le 25 septembre 1995, John MacDonald rencontra Richard Abell de la Société de l'aide à l'enfance. M. MacDonald exprima sa frustration quant aux difficultés qu'il avait à faire entendre sa plainte. Selon moi, l'inspecteur-détective Smith n'aurait pas dû attendre un mois avant de communiquer avec M. MacDonald pour l'informer qu'il se chargerait de l'affaire.

La police savait depuis le tout début de l'enquête que John MacDonald avait un certain lien avec M. Silmser.

Le 31 janvier 1996, l'inspecteur-détective Smith et l'agent-détective Fagan rencontrèrent M. Pelletier, avec qui l'inspecteur-détective Smith avait collaboré

lors de l'affaire de l'école de formation St. Joseph d'Alfred. Selon l'inspecteur-détective Smith, M. Pelletier était peut-être, à cette époque, le procureur de la Couronne qui détenait le plus d'expérience au Canada en matière d'enquêtes sur des agressions sexuelles. Dans une lettre datée du 5 mars 1996, M. Pelletier confirma son opinion selon laquelle des accusations devraient être portées. L'abbé MacDonald fut arrêté le 11 mars 1996. Un communiqué de presse indiquant que des accusations avaient été portées fut publié le même jour.

À la suite de l'arrestation de l'abbé Charles MacDonald en mars 1996, un autre plaignant, C-8, se présenta à la Police provinciale de l'Ontario en janvier 1997. Avant de faire part de ses allégations d'agression à la Police provinciale, C-8 avait fait des déclarations à l'agent de police Perry Dunlop du SPC au cours d'une enquête privée que menait ce dernier alors qu'il était en congé de maladie. L'abbé MacDonald fut accusé en 1998 à la suite de ces allégations. Avant le procès qui eut lieu en 2002, C-8 rétracta ses allégations contre l'abbé MacDonald.

C-8 avait communiqué avec l'agent Perry Dunlop au début de juin 1996 pour porter des allégations d'agressions sexuelles perpétrées par Ron Leroux et Marcel Lalonde. Peu après, il fit une déclaration à Randy Porter, un agent de police de Toronto à la retraite qui avait travaillé avec l'agent Dunlop, et à Charles Bourgeois, l'avocat de l'agent Dunlop. C-8 alléguait que lorsqu'il avait 13 ans, l'abbé MacDonald lui « avait fait des avances alors qu'il officiait dans la paroisse de St. Clemens ».

C-8 fit une autre déclaration le 12 décembre 1996. À ce moment-là, C-8 avait déjà rencontré l'agent de police Dunlop à plusieurs reprises. Dans sa déclaration, C-8 alléguait qu'il avait été agressé sexuellement par l'abbé MacDonald à l'église de St. Columban lorsqu'il avait 12 ou 13 ans. Il dit que l'abbé MacDonald fut la première personne à l'avoir agressé sexuellement. Dans sa déclaration, il alléguait également avoir été agressé sexuellement par Marcel Lalonde.

C-8 fit une troisième déclaration le 23 janvier 1997, dans laquelle il mentionna une autre fois l'abbé MacDonald, affirmant que ce dernier l'avait agressé à l'aide d'une chandelle au moment des funérailles de son père. Ce même jour, il se rendit au détachement de Lancaster en compagnie de M. Bourgeois, qui l'aida à porter des accusations au criminel, et il lut la déclaration qui avait été préparée en présence de l'agent-détective Don Genier.

Le 27 janvier 1997, l'agent-détective Genier contacta l'agent-détective Fagan pour l'informer de l'existence de la déclaration vidéo de C-8. Le 10 février, l'agent-détective Genier posta à l'agent-détective Fagan l'interview vidéo de C-8 portant sur ses allégations contre l'abbé MacDonald.

L'enquête préliminaire dans l'affaire *R. c. Charles MacDonald* fut entamée le 24 février 1997. Ce soir-là, C-8 parut à la télévision et parla de ses allégations

contre l'abbé MacDonald. Le procureur de la Couronne Robert Pelletier n'était pas au courant des allégations de C-8 avant que la question ne soit soulevée le jour suivant devant le tribunal. À la suite de ce fait nouveau, l'avocat de l'abbé MacDonald demanda un ajournement de l'enquête préliminaire. L'enquête reprit en septembre 1997.

Selon les notes de l'agent-détective Genier, celui-ci reçut un appel de l'agent-détective Fagan, qui se trouvait à la cour le matin du 25 février 1997. L'agent-détective Fagan lui posa plusieurs questions au sujet des allégations d'agression sexuelle portées par C-8 contre l'abbé MacDonald. Il s'excusa, car il avait cru que la vidéo que lui avait fait parvenir l'agent-détective Genier touchait l'affaire Marcel Lalonde.

Il semble que l'agent-détective Fagan n'examina pas la déclaration vidéo de C-8 avant la tenue de l'enquête préliminaire et que ni l'agent-détective Fagan ni l'inspecteur-détective Smith n'informèrent M. Pelletier des allégations de C-8. Cette information aurait dû être transmise à M. Pelletier, qui l'aurait probablement divulguée à la défense. Un ajournement aurait peut-être tout de même eu lieu, mais, à tout le moins, la Couronne en aurait été pleinement informée et aurait été préparée pour composer avec ce problème au moment de l'enquête préliminaire.

L'agent-détective Genier envoya plus tard, par télécopieur, une copie de la déclaration de C-8 à l'agent-détective Fagan, et rencontra ce dernier ainsi que M. Pelletier au palais de justice. Les trois hommes rencontrèrent ensuite l'avocat de la défense. L'agent-détective Genier répondit à des questions sur des événements entourant la plainte de C-8, notamment sur la façon dont C-8 est entré en relation avec Charles Bourgeois.

Le 27 février 1997, l'agent-détective Genier reçut un appel téléphonique de l'agent-détective Fagan l'avisant que M. Pelletier souhaitait que C-8 soit interviewé et qu'il voulait lui poser un certain nombre de questions. L'agent-détective Genier rencontra C-8 ce jour-là au palais de justice d'Ottawa et recueillit sa déclaration. C-8 se souvenait avoir assisté à l'enquête préliminaire sur l'abbé MacDonald, car l'agent de police Dunlop lui avait demandé de l'accompagner pour obtenir son aide. Il se souvenait aussi que deux agents de la Police provinciale de l'Ontario l'avaient pris à part alors qu'il quittait le palais de justice ce même jour. Des accusations furent portées contre l'abbé MacDonald à la suite des allégations faites par C-8 en janvier 1998.

Enquête sur Marcel Lalonde et accusations portées contre lui

Marcel Lalonde était enseignant au primaire pour la commission scolaire des écoles catholiques romaines séparées des Comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry, de 1969 à 1997, alors qu'il fut suspendu à la suite de son arrestation relativement à des accusations d'agressions sexuelles.

Le SPC apprit pour la première fois en 1989 que des allégations d'agressions sexuelles avaient été portées contre M. Lalonde, et fit alors une enquête. Aucune accusation ne fut portée à la suite de cette enquête. Le nom de M. Lalonde fut de nouveau porté à l'attention du SPC en 1994, lorsque le service de police obtint de la Police provinciale de l'Ontario l'information selon laquelle David Silmser avait déclaré à la SAE que son ancien enseignant, M. Lalonde, l'avait agressé sexuellement. L'allégation ne fit pas l'objet d'une enquête.

À l'automne de 1996, l'agente de probation Sue Lariviere informa le SPC qu'un de ses probationnaires, C-68, avait allégué avoir été agressé sexuellement par M. Lalonde. L'agent de police René Desrosiers du SPC fut chargé du suivi de cette affaire. L'agent Desrosiers interviewa C-68, de manière officieuse, au sujet de ses allégations le 30 octobre 1996. C-68 lui dit qu'à l'âge de 12 ans, il avait été agressé sexuellement par son enseignant, M. Lalonde, la nuit, au cours d'un voyage de camping. Comme l'agression avait eu lieu dans une région qui ne relevait pas du SPC, l'agent de police Desrosiers rapporta la plainte au détachement de Lancaster de la Police provinciale de l'Ontario.

L'agent Desrosiers n'était pas au courant de l'enquête précédente du SPC sur M. Lalonde. Il ne fit aucune vérification des antécédents de M. Lalonde, car, comme il l'a déclaré lors de son témoignage, il avait remis l'affaire entre les mains de la Police provinciale de l'Ontario, qui possédait le même système informatique que le SPC et qui pouvait faire ses propres recherches dans le système de l'OMPPAC. Malheureusement, l'enquête précédente menée par le SPC était antérieure à la mise en place du système automatisé et, par conséquent, le système ne contenait aucun enregistrement de l'enquête. Lorsqu'on transmit à la Police provinciale de l'Ontario la plainte de C-68 en 1996, celle-ci ne pouvait pas savoir qu'une enquête précédente avait eu lieu.

Le 4 novembre 1996, l'agent-détective Don Genier fut chargé de l'enquête sur les allégations de C-68. Ce jour-là, il parla avec la sœur et la mère de C-68, toutes deux au courant des allégations. Il rencontra également le représentant de la commission scolaire, Kevin Linden, et le surintendant, Bernard Warner, pour discuter du dossier et obtenir de l'information.

En janvier 1997, les agents-détectives Genier et Chris McDonell arrêtèrent M. Lalonde et portèrent des accusations relativement aux allégations de C-68.

Au cours de son enquête à la suite de la plainte de C-68 et après l'arrestation de M. Lalonde, l'agent-détective Genier obtint de l'information sur d'autres victimes potentielles de M. Lalonde, dont David Silmser. L'agent-détective tenta de communiquer avec M. Silmser pour discuter de ses allégations. Le 23 janvier 1997, l'agent-détective Genier reçut un appel téléphonique de l'agent-détective Fagan, qui travaillait sur le dossier de l'abbé MacDonald. Pamela, la femme de David Silmser, informa l'agent-détective Fagan que

son mari ne voulait pas discuter des agressions perpétrées par M. Lalonde jusqu'à ce que les poursuites devant les tribunaux concernant l'abbé MacDonald soient terminées.

L'agent-détective Genier examina également le dossier soumis à la Couronne en 1994 relativement à la nouvelle enquête sur l'abbé MacDonald, et déploya des efforts pour communiquer avec les témoins nommés dans ledit dossier pour leur demander s'ils avaient eu un lien quelconque avec M. Lalonde.

L'agent-détective Genier apprit l'existence d'une autre victime possible de Marcel Lalonde, C-8, qui faisait également l'objet d'une enquête pour avoir agressé sexuellement une adolescente. Le 18 décembre 1996, l'agent-détective Genier parla avec C-8, en tant que suspect dans cette enquête. Ce dernier déclara à l'agent qu'il avait été agressé sexuellement par l'abbé MacDonald et par M. Lalonde. Le jour suivant, l'agent-détective Genier arrêta C-8 et l'accusa d'agression sexuelle à l'endroit d'une adolescente.

Le 23 janvier 1997, l'agent-détective Genier rencontra C-8 et son avocat, M. Charles Bourgeois, au détachement de Lancaster de la Police provinciale de l'Ontario. L'agent-détective Genier mena deux interviews enregistrées sur bande vidéo : l'une concernait les allégations de C-8 contre l'abbé MacDonald, et l'autre concernait ses allégations contre M. Lalonde. Au cours de chaque interview, C-8 lut une déclaration déjà préparée. À la fin des interviews, C-8 fournit des noms d'autres victimes possibles de M. Lalonde, dont C-66.

La Police provinciale de l'Ontario déposa des accusations contre Marcel Lalonde seulement en rapport avec les allégations formulées par C-68. Les noms de toutes les autres victimes et des victimes potentielles qu'avait découverts l'agent-détective Genier furent transmis au SPC. Le 29 avril 1997, le SPC déposa des accusations contre M. Lalonde relativement aux plaintes déposées par C-8, C-45, C-66, et un certain nombre d'autres personnes.

L'agent-détective Genier rencontra le procureur de la Couronne, M. Guy Simard, le 1^{er} avril 1997. M. Simard expliqua que le dossier de Marcel Lalonde serait affecté à quelqu'un d'autre, car lui-même se trouvait en conflit d'intérêts avec le Bureau du procureur de la Couronne de Cornwall.

Les allégations faites contre Marcel Lalonde ne furent pas examinées dans le cadre de l'opération Vérité. L'agent-détective Genier fut intégré à l'équipe l'opération Vérité et demeura responsable de l'enquête de la Police provinciale de l'Ontario sur Marcel Lalonde. On s'attendait à ce qu'il soit en mesure de composer avec toute question de chevauchement qui pourrait survenir entre le dossier de Marcel Lalonde et l'enquête de l'opération Vérité.

À la suite de l'arrestation de M. Lalonde par le SPC, l'agent de police Desrosiers fut chargé de toutes les plaintes déposées au SPC, alors que l'agent-détective Genier demeura responsable de la plainte de C-68, déposée à la

Police provinciale de l'Ontario. Avant la tenue de l'enquête préliminaire, de nouveaux renseignements furent déclarés sous serment, combinant les données fournies lors des déclarations de janvier et d'avril 1997. Il fallait une bonne coordination entre le SPC et la Police provinciale de l'Ontario pour obtenir des révélations efficaces pendant la poursuite contre Marcel Lalonde. Lors de son témoignage, l'agent de police Desrosiers a déclaré que l'agent-détective Genier et lui-même avaient examiné les déclarations chacun de leur côté. Ni l'un ni l'autre n'eut la possibilité d'examiner les documents que l'autre allait divulguer.

Dans des enquêtes conjointes effectuées par plus d'un service de police, je recommande qu'un agent soit responsable de *toutes* les demandes de divulgation, et qu'il soit secondé par un agent d'un autre service de police. Il est important qu'un seul agent fasse le suivi des questions qui ont été soumises à la Couronne au nom de tous les services policiers qui participent à l'enquête.

L'enquête préliminaire sur M. Lalonde commença le 13 janvier 1998. L'agent de police Perry Dunlop fut appelé à témoigner par l'avocat de la défense. Il est apparu évident lors de son témoignage qu'il n'avait pas divulgué tous les documents en sa possession touchant les poursuites contre Marcel Lalonde.

Dans son témoignage, l'agent de police Desrosiers a déclaré qu'il ignorait que l'agent Dunlop avait fait des déclarations dans le cadre de l'opération Vérité, jusqu'à ce qu'il prenne connaissance de la note transmise par l'agent-détective Genier au sergent-détective Pat Hall. En particulier, il n'était pas au courant du fait que l'agent de police Dunlop avait soumis un relieur jaune en octobre 1997, lequel contenait des notes sur M. Lalonde.

M. Lalonde fut cité à procès à la suite de l'enquête préliminaire, et la date du procès fut fixée au 4 octobre 1999. Le 29 septembre 1999, l'avocat de la défense écrivit à la Couronne pour demander les notes prises par l'agent Dunlop le 11 septembre 1996 et le 12 décembre 1996. Ces notes faisaient partie d'un relieur jaune contenant un ensemble de documents que l'agent de police Dunlop avait remis aux agents de l'opération Vérité en octobre 1997.

À mon avis, toutes les notes transmises aux agents de l'opération Vérité qui indiquaient que l'agent Dunlop avait eu des contacts avec l'un ou l'autre des plaignants concernés par les poursuites contre Marcel Lalonde auraient dû être divulguées à la Couronne au moment de leur réception. De plus, une fois que la question du contact entre l'agent Dunlop et C-8 fut soulevée lors de l'enquête préliminaire, il était bien évident que la Couronne désirait obtenir toutes les notes prises par l'agent de police à ce sujet. Par conséquent, la Police provinciale de l'Ontario aurait dû savoir que les notes en sa possession qui démontraient que de tels contacts avaient effectivement eu lieu, qu'ils aient ou non un rapport quelconque avec M. Lalonde en particulier, auraient dû être divulguées à la Couronne.

Il est clair que l'information ne fut pas communiquée de manière efficace. À mon avis, la Police provinciale de l'Ontario a manqué à son devoir en ne mettant pas en œuvre des pratiques ou des protocoles appropriés visant à assurer une collaboration efficace avec le SPC et ses détachements locaux, y compris des procédures en matière de divulgation en rapport avec les questions soulevées par la participation de l'agent Dunlop aux enquêtes effectuées dans le cadre de l'opération Vérité.

L'inspecteur-détective Pat Hall de la Police provinciale de l'Ontario reçut une lettre du procureur adjoint de la Couronne, M^{me} Claudette Wilhelm, en date du 5 octobre 1999. Dans cette lettre, M^{me} Wilhelm demandait que la Police provinciale de l'Ontario tente de nouveau d'obtenir une divulgation complète de la part de l'agent Dunlop. Elle demandait également à l'inspecteur-détective Hall de dire à l'agent Dunlop de ne pas entrer en contact avec les plaignants dans l'affaire Marcel Lalonde. Le 28 octobre 1999, l'inspecteur-détective Hall informa M^{me} Wilhelm qu'il ne pouvait pas satisfaire à sa demande, car « il ne serait pas prudent » de sa part de communiquer avec l'agent Dunlop au sujet d'affaires qui ne touchaient pas les enquêtes de l'opération Vérité. L'inspecteur-détective Hall écrit également ceci : « Lorsque je m'occupais d'affaires relatives à l'opération Vérité, et à titre de sergent-détective, j'ai eu des contacts avec l'agent de police Perry Dunlop à de nombreuses reprises relativement à ses déclarations sur nos affaires. Ce dernier avait assuré les agents de l'opération Vérité qu'il leur avait fourni tous les renseignements concernant notre enquête. À ce moment-ci, je n'ai aucune raison d'en croire autrement. »

Ce commentaire de l'inspecteur-détective Hall est en complète contradiction avec l'information qui était disponible à ce moment-là. À l'automne de 1998, l'agent de police Dunlop refusa de signer une note confirmant qu'il avait fait une révélation complète. Rien ne s'était produit depuis, qui démontrait qu'une révélation complète avait effectivement été faite. Au contraire, la note de divulgation du 19 novembre 1996 indiquait que l'agent de police Dunlop avait en sa possession des éléments qu'il n'avait pas transmis à la Police provinciale de l'Ontario. En outre, cette déclaration est incompatible avec les discussions qui eurent lieu à cette époque entre l'inspecteur-détective Hall et le sergent d'état-major Garry Derochie ainsi que l'inspecteur intérimaire Rick Carter du SPC sur le fait de mener une enquête sur l'agent de police Dunlop pour entrave à la justice ou d'obtenir un mandat de perquisition dans sa résidence.

Marcel Lalonde fut reconnu coupable le 17 novembre 2000, d'accusations relatives à quatre des plaignants : C-45, C-8, C-66, ainsi qu'une autre personne. Il fut disculpé des accusations concernant les autres plaignants, dont C-68. Le 3 mai 2001, M. Lalonde fut condamné à une peine d'emprisonnement de deux ans moins un jour.

Événements ayant mené à la mise sur pied de l'opération Vérité

En juin 1996, l'agent Perry Dunlop intentait une poursuite en dommages-intérêts de 40 M\$ contre le Service de police de Cornwall, le diocèse d'Alexandria-Cornwall et d'autres parties. La poursuite portait principalement sur les circonstances entourant le règlement illégal conclu avec David Silmser et les accusations portées ultérieurement en vertu de la *Loi sur les services de police* contre l'agent Dunlop pour avoir divulgué la déclaration de M. Silmser à la Société de l'aide à l'enfance. Dans sa poursuite, il soutenait être victime d'une poursuite malveillante en plus d'invoquer la négligence, les abus de procédure et la diffamation. Il soutenait également que la façon dont le SPC le traitait « s'inscrivait dans le cadre d'un complot plus vaste afin de faire taire certaines allégations d'agressions sexuelles visant certaines personnes importantes à Cornwall, y compris l'abbé Charles MacDonald et feu Ken Seguin ».

À compter du mois de juin 1996 et jusqu'au printemps 1997, l'agent Dunlop, alors en congé de maladie, commença à parler avec des témoins et des présumées victimes d'agressions sexuelles, de concert avec son épouse, son beau-frère et son avocat, au sujet d'allégations d'agressions sexuelles commises dans la région de Cornwall. Ils recueillirent alors un certain nombre de déclarations et déclarations sous serment auprès de témoins, dont certaines servirent au soutien de la poursuite au civil de l'agent Dunlop.

Le 16 décembre 1996, M. Charles Bourgeois communiquait avec Julian Fantino, chef de police de London (maintenant, commissaire de la Police provinciale de l'Ontario). Le chef de police Fantino était connu pour la contribution de son service au projet Guardian, une enquête en matière d'exploitation sexuelle de garçons ayant retenu l'attention du public. M. Bourgeois demanda au chef de police Fantino de faire enquête sur des allégations d'agressions sexuelles d'enfants dont avait été informé l'agent Dunlop.

Le commissaire Fantino a déclaré qu'il croyait que sa participation à ce dossier serait inappropriée et qu'il dit à M. Bourgeois qu'il ne voulait recevoir aucun matériel, qu'il n'offrirait aucun commentaire à ce sujet et qu'il ne mènerait aucune enquête.

Le 19 décembre 1996, le chef de police Fantino recevait un colis de M. Bourgeois, composé d'une reliure, d'une bande vidéo et de bandes audio. Dans la reliure se trouvaient des déclarations et des déclarations sous serment de certaines présumées victimes et de certains témoins, des photos et de la documentation sur divers prêtres et d'autres présumés agresseurs, la demande introductory d'instance modifiée de l'agent Dunlop dans le cadre de la poursuite civile contre le SPC et d'autres parties, des articles de journaux, l'acte d'accusation en vertu de la *Loi sur les services de police* contre l'agent Dunlop ainsi que des copies de décisions judiciaires connexes et un extrait du livre *Boys Don't Cry*.

Ces documents finirent par prendre le nom de « dossier Fantino ». Dans la lettre d'accompagnement, M. Bourgeois écrivit ce qui suit : « Mes clients et moi-même vous remercions sincèrement du temps que vous accordez à ce dossier, des efforts considérables que vous déployez ainsi que de votre engagement à l'égard de ce dossier » et « après tant de tentatives infructueuses, ils sont persuadés que vous êtes l'homme de la situation ». Le commissaire Fantino a déclaré dans son témoignage que M. Bourgeois n'avait nullement tenu compte de ce qu'il lui avait dit et qu'il était déterminé à lui faire parvenir ces documents « coûte que coûte ». J'estime que M. Bourgeois et les Dunlop désespéraient de voir l'affaire examinée par une personne responsable.

Le chef Fantino rencontra le surintendant-détective en chef Wayne Frechette, alors chef du Bureau des enquêtes criminelles de la Police provinciale de l'Ontario, au début de février 1997, et lui remit les documents en question. Il ne communiqua pas avec M. Bourgeois ou les Dunlop pour accuser réception du matériel ou pour les informer qu'il transmit le matériel à la Police provinciale de l'Ontario. Je félicite le chef de police Fantino d'avoir pris l'initiative de s'assurer de faire parvenir ces documents aux autorités appropriées. Par contre, je crois qu'il est regrettable qu'il n'en ait pas informé M. Bourgeois, ce qui aurait diminué l'impression qu'avait l'agent Dunlop de tenter en vain de convaincre quelqu'un d'examiner ces allégations.

Au terme d'une discussion entre officiers supérieurs au siège de la Police provinciale de l'Ontario à Orillia, il fut décidé de remettre le dossier Fantino à l'inspecteur-détective Tim Smith qui le reçut vers le 18 février 1997.

Ce dernier déclara dans son témoignage qu'après avoir examiné le dossier Fantino, il comprit qu'il faudrait une enquête à grande échelle. À peu près au même moment, d'autres renseignements liés à ce dossier faisaient surface, y compris de l'information tirée des déclarations enregistrées sur bandes vidéo de Ron Leroux et de C-8, ainsi que d'autres documents sur les agissements de l'agent Dunlop à l'encontre du Service de police de Cornwall.

Au cours du mois où la Police provinciale de l'Ontario reçut le dossier Fantino, Ron Leroux remit une déclaration à deux agents de la Police provinciale de l'Ontario à Orillia faisant état d'allégations similaires à celles mentionnées dans le dossier. Il y décrivait un « clan » de pédophiles de Cornwall. Il affirma avoir vu des membres de ce « clan » en compagnie de prostitués de sexe masculin lors de voyages à Fort Lauderdale, en Floride. Ils se réunissaient également au presbytère de St. Andrews et au chalet de Malcolm MacDonald à l'île Stanley près de Summerstown, en Ontario. M. Leroux a affirmé que des garçons étaient emmenés au chalet pour y être agressés par divers membres du groupe.

L'enquête de l'opération Vérité a permis d'établir que peu des allégations de M. Leroux étaient fondées et que la plupart n'étaient qu'exagérations ou

mensonges. Plusieurs éléments de la déclaration de M. Leroux servirent à alimenter la rumeur dans les médias et la collectivité de Cornwall. Par contre, il est important de souligner que M. Leroux a déclaré dans son témoignage que nombre de choses affirmées dans ses diverses déclarations étaient fausses, notamment qu'il n'avait pas été témoin d'un rituel à la retraite de la pointe Cameron avec des chandelles et des draps. De plus, il a admis qu'il ne connaissait même pas certaines des personnes qu'il avait identifiées comme des membres du « clan » de pédophiles.

Néanmoins, certaines des allégations de M. Leroux étaient conformes aux déclarations formulées par d'autres personnes et à des éléments de preuve mis à jour dans le cadre de l'opération Vérité. Ainsi, un certain nombre de plaignants ont soutenu avoir été agressés par Malcolm MacDonald, et il fut arrêté aux termes de l'opération Vérité sur la foi de certaines de ces allégations. Bon nombre de personnes ont également affirmé, dans le cadre de l'opération Vérité, avoir été agressées sexuellement par l'agent de probation Ken Seguin. En outre, on apprit dans le cadre de l'opération Vérité que des bandes vidéo renfermant de la pornographie avaient été saisies au domicile de M. Leroux en 1993, puis détruites par la Police provinciale de l'Ontario.

Après avoir examiné le dossier Fantino, l'inspecteur-détective Smith communiqua avec le procureur de la Couronne Robert Pelletier et ils se rencontrèrent le 20 mars. Lors de cette rencontre, il remit au procureur de la Couronne Pelletier le dossier en question et ils discutèrent de la nécessité d'informer l'avocat de la défense, dans le cadre du procès de Charles MacDonald, des documents qui s'y trouvaient. Ils décidèrent que M. Pelletier examinerait le dossier et fixerait la date d'une réunion avec la Police provinciale de l'Ontario et M. Peter Griffiths, le directeur des services des procureurs de la Couronne, région de l'Est.

L'inspecteur-détective Smith invita le sergent-détective Hall et les agents-détectives Genier et Fagan à y assister. Lors de cette rencontre, qui eut lieu le 24 avril 1997, il fut décidé de confier à la Police provinciale de l'Ontario l'enquête sur toutes les allégations du dossier Fantino.

Avant la réunion, l'inspecteur-détective Smith conclut que l'enquête devrait prendre la forme d'un projet spécial. Les participants à la rencontre convinrent qu'il dirigerait l'enquête avec la collaboration d'une équipe d'agents sous sa direction. Malheureusement, la façon d'encadrer ce projet spécial n'a pas été abordée.

Je m'interroge sur le fait que la Police provinciale de l'Ontario n'ait apparemment pas su établir la façon la plus appropriée d'enquêter sur les agressions sexuelles dans la région de Cornwall. Il semble que la portée de l'enquête ait été conditionnée par les renseignements recueillis par l'agent

Dunlop plutôt que par une stratégie rationnelle et réfléchie, élaborée par la Police provinciale de l'Ontario. Cela a donné lieu à un mandat conférant une structure insuffisante et un objectif mal défini.

Alors qu'il s'agissait de la réunion de coup d'envoi d'une importante enquête, aucun des participants ne prit le procès-verbal ou des notes détaillées de ce qui s'y décida. L'inspecteur-détective Smith prit de courtes notes sous forme de « mots clefs » sur les aspects principaux. Les notes du sergent-détective Hall n'abondent pas non plus. Compte tenu de l'importance et de la portée de l'enquête alors envisagée, il aurait convenu de demander que quelqu'un prenne des notes et que l'on produise un rapport à la suite de la réunion.

Il me semble évident que les participants à cette réunion n'étaient pas tous conscients de l'énormité de la tâche qu'ils venaient d'entreprendre.

Le 8 avril 1997, environ deux semaines avant la réunion du 24 avril d'agents de la Police provinciale de l'Ontario et de procureurs de la Couronne, l'agent Dunlop tenta de remettre un jeu de quatre reliures, une vidéocassette d'un épisode de l'émission *Fifth Estate* où il paraissait et une lettre d'accompagnement à trois organismes différents : le ministère du Procureur général, le ministère du Solliciteur général et la Commission civile des services policiers de l'Ontario (CCSPO). Dans ces reliures se trouvaient les mêmes documents que dans le dossier Fantino ainsi que certains documents supplémentaires, y compris trois nouvelles déclarations de victimes et des documents divulgués dans le cadre des accusations portées contre l'agent Dunlop en vertu de la *Loi sur les services de police*. Tout au long du présent rapport, ces documents sont appelés le « dossier du gouvernement ». La lettre d'accompagnement, d'une longueur de sept pages, faisait état de nombreuses allégations d'agressions sexuelles ainsi que d'une allégation selon laquelle le Service de police de Cornwall et d'autres parties avaient comploté pour entraver le cours de la justice en plus de donner des précisions sur les antécédents de l'affaire.

Malheureusement, seul le ministère du Solliciteur général transmit les documents en question à la Police provinciale de l'Ontario. Or, comme ce ministère n'avait accepté que la lettre d'accompagnement de l'agent Dunlop, la Police provinciale de l'Ontario ne reçut pas les reliures que l'agent Dunlop avait tenté de remettre avec la lettre. La Commission civile des services policiers de l'Ontario conserva ces documents et ne les remit à personne. Quant au dossier du gouvernement, remis au ministère du Procureur général, tout ce que nous savons c'est que ce ministère fut incapable de le retrouver ultérieurement.

La Police provinciale de l'Ontario n'a pas obtenu de copie du dossier du gouvernement avant le 31 juillet 1998, c'est-à-dire plus d'un an après qu'il fut remis. Toutefois, en avril 1997, elle reçut plusieurs indications selon lesquelles l'agent Dunlop avait remis des documents supplémentaires.

La Police provinciale de l'Ontario reçut effectivement la lettre d'accompagnement qui avait été envoyée au solliciteur général, aux alentours du 24 avril. La lettre fait état de « quatre reliures de documents » comme l'une des pièces jointes. Dans la lettre, l'agent Dunlop décrit les documents qu'il a reçus à titre de divulgation dans le cadre d'une audience en vertu de la *Loi sur les services de police*. Le dossier Fantino ne se composait que d'une reliure et ne renfermait aucun document d'enquête obtenu en vertu de la *Loi sur les services de police*. Ces différences auraient dû inciter la Police provinciale de l'Ontario à se demander si les documents remis par l'agent Dunlop le 8 avril renfermaient des renseignements en sa possession.

L'inspecteur-détective Smith et le sergent-détective Hall décidèrent de nommer ce projet spécial « opération Vérité » puisque l'objet de cette enquête était de découvrir la vérité sur les allégations formulées dans les documents de l'agent Perry Dunlop. L'inspecteur-détective Smith avait commencé à travailler à un plan opérationnel en mars 1997. Il rencontra le sergent-détective Hall le 5 juin 1997, pour mettre au point le plan à présenter pour approbation au Quartier général de la Police provinciale de l'Ontario. Le plan opérationnel donnait un aperçu de la taille et de la portée de l'enquête, des ressources nécessaires, et de la façon dont cette dernière serait effectuée. Il semble que les auteurs du plan avaient une idée juste des difficultés qui pouvaient surgir dans le cas d'une enquête mettant en cause plusieurs victimes et plusieurs agresseurs en ce qui a trait au grand nombre de victimes qui pourraient se manifester. Ils avaient toutefois très largement sous-estimé le temps nécessaire pour mener à bien l'enquête ainsi que les ressources financières et humaines nécessaires. Des agents d'expérience comme l'inspecteur-détective Smith et le sergent-détective Hall auraient dû se douter qu'une année ne suffirait pas pour ce type de projet.

L'inspecteur-détective Smith a insisté sur le dévouement des agents qui ont participé à l'opération Vérité, précisant qu'ils n'avaient pas touché les primes d'heures supplémentaires auxquelles ils auraient eu droit s'ils étaient restés en poste dans leurs détachements locaux. Je suis d'avis que les restrictions à l'égard de la rémunération des heures supplémentaires ont imposé des limites arbitraires à l'enquête. Dès qu'ils prirent conscience de l'ampleur que prenait l'enquête, l'inspecteur-détective Smith et le sergent-détective Hall auraient dû avoir une certaine liberté de déterminer quand il était nécessaire de verser des primes d'heures supplémentaires et la Police provinciale de l'Ontario aurait dû mettre à leur disposition, au besoin, des ressources supplémentaires. Dans le cas d'une enquête comme l'opération Vérité, le manque de ressources humaines nuit aux

victimes possibles et aux agents qui y prennent part. Le financement et le soutien organisationnel sont cruciaux.

La Police provinciale de l'Ontario n'a pas mis à contribution les agents de la région qui avaient de l'expérience en matière d'enquêtes d'agressions sexuelles passées et non institutionnelles, comme ceux qui avaient participé au projet Jericho. De plus, l'équipe de l'opération Vérité a négligé de faire appel à la coordonnatrice des mesures législatives concernant l'abus sexuel de la région et à son adjointe qui étaient alors en poste. Il n'a été proposé à aucune agente de devenir membre de l'équipe de l'opération Vérité. Bien que les allégations contenues dans le dossier Fantino aient surtout trait à des agressions sexuelles de mâles par des mâles, le mandat de l'opération Vérité ne se limitait pas aux victimes masculines et, en fait, un certain nombre de victimes féminines se sont manifestées.

La composition de l'équipe a également eu comme autre conséquence de grever les effectifs des détachements locaux. Ainsi, les agents-détectives Genier et Dupuis relevaient tous deux du détachement de Long Sault avant de joindre l'équipe de l'opération Vérité. L'inspecteur-détective Smith s'inquiétait de monopoliser trop de ressources de la région et il ne s'adressa à l'agent-détective Dupuis qu'après avoir été incapable de recruter un agent d'une autre région. Cela eut pour conséquence de priver le détachement de Long Sault d'un agent et d'aggraver certains problèmes importants, y compris d'interdire à ce détachement de donner suite à une plainte de Jean-Luc Leblanc, dont il est question plus loin.

Le plan opérationnel fut présenté le 12 juin 1997. Il fut initialement rejeté et des renseignements supplémentaires furent demandés. L'inspecteur-détective Hall attribua le délai d'approbation à un différend interne à la Police provinciale de l'Ontario. À mon avis, le temps qu'a mis le bureau des enquêtes criminelles à approuver le plan opérationnel et à accorder le financement aurait pu créer des obstacles importants. Par conséquent, j'estime que la Police provinciale de l'Ontario n'a pas su obtenir, rendre accessible et affecter en temps opportun des ressources à l'opération Vérité.

Peu de temps après l'approbation du financement de l'opération Vérité, des articles parurent dans des journaux, dont l'un précisait que les membres de l'opération Vérité feraient enquête sur un soi-disant « groupe de pédophiles à Cornwall ». Cet article blâmait la Police provinciale de l'Ontario de ne pas avoir fait enquête plus tôt, compte tenu qu'elle était au courant des allégations depuis des mois.

Ces articles furent publiés avant l'émission, le 28 juillet, d'un communiqué de presse officiel de l'opération Vérité dans lequel il était précisé ce qui suit :

« La section enquêtes importantes de la Police provinciale de l'Ontario enquête sur des allégations d'agression sexuelle dans la région de Cornwall, en Ontario. [...] Les enquêteurs de la Police provinciale de l'Ontario sont au travail depuis le début du printemps (1997) et poursuivront leurs activités. » À mon avis, le communiqué de presse était trompeur et insistait trop sur le travail alors effectué par la Police provinciale de l'Ontario.

La Police provinciale de l'Ontario convoqua une conférence de presse le 25 septembre 1997. Le communiqué de presse précisait ce qui suit : « Toute personne masculine ayant été ou étant agressée sexuellement par un pédophile ou disposant de renseignements sur ce type d'activité est priée de communiquer avec les enquêteurs. » Cela donnait à penser que l'opération Vérité se limitait aux allégations d'agressions sexuelles visant des hommes. C'était une erreur.

J'apprécie la franchise de l'inspecteur-détective Smith lorsqu'il reconnaît que des erreurs ont été commises. Il a admis que la Police provinciale de l'Ontario avait mal informé le public tout au long du déroulement de l'enquête de l'opération Vérité.

Vue d'ensemble des enquêtes de l'opération Vérité

La phase d'enquête de l'opération Vérité débuta immédiatement après la couverture médiatique de la fin de juillet 1997, par les entrevues de Claude Marleau et de C-96. Elle prit fin trois ans plus tard au cours de l'été 2000. Un communiqué de presse officiel, annonçant la conclusion de l'enquête, fut émis en août 2001 après que les agents reçurent un avis sur les derniers dossiers de la Couronne. Les membres de l'opération Vérité demeurèrent à la disposition du public pour recevoir des plaintes par l'intermédiaire de leur détachement respectif de la Police provinciale de l'Ontario et continuèrent d'apporter un soutien à la conduite des procès en cours. Le dernier procès aux termes de l'opération Vérité a pris fin le 18 octobre 2004 lorsque le juge Plantana décida de surseoir à l'instance contre Jacques Leduc.

L'équipe de l'opération Vérité déposa 115 accusations contre 15 suspects à l'égard d'allégations d'agressions sexuelles formulées par 34 personnes.

Sur les quinze personnes arrêtées dans le cadre de l'opération Vérité, une seule a été condamnée en Ontario. Ce chiffre est, semble-t-il, celui dont font le plus souvent état les médias et les détracteurs de l'opération Vérité, mais il ne dit pas tout. Marcel Lalonde, qui fit l'objet d'une enquête conjointe de la Police provinciale de l'Ontario et du SPC, fut reconnu coupable d'un certain nombre d'accusations d'agression sexuelle. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un dossier de l'opération Vérité, l'enquêteur de la Police provinciale de l'Ontario dans ce dossier était l'agent-détective Genier, l'un des membres de l'équipe de l'opération Vérité. L'abbé Paul Lapierre fit l'objet de poursuites en Ontario et au Québec. Bien

qu'il fut acquitté en Ontario, il fut reconnu coupable au Québec des accusations portées contre lui par la Sûreté du Québec en conséquence de l'enquête effectuée par des agents de l'opération Vérité.

Au nombre des autres personnes arrêtées dans le cadre de l'opération Vérité, quatre suspects, y compris l'abbé Lapierre, furent innocentés au terme d'un procès. Quatre suspects sont morts avant la tenue de leur procès. Dans trois autres dossiers, la Couronne retira les accusations avant la tenue d'un procès. Les accusations contre Keith Jodoin furent retirées parce que la Couronne établit qu'il n'y avait aucune possibilité raisonnable d'obtenir une condamnation. En ce qui a trait à Bernard Sauvé et à l'abbé Romeo Major, les accusations furent retirées parce que les présumées victimes étaient trop malades ou réticentes pour procéder.

Trois autres cas aboutirent à des suspensions d'instances. En ce qui a trait au frère Leonel Romeo Carriere, les procédures d'accusation furent arrêtées parce qu'il était trop malade pour y répondre et produire une défense. Quant à l'abbé Charles MacDonald, les procédures d'accusation furent suspendues en raison de délais. Les accusations contre Jacques Leduc furent initialement suspendues pour cause de non-divulgation intentionnelle. L'appel de cette suspension fut accueilli, mais un autre arrêt des procédures fut accordé lors du nouveau procès en raison de délais.

Durant la réalisation de l'opération Vérité, le sergent-détective Pat Hall était responsable des décisions quotidiennes telles que l'attribution des tâches et les instructions à donner aux enquêteurs. Bien que l'inspecteur-détective Smith fût responsable de la gestion des cas, il prenait les décisions importantes, par exemple, si une personne devait être arrêtée ou si une allégation relevait du mandat du projet, souvent de concert avec le sergent-détective Hall. Les deux agents demeuraient en étroit contact même si l'inspecteur-détective Smith n'était pas souvent dans les bureaux de l'opération Vérité. Pat Hall fut promu inspecteur-détective et devint responsable de la gestion des cas en avril 1999, après le départ à la retraite (effectif) de l'inspecteur-détective Smith, et à compter de cette date ces décisions relevèrent de lui.

Chaque enquête était confiée à un enquêteur principal. Bien qu'une seule personne fût nommée agent responsable, les agents devaient se partager l'information et s'entraider. L'inspecteur-détective Hall était la seule personne à lire chaque déclaration. Le partage d'information entre agents se faisait de façon informelle. L'inspecteur-détective Hall supervisait le travail des agents-détectives Steve Seguin, Don Genier, et Joe Dupuis, qui dirigea la quasi-totalité des entrevues réalisées dans le cadre de l'opération Vérité.

À mon avis, l'opération Vérité avait des problèmes de dotation en personnel. Un nombre insuffisant d'agents y étaient affectés et ceux qui y avaient été ne consacraient pas tout leur temps à l'enquête. De plus, on ne fit pas assez de

formation spécialisée en matière de réalisation d'enquêtes sur des agressions sexuelles. Les agents affectés à l'opération Vérité ne reçoivent pas assez de formation en matière d'enquêtes sur des agressions sexuelles passées, ni avant, ni durant l'enquête. On ne saurait trop insister sur l'importance d'une formation appropriée, en particulier en matière d'agression sexuelle et d'agression sexuelle d'enfants. Je suis d'avis que la Police provinciale de l'Ontario n'avait pas convenablement formé les enquêteurs à l'égard des allégations d'agressions sexuelles, y compris les cas d'agressions passées.

Tel que mentionné, l'opération Vérité était fondée sur le dossier Fantino et sur la déclaration de Ron Leroux de février 1997 prise à Orillia. Toutefois, le mandat de l'opération Vérité a été établi de sorte à laisser aux agents, dans une certaine mesure, la possibilité d'enquêter sur des aspects liés aux documents mais non compris dans ces derniers. Il semble que le mandat n'était pas clairement défini, qu'il n'aît pas été appliqué uniformément et n'aît pas été bien compris par les agents non liés à l'opération Vérité ou par les présumées victimes. Le mandat comportait deux volets. Premièrement, faire enquête sur des allégations individuelles d'agression sexuelle. Pendant toute la durée de l'opération Vérité, nous avons dû nous demander si les allégations d'un plaignant ou de quelqu'un d'autre étaient visées par le mandat de l'opération Vérité. Le deuxième volet avait trait au complot. Il existait une certaine confusion sur la portée du mandat de l'opération Vérité au sein des détachements locaux de la Police provinciale de l'Ontario et même aux niveaux supérieurs de la structure de commandement.

Je suis particulièrement surpris par le fait que le surintendant en chef Fougère, un cadre supérieur de la Police provinciale de l'Ontario à l'époque de l'opération Vérité, ait cru que la portée de l'opération était beaucoup plus large. Je suis préoccupé du fait que cela semble indiquer un manque de connaissance du mandat de l'opération Vérité par les membres de la haute direction de la Police provinciale de l'Ontario.

Il est évident que le mandat de l'opération Vérité n'a pas été convenablement communiqué à tous les agents qui avaient directement des contacts avec les membres de l'opération ni compris par ces agents. Je recommande qu'à l'avenir, tous les agents de la Police provinciale de l'Ontario soient informés du mandat de projets spéciaux et que, par exemple, ce mandat soit communiqué à tous les détachements locaux et affiché bien en vue avec le numéro à composer pour toute question ou demande d'information.

Aucun protocole n'a été mis en place pour répondre aux questions à l'égard du chevauchement de compétences de l'opération Vérité et du SPC. Il semble que l'on ait cru que les agents de niveau hiérarchique supérieur se chargereraient informellement de régler les problèmes de chevauchement ou de renvoi au fur et à mesure qu'ils se présenteraient. Certain agents du Service de police de Cornwall ont déclaré lors de leur témoignage qu'ils n'étaient pas au courant de la portée du

mandat de l'opération Vérité, et plusieurs d'entre eux ne savaient pas quand ils devraient diriger des plaignants vers l'équipe de l'opération Vérité.

L'inspecteur-détective Smith savait que des problèmes de compétences finiraient par surgir et que les allégations qui ne correspondaient pas au mandat devaient être dirigées vers une autre instance. Malheureusement, ces décisions n'ont pas toujours été prises avec cohérence et diligence, ce qui a parfois retardé les enquêtes.

La portée du mandat de l'opération Vérité n'était comprise de la même façon que par peu de gens et, par conséquent, sa mise en œuvre a souffert d'un très grand manque d'uniformité. Initialement, l'opération Vérité a servi à enquêter sur des allégations sans lien avec le dossier Fantino afin d'éviter aux plaignants de devoir répartir leurs plaintes entre divers corps de police. Toutefois, les décisions en matière de mandat semblent avoir été prises, à l'occasion, de façon arbitraire et selon les besoins du moment. Ainsi, une allégation visant le propriétaire d'un dépanneur a été prise en charge alors que celle contre un instituteur ne l'a pas été. Lorsqu'on décidait qu'une plainte ne s'inscrivait pas dans le mandat de l'opération Vérité, le dossier n'était pas toujours transmis à d'autres corps de police dans les meilleurs délais. Par conséquent, j'estime que la Police provinciale de l'Ontario ainsi que les inspecteurs-détectives Smith et Hall n'ont pas su définir clairement le mandat de l'opération Vérité, c'est-à-dire, d'une façon qui aurait conféré à cette dernière une orientation et une structure appropriées.

À mon avis, il aurait sans doute été plus efficace que l'équipe de l'opération Vérité fasse enquête sur toutes les allégations d'agressions sexuelles passées, hors contexte familial, mettant en cause des jeunes personnes de la région de Cornwall plutôt que de s'employer à tenter d'établir si un cas s'inscrivait dans son mandat en se fondant sur la situation du présumé agresseur. Je comprends qu'une approche de cet ordre aurait donné lieu à une enquête beaucoup plus vaste, nécessitant sans doute plus de ressources. Cela dit, un mandat plus étendu aurait aussi présenté d'importants avantages. L'opération aurait bénéficié d'une structure claire, aurait moins prêté à confusion pour les plaignants et aurait permis aux agents d'enquête d'envisager de possibles liens entre tous les suspects.

L'inspecteur-détective Tim Smith et le sergent-détective Pat Hall eurent de nombreuses communications avec l'agent Dunlop. Un grand nombre de ces rencontres avaient pour but d'obtenir de ce dernier ses notes, des déclarations et d'autres documents ayant trait à ses contacts avec de présumées victimes d'agressions sexuelles. Or, puisque l'agent Dunlop était un agent de police au moment de son enquête privée, il avait le devoir de divulguer ces documents. De plus, il aurait dû consigner le nom de ces contacts et tenir des notes bien structurées de ses conversations avec les présumées victimes. Des difficultés sont aussi survenues à la suite des commentaires de l'agent Dunlop et de son

épouse Helen rapportés dans les médias ainsi qu'en raison des contacts que maintenait l'agent Dunlop avec de présumées victimes et leur famille.

En janvier 2000, l'agent Dunlop reçut par écrit l'ordre de préparer un résumé de témoignage anticipé sur ses contacts avec les victimes et les témoins, et de divulguer tous les documents qui étaient en sa possession. L'agent Dunlop avait des rapports avec un grand nombre des présumées victimes des diverses affaires sur lesquelles enquêta la Police provinciale de l'Ontario. Certains de ces rapports étaient problématiques, notamment l'influence qu'il avait sur certaines personnes, telles que C-8, Ron Leroux et C-18.

L'agent Dunlop n'a pas remis dans les meilleurs délais les documents que la Police provinciale de l'Ontario lui demandait de produire. Cela est attribuable en partie à de mauvais conseils de son avocat, mais également à son manque de confiance absolu envers les institutions publiques et à son incapacité à retracer, en temps opportun, ses propres documents. Je comprends que l'agent Dunlop estime avoir injustement fait l'objet d'une enquête ou que, dans son esprit, il estime avoir été persécuté par son propre corps de police, mais je n'arrive pas à comprendre comment cela a pu donner lieu à une absence totale de confiance en la Police provinciale de l'Ontario. L'opération Vérité a été mise sur pied en conséquence de son travail et à sa demande.

Il continua de faire des déclarations aux médias malgré les ordres que lui avaient donnés ses supérieurs et malgré le fait que les agents de l'opération Vérité lui aient demandé de s'abstenir de faire des déclarations.

La Police provinciale de l'Ontario n'a pas su mettre au point et appliquer des pratiques ou des protocoles appropriés qui lui auraient permis de composer avec les difficultés qui résultèrent de la participation de l'agent Dunlop à l'enquête de l'opération Vérité et, en particulier, les difficultés résultant de son manque de collaboration. Elle aurait dû faire plus pour recueillir une divulgation complète auprès de l'agent Dunlop plus rapidement. Quant à ses rapports avec des plaignants et des victimes, la Police provinciale de l'Ontario aurait dû faire un suivi à cet égard et mettre au point un plan afin de réduire au minimum les risques pour ces derniers.

Elle n'aurait pas dû attendre que des problèmes de communication de renseignements surviennent dans le procès de Marcel Lalonde à l'automne 1999. Elle aurait dû agir dès que l'agent Dunlop refusa de signer la note de service en 1998.

Je sais que la Police provinciale de l'Ontario avait un problème de compétence et qu'il revenait au SPC de donner les ordres, mais la Police provinciale de l'Ontario se devait d'informer le SPC de ce problème. Je ne crois pas que le SPC avait pleinement conscience de la gravité de l'ingérence de l'agent Dunlop dans les enquêtes et les poursuites de la Police provinciale de l'Ontario. Cette dernière aurait dû communiquer de façon plus efficace avec le SPC.

Enquête sur l'abbé Charles MacDonald dans le cadre de l'opération Vérité

Le 11 mars 1996, l'abbé Charles MacDonald fut arrêté dans la foulée d'allégations faites par David Silmser, John MacDonald et C-3 relativement à des cas de mauvais traitements. À la suite de cette arrestation, plusieurs nouvelles allégations furent faites contre l'abbé MacDonald. C-8 se présenta à la Police provinciale de l'Ontario en janvier 1997, et le dossier Fantino fit état de plusieurs allégations de mauvais traitements perpétrés par l'abbé MacDonald.

L'agent-détective Joe Dupuis fut nommé enquêteur principal pour l'enquête sur l'abbé MacDonald. Au début de septembre 1997, il ne possédait pas d'exemplaire du rapport de l'enquête précédente sur l'abbé MacDonald. Il n'avait pas eu l'occasion d'examiner le dossier lorsqu'il avait été initialement affecté à l'enquête; en conséquence, il n'était pas au courant de l'état des accusations antérieures portées contre l'abbé MacDonald, ni du fait que l'enquête préliminaire avait été ajournée à février 1997 en raison des allégations faites par un nouveau plaignant, C-8, et qu'elle avait ensuite été rouverte au début de septembre, puis achevée.

Le rôle premier de l'agent-détective Dupuis consistait à traiter les nouvelles allégations visant l'abbé MacDonald. Il n'était pas engagé dans cette affaire lorsque les chefs d'accusation antérieurs avaient été cités devant le tribunal. Cette affaire relevait de l'enquête effectuée par l'agent-détective Fagan. L'agent-détective Dupuis a déclaré lors de son témoignage qu'il se souvenait d'avoir reçu le dossier des mains de l'agent-détective Fagan, mais qu'il ne saurait dire quand cela s'était produit. Le 26 novembre 1998, l'agent-détective Dupuis rencontra l'agent-détective Fagan, soit plus d'un an après son affectation à cette enquête.

Selon l'inspecteur-détective Hall, la Police provinciale de l'Ontario reconnut qu'il était nécessaire d'accélérer le traitement du cas de l'abbé MacDonald étant donné qu'il s'agissait d'une affaire en cours devant le tribunal. L'inspecteur-détective Hall a expliqué que ce cas constituait une « priorité du plus haut niveau » et qu'il était d'avis qu'il fallait s'assurer de ne pas s'exposer à des ennuis liés aux délais prévus dans la Charte. Mais aucune entrevue ne fut réalisée avant septembre 1997. L'agent-détective Dupuis était l'enquêteur principal affecté à ce cas, même s'il ne se joint à l'équipe de l'opération Vérité qu'en septembre 1997.

Je me demande pourquoi l'agent-détective Dupuis fut nommé enquêteur principal. Il aurait peut-être été plus approprié d'affecter l'agent-détective Steve Seguin ou l'agent-détective Don Genier au dossier étant donné qu'en septembre 1997, cela faisait déjà plusieurs mois qu'ils étaient engagés dans l'opération Vérité et qu'ils connaissaient donc bien les allégations citées dans le dossier Fantino. En revanche, l'agent-détective Dupuis n'était pas au

courant de ces nouvelles allégations, ni des accusations contre l'abbé MacDonald qui progressaient dans le système judiciaire à cette époque.

L'inspecteur-détective Hall a expliqué que ce retard était imputable à plusieurs facteurs : l'opération Vérité ne fut mise sur pied qu'en août 1997; les agents étaient toujours en train de décortiquer le contenu du dossier Fantino; et l'équipe s'occupait quant à elle des allégations faites par Claude Marleau. L'inspecteur-détective Hall a ajouté qu'une des entrevues se rapportant au cas de l'abbé MacDonald avait été réalisée à Edmonton et retardée afin d'être coordonnée avec un voyage relatif à une enquête distincte menée dans les Territoires du Nord-Ouest, à laquelle participait également l'inspecteur-détective Hall. Je trouve que ces raisons sont insuffisantes. Je vois aussi un problème dans le fait que l'agent-détective Dupuis n'avait pas le dossier complet de l'enquête précédente sur l'abbé MacDonald lorsqu'il fut initialement affecté à l'enquête, et que ce dossier lui fut transmis avec un certain retard.

Les agents-détectives Dupuis et Seguin firent un enregistrement vidéo d'une déclaration de C-4, le 28 octobre 1997. C-4 dit aux agents qu'il avait été agressé sexuellement par l'abbé MacDonald dans un chalet à Egansville, lorsqu'il avait environ 17 ans. Robert Renshaw est une autre des victimes présumées interviewées par des agents du bureau de l'opération Vérité à l'automne de 1997. Il a prétendu que Ken Seguin l'avait agressé durant une période de temps considérable, y compris lorsqu'il était son agent de probation. Il a aussi dit avoir été agressé par l'abbé MacDonald.

Une autre victime présumée, Kevin Upper, fit une déclaration enregistrée sur bande vidéo à la Police provinciale de l'Ontario, au sujet des allégations qu'il avait faites contre l'abbé MacDonald le 3 octobre 1997. M. Upper rapporta aux agents-détectives Seguin et Dupuis qu'il avait été enfant de chœur à l'église St. Columban durant plusieurs années, et qu'il y avait eu un incident durant cette période au cours duquel l'abbé MacDonald l'avait agressé sexuellement. Une autre victime présumée, C-5, fut interviewée par la Police provinciale de l'Ontario le 30 septembre 1997. Il divulguera l'agression par l'abbé Charles MacDonald lors d'une confession à l'école.

Le dossier de la Couronne, fondé sur l'enquête menée dans le cadre de l'opération Vérité à l'automne de 1997, fut remis à Robert Pelletier le 6 janvier 1998. La Couronne y recommandait que plusieurs accusations soient portées contre l'abbé MacDonald relativement aux plaignants dont le cas est discuté plus haut et à C-8. Un renseignement fut déclaré sous serment le 26 janvier 1998.

La Police provinciale de l'Ontario apprit à la fin de 1998 et au début de 1999 que des lettres avaient été envoyées par l'abbé MacDonald à des victimes présumées ainsi qu'à des victimes présumées potentielles. L'agent-détective

Dupuis a reconnu qu'il aurait dû examiner cette situation plus à fond et déterminer si une ordonnance d'interdiction de communiquer avait été prononcée. Je souscris à ce point de vue. L'abbé MacDonald avait été libéré à la condition de ne pas communiquer avec des plaignants. L'agent-détective Dupuis aurait dû pousser plus loin son enquête afin de déterminer si l'abbé MacDonald avait enfreint ses conditions de libération ou tenté de faire entrave à la justice.

L'enquête préliminaire commença en mars 1999. Le 3 mai 1999, l'abbé MacDonald s'engagea à subir un procès au titre de tous les chefs d'accusation.

Au début de l'année 2000, la Police provinciale de l'Ontario apprit qu'une autre personne prétendait avoir été agressée par l'abbé MacDonald. L'agent-détective Dupuis interviewa C-2 le 21 janvier 2000. Le 10 avril 2000, des accusations furent déposées contre l'abbé MacDonald à l'égard de C-2. La date initiale du procès fut reportée et l'enquête préliminaire sur les chefs d'accusation associés à C-2 prit fin le 30 août 2000. Une mise en accusation relative à tous les chefs d'accusation, y compris ceux se rapportant à C-2, fut préparée le 18 octobre 2000.

En avril 2002, l'avocat de la défense déposa une demande de suspension d'instance contre l'abbé MacDonald pour retard déraisonnable. Le 13 mai 2002, toutes les accusations furent suspendues. L'agent-détective Dupuis a déclaré lors de son témoignage qu'il pensait que le cas de l'abbé MacDonald progressait trop lentement et qu'il en avait par ailleurs discuté avec d'autres agents qui partageaient son point de vue. Cela dit, selon l'agent-détective Dupuis, les policiers ne craignaient pas que la défense invoque un retard avant la demande de suspension d'instance.

L'inspecteur-détective Hall estimait que la principale raison qui aurait pu justifier l'ajournement du procès en mai 2000 aurait été le dépôt d'accusations supplémentaires eu égard aux allégations de C-2 et le jumelage de ces accusations à des accusations existantes aux fins d'une seule et même poursuite. L'inspecteur-détective Hall a expliqué que si des responsables de l'opération Vérité avaient entendu parler des allégations faites par C-2 en 1998 lorsqu'il avait d'abord parlé à l'agent Dunlop, elles auraient fait l'objet d'une enquête à l'époque et des accusations auraient été déposées en 1998 plutôt qu'en 2000. Il a attesté, cela dit, que même si l'on ne tient pas compte des allégations de C-2, d'autres problèmes auraient rendu un ajournement nécessaire en 2000, tels que la divulgation d'autres renseignements par l'agent Dunlop.

Enquête sur des menaces de mort

Ron Leroux signa un affidavit qui figurait dans le dossier remis au chef Fantino en décembre 1996. Dans cet affidavit, il soutenait qu'il avait entendu Malcolm MacDonald, l'abbé Charles MacDonald et Ken Seguin proférer des

menaces de mort contre l'agent Dunlop et sa famille, alors qu'ils se trouvaient à la résidence de M. Seguin en novembre 1993 ou vers cette date. M. Leroux répéta ces affirmations dans le cadre de la déclaration qu'il fit à un agent du détachement d'Orillia de la Police provinciale de l'Ontario en février 1997. Le sergent-détective Pat Hall fut affecté à l'enquête sur ces allégations en mars 1997. La rédaction du dossier de la Couronne fut achevée le 19 août 1998, et le procureur de la Couronne Robert Pelletier remit son opinion écrite le 22 décembre 1998. Le sergent-détective Hall conclut qu'il n'y n'avait pas de motifs raisonnables et probables de déposer des accusations et, après avoir examiné le dossier, M. Pelletier abonda dans le même sens que lui.

Le 30 juillet 1997, David Silmser communiqua avec le détachement de Prescott de la Police provinciale de l'Ontario afin de signaler à qui de droit qu'il avait lui aussi reçu des menaces de mort.

Il y a peu de doute que l'enquête sur les menaces de mort ait régressé de plusieurs places sur la liste de priorités du sergent-détective Hall subséquemment au lancement de l'opération Vérité. Dans une certaine mesure, ce dénouement était souhaitable compte tenu de l'important volume de travail que lui et les autres enquêteurs de l'opération Vérité devaient assumer. Il y avait des raisons de douter du sérieux des allégations, y compris le temps écoulé avant que leurs auteurs parlent à la police, la réticence de la principale cible des menaces (l'agent Dunlop) à participer à l'enquête et les problèmes de crédibilité du seul témoin pour le cas, M. Leroux. J'estime que bien que le sergent-détective Hall ait enquêté en profondeur sur ces allégations, il ne l'a pas fait en temps opportun.

Enquêtes sur les plaintes de Claude Marleau et de C-96

À la fin de juillet 1997, Claude Marleau apprit qu'une enquête était menée dans le cadre de l'opération Vérité. Il téléphona à C-96 et les deux hommes décidèrent de faire part de leurs allégations à la Police provinciale de l'Ontario. Le fait que M. Marleau et C-96 aient décidé de communiquer avec la Police provinciale de l'Ontario après avoir lu un article de journal sur l'opération Vérité est un exemple de l'influence positive que peut avoir la couverture médiatique.

L'agent-détective Don Genier parla avec M. Marleau le 28 juillet 1997. M. Marleau affirma qu'à compter de l'âge de 10 ans et jusqu'à ses 16 ans, il subit des agressions de la part de huit hommes. Il identifia également d'autres victimes potentielles : C-96, C-110, C-95 et une autre personne.

M. Marleau et C-96 rencontrèrent des représentants de l'opération Vérité le 31 juillet 1997, et se firent interviewer séparément. La déclaration de M. Marleau fut recueillie par l'agent détective Genier. Il identifia M. Landry, l'abbé Paul Lapierre, l'abbé Donald Scott, l'abbé Ken Martin, George Sandford Lawrence,

le Dr Arthur Peachey et Laurent Benoît en tant que ses agresseurs présumés. Il y avait un autre agresseur présumé dont il ne pouvait se souvenir du nom, mais qu'il décrivit comme le prêtre responsable de la paroisse d'Ingleside.

Selon l'inspecteur-détective Hall, les allégations de C-96 et de M. Marleau constituaient un important développement pour l'opération Vérité, surtout qu'elles ne figuraient pas dans les documents fournis par l'agent Perry Dunlop. Les plaintes de Claude Marleau et de C-96 firent augmenter le nombre de suspects visés par l'enquête.

Il est important de noter que lors de la première entrevue subie par M. Marleau dans le cadre de l'opération Vérité, l'agent-détective Genier avisa ce dernier qu'il préférerait que l'entrevue se déroule en anglais. M. Marleau a témoigné qu'il aurait aimé parler français mais qu'il ne l'a jamais dit à l'agent-détective Genier. Il soutient qu'il aurait pu donner de meilleures descriptions et qu'il aurait été plus facile pour lui d'exprimer ses émotions. L'entrevue de C-96 fut aussi réalisée en anglais. L'inspecteur-détective Hall a déclaré que l'agent-détective Genier était la seule personne de l'équipe de l'opération Vérité qui parlait français couramment.

Je trouve malheureux qu'un seul agent bilingue ait été affecté à cette enquête, et qu'aucun membre du personnel administratif n'était bilingue malgré le fait que l'enquête en question avait lieu dans une collectivité bilingue. On doit faire des efforts pour s'assurer que les plaignants soient à l'aise, notamment en leur faisant subir des entrevues dans la langue qu'ils maîtrisent le mieux. Le choix de la langue devrait revenir au plaignant.

Après avoir fait sa déclaration à la Police provinciale de l'Ontario, M. Marleau communiqua avec l'agent-détective Genier et lui dit qu'il avait oublié de parler d'un d'incident lié à une agression. Le 3 septembre 1997, une deuxième entrevue eut lieu et M. Marleau décrivit un incident lors duquel il aurait été censément agressé à Montréal par l'abbé Paul Lapierre et un prêtre qu'il a désigné comme l'abbé Gilles Deslauriers.

Le 19 octobre 1998, M. Marleau dit à l'agent-détective Genier qu'il croyait qu'il s'agissait d'un autre prêtre et que ce n'était pas l'abbé Deslauriers qui l'avait agressé à Montréal. M. Marleau identifia le prêtre qui avait célébré le mariage d'un parent comme celui qui l'avait censément agressé. L'agent-détective Genier se présenta à l'église de la Nativité et demanda à cette personne des renseignements sur le mariage du parent de M. Marleau. Il apprit que le prêtre qui avait célébré le mariage était l'abbé René Dubé. L'agent-détective Genier se rendit à Québec pour demander à M. Marleau d'identifier son agresseur présumé parmi une série de photos. M. Marleau choisit celle de l'abbé René Dubé.

Les allégations sur l'incident visant l'abbé Dubé et l'abbé Paul Lapierre furent communiquées par la suite à la police de Québec afin que celle-ci s'occupe de cette affaire.

Les agents de l'opération Vérité préparèrent des dossiers de la Couronne relativement aux plaintes contre M. Landry, l'abbé Paul Lapierre, l'abbé Martin, George Sandford Lawrence, le D^r Peachey et Harvey Latour. Les autres suspects identifiés par M. Marleau et C-96 étaient décédés ou bien les allégations faites contre eux avaient été communiquées à la police de Québec.

Le procureur de la Couronne Robert Pelletier reçut ces dossiers les 1^{er} et 3 avril 1998. Le 7 mai 1998, il fournit à l'inspecteur-détective Smith une opinion sur les allégations et il nota que « l'on n'avait pas beaucoup interrogé M. Marleau sur la question du consentement » lors de ses déclarations, bien que « la teneur générale de la déclaration de Marleau révèle qu'il n'était pas un participant pleinement consentant ». Le représentant de la Couronne déclara aussi que M. Marleau devrait être avisé des difficultés liées aux poursuites afin que l'on puisse obtenir son point de vue complètement éclairé sur l'affaire.

Après avoir obtenu l'opinion de la Couronne, l'agent-détective Seguin téléphona à M. Marleau à plus d'une reprise et lui posa des questions sur les préoccupations de la Couronne quant à la question du consentement, particulièrement en ce qui concerne le D^r Peachey et l'abbé Martin. Selon M. Marleau, l'agent-détective Seguin s'intéressait à cette question de façon très limitée et d'un point de vue technique, plutôt que de chercher à analyser ses liens avec ses agresseurs présumés.

Selon M. Marleau, peu de gens au procès ont compris que les événements survenus lorsqu'il avait 17 ans étaient liés à ceux survenus lorsqu'il en avait 11. À ses yeux, il s'agissait d'une chaîne d'événements interreliés. Il appert que M. Marleau essayait d'expliquer que le lien entre ces événements avait dissipé toute apparence de consentement.

Comme je l'ai mentionné, l'agent-détective Seguin n'avait pas reçu de formation sur les agressions sexuelles. Ce genre de formation l'aurait aidé à comprendre comment les victimes peuvent être conditionnées, ce qui peut les amener à donner l'impression qu'elles consentent à des actes d'agression alors qu'en fait, ce consentement est vicié par les tactiques de manipulation psychologique ou financière de par leurs agresseurs. Avec le recul, si l'agent-détective Seguin avait compris ce principe, il aurait été en mesure de poser des questions mieux ciblées pour obtenir des preuves de conditionnement et de consentement vicié. Cette situation met en relief la nécessité de donner une formation adéquate aux policiers en matière d'agressions sexuelles, et de l'actualiser périodiquement.

M. Marleau et C-96 firent leur première déclaration en juillet 1997. Les dossiers de la Couronne furent soumis en avril 1998, et l'opinion de la Couronne suivit au début de mai 1998. Cela dit, aucune accusation ne fut déposée avant juillet 1998. Des agents du bureau de l'opération Vérité avisèrent M. Marleau que l'affectation d'un procureur de la Couronne posait des difficultés étant donné

que le procureur local se trouvait en conflit d'intérêts. Il avait été décidé que le procureur de la Couronne local, Murray MacDonald, ne s'occuperait pas des poursuites entamées dans le cadre de l'opération Vérité du fait que les allégations qui le visaient étaient citées dans le dossier Fantino.

La seule condamnation obtenue sur la foi des allégations de M. Marleau et de C-96 est celle de l'abbé Paul Lapierre. Il fut déclaré coupable par un tribunal québécois et condamné à douze mois d'emprisonnement, suivis d'une période de probation de trois ans. L'abbé Dubé fut acquitté des accusations qui pesaient contre lui au Québec.

En Ontario, l'abbé Lapierre ne fut pas reconnu coupable au titre des accusations faites par la Police provinciale. M. Latour, M. Lawrence et l'abbé Martin furent aussi acquittés des accusations qui avaient été portées contre eux. M. Landry et le Dr Peachey décédèrent avant leur procès et les accusations qui les visaient furent retirées.

Enquête sur Richard Hickerson

Richard Hickerson travaillait comme conseiller en emploi pour Main-d'œuvre Canada. Il avait de fréquentes interactions avec les agents de probation Ken Seguin et Nelson Barque, car on lui demandait souvent d'aider des personnes en probation ou en libération conditionnelle à se trouver du travail. Il faisait aussi du bénévolat à l'École Musica de Cornwall, où il agissait comme « formateur » pour les élèves en violon.

Le 7 octobre 1997, C-11 communiqua avec l'agent-détective Joe Dupuis pour faire une plainte relativement à M. Hickerson. Lorsque C-11 avait 12 ou 13 ans et qu'il était en huitième année, il suivait des cours de musique à l'École Musica. Il alléguait que durant certaines séances de formation, M. Hickerson l'agressa sexuellement à maintes reprises sur une période de plusieurs années. Il alléguait que M. Hickerson avait « une vaste collection de pornographie, [...] y compris de la pornographie juvénile ».

Un deuxième plaignant, Keith Ouellette, attira l'attention d'agents de l'opération Vérité le 10 octobre 1997. Il fut interviewé par les agents-détectives Dupuis et Steve Seguin le 30 octobre 1997. Il leur dit que Ken Seguin était son agent de probation lorsqu'il avait 18 ou 19 ans. Il mentionna que M. Seguin l'avait envoyé à Main-d'œuvre Canada pour y rencontrer M. Hickerson, lequel l'avait agressé sexuellement à de nombreuses reprises.

La Police provinciale de l'Ontario apprit de la bouche de C-90 que Robert Sheets était peut-être une victime de M. Hickerson. L'agent-détective Genier recueillit une déclaration de M. Sheets le 2 juin 1998. Celui-ci alléguait que MM. Hickerson et Barque l'avaient agressé sexuellement. M. Sheets fit aussi

allusion à la collection de films pornographiques de M. Hickerson, et déclara que celui-ci lui faisait visionner des films pornographiques homosexuels mettant en scène des hommes.

Le 11 juin 1998, les agents-détectives Genier et Dupuis recueillirent une déclaration après mise en garde auprès de M. Hickerson. Celui-ci reconnut qu'il avait eu des rapports sexuels avec C-11 et attesta également avoir été impliqué dans un « incident sexuel » avec un enfant de chœur lorsqu'il était prêtre.

M. Hickerson se suicida le 19 juin 1998. Je suis préoccupé par le fait que la Police provinciale de l'Ontario n'a pas pris de mesures pour interviewer M. Hickerson ou pour fouiller sa résidence à l'automne de 1997, après que C-11 et M. Ouellette eurent porté plainte. Il est aussi évident que la Police provinciale aurait pu faire davantage pour donner suite aux allégations de possession de pornographie juvénile. Je suis aussi préoccupé par le délai de près de un mois qui s'est écoulé entre l'obtention de la déclaration inculpatoire de M. Hickerson et la date prévue de son arrestation.

Enquête sur Nelson Barque dans le cadre de l'opération Vérité

La deuxième enquête de la Police provinciale de l'Ontario sur M. Barque a commencé en 1997 dans le cadre de l'opération Vérité. Le 27 janvier 1997, l'agent-détective Genier reçut un appel de C-45, qui fit alors des allégations contre Ken Seguin, Nelson Barque et Marcel Lalonde.

Des agents de l'opération Vérité apprirent qu'il y avait peut-être une autre victime potentielle – Robert Sheets. L'agent-détective Genier recueillit une déclaration de M. Sheets, qui alléguait que M. Barque et Richard Hickerson l'avaient agressé sexuellement. Au début, M. Seguin était l'agent de probation de M. Sheets, mais M. Barque devint son agent de probation en janvier 1982.

M. Barque fit une déclaration après mise en garde aux agents-détectives Genier et Dupuis, le 18 juin 1998. Il admit s'être livré à des activités sexuelles avec M. Sheets lorsque celui-ci était probationnaire et estima que cela avait duré de douze à dix-huit mois. M. Barque admit aussi avoir eu des rapports sexuels avec C-44 et Albert Roy.

Malgré les aveux faits lors de sa déclaration, M. Barque ne fut pas mis en état d'arrestation. L'inspecteur-détective Hall a déclaré lors de son témoignage que les policiers avaient des motifs raisonnables et probables de procéder à cette arrestation, mais la Police provinciale de l'Ontario voulait arrêter M. Barque le 9 juillet 1998, ainsi que plusieurs autres suspects. Quoi qu'il en soit, M. Barque se suicida le 28 juin 1998.

Je suis préoccupé par le retard qui s'est accumulé dans l'enquête sur les allégations contre M. Barque depuis juin 1997. Il avait été condamné au titre d'accusations comparables en 1995 et pourtant, il semblait peu important

d'enquêter sur lui à nouveau. Je crois qu'il ne convenait vraiment pas, dans le cadre de l'opération Vérité, de retarder l'arrestation de suspects visés par de graves accusations d'agression sexuelle sur de jeunes gens, après que ces suspects eurent fait des déclarations inculpatoires dans la foulée d'entrevues après mise en garde.

Enquête sur Jacques Leduc et poursuite

Des allégations d'agression sexuelle visant l'avocat de Cornwall Jacques Leduc furent faites en avril 1998. La première victime présumée ayant décidé de témoigner était C-16. Le 8 avril 1998, un ami de la famille de C-16 fit un rapport à l'agent-détective Verne Gilkes du détachement de Hawkesbury. C-16, qui était alors âgé de 21 ans, fut interviewé par l'agente Charlène Davidson du détachement de Lancaster le 7 mai 1998.

Les agents de l'opération Vérité prirent le relais de l'enquête sur les allégations de C-16. L'agent-détective Dupuis, qui était l'enquêteur principal pour ce cas, et l'agent-détective Steve Seguin obtinrent une déclaration le 11 mai 1998 et l'enregistrèrent sur bande vidéo. Dans cette déclaration, C-16 mentionnait qu'il avait commencé à travailler pour M. Leduc lorsqu'il avait 13 ans. Il disait aussi que les agressions avaient commencé moins d'un an plus tard et qu'elles s'étaient poursuivies jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de 18 ou 19 ans. Il parla aux policiers d'autres jeunes gens qui avaient travaillé pour M. Leduc, en particulier de C-23, de C-17 et d'une autre personne.

Les agents-détectives Seguin et Dupuis interviewèrent C-17 le 13 mai 1998. À l'époque, C-17 avait 17 ans. Il alléguait que M. Leduc l'avait agressé. Durant l'entrevue, C-17 avait de la difficulté à décrire les agressions, en partie à cause de problèmes liés à la langue. Il est malheureux que cette entrevue n'ait pas été réalisée en français. Comme je l'ai mentionné, la révélation d'incidents concernant des agressions sexuelles peut être un exercice extrêmement stressant pour les victimes, et des efforts devraient être faits pour s'assurer de les mettre à l'aise. Selon moi, cela devrait comprendre, à tout le moins, une entrevue dans la langue que le plaignant maîtrise le mieux.

Les agents de l'opération Vérité recueillirent aussi deux déclarations auprès de C-23, les 25 mai et 22 juillet 1998. C-23 dit aux policiers qu'il avait eu des contacts sexuels avec M. Leduc, mais qu'il y avait consenti. Il mentionna aussi que lui et M. Leduc avaient participé à des actes sexuels avec une autre personne, C-22. Les policiers interviewèrent C-22 par la suite et M. Leduc fut finalement accusé relativement aux allégations.

Le 15 juin 1998, l'agent-détective Dupuis se rendit chez C-16 pour passer prendre une vidéo sur le soutien aux victimes. La mère de C-16 lui mentionna qu'elle avait reçu un appel de l'agent Perry Dunlop, qui voulait savoir comment se déroulait l'enquête. L'agent-détective Dupuis lui répondit de ne pas discuter

de quoi que ce soit avec l'agent Dunlop durant l'enquête. Il ne lui posa aucune question, du reste, sur l'appel téléphonique ni sur la question de savoir si elle avait déjà communiqué avec l'agent Dunlop.

Au cours de la semaine du 15 juin 1998, l'inspecteur-détective Smith et le sergent-détective Hall discutèrent de la conversation qu'avait eue l'agent Dunlop avec la mère de C-16; ils rencontrèrent ensuite l'agent Dunlop le 23 juillet 1998. L'inspecteur-détective Smith discuta de la conversation téléphonique qu'avait eue l'agent Dunlop avec la mère de C-16, car il avait déjà demandé à l'agent Dunlop de ne pas communiquer avec des victimes ou des témoins.

Ni l'inspecteur-détective Smith, ni le sergent-détective Hall ne prirent de notes sur la conversation entre l'agent Dunlop et la mère de C-16 après en avoir entendu parler par l'agent-détective Dupuis, ou pendant la rencontre avec l'agent Dunlop. Compte tenu de leurs préoccupations au sujet des rapports de l'agent Dunlop avec des témoins, ils auraient dû prendre des notes sur cette conversation.

Le 2 juin 1998, les agents-détectives Dupuis et Seguin se rendirent au domicile de C-22 et lui demandèrent de faire une déclaration. Celui-ci laissa entendre que quelque chose s'était produit pendant qu'il travaillait pour M. Leduc, mais qu'il « ne voulait pas en parler, ni voir son nom dans le journal, ni non plus aller en cour ».

Quelqu'un sortit de la maison de C-22 et dit clairement aux policiers que ledit C-22 ne voulait pas parler à la police et qu'il y travaille lui-même. Les agents répondirent à cette personne que si C-22 refusait de leur parler, ils allaient de toute façon lui envoyer une assignation à témoigner devant un tribunal. Dans le cadre de sa déposition devant la Commission, l'agent-détective Dupuis a déclaré qu'il n'aurait pas dû dire à une victime présumée qu'elle recevrait une assignation à témoigner. L'agent-détective Seguin a admis qu'il « aurait pu y avoir une meilleure façon de passer ce message ». Il n'est pas approprié, évidemment, de menacer une victime présumée réticente, en lui disant qu'elle recevra une assignation à témoigner.

M. Leduc se fit arrêter le 22 juin 1998, et fut accusé au titre de six chefs d'accusation liés aux allégations de C-16 et de C-17. Il fut libéré sous caution, sous réserve de la condition suivante : il ne devait pas se retrouver seul avec des jeunes hommes âgés de moins de 18 ans. On lui interdisait aussi de communiquer avec les victimes présumées et les membres de leur famille, ou avec C-23 et les membres de sa famille. Six autres accusations furent déposées contre M. Leduc le 17 juillet 1998, et le 11 mars 1999, il a été accusé au titre de quatre autres chefs d'accusation qui se rapportaient à des allégations de C-22.

La procureure de la Couronne Shelley Hallett a été mandatée pour poursuivre M. Leduc en juillet 1998. La mère de C-16 fut citée comme témoin par la Couronne.

Des documents qui se trouvaient en possession d'agents de l'opération Vérité font mention des rapports entre la mère de C-16 et l'agent Dunlop. L'agent-détective Dupuis avait pris des notes sur la conversation du 15 juin 1998. Les deux conversations avec la mère de C-16 étaient aussi mentionnées dans les notes divulguées par l'agent Dunlop à des agents de l'opération Vérité le 14 mars 2000. De plus, dans un résumé de témoignage anticipé fait à des agents de l'opération Vérité, en avril 2000, l'agent Dunlop fait deux fois allusion à ses rapports avec la mère de C-16. Il mentionne la conversation du 8 mai 1998 et la rencontre du 23 juillet 1998, au cours de laquelle l'inspecteur-détective Smith, le sergent-détective Hall et l'inspecteur Trew discutèrent de ses rapports avec la mère de C-16. Aucun de ces événements n'avait été révélé à la défense avant le témoignage de la mère de C-16. L'agent-détective Seguin et l'inspecteur-détective Hall ont tous deux déclaré lors de leur témoignage que pendant que l'avocat de la défense questionnait les policiers sur la non-divulgation de ces documents, M^{me} Hallett a dit quelque chose qui s'apparentait à ceci : « Voilà qui est nouveau pour moi. » Selon l'inspecteur-détective Hall, ce commentaire signifiait qu'elle n'était pas du tout au courant de la conversation qui avait eu lieu entre la mère de C-16 et l'agent Dunlop. L'agent Hall a déclaré qu'il avait de la difficulté à comprendre ce commentaire, car il croyait que M^{me} Hallett avait lu au complet le témoignage anticipé de l'agent Dunlop après que les responsables de l'opération Vérité l'eurent reçue en avril 2000, il « ne voyait pas comment elle n'était pas au courant de cette conversation ».

L'inspecteur-détective Hall a mentionné qu'il n'avait pas dit aux avocats de la défense que M^{me} Hallett avait reçu les documents de Dunlop en avril 2000, étant donné qu'il n'était pas au tribunal ce matin-là et qu'il n'était pas sûr de ce qui avait été dit durant la séance. Il ne voulait pas non plus embarrasser M^{me} Hallett en présence des avocats de la défense. Les policiers quittèrent le lieu de la rencontre en ayant l'impression que l'avocat de la défense croyait que la police n'avait pas divulgué le contenu des documents à la Couronne.

M^{me} Hallett a attesté avoir affirmé quelque chose comme ceci : « Voilà qui est nouveau pour moi », mais elle a déclaré lors de son témoignage qu'elle faisait allusion à la rencontre du 23 juillet 1998 entre l'inspecteur-détective Smith, le sergent-détective Hall et l'agent Dunlop, et non pas à l'existence des documents de M. Dunlop.

Après la rencontre avec les avocats de la défense, l'inspecteur-détective Hall mentionna à M^{me} Hallett qu'elle avait en fait les documents de Dunlop en sa possession, ce à quoi elle répondit quelque chose comme ceci : « Ouais, ouais, je sais. » L'inspecteur-détective Hall interpréta cela comme une confirmation du fait que ce qu'elle avait dit plus tôt devant l'avocat de la défense était inexact. Il a soutenu que M^{me} Hallett avait menti durant la rencontre du 7 février 2001 avec

les avocats de la défense. Il a attesté, cela dit, que ses notes sur cette rencontre ne corroboraient pas ce point de vue et qu'il n'avait pas confronté M^{me} Hallett au sujet de ce supposé mensonge. L'inspecteur-détective Hall s'est montré, à juste titre, contrarié par le fait que les avocats de la défense l'avaient accusé d'avoir délibérément omis de divulguer des renseignements. Il estimait que M^{me} Hallett essayait de reporter sur les agents de la Police provinciale de l'Ontario le blâme qui lui revenait pour avoir omis de divulguer des renseignements. Quoi qu'il en soit, je pense que le point de vue de l'inspecteur-détective Hall résultait d'un malentendu survenu durant la rencontre avec les avocats de la défense quant à la question de savoir à quoi M^{me} Hallett faisait allusion lorsqu'elle a dit « Voilà qui est nouveau pour moi ».

Il est évident que la Couronne et la Police provinciale de l'Ontario ne travaillaient pas en équipe pour répondre à l'accusation de la défense de non-divulgation délibérée. Ils ont omis d'établir une stratégie coordonnée pour gérer cette situation.

Le 14 février 2001, les avocats de la défense agissant pour M. Leduc déclarèrent qu'ils avaient l'intention de présenter une demande de suspension d'instance pour le motif que la police s'était délibérément abstenu de divulguer des renseignements. M^{me} Hallett présenta des observations au tribunal afin de « mettre en contexte » la demande élaborée par les avocats de la défense. Elle indiqua qu'elle avait elle aussi été surprise par la déposition faite par la mère de C-16 au sujet de ses rapports avec l'agent Dunlop. Lorsqu'elle fit ces observations, il était évident que la procureure de la Couronne défendait la police en soutenant que la non-divulgation de renseignements était involontaire. M^{me} Hallett a aussi présenté des observations au tribunal relativement au fait qu'elle avait reçu et examiné les documents rassemblés par Dunlop. Elle a reconnu qu'au moment où elle avait examiné les documents de Dunlop, elle ne les avait pas jugés pertinents aux fins de la défense de M. Leduc. Si certains agents du bureau de l'opération Vérité n'avaient pas été avisés au départ de la stratégie de la Couronne, celle-ci aurait dû devenir évidente à leurs yeux à ce moment-là.

L'audition de la demande de suspension d'instance commença le 19 février 2001. L'inspecteur-détective retraité Smith reçut une assignation à témoigner pour la défense au sujet de la demande de suspension d'instance. M^{me} Hallett ne savait pas ce que la défense voulait demander à l'inspecteur Smith et celui-ci, qui avait rencontré l'avocat de la défense, M. Steven Skurka, lors d'un procès antérieur, a donc dit à M^{me} Hallett qu'il lui demanderait ce qu'il voulait. M^{me} Hallett savait que les inspecteurs-détectives Smith et Hall et l'agent-détective Dupuis étaient allés parler à l'avocat de la défense. Bien qu'elle ait pensé que c'était inhabituel, elle ne s'y était pas opposée.

L'inspecteur-détective Hall ne put trouver de copie de la lettre du 4 juillet 2000 au détachement de Long Sault, et il appela l'agent-détective Dupuis qui

ne put lui non plus trouver la lettre. L'inspecteur-détective Hall lui donna des directives d'en obtenir une copie auprès de M^{me} Hallett et de l'apporter aux avocats de la défense. Mais il ne lui a pas demandé de dire à la procureure de la Couronne pourquoi il avait besoin de la lettre.

M^{me} Hallett remit une copie de la lettre aux agents-détectives Dupuis et Seguin. Mais ceux-ci ne lui mentionnèrent pas qu'ils avaient l'intention de fournir ce document aux avocats de la défense. L'agent-détective Dupuis a attesté que la livraison directe d'un document aux avocats de la défense par un policier était quelque chose de très inhabituel sauf si cela était fait pour se conformer aux directives du procureur de la Couronne.

L'inspecteur-détective Hall a reconnu qu'il ne revient pas aux agents de la police, mais plutôt à la Couronne de divulguer des renseignements. Selon lui, il a remis le document aux avocats de la défense principalement parce qu'il allait se faire interroger sous serment le lendemain matin. Il pensait bien agir en remettant le document directement à la défense sans passer par la Couronne, car il croyait que la procureure de la Couronne avait menti aux avocats de la défense le 7 février 2001. L'inspecteur Hall a attesté qu'avec le recul, il aurait pu mentionner à M^{me} Hallett qu'il allait remettre la lettre à la défense. Il est évident à mes yeux que l'inspecteur-détective Hall a oublié ses obligations professionnelles et l'objectif visé en dernière analyse, soit d'amener l'affaire en justice selon son bien-fondé éventuel.

Les enquêteurs de l'opération Vérité ont omis par inadvertance de révéler ce qu'ils savaient des rapports entre l'agent Dunlop et la mère de C-16, et la procureure de la Couronne a quant à elle involontairement omis de divulguer le contenu des notes pertinentes et du témoignage anticipé de l'agent Dunlop aux avocats qui défendaient M. Leduc.

L'inspecteur-détective Hall avait décidé de divulguer le contenu de la lettre directement à la défense, après que M^{me} Hallett eut admis en audience publique qu'elle avait examiné les documents rassemblés par Dunlop. Son « mensonge » était la principale raison du comportement de l'inspecteur-détective, mais il ne s'était pas donné la peine de vérifier si la situation qui le préoccupait avait été rectifiée avant de décider de divulguer le contenu de la lettre.

J'estime que l'inspecteur-détective Hall a manqué à ses obligations professionnelles en fournissant de la documentation directement aux avocats de la défense sans consulter la procureure de la Couronne et en omettant d'aviser celle-ci de cette divulgation de renseignements.

Je répète que si l'inspecteur-détective Hall avait des inquiétudes au sujet de l'approche de la procureure de la Couronne Hallett après en avoir discuté avec elle, ou s'il croyait qu'il ne pouvait pas discuter de cette question avec elle, il aurait dû en parler à ses supérieurs afin qu'ils puissent eux-mêmes en discuter avec les supérieurs de M^{me} Hallett.

Le 21 février 2001, la demande de suspension d'instance fut présentée. Le 1^{er} mars 2001, le juge Chadwick accorda la suspension d'instance. Il conclut que la lettre du 4 juillet 2000 révélait que la Couronne n'avait pas seulement examiné les documents de Dunlop de façon superficielle. Il détermina que le contenu de ces documents aurait dû être divulgué et que la Couronne avait délibérément omis de le faire.

L'inspecteur-détective Hall a attesté que la lettre du 4 juillet 2000 et le fait que son contenu avait été divulgué par la police plutôt que par la procureure de la Couronne, étaient pertinents pour le juge Chadwick. Dans la décision de la Cour d'appel de l'Ontario qui renversait la décision du juge Chadwick, on peut lire que la lettre du 4 juillet et, plus précisément, son contenu et les conditions dans lesquelles celui-ci avait été divulgué, constituaient le « fondement essentiel » des conclusions du juge Chadwick. Il suffit de noter ici que la Cour d'appel a aussi appris que « non seulement M^{me} Hallett n'avait pas disposé de la lettre, mais elle n'avait du reste aucune raison d'en divulguer le contenu²⁵ ».

Même si l'inspecteur-détective Hall était fondé à croire que M^{me} Hallett n'avait pas vraiment été franche lors de leur rencontre, sa réaction était inutile et indigne d'un professionnel. Elle s'est aussi montrée irresponsable et, selon moi, ses agissements ont au bout du compte favorisé le dépôt de la demande de suspension d'instance que l'on sait.

Tandis que la décision du juge Chadwick était en instance d'appel, la femme de Jacques Leduc communiqua avec C-22 et lui demanda de la rencontrer. Le 8 août 2001, l'agent-détective Dupuis reçut un appel d'une amie de C-22 qui l'informa de cette situation. L'agent-détective Dupuis appela l'inspecteur-détective Hall et ils discutèrent des implications d'une rencontre entre la femme de M. Leduc et C-22 qui porterait sur les allégations faites par ce dernier. L'agent-détective Dupuis parla ensuite à C-22, qui s'inquiétait de sa propre sécurité et qui affirma qu'on ne lui avait pas communiqué le but de participer à cette rencontre. L'agent Dupuis conseilla à C-22 de ne pas se présenter à cette rencontre. Il ajouta que ladite rencontre pourrait causer des problèmes lors d'un nouveau procès si l'appel était accueilli.

Un tel comportement était certainement douteux de la part de la femme d'un suspect, particulièrement au vu du fait qu'une des conditions de la libération de M. Leduc après son arrestation était qu'il devait s'abstenir de communiquer avec les plaignants. Les communications de M^{me} Leduc avec C-22 pourraient être perçues comme une violation des conditions de libération si le but de M^{me} Leduc était d'essayer de parler à C-22 au nom de M^{me} Leduc. Sa tentative de communiquer

25. La Couronne en appela de la décision du juge Chadwick de suspendre l'instance relative à l'affaire *R. c. Leduc*, et cette décision fut renversée par la Cour d'appel en juillet 2003. La Cour suprême du Canada rejeta la demande d'autorisation d'appel de M. Leduc en janvier 2004.

avec C-22 constituait peut-être aussi une tentative de faire entrave à la justice. À mon avis, la Police provinciale de l'Ontario aurait dû profiter de l'occasion pour questionner M^{me} Leduc sur ses actions et ses motifs. Les policiers auraient dû aussi informer le procureur de la Couronne concerné de cette situation irrégulière au cas où elle serait mentionnée lors d'un nouveau procès.

Enquête sur Malcolm MacDonald concernant des agressions sexuelles

Malcolm MacDonald, avocat de Cornwall, était lié de plusieurs façons aux allégations au sujet desquelles les agents de l'opération Vérité enquêtaient. Il était un personnage-clé de l'histoire relatée dans le dossier Fantino, qui contenait de nombreuses allégations d'agressions perpétrées par lui. De plus, M. MacDonald représentait l'abbé Charles MacDonald aux fins de ce règlement et en 1995, il avait plaidé coupable, dans le cadre de cette affaire, à une accusation de tentative d'entrave à la justice. L'inspecteur-détective Tim Smith aurait dû lui aussi savoir, dans la foulée de son enquête de 1994, que Malcolm MacDonald avait des liens avec Ken Seguin et l'abbé MacDonald, en tant qu'avocat et ami. De plus, Malcolm MacDonald avait supposément fait des menaces de mort à l'agent Perry Dunlop et aux membres de sa famille.

Les agents de l'opération Vérité enquêtrèrent au sujet de Malcolm MacDonald en tant qu'auteur présumé d'agressions sexuelles et aussi dans le cadre des enquêtes qu'ils menaient à propos de menaces de mort et d'un complot. Les policiers réalisèrent aussi une enquête sur les plaintes de trois personnes contre M. MacDonald pour des agressions sexuelles, et celui-ci se fit arrêter et accuser relativement à deux de ces plaintes. Mais il décéda avant de subir son procès.

Le 8 juin 1998, les agents-détectives Genier et Dupuis recueillirent des déclarations après mise en garde auprès de Malcolm MacDonald au sujet des allégations faites par C-5 et C-10. Le 11 mars 1999, M. MacDonald fut accusé d'attentat aux moeurs et de grossière indécence relativement à C-5, et d'attentat aux moeurs en ce qui concernait C-10. M. MacDonald décéda à Fort Lauderdale, en Floride, le 23 décembre 1999, et le 11 janvier 2000, la Couronne retira toutes les accusations qui pesaient contre lui.

Je ne trouve pas que le retard dans l'enquête sur cette affaire était déraisonnable au vu des circonstances. Il est malheureux que M. MacDonald n'ait pas été accusé avant le 11 mars 1999, mais c'était en grande partie imputable au fait que la Couronne a tardé à fournir une opinion.

Enquête sur Jean-Luc Leblanc

En 1986, Jean-Luc Leblanc fut reconnu coupable d'actes de grossière indécence relativement à l'agression sexuelle de jeunes garçons. Il reçut une sentence suspendue et fut mis en probation pour trois ans.

Vivian Burgess communiqua avec le SPC en août 1998 et informa son représentant que M. Leblanc avait été vu en compagnie de jeunes garçons âgés de 8 à 12 ans, à Cornwall et dans les environs. M. Leblanc avait été accusé 12 ans plus tôt d'avoir agressé sexuellement les deux fils de M^{me} Burgess et celle-ci s'inquiétait beaucoup de ce que M. Leblanc avait peut-être « recommencé à se comporter comme il l'avait fait dans le passé ».

Le 10 septembre 1998, l'agent George Tyo de la police de Cornwall communiqua avec le sergent-détective Randy Millar du détachement de Lancaster de la Police provinciale de l'Ontario et l'informa de la plainte de M^{me} Burgess. L'agent Tyo indiqua au sergent-détective Millar le numéro attribué à cette plainte par l'OMPPAC et l'informa que M. Leblanc vivait dans une petite ville située sur le territoire de la Police provinciale de l'Ontario. Celle-ci ne prit aucune mesure. Le sergent-détective Millar ne donna aucune directive à ses policiers pour qu'ils enquêtent sur M. Leblanc, et personne ne communiqua avec M^{me} Burgess pour vérifier si elle avait d'autres renseignements.

L'inspecteur-détective Millar a déclaré lors de son témoignage que son plan était d'organiser une opération de surveillance de M. Leblanc, mais qu'aucune mesure n'avait été prise en ce sens parce qu'il ne disposait pas d'assez de policiers pour mener ce projet à bien. J'accepte sa déposition selon laquelle il avait avisé ses superviseurs à maintes reprises du manque de ressources. Cela dit, comme M. Millar l'a admis, il n'a jamais précisé qu'il demandait ces ressources supplémentaires pour traiter le cas de Jean-Luc Leblanc.

J'estime que le fait qu'on n'ait pas réagir aux renseignements sur M. Leblanc peut être imputé tout d'abord au manque de ressources au détachement de Lancaster, mais aussi, et dans une forte mesure, à un défaut de reconnaître les dangers associés à un agresseur sexuel qui côtoie des enfants. Ces dangers étaient suffisamment connus en 1998 pour que l'on accorde un niveau de priorité plus élevé au rapport sur M. Leblanc. Malgré les importantes contraintes de ressources auxquelles il devait faire face, j'estime que le sergent-détective Millar aurait pu et aurait dû prendre certaines mesures pour donner suite aux renseignements reçus du SPC au sujet de M. Leblanc.

Les agents du bureau de l'opération Vérité entendirent parler de M. Leblanc pour la première fois le 15 décembre 1998, durant l'enquête sur Malcolm MacDonald. Un témoin indiqua que C-21 avait été agressé par M. Leblanc ainsi que par M. MacDonald. L'agent-détective Seguin était l'enquêteur principal pour ce qui est des allégations contre M. Leblanc. Le 16 décembre 1998, les agents-détectives Seguin et Genier interviewèrent C-21. Celui-ci alléguait que M. Leblanc l'avait agressé à plusieurs reprises et que cela remontait à une dizaine d'années, durant la période de ses 11 à 15 ans.

Le 29 décembre 1998, l'agent-détective Dupuis observa M. Leblanc alors qu'il se trouvait dans sa voiture avec une jeune personne d'environ 14 ans.

L'agent suivit le véhicule jusqu'à ce qu'il s'engage dans un chemin menant à une impasse. Lorsque le véhicule revint, le jeune n'était plus aux côtés de M. Leblanc. L'agent-détective Seguin repéra le garçon, soit C-82, le lendemain. Les agents-détectives Seguin et Dupuis l'interviewèrent. Il craignait au départ de parler de l'agression, mais C-82 confirma finalement que M. Leblanc l'avait agressé sexuellement. L'agent-détective Dupuis informa le sergent-détective Hall des allégations de C-82 le lendemain matin, c'est-à-dire le 31 décembre 1998.

Le sergent-détective Hall communiqua ensuite avec l'inspecteur-détective Smith pour discuter de la situation et l'inspecteur-détective Smith décida de ne pas arrêter M. Leblanc sur-le-champ. Les agents ont reconnu, avec le recul, qu'ils auraient dû l'arrêter. Selon moi, l'agent-détective Dupuis ou l'agent-détective Seguin aurait dû communiquer avec le sergent-détective Hall le 30 décembre 1998, tout de suite après l'entrevue avec C-82. Cela aurait permis au sergent-détective Hall ou à l'inspecteur-détective Smith de confirmer l'arrestation pour le même soir ou pour le lendemain matin.

Le 4 janvier 1999, le sergent-détective Hall communiqua avec Richard Abell de la Société de l'aide à l'enfance pour l'informer que M. Leblanc serait mis en état d'arrestation le jour suivant. Il lui indiqua les noms des victimes, C-21 et C-82, et lui fournit d'autres renseignements sur les familles et les infractions. Les agents-détectives Seguin et Genier arrêtèrent M. Leblanc le 5 janvier 1999. M. Leblanc fut accusé en vertu de douze chefs d'accusation qui se rapportaient à l'agression sexuelle présumée de C-21 et de C-82.

Il est intéressant de noter que la SAE ne reçut pas d'appel de l'équipe de l'opération Vérité après que la Police provinciale de l'Ontario eut été informée des allégations faites contre M. Leblanc. De plus, lorsque le sergent-détective Millar fut avisé de certains problèmes en septembre 1998, il n'a pas communiqué lui non plus avec la SAE. Ce manque de concertation et de coopération est troublant.

Dans le cadre des observations qu'elle a présentées à la Commission, la Police provinciale de l'Ontario a insisté sur la nécessité d'élaborer un protocole normalisé qui permettrait d'harmoniser les rôles de la Société de l'aide à l'enfance et de la police dans les enquêtes sur des agressions sexuelles, y compris les cas d'agressions sexuelles passées. Je suis en faveur de l'élaboration de ce protocole.

Des agents de l'opération Vérité avaient aussi découvert l'identité de plusieurs nouvelles victimes présumées de M. Leblanc. L'une d'elles était Cindy Burgess-Lebrun, la sœur de Jody Burgess, que M. Leblanc fut reconnu coupable d'avoir agressée en 1986. Le 11 mars 1999, des agents du bureau de l'opération Vérité arrêtèrent M. Leblanc en vertu de seize chefs d'accusation relatifs à des infractions sexuelles sur six autres victimes présumées. Le 12 mars, l'inspecteur-détective Hall communiqua avec M. Abell et l'informa qu'il y avait de nouvelles victimes présumées et que d'autres accusations avaient été portées.

Dans le cadre d'une entrevue réalisée le 12 avril 1999, C-81 révéla qu'il s'était aussi fait agresser par M. Leblanc.

En novembre 1999, l'agent-détective Dupuis reçut un appel de Jason Tyo que M. Leblanc avait été reconnu coupable d'avoir agressé en 1986. M. Tyo mentionna à l'agent-détective Dupuis que ces agressions s'étaient poursuivies après la première inculpation de M. Leblanc. D'autres accusations furent déposées contre M. Leblanc le 7 avril 2000, relativement à ces allégations. Au total, cinquante et une accusations furent déposées contre M. Leblanc eu égard à treize victimes.

Les 26 mars et 7 juin 2001, M. Leblanc plaida coupable à dix-huit des cinquante et un chefs d'accusation. Le 22 avril 2002, M. Leblanc fut déclaré « délinquant à contrôler ».

Enquêtes sur les plaintes de Ron Leroux et de C-15

M. Leroux a soutenu qu'il s'était fait agresser par M^{gr} Eugène LaRocque, M^{gr} Donald McDougald, l'abbé Bernard Cameron, l'abbé Gary Ostler et l'abbé Kevin Maloney. De plus, le dossier Fantino contenait une déclaration de C-15, qui alléguait s'être fait agresser par l'abbé Maloney.

En 1996 et 1997, M. Leroux fit plusieurs déclarations à l'agent Perry Dunlop et à son avocat, M. Charles Bourgeois. Il fournit aussi un affidavit en appui à la poursuite entamée par l'agent Dunlop contre le SPC, le diocèse et d'autres parties. Un affidavit du 13 novembre 1996 et une déclaration du 4 décembre 1996 étaient joints au dossier Fantino.

M. Leroux fut interviewé par des agents de la Police provinciale de l'Ontario le 7 février 1997 à Orillia, en présence de M. Charles Bourgeois. Il se fit aussi interviewer par le sergent-détective Hall et l'agent-détective Genier le 25 novembre 1997.

Il y a des incohérences importantes entre ces nombreuses déclarations, qui influèrent peut-être sur l'idée que se fit la Police provinciale de l'Ontario de la crédibilité de M. Leroux. De plus, l'inspecteur-détective Hall a déclaré lors de son témoignage qu'au moment où il avait rencontré M. Leroux, il avait pu évaluer son comportement et il ne l'avait pas trouvé crédible.

M. Leroux alléguait qu'il s'était fait agresser durant la confession alors qu'il fréquentait l'école pour garçons St. Columban. Au début, il avait seulement nommé l'abbé « McDougal » ou « McDougald » en tant qu'agresseur présumé, mais dans le cadre de déclarations ultérieures, il avait soutenu qu'il s'était fait agresser de façon comparable par l'abbé Cameron. Tant M^{gr} McDougald que l'abbé Cameron furent interviewés par la Police provinciale de l'Ontario, mais ni l'un ni l'autre ne furent questionnés au sujet de l'audition de confessions à l'école pour garçons St. Columban.

Bien qu'il soit tout à fait possible que les agents n'aient pas accordé beaucoup d'importance aux déclarations de M. Leroux en raison des incohérences marquées

qu'elles contenaient, il aurait été sage pour eux de faire subir une entrevue exhaustive aux suspects. Il aurait aussi fallu interroger Mgr McDougald au sujet des confessions qu'il avait entendues à l'école pour garçons St. Columban, et vérifier si l'abbé Cameron avait déjà entendu quelqu'un en confession à cette école durant la période visée.

L'inspecteur-détective Hall a déclaré lors de son témoignage qu'il ne trouvait pas M. Leroux crédible et que les autres agents partageaient cette opinion. Sa perception avait d'ailleurs influé sur sa croyance subjective des allégations de M. Leroux. Il a aussi déclaré qu'il n'était pas en mesure à l'époque de trouver des motifs raisonnables et probables de déposer des accusations.

Le dossier Fantino contenait une deuxième allégation d'agression visant l'abbé Maloney. C-15 alléguait qu'entre 1975 et 1979, il s'était fait agresser par l'abbé Maloney alors qu'il fréquentait à la « Alfred Boy's School », dont le nom officiel était « St. Joseph's Training School for Boys ». Il disait que l'abbé Maloney n'officiait pas régulièrement comme prêtre à cette école et qu'il remplaçait d'autres prêtres lorsque ceux-ci étaient malades.

L'agent-détective Steve Seguin était l'enquêteur principal pour cette plainte. Il a déclaré lors de son témoignage qu'il n'avait trouvé aucune preuve corroborant la plainte de C-15 et n'avait donc pu établir des motifs raisonnables et probables de déposer des accusations contre l'abbé Maloney.

Enquête sur Brian Dufour

Le 17 septembre 1997, les agents-détectives Steve Seguin et Joe Dupuis recueillirent une déclaration de C-97, selon laquelle il s'était fait agresser par Brian Dufour.

C-97 déclara à la Police provinciale de l'Ontario que M. Dufour était un préposé aux soins à l'enfance à la Cornwall Youth Residence (qui s'appelle maintenant « Laurencrest ») et que celui-ci l'avait agressé sexuellement à plusieurs reprises lorsqu'il y résidait. Il soutint également que M. Dufour l'avait agressé sexuellement le jour où il avait eu une permission de sortir pendant une journée d'un centre de traitement carcéral pour toxicomanes. Il mentionna aux agents qu'il croyait que M. Dufour était à Brampton et qu'il y exploitait une résidence privée pour garçons.

L'agent-détective Seguin était l'enquêteur principal affecté à cette affaire. À l'automne de 1997, il communiqua avec Bryan Harris, travailleur social à l'Institut correctionnel de l'Ontario, qui corrobora ce qu'avait dit C-97, c.-à-d. qu'il s'était fait agresser un jour où il avait été autorisé à sortir de l'établissement carcéral où il était détenu.

C-97 communiqua avec l'agent-détective Seguin le 19 août 1998, pour lui demander comment se déroulait l'enquête. Cependant, si l'on se fie à ses notes ou au résumé de son témoignage anticipé se rapportant au cas de Brian Dufour,

celui-ci n'eut aucune communication avec C-97 durant la période allant d'octobre 1997 à août 1998. Lorsque l'agent-détective Seguin lui dit qu'il ne pouvait retrouver M. Dufour, C-97 lui indiqua le nom de quelqu'un qu'il croyait être le beau-frère de M. Dufour et qui pourrait l'aider à retrouver le suspect.

Il semble que l'agent-détective Seguin attendit jusqu'au 4 août 1999 pour faire un suivi à ce sujet, soit onze mois plus tard. Il parla alors à l'homme que lui avait désigné C-97, et celui-ci lui dit que M. Dufour vivait dans la région de Hamilton. L'agent-détective Seguin communiqua avec un agent de la police de Hamilton deux jours plus tard afin de vérifier s'il pouvait lui fournir des renseignements sur M. Dufour.

En novembre 1999, la police de Hamilton informa la Police provinciale de l'Ontario du fait que M. Dufour s'était fait arrêter et qu'il avait été accusé d'avoir agressé sexuellement un policier d'infiltration dans la région de Hamilton en 1988.

Un dossier fut présenté à la Couronne le 17 décembre 1999. La Police provinciale de l'Ontario reçut la recommandation de déposer les accusations le 3 avril 2000 et M. Dufour se fit arrêter le 6 avril 2000. Il décéda quelques jours plus tard, soit le 11 avril, et les accusations qui pesaient contre lui furent retirées.

Il s'écoula presque trente et un mois entre la déclaration de C-97 et le dépôt des accusations par des agents de l'opération Vérité. L'enquête elle-même dura vingt-sept mois, et il fallut quatre mois de plus pour obtenir une opinion de la Couronne. L'agent-détective Seguin ne semble pas avoir pris de mesures aux fins de son enquête de décembre 1997 à août 1998, ou durant la période allant d'octobre 1998 à août 1999.

À l'audience, l'agent-détective Seguin n'arrivait pas à se souvenir des raisons pour lesquelles l'enquête avait été interrompue durant ces deux périodes. Je ne vois rien qui puisse justifier des retards de cette ampleur et je suis d'avis que l'agent-détective Seguin a retardé déraisonnablement l'enquête sur les allégations d'agressions sexuelles prétendument commises par M. Dufour. Les superviseurs de l'agent-détective Seguin – les inspecteurs-détectives Tim Smith et Pat Hall – auraient dû relever ces retards et s'assurer que l'enquête sur la plainte soit réalisée en temps opportun.

Enquête sur l'abbé Romeo Major

Le 13 octobre 1999, l'agent-détective Don Genier reçut un appel de C-111, qui alléguait qu'elle avait été agressée sexuellement par l'abbé Romeo Major en 1978, lorsqu'elle était enfant de chœur à la paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens. Les agents-détectives Genier et Seguin recueillirent une déclaration officielle. La Police provinciale de l'Ontario interviewa plusieurs témoins potentiels relativement à cette affaire.

Le 10 avril 2000, l'abbé Major fut accusé d'attentat aux mœurs perpétré contre une femme. Peu de temps après l'arrestation, C-69 communiqua avec l'inspecteur-détective Pat Hall et s'informa de la procédure à suivre pour porter plainte.

Aucune agente n'avait été affectée à l'opération Vérité et dans le cas qui nous occupe, les deux victimes présumées étaient de sexe féminin. Bien que je n'aie vu aucune preuve donnant à penser qu'il y avait un problème dans ce cas, il n'en demeure pas moins important que les plaignants puissent choisir le sexe de l'agent auquel ils feront une ou des allégations d'agressions sexuelles.

Les agents-détectives Dupuis et Genier interviewèrent C-69 le 18 avril 2000. Il fut difficile pour elle de faire des allégations aux agents et elle refusa aussi de faire une déclaration officielle. Elle mentionna que l'abbé Major l'avait agressée alors qu'elle avait entre 14 et 16 ans.

Elle alléguait aussi qu'elle avait été agressée par un prêtre au Québec. Elle mentionna qu'elle avait reçu 5 000 \$ pour un traitement de la part d'un diocèse du Québec, et que son « bon ami » Jacques Leduc l'avait aidée à conclure ce règlement. Selon C-69, M. Leduc, qui représentait le diocèse d'Alexandria-Cornwall à l'époque, lui a dit qu'elle ne pourrait pas intenter de poursuite au criminel car le délai limite pour déposer ce genre d'accusations était de deux ans au Québec. Ce n'est pas ce que prévoit la loi québécoise. C-69 dit qu'on l'avait contrainte à signer un document par lequel elle s'engageait à ne jamais plus parler de cette agression commise par ce prêtre du Québec.

Aux audiences, M. Leduc a confirmé qu'il avait représenté C-69 et l'avait aidée à obtenir un règlement à l'amiable d'un diocèse du Québec relativement à une allégation d'agression sexuelle qui visait un prêtre. Il a nié lui avoir dit par la suite qu'il y avait un délai limite pour entamer une poursuite au criminel.

C-69 mentionna aussi aux policiers que Mgr LaRocque lui avait dit que si elle parlait de l'agression, il s'assurerait de lui faire perdre son poste d'enseignante au conseil des écoles catholiques. À l'audience, on questionna l'évêque au sujet de ce commentaire et il affirma ce qui suit : « C'est entièrement faux. » L'agent-détective Dupuis a déclaré lors de son témoignage qu'il n'avait pas parlé de cette situation à Mgr LaRocque, ni à M. Leduc. Il pensait que l'agent-détective Genier l'avait peut-être analysée de façon plus détaillée.

À mon avis, la Police provinciale de l'Ontario aurait dû interroger M. Leduc et Mgr LaRocque à ce sujet. En raison, particulièrement, du règlement conclu avec David Silmsen en 1993, la police aurait également dû être vigilante face à cette tentative potentielle d'entrave à la justice. En outre, comme elle l'avait allégué, C-69 avait mentionné à M. Leduc qu'elle s'était fait agresser par l'abbé Major, M. Leduc aurait peut-être été en mesure de fournir des renseignements supplémentaires à la police ou de corroborer l'allégation, dans l'éventualité où

C-69 aurait accepté de renoncer à son droit au secret professionnel entre l'avocat et son client.

Le 28 septembre 2000, l'inspecteur-détective Hall reçut un appel d'un médecin qui traitait C-69, et qui lui mentionna qu'elle était inapte, d'un point de vue médical, à participer à une procédure judiciaire relative à son agression présumée et qu'elle avait demandé que l'on cesse de communiquer avec elle.

La procédure relative au cas de l'abbé Major se poursuivit après que l'on eut tenu compte des allégations faites par C-111. L'agent-détective Genier et la procureure de la Couronne M^{me} Wilhelm rencontrèrent C-111 le 14 novembre 2000. Ils discutèrent de son état de santé et la procureure de la Couronne lui expliqua le processus judiciaire. Quelque temps avant la déclaration qu'elle fit à la Police provinciale de l'Ontario à l'automne 1999, on lui avait diagnostiqué un cancer. C-111 souhaitait que le processus judiciaire se poursuive, mais on peut lire dans les notes de l'agent-détective Genier qu'elle avait de la difficulté à se souvenir des détails de son enfance à cause des médicaments qu'elle prenait.

L'audience préliminaire eut lieu les 19 et 20 septembre 2001. Il était devenu évident que C-111 avait des troubles de mémoire en raison de sa maladie et des traitements qu'elle recevait, et le représentant de la Couronne prit la décision de retirer les accusations. Les accusations furent retirées le 10 octobre 2001.

Plainte de David Petepiece

David Petepiece téléphona à un agent de l'opération Vérité en juillet 1998, et l'agent-détective Steve Seguin le rencontra. M. Petepiece lui mentionna qu'en 1956, alors qu'il était âgé de 10 ans, il fut hospitalisé à l'Hôpital général de Cornwall pendant environ dix jours. Durant cette période, un membre du clergé de la Trinity Anglican Church lui rendit visite plusieurs fois et essaya de le persuader de le laisser lui faire des attouchements sexuels. M. Petepiece révéla aussi à l'agent-détective Seguin le nom du garçon qui avait partagé la chambre d'hôpital avec lui – Tomy Bazil.

L'agent-détective Seguin précisa à M. Petepiece qu'il examinerait les allégations et le rappellerait dans deux ou trois semaines. À peine plus d'une semaine après sa rencontre avec ce dernier, l'agent interviewa Tommy Bazil. Celui-ci dit qu'il ne connaissait pas M. Petepiece, qu'il s'était fait soigner à un autre hôpital et qu'il ne pourrait donc pas corroborer les allégations de M. Petepiece. Si l'agent-détective Séguin prit cette mesure sans tarder afin d'enquêter sur la plainte, il omit de communiquer avec M. Petepiece quelques semaines plus tard comme il le lui avait promis; il semble même qu'il ne l'ait jamais rappelé.

M. Petepiece communiqua avec l'agent-détective Seguin le 18 janvier 1999, afin de s'informer de l'évolution du dossier. L'agent de la Police provinciale de l'Ontario lui parla de son entrevue avec M. Bazil et lui dit que l'affaire suivait toujours son cours. En mai 2001, M. Petepiece écrivit une lettre à la Commission civile des services policiers de l'Ontario, dans laquelle il affirmait qu'il estimait que sa plainte n'avait pas fait l'objet d'une enquête exhaustive et qu'il souhaitait donc que l'enquête soit « réactivée ».

Les agents de la Police provinciale de l'Ontario firent montre d'un manque de sensibilité décevant dans leurs rapports avec M. Petepiece. La décision de ne pas donner suite à sa plainte était peut-être raisonnable, mais on ne peut en dire autant du fait que l'agent-détective Seguin ait omis d'informer M. Petepiece de cette décision. Si l'on avait déterminé que l'incident avait bel et bien eu lieu sur le territoire du SPC, les agents de l'opération Vérité auraient dû lui déférer la plainte sur-le-champ, plutôt que d'attendre trois ans pour signifier à M. Petepiece que cette procédure était celle qu'il fallait appliquer.

À mon avis, ce cas est un exemple du fait que la Police provinciale de l'Ontario et les responsables de l'opération Vérité ont failli à leur tâche d'élaborer et de mettre en place des politiques, des pratiques et des procédures qui auraient permis de s'occuper adéquatement des plaignants qui avaient fait des allégations d'agressions sexuelles, de leur offrir du soutien et de les tenir informés de l'évolution de l'enquête sur leurs allégations.

Des pressions venant de l'extérieur : les médias, les sites Web et Gary Guzzo

La couverture médiatique accordée à l'enquête menée dans le cadre de l'opération Vérité fut, pour l'essentiel, négative. Les agents de la Police provinciale de l'Ontario furent souvent présentés, au mieux, comme des enquêteurs inefficaces et incomptétents et, au pire, comme des participants à une opération de dissimulation. Plusieurs descriptions de détails clés, dont l'existence présumée d'un cercle de pédophiles, furent reprises dans les médias durant l'opération Vérité et finirent par nuire à ladite enquête ainsi qu'à la Police provinciale de l'Ontario.

Les premiers articles parurent à l'été de 1997. La Police provinciale de l'Ontario annonça le lancement de l'opération dans un communiqué publié le 28 juillet 1997, et tint une conférence de presse le 25 septembre 1997. La couverture médiatique qui suivit engendra des difficultés pour la Police provinciale car elle laisserait entendre que 1) l'opération Vérité était axée sur une enquête concernant un cercle de pédophiles; 2) les agressions sexuelles étaient devenues un problème endémique dans la région de Cornwall; et (3) les enquêtes n'étaient

que le prolongement d'enquêtes antérieures effectuées par le Service de police de Cornwall en 1993 et par le Service de police d'Ottawa et la Police provinciale de l'Ontario en 1994.

Dès le début de l'opération Vérité, les médias rapportèrent que la Police provinciale de l'Ontario était en train d'enquêter sur un cercle de pédophiles, même si aucun « cercle » n'était mentionné dans la documentation initial fournie aux médias par l'organisme. La Police provinciale de l'Ontario ne fit rien au départ pour révéler la teneur des allégations et l'objet de l'enquête.

À mon avis, la Police provinciale de l'Ontario n'a pas réagi adéquatement aux premiers reportages médiatiques sur l'enquête menée dans le cadre de l'opération Vérité. Elle aurait dû prendre acte de cette façon de présenter l'enquête et réagir en conséquence.

Des agents de l'opération Vérité procédèrent à l'arrestation simultanée de six personnes le 9 juillet 1998. Malheureusement, cette arrestation ne permit pas de dissiper la rumeur selon laquelle la Police provinciale de l'Ontario était en train d'enquêter sur un clan ou un cercle, et le communiqué afférent annonça prématurément la fin de l'opération Vérité. Les six personnes qui se firent arrêter le 9 juillet étaient le frère Leonel Romeo Carriere, Roch Landry, l'abbé Paul Lapierre, George Sandford Lawrence, l'abbé Kenneth Martin et le Dr Arthur Peachey.

Le jour des arrestations, la Police provinciale publia un communiqué et le surintendant Carson Fougère participa à une conférence de presse. Le surintendant Fougère déclara que les hommes qui s'étaient fait arrêter étaient « amis depuis toujours », que « leurs liens s'étaient tissés par l'entremise de l'Église catholique romaine » et que certains d'entre eux avaient des relations d'affaires. Ces affirmations étaient inexactes; les accusés ne se connaissaient pas tous entre eux et seulement quelques-uns avaient noué des liens par l'entremise de l'Église catholique. Ces affirmations furent quand même reprises dans les médias durant les années qui suivirent.

Les médias ont également été saisis du fait que « cinq des accusés avaient une victime en commun » et qu'une autre victime avait été agressée par deux des accusés. Parallèlement à cela, le surintendant Fougère affirma : « Un cercle de pédophiles? Nous n'avons trouvé aucune preuve à cet égard. » Je ne suis pas étonné de constater que certains membres de la presse et du public ont été confondus par les incohérences qui existaient entre ces déclarations et qu'ils y ont même prêté un caractère tendancieux.

Peu de temps après les arrestations du 9 juillet, l'agent Dunlop rencontra l'inspecteur-détective Tim Smith, le sergent-détective Pat Hall et l'inspecteur Richard Trew. Au cours de cette rencontre, il apprit que les documents que contenaient les reliures livrées au ministère du Procureur général et à la

Commission civile des services policiers de l'Ontario le 7 avril 1997 n'avaient pas été transmis à la Police provinciale de l'Ontario.

Cette découverte incita peut-être l'agent Dunlop à se demander si les responsables de l'opération Vérité détenaient tous les renseignements pertinents et si leur enquête sur les allégations signalées par les Dunlop était exhaustive. À l'époque des arrestations de juillet 1998, plusieurs suspects clés désignés dans le dossier Fantino n'avaient pas encore été interviewés.

La relation entre la Police provinciale de l'Ontario et les Dunlop a commencé à se dégrader à l'automne de 1998. Il s'agissait d'un fait l'important au regard de l'estime considérable dont jouissaient les Dunlop dans la région de Cornwall et ailleurs. Ils attirèrent l'attention des médias nationaux à l'hiver de 1999, alors qu'ils furent sacrés « gardiens de la morale » dans des reportages de la radio de Radio-Canada et du magazine Châtelaine, qui ne sont que deux exemples des nombreux reportages médiatiques où l'agent Dunlop est présenté comme un « héros du peuple ».

L'une des conséquences liées à la perception qu'avait le public des Dunlop fut que certaines victimes et leur famille portèrent plainte directement à l'agent Dunlop plutôt qu'à la Police provinciale de l'Ontario, ou aux deux. La Police provinciale ne parvint pas à reporter la confiance et la bonne volonté du public envers l'agent Dunlop sur les enquêteurs de l'opération Vérité. Dans le cas contraire, cela aurait peut-être contribué à atténuer le désir qu'avaient les victimes de s'en remettre aux Dunlop. À mon avis, il aurait fallu travailler de concert avec l'agent Dunlop dès le départ de manière à permettre à la Police provinciale de l'Ontario de faire un appel au public pour que les victimes présumées fassent les allégations appropriées aux agents de l'opération Vérité.

Le 31 juillet 1998, Helen Dunlop livra divers documents au bureau du député provincial Garry Guzzo, y compris des coupures de journaux et des documents qui se rapportaient aux accusations déposées par l'agent Dunlop aux termes de la Loi sur les services policiers. L'avocat de l'agent Dunlop transmit d'autres documents à M. Guzzo le 11 août 1998.

Je ne doute nullement du fait que M. Guzzo se souciait vraiment du bien-être des victimes présumées qui, elles, souhaitaient qu'il cesse de s'intéresser à l'enquête. J'estime qu'il était bien intentionné lorsqu'il a commencé à s'inquiéter de la complicité entre des institutions qui cachaient des agressions ou le manque de mesures pour contrer ce genre d'infraction. Cela dit, ses interactions avec les médias, d'autres politiciens et la Police provinciale de l'Ontario étaient parfois frivoles, voire imprudentes. Ses critiques à propos de l'enquête que menait la Police provinciale de l'Ontario dans le cadre de l'opération Vérité se fondaient parfois sur des renseignements incomplets ou inexacts, et elles ont eu une incidence majeure sur l'efficacité du processus d'enquête. Ces critiques ont

amené des victimes présumées et d'autres personnes à perdre confiance envers les policiers mobilisés pour l'enquête, et elles ont détourné ceux-ci de la lourde tâche qu'ils avaient à accomplir en plus d'avoir probablement affecté leur moral.

Le 18 septembre 1998, M. Guzzo écrivit une lettre au premier ministre Mike Harris dans le but de lui faire part de ses préoccupations au sujet de l'enquête que menait la Police provinciale de l'Ontario à Cornwall. En février 1999, le député provincial Guzzo écrivit une deuxième lettre au premier ministre Harris et il y revenait encore sur le fait que la Police provinciale de l'Ontario avait omis d'interviewer des plaignants et des témoins. Durant la période du 17 au 24 mars, plusieurs articles parurent dans les médias; on pouvait y lire que M. Guzzo avait de très fortes réserves envers l'opération Vérité.

Après avoir entendu la déposition de M. Guzzo et en particulier, les concessions qu'il a faites au sujet des renseignements limités dont il disposait lorsqu'il a parlé avec les médias en plusieurs occasions, il appert qu'il a exagéré à propos de sa connaissance des faits pertinents. Il n'a pas évalué non plus la fiabilité de la plupart des renseignements qui lui furent communiqués. C'est malheureux, car en tant que député provincial, ancien juge et avocat, M. Guzzo suscitait l'attention des médias et il était plus susceptible de se voir accorder de la crédibilité.

Les responsables de l'opération Vérité furent aussi confrontés à un problème de relations publiques imputable à une nouvelle source, Internet. Le 26 juillet 2000, la Police provinciale de l'Ontario fut informée de l'existence d'un site Web appelé « projecttruth.com », où l'on pouvait lire six déclarations de victimes recueillies par l'agent Dunlop et fournies à Richard Nadeau. Dans la plupart de ces déclarations, le nom de la victime avait été omis. Le site Web faisait aussi état d'une théorie sur une conspiration fomentée par un groupe de pédophiles qui poursuivait des activités à Cornwall, laquelle théorie fut moussée par l'ajout de déclarations de Ron Leroux. Ce site avait été créé et enregistré par James Bateman. M. Nadeau fournissait des renseignements à M. Bateman pour qu'il les affiche sur le site.

L'inspecteur-détective Hall communiqua avec M. Nadeau le 31 juillet 2000, et lui expliqua que certains des renseignements sur le site étaient erronés et que ses actions pourraient nuire à la poursuite contre l'abbé MacDonald. L'inspecteur Hall mentionna aussi à M. Nadeau que les victimes pourraient être identifiées à l'aide des renseignements que contenaient leurs déclarations, même si leur nom ne figurait pas sur le site. Celui-ci fut fermé le 2 août 2000. Cependant, au cours du mois d'août, la Police provinciale de l'Ontario continua de recevoir des plaintes concernant certains renseignements affichés sur le site.

Un deuxième site Web, projecttruth2.com, vit le jour le 26 août 2000. M. Nadeau s'occupait seul de ce site. L'inspecteur-détective Hall était inquiet, étant donné que certaines personnes étaient présentées comme des pédophiles sur le site alors qu'elles n'étaient même pas suspectes, et qu'on y retrouvait par

ailleurs des renseignements erronés. L'inspecteur-détective Hall pensait aussi que les victimes seraient moins disposées à aller témoigner si elles croyaient que les renseignements les concernant seraient affichés sur le site. Il a déclaré qu'il avait communiqué avec M. Nadeau et qu'il lui avait demandé de rectifier ou de supprimer les renseignements erronés.

Ce site Web fut fermé le 13 avril 2001, mais réapparut vers le 15 février 2002. Il est toujours actif, mais son contenu n'a pas été mis à jour depuis le décès de M. Nadeau en 2006. Le site offrait des renseignements, dont certains étaient erronés, au grand public et, au sein de la collectivité relativement petite de Cornwall, il avait commencé à engendrer des ragots en abondance ainsi que toutes sortes d'insinuations. Ce genre de journalisme citoyen avait une influence d'autant plus grande que le public était moins familier avec les sites Web qu'il ne l'est aujourd'hui.

En 2000, M. Guzzo commença à militer en faveur de la tenue d'une enquête publique. Il présenta le projet de loi 103, qui visait à « créer une commission chargée d'enquêter sur les enquêtes menées par des corps de police sur les plaintes de mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à des mineurs dans la région de Cornwall ». Ce projet de loi franchit l'étape de la première lecture le 21 juin 2000.

Avant 2000, les commentaires de M. Guzzo rapportés dans les médias portaient surtout sur les failles apparentes de l'enquête menée dans le cadre de l'opération Vérité. À l'époque où il réclama la tenue d'une enquête publique, M. Guzzo commença à laisser entendre, tant à d'autres membres de l'Assemblée législative que dans les médias, que la Police provinciale de l'Ontario était incomptente, ou alors qu'elle participait à une opération de dissimulation.

Afin de se ménager des appuis à son projet de loi, M. Guzzo envoya une lettre à d'autres membres de l'Assemblée législative en octobre 2000. Cette lettre signalait de nombreuses inexactitudes qui visaient à fonder ce qu'il affirmait au sujet de l'incompétence des policiers ou d'éventuelles manœuvres de corruption.

En mai 2001, M. Guzzo présenta à nouveau son projet de loi prévoyant la tenue d'une enquête publique, et il réitéra ses critiques envers l'opération Vérité. Il menaça de nommer à l'Assemblée législative (où il jouissait de l'immunité de poursuite) certains des agresseurs présumés qui n'avaient pas été accusés. Il ne mit pas cette menace à exécution.

L'inspecteur-détective Hall et le commissaire adjoint Lewis ont déclaré lors de leur témoignage que la couverture médiatique négative, particulièrement celle imputable à M. Guzzo, a amené le public à exercer des pressions pour que l'on mette fin à l'opération Vérité.

Il s'ensuivit qu'à l'automne 2000, la phase d'enquête de l'opération Vérité prit fin. Le dernier dossier de la Couronne fut soumis le 20 juillet 2000. La Police provinciale de l'Ontario attendait d'obtenir l'opinion de la Couronne sur ce

dossier et sur cinq autres. Le 15 août 2001, le procureur de la Couronne M. Lorne McConnery recommanda qu'aucune accusation ne soit déposée.

La Police provinciale de l'Ontario publia un communiqué le 22 août 2001, qui se lisait comme suit : « La Police provinciale de l'Ontario n'a trouvé aucune preuve démontrant qu'un cercle de pédophiles poursuit des activités dans la ville. Rien non plus ne nous indique que des personnes poursuivent des activités ensemble dans le but de commettre des infractions. » On pouvait aussi y lire ce qui suit : « Tous les renseignements fournis aux enquêteurs ou découverts par eux ont fait l'objet d'un suivi. » Cette annonce ne tempéra pas la frustration du public. M. Guzzo continua d'insister pour dire qu'il y avait un cercle de pédophiles à Cornwall et il fit d'autres déclarations inexactes.

Les études de médias réalisées aux fins de l'enquête permirent de conclure que le point le plus souvent mentionné dans le cadre de la couverture des agressions sexuelles survenues dans le passé à Cornwall, était l'inefficacité de la police. Le fait que la Police provinciale de l'Ontario ne fut pas en mesure ou refusa de rectifier certaines des inexactitudes rapportées dans les médias a probablement favorisé cette appréciation négative de l'enquête.

La Police provinciale omit de communiquer les renseignements appropriés à la collectivité par l'entremise des médias relativement aux allégations d'agressions sexuelles et aux enquêtes afférentes. Une stratégie média coordonnée est essentielle pour maintenir un lien de confiance avec le public, pour assurer le bon déroulement de l'enquête et pour minimiser le nombre d'articles contenant des propos inexacts, excessifs ou qui pourraient faire naître des craintes chez le public.

La Police provinciale aurait dû donner l'heure juste à tout le monde et expliquer en quoi l'objet de cette enquête différait de celui de l'enquête de 1994. Par conséquent, je recommande qu'un plan de communications soit établi dès le départ, à l'avenir, lorsqu'on réalisera une enquête spéciale. Cela pourrait être accompli par le responsable des relations avec les médias qui est désigné pour gérer les cas hors normes. Le fait d'établir une stratégie permet de clarifier les rôles et les filières de communications au sein des organismes et entre eux. À l'époque de l'opération Vérité, des lignes directrices étaient déjà en vigueur relativement à la façon de transiger avec les médias dans le contexte d'enquêtes à grande échelle visant un grand nombre de victimes et de délinquants.

Enquête sur la conspiration

Malgré que le public croyait que la Police provinciale de l'Ontario était en train d'enquêter sur la question de savoir s'il existait vraiment un groupe ou cercle organisé de pédophiles qui poursuivaient des activités dans la région de Cornwall, j'estime que cette enquête avait une portée beaucoup plus restreinte et qu'elle était

étroitement liée aux allégations énoncées dans le dossier Fantino. Après avoir examiné le dossier qui avait été soumis au procureur de la Couronne pour examen, ainsi que les déclarations recueillies par les enquêteurs, j'estime que la Police provinciale de l'Ontario a enquêté sur trois questions distinctes, à savoir : 1) certaines personnes étaient-elles membres d'un groupe ou « clan » de pédophiles, et se rassemblaient-elles à certains endroits pour y commettre des agressions sexuelles? 2) certaines personnes ont-elles conspiré pour faire entrave à la justice en concluant un règlement illégal avec David Silmser qui a mené à l'interruption de l'enquête sur l'abbé MacDonald, et cette conspiration avait-elle été mise au point durant une « rencontre pour dignitaires » sur l'île Stanley à la fin de l'été 1993? et 3) qu'est-il advenu des films pornographiques saisis à la résidence de Ron Leroux en 1993?

La Police provinciale de l'Ontario n'enquêtait pas sur la question, plus vaste, de savoir s'il y avait un problème endémique d'agressions sexuelles et si des dignitaires manœuvraient ensemble de manière à perpétrer ou à cacher des agressions.

Il me semble que les agents de l'opération Vérité ont tout simplement accepté la théorie de l'agent Dunlop quant à l'objet de la conspiration et à l'identité des personnes qui y participaient, et qu'ils ont ensuite mené une enquête pour infirmer cette théorie. Dans le cadre de cette enquête, on s'est borné à examiner la question de savoir s'il existait un groupe d'agresseurs qui s'étaient rencontrés aux endroits mentionnés par M. Leroux, et qui étaient les personnes qui avaient gardé sous silence une certaine allégation d'agression sexuelle. Si la Police provinciale de l'Ontario ne pouvait trouver de preuves crédibles pour démontrer que les événements cités par M. Leroux étaient survenus, elle pourrait en conclure qu'il n'y avait pas de conspiration et que, par conséquent, aucun cercle de pédophiles ne poursuivait des activités dans la région de Cornwall.

Les policiers n'ont pas tenu compte des documents de l'agent Dunlop et ils ne se sont pas demandé si celui-ci avait mal compris la nature du problème qu'il avait décelé. Ils n'ont pas tenté non plus de déterminer s'il existait d'autres moyens d'aider quelqu'un à perpétrer ou à cacher des allégations d'agression sexuelle, en se servant des seuls documents de l'agent Dunlop comme point de départ. J'estime quant à moi que le public ne voulait pas seulement qu'on lui rende des comptes à propos de l'affaire Silmser, mais qu'il voulait aussi savoir s'il y avait un problème endémique d'agressions sexuelles dans sa collectivité et si certaines personnes avaient abusé de leur situation d'autorité pour perpétrer ou cacher des agressions. Bien que les documents de Dunlop portaient essentiellement sur les allégations concernant l'existence d'un cercle, ainsi que sur le règlement conclu avec David Silmser et la décision du SPC de mettre fin à l'enquête, des déclarations qui y figuraient laissaient aussi entendre qu'il y avait eu des

plaintes auxquelles on n'avait pas donné suite, ou que l'on avait dissuadé certains plaignants de déposer une plainte dans d'autres cas.

Par exemple, dans la déclaration modifiée de l'agent Dunlop, celui-ci soutient que le règlement conclu avec Silmser et le refus du SPC de donner suite à la plainte s'inscrivaient « dans une conspiration dont le but était de taire des allégations d'agressions sexuelles visant des dignitaires à Cornwall » et que, par ailleurs, le SPC et d'autres parties « avaient conspiré pour faire dérailler l'enquête impliquant l'abbé Charles MacDonald et feu Ken Seguin, étant donné que ce genre d'enquête finirait par mener à une enquête sur plusieurs personnes bien connues à Cornwall ». L'agent Dunlop soutient aussi que l'Église catholique avait caché par le passé des agressions sexuelles perpétrées par des prêtres sur des enfants, et que « la suppression de l'identité des délinquants sexuels avait pour but d'empêcher le dépôt de plaintes tant au civil qu'au criminel ».

Les documents de l'agent Dunlop et les déclarations de M. Leroux contenaient aussi des insinuations selon lesquelles divers agresseurs s'« échangeaient » des enfants ou auraient dû savoir, à tout le moins, que d'autres personnes commettaient des actes d'agression. On laissa entendre dans cette documentation qu'au sein du système de justice pénale pour les jeunes et de l'Église, de jeunes gens étaient susceptibles de se faire agresser par plusieurs des personnes qui œuvraient au sein de ces institutions et que cela s'était de fait produit, et que des membres de ces institutions fermaient les yeux sur des plaintes qui concernaient des agressions.

Les documents fournis par l'agent Dunlop auraient donc pu être considérés comme un indice du fait que le problème dépassait largement le cas de David Silmser.

À l'évidence, l'énoncé du mandat lié à l'opération Vérité prévoyait la tenue d'enquêtes sur ces questions plus globales. Les enquêteurs n'ont pas semblé s'intéresser à la possibilité qu'un groupe de pédophiles ait poursuivi des activités à Cornwall, que des institutions ou des personnes soient parvenues à dissimuler des allégations d'agressions, ou que des agresseurs « se soient échangé » des enfants entre eux, même si les thèses de l'agent Dunlop et de M. Leroux sur une conspiration n'avaient pu être démontrées ou étaient simplement fausses. Si les enquêteurs avaient envisagé ces possibilités, le dossier aurait contenu des déclarations de victimes qui avaient prétendument été présentées à un agresseur par un autre comme Claude Marleau, Keith Ouellette et Robert Renshaw. Le dossier aurait aussi contenu des déclarations de la part de personnes comme Albert Roy et Robert Sheets, qui avaient allégué avoir été agressés par une personne en situation d'autorité après qu'ils eurent révélé qu'ils s'étaient aussi fait agresser par quelqu'un d'autre.

Le dossier ne contenait pas de déclarations de C-15 ou de C-99, lesquels avaient allégué que Malcolm Macdonald et un agent du SPC les avait dissuadés

de donner suite aux plaintes qu'ils avaient déposées. Il ne contenait pas non plus la déclaration de C-21, qui avait allégué pour sa part qu'il s'était fait agresser dans un chalet par Jean-Luc Leblanc et par M. MacDonald, et qu'il avait été témoin de l'agression d'autres enfants.

Étant donné que l'enquête sur la conspiration s'était limitée à une enquête sur la théorie de l'agent Dunlop et de M. Leroux, les agents de la Police provinciale de l'Ontario ont seulement été en mesure d'affirmer que les allégations de Dunlop et Leroux étaient fausses. Ils n'ont pas pu déterminer, de manière fiable, s'il y avait un groupe organisé de gens qui abusaient de jeunes gens et se servait de leur statut au sein de la collectivité, dans ce dernier cas pour faire annuler des plaintes portées contre eux. Le besoin de répondre à cette question était pressant en raison du nombre de plaignants qui se manifestèrent durant l'enquête, du nombre de personnes qui se firent accuser et arrêter, et des liens, tant sociaux qu'institutionnels, qui existaient entre ces accusés.

Les agents de l'opération Vérité commencèrent à interviewer des témoins à l'été de 1998. La quasi-totalité de ces entrevues furent réalisées en 1999 et en 2000, alors qu'on avait commencé à enquêter sérieusement sur le SPC. Deux raisons avaient, pour l'essentiel, justifié la décision de retarder l'enquête. D'abord, l'inspecteur-détective Hall a déclaré lors de son témoignage que sa priorité était d'enquêter sur les allégations d'agression sexuelle. La deuxième raison concernait le fait que les policiers espéraient pouvoir obtenir, dans le cadre de leurs enquêtes sur les agressions sexuelles, des renseignements qui seraient utiles à l'enquête sur la conspiration. Évidemment, il aurait été utile de savoir si d'autres victimes avaient soutenu qu'elles avaient été agressées par des membres du clan dans les lieux mentionnés par M. Leroux. Quoi qu'il en soit, l'agent-détective Dupuis a déclaré lors de son témoignage qu'il n'a pas recueilli, durant ces enquêtes, de renseignements qui ont ensuite servi à l'enquête sur la conspiration. Il va de soi qu'il a recueilli des renseignements sur des victimes présumées qui auraient pu être utiles aux fins d'une enquête plus vaste sur la conspiration si les enquêteurs avaient décidé de s'intéresser à des problèmes qui allaient au-delà des allégations faites par M. Leroux.

La décision de retarder l'enquête entraîna plusieurs problèmes dans le cadre de l'opération Vérité. Le premier de ces problèmes résidait dans le fait que les agents de l'opération Vérité devaient conserver une certaine indépendance envers le Service de police de Cornwall, étant donné que celui-ci faisait l'objet d'une enquête en tant que participant à la conspiration présumée. La situation s'est compliquée lorsque le SPC et la Police provinciale de l'Ontario furent appelés à enquêter sur un même suspect, et lorsque les allégations d'une victime visaient plusieurs suspects dont les uns relevaient du SPC et les autres, de la Police provinciale.

Le besoin de garder une distance entre les deux forces de police contribua à certains des problèmes de communication de renseignements qui survinrent durant l'enquête sur Marcel Lalonde. Un autre problème survint lorsque l'agent Dunlop remit au SPC neuf boîtes de classement remplies de documents, au printemps de 2000. Les agents du SPC se sont alors vus contraints d'examiner le contenu de ces boîtes afin de déterminer si elles contenaient des documents qui devaient être divulgués aux fins de la poursuite contre Marcel Lalonde. L'inspecteur-détective Hall a déclaré lors de son témoignage que cette situation ne lui avait posé aucun problème, même si le SPC était toujours visé par l'enquête sur la conspiration à l'époque. Je crois pour ma part que cela aurait dû l'inquiéter, étant donné que les boîtes auraient pu contenir de l'information utile à l'enquête sur la conspiration. Des allégations ou des rumeurs auraient pu par ailleurs se mettre à circuler à l'effet que le SPC aurait pu remanier le contenu de certains de ces documents. La procureure de la Couronne M^{me} Shelley Hallett était au courant de cette situation et elle a pris des arrangements pour que les boîtes soient transférées au bureau de l'opération Vérité.

Le retard dans l'enquête sur la conspiration a aussi obligé la Police provinciale de l'Ontario à conserver une certaine indépendance dans ses rapports avec le bureau local du procureur de la Couronne durant toute l'opération Vérité. Le procureur de la Couronne M. Murray MacDonald était l'un des conspirateurs présumés, ce qui a ajouté aux difficultés de trouver un procureur de la Couronne consciencieux pour les cas associés à l'opération Vérité.

Il y eut aussi le fait que certains suspects ne voulaient plus donner de renseignements à la police après qu'ils eurent été accusés d'avoir commis des agressions sexuelles. L'inspecteur-détective Hall a expliqué que c'est la raison pour laquelle il n'a pas tenté d'interviewer Jacques Leduc. En outre, au moins un témoin ou suspect important, Malcolm Macdonald, est décédé durant l'enquête de la Police provinciale de l'Ontario qui n'a donc pu se servir de déclarations de M. MacDonald pour incriminer d'autres conspirateurs²⁶.

Ce retard a aussi eu pour effet de reporter la prise d'une décision quant à la question de savoir s'il y avait lieu de porter des accusations contre certains agresseurs présumés. M^{me} Hallett mentionna pour sa part à l'inspecteur-détective Hall qu'elle voulait examiner le dossier sur la conspiration avant d'étudier ceux qui se rapportaient à M. Leroux et aux allégations d'agressions sexuelles de C-15.

Enfin, ce retard n'a fait qu'alimenter la controverse qui avait cours dans les médias au sujet de la compétence des enquêteurs de l'opération Vérité. En 1998 et 1999, une controverse prit en effet naissance du fait que certains témoins

26. Malcolm MacDonald est décédé le 23 décembre 1999.

clés, liés à des suspects, n'avaient pas encore été interviewés. De fait, ces personnes ne s'étaient pas fait questionner parce que les entrevues avec des témoins de la conspiration avaient été stratégiquement retardées. De plus, la Police provinciale de l'Ontario tarda de son côté à annoncer la fin de l'enquête sur la conspiration, ce qui alimenta les rumeurs sur la conspiration qui circulaient dans la collectivité en plus d'amener diverses personnes, comme M. Guzzo, à dénigrer ouvertement la Police provinciale. Au moment où celle-ci annonça la fin de l'enquête, sa crédibilité avait déjà été minée et la nouvelle fit peu pour atténuer l'insatisfaction du public.

Il est dommage que le manque de ressources allouées aux agents de l'opération Vérité par la Police provinciale de l'Ontario ait obligé l'inspecteur-détective Hall à reporter la tenue de certaines enquêtes au profit de certaines autres. Avec le recul, il aurait dû demander plus de ressources pour être en mesure de mener cette enquête à bien plus rapidement. Cela dit, j'estime qu'il a pris une décision raisonnable en donnant préséance aux enquêtes sur des agressions sexuelles au lieu de s'intéresser à une conspiration qui avait déjà fait l'objet d'une enquête, nonobstant les difficultés qu'a entraînées cette décision.

Le 20 juillet 2000, les agents présentèrent à la Couronne leur dossier sur l'enquête sur la conspiration, ce qui, à mon avis, marqua la fin de la phase d'enquête de l'opération Vérité. Le 22 août 2001, la Police provinciale de l'Ontario publia un communiqué qui annonçait la fin de l'opération Vérité et qui se lisait en partie comme suit :

[...] On avait demandé des avis juridiques au Bureau des avocats de la Couronne – Droit criminel au sujet de plusieurs affaires en cours et, par conséquent, les enquêteurs ont déterminé qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes pour déposer d'autres accusations criminelles dans le cadre de cette enquête.

[...]

La Police provinciale de l'Ontario n'a aucune preuve démontrant qu'un cercle de pédophiles poursuit des activités dans la ville. Rien n'indique que des personnes poursuivent des activités ensemble dans le but de commettre des infractions.

[...]

Des allégations de conspiration criminelle ayant mené à la mise en œuvre d'une opération de dissimulation ont aussi fait l'objet d'une enquête exhaustive. Aucune preuve démontrant qu'un tel méfait criminel a été commis n'a été découverte. [traduction]

M. McConnery a déclaré lors de son témoignage qu'il était préoccupé par un commentaire selon lequel la Police provinciale de l'Ontario n'avait trouvé aucune preuve de l'existence d'un cercle de pédophiles :

Personne ne m'a jamais demandé mon opinion sur cette question.

Je ne sais si cela aurait été une question appropriée à me poser parce que je ne parle pas – nous ne donnons pas d'opinion sur ce genre de question. On nous a demandé s'il y avait des preuves à l'appui de l'accusation criminelle.

Il me semble donc que l'essence de ce communiqué consiste à expliquer que tout ça a été soumis à un examen du procureur de la Couronne, c'est-à-dire M. Lorne McConnery, sans que je sois cependant nommé, et que lui aussi a établi qu'il n'y a pas de cercle de pédophiles dans la ville de Cornwall. [traduction]

Je suis d'accord avec les critiques de M. McConnery du communiqué de presse du 22 août. M. McConnery s'est borné à se prononcer sur la question de savoir si, au vu des documents qui lui avaient été fournis, il y avait lieu de cautionner le dépôt d'une accusation de conspiration criminelle.

Enquête sur les liens entre les agresseurs présumés

Comme la notion de « cercle » est mal définie en droit, il est difficile d'affecter des agents de la Police provinciale de l'Ontario à une enquête sur un cercle de pédophiles. Le fait d'être « membre » d'un tel cercle ne constitue pas un crime; ce qui est criminel, c'est de commettre des actes d'agression sexuelle, d'aider d'autres personnes à perpétrer de tels actes, d'aider un agresseur à éviter de se faire accuser au criminel après le fait, ou de conspirer dans le but de commettre des agressions. Comme il n'existe pas de définition juridique d'un cercle de pédophiles, le sens attribué à cette notion pourrait varier selon les personnes. Ainsi, un cercle de pédophiles pourrait être assimilé à l'un des groupes suivants : un groupe de gens qui commettent des actes d'agression ensemble; un groupe de gens qui s'entraident afin de commettre des actes d'agression, soit en s'« échangeant » de jeunes gens ou en dissimulant ces actes; un groupe de gens qui ferment les yeux sur le fait que des membres de leur groupe ont commis des actes d'agression, et qui n'ont rien fait pour mettre fin à ces actes.

Il était de notoriété publique que certains des agresseurs présumés avaient des liens entre eux et qu'il existait certaines preuves qui démontraient que des agresseurs s'étaient « échangé » des victimes présumées.

Durant les séances de la Commission, j'ai entendu des preuves qui donnaient à penser qu'il y avait des cas d'agressions commises conjointement par diverses

personnes, des « échanges » de victimes présumées et peut-être aussi des cas de personnes qui ont fermé les yeux sur des agressions. Je ne me prononcerai pas sur la question de savoir si un cercle existait ou non; il ne m'incombe pas de dire ce qu'il serait advenu des renseignements s'ils avaient été examinés de manière plus exhaustive.

Il y a une raison valable pour laquelle des gens se sont dits insatisfaits du verdict catégorique de la Police provinciale de l'Ontario, selon lequel il n'y avait pas de cercle. Je précise aussi que les choses que j'ai entendues au sujet de liens éventuels entre les agresseurs demeurent des allégations dont le fondement n'a pas été démontré au-delà de tout doute raisonnable. Cela dit, il faudrait que ces allégations soient examinées de façon exhaustive et qu'une enquête soit réalisée pour déterminer si ces liens avaient une certaine importance et, le cas échéant, s'il y avait lieu de déposer des accusations.

Bien que je pense que la Police provinciale de l'Ontario a effectivement enquêté sur les allégations de Ron Leroux selon lesquelles il existait un « clan de pédophiles », j'estime qu'elle n'a pas fait d'enquête complète sur les liens entre la victime et les agresseurs et qu'elle n'est pas allée au-delà de ces allégations.

Même si les agents de l'opération Vérité recherchaient des liens dans un sens plus large, ils n'ont pas, selon moi, utilisé une approche qui leur aurait permis de le faire adéquatement. L'un des problèmes était le manque de ressources. Au début, les inspecteurs-détectives Smith et Hall espéraient obtenir des fonds pour engager un analyste de la criminalité qui les aurait aidés à examiner les liens entre les victimes et les suspects. L'inspecteur-détective Hall avait aussi fait des démarches officieuses à cette fin et il a dit que le financement nécessaire n'était pas disponible.

Les agents du bureau de l'opération Vérité durent faire l'analyse de liens eux-mêmes. L'inspecteur-détective Hall avait une certaine connaissance de ce type d'analyse, et il a donc effectué ce travail de concert avec les autres policiers. Il a admis que l'analyse de liens avait pris beaucoup de temps et qu'un analyste de la criminalité leur aurait permis de s'acquitter de cette tâche plus rapidement.

On s'attendait à ce que certains liens deviennent évidents à la faveur des discussions que les agents du bureau de l'opération Vérité avaient eues entre eux au sujet de leurs enquêtes respectives. L'agent-détective Seguin a déclaré lors de son témoignage que les policiers étaient censés connaître le contenu des autres dossiers mais que personne n'avait été mandaté pour inscrire les liens sur un tableau ou pour accomplir un travail de ce genre. Il a ajouté que la personne qui en savait le plus sur l'enquête et qui était vraisemblablement appelée à mettre toutes les pièces du casse-tête ensemble, était l'inspecteur-détective Hall.

J'ai de la difficulté à voir comment les policiers auraient pu acquérir une compréhension approfondie des liens qui existaient entre de si nombreuses personnes à l'aide d'un système aussi approximatif. J'estime que les agents de

l'opération Vérité n'ont pas fait d'efforts véritables pour comprendre les liens qui existaient entre les diverses personnes concernées.

L'agent-détective Seguin a en outre déclaré lors de son témoignage que les agents de l'opération Vérité n'avaient pas enquêté sur les allégations qui visaient des agresseurs décédés, étant donné que ce genre d'enquête ne mènerait pas au dépôt d'accusations. Comme plusieurs personnes d'intérêt étaient décédées, que plusieurs d'entre elles travaillaient ensemble à l'époque ou avaient d'autres liens communs entre elles et qu'elles n'avaient pas fait l'objet d'une enquête exhaustive, elles auraient pu constituer des maillons manquants de l'analyse de liens. En comprenant les liens qui existaient entre les personnes impliquées, les policiers auraient été en mesure d'obtenir des renseignements qui auraient pu les aider à mener à bien les enquêtes sur les allégations individuelles d'agressions sexuelles.

De plus, la compréhension de ces liens aurait pu aussi les aider à rassembler des preuves qui auraient fondé des accusations de conspiration ou des accusations incidentes en plus des accusations d'agression sexuelle. Lorsque la Police provinciale de l'Ontario n'avait pas eu de preuves directes démontrant qu'un agresseur présumé avait délibérément mis une jeune personne entre les mains d'un autre agresseur pour qu'il l'agresse à son tour, des preuves de l'existence de liens solides entre ces agresseurs, y compris des preuves du fait qu'une personne était au courant des activités illicites de l'agresseur présumé, auraient pu constituer des preuves circonstancielles à invoquer à l'appui d'accusations de conspiration ou d'accusations incidentes.

Par ailleurs, lorsque les policiers ont découvert que plusieurs suspects étaient au service d'une institution ou d'un organisme précis ou qu'ils avaient des liens avec cette institution ou cet organisme, ils auraient pu se servir de ces renseignements pour communiquer avec les responsables de l'institution afin de tenter d'identifier d'autres victimes potentielles. Par exemple, étant donné que certaines allégations d'agression touchaient des personnes en probation, la Police provinciale de l'Ontario aurait pu approcher le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels dans le but d'obtenir le nom d'autres probationnaires qui avaient eu des rapports avec les agresseurs présumés à l'époque en cause. De même, on aurait pu intervenir davantage auprès du diocèse, compte tenu du nombre d'anciens enfants de chœur qui étaient des victimes, présumées ou réelles.

La Police provinciale aurait été bien avisée d'informer ces institutions du fait qu'il y avait un problème. J'estime pour ma part que la Police provinciale de l'Ontario devrait établir des protocoles d'échange de renseignements sur les enquêtes criminelles qui aideraient les institutions publiques à cerner les problèmes systémiques et à s'assurer qu'il n'y a plus de victimes au sein de leur organisation.

Enfin, ces renseignements sur les liens existants entre des agresseurs présumés pourraient être utiles dans le cadre d'un procès.

Conclusion

Cette Commission d'enquête a été mise sur pied afin, entre autres, de réagir aux rumeurs et insinuations qui avaient cours dans la collectivité au sujet d'événements tels que la saisie et la destruction des bandes vidéo découvertes à la résidence de Ron Leroux, le décès de Ken Seguin et la conclusion d'un règlement entre David Silmser et le diocèse de Alexandria-Cornwall, qui ont tous suscité des questions relativement à la possibilité qu'un groupe de pédophiles organisé poursuivait des activités à Cornwall. S'ajoutait à cela le fait que le public était insatisfait du déroulement de l'enquête menée dans le cadre de l'opération Vérité.

Si la Police provinciale de l'Ontario avait évité de refaire les erreurs qui avaient nui à ses enquêtes antérieures, les affaires en cause auraient peut-être été réglées et les rumeurs qui ont suivi n'auraient peut-être pas été nourries par des allusions à cette situation. La deuxième enquête réalisée par la Police provinciale de l'Ontario en 1994 au sujet des événements liés au règlement conclu avec Silmser, ainsi que la deuxième enquête menée au sujet des allégations de M. Silmser à l'endroit de l'abbé Charles MacDonald, sont deux exemples d'enquêtes antérieures de ce genre.

La Police provinciale de l'Ontario a été appelée à enquêter sur ces affaires après que le Service de police d'Ottawa eut cerné de graves lacunes dans l'enquête menée par le SPC au sujet de l'abbé MacDonald. Compte tenu de ces problèmes et de la forte controverse suscitée par l'ensemble de la situation, il aurait été extrêmement important que la Police provinciale effectue une nouvelle enquête complète et exhaustive, mais elle ne l'a malheureusement pas fait. Il était tout aussi important que la Police provinciale enquête de manière adéquate au sujet des très graves allégations de conspiration et d'entrave à la justice qui minaient la confiance qu'avait la collectivité dans ses institutions publiques. Les faiblesses du processus d'enquête étaient en partie imputables aux hypothèses faites par les enquêteurs et au fait que ceux-ci n'ont pas interviewé certaines des personnes qui détenaient des renseignements pertinents, et qu'ils n'ont pas vu non plus à obtenir de preuves documentaires auprès des avocats qui participaient au processus de conclusion du règlement. L'enquête incomplète réalisée par la Police provinciale a par la suite suscité la méfiance du public à l'endroit de ce corps policier.

Cinq des six policiers affectés à l'enquête furent cités comme témoins. Je n'hésite pas à en conclure que ces policiers étaient tous dévoués et vaillants. L'enquête menée dans le cadre de l'opération Vérité a nécessité une énorme quantité de travail.

Parmi les personnes mises en état d'arrestation par des agents de l'opération Vérité, une seule a été inculpée, ce qui fit de l'opération Vérité un échec aux yeux du public, particulièrement au vu du nombre de plaignants et de suspects

impliqués. Bien que la réussite du système judiciaire ne se mesure pas par le nombre d'inculpations, je n'en suis pas moins troublé par le nombre de cas relativement peu élevé ayant donné lieu à la tenue de procès justifiés sur le fond.

Certains des problèmes ayant nui au bon déroulement de l'opération Vérité surviennent souvent dans le cas d'enquêtes visant des agressions sexuelles passées. Comme les souvenirs des victimes et des témoins se dissipent, les enquêteurs doivent savoir comment les aider, y compris situer des événements dans le temps. Le consentement peut être une question complexe lorsque la victime a été conditionnée pour participer à l'agression; les policiers doivent comprendre cela et obtenir ainsi des preuves qui démontrent que le consentement était peut-être vicié. De plus, certaines victimes sont fragiles et d'autres ont de la difficulté à composer avec le système judiciaire et finissent par retirer leur plainte. D'autres victimes encore, surtout celles qui ont été agressées par des gens en situation de confiance et d'autorité, ont peut-être de la difficulté à avoir des rapports avec des symboles d'autorité tels que la police et les procureurs de la Couronne, et peuvent exprimer leur méfiance par la colère et l'hostilité. Des mesures doivent être prises pour mettre les plaignants à l'aise et les aider à faire leurs allégations. Par ailleurs, les allégations visant des événements passés peuvent entraîner la mobilisation d'importantes ressources en main-d'œuvre. Parfois, des témoins et même des agresseurs présumés sont partis vivre ailleurs, sont décédés ou encore sont difficiles à trouver. Il faut alors faire des démarches pour obtenir des dossiers institutionnels qui permettront de corroborer des allégations et de situer certains événements dans le temps.

Même si beaucoup de temps s'est écoulé depuis l'incident, il faut donner suite aux allégations en temps opportun. Les suspects associés à des agressions passées continuent peut-être d'entretenir des rapports avec des enfants et de perpétrer des agressions.

Il est absolument nécessaire de donner une formation appropriée aux policiers et de leur offrir des cours de recyclage au besoin. Plus particulièrement, cette formation devrait porter sur les problèmes concernant les victimes masculines d'agressions perpétrées par une autre personne de sexe masculin, et notamment les cas d'agressions passées. D'autres ressources (policiers supplémentaires, analyste de la criminalité et adjoints administratifs, y compris des personnes bilingues) auraient pu contribuer à la réalisation de l'enquête menée dans le cadre de l'opération Vérité en assurant le suivi d'indices supplémentaires et en consacrant plus de temps à l'analyse de liens et à d'autres travaux visant à établir de l'information. Si l'équipe avait pu miser sur les services d'un procureur de la Couronne ou d'une équipe de procureurs de la Couronne qui se seraient expressément occupés des cas qui devaient être traités, cela aurait été immensément utile.

La Police provinciale de l'Ontario a aussi fait face à une série de problèmes inhabituels pendant l'opération Vérité. Les policiers ont dû composer avec des médias hostiles, avec un public généralement méfiant et avec un groupe local de militants très engagés qui se sont appuyés sur des preuves douteuses pour répandre des rumeurs par l'entremise de sites Web, d'un député provincial véhément et des médias. De plus, les policiers ont été confrontés à une situation très particulière lorsqu'ils ont dû enquêter au sujet d'allégations mises au jour par l'agent Perry Dunlop dans le cadre d'une enquête non autorisée et réalisée à titre personnel, et qui comportait par ailleurs de nombreuses lacunes (prise de notes inadéquates, techniques d'entrevue inappropriées, influence indue, bien qu'involontaire, de victimes et de témoins. En outre, des agents du bureau de l'opération Vérité devaient s'acquitter de la difficile tâche d'obtenir des documents auprès de Perry Dunlop. La Police provinciale de l'Ontario avait omis d'établir une stratégie média, d'informer la collectivité et de dissiper les rumeurs, et de suivre et gérer l'exposition de Perry Dunlop aux cas traités par la Police provinciale lorsqu'il devint évident que ladite Police provinciale ne pourrait plus obtenir sa collaboration.

Une autre difficulté résidait dans le fait que la Police provinciale de l'Ontario ne pouvait échanger de renseignements ouvertement avec le SPC et le bureau local du procureur de la Couronne, car ils faisaient tous deux l'objet d'une enquête relativement à leur rôle dans la conclusion d'un règlement avec Silmsser. La Police provinciale a omis d'élaborer une stratégie qui lui aurait permis de gérer tout conflit d'intérêts éventuel, réel ou présumé, et d'échanger des renseignements au besoin. C'est ainsi que l'on s'est inutilement abstenu de communiquer certains renseignements au SPC. Ces restrictions se sont ajoutées aux difficultés que les procureurs de la Couronne affectés à ces cas ont dû surmonter.

Je souscris à plusieurs des recommandations faites par le commissaire adjoint Lewis, qui figurent parmi ses recommandations utiles pour la tenue d'enquêtes. Il fait écho aux paroles de nombreuses autres personnes lorsqu'il recommande que l'on recommence à offrir de la formation qui serait assurée en conjonction avec les sociétés de l'aide à l'enfance. Je suis d'accord pour dire que cela serait nécessaire. M. Lewis a aussi raison lorsqu'il recommande que les programmes de formation actuels soient examinés au Collège de police de l'Ontario et à l'Académie de la Police provinciale de l'Ontario relativement aux enquêtes sur des cas d'agression sexuelle, et, en particulier, que des programmes ou modules soient élaborés pour mener des enquêtes sur des agressions sexuelles passées, pour favoriser la compréhension et la gestion du phénomène de la victimisation des hommes, et pour mener des enquêtes sur des infractions sexuelles commises contre des enfants.

Intervention du diocèse d'Alexandria-Cornwall

La paroisse de St. Andrew, dans le comté de Stormont, et la paroisse de St-Raphaël, dans le comté de Glengarry, furent officiellement reconnues par l'Église catholique romaine en 1802. Le diocèse d'Alexandria fut établi en 1890. En 1976, M^{gr} Eugène LaRocque obtint la permission d'établir une cocathédrale à Cornwall et d'ajouter au diocèse le nom de Cornwall. Ce diocèse devint alors le diocèse d'Alexandria-Cornwall²⁷.

Environ 56 000 des 87 000 habitants de la région géographique du diocèse d'Alexandria-Cornwall sont catholiques. Ce diocèse compte trente et une paroisses situées dans les comtés de Stormont et de Glengarry, ainsi que dans la ville de Cornwall. La plus grande paroisse est celle de St. Columban à Cornwall.

À l'audience, les abbés Thomas Doyle²⁸ et Frank Morrisey furent qualifiés d'experts en matière de droit canonique et d'agression sexuelle commise par le clergé. Ils discutèrent entre autres des réponses passées de l'Église catholique aux allégations d'agression sexuelle visant le clergé, du *Code de droit canonique de 1983*, du document *De la souffrance à l'espérance* de 1992, de la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) ainsi que des normes de 2001 et 2002.

L'abbé Morrisey déclara dans un article de 2001 que les accusations d'agressions sexuelles commises par le clergé furent à l'origine niées par les représentants de l'Église. Même lorsqu'il devint évident que certaines de ces accusations étaient fondées, les représentants de l'Église évitèrent de reconnaître l'ampleur de ce comportement.

L'abbé Morrisey croit que les agressions sexuelles infligées aux enfants par le clergé sont un phénomène mondial. Il déclara que depuis 2001, moment où la Congrégation pour la Doctrine de la Foi devint responsable des cas d'agression

27. Comme je l'ai mentionné au chapitre sur le processus, je crois que la corporation épiscopale du diocèse d'Alexandria-Cornwall (mentionnée dans le présent rapport comme le diocèse d'Alexandria-Cornwall) est une « institution publique » au sens du décret en conseil. En tant qu'« institution publique », la réponse du diocèse aux allégations d'agression sexuelle pourrait être examinée, et des recommandations pourraient être formulées, à savoir comment celui-ci pourrait et devrait répondre à l'avenir à de telles allégations. J'ai précisé que je n'enquêterais pas sur l'Église catholique romaine, ni sur sa doctrine ou ses croyances, mais sur la personne juridique du diocèse comme un employeur de prêtres qui œuvraient dans le diocèse. Je commence par faire un survol de la structure organisationnelle de l'Église catholique romaine et du diocèse d'Alexandria-Cornwall. Ces renseignements sont fournis uniquement à des fins contextuelles et de documentation.

28. Le diocèse d'Alexandria-Cornwall soumit une requête pour exclure la preuve de l'abbé Thomas Doyle, notamment sous prétexte qu'il était hostile aux intérêts du diocèse et de l'Église catholique, que son opinion était biaisée et qu'il ne devait pas être qualifié d'expert. Je refusai la requête le 29 août 2007. Je déclarai que l'enquête était une procédure de type non accusatoire et que, à mon sens, l'abbé Doyle possède les qualités requises pour fournir une preuve d'expert contextuelle. Les questions préoccupantes de son témoignage relèveraient de la force probante.

sexuelle contre des enfants par des membres du clergé, la Congrégation fut accablée par le nombre de cas qu'elle reçut.

La loi et les protocoles applicables à l'heure actuelle au Canada comprennent le *Code de droit canonique de 1983*, les normes de 2001 et de 2002, un document de 1992 de la CECC intitulé *De la souffrance à l'espérance* ainsi que les lois promulguées par les évêques dans leurs diocèses respectifs.

La Commission archidiocésaine de l'enquête sur les agressions sexuelles commises par des membres du clergé (la commission Winter) sur des enfants fut créée en 1990 pour enquêter sur les agressions sexuelles sur des enfants par des prêtres diocésains dans l'archidiocèse de St. John's à Terre-Neuve. La commission fut une initiative de l'Église catholique. Le rapport de la Commission, connu sous le nom du rapport Winter, recommandait à l'Église catholique d'accepter et de reconnaître officiellement sa responsabilité dans les cas d'agressions commises par des membres de son clergé sur des enfants.

En 1992, moins de deux ans après la publication du rapport Winter, la CECC publia un document intitulé *De la souffrance à l'espérance*, qui formulait des recommandations sur la politique, les procédures et les protocoles qui devraient être élaborés dans les diocèses canadiens au sujet des agressions sexuelles sur des mineurs par le clergé. Il est toutefois essentiel de noter que ce document ne lie pas les diocèses. Le document fut envoyé à tous les évêques du Canada à qui l'on demandait de promulguer un protocole diocésain obligatoire sur le sujet.

Le document *De la souffrance à l'espérance* précise que l'Église « soustrait trop facilement ses ministres à la nécessité de rendre compte de leur conduite [...] [et] elle est souvent tentée de régler en secret des désordres moraux qui trouvent là un lieu idéal de croissance ». Le document encourage l'Église catholique à reconnaître les agressions sexuelles commises par le clergé et à en prendre la responsabilité. Le document *De la souffrance à l'espérance* suggère aux évêques de former un comité consultatif d'au moins cinq personnes dans leur diocèse qui serait saisi des problèmes d'agression sexuelle. La composition de ce comité devrait être aussi diversifiée que possible et inclure un canoniste, un avocat spécialisé en droit civil ainsi qu'un professionnel ayant de l'expérience avec les victimes d'agression sexuelle ou les personnes ayant un trouble sexuel. Le comité consultatif devrait rédiger un protocole pour traiter les allégations d'agression sexuelle visant des membres du clergé.

Le document *De la souffrance à l'espérance* suggère aux diocèses de nommer un prêtre, reconnu comme le « délégué de l'évêque », pour prendre la responsabilité des problèmes en matière d'agression sexuelle. Dans le cas d'une plainte d'agression sexuelle à l'endroit d'un enfant par un membre du clergé, « l'évêque devra confier à son délégué l'autorité voulue pour agir sur-le-champ (c.-à-d. dans les vingt-quatre heures ou aussi tôt que possible), avec toute la discrétion et le sens pastoral requis, en vue de déterminer s'il y a des motifs

raisonnables et probables de croire qu'un prêtre a commis une agression sexuelle sur un enfant par un prêtre ». Si le délégué détermine que les allégations sont frivoles ou sans fondement, l'enquête prend fin. Toutefois, si les allégations sont fondées, « le prêtre qui fait l'objet d'une enquête doit subir le retrait administratif non rémunéré ». Si le prêtre nie les allégations, le délégué doit mener enquête. Si, après avoir entendu les plaignants, le délégué croit y a lieu de poursuivre l'enquête, le prêtre accusé doit avoir l'occasion de se faire entendre. Il est possible que l'on demande aux avocats du diocèse ou à l'accusé ou aux membres du comité consultatif de participer à cette étape de l'enquête. En cas de motif de poursuivre l'enquête, le prêtre sera orienté, sous son consentement, vers un centre de traitement pour subir une évaluation. Si le prêtre accusé peut être tenu responsable de ses actes, le comité consultatif déterminera alors si le problème doit être porté à l'attention de l'évêque diocésain.

Si l'évêque diocésain décide de mettre en application une mesure administrative, il peut alors imposer les pénalités adéquates prévues par la loi de l'Église. D'un autre côté, il peut décider que le cas doit être jugé devant un procès de la cour canonique et remettre les preuves au promoteur de justice. Si ce dernier juge opportun de lancer un procès canonique, alors le canon 1722 peut être mis en application : écarter l'accusé du ministère sacré, d'un office ou d'une charge ecclésiastique, lui imposer ou lui interdire le séjour dans un endroit ou un territoire donné, voire lui défendre de participer en public à la très sainte Eucharistie. Si l'accusé est reconnu coupable à la fin du procès, les pénalités canoniques adéquates seraient adoptées.

En 2002, la CECC créa un groupe de travail pour faire rapport sur les progrès liés au document *De la souffrance à l'espérance* dix ans après sa publication. Le groupe de travail a présenté son rapport en 2005. Il soulignait un certain nombre de préoccupations et recommandait à la CECC d'adopter un protocole national que les évêques de chaque diocèse seraient invités à adopter. Cette méthode fut choisie pour respecter l'autonomie des diocèses. Le protocole proposait de retenir la majorité des recommandations dans le document *De la souffrance à l'espérance*, mais il suggérait d'autres mesures pour favoriser une meilleure transparence diocésaine à l'égard des agressions sexuelles commises par des membres du clergé et accroître la responsabilité des évêques dans la gestion de ces agressions. Le protocole présenta également des mesures de prévention des agressions sexuelles par le clergé comme une attestation de sécurité pour ceux qui œuvrent auprès des enfants.

En 2002, la Conférence des évêques catholiques des États-Unis élabora et adopta le document *Dallas Charter and Norms*. Toutefois, la Conférence des évêques catholiques des États-Unis demanda au pape la permission d'édicter une loi américaine concernant le problème des agressions sexuelles commises par des membres du clergé. Cette permission fut accordée. Par conséquent, la

charte et les normes de Dallas, contrairement au document *De la souffrance à l'espérance*, lient tous les diocèses des États-Unis. La charte et les normes de Dallas renferment une politique très stricte qui ne donne aucune chance. Quiconque, prêtre ou diacre, sera retiré, de façon permanente, d'un ministère en raison d'un acte d'agression sexuelle.

L'abbé Morrisey expliqua lors de son témoignage que si une personne avoue qu'elle a agressé sexuellement un enfant sous le secret de la confession, le prêtre qui entend la confession se bute à un conflit entre le sceau de la confession et l'obligation de signalement. Il déclara que dans le cas d'un conflit entre l'obligation de signalement aux termes du droit civil et le sceau confessionnel d'après le droit canon, les prêtres doivent observer le droit canon.

L'abbé Doyle déclara qu'il était possible pour un prêtre qui entend une confession d'avoir un dialogue avec la personne et de lui donner des conseils, notamment en encourageant un agresseur à rechercher du counseling. Il indiqua que ce sujet pourrait être abordé dans le cadre de la formation des séminaristes. L'abbé Morrisey déclara qu'il demanderait à la personne de le rencontrer hors du confessionnal pour discuter de la manière d'aborder la situation, et au moment de la rencontre, rappellerait à la personne que toute information hors du confessionnal pourrait être subordonnée à la loi civile. De sorte que si la situation impliquait une agression sexuelle, le prêtre avertirait la personne que tout ce qu'elle lui dirait hors du confessionnal pourrait entraîner l'obligation légale de signalement par le prêtre.

Je félicite les abbés Doyle et Morrisey de s'être penchés très sérieusement sur ce problème et d'avoir proposé des moyens pouvant aider le clergé à remplir son obligation légale de signaler les agressions sexuelles sur des enfants. Cette question très importante, ainsi que les propositions des abbés Morrisey et Doyle, devraient être abordées immédiatement par le diocèse pour faire en sorte que les autorités civiles soient averties des allégations d'agression sexuelle et puissent mener leurs propres enquêtes afin que les jeunes soient protégés. Il est important de noter que le document *De la souffrance à l'espérance* recommandait que les catholiques du Canada « se renseignent sur les exigences des législations provinciales et territoriales concernant l'obligation de signaler l'agression sexuelle d'enfants [...] et s'impliquent dans des programmes d'information, d'éducation et de prévention concernant les agressions contre les enfants ».

Politiques et procédures liées aux allégations d'agression sexuelle contre des membres du clergé dans le diocèse d'Alexandria-Cornwall

Avant 1987, il n'existe pas de politiques ni de procédures dans le diocèse d'Alexandria-Cornwall pour traiter les cas d'agressions sexuelles commises par les membres du clergé. M^{gr} LaRocque déclara qu'il était devenu évident en 1986, lorsque le diocèse fut confronté à l'affaire de l'abbé Gilles Deslauriers, qu'il

fallait mettre en place des procédures et un protocole sur la manière de réagir à ce problème.

Le diocèse établit une politique sur les infractions commises par des membres du clergé en 1987. Il ne s’agissait pas d’une politique officielle ou établie. En 1992, le diocèse élabora des lignes directrices traitant précisément des cas d’agressions sexuelles commises par les prêtres, les diacones, les séminaristes et les assistants de pastorale, et en 1995, ces lignes directrices furent remplacées par une autre série de lignes directrices. En 2003, les *Diocesan Guidelines on Managing Allegations of Sexual Abuse of Children and of Sexual Assault of Adults by Clergy, Religious, Lay Employees and Volunteers* (lignes directrices du diocèse sur la gestion des allégations d’agression sexuelle sur des enfants et des adultes visant des membres du clergé, du personnel ecclésiastique, du personnel laïque et des bénévoles) entrèrent en vigueur. Ces lignes directrices, auxquelles on a apporté quelques révisions, continuent de s’appliquer dans le diocèse aujourd’hui. Mgr Paul-André Durocher déclara qu’elles avaient besoin d’être mises à jour, ce qu’il prévoit faire dès qu’il recevra les recommandations de la Commission.

Abbé Gilles Deslauriers

L’abbé Gilles Deslauriers fut ordonné prêtre dans le diocèse d’Alexandria par Mgr Adolphe Proulx en 1970. Mgr Proulx nomma l’abbé Deslauriers comme pasteur responsable des jeunes francophones d’Alexandria en 1971, et le chargea également d’enseigner la religion dans le secteur francophone de l’école secondaire du district de Glengarry. Deux ans plus tard, l’abbé Deslauriers fut nommé pasteur de l’école Rouleau à Alexandria.

Ses contacts avec les enfants et les jeunes se poursuivirent lorsque Mgr LaRocque succéda à Mgr Proulx. En 1978, l’abbé Deslauriers devint responsable de l’apostolat auprès des jeunes francophones du diocèse. Cette année-là, Mgr LaRocque nomma également l’abbé Deslauriers comme aumônier à temps plein à l’école secondaire La Citadelle à Cornwall.

Cette nomination à l’école secondaire La Citadelle, une école publique francophone, faisait suite à une demande de la directrice, Jeannine Séguin. Mgr LaRocque considérait comme hors de l’ordinaire sa suggestion voulant qu’un prêtre soit affecté au poste d’aumônier d’une école publique francophone, et son salaire payé par l’école.

Claude Thibault est né et a grandi à Cornwall. Il était enfant de chœur et participait à un groupe de pastorale à la paroisse. À l’école secondaire, il faisait partie du comité pastoral, qui organisait des séances de prière, des messes et d’autres activités religieuses. Comme il le dit durant l’enquête, la religion faisait partie intégrante de sa vie.

Claude Thibault était en douzième année à l'école secondaire La Citadelle lorsque l'abbé Deslauriers devint aumônier de l'école francophone. Le prêtre organisa un mouvement spirituel appelé R3. « R » signifiait « rencontre » et le chiffre « 3 » englobait Dieu, les autres et soi-même. Il y avait des rencontres mensuelles et des retraites de fin de semaine, où les élèves faisaient des prières et des célébrations et se confessaient à l'occasion.

Claude Thibault devint très présent dans le mouvement R3. Par l'entremise des activités de ce groupe, l'abbé Deslauriers devint rapidement un « bon ami », un « mentor » et un « confident » pour Claude Thibault. L'élève recherchait périodiquement l'avis du prêtre. C'est lors de l'une de ces séances de counseling, a-t-il expliqué, que l'abbé Deslauriers commença à l'agresser sexuellement. Claude Thibault, comme bon nombre de victimes d'agressions, ne dévoila pas les actes sexuels commis par le prêtre à son endroit.

En 1979, lorsque Claude Thibault était en retraite à Trois-Rivières, au Québec, il divulguera les actes sexuels à une laïque responsable du centre. Il raconta à cette femme qu'il ne savait que penser de la « thérapie » administrée par l'abbé Deslauriers à son endroit. Elle emmena alors Claude Thibault voir l'abbé Germain Côté qui l'encouragea à parler à l'abbé Deslauriers et à lui dire clairement qu'il voulait que cette « thérapie » cesse. Après la retraite spirituelle, Claude Thibault rencontra l'abbé Deslauriers et lui demanda de mettre fin à son comportement. Il déclara que l'abbé Deslauriers s'était conformé à son souhait.

En 1981, Claude Thibault entra au séminaire Saint-Paul. Il dévoila l'agression dont il avait été victime par l'abbé Deslauriers à un ami au séminaire. Son ami l'aida à réaliser que l'abbé Deslauriers avait du contrôle sur lui, et Claude commença à comprendre que les actes sexuels étaient sans aucun doute inappropriés. Il éprouvait de la colère et commença à se rebeller contre les gens liés au diocèse et les personnes en position d'autorité. Ce comportement eut un effet négatif sur ses études au séminaire Saint-Paul et la deuxième année, il reçut une mauvaise évaluation du recteur. Claude Thibault était préoccupé et décida de demander à rencontrer M^{gr} LaRocque.

Claude Thibault dit à l'évêque qu'il avait des relations tendues et difficiles avec l'abbé Deslauriers; qu'il n'avait pas été « honnête » avec lui et qu'il était contrôlant et manipulateur. Claude Thibault indiqua qu'il « essayait d'ouvrir une porte » parce qu'il « souhaitait aller de l'avant éventuellement » et divulguer l'agression sexuelle à M^{gr} LaRocque. Mais l'évêque lui fit plutôt des reproches. Claude Thibault fut très déçu de cette réaction. Comme le témoigna M. Thibault, la « réponse de l'évêque ferma une porte » à la « possibilité » de révéler les agressions sexuelles commises par l'abbé Deslauriers à son endroit.

Après avoir terminé ses études au séminaire, Claude Thibault fit un stage de pastorale en 1984 et en 1985 à la paroisse St. Columban à Cornwall. Sa conseillère

spirituelle à ce moment-là était sœur Myrna Ladouceur des Sœurs du Sacré-Cœur à Ottawa. Bien qu'il ne révélât pas les agressions sexuelles à sœur Ladouceur, Claude Thibault lui raconta que l'abbé Deslauriers avait menti, qu'il était manipulateur et qu'il avait abusé de son autorité. Elle l'encouragea à confronter l'abbé Deslauriers relativement à ces problèmes et à lui faire part de l'impact de son comportement sur sa vie.

La rencontre avec l'abbé Deslauriers eut lieu le 21 mars 1985. Claude Thibault confronta le prêtre au sujet des agressions sexuelles et dit à l'abbé Deslauriers qu'il « reprenait » [...] le « contrôle » que le prêtre avait eu sur sa vie. Claude Thibault se sentit soulagé d'un grand poids et pour la première fois, libéré du contrôle de l'abbé Deslauriers.

La famille de Benoit Brisson divulgue les agressions dont il a été victime par des prêtres du diocèse d'Alexandria-Cornwall

Le 21 janvier 1986, l'abbé Bernard Ménard reçut un appel de Lise Brisson. Elle lui dit qu'elle avait quelque chose de très difficile à lui dire et lui demanda de la rencontrer. Le jour même, l'abbé Claude Champagne d'Ottawa communiqua avec l'abbé Denis Vaillancourt pour lui indiquer qu'il avait reçu des renseignements selon lesquels l'abbé Deslauriers avait eu des contacts sexuels avec des jeunes. Il ajouta que cela avait détruit le mariage de l'un de ces hommes. Cet homme était Benoit Brisson, qui avait fréquenté l'école secondaire La Citadelle lorsque l'abbé Deslauriers était aumônier.

L'abbé Vaillancourt rencontra la famille Brisson. Hubert et Lise Brisson lui racontèrent certains détails des agressions sexuelles qu'avait subies leur fils Benoit. Ils lui dirent qu'ils avaient également dévoilé les agressions à l'abbé Rhéal Bisailly et qu'ils avaient communiqué avec l'abbé Ménard.

C'était la première fois que l'abbé Vaillancourt et l'abbé Ménard se trouvaient face à des allégations d'agressions sexuelles de la part d'un prêtre du diocèse. Les membres du clergé n'étaient pas préparés à cette situation. Ils n'avaient pas de formation à ce sujet et il n'existe alors aucun protocole sur les agressions sexuelles à ce moment-là au diocèse d'Alexandria-Cornwall. L'abbé Vaillancourt communiqua avec l'abbé Bisailly. Étant donné que l'abbé Ménard faisait partie d'un ordre religieux et qu'il n'était pas prêtre au diocèse, les abbés Vaillancourt et Bisailly jugèrent que c'était lui qui devrait confronter Gilles Deslauriers aux allégations d'agression de Benoit Brisson. L'abbé Ménard accepta de jouer ce rôle. Il considérait que les allégations de Benoit Brisson étaient crédibles. Lorsque l'abbé Deslauriers fut confronté à la divulgation de Benoit Brisson, il répondit que c'était une thérapie destinée aux jeunes qui manquaient de confiance en soi. L'abbé Ménard répondit qu'il s'agissait d'une affaire grave et qu'il devait avertir l'évêque immédiatement.

L'abbé Deslauriers alla voir M^{gr} LaRocque le 27 janvier 1986, soit le jour de sa rencontre avec l'abbé Ménard. Il raconta à l'évêque qu'il avait commis une indiscretion et qu'il avait fait des attouchements à un jeune, mais insista pour dire que ce n'était pas une affaire grave.

M^{gr} LaRocque déclara qu'il avait peut-être dit à l'abbé Deslauriers de faire une retraite de trente jours, mais il a reconnu qu'il n'y eut pas de discussion quant au début de la retraite ou à la responsabilité des dispositions à cet égard. L'évêque semble avoir accepté l'explication de l'abbé Deslauriers. Il ne prit aucune mesure à ce moment-là pour approfondir l'enquête ou déterminer si d'autres garçons ou jeunes du diocèse avaient été victimes d'agressions sexuelles de la part de l'abbé Deslauriers.

Le lendemain matin, l'abbé Ménard rencontra M^{gr} LaRocque pour s'assurer que l'abbé Deslauriers avait avoué son comportement sexuel avec Benoit Brisson. Il ne discuta pas à ce moment avec l'évêque de la possibilité de suspendre l'abbé Deslauriers ou de lui retirer son ministère, et l'évêque n'envisagea pas non plus ces possibilités.

L'abbé Claude Thibault fut ordonné prêtre à l'église la Nativité le 1^{er} février 1986. Il ne savait pas qu'il y avait d'autres victimes d'agressions sexuelles commises par l'abbé Deslauriers. Mais lorsqu'il retourna dans la région de Cornwall le 7 février 1986, sa mère lui dit que Lise Brisson, le professeur de Claude Thibault en septième et huitième année, avait téléphoné. C'est ce jour-là que Claude Thibault apprit qu'une autre personne avait été agressée sexuellement par le même prêtre.

Ce soir-là, Lise et Hubert Brisson racontèrent à Claude Thibault que leur fils avait été victime d'agressions sexuelles commises par l'abbé Deslauriers. Claude Thibault avait été un camarade de classe de Benoit Brisson en septième et huitième année, ainsi qu'à l'école secondaire. Il a mentionné dans son témoignage qu'ils avaient tous les deux participé à des retraites du mouvement R3 et qu'ils avaient suivi des séances de « thérapie » avec l'abbé Deslauriers. Claude Thibault déclara qu'ils avaient été agressés sexuellement par ce prêtre à la même période.

Après avoir discuté de la divulgation de Benoit Brisson, Claude Thibault révéla à l'abbé Vaillancourt qu'il avait lui aussi été agressé sexuellement par l'abbé Deslauriers. L'abbé Vaillancourt fit preuve de compassion et de soutien. Il encouragea l'abbé Thibault à parler à l'évêque et offrit son aide pour organiser la rencontre.

L'abbé Vaillancourt était préoccupé par le fait que les agressions avaient été commises à l'école secondaire La Citadelle et que le conseil scolaire pouvait être impliqué dans l'affaire. Il apprit de l'abbé Thibault que l'abbé Deslauriers avait eu des rencontres d'ordre sexuel avec lui au bureau du presbytère Saint-Jean-Bosco. L'abbé Vaillancourt était l'aumônier de La Citadelle à ce

moment-là. Il ne communiqua pas avec le conseil scolaire et ne parla pas au personnel de l'école pour déterminer si d'autres enfants avaient été agressés sexuellement par l'abbé Deslauriers. Au cours des jours qui suivirent, l'abbé Vaillancourt apprit qu'il y avait d'autres victimes. Le 12 février 1986, il connaissait les noms de sept des présumées victimes et en avait rencontrées quatre.

Le 9 février 1986, l'abbé Thibault raconta à M^{gr} LaRocque que tout comme Benoit Brisson, il était une victime d'agression sexuelle commise par l'abbé Deslauriers. Il expliqua que l'abbé Deslauriers lui avait dit que les contacts sexuels faisaient partie d'une thérapie. L'abbé Thibault rappela à l'évêque qu'ils s'étaient rencontrés en 1983 et qu'il lui avait alors dit que l'abbé Deslauriers était malhonnête et manipulateur. Il déclara à l'évêque que sa réponse avait mis fin à leur entretien et que s'il avait été plus réceptif et soutenant, il aurait probablement dévoilé les agressions sexuelles plusieurs années auparavant.

Claude Thibault expliqua à l'évêque que ses difficultés au séminaire et son attitude confuse étaient en grande partie attribuables à l'abbé Deslauriers. L'abbé Thibault déclara que lorsqu'il avait révélé qu'il vénérait l'abbé Deslauriers, M^{gr} LaRocque lui avait dit de façon abrupte : « C'est de l'idolâtrie. » L'évêque s'excusa ensuite et lui dit qu'il ne voulait pas être critique et accuser l'abbé Thibault d'idolâtrie.

L'abbé Vaillancourt rencontra M^{gr} LaRocque le 12 février 1986 et lui révéla le nombre possible de victimes. Ce fut un choc pour l'évêque, qui déclara que des mesures devaient être prises.

Accompagné de l'abbé Ménard, l'évêque rencontra l'abbé Deslauriers à la Nativité. Il ordonna à l'abbé Deslauriers de quitter immédiatement le diocèse d'Alexandria-Cornwall. Il demanda au prêtre de démissionner, mais prit des dispositions pour appuyer sa candidature à un poste d'un autre diocèse, après que l'abbé Deslauriers aurait terminé une thérapie. M^{gr} LaRocque croyait que la conduite de l'abbé Deslauriers pouvait être changée; dans l'Église catholique, il n'y a pas de péché qui ne peut être pardonné, et l'on peut modifier l'orientation de sa vie. Mais l'évêque déclara qu'il comprenait maintenant que les professionnels du domaine de la psychiatrie ne croyaient pas que les comportements sexuels de l'abbé Deslauriers puissent être traités avec succès.

M^{gr} LaRocque et l'abbé Ménard ne discutèrent pas de la nécessité de contacter la police ou la Société de l'aide à l'enfance (SAE) concernant les allégations d'agression visant l'abbé Deslauriers. Étant donné que les victimes qui avaient divulgué les agressions étaient maintenant dans la jeune vingtaine, il ne leur vint pas à l'esprit qu'il pourrait y avoir des enfants à risque dans la communauté. Il n'existe aucun protocole au diocèse à ce moment-là, et le clergé croyait que l'affaire pourrait être réglée au sein de l'Église catholique romaine.

M^{gr} LaRocque a témoigné que ni lui ni aucun autre membre du clergé dans le diocèse n'était formé pour traiter des allégations d'agression sexuelle. Il n'y

avait non plus aucun protocole au diocèse. Le comportement de l'abbé Deslauriers ne fut signalé à aucun organisme externe – pas à la SAE, ni à la police ou au conseil scolaire. L'évêque n'a pas non plus effectué d'enquête officielle sur l'agression à ce moment-là.

Il convient de noter qu'avant janvier 1986, d'autres prêtres avaient, eux aussi, laissé entendre qu'ils savaient ou se doutaient que l'abbé Deslauriers avait eu des contacts sexuels avec des jeunes.

Dans son témoignage, l'abbé Réjean Lebrun a souligné que les autorités du diocèse avaient tout d'abord choisi de garder le silence au sujet de l'affaire Deslauriers. Les paroissiens se sont informés des mesures que prendrait le diocèse pour régler ce problème et répondre aux allégations d'agression sexuelle qui pesaient contre le prêtre. Mais comme l'a souligné l'abbé Lebrun, à l'époque, le clergé ne remettait pas en question l'autorité de l'Église; la structure de l'Église catholique romaine exigeait une obéissance stricte et les questions d'ordre sexuel n'étaient pas ouvertement abordées, en particulier lorsqu'elles se rapportaient à l'inconduite d'un prêtre.

Le diocèse ne fit aucune annonce publique au sujet des circonstances entourant le départ de l'abbé Gilles Deslauriers en 1986, et aucune explication ne fut donnée aux membres du clergé ni aux paroissiens. L'abbé Lebrun et d'autres personnes jugèrent que le dossier avait été mal géré par le diocèse, et que cela avait eu des répercussions qui se sont fait sentir pendant de nombreuses années dans la communauté de Cornwall.

L'abbé Vaillancourt estimait que l'absence de politiques ou de directives écrites en matière d'agressions sexuelles était un problème important lorsque le diocèse a dû faire face à cette question dans les années 1980. Comme l'ont souligné plusieurs prêtres, l'absence de formation des prêtres relativement à ces questions a contribué à exacerber le problème. Ni lui ni, à sa connaissance, aucun autre prêtre n'a informé le conseil scolaire responsable de La Citadelle, l'école où l'abbé Deslauriers agissait comme aumônier à temps plein.

L'abbé Deslauriers célèbre la messe à Hull

L'abbé Ménard communiqua avec M^{gr} LaRocque pour l'informer que l'abbé Deslauriers exerçait des fonctions sacerdotales à Hull. Aux environs du 18 mars 1986, à la demande de M^{gr} LaRocque, l'abbé Ménard se rendit à Hull pour s'assurer que M^{gr} Proulx était au courant des plaintes d'agression sexuelle formulées par les paroissiens du diocèse d'Alexandria-Cornwall. L'abbé Ménard a soutenu dans son témoignage que sa démarche visait deux objectifs : premièrement, persuader l'évêque de relever l'abbé Deslauriers de ses fonctions cléricales au diocèse de Gatineau-Hull et deuxièmement, s'assurer que l'abbé Deslauriers suivait une thérapie.

M^{gr} Proulx demanda à l'abbé Ménard de rencontrer l'abbé Deslauriers. L'abbé Ménard parla sans détour; il lui dit que plusieurs allégations d'inconduite sexuelle avaient été exprimées contre lui et qu'il était inconvenant pour lui d'exercer des fonctions cléricales et de côtoyer des jeunes. L'abbé Ménard ajouta que selon lui, il devait quitter la région. L'abbé Deslauriers assura à l'abbé Ménard qu'il consultait un thérapeute chaque semaine, mais l'abbé Ménard doutait que ce thérapeute soit vraiment au courant des allégations d'agressions sexuelles. L'abbé Ménard considérait aussi que l'abbé Deslauriers avait besoin d'un traitement plus intensif qu'une thérapie hebdomadaire. L'abbé Ménard écrivit à M^{gr} LaRocque pour lui faire part de ses inquiétudes.

Le 22 mars 1986, M. et M^{me} Brisson envoyèrent une lettre à M^{gr} LaRocque, à M^{gr} Proulx, au nonce apostolique, au préfet de la Congrégation des évêques et à l'archevêque, M^{gr} Spence. Cette lettre disait que l'abbé Deslauriers avait été vu en train de célébrer la messe à Hull une semaine après son départ de Cornwall. Elle soulignait aussi que l'abbé Deslauriers s'était rendu dans la région de Cornwall. Hubert et Lise Brisson se plaignaient que l'Église ne semblait avoir pris aucune mesure pour venir en aide aux jeunes victimes, ni pour que l'abbé Deslauriers soit traité.

Après avoir rencontré les victimes et leurs familles, l'abbé Ménard écrivit une lettre et soumit un rapport à M^{gr} LaRocque. Dans une lettre du 25 mars 1986 adressée à l'évêque, l'abbé Ménard expliqua qu'il avait rédigé le rapport parce l'affaire concernant Gilles Deslauriers prenait de l'ampleur. D'autres personnes de la région de Cornwall étaient maintenant au courant de l'inconduite sexuelle présumée du prêtre et le mécontentement par rapport à l'inaptitude de l'Église à prendre des mesures pour prévenir d'autres agressions grandissait. L'abbé Ménard insista sur l'importance d'écouter les victimes et leurs familles pour apprendre la vérité et pour soutenir la justice et la guérison. Il affirma qu'il en allait de la foi de ces jeunes et de leurs familles. Il informa M^{gr} LaRocque que certaines personnes mécontentes du diocèse avaient envoyé des lettres concernant l'abbé Deslauriers à des dirigeants de l'Église.

L'abbé Ménard exposa les détails des agressions, que lui avaient confiés les victimes présumées de l'abbé Deslauriers. Il désirait que l'évêque prenne pleinement conscience du sérieux de la situation. L'abbé Ménard décrivit en outre comment l'abbé Deslauriers exerçait une manipulation spirituelle sur la conscience de ses victimes, notamment par l'abus de pouvoir, et expliqua comment il tentait, de façon trompeuse et malhonnête, de convaincre ses présumées victimes que sa « thérapie » les aiderait.

L'abbé Ménard formula plusieurs recommandations. Selon lui, l'abbé Deslauriers ne devait plus avoir le droit de participer aux tâches pastorales; il ne devait reprendre ses fonctions cléricales qu'après avoir suivi un traitement

et subi une évaluation thérapeutique. L'abbé Ménard demanda à l'évêque de s'assurer que le prêtre aille à ses rendez-vous et qu'il suive le traitement prescrit. Il recommanda également que l'abbé Deslauriers se soumette à un traitement plus intensif.

L'abbé Ménard suggéra en outre à l'évêque que l'abbé Deslauriers subisse un processus d'absolution et, si le droit canon l'exigeait, qu'il fasse l'objet d'une suspense. Il recommanda que l'abbé Deslauriers quitte le diocèse de Hull immédiatement. Il insista sur le fait que les diocèses où l'abbé Deslauriers avait œuvré devaient être mis au courant de tous les détails concernant le comportement passé du prêtre avec les jeunes. De plus, il soutint que le prêtre ne devait plus avoir le droit de communiquer avec aucune de ses victimes présumées. L'abbé Ménard proposa que l'Église forme un comité, un tribunal ecclésiastique, pour que les victimes, leurs familles et les prêtres puissent s'exprimer et faire des recommandations à l'évêque, à la fin du processus. Le coût des thérapies suivies par les victimes de violence sexuelle devait être assumé par l'Église.

Mgr LaRocque se rendit à Hull pour rencontrer Mgr Proulx. Il demanda à Mgr Proulx d'interdire à l'abbé Deslauriers de participer aux tâches sacerdotales de la paroisse, mais Mgr Proulx ne se montra pas réceptif. Mgr LaRocque savait à cette époque que huit à douze victimes présumées s'étaient manifestées. Il quitta le diocèse de Gatineau-Hull sans que Mgr Proulx ait pris aucun engagement et avec le sentiment que cette rencontre avait été infructueuse. Mgr LaRocque ne songeait toujours pas à communiquer avec la police, et ce, malgré que l'abbé Deslauriers continuait d'exercer son ministère dans un autre diocèse et d'avoir des contacts avec des jeunes.

Après avoir pris connaissance du rapport de l'abbé Ménard et s'être entretenu avec Mgr Bernard Guindon, Mgr LaRocque accepta au début d'avril 1986 de constituer un comité spécial. Mgr LaRocque détermina que Jacques Leduc, avocat du diocèse, et sœur Claudette Pilon devaient faire partie du comité. De plus, l'évêque demanda à Mgr Guindon de présider le comité spécial chargé d'examiner l'affaire Deslauriers. Les membres du comité avaient pour mandat d'écouter les témoignages des témoins désignés par l'évêque et de formuler des recommandations. Dans son témoignage, Mgr LaRocque affirma que lorsqu'il a créé le comité spécial, il avait la certitude morale que l'abbé Deslauriers avait commis des actes sexuels sur des jeunes, un crime considéré comme « l'un des pires » par l'Église.

Mgr LaRocque demanda à l'abbé Deslauriers de se présenter devant le comité. Dans une lettre du 6 avril 1986, l'évêque demanda en outre à l'abbé Deslauriers de poursuivre son traitement à Pierrefonds. L'abbé Deslauriers répondit à la lettre de l'évêque le 16 avril 1986. Il y remettait en question la composition

du comité et indiquait clairement qu'il ne terminerait pas sa retraite de trois mois à Pierrefonds.

On demanda aux membres du comité spécial de prêter un serment de discrétion. Le comité spécial entendit les témoignages des victimes présumées de l'abbé Deslauriers, des membres de leurs familles et des prêtres. Il sembla manifeste aux membres du comité que les gens du diocèse étaient non seulement très bouleversés par le comportement de l'abbé Deslauriers, mais aussi très mécontents face à l'inaptitude de M^{gr} LaRocque à régler cette affaire grave.

Le rapport du comité spécial contenait six recommandations. On recommandait premièrement que l'abbé Deslauriers soit frappé de suspense « *a divinis* » et que l'autorité compétente confirme son exclusion du diocèse. La suspense « *a divinis* » ne pouvait être imposée que par les autorités ecclésiastiques de Rome et signifiait que le prêtre ne pourrait plus exercer son ministère. On recommandait ensuite une excardination suivie, sous réserve de certaines conditions, d'une incardination dans un autre diocèse. On suggérait que l'abbé Deslauriers entreprenne une thérapie avec un psychologue qualifié qui serait pleinement au fait du comportement passé du prêtre. On recommandait en outre que ce dernier ne puisse reprendre ses fonctions cléricales que lorsqu'une autorité compétente serait convaincue de sa complète guérison. Une copie du rapport devait être transmise au thérapeute. La troisième recommandation concernait les personnes désirant entreprendre une thérapie et des traitements par suite des agissements de l'abbé Deslauriers. On recommandait que le diocèse assume les coûts de ces traitements à rembourser par l'abbé Deslauriers. On recommandait plus loin qu'une attention particulière soit portée au rapport de l'abbé Ménard.

Nulle part le comité spécial ne proposa que le diocèse tente de trouver d'autres victimes possibles des agressions du prêtre pour faire en sorte qu'elles aussi reçoivent une thérapie en raison de l'agression sexuelle commise par le prêtre. Le comité spécial ne formula pas non plus de recommandation relativement à l'importance de communiquer avec des organismes externes comme la SAE, les conseils scolaires ou la police pour les informer du comportement sexuel de l'abbé Deslauriers avec des garçons et des jeunes hommes. M. Leduc, l'avocat du diocèse, expliqua que comme les victimes étaient maintenant de jeunes adultes dans la vingtaine et que les agressions avaient eu lieu dans le passé, le comité spécial n'avait pas jugé bon de recommander que le diocèse communique avec des organismes externes. Manifestement, personne n'a songé aux autres victimes ni aux risques d'agression que courraient les autres enfants ou les autres jeunes gens avec qui l'abbé Deslauriers entra en contact après avoir quitté le diocèse d'Alexandria-Cornwall.

Aucune enquête ne fut entreprise par le diocèse d'Alexandria-Cornwall pour déterminer si d'autres enfants avaient été agressés dans des écoles ou dans d'autres lieux ou groupes où l'abbé Deslauriers avait œuvré. L'évêque ne songea

pas non plus à communiquer lui-même avec des organismes indépendants de l'Église pour les avertir de l'inconduite sexuelle de l'abbé Deslauriers.

En mai 1986, la famille Brisson décida de communiquer avec les médias pour rendre publiques les allégations d'agressions qu'aurait commises l'abbé Deslauriers. Dans son témoignage, M^{me} Brisson affirma qu'elle et son mari considéraient que l'affaire ne progressait pas de manière convenable et que Benoit n'était pas satisfait de la réaction du diocèse.

En mai 1986, le sergent Ron Lefebvre et l'agent Herb Lefebvre du Service de police de Cornwall (SPC) furent affectés à l'enquête sur les allégations. Le 27 mai 1986, les policiers du SPC eurent une rencontre avec M^{gr} Guindon, qui les informa qu'il avait fait partie du comité constitué par l'évêque, mais qu'il avait prêté un serment de discrétion et qu'il ne pouvait révéler au SPC les conclusions du comité.

Plus tard dans la journée, les policiers du SPC rencontrèrent M^{gr} LaRocque. Ce dernier reconnut que l'abbé Deslauriers avait une forte personnalité et qu'il était capable de manipulation. Il confia ensuite aux policiers que l'abbé Deslauriers lui avait expliqué que les actes qu'il avait commis constituaient une thérapie, « bien qu'elle fût d'un type différent de celle enseignée au séminaire ». L'évêque souligna de plus qu'il avait muté le prêtre. Selon lui, l'abbé Deslauriers ne considérait pas qu'il éprouvât un problème. M^{gr} LaRocque refusa de fournir les conclusions auxquelles était parvenu le comité spécial.

Le sergent Ron Lefebvre et l'agent Herb Lefebvre continuèrent à mener des entrevues et à recueillir des déclarations relativement à l'enquête sur l'abbé Deslauriers tout le long des mois de mai et juin. Le 3 juin 1986, ils se rendirent à un presbytère d'Alexandria où l'évêque et des prêtres du diocèse s'étaient réunis. Les policiers demandèrent à parler à l'abbé Claude Thibault.

Les policiers Ron et Herb Lefebvre du SPC dirent à l'abbé Thibault qu'ils suspectaient ou qu'ils avaient des raisons de croire qu'il avait été agressé sexuellement par l'abbé Deslauriers. L'abbé Thibault se sentit « paniqué » et « déchiré » et nia avoir été victime d'agression. Un des policiers se fâcha et dit au jeune prêtre : « Ce qui me fâche le plus, c'est que l'Église semble avoir essayé de taire l'affaire. » L'abbé Thibault assura aux policiers du SPC qu'ils étaient sur la bonne voie et qu'ils devaient poursuivre leur travail.

L'abbé Thibault communiqua avec Jacques Leduc, qui lui conseilla de ne pas mentir et lui expliqua qu'il pouvait être reconnu coupable d'outrage au tribunal s'il mentait aux représentants du système judiciaire. À la demande de l'abbé Thibault, M. Leduc communiqua avec le SPC et dit aux policiers que le prêtre voulait changer sa déclaration et avouer qu'il avait été agressé par l'abbé Gilles Deslauriers.

L'abbé Thibault était prêt à collaborer à l'enquête policière. En présence de M. Leduc, il fit une déclaration au sergent Ron Lefebvre et à l'agent Herb Lefebvre,

au poste de police de Cornwall. Les policiers de Cornwall recueillirent également la déclaration d'autres prêtres du diocèse.

Les policiers communiquèrent avec M. Leduc pour prendre rendez-vous avec M^{gr} LaRocque, car ils désiraient obtenir sa déclaration. Lorsque l'agent Herb Lefebvre et le sergent Ron Lefebvre arrivèrent au domicile de M^{gr} LaRocque le 16 juin 1986, celui-ci refusa de faire une déclaration écrite aux policiers. L'évêque dit aux policiers qu'il ne voulait pas perdre la confiance des prêtres de son diocèse et refusa de répondre aux questions des policiers et de divulguer des renseignements qui n'étaient pas déjà connus du public. L'évêque fit clairement savoir au sergent Ron Lefebvre que « s'il était appelé à témoigner en cour, il préférerait aller en prison plutôt que de répondre aux questions. Ainsi se termina l'entrevue ».

Le 3 juin 1986, l'abbé Deslauriers envoya à M^{gr} LaRocque une lettre demandant son excardination du diocèse d'Alexandria-Cornwall. M^{gr} LaRocque contacta M^{gr} Proulx pour lui demander s'il était prêt à procéder à l'incardinatoin de l'abbé Deslauriers dans son diocèse sous réserve de certaines conditions. Le 20 juin 1986, M^{gr} Proulx écrivit qu'il voulait attendre que l'affaire criminelle soit réglée avant d'envisager l'incardinatoin de l'abbé Deslauriers dans le diocèse de Gatineau-Hull.

L'abbé Deslauriers est accusé au criminel – Plaidoyer de culpabilité – Aucune incarcération

Le 3 septembre 1986, l'évêque reçut une assignation à venir témoigner pour la Couronne à l'enquête préliminaire sur l'abbé Deslauriers. M^{gr} LaRocque avait clairement manifesté qu'il ne voulait pas être mêlé au processus pénal. L'évêque témoigna qu'il collaborerait avec les autorités si une affaire comme celle de l'abbé Deslauriers se reproduisait aujourd'hui.

Le 18 septembre 1986, l'abbé Gilles Deslauriers fut cité à procès pour sept chefs d'accusation d'attentat aux mœurs et quatre chefs d'accusation de grossière indécence. Quelques jours avant la date de son procès, l'abbé Deslauriers plaida coupable à quelques-unes des accusations criminelles. Le 10 novembre 1986, il fut déclaré coupable de quatre chefs de grossière indécence en contravention de l'article 157 du *Code criminel*. Ce dernier écopa d'une condamnation avec sursis et de deux ans de probation. Le prêtre reconnu coupable fut simplement placé sous la supervision de M^{gr} Proulx pour une période de deux ans et fut tenu d'entreprendre une thérapie.

M^{gr} LaRocque écrivit à M^{gr} Proulx le 9 décembre 1986 pour l'informer que l'affaire criminelle était maintenant réglée et qu'il souhaitait aller de l'avant avec l'excardinatoin et l'incardinatoin de l'abbé Deslauriers. Il énuméra certaines des conditions de l'ordonnance de probation de l'abbé Deslauriers. M^{gr} LaRocque

affirma que l'abbé Deslauriers ne devait plus avoir le droit d'exercer son ministère dans le diocèse d'Alexandria-Cornwall, ni dans une paroisse voisine ou située à proximité. Il joignit à sa lettre copie de l'excardinatoin assortie des conditions du 9 décembre 1986.

Dans sa lettre, M^{gr} Proulx soutint qu'une excardinatoin ne devait être assortie d'aucune condition. M^{gr} LaRocque céda et accepta de signer un acte d'excardinatoin sans condition. Comme on l'a mentionné plus tôt, le comité spécial avait recommandé que l'incardinatoin de l'abbé Deslauriers dans un autre diocèse ne soit possible qu'à certaines conditions, mais M^{gr} LaRocque ne put faire accepter cette recommandation. En février 1987, une incardinatoin sans condition dans le diocèse de Gatineau-Hull fut accordée à l'abbé Deslauriers.

L'abbé Deslauriers déménage dans un autre diocèse

L'abbé Claude Thibault apprit que l'abbé Deslauriers était au diocèse de Saint-Jérôme. L'abbé Deslauriers put continuer à porter son col, à célébrer la messe et à avoir des contacts avec des jeunes. À mon avis, l'abbé Gilles Deslauriers aurait dû être relevé de son ministère et n'aurait pas dû pouvoir œuvrer dans d'autres diocèses. Il représentait un risque pour les paroissiens de la région de Gatineau-Hull et pour ceux du diocèse de Saint-Jérôme.

Selon l'abbé Lebrun, l'affaire Deslauriers fut mal gérée par le diocèse, ce qui a engendré un long sentiment d'hostilité chez les paroissiens et les membres de la communauté de Cornwall. L'abbé Thibault était d'avis qu'on aurait dû relever l'abbé Deslauriers de ses fonctions et l'empêcher d'œuvrer dans un autre diocèse.

Les anciens principes dominaient toujours à l'époque de l'affaire Deslauriers. Les responsables du diocèse d'Alexandria-Cornwall ne prirent aucune mesure active pour dénoncer le comportement du prêtre aux autorités civiles et ne songèrent qu'à préserver le diocèse d'un scandale.

Il semble évident, d'après les témoignages dans l'affaire Deslauriers, que le diocèse d'Alexandria-Cornwall et M^{gr} Eugène LaRocque n'ont pas su offrir une formation adéquate aux membres du diocèse ayant la responsabilité de réagir à ce type d'allégations. Il est également manifeste que le diocèse et M^{gr} LaRocque n'avaient à cette époque pas élaboré de politiques, procédures ou protocoles pour le traitement des allégations d'inconduite sexuelle sur des jeunes visant des membres du clergé. De plus, le diocèse et M^{gr} LaRocque n'ont pas adopté les mesures nécessaires pour faire en sorte que les jeunes de la communauté soient à l'abri de l'abbé Gilles Deslauriers. En outre, le diocèse et M^{gr} LaRocque n'ont averti ni les policiers ni la Société de l'aide à l'enfance des allégations d'agressions sexuelles sur des jeunes qui pesaient sur l'abbé Deslauriers. Fait à noter, ils n'ont pas collaboré adéquatement avec le SPC durant l'enquête sur les allégations d'inconduite sexuelle contre l'abbé Deslauriers. J'ai également constaté que ni

le diocèse ni M^{gr} LaRocque n'ont pris les mesures qui s'imposaient pour déterminer si d'autres personnes avaient été victimes de l'abbé Deslauriers. De plus, ni l'un ni l'autre n'a supervisé le traitement de l'abbé Gilles Deslauriers. Il est également évident que ni le diocèse ni M^{gr} LaRocque n'a su garantir l'imposition de conditions appropriées lors de l'incardination de l'abbé Deslauriers dans d'autres diocèses, et ils ont confirmé le fait qu'ils n'avaient pas su assurer la supervision de ce prêtre en lui permettant de quitter le diocèse et en lui accordant l'excardination.

Abbé Carl Stone

L'abbé Carl Stone vécut à Cornwall, dans le diocèse d'Alexandria, entre 1957 et 1963. Avant de se joindre à la paroisse Saint-Jean-Bosco, l'abbé Stone était prêtre dans le diocèse d'Ogdensburg dans l'État de New York. Il dut quitter plusieurs diocèses, y compris celui de Cornwall, à cause de gestes inappropriés, notamment d'ordre sexuel. L'abbé Stone servit comme prêtre dans différents diocèses au Canada et aux États-Unis. Il revint à Cornwall en 1981.

Selon des lettres échangées entre des responsables de l'Église dans les années 1950 et 1960, l'abbé Stone avait des relations sexuelles avec des enfants et des jeunes adultes. Lorsque des responsables de l'Église ordonnaient à l'abbé Stone de quitter un diocèse à cause de sa conduite inconvenante, il s'en allait tout simplement dans un autre diocèse, où il recommençait à avoir des relations sexuelles avec des garçons et des jeunes adultes.

L'abbé Stone se joignit à la paroisse Saint-Jean-Bosco en juin 1957. L'évêque du diocèse, M^{gr} Rosario Brodeur, reçut en août une lettre de M^{gr} William Argy, chancelier du diocèse d'Ogdensburg de New York. Grâce à cette lettre du 3 août 1957, M^{gr} Brodeur apprit que l'abbé Stone avait des antécédents d'inconduite sexuelle.

Dans son témoignage, M^{gr} LaRocque a convenu que les affirmations concernant l'abbé Stone étaient très graves, qu'il était évident que le prêtre avait eu à plusieurs reprises un comportement sexuel inconvenant avec des enfants et que le diocèse de New York avait prévenu M^{gr} Brodeur des problèmes du prêtre.

Dans une lettre, en décembre 1957, M^{gr} Brodeur confirmait au révérend Frank Setzer des Montfort Fathers de New York que l'abbé Stone habitait la paroisse Saint-Jean-Bosco à Cornwall depuis six mois. Il ajoutait que l'abbé Poirier de Saint-Jean-Bosco croyait que l'abbé Stone avait été « victime d'une décision impulsive et injuste » et qu'il l'avait invité au presbytère avec la permission de M^{gr} Brodeur. L'abbé Stone fut admis dans cette paroisse pour un an, *ad experimentum*, c'est-à-dire à l'essai.

Ce séjour d'une année fut prolongé par M^{gr} Brodeur à la demande de l'abbé Poirier. L'abbé Stone demeura prêtre à Cornwall, entre 1957 et août 1963.

Une deuxième lettre d'avertissement fut envoyée par le diocèse d'Ogdensburg, en avril 1958. L'abbé Stone avait été aperçu à Malone dans l'État de New York, portant son col. Les responsables de l'Église à Ogdensburg demandèrent au diocèse d'Alexandria de prendre des mesures pour faire en sorte que l'abbé Stone ne se rende plus dans le diocèse de New York.

Bien que M^{gr} Brodeur eût assuré aux responsables de l'Église du diocèse d'Ogdensburg qu'il prendrait immédiatement des mesures et expulserait l'abbé Stone si ce dernier se rendait sans autorisation dans le diocèse de New York, l'évêque n'appliqua aucune de ces mesures. Au lieu de cela, l'abbé Stone put demeurer prêtre à Cornwall pendant presque cinq autres années. Ce n'est qu'en 1963 qu'on demanda à l'abbé Stone de quitter le diocèse d'Alexandria pour cause de « méfaits » à l'égard desquels la police de Cornwall avait « menacé d'intervenir ».

L'abbé Stone revient à Cornwall en 1981

M^{gr} Eugène LaRocque interrogea l'abbé Carl Stone en octobre 1981. L'abbé Gary Ostler avait demandé à l'évêque de permettre à l'abbé Stone d'oeuvrer dans le diocèse d'Alexandria-Cornwall. M^{gr} LaRocque lut les dossiers de l'Église sur l'abbé Stone et parla à l'abbé Ostler au sujet des antécédents de l'abbé Stone. Il examina la correspondance entre le diocèse d'Ogdensburg et M^{gr} Brodeur, et apprit que l'abbé Stone avait eu des rapports sexuels avec des adolescents.

M^{gr} LaRocque savait également que l'abbé Stone avait été reconnu coupable d'agression sexuelle à New York. L'évêque savait que l'abbé Stone avait été traité au Southdown Institute, où les prêtres d'Amérique du Nord vont chercher du counseling et des traitements pour divers problèmes tels que l'alcoolisme, la toxicomanie et les problèmes sexuels.

Lorsqu'il quitta le Southdown Institute, l'abbé Stone vécut avec l'abbé Ostler, au presbytère de la paroisse Saint-Jean-Bosco. M^{gr} LaRocque savait que l'abbé Stone se trouvait en période de probation et qu'il devait se présenter à un agent de probation, à Cornwall.

M^{gr} LaRocque déclara qu'il hésitait à permettre au prêtre d'oeuvrer dans son diocèse. Il demanda à l'abbé Stone en octobre 1981 de « ne jamais se trouver seul avec un ou des garçons dans une chambre ou une voiture ». M^{gr} LaRocque tenta d'obtenir pour l'abbé Stone une charge d'aumônier à temps plein à la Villa Saint-Joseph et à temps partiel à la Mount Carmel House. La Villa Saint-Joseph est une maison de retraite de Cornwall. L'évêque dut obtenir l'autorisation du gouvernement du Canada pour que l'abbé Stone puisse œuvrer dans ces deux établissements de l'Ontario.

À côté du centre Mount Carmel House se trouvait Iona Academy, une école élémentaire exploitée par un conseil scolaire catholique. Les élèves les plus âgés

avaient 13 ou 14 ans. L'abbé Stone était autorisé à porter un col ecclésiastique. M^{gr} LaRocque n'informa pourtant pas les autorités de l'école des antécédents de l'abbé Stone, ni du fait que celui-ci œuvrerait à proximité de l'école. Il n'informa pas les autorités scolaires que l'abbé avait déjà eu des rapports sexuels avec des enfants. Lors des audiences, M^{gr} LaRocque reconnut que « cela aurait dû être fait ». L'évêque semblait se préoccuper plus d'éviter le scandale que de protéger les enfants.

Dans une note adressée à l'abbé Stone, le 8 décembre 1981, l'évêque rappela au prêtre qu'il n'était pas autorisé à se trouver seul avec des jeunes.

M^{gr} LaRocque écrivit à l'Immigration en juin 1982, demandant au gouvernement fédéral d'accorder l'autorisation à l'abbé Stone d'œuvrer à Cornwall à titre d'aumônier. Le 12 octobre 1982, il écrivit également à Ed Lumley, député fédéral de Stormont-Dundas, parce que le permis de séjour au Canada de l'abbé Stone allait expirer dix-sept jours plus tard. Dans sa lettre, M^{gr} LaRocque informait le député fédéral que l'abbé Stone avait été condamné avec sursis à Albany pour une infraction sexuelle. Il mentionnait que le Bureau de probation de Cornwall surveillait l'abbé Stone. Lors de son témoignage, M^{gr} LaRocque reconnut qu'il aurait probablement été « plus prudent » de divulguer les autres incidents d'inconduite sexuelle. L'évêque convint que la lettre adressée à M. Lumley ne contenait pas un compte rendu complet du passé de l'abbé Stone. Dans l'Église catholique romaine, une telle omission, dit-il, est appelée « restriction mentale » – c'est-à-dire le fait de limiter l'information divulguée.

M^{gr} LaRocque rencontra le ministre Lloyd Axworthy, à Ottawa, le 22 décembre 1982, afin d'obtenir l'autorisation que l'abbé Stone demeure au Canada grâce à un permis ministériel, renouvelable chaque année. Un permis ministériel fut accordé à l'abbé Stone. Toutefois, dans sa lettre de janvier 1983 adressée à l'évêque, le ministre Axworthy imposa les sept conditions suivantes : 1) vous serez personnellement responsable de l'abbé Stone et de sa conduite, et prêt à répondre de lui dans toutes les occasions; 2) l'abbé Stone conservera les mêmes fonctions ou des fonctions semblables dans la région de Cornwall, c'est-à-dire qu'il œuvrera uniquement avec des personnes âgées ou à la réadaptation d'alcooliques; 3) l'abbé Stone ne sera pas autorisé à œuvrer auprès des jeunes; 4) l'abbé Stone continuera de suivre régulièrement sa thérapie de réadaptation; 5) l'abbé Stone continuera de bénéficier du soutien d'un groupe d'abbés; 6) vous devrez veiller à ce que l'abbé Stone soit sous surveillance stricte; et 7) la décision de renouveler le permis ministériel sera réévaluée chaque année.

Le ministre Axworthy indiqua clairement dans sa lettre que le Centre d'Immigration Canada de Cornwall avait été informé des conditions associées au permis ministériel, et qu'il devrait interroger l'abbé Stone.

M^{gr} LaRocque accepta ces conditions. L'évêque acceptait de se porter personnellement responsable de la conduite de l'abbé Stone, pendant son séjour au Canada. L'évêque savait que l'abbé Stone avait été condamné pour une infraction sexuelle avec des mineurs aux États-Unis, que les autorités religieuses du diocèse d'Ogdensburg ne souhaitaient pas la présence de l'abbé Stone dans leur région, que l'abbé Stone avait emmené plusieurs fois des garçons dans un camp à Ogdensburg, et que le prêtre avait fait preuve d'inconduite sexuelle avant de servir dans le diocèse d'Ogdensburg. M^{gr} LaRocque savait également que l'abbé Stone avait commis un « méfait » à Cornwall, en 1963. Néanmoins, malgré l'inconduite passée de l'abbé et ses rapports sexuels avec des garçons et des jeunes hommes, M^{gr} LaRocque fit des efforts considérables et prit des mesures extraordinaires pour s'assurer que l'abbé Stone demeure dans le diocèse d'Alexandria-Cornwall.

En février 1985, M. Fern Lebrun, agent d'immigration au Centre d'Immigration Canada de Cornwall, envoya une lettre à l'abbé Stone l'informant que le permis ministériel ne serait probablement pas prolongé au-delà du 24 janvier 1986. M. Lebrun dit à l'abbé Stone de prendre les dispositions nécessaires pour quitter le Canada d'ici cette date.

M^{gr} LaRocque répondit à la lettre de M. Lebrun et envoya une copie de sa lettre à Flora MacDonald, alors ministre de l'Immigration. L'évêque écrivit qu'il était inhabituel de répondre à des « copies de lettres », mais qu'*« une exception s'imposait »* en raison de l'importance de l'abbé Stone pour l'Église. M^{gr} LaRocque reconnut lors des audiences qu'il avait fait part à la ministre de l'Immigration et à l'agent d'immigration de sa très grande préoccupation concernant la décision du gouvernement fédéral de ne pas renouveler le permis de séjour de l'abbé Stone.

Deux mois après que M^{gr} LaRocque eut écrit au gouvernement fédéral pour louanger l'abbé Stone et insister pour que le permis ministériel de l'abbé soit prolongé afin qu'il puisse demeurer au Canada, l'évêque reçut de nombreuses plaintes au sujet du prêtre. Sœur Kane, administratrice de la Villa Saint-Joseph, rencontra M^{gr} LaRocque pour l'informer que l'abbé Stone recevait de jeunes hommes dans son appartement, ce qui contrevenait assurément aux conditions qui lui étaient imposées pour pouvoir œuvrer dans le diocèse. L'évêque ordonna à l'abbé Stone de quitter le diocèse et le pays.

Toutefois, M^{gr} LaRocque ne révéla pas au gouvernement la raison pour laquelle l'abbé Stone avait quitté le diocèse. Dans une lettre adressée à M. Lebrun du Centre d'Immigration Canada, le 21 juin 1985, il écrivit simplement : « L'abbé Carl Stone a démissionné de ses fonctions d'aumônier de la Villa Saint-Joseph et est retourné vivre dans l'État de New York. » L'évêque n'informa pas le gouvernement que l'abbé Stone avait violé l'une des conditions stipulées

par le ministre de l'Immigration. De plus, il ne communiqua pas avec la police locale, ni n'informa les Montfort Fathers de l'inconduite de l'abbé Stone et de son retour aux États-Unis. Lors de son témoignage, M^{gr} LaRocque convint, « en rétrospective », qu'il aurait été prudent d'informer les Montfort Fathers de l'inconduite de l'abbé Stone. Il admit en outre qu'« il aurait été certainement approprié » d'informer le ministère de l'Immigration du motif de la démission de l'abbé Stone et de son départ du diocèse. L'évêque n'entra pas non plus en contact avec le ministère des Services correctionnels pour informer l'agent de probation responsable de la raison du départ de l'abbé Stone. Surtout, l'évêque ne fit aucun effort pour communiquer avec les victimes possibles de l'abbé Stone pour déterminer si elles avaient besoin de counseling ou d'une autre forme de soutien et de ressources pour faire face aux agressions sexuelles alléguées commises par le prêtre. L'évêque n'essaya pas de vérifier si l'abbé Stone s'était joint à une autre paroisse au Canada ou aux États-Unis après son départ de Cornwall. Sa position fut que « ce n'était pas vraiment [sa] responsabilité [...] Lorsqu'il se trouvait ici, il relevait de moi, mais une fois qu'il eût quitté le diocèse [...] J'étais soulagé qu'il soit parti. »

Ce fut également le cas lorsque la Police provinciale de l'Ontario demanda de l'information à l'évêque dans le cadre de l'opération Vérité. La Police provinciale demanda à M^{gr} LaRocque, en 1998, de lui fournir des renseignements sur un certain nombre de prêtres, dont l'abbé Stone, afin de l'aider dans son enquête. M^{gr} LaRocque a tout simplement révélé à la Police provinciale de l'Ontario les endroits où l'abbé Stone avait travaillé. Lorsqu'on demanda à l'évêque pourquoi il n'avait pas divulgué l'inconduite sexuelle de l'abbé Stone, ce dernier répondit : « Je leur aurais volontiers fourni ces renseignements s'ils me les avaient demandés, mais je ne pensais pas que cela faisait partie de leur demande. » M^{gr} LaRocque comprenait très bien que le mandat de la Police provinciale de l'Ontario et de l'opération Vérité était d'enquêter sur les agressions sexuelles commises par des prêtres du diocèse d'Alexandria-Cornwall. Dans sa réponse écrite à la Police provinciale de l'Ontario, l'évêque omît pourtant de divulguer des renseignements importants sur certains prêtres, comme Carl Stone. Lors de son témoignage, l'évêque a reconnu, « avec le recul », qu'il aurait peut-être dû communiquer ces renseignements à la police.

À mon avis, M^{gr} LaRocque et le diocèse n'ont pas suffisamment enquêté sur les allégations de conduite inappropriée de l'abbé Stone avec des jeunes. J'en conclus également que M^{gr} LaRocque et le diocèse n'ont pas suffisamment fouillé les antécédents de l'abbé Carl Stone : d'une part, auprès de la communauté religieuse des Montfort Fathers relativement à sa conduite sexuelle passée, et d'autre part auprès du Southdown Institute au sujet de son évaluation et de son traitement. Le diocèse et M^{gr} LaRocque ont également omis de prendre

les mesures appropriées pour identifier les victimes possibles associées aux allégations de conduite inappropriée de l'abbé Stone avec des jeunes. Enfin, le diocèse et M^{gr} LaRocque auraient dû informer la communauté des Montfort Fathers des événements qui ont eu lieu à la Villa Saint-Joseph et du départ de l'abbé Stone du Canada.

Abbé Charles MacDonald

L'abbé MacDonald fut ordonné prêtre en juin 1969, par M^{gr} Proulx, et nommé prêtre adjoint à la paroisse St. Columban, à Cornwall. En 1970, il devint responsable de la formation des enfants de chœur de la paroisse et rencontra David Silmser, John MacDonald et C-3. Il participa également aux fins de semaine de retraite religieuse de divers groupes de jeunes de l'église. En février 1974, M^{gr} Proulx demanda à l'abbé MacDonald d'assumer la responsabilité du Mouvement des Cursilos dans le diocèse d'Alexandria-Cornwall.

Les autorités religieuses se posaient des questions même avant l'ordination de l'abbé MacDonald. Ce dernier étudia au séminaire Saint-Paul, de 1963 à 1969, où il rencontra Ken Seguin, aussi étudiant en théologie. Un rapport du séminaire, datant de 1967, critique la conduite de Charles MacDonald. Contrairement aux règlements du séminaire, il se rendait dans les chambres de ses condisciples. Charles MacDonald passa l'été avec M^{gr} Proulx, améliora son comportement et retourna au séminaire. Il termina ses études et, comme il a été déjà mentionné, il fut ordonné prêtre en 1969. À cette époque, il n'existant pas de période de noviciat avant l'ordination.

En 1975, M^{gr} LaRocque nomma l'abbé MacDonald pasteur de la paroisse St. Anthony. C'était une paroisse plus petite que St. Columban, et l'abbé MacDonald y était le seul prêtre. Il était responsable de l'ensemble des programmes et des activités de l'église, y compris des enfants de chœur. L'abbé MacDonald s'occupa également du COR Movement, l'équivalent anglais du mouvement R3. Les jeunes entraient dans le mouvement au secondaire, dès la neuvième année.

En 1983, l'abbé Charles MacDonald fut nommé aumônier de l'école Bishop MacDonell. Il fut transféré en 1982, de la paroisse St. Anthony à la paroisse St. Mary, à Williamstown. Encore là, il était l'unique prêtre de la paroisse. En 1988, M^{gr} LaRocque nomma l'abbé MacDonald pasteur de la paroisse St. Andrew, où l'abbé demeura jusqu'à sa démission, en octobre 1993, à la suite d'allégations d'agression sexuelle contre des jeunes.

En décembre 1992, David Silmser décida de communiquer avec l'Église catholique romaine pour révéler qu'enfant, il avait été agressé sexuellement par l'abbé Charles MacDonald.

M^{gr} Peter Schonenbach, alors délégué de l'évêque de l'archidiocèse d'Ottawa, parla à David Silmser, le 9 décembre 1992. M. Silmser révéla qu'il était enfant de chœur à la paroisse St. Columban lorsque l'abbé MacDonald l'agressa sexuellement. Il ajouta que Ken Seguin, un agent de probation, l'avait également agressé. Le jour même, M^{gr} Schonenbach parla à l'abbé Vaillancourt. Il fut décidé que M^{gr} Schonenbach obtiendrait de plus amples renseignements sur les allégations de David Silmser, et qu'il les transmettrait à M^{gr} McDougald. Pour M^{gr} Schonenbach, il fut évident que le clergé du diocèse d'Alexandria-Cornwall avait « vraiment beaucoup de difficultés à se faire à l'idée que ce bon prêtre ait pu agir ainsi ».

M^{gr} Schonenbach rencontra David Silmser pour discuter de ses allégations d'agression. Le 11 décembre 1992, il écrivit une lettre à M^{gr} McDougald, lui fournissant les détails de sa rencontre. Son intention était de dire qu'il considérait que ces allégations étaient graves et qu'il pensait que M^{gr} McDougald devrait rencontrer M. Silmser. M. Silmser dit à M^{gr} Schonenbach que les sévices sexuels commis par le prêtre avaient radicalement changé sa vie. Il avait commencé à boire et à commettre des délits mineurs.

M. Silmser expliqua pourquoi il avait décidé, maintenant qu'il était adulte, de prendre contact avec l'Église. M^{gr} Schonenbach écrivit : « Il m'a dit qu'il soulevait la question à ce moment parce qu'il voulait se débarrasser de son étiquette de mauvais garçon. Il a dit : « Pour commencer, je voudrais une lettre de l'abbé MacDonald dans laquelle il reconnaîtrait ce qu'il a fait, pour pouvoir la montrer à ma mère. » Dans sa lettre à M^{gr} McDougald, M^{gr} Schonenbach indiqua que David Silmser lui semblait une « personne fiable ».

Le 11 décembre 1992, M^{gr} Schonenbach envoya copie de cette lettre par courrier recommandé à M^{gr} LaRocque. Il voulait que le diocèse prenne cette allégation au sérieux et que M^{gr} McDougald s'occupe des problèmes de M. Silmser. M^{gr} McDougald parla à David Silmser après avoir reçu la lettre de M^{gr} Schonenbach. M. Silmser répéta qu'il voulait obtenir des excuses de l'abbé MacDonald. Toutefois, pendant deux mois, les autorités du diocèse d'Alexandria-Cornwall ne prirent aucune disposition pour rencontrer M. Silmser. Un délai de deux mois avant de rencontrer M. Silmser était nettement trop long. Le protocole de 1992 stipule que la personne désignée doit rencontrer le plaignant dans les 48 heures.

Selon le protocole, M^{gr} McDougald devait rédiger un compte rendu de la réunion avec le présumé agresseur et l'envoyer à l'évêque. Toutefois, M^{gr} LaRocque déclara qu'il n'avait jamais lu de compte rendu de la réunion entre M^{gr} McDougald et l'abbé MacDonald, et qu'il ne savait pas si un rapport écrit de la réunion avait été déposé, conformément au protocole. M^{gr} McDougald devait également, selon le protocole, informer l'abbé MacDonald qu'il ne devait avoir aucun contact avec la victime ou sa famille.

En outre, la SAE devait être avisée lorsqu'une affaire touchait un mineur. Sinon, le plaignant devait être informé du motif de cette décision. Dans le cas de David Silmser, la SAE n'a pas été avisée. M^{gr} LaRocque a déclaré qu'il n'était pas clair que la SAE devait être informée également dans le cas d'agressions sexuelles commises dans le passé. Selon le protocole, M^{gr} McDougald aurait dû informer M. Silmser du motif de la décision de ne pas informer la SAE. L'évêque a convenu que, si cela n'avait pas été fait, le protocole n'avait pas été respecté.

M^{gr} LaRocque déclara qu'il considérait le protocole comme un « guide précieux » pour le diocèse. Il commença par soutenir que son délégué, plutôt que lui-même, avait la responsabilité de veiller au respect des dispositions du protocole. Toutefois, l'évêque convint dans son témoignage livré le jour suivant que, de fait, la responsabilité lui incombait.

L'évêque convint que les allégations contre l'abbé MacDonald, formulées en décembre 1992, étaient graves. Il avait reçu le rapport de M^{gr} Schonenbach sur sa rencontre avec David Silmser et savait que l'abbé MacDonald niait les agressions sexuelles. L'évêque déclara qu'il avait fondé sa décision de retirer ou non l'abbé MacDonald de son ministère sur le principe de « certitude morale ». Il déclara qu'en décembre 1992, il n'avait pas la certitude morale que l'abbé MacDonald avait eu des rapports sexuels avec David Silmser, et qu'il n'était donc pas prêt à relever le prêtre de son ministère, ni même à le suspendre temporairement.

M^{gr} LaRocque soutint qu'il avait des doutes sur la crédibilité des allégations de David Silmser, parce que celui-ci ne les avait pas présentées plus tôt. Il est clair que l'évêque ne comprenait pas les difficultés liées à la divulgation d'une agression sexuelle subie par un enfant.

L'évêque n'a pas suspendu le prêtre pendant l'enquête du comité spécial. Il n'a pas non plus imposé à l'abbé MacDonald des restrictions relativement à ses contacts avec les enfants, les adolescents ou les jeunes adultes. L'évêque n'a pris aucune mesure pour relever l'abbé MacDonald de son ministère entre la fin de l'année 1992 et octobre 1993.

Le 9 février 1993, David Silmser rencontra les représentants du diocèse. M^{gr} McDougald, l'abbé Vaillancourt et Jacques Leduc, étaient présents. David Silmser déclara aux représentants du diocèse que l'abbé MacDonald l'avait agressé sexuellement à plusieurs reprises lorsqu'il était adolescent. Ni M. Leduc ni les représentants du diocèse n'avaient suivi de formation sur la façon de mener des entrevues avec des victimes présumées d'agressions sexuelles.

M. Silmser indiqua clairement qu'il voulait que l'abbé MacDonald envoie une lettre d'excuses à sa mère. Il ne fit aucune mention ni aucune demande de compensation financière de la part du diocèse pour les agressions sexuelles présumées commises par le prêtre. De plus, M. Silmser ne menaça pas de poursuivre le diocèse.

Jacques Leduc demanda à M. Silmser s'il accepterait de rencontrer l'agresseur présumé, l'abbé MacDonald. Cette demande surprit l'abbé Vaillancourt. Comme l'abbé Vaillancourt le dit lors de son témoignage, la tenue d'une réunion entre la victime de violence sexuelle et l'agresseur présumé ne faisait pas partie des mesures prévues dans les lignes directrices du diocèse de 1992. C'était menaçant, intimidant et effrayant pour une victime présumée qui avait trouvé le courage de révéler les agressions sexuelles au diocèse et qui cherchait à obtenir des excuses publiques du prêtre qui l'avait agressée, afin que sa mère puisse comprendre sa conduite passée. Je suis d'accord avec l'évaluation de l'abbé Vaillancourt.

Les représentants du diocèse offrirent à David Silmser des services de counseling. Il fut décidé que M^{gr} McDougald ferait rapport à l'évêque sur la rencontre avec David Silmser. Selon le protocole de 1992, un rapport écrit devait être préparé par la personne désignée, qui était dans ce cas M^{gr} McDougald. Ce ne fut pas fait. De plus, aucun dossier ne fut créé, comme l'exigeait le protocole de 1992. M^{gr} LaRocque reconnut que ce n'était pas conforme au protocole et que c'était également contraire aux principes de transparence et d'ouverture soulignés dans le document *De la souffrance à l'espérance*.

Aucun des responsables du diocèse qui avaient participé à la rencontre du 9 février 1993 avec David Silmser ne proposa de parler à l'évêque du renvoi de l'abbé MacDonald de ses fonctions de curé de l'église St. Andrew. Ils savaient que le prêtre continuait d'avoir des contacts avec des enfants et des jeunes. De février 1993 à août 1993 environ, l'affaire Silmser demeura en grande partie inactive.

Le 25 août 1993, Malcolm MacDonald et Jacques Leduc rencontrèrent M^{gr} LaRocque à son bureau. L'évêque déclara qu'à ce moment, les deux hommes le « pressaient » de régler l'affaire. M^{gr} LaRocque résista d'abord à la perspective d'un règlement à l'amiable. La confidentialité de ce genre de règlement le préoccupait. Il comprit qu'un tel règlement obligerait David Silmser à abandonner son droit de poursuivre le diocèse et à signer un engagement de ne pas divulguer l'existence du règlement.

M^{gr} LaRocque demanda si un règlement à l'amiable conclu par le diocèse avec M. Silmser aurait une incidence sur l'enquête criminelle menée par la police. Il déclara que les avocats lui avaient assuré qu'il n'y aurait aucun effet sur la procédure criminelle.

L'évêque savait que, par ses contacts avec l'Église, en décembre 1992, David Silmser avait comme principal objectif d'obtenir des excuses écrites qu'il montrerait à sa mère pour expliquer son comportement passé. Il n'y eut pourtant aucune discussion entre l'évêque, M. Leduc et Malcolm MacDonald à propos d'excuses offertes à M. Silmser par l'abbé MacDonald ou le diocèse.

Selon M^{gr} LaRocque, il y eut « un débat très vif » lors de la réunion du mois d'août. M. Malcolm MacDonald et Jacques Leduc firent pression sur lui pour qu'il accepte un règlement à l'amiable, mais l'évêque n'était pas convaincu : « [...] [I]ls discutaient vivement de ce que je devais faire, et je refusais complètement. »

Deux jours après la réunion, M^{gr} LaRocque assista à l'assemblée annuelle de la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC). Les sévices contre les enfants commis par des membres du clergé et les responsabilités des évêques dans de tels cas furent discutés lors d'une séance à huis clos du CECC. Lors de cette séance, M^{gr} LaRocque décida de soulever le cas de David Silmser, sans identifier le prêtre ou la victime présumée. Les évêques lui conseillèrent fortement de ne pas participer à un règlement en argent. Toutefois, comme l'a reconnu M^{gr} LaRocque lors de l'enquête : « J'ai toujours regretté par la suite de ne pas m'en être tenu à cette même décision lors de la deuxième réunion. »

L'avocat de l'abbé MacDonald, M. Malcolm MacDonald, avait l'intention de conclure un règlement à l'amiable avec le diocèse. Il communiqua avec Jacques Leduc après la réunion du 25 août 1993 et lui demanda une seconde réunion avec l'évêque pour continuer la discussion sur l'affaire Silmser. Il dit à M. Leduc qu'il avait pris contact avec M. Silmser, qui était prêt à accepter un règlement de 32 000 \$.

D'après les souvenirs de l'évêque, M. MacDonald affirma qu'on avait pris contact avec M. Silmser, qui avait besoin de 20 000 \$ pour des frais de counseling et de 12 000 \$ en compensation des dommages subis à la suite des agressions sexuelles présumées. M. MacDonald dit qu'il trouverait les 12 000 \$ sans fournir de détails. L'évêque ne fut pas informé d'où provenait ce montant, ni du fait que M. MacDonald avait négocié cette somme avec David Silmser, qui n'était pas représenté par un avocat au moment de cette discussion. Tant M. MacDonald que M. Jacques Leduc tenaient beaucoup à voir le diocèse conclure ce règlement. C'est en des termes très énergiques que M. Leduc essaya de persuader l'évêque d'accepter le règlement.

M^{gr} LaRocque déclara que sa principale préoccupation, qu'il avait soulignée aux deux avocats, était que le règlement à l'amiable conclu par M. Silmser n'influe aucunement sur l'enquête criminelle menée par la police ni sur l'ensemble de la procédure criminelle. Lors des audiences, l'évêque affirma qu'il était persuadé que sa décision d'accepter ce règlement se fondait sur l'obligation du diocèse de respecter son engagement à payer à M. Silmser les frais de counseling et de traitement psychologique. L'évêque admit également qu'il avait accepté le règlement à l'amiable parce qu'il voulait que l'abbé MacDonald continue d'exercer son ministère. Les avocats discutèrent également avec l'évêque de l'importance pour l'Église d'éviter le scandale et de veiller à ce que la réputation

de l'abbé MacDonald ne soit pas compromise. M^{gr} LaRocque savait que les avocats demanderaient à M. Silmser de signer une déclaration selon laquelle, en échange d'une rétribution financière, il ne poursuivrait pas le diocèse. De plus, il savait qu'une clause de confidentialité serait incluse dans les documents du règlement pour empêcher M. Silmser de discuter du règlement avec des tiers.

M^{gr} LaRocque ne demanda jamais à M. Jacques Leduc d'examiner les documents du règlement à l'amiable avant que M. Silmser les signe. Lors de son témoignage, l'évêque dit qu'il n'aurait jamais autorisé le règlement avec David Silmser s'il avait su que les documents contenaient une clause qui imposait l'arrêt de la procédure criminelle. Bien que M^{gr} LaRocque ait discuté de l'affaire Silmser devant la CECC où on lui conseilla de ne pas conclure de règlement à l'amiable, l'évêque d'Alexandria-Cornwall céda aux pressions exercées par l'avocat de l'abbé Charles MacDonald et l'avocat du diocèse, Jacques Leduc. Dans son témoignage à l'enquête, l'évêque dit : « Je le regrette depuis ce temps. »

M. Leduc témoigna qu'il avait accepté que M. MacDonald prépare les documents du règlement à l'amiable. M. Leduc reçut cependant un appel de l'avocat de l'abbé MacDonald lui demandant son aide. M. MacDonald exerçait surtout en droit criminel, et M. Leduc avait déjà représenté des victimes d'agressions commises par des membres du clergé, au Québec. M. Leduc accepta de chercher un précédent jurisprudentiel qui pourrait être utilisé pour la préparation de la renonciation et de l'entente de non-divulgation.

Lors de son témoignage, M. Leduc déclara qu'il avait dicté un projet de renonciation, dactylographié ensuite par sa secrétaire. Ce document ne mentionnait pas le retrait de l'enquête criminelle. M. Leduc envoya le document à M. MacDonald par télécopieur, qui le lui retourna une fois modifié. Le document modifié par M. MacDonald faisait référence à des poursuites criminelles, et M. Leduc les biffa. M. Leduc déclara qu'il avait appelé M. MacDonald pour confirmer que toutes les références à des poursuites criminelles seraient rayées du document. M. Leduc savait qu'une clause qui empêcherait les poursuites criminelles serait annulée et contraire à l'ordre public.

M. Leduc déclara que le document qu'il avait préparé n'était pas celui signé par David Silmser. Il témoigna que la renonciation qu'il avait préparée ne comportait pas de clause faisant référence à des poursuites criminelles. Toutefois, il faut préciser que le document signé par David Silmser et, à titre de témoin, par son avocat, Sean Adams, le 2 septembre 1993, contenait une clause qui stipulait que M. Silmser ne pourrait entreprendre « aucune action en justice, au civil ou au *criminel* », et qu'il devait « immédiatement mettre fin à toute action qui pourrait être en cours ».

Sean Adams témoigna qu'il avait hésité à agir pour David Silmser lorsque celui-ci lui avait téléphoné. M. Adams décida de discuter de la demande de

M. Silmser avec un associé principal de son cabinet d'avocats. Cet associé lui suggéra d'expliquer clairement à David Silmser que son mandat de consultation juridique indépendante se limitait à être le témoin de la signature de M. Silmser sur les documents de règlement, et à lui donner des conseils sur la libération et l'engagement de ne pas divulguer. M. Adams rencontra M. Silmser officieusement dans le bureau de Malcolm MacDonald le 2 septembre 1993. M. Adams lut la libération et l'engagement de ne pas divulguer ainsi que le certificat de consultation juridique indépendante. Ces documents furent préparés avant l'arrivée de M. Adams au bureau :

LIBÉRATION COMPLÈTE ET ENGAGEMENT DE NE PAS DIVULGUER

**EXP. : David Silmser, hameau de Hammond, dans les comtés
de Prescott et Russell**

**DEST. : R.P. Charles MacDonald, S.E. M^{gr} Eugène P. Larocque,
évêque, ainsi qu'à ses successeurs et ayants droit, et à
la Corporation épiscopale catholique romaine pour le
diocèse d'Alexandria-Cornwall en Ontario**

1. En contrepartie d'un paiement fait à mon nom, pour la somme de – trente-deux mille – (32 000 \$) – 00/100 DOLLARS, dont la présente accuse réception, je, David Silmser, du hameau d'Hammond, province de l'Ontario, [...] libère par les présentes et délie pour toujours le R.P. Charles MacDonald, S.E. M^{gr} Eugène P. Larocque et la Corporation épiscopale catholique romaine pour le diocèse d'Alexandria-Cornwall en Ontario, de toutes poursuites, causes d'action, réclamations ou demandes pour des dommages subis ou à subir, prévus et imprévus, pour toute perte ou blessure, tant physique, qu'émotionnelle ou autre, qui pourrait survenir, qui aurait pu survenir précédemment ou qui pourrait survenir ultérieurement et intervention de ma part en conséquence de toute conduite, tout comportement ou tout acte effectué à mon endroit, directement ou indirectement, par l'abbé Charles MacDonald ou par tout autre agent ou employé de la Corporation épiscopale catholique romaine pour le diocèse d'Alexandria-Cornwall en Ontario, y compris tout dommage, perte ou blessure inconnu ou imprévu à ce moment-ci, mais qui pourrait se produire à l'avenir et tous les effets et conséquences correspondants.

2. *Outre la libération susmentionnée et pour ladite considération, je soussigné, m'engage à n'intenter aucune poursuite juridique, civile ou criminelle, contre aucune des parties ci-haut mentionnées et mettrai fin immédiatement à toutes poursuites qui pourraient avoir été intentées.*
3. *Outre la libération susmentionnée et pour ladite considération, je soussigné, m'engage également à ne divulguer, directement ou indirectement, aucune condition de ce règlement ni aucun événement allégué qui s'est produit, ou à permettre la divulgation de ces derniers. La violation de cet engagement constituera une violation de l'entente de règlement, comme le prouve cette libération, et je rembourserai sans délai toutes les sommes qui m'auront été payées.*
4. *Et pour ladite considération, j'accepte également de ne faire aucune réclamation ou de n'intenter aucune poursuite, ou de ne participer à aucune poursuite, contre toute personne, ou la corporation, qui pourrait réclamer une contribution ou une indemnité en vertu de la Loi sur le partage de la responsabilité et de ses modifications, contre la personne, les personnes ou les corporations visées par cette libération.*
5. *Il est également compris et convenu que ledit paiement est considéré comme n'étant pas une admission quelconque de responsabilité de la part du R.P. Charles MacDonald, de S.E. M^{gr} Eugène P. Larocque, évêque, ainsi que de ses successeurs et ayants droit et de la Corporation épiscopale catholique romaine pour le diocèse d'Alexandria-Cornwall en Ontario.*
6. *Je, soussigné, autorise les bénéficiaires de la renonciation à payer ladite considération à mon nom, et leur demande de le faire.*
7. *Je reconnaiss également avoir reçu une consultation juridique indépendante avant de réaliser cette libération pleine et finale, comme le prouve le certificat de consultation juridique indépendante ci-joint, signé par mon procureur et par moi-même.*

J'ATTESTE, par la présente, accepter ce règlement, ce deuxième jour de septembre 1993.

David Silmser [traduction] [Je souligne.]

M. Adams témoigna qu'il avait examiné les documents de règlement avec M. Silmser.

Malcolm MacDonald affirma clairement que M. Silmser devait se rendre au poste de police de Cornwall pour informer la police qu'il ne souhaitait pas intenter des poursuites criminelles.

Le 2 septembre 1993, M. Leduc demanda au trésorier du diocèse, le révérend Gordon Bryan, d'établir un chèque de 27 000 \$, payable en fiducie à son cabinet. Le révérend Bryan avait l'habitude de demander à M^{gr} LaRocque son approbation pour émettre des chèques d'un tel montant au nom du diocèse. Lorsque le trésorier demanda à l'évêque s'il approuvait le paiement de 27 000 \$, il lui répondit : « À contrecœur, oui. » Le révérend Bryan émit le chèque de 27 000 \$ le 2 septembre 1993. Le destinataire du chèque était Jacques Leduc du cabinet d'avocats Leduc, Lafrance-Cardinal.

M. Leduc déposa le chèque dans son compte de fiducie et établit alors un chèque en fiducie à Malcolm MacDonald pour la même somme. M. Leduc témoigna qu'il avait estimé, à la suite de ses discussions avec Malcolm MacDonald, que l'abbé Charles MacDonald fournirait la somme de 5 000 \$. M. Silmser reçut un chèque du compte en fiducie de Malcolm MacDonald pour le montant total du règlement à l'amiable – 32 000 \$. On ne pouvait pas savoir, en regardant le chèque, que la somme de 27 000 \$ avait été payée par le diocèse.

Malcolm MacDonald apporta les documents signés au cabinet de M. Leduc dans une enveloppe de papier brun. M. Leduc témoigna qu'il n'avait pas lu les documents signés. Il demanda au révérend Gordon Bryan de venir chercher la libération et l'engagement et de conserver les documents dans un dossier confidentiel.

Le 2 septembre 1993, David Silmser envoya une note au SPC disant qu'il avait signé un règlement à l'amiable à sa satisfaction et qu'il ne souhaitait plus entreprendre des poursuites criminelles contre l'abbé MacDonald.

Environ une semaine après avoir reçu le chèque du révérend Gordon Bryan, M. Leduc lui remit une enveloppe de papier brun qui contenait les documents de règlement. M. Leduc expliqua au révérend qu'il s'agissait là d'une libération complète, et le trésorier assuma que l'argent avait été reçu. M. Leduc lui demanda de bien sceller le document et d'écrire sur l'enveloppe « Confidential – à être ouvert par l'évêque seulement ».

Malcolm MacDonald fut accusé par la suite, par la Police provinciale de l'Ontario, d'entrave à la justice relativement à la libération signée par M. Silmser. M. MacDonald plaida coupable et, le 12 septembre 1995, obtint une absolution inconditionnelle.

La Police de Cornwall rencontre M^{gr} LaRocque

Cinq ou six semaines après que M^{gr} LaRocque eut accepté le règlement à l'amiable conclu avec David Silmser, le chef de la police de Cornwall, Claude Shaver, et le sergent d'état-major Luc Brunet rencontrèrent l'évêque. Ce dernier dit aux policiers qu'il avait autorisé un paiement de 32 000 \$ au nom de David Silmser et que ce règlement avait été négocié avec Malcolm MacDonald et Jacques Leduc. Les documents de règlement ne furent pas examinés à cette rencontre.

Le chef Shaver exprima son mécontentement, affirmant que le diocèse aurait dû contacter la police. L'évêque répondit que l'abbé MacDonald avait nié les allégations d'agressions sexuelles et qu'il croyait qu'il n'avait pas commis ces gestes. Le chef Shaver dit à Mgr LaRocque que David Silmser n'était pas le seul à avoir affirmé qu'il avait été agressé sexuellement par le prêtre. Il informa l'évêque que d'autres personnes avaient déclaré que l'abbé MacDonald avait eu un comportement sexuel inapproprié avec elles. Mgr LaRocque se montra visiblement fâché lorsqu'il apprit qu'il y avait des victimes additionnelles qui avaient allégué avoir été agressées sexuellement.

Mgr LaRocque témoigna qu'il avait rencontré l'abbé MacDonald le soir même. Le prêtre nia avoir agressé sexuellement M. Silmser ou d'autres personnes. Il affirma que s'il avait eu des relations sexuelles, c'était toujours sur une base consensuelle. L'abbé MacDonald reconnut alors qu'il avait eu des relations sexuelles avec plus d'une personne.

Mgr LaRocque téléphona ce soir-là au chef Shaver. Il lui rapporta sa discussion avec l'abbé MacDonald. Selon le chef Shaver, l'évêque dit que le prêtre avait reconnu l'agression, et soudainement il se reprit pour dire qu'il ne s'agissait pas d'une agression, mais plutôt d'une relation homosexuelle isolée.

On demanda à l'abbé MacDonald de quitter la paroisse et on l'envoya au Southdown Institute deux jours plus tard pour une évaluation. Environ dix mois après la divulgation au diocèse faite par David Silmser selon laquelle l'abbé Charles MacDonald l'avait abusé sexuellement, le prêtre fut retiré de son ministère.

Le 12 octobre 1993, l'évêque rencontra à son bureau les directeurs exécutifs de la SAE, Richard Abell, Bill Carriere et Angelo Towndale. Le chef Shaver avait dit à Mgr LaRocque que la SAE était au courant des allégations d'agression sexuelle de M. Silmser et que l'organisme allait entreprendre une enquête. Bien que le rapport publié en 1992, *De la souffrance à l'espérance*, eut mis l'accent sur le principe de transparence et d'ouverture, Mgr LaRocque était clairement hostile à l'enquête de la SAE et inquiet de ses conséquences sur les paroissiens et sur le diocèse dans son ensemble. Lorsque les représentants de la SAE demandèrent copie de la lettre de Mgr Schonenbach, Mgr LaRocque refusa, affirmant que la correspondance était « confidentielle ».

Le 30 octobre 1993, à la demande de Mgr LaRocque, l'abbé MacDonald lui fit parvenir une lettre de démission.

Communiqué publié par le diocèse

Le 6 janvier 1994, un article fut publié dans le *Standard-Freeholder*. On y déclarait qu'un homme avait allégué avoir été agressé sexuellement vingt ans plus tôt par un prêtre alors qu'il était enfant et avait reçu un montant de 30 000 \$ en 1993 pour « laisser tomber les poursuites criminelles qu'il souhaitait entamer ».

Mgr LaRocque publia un communiqué le jour suivant, dans lequel il déclarait que le diocèse avait agi conformément aux « lignes directrices du diocèse sur les agressions sexuelles perpétrées par des prêtres, des diacres, des séminaristes et des animateurs de pastorale », lignes directrices qu'il a jointes. Mais, comme je l'ai mentionné, ces lignes directrices n'ont pas été suivies à la lettre par le diocèse dans l'affaire Silmser. Par exemple, le rapport écrit exigé à la phase 1 du protocole de réception des plaintes n'a pas été préparé. De plus, les procédures de notification à la SAE définies à la phase 5 n'ont pas été suivies.

Le 13 janvier 1994, un article fut publié dans l'*Ottawa Citizen*. Cet article était en contradiction avec le principe de transparence mis de l'avant dans le rapport de la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) publié en 1992 et intitulé *De la souffrance à l'espérance*, en raison de la somme de 32 000 \$ offerte à M. Silmser par le diocèse d'Alexandria-Cornwall à titre de règlement.

Le jour suivant, Mgr LaRocque tint une conférence de presse. Jacques Leduc était présent. L'évêque soutint qu'il avait accepté « à contrecœur » un règlement à l'amiable dans lequel le diocèse et le prêtre en question avaient versé des fonds. Il reconnut que ce n'était pas une « façon prudente » de traiter la situation et qu'il « aurait dû maintenir sa position initiale » et ne pas accepter ce règlement à l'amiable. Mgr LaRocque n'avait pas encore vu les documents de règlement et déclara qu'il n'était pas au courant de la clause fautive qui interdisait à David Silmser de participer à l'enquête criminelle sur l'abbé MacDonald.

Après la publication du communiqué du 14 janvier 1994, Mgr LaRocque eut la possibilité de lire les documents de règlement. Il se rendit alors compte que les renseignements qu'il avait diffusés auprès du grand public étaient inexacts. Il témoigna avoir été choqué de voir la clause interdisant à M. Silmser de poursuivre sa participation au processus criminel.

Jacques Leduc déclara qu'il n'avait pas encore lu les documents de règlement qu'on lui avait livrés au début de septembre 1993, au moment de la publication du communiqué du 14 janvier 1994. Il affirma ne pas savoir que la libération contenait la clause fautive avant de recevoir une lettre de l'avocat de M. Silmser le 19 janvier 1994.

Le 23 janvier 1994, Mgr LaRocque fit paraître un autre communiqué dans lequel il reconnaît que le règlement conclu entre le diocèse et David Silmser avait entravé l'enquête criminelle menée par le SPC. Il s'excusa d'« avoir à son insu présenté les faits de manière inexacte » et déclara que cette disposition attentatoire du règlement était « injuste moralement ».

L'évêque comprenait que la clause contenue dans le document de règlement n'était pas simplement « injuste moralement », mais qu'elle était illégale. L'évêque mit fin au mandat de représentation accordé par le diocèse à Jacques Leduc dans cette affaire et retint les services de David Scott de la firme Scott and Aylen.

En janvier 1994, M^{gr} LaRocque reçut une lettre d'un ancien enfant de chœur de la paroisse St. Columban, appelé ici C-3, dans laquelle il était écrit : « L'abbé Charles essayait toujours de me toucher le sexe quand personne n'était autour. » Dans l'année qui suivit, l'évêque apprit qu'un autre ancien enfant de chœur de la paroisse St. Columban, John MacDonald, affirmait avoir lui aussi été victime d'une agression sexuelle perpétrée par l'abbé MacDonald. C-4 est un autre ancien enfant de chœur qui affirma lui aussi avoir été victime d'agressions sexuelles de la part de l'abbé MacDonald. Il était désormais évident pour l'évêque que plusieurs garçons et jeunes hommes du diocèse affirmaient avoir, eux aussi, été victimes d'actes perpétrés par ce prêtre.

En janvier 1995, Richard Abell de la SAE écrivit à M^{gr} LaRocque pour l'informer qu'à la suite de l'enquête, il y avait des motifs raisonnables et probables de croire que l'abbé MacDonald avait agressé un enfant et qu'il pouvait encore présenter un risque à la fois pour les enfants et pour les jeunes adultes. L'organisme se préoccupait des affectations cléricales futures de l'abbé MacDonald au sein du diocèse. En dépit de cette lettre de la SAE, l'abbé MacDonald conserva ses fonctions au sein du diocèse. La possibilité d'entreprendre une procédure canonique pour le destituer de son ministère « n'est pas venue à l'esprit de M^{gr} LaRocque à ce moment-là », mais il fit ce commentaire : « Cela me serait peut-être venu à l'esprit si j'avais eu les connaissances que j'ai maintenant, et si les procédures qui sont maintenant en place avaient existé. »

Ce n'est qu'à la fin de janvier 1998, plus de cinq ans après le dépôt de la plainte de M. Silmser, que M^{gr} LaRocque demanda à l'abbé MacDonald de mettre fin officiellement à ses activités. L'abbé MacDonald était alors âgé de 65 ans.

La preuve établit clairement que le diocèse d'Alexandria-Cornwall et M^{gr} LaRocque retardèrent l'enquête sur les allégations de gestes inappropriés de la part de l'abbé MacDonald à l'endroit de jeunes personnes. Ils manquèrent à leur devoir qui aurait été de prendre des mesures appropriées pour identifier des victimes potentielles relativement aux allégations visant l'abbé MacDonald. Ils ne prirent pas non plus les mesures appropriées pour protéger les jeunes personnes de la collectivité contre l'abbé MacDonald. De plus, ni le diocèse ni M^{gr} LaRocque n'avertirent les autorités policières ou la SAE qu'il y avait eu des allégations d'agressions sexuelles perpétrées par l'abbé MacDonald à l'endroit de jeunes personnes.

Je suis d'avis que le diocèse et M^{gr} LaRocque n'ont pas offert une formation adéquate à leur personnel diocésain et au clergé sur l'intervention appropriée dans le cas d'allégations d'inconduite sexuelle de la part du clergé et mettant en cause de jeunes personnes. M^{gr} McDougald n'a pas suivi les politiques et les lignes directrices établies pour répondre à des allégations d'inconduite. Il est en

outre évident que Jacques Leduc n'a pas agi adéquatement lorsqu'il a représenté le diocèse d'Alexandria-Cornwall dans le règlement intervenu entre le diocèse, David Silmser et l'abbé Charles MacDonald en déléguant le traitement du règlement à Malcolm MacDonald, avocat de l'abbé Charles MacDonald, et qu'il a manqué à son devoir en ne lisant pas la libération et l'engagement soit avant soit après la signature du document par David Silmser le 2 septembre 1993. M. Leduc n'a pas suivi les pratiques et les procédures visant à s'assurer que les fichiers, les notes ou les dossiers touchant des allégations d'agressions sexuelles perpétrées par le clergé soient entreposés comme il faut et récupérables.

Abbé Romeo Major

L'abbé Romeo Major était prêtre dans le diocèse d'Alexandria-Cornwall. Il fut ordonné en 1964 et demeura dans ce diocèse jusqu'à ce que Paul-André Durocher soit nommé évêque en 2002.

En octobre 1999, la Police provinciale de l'Ontario, dans le cadre de l'opération Vérité, communiqua avec M^{gr} LaRocque pour lui demander des renseignements. L'inspecteur-détective Pat Hall dit à M^{gr} LaRocque que la Police provinciale de l'Ontario communiquerait avec des garçons et des filles qui avaient été enfants de chœur entre 1975 et 1979, des paroisses « où l'abbé Major avait été prêtre ». Il lui demanda de lui fournir une liste des noms des garçons et des filles enfants de chœur, car il aiderait ainsi la police et cela éviterait des demandes de renseignements inutiles à la collectivité.

M^{gr} LaRocque était au courant, à ce moment-là, qu'une allégation de mauvais traitements de la part de l'abbé Major à l'endroit d'une fille avait été déposée.

Selon les notes d'un intervenant de la SAE, Lorne Murphy, ce dernier aurait reçu un appel téléphonique de M^{gr} LaRocque le 1^{er} novembre 1999. L'évêque demanda à parler à Richard Abell. M. Murphy lui répondit que M. Abell n'était pas dans son bureau. L'évêque dit alors à M. Murphy que l'inspecteur-détective Hall lui avait parlé d'une enquête sur des allégations d'attouchements sexuels sur une fillette perpétrés environ vingt-cinq ans plus tôt par l'abbé Major de l'église St. Martyr. M. Murphy déclara qu'il transmettrait l'information à MM. Abell et Bill Carriere.

Le 10 avril 2000, l'abbé Major écrivit à l'évêque pour l'informer qu'il avait été arrêté par la police ce matin-là. Le prêtre était accusé d'attentats aux mœurs à l'endroit d'une jeune fille, lesquels se seraient produits entre 1974 et 1976. L'affaire était maintenant devenue publique, et l'abbé Major demanda à M^{gr} LaRocque de le relever de ses fonctions à titre de pasteur de sa paroisse.

Avant le moment prévu pour l'enquête préliminaire, l'évêque décida qu'une fois cette enquête préliminaire terminée, il enverrait l'abbé Major au

Southdown Institute pour une évaluation. L'enquête avait d'abord été prévue pour novembre 2000, mais elle n'eut pas lieu avant septembre 2001. L'affaire criminelle concernait une allégation d'agressions sexuelles perpétrées sur une fille âgée de 8 à 11 ans. Il s'agissait d'agressions sexuelles commises dans le passé. L'abbé Major nia avoir commis des actes sexuels répréhensibles sur la présumée victime.

Dans une lettre envoyée à M^{gr} LaRocque en mai 2001, M. Raymond Dlugos, psychologue du Southdown Institute, écrivait qu'un des objectifs du traitement de l'abbé Major « était d'explorer la sexualité et de traiter des questions liées aux allégations d'inconduite sexuelle ». Le psychologue déclara que le prêtre niât les allégations, malgré qu'*« il reconnaissait la possibilité de n'avoir pas été assez prudent et de n'avoir pas maintenu des limites professionnelles à l'époque où les faits d'inconduite sont censés avoir eu lieu »*. M^{gr} LaRocque et le diocèse n'adoptèrent pas de mesures adéquates pour enquêter sur les allégations contre l'abbé Major au moment où ils obtinrent cette information.

Le 10 octobre 2001, les accusations portées par la Couronne contre l'abbé Major ont été retirées en raison d'un grave problème de santé de la plaignante qui a affecté sa mémoire. À la demande de l'abbé Major, M^{gr} LaRocque écrivit une lettre aux paroissiens de l'église St. Martyr quelques jours après le retrait des accusations au criminel.

L'évêque savait que les accusations au criminel avaient été retirées en raison de la maladie de la plaignante. Il savait que l'affaire n'avait jamais été jugée par les tribunaux. Il dit tout de même aux paroissiens de l'église où l'abbé Major exerçait ses fonctions que les tribunaux avaient conclu qu'il n'y avait pas matière à poursuite. Et il dit aux paroissiens que c'était avec joie qu'il réintégrait l'abbé Major dans ses fonctions dans la paroisse. Malgré le fait que des accusations au criminel furent portées contre le prêtre pour attentat aux mœurs sur une jeune fille, l'évêque décida que l'abbé Major ne constituait pas un risque pour d'autres jeunes filles de la communauté ou d'autres jeunes gens de la paroisse. M^{gr} LaRocque en vint à cette conclusion sans qu'une enquête interne n'ait été menée par le diocèse sur les allégations d'agression visant l'abbé Major.

Il était évident que les accusations portées contre l'abbé Major avaient été retirées pour des raisons autres que le fond du litige. Dans ces conditions, l'employeur, en l'occurrence l'Église, devrait automatiquement étudier l'incident pour déterminer si le prêtre constitue un risque pour les gens qu'il côtoie et pour lesquels il travaille.

À mon avis, le diocèse et M^{gr} LaRocque ont manqué à leur devoir en ne menant pas une enquête adéquate sur les allégations de contacts inappropriés de l'abbé Roméo Major avec de jeunes personnes. De plus, le diocèse et M^{grs} LaRocque et Durocher ont manqué à leur devoir en ne prenant pas des

mesures appropriées visant à identifier les victimes potentielles de l'abbé Major en rapport avec les allégations de contacts inappropriés avec de jeunes personnes. Il est également évident que M^{gr}s LaRocque et Durocher, ainsi que le diocèse d'Alexandria-Cornwall, n'ont pas pris de mesures appropriées pour protéger les jeunes de la collectivité contre l'abbé Major.

Je recommande que le diocèse surveille les enquêtes préliminaires ou les procès à l'endroit de prêtres et d'autres membres du clergé accusés d'infractions d'ordre sexuel.

Abbés Paul Lapierre, René Dubé et Don Scott

L'abbé Paul Lapierre fut incardiné dans le diocèse d'Alexandria en 1959 et le demeura bien qu'il quittât le diocèse avant qu'Eugène LaRocque devienne évêque en 1974.

Les représentants de l'Église du diocèse ont déclaré qu'à la fin des années 1950 ou au début des années 1960, des rumeurs circulaient au sujet de l'abbé Lapierre. L'abbé Lebrun a déclaré qu'on racontait que l'abbé Lapierre avait des relations sexuelles avec un jeune homme de sa paroisse. À cette époque, le révérend Bryan entendit des rumeurs sur l'abbé Lapierre.

La Police provinciale de l'Ontario mena une enquête sur l'abbé Lapierre, et celui-ci fut condamné dans le cadre de l'opération Vérité. Claude Marleau était l'une des victimes présumées interrogées par la Police provinciale de l'Ontario ayant révélé avoir été agressées sexuellement par un certain nombre de prêtres et d'autres hommes, y compris les abbés Paul Lapierre, Don Scott et René Dubé.

Le 17 mars 1998, les agents-détectives Don Genier et Joe Dupuis interrogèrent l'abbé Lapierre. Un an plus tard, le sergent-détective Pat Hall entra en contact avec M^{gr} LaRocque pour l'informer que la police de Montréal menait également une enquête policière sur les abbés Dubé et Lapierre.

Selon M^{gr} LaRocque, l'abbé René Dubé l'avait contacté dès qu'il avait appris qu'il faisait l'objet d'une enquête policière. L'abbé Dubé, prêtre de la paroisse de Sainte-Croix à Cornwall, était très préoccupé. Des membres de sa paroisse avaient été informés des accusations portées contre lui et ils étaient mécontents. Il avait été accusé d'avoir agressé sexuellement un adolescent à Québec, en 1965, quand il était au séminaire. L'abbé Lapierre avait en outre été accusé de grossière indécence et d'attentat aux mœurs concernant cet adolescent. Les abbés Lapierre et Dubé furent coaccusés dans des poursuites judiciaires au Québec.

M^{gr} LaRocque communiqua avec l'abbé Lapierre pour savoir si les allégations étaient fondées. L'abbé Lapierre dit à l'évêque que l'abbé Dubé était innocent et qu'il n'avait pas commis d'agression sexuelle. Il l'informa qu'il avait pris part à cet incident avec un autre prêtre : l'abbé Scott.

M^{gr} LaRocque a déclaré, lors des audiences, être inquiet pour les anciens membres de la paroisse qui avaient peut-être été agressés sexuellement par l'abbé Scott. Mais il n'a pris aucune mesure pour identifier ces personnes après avoir reçu ces renseignements de l'abbé Lapierre en juin 1999. Il n'a pas communiqué avec Claude Marleau, victime d'agressions sexuelles qui, à cette époque, exerçait le droit à Québec.

Claude Marleau a déclaré, lors de l'enquête, que Roch Landry l'avait présenté à l'abbé Lapierre qui, a-t-il affirmé, devint alors la figure la plus importante de son adolescence. M. Marleau a affirmé avoir été agressé par l'abbé Lapierre pour la première fois dans la chambre du prêtre. Il a déclaré avoir été agressé sexuellement à de nombreuses reprises. Claude Marleau a également déclaré que l'abbé Lapierre l'avait conduit chez l'abbé Scott et que les deux prêtres l'avaient agressé sexuellement.

Après avoir parlé à l'abbé Lapierre, M^{gr} LaRocque rencontra le Conseil paroissial et le Conseil des affaires économiques du diocèse. Il dit aux membres des conseils qu'il était moralement convaincu, d'après une conversation avec une « source fiable », que l'abbé Dubé était innocent et qu'il n'avait pas commis d'agression sexuelle. Il a demandé aux membres s'il pouvait enfreindre le protocole et autoriser l'abbé Dubé à continuer d'exercer son ministère.

L'abbé Lapierre fut accusé d'avoir agressé Claude Marleau à Montréal, mais fut acquitté lors du procès de Cornwall, où M. Marleau était également l'une des victimes présumées. M^{gr} LaRocque a déclaré lors de l'enquête qu'il ne savait pas que l'abbé Lapierre avait comparu devant les cours de l'Ontario pour répondre à des accusations d'agression sexuelle concernant Claude Marleau. Il a toutefois reconnu qu'un article avait été alors publié dans l'*Ottawa Citizen* sur le procès de Lapierre à Cornwall, et que cette affaire lui avait été soumise.

M^{gr} LaRocque ne contacta ni la police, ni le bureau de la Couronne pour leur transmettre les renseignements communiqués par l'abbé Lapierre, selon lesquels il avait pris part à un incident sexuel avec l'abbé Scott, également du diocèse de l'évêque. Ce dernier a convenu lors des audiences : « Avec le recul, j'aurais dû transmettre ces renseignements [...] Je n'y ai pas pensé. » En rétrospective, il a reconnu que ceux-ci auraient pu être utiles à M. Marleau, à la police et aux procureurs qui traitaient ces affaires d'agression sexuelle.

M^{gr} LaRocque donna deux raisons pour ne pas avoir transmis à la police les renseignements fournis par l'abbé Lapierre : 1) l'abbé Scott était décédé, et 2) la police menait déjà une enquête sur l'allégation de violence sexuelle visant l'abbé Lapierre. Je ne trouve pas ces raisons convaincantes. L'abbé Lapierre avait admis à M^{gr} LaRocque qu'il avait agressé sexuellement un garçon. De plus, un autre évêque, aux États-Unis, s'était dit préoccupé du comportement inapproprié de l'abbé Lapierre, et M^{gr} LaRocque était au courant d'allégations selon lesquelles

le prêtre avait fait des avances à un agent d'infiltration. M^{gr} LaRocque a convenu qu'il aurait pu être plus ouvert et qu'il aurait dû communiquer à la police ces renseignements sur les prêtres, comme l'abbé Lapierre et l'abbé Scott.

Après les procès contre l'abbé Lapierre et la condamnation de ce dernier à Montréal, M^{gr} LaRocque n'a pas communiqué avec Claude Marleau.

L'abbé René Dubé a envoyé une lettre de démission à M^{gr} LaRocque le 20 juin 1999. L'évêque a indiqué, le 23 juin 1999, qu'il n'était pas obligé d'accepter la démission du prêtre et qu'il était moralement convaincu que l'abbé Dubé était innocent. Il a statué qu'il n'enfreignait pas le protocole diocésain.

Des accusations avaient été portées et l'affaire avait été rendue publique. Les conditions étaient présentes. Pourtant, M^{gr} LaRocque a statué qu'il n'enfreignait pas le protocole en refusant de relever le prêtre de ses fonctions ecclésiastiques. Il a maintenu qu'il était moralement convaincu que l'abbé Dubé était innocent par suite de sa conversation téléphonique avec l'abbé Lapierre.

M^{gr} LaRocque a expliqué qu'il n'avait pas respecté les consignes du diocèse en ce qui concerne l'abbé Dubé car il ne voulait pas que le prêtre soit doublement puni par le système de justice et le diocèse. Je ne trouve pas cette raison convaincante. L'évêque se fiait à une conversation qu'il avait eue avec l'abbé Lapierre. Il n'avait ni mené d'enquête ni interrogé d'autres personnes pour savoir si les allégations portées contre l'abbé Dubé étaient crédibles.

L'abbé Don Scott était également prêtre du diocèse d'Alexandria lorsque Eugène LaRocque devint évêque. M^{gr} LaRocque savait que l'abbé Lapierre et l'abbé Scott étaient amis.

En juin 1984, l'abbé Scott écrivit à M^{gr} LaRocque pour l'informer qu'il avait quitté les Frères dominicains et qu'il vivait à Montréal avec un homme. Le prêtre resta incardiné dans le diocèse d'Alexandria-Cornwall. Claude Marleau a déclaré que l'abbé Lapierre lui avait présenté l'abbé Scott et que les deux prêtres l'avaient agressé sexuellement. L'abbé Scott est décédé en 1988, avant l'opération Vérité et n'a donc pas été condamné pour l'agression sexuelle présumée de Claude Marleau.

Quand Paul-André Durocher a été nommé évêque en juin 2002, l'abbé Dubé exerçait son ministère sans restriction, comme s'il avait été acquitté des accusations criminelles. L'abbé Lapierre, qui était toujours incardiné dans le diocèse, avait pris sa retraite à Montréal. Il avait été acquitté des accusations dans le procès de l'Ontario, mais les actes de poursuite au Québec étaient toujours en cours.

M^{gr} Durocher a déclaré que le diocèse n'avait pas essayé de communiquer avec les victimes de l'abbé Lapierre pour savoir si elles avaient besoin de counseling. Les représentants du diocèse n'ont pas non plus suivi, en 2001, le procès à Cornwall afin d'identifier les victimes des agressions commises par

des prêtres du diocèse. M^{gr} LaRocque y était alors évêque. Contre-interrogé lors de son procès en septembre 2001, l'abbé Paul Lapierre a affirmé que l'abbé Scott et lui-même avaient discuté de la relation de l'abbé Hollis Lapierre et de Claude Marleau. L'abbé Scott lui avait dit que l'abbé Hollis Lapierre avait des photos de garçons nus, y compris des photos de Claude Marleau. Il a affirmé qu'après la mort de l'abbé Hollis Lapierre au milieu des années 1970, l'abbé Scott, exécuteur testamentaire du prêtre, avait détruit les photos et les magazines qui étaient cachés derrière son lit.

M^{gr} Durocher a convenu qu'il aurait été utile, pour le diocèse, de suivre le procès de l'abbé Paul Lapierre. Cela aurait permis d'identifier les victimes qui prétendaient avoir été agressées par d'autres prêtres du diocèse d'Alexandria-Cornwall.

Après la condamnation de l'abbé Lapierre au Québec, en juin 2004, M^{gr} Durocher a informé ce dernier que ses fonctions seraient limitées et qu'il ne devait plus exercer de ministère public. Il lui a interdit de prêcher et de recevoir des confessions. Malgré le fait que l'abbé Lapierre habitait Montréal, il était toujours incardiné dans le diocèse d'Alexandria-Cornwall. M^{gr} Durocher a appris que l'abbé Lapierre célébrait des messes de fin de semaine dans une église de Montréal. M^{gr} Durocher a ordonné au prêtre de cesser d'exercer ses fonctions ministérielles sur-le-champ. En octobre 2004, il a aussi écrit une lettre à l'archidiocèse pour vérifier que l'abbé Lapierre ne célébrait aucune messe.

L'Église n'a jamais retiré à l'abbé Lapierre son statut clérical. M^{gr} Durocher a expliqué que la perte du statut clérical ne peut être imposée qu'à la suite d'un processus canonique pénal et qu'il y avait une période de restriction de dix ans. En d'autres termes, en droit canonique, il existe, pour les allégations d'agression sexuelle, une période de restriction de dix ans qui commence le jour du dix-huitième anniversaire de la victime. M^{gr} Durocher a expliqué que le problème, dans le cas de l'abbé Lapierre, était que Claude Marleau avait plus de 28 ans quand il a accusé le prêtre d'agression sexuelle.

Il est clair que le diocèse et M^{gr} LaRocque n'ont pas suffisamment enquêté sur les allégations de contact inapproprié avec des jeunes visant les abbés Paul Lapierre et René Dubé. L'abbé Lapierre avait également informé le diocèse et M^{gr} LaRocque que l'abbé Scott avait eu des contacts inappropriés avec une jeune personne. Il est aussi évident que le diocèse et M^{gr} LaRocque n'ont offert ni counseling ni soutien à Claude Marleau, qui avait allégué avoir été agressé par ces prêtres dans sa jeunesse.

À mon avis, le diocèse et M^{gr} LaRocque n'ont pas pris de mesures adéquates pour veiller à ce que les jeunes du diocèse ne soient pas agressés sexuellement par ces membres du clergé. De plus, le diocèse, M^{gr} LaRocque et M^{gr} Durocher n'ont pas pris de mesures appropriées pour identifier les victimes potentielles de contact inapproprié de ces membres du clergé.

Avant l'enquête, M^{gr} Durocher n'avait aucune connaissance du témoignage de l'abbé Lapierre lors des poursuites criminelles du Québec ou de l'Ontario. Je recommande que l'évêque et les représentants de l'Église du diocèse fassent un suivi des procédures dans le cadre desquelles le clergé du diocèse pourrait être accusé ou poursuivi pour l'agression sexuelle de jeunes personnes.

Abbé Ken Martin

Ken Martin fut ordonné prêtre dans le diocèse d'Alexandria en 1958 par M^{gr} Brodeur. Il exerça ses fonctions dans plusieurs paroisses de Cornwall, y compris St. Columban, la Nativité, St. Francis de Sales et Saint-Martin-de-Tours.

En juillet 1997, Claude Marleau signala à l'agent-détective Don Genier, de la Police provinciale de l'Ontario, qu'il avait été agressé sexuellement, dans sa jeunesse, par un certain nombre de prêtres et d'autres hommes, y compris l'abbé Martin. Dans sa déclaration à l'agent-détective Genier, le 31 juillet 1997, Claude Marleau décrivit de façon détaillée l'agression sexuelle présumée commise par l'abbé Martin. M. Marleau indiqua aussi à l'agent de la Police provinciale de l'Ontario que l'abbé Martin était un ami des autres agresseurs présumés, les abbés Lapierre et Scott. M. Marleau a déclaré que l'abbé Lapierre l'avait présenté à l'abbé Martin.

Le 9 juillet 1998, l'abbé Martin fut arrêté par la Police provinciale de l'Ontario pour attentat aux mœurs et grossière indécence sur Claude Marleau. Le 16 mars 1999, l'abbé Martin fut arrêté par la Police provinciale de l'Ontario pour attentat aux mœurs sur C-109 en contravention à l'article 148 du *Code criminel*. L'abbé Martin fut cité à comparaître au procès le 27 mai 1999.

La mise en accusation de l'abbé Martin était datée du 29 juillet 1999. Celle-ci alléguait qu'entre le 1^{er} janvier 1966 et le 31 décembre 1967, l'abbé Martin s'était rendu coupable d'attentat aux mœurs et de grossière indécence en contravention aux articles 148 et 149 du *Code criminel* sur Claude Marleau, et qu'entre le 1^{er} janvier 1971 et le 12 juin 1972, il s'était rendu coupable d'attentat aux mœurs sur C-109. L'abbé Martin a plaidé non coupable à tous les chefs d'accusation. Lors du procès, l'abbé Martin nia avoir eu des rapports sexuels avec Claude Marleau et C-109, et la question du consentement fut soulevée. L'abbé Martin fut reconnu non coupable par le juge Robert Cusson de la Cour supérieure de justice de l'Ontario.

Quand Claude Marleau se présenta à la Police provinciale de l'Ontario en 1997, pour des allégations d'agression, l'abbé Martin était incardiné dans le diocèse d'Alexandria-Cornwall mais il était aumônier à Montréal, dans un foyer pour personnes âgées. Après avoir été accusé d'avoir agressé Claude Marleau et C-109, l'abbé Martin continua de participer à des cultes religieux officiels.

Lors de son procès en 2001, l'abbé Martin déclara qu'il exerçait les fonctions de prêtre à Pointe-Claire, au Québec. Il célébrait des messes pour des personnes

handicapées et était l'aumônier de Villa Marguerite, un couvent et maison de retraite pour les religieuses. L'abbé Martin déclara aussi qu'il célébrait des baptêmes, des mariages et des funérailles. M^{gr} LaRocque déclara qu'il n'avait pas suivi personnellement l'enquête préliminaire ou le procès de l'abbé Martin, et que personne ne l'avait fait en son nom.

M^{gr} Durocher ne se souvenait pas d'avoir discuté de l'abbé Martin avec M^{gr} LaRocque. Il avait appris que l'abbé Martin était à la retraite à Montréal, et qu'il exerçait un ministère de remplacement dans le diocèse de Montréal. À l'époque de son témoignage, M^{gr} Durocher confirma que l'abbé Martin était toujours incardiné dans le diocèse d'Alexandria-Cornwall.

Les consignes de 1996 intitulées *Diocesan Guidelines on Sexual Abuse by Priests, Deacons, Seminarians and Pastoral Assistants* (consignes diocésaines sur les agressions sexuelles commises par les curés, les diaires, les séminaristes et les adjoints pastoraux) étaient en vigueur au moment où les accusations criminelles furent portées contre l'abbé Martin. Celui-ci ne fut pas suspendu de ses fonctions pastorales au moment des accusations.

Selon moi, le diocèse et l'évêque du diocèse d'Alexandria-Cornwall auraient dû suivre l'enquête préliminaire et le procès de l'abbé Ken Martin relativement aux allégations d'agression sexuelle sur deux jeunes de Cornwall. Il est clair que le diocèse et M^{gr} LaRocque n'ont pas suffisamment enquêté sur les allégations de contact inapproprié entre l'abbé Martin et ces jeunes. Comme ce dernier est toujours incardiné dans le diocèse d'Alexandria-Cornwall, l'évêque et le diocèse auraient dû prendre des mesures pour veiller à ce que les autres diocèses reçoivent des renseignements pertinents sur les allégations et que les facultés de l'abbé Martin soient suspendues. De plus, le diocèse d'Alexandria-Cornwall, M^{gr} LaRocque et M^{gr} Durocher n'ont pas essayé d'identifier d'autres victimes potentielles concernant les allégations de contact inapproprié entre des jeunes et l'abbé Martin, et il semble qu'ils n'aient fourni ni counseling ni soutien aux victimes présumées de l'abbé Ken Martin, comme Claude Marleau.

Abbé Hollis Lapierre

L'abbé Hollis Lapierre fut ordonné prêtre au Québec, en 1949 par M^{gr} Rosario Brodeur. De 1950 à sa mort, en 1975, il exerça ses fonctions dans plusieurs paroisses de la région de Cornwall (Saint-Jean-Bosco, St. Columban, Saint-Félix-de-Valois, Sacré-Cœur, la Nativité, Greenfield et Ingleside).

En 1965, l'abbé Lebrun reçut une plainte d'agression sexuelle présumée visant l'abbé Hollis Lapierre. Un jeune homme d'une vingtaine d'années lui rendit visite. L'abbé Lebrun déclara ne pas avoir discuté de cet incident avec l'abbé Lapierre.

Après cette réunion avec le jeune homme, l'abbé Lebrun rendit visite à M^{gr} Joseph-Aurèle Plourde, alors évêque auxiliaire, et lui raconta ce que le jeune homme lui avait dit au sujet de l'abbé Lapierre. M^{gr} Plourde ne lui dit pas ce qu'il comptait faire. L'abbé Lebrun ne reparla plus de cette affaire et ne revit plus le jeune homme.

L'abbé Hollis Lapierre est décédé avant l'enquête opération Vérité de la Police provinciale de l'Ontario. Claude Marleau révéla à la Police provinciale de l'Ontario, lors de l'enquête de l'opération Vérité, qu'il avait été agressé sexuellement par plusieurs hommes, y compris l'abbé Hollis Lapierre. À cette époque, Claude Marleau fréquentait une école secondaire. Il déclara que les abbés Hollis Lapierre, Don Scott et Paul Lapierre étaient bons amis. M. Marleau alléguait que les trois prêtres ainsi que d'autres hommes de la collectivité de Cornwall l'avaient agressé.

Lors du procès de l'abbé Paul Lapierre qui a eu lieu en Ontario, en 2001, l'accusé a déclaré : « L'abbé Donald Scott [...] m'avait parlé [...] de la relation de l'abbé Hollis Lapierre avec Claude Marleau [...] et m'avait dit combien elle était coûteuse [...] L'abbé Don Scott m'avait dit [...] que l'abbé Hollis Lapierre gardait des photos Polaroid de garçons nus. » L'abbé Paul Lapierre a déclaré que cette conversation avait eu lieu après la mort de l'abbé Hollis Lapierre en 1975.

L'abbé Paul Lapierre a déclaré, lors de son procès en Ontario, que l'abbé Scott lui avait dit que Claude Marleau avait été agressé sexuellement par l'abbé Hollis Lapierre. Il a également déclaré qu'il n'avait pas divulgué les renseignements fournis par l'abbé Scott au sujet de l'agression commise par l'abbé Hollis Lapierre. M^{gr} LaRocque a reconnu que ce témoignage au sujet de l'abbé Hollis Lapierre au procès de l'abbé Paul Lapierre l'avait préoccupé et avait inquiété d'autres représentants de l'Église du diocèse.

M^{gr} Durocher ne se souvient pas d'avoir discuté de l'abbé Hollis Lapierre avec M^{gr} LaRocque. M^{gr} Durocher n'a pas communiqué avec Claude Marleau après la condamnation de l'abbé Paul Lapierre au Québec. S'il l'avait fait, il aurait peut-être été informé de l'agression sexuelle prétendument commise par Hollis Lapierre sur le jeune Claude Marleau.

M. Marleau a confirmé, lors de l'enquête, qu'il n'a jamais été contacté par le diocèse d'Alexandria-Cornwall après le jugement rendu par le juge Lalonde au procès de l'abbé Paul Lapierre. Il a déclaré que le diocèse ne lui avait jamais présenté d'excuses et n'avait jamais communiqué avec lui pour discuter des commentaires concernant l'abbé Hollis Lapierre.

Selon moi, le diocèse, M^{gr} LaRocque et M^{gr} Durocher n'ont pas pris les mesures appropriées pour identifier les victimes potentielles de l'abbé Hollis Lapierre. S'ils avaient suivi les poursuites criminelles contre l'abbé Paul Lapierre ou examiné la transcription des témoignages, ils auraient pu identifier ces victimes.

Il est également clair que le diocèse a omis de fournir du counseling ou de l'aide aux victimes présumées de l'abbé Hollis Lapierre, comme Claude Marleau.

Abbé Lucien Lussier

L'abbé Lucien Lussier fut ordonné prêtre en 1955 par M^{gr} Brodeur, à la cathédrale St. Finnan, dans le diocèse d'Alexandria. L'abbé Lussier était prêtre à la paroisse de Saint-Martin-de-Tours, à Glen Robertson. Le 29 avril 1967, le paroissien Michel Lalonde écrivit une lettre au diocèse d'Alexandria pour se plaindre que l'abbé Lussier avait des relations avec un jeune homme. M. Lalonde y décrivait ses observations et celles d'autres paroissiens. Ceux-ci étaient inquiets de la relation entre l'abbé Lussier et un garçon de 15 ans. M. Lalonde déclarait qu'il jugeait que la situation méritait un examen sérieux. Il était évident que la relation entre le garçon et le prêtre était plus qu'amicale et qu'elle était, en fait, anormale.

M^{gr} Adolphe Proulx arriva au diocèse en juin 1967. Il rencontra une délégation de Glen Robertson. L'évêque demanda à l'abbé Lebrun d'agir en tant que témoin lors de cette réunion. Quand on lui a demandé s'il avait déduit, d'après la discussion, qu'il s'agissait d'une plainte pour agression sexuelle, l'abbé Lebrun a répondu que cela lui avait croisé l'esprit, mais qu'il n'en avait pas discuté avec l'évêque.

Après la réunion avec les paroissiens de Saint-Martin-de-Tours, M^{gr} Proulx réaffecta l'abbé Lussier à une autre paroisse. Dans une lettre adressée à ce dernier le 21 mai 1968, il le remercia de ses bons services en tant que pasteur de la paroisse.

L'abbé Lebrun ne savait pas si l'évêque avait fait enquête sur les allégations mentionnées dans la lettre de Michel Lalonde. Il ignorait si celles-ci avaient fait l'objet d'une enquête policière ou d'un autre type d'enquête. Il a déclaré qu'il n'avait jamais rencontré l'adolescent mentionné dans la lettre de 1967, et qu'il ignorait si un membre du diocèse l'avait déjà rencontré. Il n'a pas non plus discuté de la situation avec l'abbé Lussier. M^{gr} Proulx rencontra l'abbé Lussier le 26 janvier 1972, pour discuter des problèmes qu'il éprouvait avec des religieuses et des paroissiens de Martintown. L'évêque voulait que l'abbé Lussier remette sa démission.

Il me semble clair que la plainte déposée en 1967 contre l'abbé Lussier ne découlait pas de rumeurs et d'insinuations. Les paroissiens avaient exposé ce problème à l'évêque de façon officielle, par écrit, et avaient poursuivi l'affaire avec vigueur. Il s'agissait d'une plainte directe concernant la relation intime du prêtre avec un garçon de 15 ans. Même en 1967, les paroissiens étaient inquiets de ces problèmes et voulaient en discuter avec le diocèse afin de résoudre la situation.

Le 28 juin 1972, M^{gr} Proulx annonça la nomination de l'abbé Lussier à la paroisse de Dalkeith et Lochiel, dans le comté de Glengarry.

Le 21 octobre 1993, Gilles Sabourin et René Lalonde envoyèrent une lettre à M^{gr} LaRocque lui faisant part de leurs préoccupations concernant l'abbé Lussier, dans sa paroisse de Moose Creek. Copie de la lettre fut également envoyée à l'abbé Évariste Martin, à l'abbé George Maloney et à l'abbé Lebrun. Les paroissiens faisaient allusion à une réunion qui avait eu lieu le 30 juin 1993 entre M^{gr} LaRocque et plusieurs membres de la paroisse à Moose Creek. Ils affirmaient qu'ils ne pouvaient plus supporter les insultes publiques, les remarques sexistes et les agressions verbales de l'abbé Lussier. M^{gr} LaRocque s'engagea à résoudre le problème dans les huit à neuf semaines qui suivraient. Les paroissiens lui proposèrent une période de trois mois pour remplacer le prêtre.

Dans cette lettre, ils faisaient également allusion à une deuxième réunion avec M^{gr} LaRocque, le 7 octobre 1993. Ils écrivaient que lors des trois mois précédents, rien n'avait été fait pour résoudre la situation et que l'évêque ne leur avait pas écrit pour les informer de son intervention.

M^{gr} LaRocque a déclaré qu'il ne pensait pas, en 1993, être au courant de la lettre écrite en 1967 par Michel Lalonde sur les plaintes des paroissiens concernant l'abbé Lussier. M^{gr} LaRocque ne se souvenait pas non plus avoir discuté de l'abbé Lussier avec l'abbé Lebrun, mais il savait qu'un certain nombre de prêtres étaient au courant de ses problèmes avec les paroissiens.

M^{gr} LaRocque dit à l'abbé Lussier qu'il en avait presque l'âge et lui demanda de prendre sa retraite. L'abbé Lussier accepta de démissionner. Dans une lettre du 29 octobre 1993, M^{gr} LaRocque accepta la démission du prêtre.

L'abbé Lussier passa plusieurs années avec sa sœur aux États-Unis. Il retourna au diocèse d'Alexandria-Cornwall en 1997, et M^{gr} LaRocque lui demanda de subir une évaluation au Southdown Institute.

Le 1^{er} août 1997, M^{gr} LaRocque reçut un appel téléphonique d'un thérapeute de Southdown concernant l'abbé Lussier. Les notes de M^{gr} LaRocque indiquent : « Dans le passé, il a été actif avec des hommes et des femmes (de 17 ou 18 ans) qui l'avaient abordé en premier. » Cette note renvoyait à une question que l'évêque avait posée au thérapeute sur l'âge des jeunes personnes concernées. Les notes de M^{gr} LaRocque indiquent : « Il n'a pas fait d'avances. Il n'est plus actif, sur le plan sexuel, depuis l'âge de 60 ans. Éviter les contacts avec de jeunes hommes. C'est une simple question de jugement. » M^{gr} LaRocque n'a pas pu se souvenir de ce que le thérapeute entendait par cela. Il a déclaré qu'on semblait mettre l'accent sur le tempérament du prêtre plutôt que sur ses difficultés avec des jeunes ou sa sexualité.

Après son évaluation à Southdown, l'abbé Lussier retourna au diocèse d'Alexandria-Cornwall et fut nommé aumônier par l'évêque, le 17 août 1998, à la Villa Saint-Joseph, une maison de retraite. L'abbé Lussier avait également des problèmes à ce poste. M^{gr} LaRocque déclara que le prêtre était arrogant et

qu'il avait insulté des gens. À un moment donné, M^{gr} LaRocque le releva de ses fonctions.

M^{gr} LaRocque a confirmé qu'il n'avait pas transmis à la Police provinciale de l'Ontario, en 1998, la lettre envoyée par Michel Lalonde en 1967 et qui figurait dans le dossier personnel de Lucien Lussier, car on ne la lui avait pas demandée. M^{gr} LaRocque ne se souvenait pas d'avoir examiné le dossier de l'abbé Lussier. Il ne se souvenait pas d'avoir vu la lettre de Michel Lalonde du 29 avril 1967 et d'avoir rencontré ce dernier.

M^{gr} Durocher ne se souvenait plus d'avoir discuté de l'abbé Lucien Lussier avec M^{gr} LaRocque, mais il a déclaré qu'ils avaient peut-être parlé de lui car l'abbé Lussier continuait d'exercer des ministères de remplacement. M^{gr} Durocher a déclaré que M^{gr} LaRocque ne lui avait pas dit que l'abbé Lussier avait été envoyé à Southdown, et il a affirmé que tous les renseignements qu'il avait obtenus sur l'abbé Lussier provenaient de son dossier personnel.

En règle générale, M^{gr} Durocher n'examinait pas le dossier personnel des prêtres. Au fil des ans, il a dû néanmoins le faire, à la demande de certains d'entre eux. Il a consulté le dossier des personnes concernées dans des affaires de l'opération Vérité. À cette époque, il n'avait pas lu le dossier de l'abbé Lussier. À son arrivée en 2004, aucune plainte n'avait été portée contre ce dernier, alors il ne voyait aucune raison de lire son dossier. M^{gr} Durocher n'a lu le dossier de l'abbé Lussier qu'après le début des poursuites.

Selon moi, le diocèse n'a pas suffisamment enquêté sur les allégations de contact inapproprié de l'abbé Lussier avec une jeune personne. Il n'a pas non plus pris de mesure adéquate pour identifier les victimes potentielles de ce dernier. De plus, le diocèse n'a pris aucune mesure adéquate pour veiller à ce que l'abbé Lussier n'ait pas de contact inapproprié avec les jeunes personnes de la communauté. Il est également évident que le diocèse n'a pas fourni de formation sur l'intervention à mener en cas d'allégations d'inconduite sexuelle vis-à-vis de jeunes par des membres du clergé.

Je pense également que M^{gr} LaRocque aurait dû savoir que l'abbé Lussier avait des contacts inappropriés avec des jeunes. Il n'a donc pris aucune mesure adéquate pour protéger les jeunes de la collectivité et pour identifier des victimes potentielles relativement à des allégations de contact inapproprié visant l'abbé Lussier. M^{gr} LaRocque a aussi omis de fournir une formation aux représentants de l'Église de son diocèse sur les méthodes d'intervention en cas d'allégations d'inconduite sexuelle visant des membres du clergé.

Selon moi, il est très important que le nouvel évêque du diocèse d'Alexandria-Cornwall soit informé par son prédécesseur que des allégations d'inconduite sexuelle vis-à-vis de jeunes de la communauté ont été portées contre des membres du clergé. Il est également important que les évêques et d'autres représentants de

l'Église connaissent les documents qui figurent dans le dossier personnel des prêtres, en particulier en ce qui concerne les allégations d'inconduite sexuelle. Si cela avait été fait, Mgr Durocher aurait pu prendre des mesures adéquates pour enquêter sur les allégations de contact inapproprié visant l'abbé Lussier, et pour identifier les victimes potentielles concernant ces allégations.

Intervention de la Société de l'aide à l'enfance

Chaque région de la province est desservie par une société de l'aide à l'enfance. Toutes les sociétés de l'aide à l'enfance sont subventionnées par le ministère des Services sociaux et communautaires. La première loi qui a régi la protection des enfants ainsi que l'organisation, les membres et la gestion des sociétés de l'aide à l'enfance est la *Children's Protection Act* de 1927. Le mandat d'une société de l'aide à l'enfance (SAE), décrit dans la *Child Welfare Act* de 1960, se lisait ainsi²⁹ : « Une société de l'aide à l'enfance peut être établie et avoir notamment pour objet la protection des enfants contre la négligence, la prise en charge et le contrôle des enfants négligés, l'aide aux parents célibataires, le placement des enfants en vue de leur adoption, la surveillance des enfants placés en vue de leur adoption jusqu'à ce qu'une ordonnance d'adoption soit rendue et, en règle générale, l'exercice des fonctions d'une société de l'aide à l'enfance en vertu de la présente loi³⁰. »

La *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* de 1984 a défini un enfant comme une personne âgée de moins de 16 ans, limitant ainsi les sociétés de l'aide à l'enfance à s'occuper uniquement des personnes de moins de 16 ans. Le paragraphe 15 (3) de la Loi stipulait que les fonctions d'une société de l'aide à l'enfance étaient les suivantes :

- a) faire enquête sur les allégations ou les preuves selon lesquelles des enfants qui ont moins de seize ans ou qui sont confiés aux soins ou à la surveillance d'une société peuvent avoir besoin de protection;
- b) protéger, en cas de besoin, les enfants qui ont moins de seize ans ou qui sont confiés aux soins ou à la surveillance d'une société;
- c) offrir aux familles des services d'orientation, de consultation et d'autres services pour protéger les enfants ou pour empêcher que surviennent des situations qui nécessitent cette protection;
- d) fournir des soins aux enfants qui lui sont confiés à cette fin en vertu de la présente loi;

29. L.R.O. 1927, chap. 279.

30. L.R.O. 1960, chap. 53.

- e) exercer une surveillance sur les enfants qui lui sont confiés à cette fin en vertu de la présente loi;
- f) placer des enfants en vue de leur adoption en vertu de la partie VII; et
- g) exercer les autres fonctions que lui confère la présente loi ou une autre loi.

Cette description des fonctions est demeurée inchangée dans la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*³¹ de 1990, actuellement en vigueur.

Cornwall est desservie par la Société de l'aide à l'enfance des comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry (SAE de SDG). Cette SAE se charge également de la partie ontarienne du territoire mohawk d'Akwesasne.

En 1992, le ministère des Services sociaux et communautaires a créé une série de normes obligatoires. Cette mesure a instauré une certaine normalisation du processus d'accueil dans l'ensemble des sociétés de l'aide à l'enfance en Ontario. Contrairement aux normes et lignes directrices précédentes, les normes de 1992 traitaient de mauvais traitements antérieurs, indiquant que les sociétés de l'aide à l'enfance devaient encourager les victimes de mauvais traitements âgées de plus de 16 ans à signaler ceux-ci à la police et à se prévaloir des ressources communautaires³².

Si l'on détermine qu'un enfant a besoin de protection, le dossier est confié à l'unité des services à la famille. Cette unité travaille en collaboration avec la famille afin d'atténuer les préoccupations relatives à la protection jusqu'à ce que la famille puisse fonctionner de façon autonome. Si ces efforts se révèlent infructueux, la Société peut demander une ordonnance d'un tribunal et les enfants peuvent devenir des pupilles de la Couronne ou des pupilles permanentes de la SAE de SDG. Le dossier est ensuite transféré à l'unité des services à l'enfance et à la jeunesse.

Si elle reçoit une allégation de mauvais traitements antérieurs, la SAE de SDG encourage la personne en cause à signaler l'incident à la police et peut la diriger vers des services communautaires d'aide aux victimes. Cependant, la SAE n'entreprend une enquête qu'en présence d'allégations ou de preuves selon lesquelles un enfant de moins de 16 ans pourrait avoir été agressé ou risque de l'être. À moins qu'un jeune ne fasse déjà l'objet d'une ordonnance de protection, une société de l'aide à l'enfance estime qu'elle ne peut mener enquête sur des allégations de mauvais traitements concernant des adolescents de 16 ou 17 ans.

31. L.R.O. 1990, chap. C.11.

32. Carol A. Stalker et coll., *Politiques et pratiques des organismes de bien-être de l'enfance en réponse aux plaintes d'abus sexuels contre des enfants 1960–2006*, rapport de la phase 1, déposé devant la Commission d'enquête.

Depuis avril 1989, tout le personnel recruté par la SAE de SDG fait l'objet d'une vérification de son dossier judiciaire.

Il y a deux outils que les sociétés de l'aide à l'enfance de l'Ontario ne sont pas autorisées à utiliser pour présélectionner les candidats : le Registre des mauvais traitements infligés aux enfants et le Système Info express provincial pour la protection de l'enfance. Le Système Info express est une base de données qui contient les noms des personnes qui ont communiqué avec une SAE en Ontario. Le Registre des mauvais traitements infligés aux enfants comprend des dossiers confidentiels du nom des personnes qui ont fait l'objet d'une vérification par une SAE et qui ont été désignées comme ayant infligé des mauvais traitements à des enfants au sens de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*.

Je conviens du fait que l'accès au Système Info express et au Registre des mauvais traitements infligés aux enfants à des fins de vérification des candidats à un poste au sein des SAE constitue un changement nécessaire pour l'Ontario et qu'il fournirait un mécanisme supplémentaire pour protéger les enfants. Chaque mesure de protection devrait être mise à la disposition des sociétés de l'aide à l'enfance afin de s'assurer que les personnes qui y travaillent ne représentent pas elles-mêmes un risque pour les enfants. Puisque d'autres provinces canadiennes disposent déjà de cette capacité, il est plus que temps de procéder à des changements.

Dans le passé, la SAE de SDG avait accès à une excellente formation conjointe police-SAE offerte par l'Institut pour la prévention de l'enfance maltraitée (IPEM) et l'Association ontarienne des sociétés de l'aide à l'enfance (AOSAE). Cette formation offrait une occasion aux préposés au bien-être de l'enfance d'être formés avec des agents de police, ce qui accroissait également la compréhension des interactions entre les policiers et ces préposés à titre de partenaires en matière de protection de l'enfance et jetait les bases de réseaux utiles. La formation consistait également à procéder à des entrevues simulées avec les enfants, qui constituaient un volet d'apprentissage particulièrement pratique.

Cette formation a cessé d'être offerte en 1995. À mon avis, il est impératif qu'une formation commune du calibre de celle qu'offrait l'IPEM dans le passé soit mise en œuvre de nouveau en Ontario et offerte partout dans la province. Le programme devrait intégrer la formation sur les déclarations de violence sexuelle passée.

À la fin des années 1970 et au début des années 1980, si la SAE de SDG recevait une plainte à l'égard d'un foyer d'accueil ou d'un foyer de groupe, elle en avisait la police et menait une enquête conjointe. Si l'agresseur présumé se trouvait dans le foyer, les enfants en étaient retirés et les déclarations étaient enregistrées et partagées avec la police. Bien que cette pratique ait pu avoir été en place pendant cette période, elle n'a pas toujours été respectée. Depuis 1992,

s'il y a une allégation de violence dans un foyer d'accueil, la SAE de SDG convoque une réunion de planification, avise la police et élabore un plan de sécurité pour la victime et les autres enfants du foyer. Le foyer d'accueil est avisé de l'examen dans les vingt-quatre heures. À l'issue d'une enquête, une conférence décisionnelle est tenue et un rapport sommaire, contenant les conclusions et les recommandations formulées par les enquêteurs et confirmées par la direction, est remis au foyer d'accueil.

Il n'existe aucune norme d'application générale relative à la divulgation des dossiers de cas aux anciens pupilles ou aux personnes faisant l'objet d'ordonnances de protection. Il n'existe pas non plus de normes en ce qui a trait au counseling ou aux autres formes de soutien dont les gens pourraient avoir besoin lorsqu'ils consultent leurs dossiers. Selon moi, le gouvernement de l'Ontario devrait définir des normes et fournir des directives à toutes les sociétés de l'aide à l'enfance relativement à la divulgation des dossiers et au type de dossiers auquel les personnes qui reçoivent des soins devraient avoir accès. Ce processus devrait comprendre un examen des dispositions de la partie VIII de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*³³, qui traite de la confidentialité et de l'accès aux dossiers. Certaines de ces dispositions ne sont pas promulguées.

Un certain nombre de politiques, de protocoles et de procédures ont été adoptés au cours des dernières années à l'égard de l'établissement des foyers d'accueil et de la présélection, de la formation et de la surveillance des parents de famille d'accueil. Ces modifications ont fourni la structure nécessaire au système de placement en famille d'accueil. En ce qui a trait à la question de la présélection des parents de famille d'accueil, je recommande que toutes les sociétés de l'aide à l'enfance de la province aient accès au Système Info express pour présélectionner les parents d'accueil éventuels.

Devoir de faire rapport

La *Child Welfare Act* de 1978 instaurait un devoir pour les professionnels de faire rapport des mauvais traitements soupçonnés. L'article 49 (2) stipulait ce qui suit : « Malgré les dispositions de toute autre loi, toute personne qui a des motifs raisonnables de soupçonner, dans l'exercice de ses fonctions professionnelles ou officielles, qu'un enfant a subi ou subit des mauvais traitements qui peuvent avoir été infligés ou autorisés par une personne qui en est responsable, fait part sans délai de ses soupçons à une société³⁴. »

Le paragraphe 68 (2) de la *Loi de 1984 sur les services à l'enfance et à la famille* énonce le devoir public de faire rapport : « La personne qui croit, en se

33. *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, L.R.O. 1990, chap. C.11.

34. *Ibid.*

fondant sur des motifs raisonnables, qu'un enfant a besoin ou peut avoir besoin de protection fait part sans délai à une société de sa croyance ainsi que des renseignements sur lesquels elle est fondée³⁵. » Le paragraphe 68 (3) décrit le devoir de faire rapport des professionnels : « Malgré les dispositions de toute autre loi, la personne visée au paragraphe (4) qui, dans l'exercice de ses fonctions professionnelles ou officielles, a des motifs raisonnables de soupçonner qu'un enfant subit de mauvais traitements, peut en subir ou peut en avoir subis, fait part sans délai à une société de ses soupçons ainsi que des renseignements sur lesquels ils sont fondés. »

Le paragraphe 68 (4) comprenait une liste non exhaustive des professionnels ayant le devoir de faire rapport de tout soupçon de mauvais traitements envers un enfant : « a) un professionnel de la santé, y compris un médecin, une infirmière ou un infirmier, un dentiste, un pharmacien et un psychologue; b) un enseignant, un directeur d'école, un travailleur social, un conseiller familial, un prêtre, un rabbin, un membre du clergé, un exploitant ou un employé d'une garderie et un travailleur pour la jeunesse et les loisirs; c) un agent de la paix et un coroner; d) un avocat; e) un fournisseur de services et son employé. »

Registre des mauvais traitements infligés aux enfants

Le Registre des mauvais traitements infligés aux enfants, conformément à ce qui est mentionné, comprend des dossiers confidentiels du nom des personnes qui ont fait l'objet d'une vérification par une société de l'aide à l'enfance et qui ont été désignées comme ayant infligé des mauvais traitements à des enfants au sens de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*. Le Registre est utilisé par toutes les sociétés de l'aide à l'enfance dans le cadre de leurs enquêtes sur les présumés mauvais traitements.

La valeur du Registre est limitée en ce qui a trait aux cas antérieurs de mauvais traitements d'ordre sexuel envers un enfant. Puisqu'il n'est pas dans le mandat de la SAE de faire enquête sur les rapports de mauvais traitements historiques infligés par un adulte, sauf si l'on s'inquiète du fait que le présumé agresseur puisse encore infliger des mauvais traitements à des enfants, ces allégations ne seraient pas vérifiées et la SAE ne pourrait pas inscrire le présumé contrevenant au Registre des mauvais traitements infligés aux enfants.

La mise en place du Système Info express permet maintenant de faire le suivi des personnes qui ont eu un contact avec une société de l'aide à l'enfance de la province. Des témoins ont indiqué que l'utilisation du Registre des mauvais traitements infligés aux enfants est très limitée parce que les sociétés ne peuvent

35. *Loi de 1984 sur les services à l'enfance et à la famille*, L.O. 1984, chap. 55.

y accéder pour faire la présélection d'employés ou de parents d'accueil. J'ai également entendu des témoignages selon lesquels des systèmes comparables dans d'autres provinces offrent des applications plus pratiques. Je recommande que le gouvernement de l'Ontario évalue de nouveau le Registre des mauvais traitements infligés aux enfants en vue de déterminer s'il est toujours utile compte tenu des nouveaux systèmes et outils maintenant en place. S'il est toujours utile, le Registre devrait être révisé afin d'aborder certaines des lacunes que je relève dans le présent rapport.

Foyer d'accueil Cieslewicz

Le foyer d'accueil d'urgence des Cieslewicz a été fermé le 18 novembre 1977. Un certain nombre d'allégations de violence sexuelle ont été formulées contre M. Cieslewicz par plusieurs filles qui avaient été placées chez lui.

Le 22 septembre 1978, l'intervenante Françoise Lepage a inscrit au dossier que plusieurs adolescentes qui avaient séjourné dans ce foyer avaient formulé des allégations de nature sexuelle contre M. Cieslewicz, notamment C-77, C-78, C-79 et C-76. Certaines de ces allégations avaient été formulées cinq ans avant cette inscription et n'avaient jamais fait l'objet d'une enquête.

C-77 a été placée chez les Cieslewicz le 19 octobre 1973 et y est restée jusqu'au 15 novembre 1973. Françoise Lepage est devenue l'intervenante de C-77 en juin 1975. C-77 s'était plainte à M^{me} Lepage que M. Cieslewicz lui avait caressé les seins. La date de cette plainte n'est pas notée. M^{me} Lepage a écrit que la plainte n'a pas fait l'objet d'une enquête, car il était connu que C-77 mentait souvent.

C-78 a été placée au foyer d'accueil le 23 février 1976. Peu après, C-78 s'est plainte à M^{me} Cieslewicz que M. Cieslewicz lui avait demandé d'enlever son chandail et son soutien-gorge afin de vérifier si elle était en bonne condition physique. Elle a obéi. Le 9 mars 1976, M^{me} Cieslewicz s'est rendue au bureau de la SAE pour rencontrer Bryan Keough et lui demander conseil relativement à la situation. Elle a avisé M. Keough qu'elle comptait déménager immédiatement avec les enfants. M. Keough a discuté de la situation avec son superviseur, Dave Devlin, et le directeur intérimaire, Angelo Towndale. Ils ont approuvé le plan proposé.

M^{me} Cieslewicz est revenue au foyer après que C-78 eut rétracté ses allégations et avoué qu'elle avait menti. M. Keough a avisé M^{me} Cieslewicz qu'il devait quand même mener une enquête relativement à cette affaire. Cette mesure a reçu l'approbation de M. Towndale. M. Keough a rencontré M. et M^{me} Cieslewicz le 25 mars 1976 et en est arrivé à la conclusion suivante : « Il est possible que les événements susmentionnés se soient produits, toutefois,

si tel est le cas, je doute qu'ils se reproduisent. M. Cieslewicz nie tout et, étant donné que ce foyer a constitué un atout précieux pour notre organisme par le passé, je crois qu'il y a lieu de donner le bénéfice du doute à cet homme. Par conséquent, je recommande que ce foyer demeure ouvert. » M. Towndale a examiné et paraphé les notes de M. Keough au sujet de cette enquête. Il a expliqué qu'à l'époque, dans les années 1970, on avait tendance à ne pas croire les enfants.

C-79, âgée de 15 ans, a été prise en charge après s'être enfuie d'un foyer de groupe au Québec et a été placée chez la famille Cieslewicz le 16 septembre 1978, pour deux nuits. C-79 a raconté aux intervenants Françoise Lepage et Cam Copeland que M. Cieslewicz était entré dans sa chambre les deux nuits qu'elle a passées au foyer d'accueil d'urgence. La première nuit, M. Cieslewicz lui a touché les seins, mais n'a rien fait d'autre lorsqu'elle lui a indiqué qu'elle ne coopérerait pas. La deuxième nuit, M. Cieslewicz est entré dans son lit et lui a fait savoir qu'il voulait avoir une relation sexuelle avec elle. Elle a refusé, puis lui a fait une fellation pendant un bref moment avant qu'il se masturbe et qu'il éjacule sur son abdomen. C-79 a essuyé le sperme sur son abdomen avec la manche de son chemisier. Lors de l'entrevue qui a eu lieu le lendemain, les intervenants de la SAE ont observé qu'une substance avait séché sur sa manche. Les intervenants ont étudié ces allégations, mais, compte tenu de la mauvaise réputation de la jeune fille, elles n'ont pas fait l'objet d'une enquête.

Bien que je soit conscient que la formation et les ressources disponibles dans les années 1970 n'étaient pas les mêmes qu'elles ont été plus tard, à mon avis, la façon dont les allégations de ces filles ont été balayées du revers de la main était inexcusable. C'est particulièrement vrai dans le cas de la troisième fille, C-79, puisqu'il y avait des preuves matérielles potentielles de l'agression.

C-76 a été placée en foyer d'accueil chez les Cieslewicz le 26 juillet 1973 et y est demeurée jusqu'au 20 octobre 1978. Le dossier de C-76 indique qu'elle était une enfant d'intelligence inférieure à la moyenne. Le 16 octobre 1978, C-76 a confié à son intervenant, Bryan Keough, que M. Cieslewicz avait commis des actes sexuels à son égard depuis quelque temps. Elle a dit que les actes de nature sexuelle consistaient en des caresses et se produisaient habituellement lorsqu'elle allait à la grange pour l'aider à effectuer les corvées. Il s'agissait de la quatrième allégation de violence sexuelle contre M. Cieslewicz. Le même jour, M^{me} Cieslewicz a écrit une lettre à Tom O'Brien, directeur général de la SAE, indiquant qu'à compter du 18 novembre 1978, elle fermerait son foyer d'accueil d'urgence.

Je m'interroge sur la raison pour laquelle C-76 n'a pas été retirée du foyer par Bryan Keough le 16 octobre 1978. À mon avis, elle aurait dû être retirée immédiatement ou on aurait dû prendre des mesures afin que M. Cieslewicz ne soit pas seul avec elle jusqu'à ce qu'une enquête puisse être menée.

Le 31 octobre 1978, M. O'Brien a écrit à Barry Dalby, le directeur du bien-être de l'enfance, en fournissant un rapport sur le foyer d'accueil d'urgence et le foyer d'accueil Cieslewicz et en décrivant les quatre plaintes de violence sexuelle déposées contre M. Cieslewicz au fil des ans. Il a indiqué ce qui suit :

[...] La première fille qui a formulé une allégation contre le père de sa famille d'accueil était non seulement une vagabondeuse sexuelle, mais elle avait également formulé des allégations de la même nature contre son propre père. Elle souffrait également d'une légère déficience mentale et était réputée être une menteuse compulsive.

La deuxième plainte a été déposée par une adolescente souffrant d'une déficience mentale grave [...] Lorsque cette plainte a été portée à notre attention, l'intervenant affecté à ce foyer a immédiatement enquêté. M. Cieslewicz a nié les allégations [...] Nous avons également appris à cette époque que la plaignante avait précédemment formulé des allégations de ce genre contre le personnel et les pensionnaires d'anciennes familles d'accueil, y compris notre propre personnel de foyers de groupe.

[...]

La quatrième plainte a été déposée par une pupille de la province de Québec qui s'est enfuie d'un foyer de groupe de Saint-Hyacinthe et a été placée dans le foyer Cieslewicz pendant deux jours [...] Elle avait été questionnée à notre bureau, mais nous doutions de sa crédibilité puisqu'elle avait fait des avances sexuelles assez ouvertement à l'intervenant qui l'avait appréhendée pendant qu'elle était dans la voiture. Durant l'enquête, elle a révélé avec désinvolture de nombreuses expériences sexuelles qu'elle avait eues dans le passé. [traduction]

M. O'Brien a convenu que la lettre n'était pas aussi complète qu'elle aurait dû l'être. La teneur semble être plus accusatrice envers les quatre présumées victimes qu'envers le présumé agresseur.

Une réunion a eu lieu le 31 octobre 1978 entre le procureur de la Couronne, Don Johnson, le procureur adjoint de la Couronne, Guy DeMarco, ainsi que des représentants de la SAE, soit Tom O'Brien, Angelo Towndale et Bryan Keough. Après avoir tenu compte des faits présentés par les représentants de la SAE, M. Johnson était d'avis qu'il n'y avait pas suffisamment de preuves pour donner suite à toute accusation portée contre M. Cieslewicz.

Il a expliqué que la raison pour laquelle il a souvent rencontré le procureur de la Couronne était qu'il le connaissait sur les plans professionnel et personnel et qu'il avait beaucoup de respect pour ses connaissances et son professionnalisme.

À mon avis, toutes les allégations de violence sexuelle portées à l'attention de la SAE auraient dû être signalées à la police, sans égard au fait que le procureur de la Couronne avait recommandé qu'on communique avec la police ou non.

La réaction de la SAE face aux allégations de violence sexuelle en ce qui a trait au foyer d'accueil Cieslewicz était complètement inacceptable, même selon les « normes » des années 1970.

Il y avait un certain nombre d'enfants placés dans le foyer d'accueil Cieslewicz à qui on avait affecté des intervenants de la SAE différents. Pendant un certain temps, il y avait jusqu'à trois intervenants à l'œuvre. M. Keough a déclaré lors de son témoignage qu'à l'époque, il n'y avait aucune réunion qui était tenue avec les intervenants qui avaient placé des enfants dans le même foyer. Ces circonstances peuvent faire en sorte qu'un intervenant n'était pas au courant des renseignements qu'un autre intervenant détenait à propos de la situation dans le foyer. Ce problème potentiel était aggravé par le fait qu'il y avait une lacune dans les notes portées au dossier du foyer d'accueil entre 1973 et 1976. Il est essentiel que les dossiers des foyers d'accueil soient maintenus à jour, surtout lorsque différents intervenants sont concernés. Cela permet à chaque intervenant d'examiner le dossier du foyer d'accueil et de bien comprendre ce qui s'y produit.

À mon avis, bien qu'il y ait eu des problèmes de ressources qui ont pu contribuer à favoriser la réticence de la SAE à fermer un foyer d'accueil d'après les allégations de mauvais traitements, la principale raison de ce qui s'est produit dans l'affaire Cieslewicz était la présomption que les plaignantes mentaient.

Même selon les normes des années 1970, l'intervention de la SAE de SDG face aux allégations de mauvais traitements infligés aux jeunes était sérieusement insuffisante. Tom O'Brien et Françoise Lepage ont négligé d'enquêter suffisamment ou ont tardé à enquêter sur les allégations, à obtenir des renseignements ou à porter au dossier les indications de mauvais traitements. En outre, la SAE, M. O'Brien et M^{me} Lepage n'avaient pas pris ou avaient attendu de prendre les mesures appropriées afin de s'assurer que les jeunes n'étaient pas susceptibles d'être victimes de violence de la part de M. Cieslewicz. Par ailleurs, la SAE a omis ou a attendu d'aviser les autorités policières adéquates des allégations ou des renseignements concernant les mauvais traitements infligés aux jeunes impliquant M. Cieslewicz et elle a omis d'offrir et (ou) de fournir des services de counseling, de l'aide et du soutien adéquats aux présumées victimes de mauvais traitements impliquant M. Cieslewicz.

Roberta Archambault et le foyer de groupe Lapensee

Roberta Archambault a vécu dans un certain nombre de familles d'accueil pendant son enfance. Elle a vécu dans le foyer d'accueil Hubert, dans le foyer de groupe Lapensee, brièvement dans le foyer Lalonde et dans celui des deRonde. Elle a

prétendu avoir été agressée physiquement, mentalement et sexuellement au moment où elle était sous la protection de la SAE.

Roberta Archambault était sous la supervision d'un certain nombre d'intervenants de la SAE lors de son séjour dans le foyer d'accueil Hubert. Elle a déclaré lors de son témoignage que, même si un intervenant de la SAE se présentait dans le foyer de temps à autre et qu'il lui demandait comment elle et sa sœur étaient traitées, elles ne pouvaient rien dire, car les Hubert se trouvaient dans la chambre d'à côté et pouvaient entendre tout ce qui se disait. Elle a affirmé durant son témoignage qu'elle savait quand l'intervenant de la SAE venait parce que les Hubert lui ordonnaient de se laver et lui donnaient des vêtements convenables plutôt que les loques qu'elle portait habituellement. Elle a indiqué que l'intervenant de la SAE ne venait jamais inopinément. M^{me} Archambault a déclaré lors de son témoignage qu'elle n'avait divulgué à aucun intervenant de la SAE la violence verbale ou physique de la part des Hubert jusqu'à ce qu'elle soit à l'école secondaire.

Bryan Keough a été l'intervenant de la SAE en charge de Roberta Archambault de juillet 1972 jusqu'à ce qu'elle quitte le foyer Hubert en décembre 1980. Il a déclaré lors de son témoignage que lorsqu'il rendait visite aux familles d'accueil, il rencontrait les parents d'accueil ou la mère d'accueil seule et qu'ensuite, il rencontrait l'enfant seul, puis les parents et l'enfant ensemble. À mon avis, les rencontres avec l'enfant dans le foyer d'accueil ne sont pas efficaces, puisque l'enfant ne peut pas avoir la certitude que personne n'entendra la discussion.

M^{me} Archambault a recommandé que chaque enfant placé en famille d'accueil soit interrogé à l'extérieur du foyer et qu'on devrait lui dire qu'il peut dire quelque chose s'il est en danger et qu'il ne sera pas replacé dans cette situation. J'abonde dans le même sens. Je recommande que la SAE exige aux membres de son personnel d'organiser des rencontres avec les enfants dans un lieu situé à l'extérieur du foyer d'accueil, comme à l'école. M^{me} Archambault a également indiqué que toutes les visites des intervenants étaient prévues et elle a recommandé que la SAE fasse des visites à l'improviste. J'abonde dans le même sens. Ian MacLean, qui était le directeur des services en établissement pendant un certain nombre d'années, a déclaré lors de son témoignage que la SAE de SDG a pris des mesures en vue de commencer à faire des visites imprévues à compter de l'automne 2009. Il a suggéré qu'une recommandation soit formulée à l'intention du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse afin que les sociétés de l'aide à l'enfance exigent, dans leurs ententes de services avec les parents d'accueil, que des intervenants fassent des visites imprévues dans les foyers d'accueil. J'appuie cette recommandation et j'appuie l'initiative de la SAE de SDG de faire des visites imprévues avant que cela ne devienne une exigence du ministère.

Bryan Keough gardait, comme il se doit, des notes détaillées des progrès réalisés par Roberta dans le foyer Hubert. Il a convenu que de 1972 à 1973, il n'avait aucune préoccupation à son égard, mais qu'en 1976, il y avait eu un changement et il avait remarqué certaines préoccupations. M. Keough a remarqué un comportement sexuel possible. M. Keough ne croyait pas à cette époque que les problèmes de comportement de M^{me} Archambault pouvaient être des indicateurs de violence physique ou sexuelle.

À mon avis, les observations d'inconduite sexuelle ou de vagabondage sexuel concernant un jeune âgé entre 13 et 15 ans justifient au moins un certain niveau d'enquête, notamment le fait de parler avec l'enfant en question. Il incombe aux intervenants de la SAE de reconnaître les signes de violence potentielle et de poser les questions appropriées.

Roberta Archambault a déclaré lors de son témoignage que lorsqu'elle était en dixième année, elle avait un jour appelé Bryan Keough de l'école. Elle a raconté qu'ils s'étaient rencontrés dans la voiture de M. Keough dans le stationnement de l'école une ou deux fois par semaine pendant deux ou trois mois et qu'elle lui avait parlé de la violence verbale et physique de la part des Hubert et de sa tentative de suicide. M^{me} Archambault n'avait pas révélé la violence sexuelle infligée par M. Hubert. Bryan Keough a nié que Roberta Archambault lui avait parlé de la violence dans le foyer Hubert ou qu'il l'avait rencontrée à l'école deux ou trois fois par semaine pendant plusieurs mois.

En 1980, alors que M^{me} Archambault avait 15 ans, les Hubert ont demandé qu'elle soit retirée du foyer. Elle a été transférée au foyer de groupe Lapensee.

M^{me} Archambault a été présentée à l'un des fils des Lapensee, Brian. Elle croyait qu'il était âgé d'environ 21 ans. Il vivait à la ferme des Lapensee, où M^{me} Archambault passait certaines de ses fins de semaine. Elle a déclaré durant son témoignage que pendant sa première fin de semaine à la ferme, une autre fille placée lui avait dit que Brian Lapensee l'avait touchée de façon inappropriée.

Roberta Archambault a prétendu que Brian Lapensee l'avait caressée et qu'ils avaient eu une relation sexuelle orale lorsqu'elle avait 15 ou 16 ans. M^{me} Archambault a affirmé qu'elle ne l'avait pas dévoilé aux parents de Brian Lapensee parce qu'une de leurs filles lui avait dit que ce foyer était le dernier foyer d'accueil pour elle et elle avait l'impression que la mère, Alice Lapensee, aurait fait n'importe quoi pour protéger son fils.

Le 30 novembre 1982, l'intervenante de la SAE Mary Miller a signalé à son superviseur Ian MacLean que l'une des filles placées dans le foyer d'accueil des Lapensee avait affirmé que Brian Lapensee l'agressait sexuellement ainsi que d'autres filles du foyer. Il a été décidé que la SAE mènerait une enquête. M. MacLean et M^{me} Miller ont interrogé toutes les filles de ce foyer, Brian Lapensee ainsi que M. et M^{me} Lapensee. Outre la première plaignante,

trois autres filles ont affirmé que Brian Lapensee les avait agressées sexuellement ou leur avait fait des avances sexuelles.

Brian Lapensee a nié avoir eu des contacts sexuels ou physiques avec les filles et a déclaré avoir l'impression que sa relation passée avec une pupille dans la maison de ses parents avait permis aux filles de monter un coup contre lui, même s'il n'avait rien fait. Il a indiqué qu'il déménageait le soir même à Toronto. À la suite de l'enquête, Ian MacLean a préparé un rapport d'incident grave, qui est un rapport d'incident devant être signalé au ministère.

À mon avis, M. MacLean a utilisé un langage quelquefois malheureux dans ce rapport, particulièrement si l'on tient compte du fait que Brian Lapensee avait 21 ans et que les filles, qui étaient toutes sous la tutelle de la SAE, avaient 15 ans. Je crois que la référence aux « antécédents de vagabondage sexuel » des filles est non pertinente pour déterminer s'il y a eu agression sexuelle dans le foyer. M. MacLean reconnaît que, même si une personne adopte un comportement de vagabondage sexuel, elle peut tout de même être agressée sexuellement et que le vagabondage sexuel des filles n'excuserait pas le comportement de Brian Lapensee. Je suis également déconcerté par le fait que M. MacLean a conclu que Brian Lapensee ne pouvait pas « avoir de relations » avec les filles du foyer. Une simple allégation de relation sexuelle consensuelle entre Brian Lapensee et une pupille de sexe féminin aurait été inappropriée. Toutefois, l'allégation mentionnait un attouchement et un harcèlement sexuels non désirés et non consensuels.

La conclusion contient également une référence aux « antécédents de Brian ». La SAE savait qu'il y avait eu un problème d'inconduite sexuelle de la part de Brian Lapensee plusieurs années auparavant, à la suite duquel une pupille était tombée enceinte.

Dans le cadre de l'Enquête, j'ai entendu un témoignage concernant un incident impliquant l'autre fils des Lapensee, Larry. Il avait eu une relation sexuelle avec une pupille placée dans le foyer, qui est tombée enceinte, puis a été placée dans un foyer pour mères célibataires. Ian MacLean n'était pas au courant de cet incident jusqu'à la tenue de l'Enquête, étant donné qu'aucun de ces renseignements ne figurait dans le dossier des Lapensee. Voilà un bon exemple de l'importance d'une tenue de dossiers rigoureuse et du partage de renseignements. Si M. MacLean avait eu ces renseignements en sa possession, cela aurait pu mener à la fermeture plus rapide du foyer des Lapensee.

Selon moi, une recommandation d'informer la police aurait dû faire suite à l'enquête de la SAE sur Brian Lapensee.

Le 2 décembre 1982, M. O'Brien a écrit une lettre à Robert Nadon, le superviseur du ministère, à laquelle il a joint une copie du rapport d'incident grave. M. Nadon a été informé que les enfants ne courraient plus aucun risque,

étant donné que Brian Lapensee avait quitté la région. M. O'Brien a également indiqué qu'il avait pris rendez-vous afin de rencontrer le procureur de la Couronne.

Les Lapensee ont reçu une copie du rapport d'incident grave. M. O'Brien les a informés que l'affaire avait fait l'objet d'une discussion avec le procureur de la Couronne, qui avait décidé de ne pas intenter de poursuite.

Ian MacLean ne se souvenait d'aucune discussion concernant la fermeture du foyer. Ce foyer de groupe avait déjà été le théâtre de deux incidents au cours desquels les fils des parents d'accueil avaient eu des rapports sexuels avec des pupilles adolescentes. J'admets que M. MacLean n'était pas au courant du premier incident impliquant Larry Lapensee. Toutefois, si l'on se fie au témoignage de M. MacLean et au rapport d'incident grave, il est évident que la SAE était au fait à l'époque au moins de l'incident de 1979 impliquant Brian Lapensee. M. MacLean a déclaré lors de son témoignage qu'il savait que les présumés gestes de Brian Lapensee envers au moins trois filles du foyer constituaient possiblement une infraction en vertu du *Code criminel*. Selon moi, étant donné ces circonstances, on aurait dû informer la police des allégations et on aurait dû fermer le foyer. Même s'il n'était pas justifié de porter des accusations en vertu du *Code criminel*, le comportement était tel qu'il n'était pas acceptable de placer dans ce foyer des enfants et des jeunes sous la tutelle de la SAE.

M. O'Brien a reconnu que les renseignements sur Larry Lapensee auraient dû suffire à fermer le foyer.

En décembre 1982, Brian Lapensee est revenu dans la région et est allé vivre une fois de plus à la ferme de ses parents. Tom O'Brien et Ian MacLean lui ont écrit une lettre, datée du 20 décembre 1982, dans laquelle ils lui rappelaient qu'il avait accepté de quitter le domicile de ses parents et de ne plus entrer en contact avec les filles du foyer de groupe. On l'a averti que tout contact avec l'une des filles pourrait entraîner de graves conséquences. Compte tenu qu'il semble que le départ de la région de Brian Lapensee ait constitué un facteur important dans la conclusion de la SAE selon laquelle les pupilles du foyer ne courraient plus de risques, je suis surpris qu'aucune mesure plus agressive n'ait été prise à son retour, afin de veiller à ce qu'il ne constitue pas une menace pour les pupilles de sexe féminin.

En avril 1983, un incident au cours d'un souper de famille des Lapensee a mené M^{me} Archambault à accuser Brian Lapensee de lui faire des avances sexuelles. Cet incident a entraîné une vive dispute de famille. Selon M^{me} Archambault, lorsqu'elle est retournée au domicile des Lapensee le jour suivant, l'une des filles des Lapensee lui a dit qu'elle avait « gâché le plaisir de tout le monde » et que maintenant elle « n'avait plus de domicile ». Roberta Archambault a déclaré lors de son témoignage qu'elle a pris des comprimés et est

allée se coucher « en espérant ne pas se réveiller ». Elle a appelé Mary Miller, qui l'a emmenée à l'hôpital.

M^{me} Archambault a déclaré lors de son témoignage qu'en route vers l'hôpital, elle a dit à M^{me} Miller que les accusations portées par les filles en 1982 contre Brian Lapensee étaient vraies et qu'elle avait menti quand on lui avait posé des questions sur lui, parce qu'elle « avait toujours su gérer Brian et ses avances à son endroit et qu'elle ne voulait pas faire de peine à Ed et à Alice en leur disant la vérité ». Elle voulait désespérément faire partie de leur famille.

Le 7 avril 1983, Mary Miller et Ian MacLean ont interrogé Roberta Archambault à l'hôpital. Elle leur a dit qu'elle avait passé la nuit à la ferme des Lapensee le 2 avril 1983. Aucune entente n'avait été prise avec la SAE concernant cette visite. M. MacLean a déclaré lors de son témoignage qu'il se serait attendu à ce qu'il y ait une demande et des conditions particulières, compte tenu que les Lapensee savaient que Roberta ne pouvait pas rester là et que Brian Lapensee ne pouvait pas avoir de contact avec les pupilles de sexe féminin. Roberta Archambault a indiqué aux intervenants de la SAE qu'à son réveil le lendemain matin, Brian Lapensee était dans sa chambre à coucher et lui a fait des avances sexuelles. Elle a ensuite décrit la fête de famille, la confrontation qui s'est ensuivie et sa tentative de suicide.

Comme dans le cas de l'incident précédent, M. O'Brien a communiqué avec la Couronne plutôt que la police. Il a informé M. Nadon, dans une lettre datée du 23 avril 1983, que la Couronne croyait qu'il n'y avait pas lieu de porter des accusations contre Brian Lapensee à ce moment-là. M. O'Brien était à l'aise d'appuyer sa décision concernant la façon appropriée de procéder sur l'opinion de la Couronne.

À mon avis, la pratique de M. O'Brien qui consistait à s'adresser à la Couronne pour obtenir des directives démontre une mauvaise compréhension des rôles de la police et de la Couronne. C'est la police, et non le procureur de la Couronne, qui décide s'il faut porter des accusations criminelles.

Comme je l'ai indiqué relativement à l'incident de 1982, la SAE aurait dû communiquer avec la police concernant l'allégation formulée par M^{me} Archambault en avril 1983. En plus de ne pas avoir communiqué avec la police, la SAE n'a pas interrogé les pupilles de sexe féminin qui ont été placées dans le foyer au cours de la période allant de 1977 à 1983, afin de déterminer si Brian Lapensee les avait agressées sexuellement ou leur avait fait des avances sexuelles. Étant donné le nombre d'incidents impliquant Brian Lapensee qui avaient été portés à l'attention de la SAE, cela aurait été prudent.

Le 11 avril 1983, Ian MacLean a préparé un rapport d'incident grave recommandant la fermeture du foyer Lapensee. On a toutefois donné aux Lapensee la possibilité de démissionner plutôt que de se voir imposer la fermeture de leur foyer d'accueil.

Le résumé de fermeture a été rédigé par M. MacLean le 7 janvier 1985. Il fait référence à un incident impliquant Brian Lapensee alors qu'il avait 16 ans, soit avant l'incident de 1979. Ian MacLean ne croyait pas que des renseignements avaient été consignés ou que le ministère avait été informé de cet incident. De même, le dossier ne contenait aucune référence à l'incident de 1979 jusqu'à la rédaction du résumé de fermeture de 1985. En fait, le dossier des Lapensee ne contenait aucun renseignement sur la période allant de 1973 à 1985, date du dépôt du résumé de fermeture. Selon moi, la tenue de dossier relative au foyer de groupe des Lapensee a été inexcusable. Ce manquement est encore plus grave compte tenu des nombreuses préoccupations ayant été soulevées à propos du fils des Lapensee. Afin de maintenir la cohérence et d'assurer que les décisions sont prises en toute connaissance de cause, il est essentiel que les dossiers sur les foyers d'accueil et de groupe soient tenus à jour et qu'ils contiennent des descriptions détaillées de tout incident ou de toute préoccupation.

Le foyer des Lapensee, à mon avis, aurait dû être fermé plus tôt. L'incident survenu en 1979, alors que Brian Lapensee a mis enceinte une pupille, aurait constitué un motif suffisant pour fermer le foyer. Il aurait dû au moins y avoir une discussion entre les intervenants de la SAE quant à l'avenir du foyer. Selon M. MacLean, la question de la fermeture du foyer n'a pas été soulevée avec ses supérieurs en 1979. Il a expliqué que la SAE travaillait à remplacer des lits en raison de la fermeture du foyer de groupe de Second Street, qui a pu être une priorité pour lui à l'époque. Il a reconnu qu'en rétrospective, il aurait dû faire les choses autrement.

La réaction de la SAE aux incidents impliquant Brian Lapensee survenus en 1982 et en 1983 était inadéquate. On aurait dû communiquer avec la police. Le foyer aurait dû être fermé en 1982. Lorsqu'il a été fermé, les Lapensee n'auraient pas dû être autorisés à démissionner. Quoi qu'il en soit, le résumé de fermeture aurait dû être rédigé immédiatement, particulièrement si l'on tient compte que les Lapensee ont été autorisés à démissionner sans indiquer dans leur lettre de démission les circonstances de la fermeture du foyer.

La tutelle de Roberta Archambault a pris fin en 1984. En 1992 environ, Roberta Archambault a demandé à la SAE si elle pouvait consulter son dossier de pupille de la Couronne. Elle n'a reçu que quatre ou cinq pages. Lorsque M^{me} Archambault a demandé où était le reste de son dossier, on lui a répondu que la SAE ne pouvait lui donner qu'un résumé de son dossier puisque d'autres parties y étaient nommées.

En 1994, Roberta Archambault a retenu les services d'un avocat pour essayer d'accéder à ses dossiers de la SAE. M^{me} Archambault n'a toujours pas reçu le contenu intégral de son dossier. Elle a reçu un résumé de trois pages supplémentaire.

Jeannette Antoine

Jeannette Antoine et sa sœur aînée, Lorraine, ont été placées dans le foyer d'accueil Reynen le 15 septembre 1966; Jeannette avait alors 5 ans. Jeannette Antoine a prétendu que sa sœur et elle ont toutes deux subi des mauvais traitements d'ordre physique et sexuel au foyer Reynen.

Jeannette Antoine a déclaré que M. Reynen a commencé à l'agresser sexuellement lorsqu'elle avait 5 ou 6 ans. Selon M^{me} Antoine, sa sœur et elle n'ont pas parlé des mauvais traitements au départ, mais lorsqu'elle avait environ 12 ou 13 ans, elle a commencé à en parler, notamment à des enseignants de l'école et à des travailleurs de la SAE.

M^{me} Antoine a déclaré que différents travailleurs de la SAE se rendaient au foyer tous les deux ou trois mois. Elle s'est souvenue que les Reynen étaient toujours présents et que les deux sœurs ne pouvaient pas passer du temps seules avec les travailleurs de la SAE. Elle croyait également que les visites étaient prévues à l'avance parce qu'au moment où le travailleur de la SAE arrivait, il y avait des poupées et des bijoux dans leur chambre, mais ces objets étaient retirés après le départ du travailleur.

Jeannette Antoine s'est souvenue que sa sœur et elle ont commencé à aller au foyer Looyer dans la première année suivant leur arrivée au foyer Reynen. La famille d'accueil Looyer vivait à proximité des Reynen. Les sœurs étaient parfois placées dans leur foyer lorsque les Reynen partaient en voyage ou que M^{me} Reynen était hospitalisée. M^{me} Antoine a déclaré qu'elles subissaient des mauvais traitements de la part du père de M^{me} Looyer, qui les assoyait sur ses genoux et les touchait.

M^{me} Antoine a déclaré que sa sœur et elle avaient trop peur de signaler les mauvais traitements qui avaient lieu au foyer Looyer et qu'elles ne croyaient pas que quelqu'un ait observé les mauvais traitements qu'elles subissaient là-bas. Elle a toutefois prétendu avoir mentionné les mauvais traitements à un certain nombre de travailleurs de la SAE par la suite. Elle a dit en avoir notamment parlé à M. Keough, à Françoise Lepage et à Angelo Towndale.

Jeannette et sa sœur Lorraine ont été transférées au foyer Heemskerk pour un placement en vue d'une adoption le 22 mars 1968. Le 2 juillet 1968, les Heemskerk ont annoncé qu'ils ne pouvaient plus garder Jeannette Antoine, puisqu'elle avait participé à des jeux sexuels avec leur fils. La mère de la famille d'accueil a également indiqué que Jeannette Antoine, qui n'avait pas encore 8 ans, aimait s'exposer à l'adolescent embauché et avait été vue en train de stimuler le chien. Le 3 juillet 1968, une discussion sur le cas a eu lieu, notamment avec le directeur général de la SAE, Tom O'Brien, relativement au comportement de Jeannette Antoine. Ils ont discuté de la possibilité de séparer Jeannette de sa sœur et ont convenu de le faire si cela ne traumatisait pas Lorraine. Le

11 juillet 1968, on a informé la travailleuse de la SAE que les Heemskerk voulaient que les deux sœurs soient retirées du foyer et on les a ramenées au foyer Reynen.

Même si le dossier ne renferme aucune référence au fait que M^{me} Antoine ait divulgué les mauvais traitements à ses travailleurs de la SAE, les références au comportement sexuel contenues dans son dossier auraient dû, à mon avis, alerter la SAE d'un problème potentiel. Bien que ces renseignements au dossier ne permettent pas de conclure à des mauvais traitements, ils indiquent un comportement qui devrait soulever des préoccupations lorsqu'il est manifesté par une si jeune enfant. Bien que la SAE ait pris des mesures pour établir une raison médicale ou psychologique au comportement de M^{me} Antoine, elle aurait dû, selon moi, faire enquête sur les foyers d'accueil où elle restait pour déterminer si la situation de ces foyers était la cause profonde de son comportement sexuel.

Bryan Keough a déclaré que lorsqu'il est devenu le travailleur de Jeannette Antoine en 1972, il a lu son dossier, mais il ne se souvenait pas avoir pris note de ces consignations particulières à l'égard de son comportement sexuel. Il a également indiqué que personne n'a discuté de cela avec lui. M. Keough a déclaré que la mère de la famille d'accueil, M^{me} Reynen, souffrait de dépression et en novembre 1972, elle a été hospitalisée en raison d'une dépression nerveuse et elle a obtenu son congé un mois plus tard. Le 15 mars 1973, Bryan Keough a rencontré M. Reynen, qui a demandé que les enfants soient retirés de son foyer à la fin de l'année scolaire. Malgré ces problèmes, les enfants sont restés. M. Keough a déclaré que son raisonnement à l'époque était que les enfants semblaient aller relativement bien et que l'accent devait être mis sur le fait d'aider M^{me} Reynen à régler ses problèmes.

Le 19 juillet 1973, Bryan Keough a reçu un appel de M. Reynen, qui a demandé que Lorraine Lapointe soit retirée du foyer le plus rapidement possible. Jeannette a été autorisée à rester. Il n'est jamais venu à l'esprit à M. Keough que quelque chose de sexuel était survenu entre M. Reynen et Lorraine. Il ne lui a pas non plus traversé l'esprit de demander à Lorraine si quelque chose pouvait s'être produit après que M. Reynen eut demandé son départ. En rétrospective, il a convenu qu'il était étrange que M. Reynen veuille que Lorraine soit retirée du foyer plutôt que Jeannette.

Jeannette Antoine a vécu une expérience très difficile en tant que jeune enfant placée en famille d'accueil. Je suis incapable de déterminer avec certitude qui a été mis au courant des mauvais traitements qu'elle a subis, puisque son dossier ne renfermait aucune allégation précise de mauvais traitements. Selon moi, toutes les allégations de mauvais traitements déclarées devraient être consignées dans le dossier d'un enfant, que l'on y croie ou non ou qu'elles soient corroborées ou non.

Foyer de groupe de Second Street

Le foyer de groupe de Second Street a été mis sur pied par la SAE de SDG en 1975. Il s'agissait de la première tentative de la société de fournir des soins parallèles aux enfants présentant des problèmes de comportement qui ne fonctionnaient pas bien dans les foyers d'accueil traditionnels. Ce foyer était situé tout près des bureaux de la SAE.

Lorsque le foyer de groupe de Second Street a ouvert ses portes en 1975, la SAE ne possédait aucune politique sur les mesures disciplinaires physiques et aucun document écrit ne stipulait que les avances sexuelles à l'égard des pupilles de la Couronne et les relations avec ces pupilles étaient interdites et constituaient des motifs de renvoi. De plus, la SAE n'offrait aucune formation aux personnes qui exploitaient le foyer de groupe et qui y travaillaient. Pour aggraver les choses, le personnel responsable des enfants au foyer de Second Street ne faisait pas l'objet d'une présélection adéquate.

Rod Rabey, qui a travaillé au service de protection de l'enfance de la SAE de SDG, a été sélectionné pour exploiter le foyer de Second Street lorsqu'il a ouvert ses portes en 1975. Malheureusement, la présence de M. Rabey au foyer de groupe de Second Street n'a duré que quelques mois. Il est décédé subitement en décembre 1975.

La SAE a décidé que Derry Tenger, qui travaillait au service de soins à l'enfance, prendrait la place de M. Rabey et dirigerait le foyer de groupe. L'embauche du personnel était laissée à l'entière discrétion de M. Tenger. À cet égard, la SAE n'a pas adéquatement présélectionné le personnel du foyer de groupe. M. Tenger a décidé de demander à Bryan Keough, un ami proche, de l'aider et a demandé à la SAE de désigner M. Keough comme agent de liaison entre le foyer de groupe et l'organisme.

M. Keough a déclaré lors de son témoignage avoir été témoin de châtiments corporels ainsi que d'autres formes de mesures disciplinaires à l'égard des enfants au foyer de groupe. Il avait lui-même administré un châtiment corporel à un jeune garçon au foyer de Second Street. Cependant, M. Keough a déclaré qu'il n'avait aucune « préoccupation grave à l'égard de ce que » M. Tenger faisait au foyer. Par conséquent, il n'a jamais déclaré les châtiments corporels ou les autres formes de mesures disciplinaires à ses supérieurs de la SAE.

Bryan Keough a reconnu qu'il avait adopté à l'égard de C-75 un comportement « inapproprié » qui constituait une « erreur de jugement ». Le 28 février 1976, Bryan Keough a reçu un appel de la Police provinciale de l'Ontario lui demandant de passer prendre une adolescente en fugue. M. Keough s'est rendu au poste de police pour prendre C-75, une pupille de la SAE avec laquelle il n'avait jamais eu de contact. Bryan Keough a transporté C-75 jusqu'à un foyer d'accueil

d'urgence dirigé par M^{me} Matte. Il a emmené la fille jusqu'à une chambre et lui a ordonné de retirer tous ses vêtements et d'enfiler une robe d'intérieur. M. Keough a reconnu que la fille de 15 ans était bien développée physiquement. Elle a refusé d'enlever ses vêtements et une lutte s'en est suivie entre M. Keough et elle. Bryan Keough a retiré de force les pantalons, le chandail et le soutien-gorge de la fille. Lorsqu'on lui a demandé pourquoi il l'avait forcée à se déshabiller, M. Keough a expliqué que sans vêtements ni souliers, elle ne pouvait pas s'envir en plein hiver, surtout s'il l'attachait au lit, ce qu'il a fait. Une fois qu'elle a eu les mains et les pieds attachés avec un fil de nylon, la fille a réussi à se dégager. Une autre lutte s'en est suivie, puis M. Keough a réussi à attacher fermement la fille au lit. M. Keough a ensuite quitté le foyer d'accueil d'urgence de M^{me} Matte.

M. Keough a déclaré qu'il s'est rendu compte que ses actes étaient excessifs et inappropriés et qu'il avait fait preuve d'un mauvais jugement. Il a décidé de communiquer avec son superviseur, Dave Devlin, ce soir-là pour discuter de l'incident. M. Devlin a immédiatement réprimandé M. Keough. Plus tard ce soir-là, M. Keough est passé prendre C-75 au foyer d'accueil d'urgence de M^{me} Matte pour l'emmerer au foyer de Second Street.

Bryan Keough a vu un des membres du personnel – il croit qu'il s'agissait de Jerry MacGillis – administrer une correction à C-75 avec une ceinture. Le châtiment corporel administré à cette fille était demandé par M. Tenger. M. Keough a déclaré que, bien qu'il « croyait au châtiment corporel », il se préoccupait des châtiments corporels administrés à C-75 pour deux raisons. Tout d'abord, la fille avait été corrigée à quatre ou cinq reprises environ pour un comportement qu'elle avait (prétendument) adopté avant de devenir pensionnaire du foyer de Second Street. Ensuite, M. Tenger était visiblement en colère lorsque les mesures disciplinaires ont été administrées; sa voix était forte, son visage était rouge et il était très contrarié. M. Keough a estimé qu'il n'était pas approprié d'administrer un châtiment corporel à un enfant dans un état de colère. Bryan Keough a été témoin de la correction administrée à C-75, a vu les circonstances dans lesquelles elle a été administrée et a vu la rage de Derry Tenger. Il a considéré cette punition comme inappropriée, mais il ne l'a pas signalée à son superviseur, Dave Devlin, ni aux autres responsables de la SAE.

La semaine suivante, M. Keough a appris que, le soir où il a emmené C-75 au foyer de groupe, l'adolescente avait été forcée de nettoyer la maison, portant seulement un soutien-gorge et des culottes, en présence du personnel, ce qui a clairement constitué une expérience dégradante et humiliante pour l'adolescente de 15 ans. M. Keough a déclaré qu'il n'était pas au courant que les enfants dans le foyer avaient été obligés de prendre des douches froides ce soir-là.

Il est évident que Bryan Keough était au courant des mesures disciplinaires qui avaient lieu au foyer de groupe, lesquelles constituaient des mauvais traitements.

À mon avis, il aurait dû déclarer ce comportement violent à ses supérieurs et il ne l'a pas fait. M. Keough a également utilisé des méthodes de contention et des mesures disciplinaires inappropriées sur des enfants, en particulier sur C-75.

Il est devenu évident aux yeux de M. Towndale, peu après le décès de M. Rabey, qu'il y avait des problèmes au foyer de groupe de Second Street. Lorsque Tom O'Brien, directeur général de la SAE, est parti en congé de maladie en février 1976, le conseil d'administration a demandé à Angelo Towndale d'assumer les fonctions de M. O'Brien jusqu'à son retour. C'est lors d'une réunion du personnel, en février, peu après être devenu directeur général intérimaire de la SAE, que M. Towndale a entendu parler de préoccupations relatives au foyer de groupe de Second Street. M. Towndale a demandé à M. Devlin de vérifier la situation après la réunion. M. Devlin a discuté avec M. Tenger et avisé M. Towndale que le personnel du foyer avait recours à des mesures disciplinaires « douteuses » avec les enfants. M. Towndale s'est entretenu avec M. Tenger au sujet de la discipline. M. Tenger lui a demandé d'expliquer son opposition au châtiment corporel, puisqu'il n'existe aucune politique de la SAE sur la question à l'époque.

M. Towndale était préoccupé par la façon dont étaient traités physiquement les enfants placés au foyer de groupe de Second Street ainsi que dans d'autres foyers d'accueil relevant de la compétence de la SAE de SDG. Malgré cette préoccupation, il ne semble pas que des mesures aient été prises, hormis la confrontation avec M. Tenger.

Le 5 mars 1976, M. Towndale, Dave Devlin et le chanoine Sidney Irwin, membre du conseil, ont rencontré le personnel du foyer de Second Street, dont le directeur Derry Tenger, Michael Keough et Bryan Keough. La rencontre avait pour objet de discuter des punitions corporelles administrées aux enfants au foyer. Lors de la réunion, MM. Towndale et Devlin ont clairement exprimé leur opposition aux châtiments corporels. M. Tenger a indiqué aux fonctionnaires de la SAE que les châtiments corporels constituaient une partie importante de son programme au foyer de groupe et qu'il n'avait pas envie de le laisser tomber. Il a reçu pour consigne d'user de prudence dans l'administration de punitions corporelles aux enfants jusqu'à ce que la SAE ait élaboré une politique sur ce qui constituait l'usage abusif de mesures disciplinaires physiques par le personnel.

En tant que directeur général intérimaire de la SAE, M. Towndale avait l'obligation de veiller à la sécurité des enfants pris en charge par la SAE. La consigne qu'il a donnée à M. Tenger, soit d'user de prudence, était manifestement insuffisante à l'époque.

Le 7 mars 1976, trois jeunes filles habitant au foyer de Second Street se sont enfuies. Lorsqu'elles ont été retrouvées par la police, les filles se sont plaintes d'avoir été battues à coups de sangle. Les filles craignaient également d'être

battues de nouveau pour s'être enfuies du foyer. En fait, le lendemain, Derry Tenger et Michael Keough ont demandé à Angelo Towndale s'ils pouvaient donner des coups de sangle aux trois filles afin de les punir pour leur comportement. M. Towndale a refusé de les y autoriser et a communiqué avec la présidente du comité du personnel de la SAE, M^{me} Labekovski, et une réunion du comité a été convoquée le lendemain, soit le 9 mars 1976.

Le directeur général intérimaire a décidé de réaliser des entrevues dans les bureaux de la SAE et de parler à chaque enfant individuellement. Les renseignements transmis aux représentants de la SAE par ces pupilles ont soulevé de sérieuses questions au sujet de la violence physique, sexuelle et psychologique que subissaient les enfants pris en charge par la Société de l'aide à l'enfance. M. Towndale a qualifié cette façon de traiter les enfants de « dégradante, très dure, inacceptable » et « très inopportun ».

Ces entrevues avec les enfants portaient principalement sur les châtiments corporels. Au cours des entrevues réalisées par la SAE, on n'a pas posé aux enfants de questions sur la présence de comportements sexuels déplacés au foyer de Second Street; cette question n'a pas été abordée. Ce sujet est resté clos, malgré le fait que M. Towndale savait que les pupilles féminines avaient été forcées de se déshabiller et obligées à effectuer des travaux ménagers en sous-vêtements, et que Bryan Keough avait déshabillé et ligoté C-75.

M. Towndale s'inquiétait beaucoup de la manière dont Derry Tenger traitait les enfants au foyer de groupe de Second Street, mais il ne savait pas comment agir par rapport à cette conduite répréhensible. Il a déclaré qu'aucune des politiques de la SAE n'abordait ce sujet et qu'il ne pouvait joindre M. O'Brien pour lui demander conseil. M. Towndale n'a pas communiqué avec le ministère des Services sociaux et communautaires pour obtenir un encadrement ou des conseils relatifs à la situation.

Le 9 mars 1976, le comité du personnel de la Société de l'aide à l'enfance s'est réuni. On a décidé que Derry Tenger, Bryan Keough et Michael Keough devraient prendre part à la réunion afin de discuter de leurs points de vue sur le châtiment corporel et d'autres formes de punitions administrées au foyer de Second Street. Ces hommes se sont assurés que les déclarations des enfants étaient exactes. Cependant, le directeur et les membres du personnel du foyer de groupe « croyaient que leurs actions étaient justifiées ».

Lors de la réunion du comité du personnel de la SAE, une proposition a été adoptée, selon laquelle les employés du foyer de groupe de Second Street devaient s'abstenir de frapper les enfants avec une sangle et que si l'isolement d'un enfant était considéré comme étant nécessaire, il ne devrait pas durer plus de 24 heures et que l'enfant devrait avoir un lit muni des articles de literie appropriés à sa disposition. Le comité du personnel a pris très au sérieux les renseignements

relatifs au foyer de Second Street, estimait qu'il y avait lieu d'enquêter davantage et a convenu que la SAE devrait élaborer des protocoles. L'adoption de la proposition constituait un pas dans la bonne direction, mais la SAE aurait dû agir de façon plus proactive, compte tenu de la réaction du directeur et des employés du foyer de Second Street qui, manifestement, ne partageaient pas le point de vue du comité du personnel de la SAE.

Le 10 mars 1976, le lendemain de la réunion du comité du personnel de la SAE, cinq enfants, dont Jeannette Antoine, se sont enfuis du foyer de Second Street. Jeannette et un autre pupille, Freddie, se sont rendus au bureau de la SAE. Le 11 mars 1976, M. Towndale a décidé que la situation au foyer de groupe s'était détériorée à un point tel qu'il devrait immédiatement démettre M. Tenger de ses fonctions de directeur. Puisqu'il n'existe aucune politique de la SAE sur le châtiment corporel et que M. Towndale ne croyait pas bénéficier du plein appui du conseil, il a demandé à M. Tenger de réintégrer son ancien poste à la SAE et n'a pris aucune mesure pour le congédier.

Lors de la réunion du comité du personnel, le 17 mars 1976, il est devenu évident que les employés du foyer de groupe n'étaient toujours pas réceptifs à d'autres façons de discipliner les enfants. Le comité de la SAE a décidé que le directeur et les employés en poste du foyer de groupe devraient remettre leur démission au conseil immédiatement. Ils ont démissionné au cours des deux jours suivants.

Il est important de noter que Bryan Keough ne s'est pas vu demander de démissionner et a été autorisé à continuer de travailler à la SAE. M. Keough était supervisé par M. Towndale. Même si M. Towndale était consterné par le comportement de M. Keough, aucune mesure disciplinaire n'a été prise contre cet employé de la SAE. M. Towndale a reconnu, lors des audiences, qu'avec le recul, il aurait peut-être dû congédier des employés comme Bryan Keough pour avoir maltraité des enfants. M. Towndale a indiqué que M. Keough n'a pas été congédié parce qu'il s'agissait d'une décision du comité du personnel et que le conseil de la SAE était divisé.

À mon avis, la décision de M. Towndale de verser un blâme au dossier de M. Keough était insuffisante. La SAE avait été informée par M. Keough lui-même ainsi que par C-75 de la façon dont il avait traité cette dernière. M. Towndale disposait de renseignements suffisants pour prendre des mesures contre M. Keough. Il aurait dû signaler la situation à la police.

Lors de l'assemblée annuelle de la SAE, le 24 mars 1976, des conférenciers choisis par M. Towndale ont présenté des exposés sur le châtiment corporel. Différents points de vue ont été recueillis. Pourtant, la SAE n'a pas élaboré de politiques sur les mesures disciplinaires physiques à ce moment. M. Towndale n'a pas réussi à mettre au point un protocole sur les traitements physiques inacceptables infligés aux enfants pris en charge par la SAE.

Lorsque M. O'Brien est revenu à la SAE en avril 1976 après son congé de maladie et a réintégré ses fonctions de directeur général, il a été mis au courant par M. Towndale de la façon dont les enfants avaient été traités au foyer de groupe de Second Street et des mesures prises par M. Towndale, le comité du personnel et le conseil d'administration. M. O'Brien n'a rien fait pour punir correctement Bryan Keough pour son comportement déplacé envers les enfants du foyer de groupe. Il n'a pas non plus veillé à ce que les allégations portées contre le personnel par les enfants vivant au foyer fassent l'objet d'une enquête plus approfondie ou soient signalées à la police. Il n'a pas, après avoir appris de quelle façon étaient traités les enfants, élaboré de politique sur les procédures à suivre avec les pupilles actuels de la SAE prétendant avoir été maltraités par un employé de la SAE. Il n'a pas non plus rédigé de politique sur le signalement de telles affaires internes à la police.

Derry Tenger a été remplacé par Dick Mulligan, et du nouveau personnel a été embauché pour le foyer de Second Street. Ian MacLean est entré au service de la SAE de SDG en 1976. De juin 1976 à février 1977, M. MacLean a assuré la liaison entre l'organisme et le foyer de Second Street.

Il y avait trois employés et six pensionnaires adolescents, principalement des filles, au foyer lorsque M. MacLean est devenu agent de liaison. Ces trois employés étaient John Primeau, Raymonde Houde et Al Herrington. L'absence de politiques ou de routines établies au foyer de Second Street est rapidement devenue évidente aux yeux de M. MacLean.

Il incombait à M. MacLean de mettre sur pied un programme de gestion du comportement et une routine pour le foyer de groupe. Il s'est également vu demander d'élaborer une méthode de travail d'équipe pour le personnel s'occupant des enfants au foyer. M. MacLean s'est vite rendu compte qu'il serait difficile de mettre en œuvre de tels programmes, horaires et processus de travail d'équipe au foyer.

M. MacLean a déclaré qu'il lui aurait été utile de connaître tout l'historique du foyer de groupe de Second Street et d'être pleinement mis au courant de la façon dont les enfants y avaient été traités lorsqu'il est devenu agent de liaison. Il a indiqué qu'il aurait pu porter une plus grande attention aux signaux d'alarme en ce qui concerne la violence potentielle, sexuelle ou physique, faite aux enfants qui vivaient au foyer. Il a en outre affirmé que s'il avait su la façon dont les enfants avaient été traités antérieurement, il aurait agi comme il convient afin que le personnel en poste reçoive une formation adéquate sur les méthodes disciplinaires appropriées. Cependant, M. MacLean n'a pris aucune mesure pour se renseigner sur le traitement réservé aux enfants au foyer avant qu'il devienne agent de liaison.

M. MacLean estimait important que du personnel féminin soit embauché au foyer de groupe de Second Street. M. MacLean croyait que des femmes devraient

être en poste, surtout le soir lorsque les filles sous tutelle étaient au foyer. John Primeau était l'un des employés du foyer à l'égard duquel s'inquiétait M. MacLean. Il arrivait couramment à M. Primeau de faire des sorties avec des adolescentes du foyer de Second Street. M. MacLean a clairement fait savoir à M. Primeau qu'il s'opposait à cette pratique. Cependant, M. Primeau n'a pas suivi les conseils de M. MacLean et a continué à s'adonner au même comportement. M. MacLean a décidé de discuter de la conduite de M. Primeau avec son superviseur, M. Devlin, en juillet et en août 1976. Comme l'a indiqué M. MacLean dans son témoignage : « Plus je travaillais avec John, plus mon degré d'anxiété augmentait. »

Malgré ses inquiétudes au sujet du refus de M. Primeau de suivre les règles au foyer de Second Street et du fait qu'il ait poursuivi ses excursions avec des pensionnaires du foyer, M. MacLean n'a pas discuté avec ces adolescents de ce qui se passait pendant ces sorties. Il n'a pas non plus informé ces adolescents de leurs droits advenant qu'il arrive quoi que ce soit de fâcheux. À mon avis, M. MacLean a négligé de prendre les mesures qui s'imposaient contre John Primeau, un intervenant dont il savait qu'il désobéissait aux règles du foyer de groupe. Il aurait également dû prendre certaines mesures afin d'avoir la certitude qu'il ne se passait rien de déplacé entre John Primeau et les adolescents vivant au foyer. Si M. MacLean avait discuté avec les adolescents placés au foyer, il aurait probablement entendu parler d'autres méthodes disciplinaires douteuses appliquées au foyer de Second Street, comme l'utilisation inappropriée de moyens de contention. Il a déclaré qu'il savait que des moyens de contention étaient utilisés avec les enfants, mais qu'il n'était pas au courant de la technique précisément mise en pratique.

En février 1977, le conseil a décidé de fermer le foyer de Second Street. M. MacLean a cru que la fermeture était attribuable à des raisons strictement financières et qu'elle n'avait rien à voir avec des allégations de méfaits, physiques ou sexuels, commis par le personnel envers des enfants pris en charge par la SAE.

Deux anciennes pensionnaires du foyer ont allégué plus tard, en 1994, que John Primeau s'était livré à des actes à caractère sexuel avec elles.

En 1989, Greg Bell et Suzie Robinson ont été mandatés par la SAE pour enquêter sur des allégations formulées contre Jeannette Antoine, selon lesquelles elle aurait infligé des mauvais traitements physiques à son enfant de 9 ans. C'est au cours de cette enquête que M^{me} Antoine a divulgué à ces intervenants de la SAE qu'elle avait été victime de mauvais traitements pendant son enfance, alors qu'elle était sous la tutelle de la Société de l'aide à l'enfance.

L'une des personnes qui auraient prétendument infligé des mauvais traitements à M^{me} Antoine était Bryan Keough, un collègue de M. Bell. Lors de quelques rencontres qui ont eu lieu en 1989, M^{me} Antoine a déclaré à M. Bell et à M^{me} Robinson qu'elle-même et d'autres enfants avaient été violentés par

le personnel du foyer de groupe de Second Street. Elle était particulièrement préoccupée par le fait que Bryan Keough avait continué de travailler pour la SAE et de côtoyer des enfants.

M. Bell a fait part des allégations de mauvais traitements antérieurs de M^{me} Antoine à Tom O'Brien, directeur général de la Société de l'aide à l'enfance, et à Bob Smith, un superviseur de la Société, le 21 août 1989. Le 23 août 1989, M^{me} Antoine a raconté au directeur général de la SAE que des enfants vivant au foyer de groupe avaient été soumis à de sévères châtiments corporels. Elle a également indiqué qu'il y avait eu de la violence sexuelle, mais M. O'Brien ne savait pas exactement si M^{me} Antoine ou les autres enfants du foyer avaient été assujettis à ces actes à caractère sexuel.

M. O'Brien s'est réuni avec M. Towndale et Bill Carriere le 8 septembre 1989, afin de discuter des mesures que la SAE devrait prendre relativement aux « accusations et aux inquiétudes » de M^{me} Antoine. Ils ont convenu que le président du conseil de la SAE devrait être mis au courant des allégations et qu'une réunion devrait être organisée avec des représentants du Service de police de Cornwall (SPC) et de la Couronne afin de recueillir leurs avis. Ils ont également suggéré que M. O'Brien communique avec le directeur général d'autres SAE, comme celles d'Ottawa et de Renfrew, afin de se renseigner sur la façon dont ces organismes agissaient relativement aux allégations de mauvais traitements formulées contre leurs employés. Il a également abordé la question avec Lenore Jones, superviseure de programmes à Ottawa pour le ministère des Services sociaux et communautaires, qui croyait qu'il y avait lieu de prendre des mesures concernant ces allégations de mauvais traitements antérieurs. M^{me} Jones a aussi recommandé qu'un organisme externe, et non la SAE de SDG, s'occupe de ces allégations.

Il n'existant aucune politique ni aucun protocole à suivre lorsque des allégations de mauvais traitements étaient portées contre des personnes travaillant pour la SAE.

Le 25 septembre 1989, une réunion a été tenue avec le procureur de la Couronne Don Johnson, Joseph St. Denis, chef adjoint du SPC, et l'inspecteur Richard Trew. Ils ont discuté de l'utilisation de la sangle au foyer de groupe et en ont conclu que cette méthode n'enfreignait pas le *Code criminel*. On a proposé que M. O'Brien fasse parvenir une lettre recommandée à Jeannette Antoine pour lui fournir, en annexe, la procédure de la SAE relative aux plaintes et l'inviter à le rencontrer de nouveau. On a également suggéré que si M^{me} Antoine ne donnait pas suite à la lettre, il n'y avait pas lieu de faire quoi ce que ce soit d'autre.

Quelques jours plus tard, M. O'Brien s'est réuni avec Greg Bell, Suzie Robinson, Bill Carriere et Angelo Towndale afin d'examiner la déclaration de M^{me} Antoine. Selon M. O'Brien, certaines de ses allégations étaient véridiques, d'autres étaient exagérées, et d'autres encore n'étaient pas fondées.

Le 29 septembre 1989, après avoir tenu une nouvelle réunion avec M. Towndale et Bill Carriere, M. O'Brien a décidé, avec les deux hauts fonctionnaires, que l'organisme devrait « communiquer de nouveau sans tarder avec la police », parce que des renseignements inscrits dans les notes de Suzie Robinson donnaient à penser que « le personnel s'adonnait à un comportement sexuel déplacé lorsque le foyer de groupe existait encore ». Le 2 octobre 1989, M. O'Brien s'est réuni avec le chef adjoint St. Denis et le sergent-chef Brendon Wells. M. O'Brien a expliqué que lorsqu'il a relu les notes de M^{me} Robinson sur le présumé comportement à caractère sexuel du personnel, sa « vision de la situation a changé » et, par conséquent, M. O'Brien « croyait » qu'il « n'avait d'autre choix » que de communiquer de nouveau avec la police de Cornwall.

M. O'Brien n'a laissé aucune note ni inscription confirmant qu'il avait discuté de ces allégations de mauvais traitements avec Bryan Keough en septembre 1989. M. O'Brien a déclaré que, même s'il avait reçu des allégations selon lesquelles M. Keough avait violenté sexuellement et physiquement des enfants pris en charge par la SAE, il n'avait pas envisagé de le congédier. M. O'Brien a permis à M. Keough de continuer de superviser des enfants placés en foyer d'accueil et de conseiller et d'encadrer les parents d'accueil sur des sujets comme les punitions physiques administrées aux enfants qui leur étaient confiés. M. O'Brien a déclaré que, bien qu'il ne s'en soit pas préoccupé à l'époque, avec le recul, s'il avait réfléchi à ces questions, il aurait « été beaucoup plus prudent ».

À aucun moment la SAE n'a suspendu M. Bryan Keough de son emploi. En fait, elle n'a même jamais enquêté sur ce dernier à la suite des allégations de M^{me} Antoine. M. O'Brien a reconnu lors de son témoignage que le fait de demander à un organisme externe de mener une enquête sur un employé de la SAE de SDG serait « probablement plus objectif ».

Après que M. O'Brien eut transmis le dossier Antoine à son successeur, M. Abell, le nouveau directeur de la SAE n'a pas jugé bon d'examiner plus avant le dossier Antoine concernant les allégations de mauvais traitements formulées contre Bryan Keough. Au cours de son témoignage, M. Abell a déclaré qu'il n'envisageait pas d'ouvrir une enquête interne contre son employé au sujet des allégations de mauvais traitements. À cette époque, il n'avait jamais suspendu d'employé sans solde au sein de la SAE pendant qu'une enquête était en cours.

M. Abell a déclaré lors de son témoignage qu'actuellement, la SAE procède différemment concernant ce genre d'affaires; elles seraient examinées par l'organisme, la personne visée pourrait être démise de ses fonctions et on demanderait à un autre organisme ou à une tierce partie de la SAE d'enquêter sur les allégations formulées contre l'employé de la SAE concerné.

Le 7 octobre 1991, Greg Bell a reçu un appel de Jeannette Antoine lui demandant une copie du dossier de la Société de l'aide à l'enfance la concernant. M. Bell a discuté de sa demande avec son superviseur, Bill Carriere, ainsi qu'avec M. Towndale et Cam Copeland, superviseur. Le directeur général de la SAE est intervenu.

M. Abell a rencontré Jeannette Antoine le 18 octobre 1991. Il lui est immédiatement apparu que la colère de cette dernière visait Bryan Keough pour la façon dont il l'avait traitée durant son enfance alors qu'elle était sous la garde de la SAE. M^{me} Antoine était préoccupée par le fait que M. Keough ait continué à travailler pour la SAE, bien qu'il ait en réalité quitté l'organisme l'année précédente. Elle était d'avis que l'organisme n'avait pas pris ses allégations aussi sérieusement qu'il aurait dû le faire. Elle était en colère qu'aucune accusation criminelle n'ait été portée par la police et elle souhaitait recevoir des excuses de la part de la Société de l'aide à l'enfance. M. Abell ne savait pas si la SAE était en mesure de présenter les excuses réclamées par M^{me} Antoine; c'était une « situation délicate », surtout si une personne envisageait de poursuivre l'organisme.

Le 29 octobre 1991, il a envoyé une lettre à M^{me} Antoine dans laquelle il a essayé de faire preuve de compassion et de soutien et de reconnaître, en partie, le traitement qui lui avait été infligé lorsqu'elle était sous la garde de la SAE. Comme il l'a déclaré clairement lors de son témoignage, il ne s'agissait pas d'excuses. M. Abell a également écrit que si M^{me} Antoine souhaitait que des accusations soient portées contre Bryan Keough dans cette affaire, elle devait s'adresser au SPC.

En février 1992, M. Abell a ordonné à une des intervenantes en protection de l'enfance, Carlene Cummings, de classer le dossier Antoine. M. Abell a pris cette décision parce que, à cette époque, rien n'indiquait que le SPC donnerait suite à cette affaire et que M^{me} Antoine n'avait pas entamé de poursuite au civil contre l'organisme.

Vers la fin de l'automne 1993, Geraldine Fitzpatrick, une intervenante de la SAE, est arrivée au poste de police de Cornwall pour rencontrer l'agente Heidi Sebalj. L'agente Sebalj a demandé son aide à M^{me} Fitzpatrick afin d'effectuer une entrevue avec une femme dans une affaire de mauvais traitements antérieurs. Cette femme prétendait avoir été victime de violence alors qu'elle était pupille de la SAE et qu'elle vivait dans ce foyer de groupe. Il s'agissait de Jeannette Antoine.

L'entrevue effectuée avec M^{me} Antoine a eu lieu le 12 novembre 1993. M^{me} Fitzpatrick n'a informé personne au bureau de la SAE qu'elle effectuait une entrevue avec M^{me} Antoine et l'agente Sebalj. Non seulement elle n'en a pas avisé son supérieur ou les fonctionnaires de l'organisme, mais elle n'a pas non plus ouvert de dossier au sein de la SAE pour cette affaire. M^{me} Antoine

a déclaré avoir été victime de violence physique et sexuelle durant son enfance alors qu'elle vivait au foyer de groupe de Second Street sous la tutelle de la SAE.

Geraldine Fitzpatrick a choisi de ne pas révéler le contenu de l'entrevue qu'elle avait réalisée avec Jeannette Antoine à son superviseur ni aux hauts fonctionnaires de la SAE. Le directeur général de la SAE, Richard Abell, n'a eu connaissance de l'entrevue que M^{me} Fitzpatrick et l'agente Sebalj avaient effectuée avec M^{me} Antoine que deux ans plus tard, lorsqu'en août 1995, Geraldine Fitzpatrick a révélé qu'une entrevue avait eu lieu au SPC à la fin de l'année 1993 et qu'elle a dévoilé les allégations de Jeannette Antoine. Selon M. Abell, il était tout à fait inapproprié que M^{me} Fitzpatrick se livre à cette entrevue sans autorisation. J'admetts et je suis d'avis qu'elle aurait dû aviser ses superviseurs de cette enquête.

Jeannette Antoine a déclaré lors de son témoignage qu'au début de l'année 1994, elle a été approchée par un journaliste, Charlie Greenwell, qui souhaitait obtenir de l'information sur ce qui s'était produit pendant son enfance alors qu'elle était sous la tutelle de la Société de l'aide à l'enfance. Le reportage sur Jeannette Antoine a été diffusé juste après que les médias eurent publicisé les allégations de violence sexuelle formulées par David Silmser. La diffusion de ces reportages en janvier 1994 à la télévision et leur parution dans la presse écrite a inquiété le directeur général de la SAE de SDG. Des allégations de dissimulation institutionnelle, notamment par la SAE, ont paru dans les médias.

Le 12 janvier 1994, M. Abell a reçu une lettre du chef adjoint St. Denis confirmant que le SPC examinerait l'enquête que celui-ci avait menée au sujet des allégations de mauvais traitements formulées par M^{me} Antoine et que le personnel de la SAE serait vraisemblablement interrogé. En janvier 1994, M. Abell savait que l'agent Shawn White avait été assigné à l'enquête sur les allégations formulées par M^{me} Antoine et que le sergent-chef Derochie examinerait l'enquête de police précédente qui avait débuté en 1989.

En novembre 1994, la SAE a été informée des conclusions de l'enquête de l'agent White. L'agent White avait conclu que les preuves étaient insuffisantes pour appuyer des accusations criminelles dans le cadre des affaires du foyer de groupe de Second Street ou des foyers d'accueil. M. Abell a été clairement informé que, bien que l'on présume qu'un certain nombre d'enfants avaient été victimes de violence, la police n'avait effectué aucun suivi.

M. Abell a été « choqué » d'apprendre que d'anciennes pupilles de la SAE, autres que Jeannette Antoine, avaient formulé des allégations de mauvais traitements non seulement physiques, mais également sexuels. M. Abell n'a pas demandé le nom de ces anciennes pupilles à la police. Il n'a pas non plus effectué de suivi auprès de Suzanne Lapointe concernant ses allégations de mauvais traitements au sein d'un foyer d'accueil. M. Abell reconnaît qu'en rétrospective,

il aurait dû demander de plus amples renseignements au SPC et examiner les allégations de mauvais traitements, lesquelles étaient nombreuses. Il a admis qu'il aurait dû être plus proactif et que cela a été une erreur de sa part. Ces anciennes pupilles éprouvaient des difficultés à l'âge adulte et avaient besoin de soutien.

Earl Landry fils

En 1985, la SAE de SDG et le SPC ont mené une enquête conjointe concernant les allégations de violence sexuelle formulées par C-51 contre Gary Seguin. M. Seguin a finalement été accusé et poursuivi en justice. Un intervenant de la SAE, Jean Dupuy, a été chargé d'enquêter sur ces allégations au nom de la SAE. Bill Carriere était son superviseur.

C-51 a également formulé des allégations contre Earl Landry fils qui, à cette époque, était employé par le Service des parcs et des loisirs de la Ville de Cornwall en qualité de préposé à l'entretien du parc King George à Cornwall.

Aux alentours de la mi-septembre 1985, M. Dupuy a reçu une lettre du Dr Malcolm Park, le président de l'équipe de protection de l'enfance du Centre hospitalier pour enfants de l'Est de l'Ontario. Cette lettre indiquait que C-51 et son frère disaient avoir été agressés sexuellement par Gary Seguin et Earl Landry fils. La lettre faisait état de détails à propos des allégations contre M. Landry fils.

Le 19 décembre 2000, Jean Dupuy a fait une déclaration au sergent Brian Snyder concernant la lettre du Dr Park et les allégations de violence sexuelle formulées contre Earl Landry fils qu'elle contenait. M. Dupuy n'était pas en mesure d'expliquer pourquoi cette information n'a pas fait l'objet d'une enquête ni de confirmer qu'elle avait été transmise au SPC. Selon moi, les renseignements contenus dans cette lettre auraient dû être signalés à la police, que la SAE mène ou non sa propre enquête.

La SAE de SDG n'a pas enquêté sur Earl Landry fils parce qu'il n'était pas considéré comme une « personne soignante » et qu'il ne cadrait donc pas avec le mandat de la SAE. M. Carriere a reconnu que cette position a été adoptée en dépit du fait que M. Landry fils travaillait dans un parc régulièrement utilisé par des enfants.

Non seulement la SAE n'a pas enquêté sur Earl Landry fils, mais les notes de cas de Jean Dupuy concernant C-51 ne font pas référence aux allégations formulées contre lui. Bill Carriere a déclaré lors de son témoignage que le dossier aurait dû mentionner Earl Landry fils. Même si la SAE ne l'a pas considéré comme une personne soignante et l'a, par conséquent, exclu de son mandat, ces allégations auraient tout de même dû faire l'objet de discussions au sein de l'organisme.

Cela contraste nettement avec la façon dont la SAE a géré l'affaire Bernie Campbell, qui était l'entraîneur bénévole de plusieurs équipes de sport pour le Service des parcs et des loisirs. MM. Carriere et Dupuy ont tous deux participé à l'affaire Campbell. Lorsque ce dernier a été informé de mauvais traitements possibles, il a avisé la police le jour suivant. Le lendemain, il a accompagné les présumées victimes qui ont fait des déclarations à la police. M. Campbell a été accusé et la SAE a pris la décision de communiquer avec le directeur du service duquel il relevait, en quelques jours seulement. Dans cette affaire, la SAE est intervenue très rapidement. M. Campbell a été accusé et condamné en mars 1986. Bien qu'Earl Landry fils fut seulement préposé à l'entretien et non entraîneur, il pouvait aussi bien entrer en contact avec les enfants qui fréquentaient les mêmes installations récréatives et les côtoyer.

Deux problèmes se posent dans le cadre de la gestion de l'affaire Earl Landry fils par la SAE de SDG. Le premier est la décision de ne pas enquêter et le second est le caractère inadéquat du partage de l'information et de la tenue des dossiers. Pour ce qui est du premier problème, j'admetts que la définition d'une personne soignante était moins vaste en 1985 qu'elle ne l'est aujourd'hui. Toutefois, les faits justifiaient, selon moi, que la SAE effectue au moins certaines vérifications afin de déterminer de façon éclairée si Earl Landry fils était ou non une personne soignante. Savoir qui est considéré comme une personne soignante reste difficile. Le concept de personne soignante doit être défini de façon plus précise. Le deuxième problème dans cette affaire est le caractère insuffisant de la tenue des dossiers et le manque de partage de l'information. J'ai déjà souligné que la lettre du Dr Park, ou du moins les renseignements qu'elle contenait, auraient dû être partagés avec la police.

Earl Landry fils a, une fois de plus, attiré l'attention de la SAE en 1993, pour deux raisons. Tout d'abord, sa femme et lui ont présenté une demande en vue de devenir parents d'accueil de C-54. Ensuite, une plainte anonyme déposée contre M. Landry fils pour violence sexuelle contre un jeune a été signalée par le psychologue de la victime présumée. Il est regrettable qu'Earl Landry fils n'ait pas fait l'objet d'une enquête plus approfondie en 1985. Une enquête plus complète menée par la SAE et (ou) conjointement par la SAE et le SPC aurait pu éviter que M. Landry fils ne fasse d'autres victimes après 1985.

En mai 1993, Earl Landry fils et sa femme, Lucie Landry, ont présenté à la SAE de SDG une demande de famille d'accueil provisoire pour C-54. Être une famille d'accueil provisoire signifie que le candidat souhaite accueillir un seul enfant en particulier et non d'autres enfants qui doivent être placés en famille d'accueil. En raison du caractère inadéquat de la tenue des dossiers et de la coordination des rapports antérieurs concernant Earl Landry fils, conformément à ce qui a été précédemment écrit, les dossiers consignés à la

SAE de SDG ne divulquaient aucune allégation antérieure qui pourrait avoir déclaré les Landry inadmissibles au statut de parents d'accueil.

Au moment où la demande relative à C-54 a été faite, la SAE avait déjà eu des contacts avec lui. En 1991, il avait été porté à l'attention de la SAE de SDG comme étant une victime de violence sexuelle commise par un membre de la famille de sexe masculin et avait participé à un programme de traitement pour agression sexuelle en milieu familial. Cependant, Bill Carriere, qui était à l'époque superviseur du service de protection, a indiqué que la SAE ne savait pas que C-54 avait été agressé par Earl Landry fils lorsque la demande de famille d'accueil avait été présentée. Cela n'a été découvert que beaucoup plus tard.

Les personnes qui demandent de devenir parents d'accueil doivent fournir des lettres de recommandation. Dans cette affaire, Earl Landry père, qui s'était identifié comme étant un chef de police de Cornwall à la retraite, s'était porté garant de son fils. Même s'il était au courant des allégations formulées contre son fils en 1985, le père a fourni des recommandations sans faire de mise en garde.

Le 13 septembre 1993, la SAE a reçu un appel d'un psychologue de Cornwall, le Dr Wayne Nadler, visant à signaler que l'un de ses patients lui avait dévoilé avoir subi des mauvais traitements d'ordre sexuel perpétrés par Earl Landry fils, alors qu'il était encore enfant. Ce patient ne voulait pas que la SAE ou la police soit saisie de l'affaire.

Le 20 septembre 1993, la SAE a envoyé à la famille Landry une lettre d'approbation de famille d'accueil provisoire pour C-54.

Le 4 octobre 1993, le Dr Nadler a fourni des renseignements signalétiques supplémentaires : le présumé auteur des mauvais traitements était le fils d'un ancien chef de police. À ce moment-là, le personnel de la SAE n'avait encore établi aucun lien entre le rapport de 1993 et les allégations antérieures qui avaient fait surface en 1985. Il est évident, cependant, que l'information transmise par le Dr Nadler identifiait Earl Landry fils, qui était récemment devenu un père d'accueil, comme un présumé auteur de mauvais traitements infligés aux enfants.

Au cours de son enquête, Mme DeBellis a parlé à C-51, une personne identifiée par le sergent comme étant l'une des personnes qui avaient formulé des allégations en 1985. Même si C-51 ne pouvait pas donner le nom de son agresseur, il a toutefois fourni des renseignements signalétiques importants sur la personne qui l'avait agressé sexuellement lorsqu'il avait 9 ou 10 ans, y compris le fait que l'agresseur travaillait à l'époque comme employé de la ville.

M. Earl Landry fils travaillait à un aréna local, où il pouvait avoir des contacts avec des enfants. Par conséquent, lors de la réunion du 29 octobre 1993, il avait été décidé qu'on communiquerait avec le responsable du Service des parcs et des loisirs de la Ville de Cornwall. On avait tenté de communiquer avec le responsable du Service des parcs et des loisirs, qui était alors l'employeur

d'Earl Landry fils, mais il s'était absenté pour la journée. Aucune autre tentative n'a été faite pour communiquer avec l'employeur.

Lors d'une réunion tenue le 21 décembre 1993, la SAE a conclu qu'elle disposait de suffisamment de renseignements pour déduire qu'Earl Landry fils avait probablement agressé C-51 et le client du Dr Nadler. Cependant, la SAE n'a pas informé l'employeur d'Earl Landry fils, n'a pas communiqué avec la police et n'a pris aucune mesure pour faire inscrire son nom dans le Registre des mauvais traitements infligés aux enfants. De plus, bien que le personnel de la SAE ait mentionné à C-54 qu'il préférât qu'il quitte le domicile des Landry, il n'a pris aucune autre mesure, parce que C-54 avait 16 ans et qu'il ne voulait pas déménager. Le 20 janvier 1994, la famille Landry a été informée que leur statut de foyer d'accueil provisoire avait été révoqué.

En décembre 1995, l'intervenante de la SAE, Carole Leblanc, a reçu des allégations de C-52 à l'effet qu'il avait été agressé par Earl Landry fils au parc King George lorsque C-52 avait entre 12 et 16 ans. Mme Leblanc a indiqué qu'elle n'était pas au courant des allégations de 1993 et de 1985 au sujet d'Earl Landry fils. Elle a communiqué les renseignements qu'elle avait recueillis au SPC.

Lors d'une réunion sur la gestion des risques survenue en mai 1996, la question d'informer le Service des parcs et des loisirs au sujet d'Earl Landry fils a refait surface. Il a été décidé que la SAE se trouvait dans « une situation instable » pour ce qui était d'informer l'employeur, malgré la troisième allégation et le fait qu'il avait été établi qu'Earl Landry fils aurait vraisemblablement agressé C-51 et une autre personne. En avril 1997, la question de savoir s'il fallait informer l'employeur était toujours à l'étude, mais, encore une fois, aucune mesure n'a été prise.

La SAE n'a pas su prendre les mesures nécessaires. Il existait assez d'éléments de preuve pour justifier le fait d'informer l'employeur, qui aurait ainsi pu prendre ses propres mesures. Lorsqu'un employeur est informé d'une allégation, il peut prendre des mesures, comme affecter une personne aux tâches où elle ne sera pas en contact avec des enfants ou la suspendre avec salaire pendant l'enquête sur la situation.

Tout au long de l'enquête de la SAE en 1993, C-54 a nié avoir été agressé par Earl Landry fils. Cependant, en août 1997, il a révélé au SPC qu'Earl Landry fils l'avait agressé. Earl Landry fils a été accusé par le SPC en 1997 et a plaidé coupable à des accusations relativement à cinq plaignants, y compris C-54, en août 1999. Il a été condamné à cinq ans d'emprisonnement.

La question de la vérification par renvoi médiocre ou inexiste dans les dossiers de la SAE est un thème récurrent dans l'affaire Landry. Le personnel responsable des familles d'accueil avait approuvé le placement au moment même

où un signalement crédible de mauvais traitements était fait. De plus, il semble que l'information consignée laissait à désirer en ce qui concerne les plaintes de 1985 et de 1993.

Le fait que les dossiers étaient incomplets n'est pas anodin. Cela a donné lieu à l'approbation d'une famille d'accueil inappropriée et à des délais dans le signalement à l'employeur du risque éventuel associé à un employé qui était en contact avec des enfants. Bien que je n'attribue pas à la SAE les lacunes de l'enquête de l'affaire Landry du SPC, si les dossiers de la SAE avaient été mieux tenus, ils auraient pu être plus utiles pour le SPC ou auraient pu permettre d'exercer des pressions sur la police de Cornwall pendant cette très lente enquête.

Project Blue

L'origine de Project Blue remonte à une discussion à la fin de septembre 1993 entre Richard Abell, directeur général de la Société de l'aide à l'enfance et l'agent Perry Dunlop dans le stationnement du Quinn's Inn de St. Andrew's.

L'agent Dunlop a dit à M. Abell qu'il avait entendu une conversation entre des agents du poste de police au cours de laquelle le nom de l'abbé Charles MacDonald avait été mentionné. Perry Dunlop était très contrarié que le SPC n'ait pas entrepris une enquête concernant des agressions sexuelles à l'endroit d'une jeune personne commises par un prêtre. L'agent croyait que l'enquête n'avait pas été bien menée. Il craignait que des enfants de la collectivité soient toujours à risque de subir des mauvais traitements. Il estimait qu'il était tenu, de par la loi, de communiquer ces renseignements à la Société de l'aide à l'enfance. L'agent Dunlop a dit à Richard Abell qu'il détenait une copie de la déclaration de la victime.

Le lendemain, Perry Dunlop a montré à Richard Abell la déclaration de David Silmser concernant ses allégations de violence sexuelle. Dans cette déclaration, M. Silmser avait fait des allégations de violence sexuelle contre non seulement l'abbé Charles MacDonald, mais également Ken Seguin, un agent de probation de Cornwall. M. Abell a alors compris qu'il s'agissait d'allégations de mauvais traitements antérieurs. M. Abell a assuré à l'agent Dunlop qu'il donnerait suite à l'affaire au sein de sa propre organisation. M. Abell ne prit pas la copie de la déclaration de la victime de Perry Dunlop à ce moment-là, mais il la lut et constata qu'elle était très crédible.

Quelques jours plus tard, Richard Abell a décidé de communiquer avec l'agent Dunlop pour savoir ce qui était ressorti de ses discussions avec le sergent-chef Brunet et les membres de son corps de police. Helen Dunlop raconta au directeur général de la SAE que les discussions de son mari avec le sergent-chef Brunet ne s'étaient pas bien déroulées. L'agent Dunlop avait été avisé de mettre fin à son implication dans l'affaire MacDonald et mis en garde

qu'il pourrait être accusé en vertu de la *Loi sur les services policiers*. L'agent Dunlop, lui dit-elle, avait également parlé avec le procureur de la Couronne, Murray MacDonald. M^{me} Dunlop a dit au directeur général de la SAE qu'elle avait elle-même communiqué avec David Silmser afin de prendre des dispositions pour le rencontrer. M. Abell a été surpris de voir que M^{me} Dunlop s'était impliquée dans cette affaire en communiquant avec une présumée victime de violence sexuelle.

M. Abell a recueilli la déclaration de la victime au domicile des Dunlop le lendemain matin et a assuré l'agent du SPC qu'il discuterait de l'affaire avec les hauts fonctionnaires de la SAE et déciderait si la SAE procéderait à une enquête.

Selon M. Abell, les circonstances présentées dans le cadre de l'affaire Silmser, soit des mauvais traitements antérieurs infligés par un prêtre qui continue de jouer un rôle actif au sein de l'église et de la collectivité, exigeaient que des agents du SPC fassent rapport à la Société de l'aide à l'enfance. Le directeur général de la SAE croyait que l'omission de l'agent de police responsable de l'enquête et de son superviseur de signaler l'affaire à la SAE était attribuable au manque de clarté entourant les cas de mauvais traitements antérieurs. Je suis d'avis que l'obligation légale prévue à l'article 72 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* devrait être modifiée. Cet article devrait indiquer clairement qu'il y a obligation de déclarer les cas de mauvais traitements antérieurs infligés aux enfants lorsque le présumé agresseur continue de présenter un risque pour les enfants.

M. Abell a rencontré ses cadres supérieurs le 30 septembre 1993. Le commentaire suivant figurait dans les notes de M. Abell à propos de la réunion du 30 septembre 1993 : « Fort consensus, nous avons l'obligation d'instituer une enquête motivée par l'inquiétude que pose la possibilité que des enfants fassent actuellement l'objet de mauvais traitements. » Ce consensus a mené à la création du Project Blue de la SAE.

Richard Abell a rencontré le chef Shaver le 1^{er} octobre 1993. Lors de la réunion, M. Abell a passé en revue avec le chef de police l'article de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* qui porte sur le devoir de déclaration et lui a dit qu'il existait un devoir prescrit dans la loi de déclarer ces présumés mauvais traitements à la Société de l'aide à l'enfance. Le directeur général de la SAE a également indiqué au chef Shaver que la déclaration de la victime était « très » crédible et que M. Abell avait l'intention de mener une enquête. Le chef a admis que son corps de police avait « tout bousillé », que l'enquête n'avait pas été poursuivie et qu'elle avait été « mise en veilleuse ». M. Abell trouvait ces commentaires « cinglants » à l'époque et se souvenait fort bien de cette reconnaissance de la part du chef de police.

La SAE a rencontré M^{gr} LaRocque le 12 octobre 1993. MM. Carriere et Towndale ont accompagné M. Abell à la réunion. M. Abell a indiqué à l'évêque que l'organisme faisait enquête sur les allégations de mauvais traitements infligés par l'abbé Charles MacDonald. M. Abell a précisé qu'il voulait que l'abbé MacDonald soit à l'extérieur de la paroisse pour permettre à la SAE d'effectuer librement son enquête. M. Abell a déclaré lors de son témoignage que la principale raison pour laquelle il voulait s'assurer que le prêtre ne se trouvait pas dans la paroisse était qu'il se préoccupait de la sécurité des enfants. L'évêque était « très réticent » à se conformer à cette demande, selon les notes de la réunion. Ils ont eu une « discussion animée » et ont finalement convenu que l'abbé MacDonald resterait à l'écart de la paroisse pour une période de deux semaines. Les représentants de la SAE savaient que cela n'était pas suffisant pour permettre à l'organisme de terminer son enquête.

M^{gr} LaRocque a indiqué aux représentants de la SAE qu'il s'était opposé à payer David Silmser, mais que l'avocat du diocèse, Jacques Leduc, et l'avocat de l'abbé Charles MacDonald, Malcolm MacDonald, l'avaient persuadé de le faire. M. Abell a demandé à l'évêque de donner à Jacques Leduc la permission de parler librement et ouvertement à la SAE du cas Silmser.

Le 14 octobre 1993, le Project Blue a été entrepris par la Société de l'aide à l'enfance. Le projet avait pour principal objectif de déterminer si l'abbé Charles MacDonald présentait un risque actuel de mauvais traitements pour les enfants de la région de Cornwall.

Le 14 octobre 1993, M. Abell a donné un compte rendu à Lenore Jones, superviseure de programmes au ministère des Services sociaux et communautaires. Elle a accepté de tenter de découvrir si l'agent de probation et de libération conditionnelle Ken Seguin travaillait au ministère. M. Abell a appris par la suite que M. Seguin ne travaillait pas en fait pour le ministère des Services sociaux et communautaires. Davantage d'efforts auraient dû être déployés à mon avis pour déterminer si M. Seguin était en contact avec des jeunes, peu importe le ministère pour lequel il travaillait.

À la réunion d'équipe qui a eu lieu le 29 octobre 1993, le directeur général de la SAE a appris que l'évêque s'était engagé par l'entremise de son avocat, Jacques Leduc, à accorder à la SAE le temps nécessaire pour enquêter sur les allégations. M. Abell, comme il a été mentionné, avait d'abord été informé que la SAE ne disposait que de deux semaines. On l'avisait maintenant que l'abbé MacDonald ne retournerait pas à sa paroisse.

Le 21 octobre 1993, MM. Carriere et Bell ont rencontré le sergent-chef Brunet et l'agente Sebalj du SPC. On a permis à M. Carriere et à M. Bell d'examiner les déclarations de certaines des présumées victimes de l'abbé MacDonald, mais la police ne leur a pas divulgué leur identité. Par conséquent, la SAE ne

pouvait pas communiquer avec elles. Trois déclarations en particulier ont inquiété M. Carriere. La première mettait en cause une personne qui avait connu l'abbé MacDonald, selon M. Carriere, à la paroisse de St. Columban's. Le prêtre avait offert un soir d'après-midi à reconduire chez lui le jeune en question, qui avait alors 18 ans. Il a prétendu que l'abbé MacDonald avait mis sa main sur son aine et lui avait demandé s'il se sentait à l'aise. Le jeune a répondu « non » et le prêtre a alors retiré sa main. Aucun autre contact n'a eu lieu avec la prétendue victime. Le deuxième incident comprenait l'agression sexuelle d'un jeune qui avait passé la nuit chez l'abbé MacDonald. La troisième déclaration qui préoccupait M. Carriere indiquait que l'abbé MacDonald avait montré des revues pornographiques à deux garçons qui avaient 11 ou 12 ans.

Greg Bell a appelé David Silmser le 28 octobre 1993. M. Silmser a été surpris de l'appel de la SAE et il s'inquiétait du fait que l'organisme était au courant des mauvais traitements qu'il avait subis. M. Silmser a indiqué à M. Bell qu'on l'avait empêché de discuter des mauvais traitements avec la SAE en raison du règlement financier qu'il avait conclu avec le diocèse.

Le lendemain, une réunion d'équipe a eu lieu entre MM. Abell, Carriere, et Bell et M^{mes} DeBellis et MacLennan. On a convenu que l'on devait demander à Jacques Leduc, l'avocat qui représentait le diocèse, un exemplaire du règlement financier conclu entre l'Église et M. Silmser, ainsi que les rapports de l'établissement Southdown sur l'abbé Charles MacDonald.

David Silmser a été interrogé par la SAE le 2 novembre 1993. Il a décrit les mauvais traitements infligés par l'abbé Charles MacDonald et Ken Seguin. À la surprise des représentants de la SAE, M. Silmser a également prétendu au cours de l'entrevue qu'il avait été agressé sexuellement par un enseignant, Marcel Lalonde. Il s'agissait de la première fois que la SAE entendait dire que M. Lalonde était un présumé auteur de violence sexuelle sur un enfant. À la connaissance de M. Carriere, le SPC n'avait pas informé la SAE de l'enquête réalisée en 1989 par l'agent Malloy sur Marcel Lalonde relativement à des mauvais traitements d'ordre sexuel.

M. Silmser a déclaré que M. Lalonde avait enseigné à des élèves de huitième année à la Bishop Macdonell School et qu'il croyait que M. Lalonde enseignait toujours. La SAE savait qu'en tant qu'enseignant, Marcel Lalonde serait en contact avec de nombreux enfants. La SAE a pourtant décidé de ne prendre aucune mesure pour confirmer ces renseignements, aviser l'établissement d'enseignement, entreprendre une enquête ou communiquer avec le conseil scolaire. À mon avis, la SAE aurait dû aviser le conseil scolaire qu'une allégation de violence sexuelle antérieure avait été portée contre Marcel Lalonde.

Ken Seguin s'est suicidé à la fin de novembre 1993. À ce moment, la SAE n'avait pas encore commencé son enquête sur M. Seguin. Des représentants

de la SAE ont déclaré qu'avant le suicide de M. Seguin, la SAE n'avait pas eu suffisamment de renseignements sur les présumés mauvais traitements infligés par M. Seguin et n'avait donc pas voulu lancer une enquête et exposer l'organisme à une responsabilité civile ou possiblement détruire la carrière de M. Seguin. M. Carriere a déclaré que si la SAE avait possédé des renseignements supplémentaires, elle aurait communiqué avec l'employeur de M. Seguin au Bureau de probation de Cornwall et (ou) avec le ministère des Services correctionnels pour les aviser que M. Seguin pouvait représenter un risque pour les jeunes probationnaires. Mais tout cela était constaté avec du recul. La SAE n'a jamais enquêté sur M. Seguin et n'a pas avisé le ministère des Services correctionnels.

Le 30 novembre 1993, M. Bell a reçu des documents de Malcolm MacDonald, lesquels comprenaient certains des documents en cause dans le règlement financier conclu entre le diocèse et David Silmser. Ils comprenaient un exemplaire du document de décharge et de l'engagement de non-divulgation, le document de règlement, le certificat de conseil juridique indépendant, ainsi qu'un rapport de l'établissement Southdown sur l'abbé MacDonald. Malcolm MacDonald a demandé à la SAE l'engagement que les documents fournis demeurent confidentiels et lui soient retournés une fois que l'organisme n'en aurait plus besoin.

Le reportage de M. Greenwell sur les allégations de M. Silmser a été diffusé le 6 janvier 1994 sur les ondes de CJOH. Des parties de la déclaration manuscrite que David Silmser avait remise à la police en février 1993 ont été diffusées à la télévision.

Le 6 janvier 1994, après la diffusion, M. Abell a reçu un appel de son prédécesseur, Tom O'Brien, qui lui a dit qu'il communiquait avec lui à titre de membre de la communauté « catholique » et lui a fait savoir qu'il connaissait une autre présumée victime. M. Abell ne comprenait pas bien si l'abbé MacDonald était l'auteur présumé de mauvais traitements infligés à cette victime, mais le directeur général de la SAE n'a pas demandé plus de détails à M. O'Brien.

David Silmser, bouleversé par les reportages dans les médias, a téléphoné à M. Abell. Il ne savait pas qui avait divulgué sa déclaration aux médias : la SAE, le SPC ou une autre institution, ou une personne. Il était très apparent que David Silmser avait perdu confiance dans la Société de l'aide à l'enfance et dans les institutions en général.

M. Abell a divulgué un communiqué de presse le 10 janvier 1994. Il y décrivait le mandat de la SAE à l'égard d'enfants de moins de 16 ans et a clairement indiqué que l'organisme s'intéressait aux allégations de mauvais traitements antérieurs infligés aux enfants de la part d'adultes, puisque les enfants dans la collectivité pouvaient être susceptibles d'être victimes de violence par l'agresseur présumé.

C'est lors de la réunion du 17 février 1994 que les représentants de la SAE qui participaient à l'enquête intitulée Project Blue ont vérifié les allégations de violence sexuelle faite à David Silmser par l'abbé Charles MacDonald. La SAE a conclu qu'il y avait quelque chose de vérifiable dans l'allégation de violence sexuelle infligée à David Silmser pendant son enfance par l'abbé Charles MacDonald. Après que la décision de vérification eut été prise, la SAE a envoyé des lettres au SPC et à la Police provinciale de l'Ontario en vue de les informer de sa décision.

Il importe de noter que la SAE n'avait pas communiqué avec le registrateur du Registre des mauvais traitements infligés aux enfants après la décision de vérification de la SAE, à savoir que l'abbé Charles MacDonald a agressé sexuellement David Silmser. Il existe une obligation à l'effet qu'en cas de vérification de mauvais traitements, la SAE consigne ces renseignements dans un rapport avec le registrateur. À mon avis, la SAE aurait dû consigner le nom de l'abbé MacDonald au Registre des mauvais traitements infligés aux enfants.

La dernière réunion de l'équipe de la SAE sur le Project Blue a eu lieu le 27 mars 1995.

Comme il a été mentionné, il y avait certains aspects de cette intervention qui auraient pu être abordés différemment. Lorsque les enquêteurs du Project Blue ont entendu parler pour la première fois des allégations formulées par David Silmser contre l'enseignant Marcel Lalonde, ils auraient dû communiquer avec la SAE. M. Carriere l'a reconnu. Avec le recul, je suis d'avis que la SAE aurait dû communiquer avec l'employeur de M. Lalonde, car il était enseignant, qu'il occupait une position de confiance et qu'il était constamment en contact avec des enfants.

C-14

C-14 a allégué avoir été victime de nombreuses fois de violence physique et sexuelle pendant qu'il était pris en charge par la SAE.

C-14 a été initialement placé dans la famille d'accueil de Ken et Muriel Barber en juin 1972. Il avait presque 10 ans. Selon C-14, la violence physique dont il a été victime de la part de M. et M^{me} Barber a débuté environ un mois après son arrivée au foyer. En plus de la violence physique dont il a été victime de la part des Barber, C-14 a également déclaré qu'Arthur Sypes l'a agressé sexuellement pendant qu'il était chez les Barber. C-14 a déclaré que la violence sexuelle a commencé peu de temps après son arrivée au foyer d'accueil. Il a expliqué que ses parents d'accueil l'avaient souvent confié à la garde de M. Sypes lorsqu'ils avaient des activités sociales.

Jim Wylie a été le premier travailleur social responsable de C-14 après son arrivée dans la famille Barber. C-14 a déclaré que, lorsqu'on l'amena au

foyer des Barber, M. Wylie a indiqué clairement qu'il fallait le traiter « sans ménagement »; la famille fut informée de ne pas hésiter à utiliser la manière forte. C-14 a indiqué avoir surpris M. Wylie en train de dire à M^{me} Barber qu'on n'acquiescerait pas à une demande de transfert de C-14.

M. Wylie a été le travailleur social responsable du dossier de C-14 pendant seulement un peu plus d'un mois. Rod Rabey a été le deuxième travailleur social affecté à C-14. C-14 a déclaré n'avoir jamais parlé à M. Rabey de la violence sexuelle dont il a été victime chez les Barber, mais qu'il lui avait dit qu'on le frappait avec une sangle. C-14 ne lui a rien dit d'autre sur ce qui lui était arrivé dans la famille Barber. Il a déclaré que ça lui avait fait du bien de parler finalement à quelqu'un de la violence dont il était victime. Il a cru cependant que rien n'avait été fait pour stopper la violence.

En septembre 1974, Bryan Keough est devenu le travailleur social affecté à C-14. Selon C-14, il se rendait à la maison de temps en temps, mais ne l'a jamais rencontré sans que la mère d'accueil ne soit présente. Bien que M. Keough se souvienne de nombreuses discussions houleuses autour de la table de cuisine des Barber qui portaient sur le comportement de C-14, il a nié n'avoir jamais rencontré C-14 en privé. Les notes de cas de M. Keough indiquent ce qui suit : « Au cours de nombre de ces occasions, je rencontrais la mère d'accueil et [C-14] ensemble, puis séparément. » Dans une partie précédente du présent chapitre, j'indique qu'il est important que les intervenants de la SAE procèdent à des rencontres à l'extérieur du foyer d'accueil.

M. Keough a également noté que les punitions étaient parfois trop sévères par rapport aux fautes commises.

C-14 a été retiré du foyer Barber le 29 août 1977 à sa demande et à celle de ses parents d'accueil. C-14 a été placé dans le foyer d'accueil de M. et M^{me} Hubert de la fin août 1977 à mars 1978. Bryan Keough est demeuré le travailleur social affecté à son cas. C-14 a déclaré que, peu de temps après son arrivée chez les Hubert, il avait fait part à M^{me} Hubert de certains incidents de violence qui avaient lieu dans la famille d'accueil Barber. C-14 n'a pas mentionné la violence sexuelle à M^{me} Hubert. Il a dit qu'il ne voulait pas en parler, car quand il avait essayé de parler de la violence physique dont il avait été victime avec le travailleur social précédent, Rob Rabey, rien n'avait été fait et on l'avait ridiculisé pour avoir allégué ces choses. De plus, C-14 ressentait beaucoup d'anxiété, de culpabilité et de honte face à la violence sexuelle dont il avait été victime.

Après les révélations de C-14 à M^{me} Hubert, une rencontre a eu lieu avec C-14, M^{me} Hubert et M. Keough afin de discuter des allégations de violence physique infligée chez les Barber. C-14 a relaté en détail à M. Keough la violence physique dont il avait été victime.

C-14 a allégué qu'il avait été systématiquement victime de violence dans la famille Barber et qu'il était très perturbé que M. Keough ne l'ait pas compris. Il

a demandé qu'on lui affecte un nouveau travailleur social. M. Keough a déclaré que c'était la première fois qu'il avait été mis au fait des allégations de violence.

C-14 a déclaré à M. Keough que ses superviseurs étaient déjà au fait de ses allégations. M. Keough semblait surpris. À ce moment, le superviseur de M. Keough était Angelo Towndale.

En septembre ou en octobre 1977, M. Towndale avait pris des dispositions pour envoyer un questionnaire à tous les adolescents placés, sur la façon dont ils étaient traités. C-14 avait rempli le questionnaire. M. Keough était préoccupé du fait que M. Towndale ne l'ait pas avisé de ces allégations. Bien que j'appuie l'initiative de M. Towndale d'avoir envoyé ce type de questionnaire aux enfants placés à la suite des allégations de violence commise au foyer de groupe de Second Street, il est important que les intervenants de première ligne œuvrant directement auprès des enfants en soient avisés et qu'on leur fasse part des résultats.

Après avoir divulgué ces allégations de mauvais traitements physiques à un certain nombre de représentants de la SAE, C-14 a déclaré que la société ne lui a offert aucun service de counseling ou de soutien. MM. Towndale et Keough ont tous deux reconnu ne pas avoir offert de services de counseling à C-14 ou ne pas avoir pris de dispositions pour qu'il rencontre un médecin. De plus, la police n'a pas été avisée au sujet des allégations de C-14.

Bryan Keough a mené une enquête sur les allégations de violence faites par C-14. Malgré le fait que C-14 ait allégué que M. Keough avait fait preuve d'incompétence en ne relevant pas la violence dont il avait été victime chez les Barber, M. Keough n'a pas jugé qu'il était inapproprié de mener l'enquête lui-même. Selon M. Towndale, M. Keough aurait dû prendre des dispositions pour que ce soient les Services de protection de l'enfance ou un autre service de la SAE qui mènent l'enquête. De plus, il aurait dû signaler à son superviseur ce problème ainsi que les mesures qu'il avait l'intention de prendre.

Ceci dit, je crois que M. Keough aurait dû demander qu'un autre travailleur social mène l'enquête sur les allégations faites par C-14. C-14 accusait clairement M. Keough de ne pas avoir relevé la violence dont il était victime, en plus d'alléguer que celui-ci avait toujours pris la part des parents d'accueil. À la lumière de ce qui avait été allégué, M. Keough s'était mis en situation de conflit d'intérêts, du seul fait de cette accusation, et n'aurait pas dû mener ces entrevues. Nonobstant les accusations spécifiques portées par C-14 à l'encontre de M. Keough, si la violence alléguée par C-14 a eu lieu, cela lèverait des doutes quant aux observations faites par M. Keough et à ses interactions avec C-14 et sur le fait qu'il ne s'était pas rendu compte de la violence commise et de ses effets sur C-14.

Le fait qu'on n'a pas communiqué avec la police me préoccupe également. Bien que le châtiment corporel des enfants ait été une pratique acceptée dans les années 1970, M. Keough reconnaît dans ses notes de cas que les punitions de C-14 avaient été trop sévères et qu'il avait été battu. M. Keough a jugé que ces mauvais traitements justifiaient de recommander la fermeture du foyer d'accueil. Les gestes des Barber peuvent même avoir constitué des voies de fait et on aurait dû en aviser la police afin qu'elle mène sa propre enquête. De plus, on aurait dû offrir des services de counseling à C-14.

Vers juillet 1993, C-14 s'est entretenu avec Richard Abell, le directeur général de la SAE, en vue d'accéder à son dossier. En 1994, C-14 a fait appel à un avocat pour l'aider à accéder à son dossier de la SAE. Il a fallu près de un an avant que C-14 ne soit autorisé à examiner une version modifiée de son dossier. Il a fallu près d'une autre année avant qu'une photocopie modifiée de son dossier ne lui soit remise, après de nombreuses lettres rédigées par son avocat en son nom. Il semble impensable qu'une personne non représentée par un avocat ait pu réussir. La position de la SAE concernant la divulgation des dossiers n'était pas appropriée.

Catherine Sutherland

Durant son enfance, M^{me} Sutherland a été victime de violence physique grave infligée par sa mère, et déclare que sa mère ainsi que le père de son foyer d'accueil l'ont également agressée sexuellement. En grandissant, M^{me} Sutherland a passé quelque temps chez elle avec sa mère et ses frères et sœurs. Plus tard, elle a vécu dans divers foyers d'accueil.

Catherine Sutherland a estimé que la SAE n'était pas parvenue à la protéger pendant son enfance. En ce qui a trait à la violence physique, elle a souligné que l'organisme se contentait de « surveiller » la situation en dépit du nombre croissant de preuves de négligence et de mauvais traitements. Ces événements ont eu lieu il y a plus de 50 ans. J'ai pu examiner les notes consignées dans le dossier, mais n'ai pas pu bénéficier du témoignage des intervenants de la SAE concernés à l'époque. Je ne suis, par conséquent, pas en mesure de tirer une conclusion concernant l'allégation de M^{me} Sutherland selon laquelle la SAE de SDG n'a pas réussi à la protéger de façon adéquate des mauvais traitements infligés par sa mère.

M^{me} Sutherland a également déclaré avoir été victime de violence sexuelle infligée par sa mère, laquelle la vendait à des hommes qui l'ont agressée sexuellement. Toutefois, rien n'indique que M^{me} Sutherland ait révélé ces agressions à la SAE de SDG lorsqu'elle était sous sa tutelle. Même si M^{me} Sutherland n'a pas divulgué la violence sexuelle que lui auraient infligée sa

mère et des hommes, certaines références à des comportements sexuels figurant dans son dossier auraient dû alerter quelqu'un qu'il y avait un problème.

En juillet 1968, peu de temps après le treizième anniversaire de M^{me} Sutherland, elle a été placée dans un foyer d'accueil géré par M. et M^{me} Virgin à Bainsville. Elle a déclaré avoir été agressée sexuellement par Carl Virgin, le père du foyer d'accueil, pendant près de un an. Elle a déclaré lors de son témoignage en avoir fait part à son médecin et à Blaine Grundy, l'intervenant de la SAE qui s'occupait d'elle, mais ces derniers n'ont rien fait et elle est restée au foyer.

Cathy Sutherland a déclaré lors de son témoignage avoir également dévoilé la violence sexuelle dont elle était victime à Derry Tenger, qui était l'intervenant qui s'est occupé d'elle après Blaine Grundy jusqu'à ce qu'elle ne soit plus sous la tutelle de la SAE. Elle a affirmé lors de son témoignage que M. Tenger n'a rien fait non plus. Aucune note ne figure au dossier concernant l'allégation de M^{me} Sutherland selon laquelle elle aurait fait savoir à un intervenant de la SAE de SDG qu'elle avait été agressée sexuellement par Carl Virgin, et que celui-ci n'avait rien fait. Malheureusement, je n'ai pas reçu de témoignage de Blaine Grundy ni de Derry Tenger, les deux intervenants de la SAE auxquels M^{me} Sutherland a déclaré avoir confié qu'elle était victime de mauvais traitements.

Dès 1987, M^{me} Sutherland a tenté d'obtenir des renseignements contenus dans son dossier de la SAE. Elle a dû attendre l'ouverture de l'Enquête pour accéder librement aux renseignements la concernant lorsqu'elle était sous la tutelle de la SAE. Deux aspects me préoccupent concernant la démarche de M^{me} Sutherland pour obtenir son dossier auprès de la SAE : d'abord, l'accès limité qu'on lui a accordé, ensuite, le temps écoulé pendant le traitement de sa demande. En ce qui a trait au premier point, le fait de remettre un résumé à un ancien pupille était un moyen tant inefficace de lui fournir des renseignements figurant à son dossier. Donc, une question se pose : est-il nécessaire ou approprié que la SAE supprime des renseignements ? Ne devrait-elle pas simplement remettre le dossier complet à l'ancien pupille ? Bill Carriere a déclaré lors de son témoignage que la SAE ne peut divulguer les dossiers complets parce que ceux-ci contiennent souvent des renseignements sur d'autres personnes et que la personne qui demande de voir le dossier n'a pas le droit de les consulter.

Je comprends et accepte que si un dossier complet est remis à un ancien pupille, il se peut que certains renseignements doivent être supprimés. Cependant, je ne suis pas d'accord avec le fait qu'on noircisse les noms des parents d'accueil, des employés de la SAE ou même d'autres pupilles ayant résidé dans certains foyers d'accueil. Ce sont toutes des personnes qui, à divers degrés, ont joué un rôle important dans la vie d'un enfant placé et ce dernier est en droit de connaître l'identité de ces personnes. Même si je suis d'avis que les noms des autres

pupilles ayant habité le même foyer d'accueil devraient être divulgués, je conviens du fait que les renseignements personnels sur ces enfants et sur leur situation particulière doivent être supprimés pour protéger leur vie privée. J'appuie la recommandation d'Ian MacLean selon laquelle la SAE devrait être tenue de compiler certains renseignements au sujet des enfants sous sa tutelle, y compris les renseignements sur les placements, les écoles fréquentées et les enseignants, afin de les transmettre ultérieurement aux pupilles s'ils en font la demande. Si une personne demande à avoir accès à son dossier, on devrait le lui fournir en respectant les conditions mentionnées ci-haut concernant les éléments à supprimer.

Une fois la décision prise quant aux éléments à divulguer, il reste à déterminer dans quel délai cela peut ou doit être accompli. Dans le cas de M^{me} Sutherland, le processus a pris douze ans. Bill Carriere et Richard Abell ont tous deux admis que ce délai était trop long.

J'ose espérer que les changements proposés par M. MacLean combinés à la mise en œuvre d'une orientation claire concernant le type de renseignements qui doivent être divulgués feront en sorte qu'à l'avenir, les anciennes pupilles de la SAE auront droit à une divulgation adéquate en temps utile.

Intervention des conseils scolaires

Upper Canada District School Board

L'Upper Canada District School Board (UCDSB) est un conseil scolaire de langue anglaise rattaché au système scolaire public. Il accueille des élèves du comté de Lanark, des comtés unis de Leeds et Grenville, des comtés unis de Prescott et Russell et des comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry (SDG).

Avant 1990, les conseils scolaires publics de la région de Cornwall offraient leurs services aux élèves d'écoles élémentaires et secondaires de langue française et anglaise, et aux élèves d'écoles secondaires catholiques. De 1984 à 1990, les élèves d'écoles secondaires catholiques ont peu à peu été rattachés à des conseils scolaires catholiques. En 1997 et 1998, les écoles élémentaires et secondaires de langue française sont passées sous la direction des conseils scolaires de langue française. Les écoles secondaires catholiques de langue française, comme La Citadelle, ont conservé leurs installations et leurs effectifs au sein du nouveau conseil scolaire auquel elles appartiennent. La Citadelle a été rattachée à un conseil scolaire catholique en 1989 et, plus tard, à un conseil scolaire catholique de langue française.

Avant 1988, il n'existe pas de politique écrite régissant les mesures à prendre en cas de signalement de mauvais traitement perpétré par un enseignant ou un employé de l'école. Le conseil avait pour pratique habituelle de relever la personne accusée de ses fonctions, de signaler le cas à la Société de l'aide à l'enfance (SAE)

et de suspendre la personne visée avec traitement. La suspension se poursuivait jusqu'à ce que des accusations criminelles soient résolues ou que la SAE achève son enquête. En avril 1989, le conseil scolaire des comtés de SDG a adopté un protocole relatif aux mauvais traitements envers les enfants.

Des entreprises privées assurent les services de transport par autobus scolaire en vertu d'un contrat avec l'UCDSB. Les conseils qui ont précédé l'UCDSB adoptaient la même pratique. Avant 1999, on s'attendait à ce que les fournisseurs de services de transport sélectionnent leurs propres conducteurs et il n'existe aucune exigence officielle écrite. En 1999, l'UCDSB a établi des normes de performance officielles et les a incorporées aux contrats conclus avec les fournisseurs de services de transport.

Robert Sabourin

Robert Sabourin fut embauché en 1967 comme professeur de français, des arts de la scène et de photographie par un conseil scolaire précédent des comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry (SDG). Il a enseigné à La Citadelle High School à Cornwall. De 1973 à 1981, Jeannine Séguin était la directrice de La Citadelle et de la St. Lawrence High School, qui partageaient alors le même immeuble.

C-112 a fréquenté La Citadelle de la dixième à la treizième année, à partir de 1973. En 1972, il fréquentait la St. Lawrence High School. C-112 étudiait la photographie. Robert Sabourin était l'enseignant responsable de la chambre noire, qui était fermée à clé. C-112 prétend que le premier incident de nature sexuelle avec M. Sabourin survint lorsqu'il était âgé de 14 ou 15 ans lors d'un voyage à Ottawa pour assister à une réunion de l'Association canadienne-française de l'Ontario. C-112 a déclaré que pendant le trajet, sous prétexte de l'aider à apprendre à conduire, Robert Sabourin lui frotta la cuisse.

En 1974-1975, Robert Sabourin aurait agressé sexuellement C-112, qui suivait son cours de cinématographie. C-112 n'a pas parlé de l'agression à sa mère, mais lui a affirmé qu'il ne voulait plus retourner au cours de M. Sabourin.

C-112 révéla l'agression à l'abbé Gary Ostler, qui jouait un rôle à La Citadelle. C-112 fut convoqué dans le bureau de M^{me} Séguin, la directrice. Il se souvient que le directeur adjoint, Jules Renaud, était également présent. M^{me} Séguin demanda à C-112 de confirmer qu'il s'était plaint d'un incident concernant M. Sabourin et que c'était pour cette raison qu'il refusait d'assister aux cours de M. Sabourin. C-112 reconnut les faits et affirma que Robert Sabourin était un « pervers ». Lorsque M^{me} Séguin lui demanda s'il était prêt à témoigner en cour, C-112 répondit qu'il n'était pas prêt à rendre l'affaire publique et ne voulait pas que ses amis le sachent. Durant cet entretien, ni la mère de C-112 ni aucun autre adulte n'étaient présents. M^{me} Séguin dit que C-112 pouvait aller à la bibliothèque plutôt que de suivre le cours de Robert Sabourin.

M^{me} Séguin fut interrogée en mars 1998 au sujet d'une poursuite civile de l'un des plaignants de Robert Sabourin. Dans sa déclaration, elle nia que C-112 lui avait formulé une plainte au sujet de Robert Sabourin. L'agente Heidi Sebalj interrogea également M^{me} Séguin en octobre 1997, dans le cadre d'une enquête pour le service de police de Cornwall sur des allégations visant Robert Sabourin. Au cours de l'entrevue, M^{me} Séguin indiqua qu'après la démission de M. Sabourin, elle avait demandé à son directeur adjoint s'il y avait, selon lui, des plaignants.

M. Jean-Paul Scott, le surintendant de l'éducation à l'époque, a déclaré sous serment qu'Albert Morin, un membre du conseil, lui avait parlé des allégations de C-112 en 1976 ou 1977. Il a mentionné ce fait dans une déclaration à l'agente Sebalj le 16 octobre 1997. Je crois que la directrice ou le directeur adjoint ou les deux étaient au courant des allégations de C-112 et que M. Scott était certainement au courant des allégations avant l'enquête du service de police de Cornwall.

Je n'ai rien entendu permettant de croire qu'une personne du conseil scolaire avait communiqué avec la police ou la SAE. À l'époque, le conseil scolaire ne prit aucune mesure liée à l'emploi à l'endroit de Robert Sabourin. M. T. Rosaire Léger, directeur de l'enseignement du conseil scolaire du comté de SDG de 1973 à 1988, a déclaré sous serment que dès qu'ils étaient informés d'une déclaration d'agression sexuelle, la pratique du conseil était de relever de ses fonctions la personne concernée, de signaler le cas à la SAE et de suspendre la personne avec salaire. Il a expliqué que l'obligation de signaler les agressions envers les enfants avait été communiquée aux directeurs d'école. Il a également indiqué que si les plaintes portaient sur des membres du personnel, le directeur de l'éducation et le conseil d'administration devaient en être informés.

Dans le cas de Robert Sabourin, la politique du conseil n'a pas été suivie. Jean-Paul Scott a déclaré sous serment qu'il n'avait signalé le cas ni à la SAE, ni à la police, et il n'a pas signalé la plainte de C-112 au directeur de l'éducation ou au conseil d'administration en raison du « manque de preuve ». Aucune note n'a par ailleurs été versée au dossier personnel de Robert Sabourin. Dans cette affaire, M. Scott a négligé de prendre les mesures appropriées à la suite d'une allégation d'agression sexuelle visant M. Sabourin.

La femme de Robert Sabourin rendit visite à M^{me} Séguin au printemps de 1976 et lui demanda que la réunion demeure confidentielle. Elle dit à la directrice d'école que « pour le bien des élèves », elle ne devrait pas garder Robert Sabourin comme enseignant dans son établissement. Le fils de M^{me} Sabourin avait informé celle-ci de ce qui se passait dans les cours de son père. Lors d'une entrevue avec l'agente Sebalj en 1997, M^{me} Séguin indiqua que c'était la première fois qu'on lui signalait des problèmes concernant M. Sabourin.

M^{me} Sabourin dit avoir vu des photos de nature sexuelle et ajouta que son fils lui avait dit que son mari avait des relations sexuelles avec des élèves de

l'école. M^{me} Sabourin dit que son mari avait reconnu les faits, mais qu'il avait ensuite détruit les photos. Jeannine Séguin dit à M^{me} Sabourin qu'en tant que directrice, elle ne pouvait prendre aucune mesure sans preuve et que le syndicat (la fédération des enseignants) ferait obstacle si elle n'avait pas de rapport écrit contre lui. Elle n'avait pas de photos et M^{me} Sabourin ne voulait pas témoigner. M^{me} Séguin rencontra Robert Sabourin pour discuter de son départ volontaire. Il remit sa démission à la fin de mai 1976.

M^{me} Séguin dit à M. Scott que Robert Sabourin avait démissionné. M. Scott ne divulguera pas les circonstances de ce départ à son directeur de l'éducation, M. Léger, ni au conseil d'administration du conseil scolaire. La démission fut consignée et signalée au conseil d'administration comme découlant d'un « consentement mutuel ». Au cours de la discussion avec M. Scott, l'obstacle possible au licenciement que présentait le syndicat fut discuté et semblait un facteur important dans la façon de gérer le départ.

Ni M. Scott ni M^{me} Séguin ne communiquèrent avec la SAE ou la police. Il est possible qu'il y ait eu des victimes de M. Sabourin âgées de moins de 16 ans. Il était enseignant et représentait une figure d'autorité. À mon avis, la SAE ou la police aurait dû être contactée, et le conseil et M. Scott négligèrent de prendre les mesures appropriées.

Après le départ de M. Sabourin de La Citadelle, M^{me} Séguin lui remit une lettre de recommandation indiquant qu'il était un bon enseignant. M. Sabourin espérait travailler pour un centre communautaire dans le but de mettre sur pied et de diriger un centre de cinématographie. Cela lui aurait peut-être donné accès au même type d'installations que celles utilisées à La Citadelle pour attirer et agresser des adolescents. La négligence de gérer comme il se doit le départ de M. Sabourin en lui permettant de démissionner plutôt que de décrire son comportement donna lieu à une lettre de recommandation inappropriée qui pouvait mettre d'autres organisations et jeunes gens à risque.

En mars 1996, André Lavoie fit une déclaration à l'agente Sebalj, alléguant des agressions antérieures par l'enseignant Robert Sabourin. Lorsque M. Lavoie fournit des preuves des agressions de Robert Sabourin, il avait des raisons de croire que son agresseur pouvait être en contact avec de jeunes garçons. M. Lavoie avait fréquenté la St. Lawrence High School dans l'immeuble où se trouvait La Citadelle. En 1967, lorsqu'André Lavoie avait 14 ans et qu'il était en neuvième année, M. Sabourin était son professeur de français. M. Sabourin démontrait un intérêt personnel envers André Lavoie. Robert Sabourin commença à l'agresser sexuellement et continua pendant les cinq années où M. Lavoie a fréquenté l'école où travaillait Robert Sabourin.

Une recherche dans le système de la Coopérative d'archivage informatisé des documents des corps de police provincial et municipaux de l'Ontario par

l'agente Sebalj permit de trouver un dossier indiquant que Robert Sabourin avait été traduit devant les tribunaux du Québec en 1969 à la suite de pratiques sexuelles répréhensibles.

Robert Sabourin fut accusé d'avoir agressé André Lavoie et d'autres. Il plaida coupable et reçut une sentence de deux ans moins un jour.

Alain Séguin était un élève de septième année à l'école Jean XXIII à Cornwall. L'élève de 13 ou 14 ans avait des amis qui le présentèrent au professeur de photographie Robert Sabourin en 1973 ou en 1974. M. Sabourin se fit ami avec le garçon en encourageant son intérêt pour la photo et en fréquentant sa famille. Robert Sabourin rencontrait Alain Séguin dans son bureau ou dans la chambre noire fermés à clé, où il l'agressait sexuellement. Robert Sabourin l'agressa également dans sa voiture et l'emmena à Ottawa pour « l'aider » lorsqu'il prit des photos lors de la cérémonie d'intronisation de l'archevêque Proulx. L'enfant fut aussi agressé sexuellement pendant ce voyage.

Alain Séguin a indiqué qu'il avait parlé des agressions pour la première fois en 1987, à un agent de police du SPC. Environ un mois plus tard, il en parla également à des médecins du Royal Ottawa Hospital. Il n'y eut pas de suivi à cette déclaration. Il attesta que le sergent-chef Robert Trottier du SPC avait organisé cette évaluation. M. Séguin a déclaré avoir révélé à l'agent qu'un enseignant de l'école secondaire l'avait agressé sexuellement, mais le SPC ne démarra pas d'enquête. Lors du contre-interrogatoire, M. Séguin semblait moins clair au sujet de sa divulgation au sergent-chef Trottier. Alain Séguin dit que la négligence à réagir à ses révélations constitue des occasions manquées. Je suis d'accord avec M. Séguin.

En 1997, M. Séguin composa le numéro de la ligne d'assistance opération Vérité de la Police provinciale de l'Ontario afin de signaler les agressions de Robert Sabourin. On lui dit de s'adresser au SPC. Il fit sa déclaration le 26 janvier 1998. Robert Sabourin fut reconnu coupable et condamné à une peine de deux ans moins un jour avec probation.

D'après moi, la réaction aux plaintes de C-112 a été inadéquate. La directrice d'école, M^{me} Séguin, et le surintendant, M. Scott, auraient dû signaler l'affaire à la SAE et à la police. Il revient à la SAE et à la police d'enquêter. Si Robert Sabourin avait été relevé de ses fonctions au moment de la plainte de C-112, l'agression d'Alain Séguin aurait peut-être été limitée et d'autres victimes épargnées.

Parce que les raisons du départ de Robert Sabourin n'ont pas été consignées comme il se doit, ses qualifications d'enseignant étaient intactes et il pouvait retrouver un emploi ailleurs et recommencer ses agressions. On a accordé trop d'importance au risque de voir la décision contestée par la fédération des enseignants. Les licenciements font souvent l'objet de griefs, mais cela n'exempte

pas les établissements de se conformer à la loi ou aux politiques et pratiques du conseil en place pour protéger les élèves. Les employés du conseil scolaire ont négligé de remplir leurs fonctions de gestion en n'imposant pas de mesures disciplinaires suffisantes à Robert Sabourin, en l'autorisant à démissionner et en n'informant pas le conseil des raisons de sa démission.

La réaction aux allégations visant Robert Sabourin fait ressortir l'importance de rédiger des politiques et protocoles, de les tenir à jour et d'assurer une formation régulière. La formation doit inclure des conseils sur la façon de reconnaître les comportements inappropriés de la part des symboles d'autorité, comme disposer de bureaux fermés à clé ou obscurcir la fenêtre d'une porte, ou être régulièrement seuls avec des élèves. On doit aussi montrer aux enseignants à reconnaître les signes d'agression comme des changements subits dans l'apparence physique, la colère ou des pleurs inexplicables.

Abbé Gilles Deslauriers

Prêtre catholique, l'abbé Gilles Deslauriers a été aumônier à temps plein à La Citadelle High School entre 1977 et le début de 1986. C'est la directrice d'école, Jeannine Séguin, qui a proposé de recourir aux services d'un prêtre à l'école, et qui a pris les dispositions nécessaires pour verser le salaire de l'abbé Deslauriers.

Benoit Brisson signala des incidents d'agression sexuelle visant l'abbé Deslauriers en 1986. Après l'allégation, l'abbé Deslauriers rencontra M^{gr} LaRocque et ils convinrent que le prêtre quitterait le diocèse d'Alexandria-Cornwall pour faire une retraite spirituelle. L'agent de police Herb Lefebvre et le sergent Ron Lefebvre du SPC ont interrogé M^{me} Séguin dans le cadre de leur enquête sur les allégations d'agression de l'abbé Deslauriers. Elle a indiqué qu'elle n'avait reçu aucune plainte contre le prêtre de la part des élèves de l'école.

L'enquête a révélé que l'abbé Deslauriers s'était servi de sa position à La Citadelle pour rencontrer des élèves et les amener à participer aux activités parascolaires qui donnèrent lieu aux agressions sur certains étudiants. Ces activités, parrainées par l'Église catholique, s'adressaient généralement à des groupes de jeunes. Bien que le racolage ait eu lieu à l'école, les agressions sexuelles ne se produisaient pas dans les locaux de l'école, mais plutôt au presbytère de Saint-Jean-de-Bosco, où l'abbé Deslauriers était prêtre en résidence. Les allégations d'agressions sexuelles commises par l'abbé Gilles Deslauriers furent rendues publiques en mai 1986.

Bien que Jeaninne Séguin ait su au début de 1986 que l'abbé Deslauriers avait été prié de quitter le diocèse pendant un moment, on ne sait pas très bien quels renseignements elle détenait exactement à l'époque ni quels renseignements,

le cas échéant, le diocèse ou M^{me} Séguin, qui avait alors quitté le conseil, avait communiqués aux dirigeants du conseil scolaire. Il semble cependant probable que le personnel du conseil ait eu connaissance de reportages ultérieurs résultant d'une entrevue entre Lise Brisson et Charlie Greenwell télédiffusée en mai 1986.

En juin 1996, le SPC était entré en contact avec la directrice de La Citadelle dans le cadre de son enquête sur l'abbé Deslauriers. Je n'ai entendu aucun témoignage selon lequel la directrice ou le conseil scolaire aurait pris quelque mesure que ce soit après avoir été informé(e) de l'enquête de police, qu'il s'agisse d'essayer de communiquer avec les élèves, de collaborer à la recherche d'autres victimes éventuelles ou d'offrir des services de counseling.

Il est malheureux qu'aucune forme de soutien ne semble avoir été offerte aux élèves et à leur famille ou qu'aucun effort n'ait été déployé pour trouver d'autres élèves susceptibles d'avoir été victimes des actes de l'abbé Deslauriers. À cet égard, la réaction a été similaire à celle qui a été constatée dans l'affaire Robert Sabourin en ce qui a trait à l'absence de réponse adéquate aux besoins de services des victimes.

L'abbé Deslauriers était un employé du Conseil de l'éducation des comtés unis de SDG. Si un conseil scolaire permet à un prêtre, à un membre d'un ordre religieux ou à un ministre du culte d'être en contact avec des élèves ou offre une charge scolaire à l'une de ces personnes, je recommande que le conseil soit tenu de s'assurer de l'aptitude de cette personne à agir en cette qualité. Il doit être clair que les politiques visant les enseignants, autres employés, bénévoles et conducteurs d'autobus en ce qui a trait aux enquêtes internes ou au suivi auprès des plaignants s'appliqueront également en cas de plainte pour agression sexuelle.

Jean-Luc Leblanc

En janvier 1986, Jason Tyo et Scott Burgess fréquentaient la Central Public School, une école publique de langue anglaise de Cornwall faisant alors partie du Conseil de l'éducation des comtés unis de SDG. À l'époque, Jason Tyo était âgé de 13 ans et Scott Burgess, de 14 ans.

Tous deux ont déclaré avoir été victimes pendant plusieurs années d'agressions sexuelles commises par Jean-Luc Leblanc, un voisin qui travaillait comme agent de formation auprès de Transports Canada. Le 7 janvier 1986, Jason Tyo révéla à son ancienne enseignante, Dawn Raymond, qu'il avait été agressé sexuellement par Jean-Luc Leblanc et qu'il l'avait vu agresser Scott Burgess également. M^{me} Raymond s'entretint avec Scott Burgess, après les révélations de Jason Tyo.

M^{me} Raymond révéla ultérieurement à son directeur, Ivan St. John, ce qu'elle avait appris. Le surintendant Lawson a appelé la SAE au cours d'une réunion du 24 janvier 1986, et Bruce Duncan, de la SAE, se présenta au bureau du conseil

l'après-midi même. M. Duncan et M^{me} Raymond se rendirent au Central Public School et interrogèrent Scott Burgess sur les agressions sexuelles qu'il avait subies. La SAE communiqua également avec le SPC le même jour et l'affaire fut confiée à l'agent Brian Payment le 24 janvier 1986.

L'enquête de l'agent Payment révéla que Jean-Luc Leblanc avait agressé sexuellement Jason Tyo, Jody Burgess et Scott Burgess. En fait, Cindy, la sœur de Jody et Scott, a également été victime des agressions de Jean-Luc Leblanc, bien que cette information n'ait été divulguée que plus tard, au terme d'une enquête et d'une poursuite. En 1986, M. Leblanc fut accusé d'actes de grossière indécence. Cette année-là, il plaida coupable et reçut une peine avec sursis et trois ans de probation.

J'ai conclu que dans l'affaire Jean-Luc Leblanc, on a tardé à signaler l'agression à la SAE, ce qui pourrait avoir altéré les renseignements obtenus au cours de l'enquête ou la conduite même de l'enquête. De toute évidence, les enseignants et les directeurs, entre autres des personnes bien intentionnées comme M^{me} Raymond, ne recevaient pas de formation sur l'obligation de signaler une agression sexuelle. M^{me} Raymond et le directeur de l'école, M. St. John, ont d'abord informé un supérieur plutôt que de s'adresser directement à la SAE, ce qui a entraîné un délai, quoique minime.

M^{me} Raymond a participé à des entrevues d'enquête avec M. Duncan, qui lui soufflait les questions à poser à Scott Burgess sur la nature des actes sexuels dont il avait été victime. Cette procédure présentait le risque que M^{me} Raymond, qui n'était pas une enquêteuse avertie, pose des questions pouvant compromettre les procédures futures.

MM. Léger et Dilamarter, directeurs de l'éducation dans les années 70, 80 et 90, ont déclaré sous serment que les obligations de signaler une agression et les façons de faire du conseil ont été communiquées verbalement au personnel dans les années 70 et 80, souvent dans le cadre de réunions d'information avec les directeurs d'école, qui devaient informer à leur tour le personnel de leur école. Toutefois, dans l'affaire Jean-Luc Leblanc, les enseignants, voire les directeurs d'école, ne semblent pas avoir reçu tous les renseignements. Il pourrait être souhaitable que l'UCDSB fasse circuler périodiquement des questionnaires ou procède à des vérifications pour savoir dans quelle mesure l'information parvient aux employés, et de connaître les domaines pour lesquels ces derniers ont besoin d'une formation supplémentaire ou d'autres renseignements.

Comme nous l'avons mentionné, il n'existant avant 1999 aucune politique ou norme écrite qui régissait les entreprises d'autobus scolaires, mais ces dernières recevaient des lignes directrices. Evans Bus Lines a embauché Jean-Luc Leblanc comme conducteur d'autobus scolaires vers le mois d'octobre 1998. M. Leblanc a informé Rory Evans, le propriétaire, qu'il avait été reconnu coupable d'agression

sexuelle, mais qu'il avait suivi une thérapie et qu'il était « guéri ». M. Evans a déclaré avoir été satisfait de l'explication et avoir embauché M. Leblanc.

Le 5 janvier 1999, Jean-Luc Leblanc a été arrêté par la Police provinciale de l'Ontario dans le cadre de l'enquête opération Vérité. Les membres du conseil ont rencontré Don Genier, agent-détective de la Police provinciale de l'Ontario. Jean-Luc Leblanc a plaidé coupable aux accusations de délit contre plusieurs victimes pendant de nombreuses années, notamment Cindy Burgess-Lebrun. Parmi les délits, il faut compter des actes commis après sa condamnation en 1986 relativement à Jason Tyo. Jean-Luc Leblanc a été reconnu comme un délinquant à contrôler et condamné à une peine d'emprisonnement de dix ans.

L'UCDSB ne disposait pas de politiques et procédures de circonstance pour la sélection des conducteurs d'autobus scolaires au moment de l'embauche de M. Leblanc en 1998. Même si M. Evans, le fournisseur de services de transport, a pris la décision d'embaucher M. Leblanc et que l'UCDSB ne l'a pas su, aucun système n'était apparemment en place pour que les entreprises d'autobus scolaires respectent les exigences du conseil en matière d'embauche. Comme les fournisseurs offrent un service dont l'UCDSB est responsable, le conseil doit faire en sorte qu'ils adhèrent à ses normes.

Après l'adoption des normes de rendement des exploitants de parcs d'autobus scolaires (Standards of Performance for School Bus Operators), l'UCDSB a diffusé une nouvelle version de contrat de transport datée du 8 avril 1999. Elle renfermait une disposition exigeant que les fournisseurs d'autobus vérifient, avant d'embaucher tous les nouveaux conducteurs, s'ils ont un casier judiciaire. Une copie de la vérification doit être remise au service des transports. On espère qu'une politique écrite claire qui donne des exigences précises en matière de vérification du casier judiciaire améliorera le processus de sélection des conducteurs d'autobus et évitera la répétition de ce genre de situation à l'avenir.

David Thomas, directeur de l'éducation de l'UCDSB, a déclaré sous serment que le conseil ne disposait pas de politiques sur la communication de renseignements au public ou à la communauté après des incidents tels que l'arrestation de Jean-Luc Leblanc. Même si aucun incident concernant des élèves dans les autobus n'a été signalé, l'absence de politique détaillée peut laisser entendre que les victimes éventuelles, ou ceux qui auraient pu leur venir en aide, n'avaient tout simplement jamais entendu parler des faits.

L'UCDSB devrait élaborer des politiques et procédures en matière de communication pour accroître la possibilité que des élèves victimes d'un quelconque préjudice se sentent à l'aise de demander de l'aide. La transparence envoie également un message positif au personnel de l'UCDSB, aux élèves, aux parents et au public en général : le bien-être des élèves est d'une importance primordiale.

Catholic District School Board of Eastern Ontario

Le Catholic District School Board of Eastern Ontario (CDSBEO) est un conseil scolaire d'écoles séparées de langue anglaise. Il a été créé en 1998 par suite de la fusion de trois autres conseils scolaires. Le conseil précédent de la région de Cornwall correspondait à la section anglaise de l'ancien Conseil des écoles séparées catholiques des comtés unis de SDG.

Une école catholique a notamment pour rôle d'instruire les élèves dans la foi en partenariat avec le foyer et la paroisse. Aussi le CDSBEO collabore-t-il avec le diocèse et l'archidiocèse locaux de l'Église catholique. Un diocèse ou un archidiocèse choisit les prêtres rattachés aux écoles et vérifie s'ils ont un casier judiciaire. Le CDSBEO ne reçoit pas le détail de la sélection et des vérifications, mais l'assurance du diocèse que la sélection s'est déroulée dans les règles. Si un prêtre occupe des fonctions régulières dans une école et assume un rôle d'autorité envers les enfants et les adolescents, le CDSBEO est responsable des enfants et des adolescents et doit s'assurer que la sélection des prêtres ou des membres d'ordres religieux en poste dans les écoles a été rigoureuse et que la vérification de casier judiciaire a bien eu lieu.

Le diocèse, l'archidiocèse ou l'ordre religieux responsable doit remettre des copies de la vérification de casier judiciaire et tous les renseignements sur la sélection au CDSBEO. Il est également possible pour le CDSBEO de remplir lui-même cette tâche. Selon moi, lorsqu'il s'agit de vérifier des données du diocèse, un tel système est préférable et moins envahissant. C'est d'ailleurs l'approche que je suggère aux conseils scolaires relativement aux conducteurs d'autobus scolaires pour s'assurer que les fournisseurs de services de transport respectent les politiques du conseil scolaire.

J'ai également fait la recommandation suivante à l'UCDSB : Si un ministre du culte, un prêtre ou un membre d'un ordre religieux est employé d'un conseil scolaire, les mêmes processus de signalement et les mêmes sanctions que pour les autres employés doivent s'appliquer. Je suggère la même chose pour le CDSBEO.

Si l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario prend des mesures disciplinaires à l'égard d'un enseignant, il doit en informer l'employeur. L'Ordre dispose d'une procédure pour enquêter, entendre une cause et faire respecter les règles, notamment révoquer un certificat. Selon moi, l'existence d'une procédure d'enquête à l'Ordre des enseignantes et des enseignants ne décharge pas les conseils scolaires de tenir leur propre enquête pour déterminer si une personne devrait continuer à enseigner après des allégations de faute professionnelle.

Comme celles de l'UCDSB, les politiques en vigueur au CDSBEO pour le signalement des agressions faites aux élèves âgés de 16 ans et plus ne sont pas aussi détaillées ni complètes que celles qui visent le signalement des agressions sur des élèves de moins de 16 ans, et ne concernent pas la SAE. Je recommande

au CDSBEO de revoir les politiques relatives au signalement des agressions ou à l'expression de soupçons d'agressions sur des élèves plus âgés. Si des élèves de plus de 16 ans ont été agressés sexuellement, il est possible que des plus jeunes aient subi le même sort.

Marcel Lalonde

Le Conseil scolaire des écoles catholiques séparées des comtés unis de SDG a embauché Marcel Lalonde comme enseignant à l'école élémentaire en 1969. Il a enseigné en septième et en huitième année à la Bishop Macdonell School de Cornwall. À compter de l'année scolaire 1987–1988, M. Lalonde a enseigné à la Sacred Heart School de Cornwall, et ce, jusqu'à la fin de 1997.

En janvier 1989, l'agent Kevin Malloy du SPC a mené une enquête sur plusieurs allégations d'agression sexuelle rapportées par d'anciens élèves de Marcel Lalonde. À la suite de son enquête, l'agent Malloy mit le dossier en veilleuse et ne porta pas d'accusations contre M. Lalonde. Il ne communiqua pas avec la SAE ni avec le conseil scolaire pour lequel Marcel Lalonde travaillait.

En novembre 1993, David Silmsen révéla à Greg Bell et Pina DeBellis, membres du personnel de la SAE, qu'il avait été agressé sexuellement par Marcel Lalonde, enseignant à la Bishop Macdonell School, lorsqu'il avait 13 ou 14 ans et qu'il était en huitième année. Ni la SAE, ni le SPC, ni la Police provinciale de l'Ontario ne donnèrent de renseignements à l'administration de la Bishop Macdonell School ni à celle de la Sacred Heart School, pas plus qu'au conseil scolaire des écoles séparées catholiques des comtés unis de SDG.

En octobre 1996, l'agente de probation Sue Lariviere signala au SPC que C-68, qui était en garde à vue à la prison de Cornwall, lui avait confié que Marcel Lalonde l'avait agressé sexuellement. C-68 indiqua à M^{me} Lariviere qu'il avait été agressé sexuellement à de nombreuses reprises lorsqu'il avait 12 ans et qu'il était en septième année à la Bishop Macdonell School. Cette enquête a finalement été confiée à la Police provinciale de l'Ontario. En effet, compte tenu de l'emplacement des excursions en camping où les agressions présumées avaient été perpétrées, l'affaire relevait de sa compétence.

À peu près au même moment où le SPC enquêtait sur Marcel Lalonde à propos d'incidents survenus à Cornwall, ce dernier faisait l'objet d'une enquête de la Police provinciale de l'Ontario pour agressions sexuelles présumées sur un autre de ses anciens élèves, C-68. Le 7 janvier 1997, la Police provinciale de l'Ontario accusa Marcel Lalonde d'atteinte à la pudeur sur cette personne.

Le 17 novembre 2000, Marcel Lalonde fut reconnu coupable des accusations portées par C-45, C-8, C-66, et quelqu'un d'autre.

Le CDSBEO avisa l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario de cette condamnation le 28 novembre 2000. Le Comité de discipline de

l’Ordre des enseignantes et des enseignants de l’Ontario reconnut Marcel Lalonde coupable de faute professionnelle et son certificat de compétence et d’inscription lui fut retiré en février 2002. À ce moment-là, Marcel Lalonde avait pris sa retraite. Le CDSBEO est intervenu comme il se doit en relevant Marcel Lalonde de ses fonctions d’enseignant immédiatement après l’annonce des accusations.

La *Loi de 1996 sur l’Ordre des enseignantes et des enseignants de l’Ontario*³⁶ prévoit qu’un employeur doit prévenir rapidement l’Ordre en cas d’accusation ou de condamnation pour une infraction liée à un comportement d’ordre sexuel et à un mineur. On ne sait pas si le CDSBEO a signalé l’arrestation de M. Lalonde et les accusations portées contre lui à l’Ordre des enseignantes et des enseignants de l’Ontario, ou s’il a attendu la condamnation. Je suis d’avis que le conseil devrait immédiatement remettre un rapport lorsqu’un enseignant est accusé d’agression sexuelle.

Le CDSBEO devrait élaborer une politique pour régir les mesures disciplinaires ou le licenciement visant les employés accusés ou condamnés. Il a une responsabilité en tant qu’employeur et ne devrait pas uniquement attendre les mesures prises par l’Ordre ou par les tribunaux. Il pourrait y avoir un décalage entre les décisions des tribunaux et les mesures prises par l’Ordre des enseignantes et des enseignants de l’Ontario. Par ailleurs, même si une personne est acquittée des charges criminelles qui pesaient sur elle, une enquête ou étude interne du conseil scolaire pourrait révéler l’inaptitude de cette personne à l’enseignement.

Gilf Greggain

Gilf Greggain a commencé sa carrière d’enseignant au Conseil scolaire des écoles séparées catholiques des comtés unis de SDG en 1967. Il a enseigné dans deux écoles primaires.

En septembre 1987, Gilf Greggain prit un congé autorisé avant de démissionner l’été suivant. Dix ans plus tard, le Conseil scolaire des écoles séparées catholiques des comtés unis de SDG le réembaucha. En 1998, par suite de la fusion de conseils scolaires, il devint employé du Conseil de District des Écoles Catholiques de Langue Française de l’Est Ontarien. En avril 1998, il fut muté au Catholic District School Board of Eastern Ontario. À partir du 22 janvier 2001, Gilf Greggain partit en congé de maladie et ne retourna pas travailler.

En juin 2000, Marc Latour appela la ligne d’information de l’opération Vérité de la Police provinciale de l’Ontario. Il signala que Gilf Greggain, son instituteur de troisième année à la St. Peter Catholic School, l’avait agressé en 1967. Le cas fut transféré au SPC. L’agent Carroll, du SPC, recueillit le témoignage de M. Latour sur bande vidéo.

36. L.O. 1996, chapitre 12, article 43.3.

Marc Latour a déclaré sous serment qu'une réunion eut lieu à St. Peter avec sa mère, M. Beaudette – le directeur de l'école – et lui-même. Le directeur de l'école primit que Gilf Greggain ne ferait plus de mal à Marc Latour à l'avenir. L'élève retourna en classe et l'agression cessa. Au cours de l'entrevue, M. Beaudette posa des questions sur les agressions physiques, mais pas sur les agressions sexuelles.

Marc Latour a également indiqué que M^{me} Gosselin, son institutrice de deuxième année, avait affronté Gilf Greggain au sujet de l'agression.

Les incidents que Marc Latour a signalés ont eu lieu en 1967. Malheureusement, il existe très peu de documents écrits datant de cette époque. Aujourd'hui, je pense que des mesures seraient prises après le signalement d'une agression physique ou sexuelle. Le CDSBEO a pour politique de signaler les allégations d'agression à la SAE. Les enseignants ont la même obligation. Conformément à la politique actuelle du CDSBEO, les enseignants qui font l'objet d'une enquête pour agression physique ou sexuelle sur des enfants sont relevés de leurs fonctions.

Lucien Labelle

Lucien Labelle était le directeur de l'École Marie Tanguay. Cette école primaire faisait partie de la section de langue française du Conseil scolaire des écoles séparées catholiques des comtés unis de SDG.

En 1985, le SPC a mené une enquête portant sur M. Labelle, laquelle concernait dix victimes féminines présumées, âgées de 10 à 12 ans. Les plaintes ont fait surface lorsque plusieurs filles ont révélé des incidents au directeur adjoint. L'enquête a débuté en mars 1985 et M. Labelle a été accusé en juin 1985. Il a été suspendu de ses fonctions avec traitement dès le début de l'enquête, puis sans traitement en juin 1985.

M. Labelle a été acquitté des charges qui pesaient contre lui en janvier 1986. Il a nié sous serment avoir touché des élèves de façon déplacée. L'avocat de la Couronne a interjeté appel de la décision, mais les acquittements ont été confirmés.

Dans le cadre de l'enquête sur l'affaire Lucien Labelle, il a été difficile de recueillir tous les renseignements. La section de langue française de l'ancien conseil scolaire n'a pas été intégrée à l'actuel Catholic District School Board for Eastern Ontario (CDSBEO) en 1998. L'école de M. Labelle appartenait à la section française de l'ancien conseil. La section française a rejoint le Conseil Scolaire de District des Écoles Catholiques de Langue Française de l'Est Ontarien. Le CDSBEO a indiqué qu'il ne pouvait pas participer à cette commission en collectant des données ou en cherchant des personnes qui pourraient se souvenir de l'affaire, car un autre conseil scolaire, qui ne prenait pas part à l'enquête, était responsable des données connexes après la réorganisation.

Je m'inquiète de voir que les personnes en quête de renseignements sur d'anciennes agressions sexuelles peuvent avoir de la difficulté à naviguer dans les méandres procéduraux en raison de la complexité des réorganisations. Le CDSBEO devrait élaborer des protocoles avec les conseils catholiques de langue française et les conseils publics pour répondre aux demandes de renseignements et faire en sorte qu'elles soient accueillies favorablement.

Intervention du ministère du Procureur général

Le ministère du Procureur général est dirigé par le procureur général de l'Ontario, qui est membre du Conseil des ministres et membre élu de l'Assemblée législative de l'Ontario. Le procureur général a le pouvoir d'engager des poursuites criminelles en vertu du *Code criminel*. Ce pouvoir est délégué aux procureurs de la Couronne en vertu de la *Loi sur les Procureurs de la Couronne*, qui stipule que les procureurs de la Couronne représentent le procureur général aux fins des poursuites intentées dans le cadre du *Code criminel*.

Il incombe aux procureurs de la Couronne de veiller à ce que justice soit rendue dans les dossiers individuels. Le mandat de la Couronne a été précisé par la Cour suprême du Canada dans la décision *Boucher* de 1954, qui stipule que les poursuites criminelles n'ont pas pour but d'obtenir une condamnation, mais de présenter une preuve digne de foi. Les procureurs de la Couronne ont des responsabilités à l'égard du public, des victimes, des témoins et des accusés.

Quelque 900 avocats de la Couronne travaillent à la Division du droit criminel. À Cornwall, le procureur de la Couronne est assisté par huit procureurs adjoints à temps plein et trois avocats mandatés sur une base journalière qui relèvent de lui. De 1974 à 1991, seulement deux procureurs adjoints relevaient du procureur de la Couronne M. Don Johnson.

En ou vers 1988, le ministère du Procureur général établit une politique en vertu de laquelle chaque bureau de procureur de la Couronne doit désigner un avocat à titre de coordonnateur des dossiers d'agressions d'enfants. Cette personne doit suivre une formation en vue d'agir comme mentor auprès des autres avocats de la Couronne et agir à titre de personne-ressource pour toutes les activités reliées au Programme d'aide aux victimes et aux témoins de sa juridiction. Le Programme d'aide aux victimes et aux témoins fut établi à Cornwall en octobre 2001.

Il incombe à la police d'établir le chef d'accusation applicable à un individu et de décider si des accusations d'infraction criminelle doivent être portées ou non contre lui. Contrairement à d'autres juridictions, l'Ontario n'exige pas que les procureurs de la Couronne interviennent dans l'approbation et la vérification antérieures à la mise en accusation. Après la mise en accusation, l'avocat de la Couronne affecté au dossier examine les accusations, c'est-à-dire qu'il détermine

s'il existe une « perspective raisonnable de condamnation » et s'il est de l'intérêt public de maintenir la poursuite. Pour prendre ces décisions, le procureur de la Couronne s'appuie sur les données fournies par la police sous la forme de ce qu'on appelle souvent un « dossier de la Couronne ». La Couronne a l'obligation de faire une divulgation complète à l'accusé ou à l'avocat de la défense.

Une personne accusée est présumée innocente tant que sa culpabilité n'est pas prouvée. En vertu de la *Charte canadienne des droits et libertés*, tout accusé bénéficie de droits liés à la présomption d'innocence, y compris le droit à un procès équitable. Ce dernier droit englobe le droit d'obtenir de la Couronne une divulgation complète et le droit d'être jugé dans un délai raisonnable.

Un procès peut se solder par une condamnation, un acquittement ou une suspension des accusations. La suspension judiciaire s'apparente à un acquittement et peut avoir lieu en cas de violation des droits de l'accusé en vertu de la *Charte*.

Aucune accusation n'est portée contre Nelson Barque en 1982

Le 14 juin 1982, l'inspecteur Clair McMaster du ministère des Services correctionnels de Cornwall fit parvenir à M. Don Johnson, procureur de la Couronne de Cornwall, une lettre accompagnée de la copie d'un rapport d'enquête concernant l'ancien agent de probation Nelson Barque. Le rapport provenait de Peter Sirrs, chef de secteur du Bureau de probation et de libération conditionnelle de Cornwall. Le contenu de l'enquête et le rapport sont analysés en détail dans le chapitre portant sur l'intervention du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels. L'inspecteur McMaster demandait à M. Johnson son opinion sur le dépôt d'accusations criminelles contre M. Barque.

Selon M. Johnson, il était inhabituel qu'un ministère soumette à la Couronne une enquête interne sur l'un de ses employés dans le but de déterminer s'il fallait ou non porter des accusations contre celui-ci. Quand un organisme gouvernemental s'adressait à la Couronne pour lui faire part de préoccupations concernant les agissements possiblement criminels d'un employé, la Couronne avait coutume de lui conseiller de soumettre le dossier à la police. M. Johnson a admis ne pas l'avoir fait dans ce cas. M. Johnson a également déclaré qu'il n'était pas porté à créer de dossier dans les situations de ce genre.

J'estime que dès qu'un avocat de la Couronne communique à la police ou à un autre organisme d'enquête une opinion juridique officielle sur un dossier donné, il doit immédiatement créer un dossier, consigner l'information ou les documents sur lesquels il se fonde et conserver une copie du conseil ou de l'opinion transmis. Si M. Johnson avait conservé une copie des documents fournis par le ministère des Services correctionnels, les procureurs de la Couronne qui poursuivirent M. Barque en 1995 auraient pu en prendre connaissance.

En 1982, il n'existe pas de politique officielle concernant les rapports entre la police et les avocats de la Couronne, ni politique sur l'examen d'un rapport d'enquête interne émanant d'un autre ministère. À mon avis, dans ce cas, M. Johnson ne prit pas les mesures qui s'imposaient pour consigner et conserver les notes, les lettres et les dossiers, de même que l'opinion donnée au ministère des Services correctionnels, ni pour créer un dossier relatif aux allégations.

M. Johnson avait déjà eu des contacts professionnels avec M. Barque, du fait que celui-ci était agent de probation. Toutefois, il ne crut pas se placer en situation de conflit d'intérêts en acceptant de donner une opinion : selon lui, ses liens avec M. Barque n'étaient que professionnels. Les procureurs de la Couronne entretiennent d'étroites relations professionnelles avec les agents locaux de probation. Ces relations furent mises en lumière à l'occasion de la poursuite intentée contre M. Barque en 1995, dans le cadre de laquelle M. Johnson représentait ce dernier. Dans ses observations à l'audience sur sentence, M. Johnson donna son avis sur le travail d'agent de probation accompli par M. Barque, lors de ses collaborations avec lui à titre de procureur de la Couronne.

Selon moi, le conflit d'intérêts qui aurait interdit à M. Johnson ou à son bureau d'engager une poursuite contre M. Barque lui aurait également interdit de fournir une opinion sur le fait de porter ou non des accusations contre lui. En 1982, il n'existe pas de politique sur le conflit d'intérêts soulevé par une telle situation. Malgré l'absence de politique à ce sujet, il est évident que M. Johnson se trouvait en situation de conflit d'intérêts et qu'il aurait dû refuser de fournir une opinion sur la question qui lui était soumise.

Il le fit néanmoins. Dans une lettre du 22 juin 1982, il informa l'inspecteur McMaster qu'il avait étudié le matériel et concluait que « dans les circonstances, des accusations criminelles n'étaient pas justifiées ». Aux yeux de M. Johnson, une enquête interne avait eu lieu, M. Barque avait démissionné et le ministère des Services correctionnels avait déterminé qu'aucune autre mesure n'était requise de sa part. Ces facteurs étaient suffisants, selon lui, pour justifier sa décision.

Selon moi, la démission de M. Barque n'aurait pas dû être un facteur déterminant pour décider s'il fallait ou non porter des accusations criminelles. M. Johnson jugea que des accusations criminelles étaient injustifiées du fait que l'une des relations homosexuelles en cause impliquait une personne âgée de plus de 21 ans. Selon sa perception des faits à l'époque, il ne pouvait y avoir d'accusations criminelles dans la mesure où la victime présumée était âgée de plus de 21 ans et qu'elle avait consenti à ces relations. Les éléments de preuve relatifs à l'âge de C-44 étaient contradictoires. Une enquête policière aurait pu résoudre la question. Si M. Johnson avait su que C-44 était âgé de moins de 21 ans, son point de vue sur la question aurait sans doute été différent. En ce qui concerne l'autre victime présumée, Robert Sheets, M. Johnson conclut qu'il était inutile de porter des accusations, étant donné que, malgré l'admission de la relation par

M. Barque, M. Sheets niait avoir eu des relations homosexuelles avec lui. L'admission de M. Barque aurait dû pousser M. Johnson à transférer le dossier à la police afin qu'elle enquête de manière approfondie, ou encore à conseiller au ministère des Services correctionnels de le faire.

M. Johnson n'avait pas de dossier de la Couronne en mains quand il donna son opinion au ministère des Services correctionnels. Durant son témoignage, il a admis la possibilité que si la police avait fait enquête en 1982, elle aurait peut-être découvert d'autres informations et révélé d'autres allégations d'agression. Selon moi, la question aurait dû être soumise au service de police approprié à des fins d'enquête. Comme M. Johnson l'a confirmé, la police demande généralement à la Couronne de lui donner son opinion une fois l'enquête terminée. M. Johnson ne pouvait pas décréter qu'une enquête policière était vaine ni prédire si elle allait ou non découvrir des éléments de preuve pertinents. Le rapport d'enquête du ministère ne pouvait remplacer une enquête de police approfondie et objective. M. Johnson n'envisagea pas la possibilité que d'autres personnes aient pu être agressées par M. Barque.

R. c. Gilles Deslauriers

Le 2 juillet 1986, une réunion eut lieu entre le procureur de la Couronne M. Don Johnson et des enquêteurs du Service de police de Cornwall à propos des accusations contre l'abbé Gilles Deslauriers. À l'issue de cette réunion, des accusations d'attentat aux mœurs et de grossière indécence furent portées contre l'abbé Deslauriers et un mandat d'arrestation fut lancé contre lui.

M. Rommel Masse, procureur de la Couronne bilingue, fut affecté à la poursuite de ce dossier. L'enquête préliminaire eut lieu devant le juge Claude H. Paris du 15 au 18 septembre 1986. L'une des victimes de l'abbé Deslauriers, Benoit Brisson, y témoigna.

Le 18 septembre 1986, l'abbé Deslauriers fut renvoyé à subir un procès sur sept chefs d'accusation d'attentat aux mœurs à l'endroit d'une personne de sexe masculin et quatre chefs de grossière indécence. Les accusations initiales étaient de huit chefs d'attentat aux mœurs et de huit chefs de grossière indécence. M. Masse informa M. Johnson de l'abandon de certaines accusations en raison d'une insuffisance de preuve.

Le 10 novembre 1986, l'abbé Deslauriers plaida coupable et fut condamné sous quatre chefs d'accusation de grossière indécence, les autres chefs ayant été abandonnés à la demande de la Couronne. Il reçut une peine avec sursis assortie d'une période de probation de deux ans, au cours de laquelle il devait se conformer aux directives de M^{gr} Adolphe Proulx.

Dans leur témoignage, M. Brisson, Denyse Deslauriers, son épouse, et Lise Brisson, sa mère, ont dit avoir été frustrés du caractère inadéquat de la sentence.

M. Masse envoya au Bureau des avocats de la Couronne une longue lettre dans laquelle il sollicitait un appel de la peine imposée à l'abbé Deslauriers. Il écrivit également à M. Johnson pour l'informer qu'il n'était pas satisfait de l'issue du procès et qu'il demandait à la Couronne d'en appeler.

En janvier 1987, M. Masse tenta de nouveau de convaincre le Bureau des avocats de la Couronne d'interjeter appel, étant donné que la Couronne en appelait déjà de la peine avec sursis imposée à l'abbé Dale Crampton, un prêtre de la région d'Ottawa condamné pour des infractions d'ordre sexuel. À la suite de cet appel, à l'abbé Crampton fut condamné à une peine d'emprisonnement de huit mois. Dans une lettre adressée au directeur du Bureau des avocats de la Couronne, M. Masse soulignait que la Couronne se devait d'être conséquente dans ses décisions sur des affaires similaires.

Dans le dossier Deslauriers comme dans le dossier Crampton, le procureur de la Couronne demanda à ce que les sentences imposées au procès, qui excluaient toutes deux l'incarcération, fassent l'objet d'un appel. Malheureusement, aucun des documents examinés par le Bureau des avocats de la Couronne aux fins d'un éventuel appel n'a été déposé en preuve au cours de l'Enquête. En l'absence de tels documents, je ne suis pas disposé à commenter la décision du Bureau des avocats de la Couronne de ne pas en appeler de la sentence imposée à l'abbé Deslauriers.

R. c. Jean-Luc Leblanc, 1986

Les enquêtes sur Jean-Luc Leblanc de 1986 et de la fin des années 1990 font l'objet de discussions au chapitre consacré à l'intervention du Service de police de Cornwall (SPC) et au chapitre portant sur l'intervention de la Police provinciale de l'Ontario. Cette section traite de la poursuite de M. Leblanc en 1986, à la suite de l'enquête du SPC sur les allégations d'agression sexuelle de Jason Tyo, de Scott Burgess et de Jody Burgess.

Lors de son témoignage, l'agent Brian Payment a dit avoir rencontré le procureur de la Couronne M. Don Johnson le 27 janvier 1986, à propos du dossier Jean-Luc Leblanc. Ce jour-là, l'agent Payment fit une dénonciation sous serment relative à trois chefs d'accusation de grossière indécence contre M. Leblanc. M. Johnson a admis que les déclarations contenues dans le dossier de la Couronne mentionnaient de multiples agressions étalementes sur plus de quatre ans. La dénonciation de l'agent Payment comportait un chef d'accusation de grossière indécence à l'égard de chacun des trois garçons, plutôt que des chefs concernant les agressions multiples subies par chacun d'eux, comme ils l'alléguaien. De plus, les allégations de relations sexuelles anales avaient été ignorées dans les accusations déposées. Interrogé à ce sujet, M. Johnson a déclaré qu'il n'avait pas rédigé lui-même l'accusation, en admettant toutefois qu'il aurait pu la modifier.

En mai 1986, l'avocat de M. Leblanc proposa que son client plaide coupable à l'une des accusations, à la condition que les deux autres soient retirées. Dans sa réponse quelques mois plus tard, M. Johnson proposa plutôt que M. Leblanc plaide coupable à deux chefs d'accusation de grossière indécence, car il s'agissait selon lui de « deux incidents distincts devant être traités comme tels ». En fin de compte, la Couronne retira le chef d'accusation relié aux allégations de Scott Burgess. M. Johnson prit cette décision sans consulter M. Burgess.

Lors de son témoignage, M. Johnson a affirmé que les allégations de M. Burgess posaient peut-être un problème de crédibilité. Il a indiqué que s'il avait su que les trois garçons avaient été témoins des agressions des uns et des autres et que M. Leblanc avait fait une déclaration inculpatoire à l'agent Payment, ses inquiétudes quant à la fiabilité de M. Burgess en auraient été amoindries. Cette information figurait dans le dossier de la Couronne.

Au procès, qui eut lieu le 6 novembre 1986, M. Leblanc plaida coupable à deux chefs d'accusation, les autres ayant été abandonnés à la demande de la Couronne. M. Leblanc fut condamné à une peine en milieu ouvert assortie d'une probation de trois ans, avec obligation de suivre un programme de counseling régi par le bureau de probation. L'ordonnance de probation ne contenait aucune clause concernant les contacts entre l'accusé et les victimes ou d'autres jeunes. Quelques semaines après sa condamnation, il agressait de nouveau l'une des mêmes victimes.

Scott Burgess a témoigné du fait qu'il n'avait jamais rencontré le poursuivant et qu'il ne fut pas informé du retrait des accusations le concernant. M. Johnson a confirmé qu'il n'avait pas communiqué avec M. Burgess. Apparemment, l'enquêteur et les victimes ne prirent connaissance de la transaction pénale qu'après coup. M. Johnson n'en informa pas l'enquêteur. En rétrospective, il aurait dû le faire.

En raison de l'omission de M. Johnson de donner des conseils sur ces accusations et de son point de vue regrettable voulant que l'apparent consentement des victimes constitue une circonstance atténuante, M. Leblanc ne fut pas mis en accusation comme il aurait dû l'être. Si M. Leblanc avait été accusé d'infractions additionnelles ou d'infractions plus graves, il aurait reçu une peine plus lourde, possiblement une période d'incarcération ou une ordonnance de probation plus restrictive.

Opinions de la Couronne à la Société de l'aide à l'enfance avant 1991

Des allégations d'agression visant le père de la famille d'accueil Cieslewicz furent portées à l'attention de la Couronne. Ces allégations, relatives à des incidents passés et présents, furent faites par des filles résidant dans la famille d'accueil Cieslewicz. Le 1^{er} novembre 1978, M. O'Brien, de la Société de l'aide

à l'enfance (SAE) de Stormont, Dundas et Glengarry, écrivit à M. Dalby, directeur du bien-être de l'enfance, pour l'informer qu'il avait rencontré le procureur de la Couronne M. Johnson, le procureur adjoint de la Couronne M. Guy DeMarco, et Angelo Towndale, également de la SAE de Stormont, Dundas et Glengarry. Selon cette lettre, après avoir étudié les faits qui lui avaient été soumis, M. Johnson jugea que les éléments de preuve ne suffisaient pas à porter des accusations contre M. Cieslewicz. Lors de son témoignage, M. Johnson a déclaré n'avoir aucun souvenir de cette réunion.

Un autre dossier de la SAE fut porté à l'attention de la Couronne. Il s'agissait d'un incident survenu à la fin de 1982 dans un foyer de groupe de la SAE géré par M. et M^{me} Lapensee. Une des filles affirmait qu'elle et d'autres filles du foyer étaient sexuellement agressées par Brian Lapensee, le fils de M. et M^{me} Lapensee. M. O'Brien présenta le dossier au Bureau du procureur de la Couronne. M. Johnson n'a pas pu confirmer avoir rencontré M. O'Brien à propos de ces allégations.

En avril 1983, un autre incident dans le même foyer fit l'objet d'allégations à l'endroit du même individu. Le 20 avril, M. O'Brien s'entretint de cet incident avec le procureur adjoint de la Couronne, M. Alain Ain. Selon ce dernier, il était inutile de porter des accusations contre Brian Lapensee à ce moment-là. Il ne semble pas que M. Ain ait obtenu une copie du rapport d'incident grave de décembre 1982. M. O'Brien ne mentionna pas non plus dans sa lettre les plaintes et l'enquête antérieures.

Dans le dossier Lapensee comme dans le dossier Cieslewicz, la police n'a jamais été informée des plaintes.

À mon avis, ces situations illustrent le fait que le ministère du Procureur général donnait des conseils à des organismes ministériels, sans enquête convenable et approfondie des services de police. Le ministère ne se préoccupa pas non plus de conserver les notes et les dossiers, de consigner les opinions données, ni de créer de dossiers reliés aux allégations d'agression sexuelle. Une politique devrait prévoir que les allégations d'agression sexuelle signalées à un avocat de la Couronne doivent immédiatement être soumises à la police aux fins d'enquête.

En 1989, une ancienne pupille de la SAE, Jeannette Antoine, déclara avoir été agressée pendant son enfance, alors qu'elle résidait au foyer de groupe de Second Street. Elle relata avoir été victime d'agressions physiques et sexuelles commises par des employés du foyer de groupe, notamment John Primeau, Brian Keough et Derry Tenger. Le 25 septembre 1989, le procureur de la Couronne M. Johnson rencontra le chef adjoint Joseph St. Denis et l'inspecteur Richard Trew du SPC, ainsi que M. O'Brien. M. Johnson ne s'est pas souvenu de cette réunion, mais il admet la possibilité qu'il y était. Il semble que la question d'inconduite d'ordre sexuel ne fit pas l'objet de discussions.

M. O'Brien s'est souvenu de s'être adressé à la Couronne parce qu'il connaissait personnellement de nombreux procureurs. Il lui était plus facile de s'adresser directement à la Couronne et il avait confiance dans les compétences de M. Johnson. Le 3 octobre 1989, M. O'Brien eut un nouvel entretien avec M. Johnson à ce propos.

D'après ses notes, M. O'Brien s'adressa de nouveau à la police après avoir pris connaissance des notes d'un travailleur social qui laissaient supposer des inconduites d'ordre sexuel de la part d'employés de la SAE, alors que le foyer de groupe était toujours ouvert.

Selon les notes de M. O'Brien, le 7 février 1990, l'agent Kevin Malloy informa ce dernier que les éléments de preuve ne suffisaient pas pour poursuivre, et que le procureur de la Couronne était d'accord avec cette décision.

Selon l'agent Malloy, la déclaration de M^{me} Antoine posait des problèmes de crédibilité dont il avait discuté avec l'inspecteur Trew et qui l'avaient ensuite amené à demander conseil au procureur de la Couronne M. Don Johnson. Il montra toutes les déclarations à M. Johnson, et croit que le procureur avait lu la déclaration de M^{me} Antoine dans son intégralité. Aux yeux de l'agent Malloy, le but de la rencontre était d'étudier la question des motifs raisonnables et probables justifiant le dépôt d'accusations. L'agent Malloy supposa qu'à l'issue de cette rencontre, le procureur de la Couronne M. Don Johnson transmettrait les renseignements sur ce dossier au directeur régional des services des procureurs de la Couronne. L'agent Malloy attendait une réponse de la Couronne. Il mit le dossier en suspens.

M. Johnson a souligné qu'il ne conseillait jamais à un agent de police de porter ou non des accusations. Ce n'était pas son travail.

Le 4 avril 1990, M. Johnson fit parvenir à M. Norman Douglas, directeur régional des procureurs de la Couronne de la région de l'Est, une lettre accompagnée de la déclaration de Jeannette Antoine à l'agent Malloy à propos des allégations d'agressions commises par des employés de la Société de l'aide à l'enfance. Cette lettre précisait : « Bien qu'il semble y avoir un certain fondement factuel pour une enquête plus approfondie, je ne peux trouver aucune indication des dates précises auxquelles l'incident présumé aurait eu lieu, ni le nom ni les adresses de témoins qui auraient pu corroborer les allégations. »

M. Johnson ajouta qu'il savait qu'il y avait eu enquête à la fin des années 1970 et que certains employés de la SAE avaient été congédiés, même si aucune accusation n'avait été portée contre eux.

Le 10 avril 1990, M. Douglas répondit à M. Johnson dans une lettre indiquant que la Couronne devrait demander à la police de faire enquête sur chaque allégation d'agression. Il ajouta que la police devait amorcer une enquête dans ce dossier, si ce n'était déjà fait. M. Johnson ne se souvient pas d'avoir reçu cette lettre. Il se souvient toutefois qu'au milieu des années 1990, l'agent Malloy et le

sergent d'état-major Garry Derochie communiquèrent avec lui pour lui demander s'il l'avait reçue. N'ayant pas, semble-t-il, reçu cette lettre, M. Johnson ne fit pas de suivi sur sa propre lettre du 4 avril.

M. Johnson a reconnu le caractère « inacceptable » des malentendus nés du fait qu'il n'avait pas reçu cette lettre. Il a également admis que le non respect de la consigne de M. Douglas relative à une enquête plus approfondie donna lieu à de la confusion dans de nombreux autres aspects de l'enquête relative à Jeannette Antoine.

En janvier 1994, l'agent Shawn White du SPC reçut le mandat de reprendre l'enquête sur les allégations de Jeannette Antoine concernant des agressions survenues au foyer de groupe de Second Street. En cours d'enquête, l'agent White prit connaissance d'allégations d'agressions de jeunes résidents commises par un employé du foyer de groupe, M. John Primeau. Le 14 juin 1994, l'agent White rencontra M. Peter Griffiths, directeur des services des procureurs de la Couronne de la région de l'Est. L'agent White l'informa des trois incidents présumés d'agressions sexuelles commises par M. Primeau. L'agent White informa également M. Griffiths qu'il avait reçu des informations concernant des allégations d'agressions sexuelles commises dans d'autres familles d'accueil. L'agent White assembla un dossier de la Couronne exhaustif, qu'il remit à M. Griffiths.

Le 19 octobre 1994, MM. Griffiths et Murray MacDonald rencontrèrent l'agent White. Les notes sur la réunion de l'agent White indiquent que M. Griffiths affirma avoir lu le dossier et « être d'accord quant à l'absence d'éléments de preuve à l'appui des allégations de M^{me} Antoine à l'endroit de Bryan Keough », un autre employé de la SAE. La police abandonna les allégations d'inconduite sexuelle de la part d'autres employés, en raison du fait que les victimes n'étaient pas disposées à déposer de plaintes officielles et qu'elles avaient certaines difficultés à se souvenir des faits. Quant aux allégations de mauvais traitements physiques de Jeannette Antoine, la Couronne était d'avis qu'elle ne pouvait faire valoir que des voies de fait simples, une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité dont le délai de prescription était expiré.

Dans une lettre du 24 octobre 1994, M. Griffiths donna son opinion à l'agent White. À propos des allégations d'agression sexuelle de M^{me} Antoine à l'endroit de Bryan Keough et de Derry Tenger, un autre employé de la SAE, M. Griffiths conclut : « Étant donné la nature de cette allégation, la date de la plainte et l'absence d'éléments de preuve confirmatoires, je suis d'avis que vous ne disposez pas de motifs raisonnables et probables justifiant le dépôt d'accusations relatives à cette plainte. »

Le directeur général de la Société de l'aide à l'enfance, M. Richard Abell, ne reçut pas le dossier d'enquête. Hormis les allégations de M^{me} Antoine à l'endroit de M. Keough, il ne fut pas informé du nom des autres victimes et

agresseurs présumés. Lors de son témoignage, ayant depuis pris connaissance du dossier, il a indiqué que, compte tenu de la portée des allégations en cause, il aurait dû les étudier.

M. Abell a indiqué que si la SAE avait eu connaissance des allégations faites durant l'enquête de l'agent White, des efforts auraient pu être déployés pour communiquer avec les victimes présumées afin d'obtenir des renseignements supplémentaires et de leur apporter de l'aide. Je constate que ce dossier soulevait deux questions touchant la communication de l'information . Le première était l'obligation de signaler à la SAE les allégations d'agressions sexuelles subies par des enfants. M. Griffiths n'a pas été le seul témoin à rappeler que les exigences relatives à l'obligation de signalement n'étaient pas très claires. Dans ce cas précis, l'obligation de signaler des agressions se trouvait compliquée du fait que ces allégations visaient des personnes employées ou qui l'avaient été, ou supervisées d'une manière ou d'une autre par l'organisme auquel il fallait les signaler. La deuxième question concernant la communication de l'information était de savoir s'il fallait contacter la Société de l'aide à l'enfance à titre d'employeur des personnes accusées d'agression. Selon moi, la protection des enfants l'emporte sur le droit à la vie privée de tout employé qui travaille avec des enfants dans une institution publique.

Conseils de M. Murray MacDonald pendant l'enquête sur la plainte de David Silmser

La plainte déposée par David Silmser au Service de police de Cornwall en 1992 relativement aux allégations d'agressions sexuelles commises par l'abbé Charles MacDonald et l'agent de probation Ken Seguin fait l'objet d'une discussion approfondie au chapitre portant sur l'intervention du Service de police de Cornwall. Le procureur de la Couronne de Cornwall, M. Murray MacDonald, s'entretint avec les agents du SPC au cours de l'enquête relative aux allégations de M. Silmser. Il donna également une opinion, recommandant de ne pas déposer d'accusations, après que M. Silmser eut fait savoir qu'il ne souhaitait pas poursuivre avec l'enquête criminelle ni y participer.

Selon ses notes, l'agente Heidi Sebalj ne rencontra le procureur de la Couronne, M. MacDonald, qu'une seule fois, le 2 mars 1993. Cependant, M. MacDonald se souvient d'avoir rencontré l'agente Sebalj à plusieurs reprises.

Selon M. MacDonald, l'agente Sebalj l'avait d'abord rencontré en février 1993. Il s'agissait d'une rencontre officieuse. Il s'est souvenu d'avoir rencontré l'agente Sebalj de sept à dix fois pour discuter de ce dossier, de février à août 1993. Le sergent d'état-major Luc Brunet, superviseur de l'agente Sebalj à l'époque, était au courant de ses rencontres avec M. MacDonald. M. MacDonald ne prit pas de notes pendant ces rencontres et il ne se souvient pas d'avoir vu l'agente Sebalj en prendre. Il a révélé avoir modifié ses façons de faire par la suite.

Selon M. MacDonald, lors de leur première rencontre, l'agente Sebalj lui dit qu'elle était loin de disposer de motifs raisonnables et probables et qu'elle désirait savoir comment s'y prendre pour les obtenir. Elle indiqua qu'elle venait tout juste d'amorcer son enquête. M. MacDonald crut qu'elle lui demandait son aide, en partie parce qu'il s'agissait d'un dossier délicat concernant un accusé très en vue.

M. MacDonald se souvient que lors de leur première ou de leur deuxième rencontre, l'agente Sebalj lui montra la déclaration manuscrite de David Silmser. Dans cette déclaration, M. Silmser accusait l'abbé MacDonald et l'agent de probation Ken Seguin.

M. MacDonald lut la déclaration et estima qu'il fallait éclaircir plusieurs points, notamment les informations concernant l'agent de probation et le détail des agressions commises par M. Seguin. M. MacDonald dit à l'agente Sebalj de demander au plaignant de lui fournir ces renseignements supplémentaires. Le seul document que M. MacDonald vit de février à septembre 1993 fut la déclaration manuscrite de M. Silmser.

Le 2 mars 1993, l'agente Sebalj rencontra M. MacDonald au bureau des enquêtes criminelles. Selon les notes de l'agente Sebalj, M. MacDonald exprima des réserves quant à ses motifs. Il lui suggéra de rencontrer la victime, et lui demanda de le tenir au courant de l'enquête.

Dans son témoignage, M. MacDonald a déclaré que l'agente Sebalj ne cherchait pas de conseils juridiques, mais plutôt des suggestions sur les possibles sources d'éléments de preuve. Ce ne fut que plusieurs semaines plus tard que M. MacDonald lui conseilla d'en discuter avec son superviseur. Il croyait que l'agente Sebalj s'était tournée vers lui parce que le SPC était ralenti par des congés de maladie et que son personnel était débordé. L'agente était très occupée, tout comme son superviseur, le sergent d'état-major Brunet, et M. MacDonald crut donc qu'il serait plus efficace d'aller « droit au but » et de lui conseiller d'obtenir certains renseignements additionnels.

J'estime qu'on devrait encourager la collaboration entre les avocats de la Couronne et les policiers. L'avis de pratique actuel de la Couronne sur les relations entre les avocats de la Couronne et la police stipule : « Bien que l'indépendance mutuelle dans la relation soit d'une importance capitale, il faut cependant noter qu'il existe un besoin de coopération et de confiance mutuelles à toutes les étapes d'une enquête et des procédures judiciaires. » Il précise également : « Bien qu'il soit de façon générale inapproprié pour les avocats de la Couronne de donner une direction générale à une enquête, ils peuvent, en revanche, conseiller les policiers sur des questions juridiques. » J'estime que M. MacDonald en fit peut-être trop en orientant l'enquête; cela aurait peut-être dû être fait par des membres du SPC. Il le fit sans dossier de la Couronne et sans avoir consulté les notes ou les déclarations des témoins. Le problème fut

amplifié par le fait que l'agente Sebalj était une enquêteuse relativement inexpérimentée, peu supervisée, et que les allégations d'agression sexuelle qu'elle traitait étaient susceptibles de se transformer en un dossier délicat si des accusations étaient portées.

M. Murray MacDonald savait que M. Seguin était agent de probation à Cornwall et que l'abbé MacDonald était un prêtre actif dans la communauté. Dans ces deux professions, on fréquente régulièrement des enfants et des adolescents. Dans son témoignage, le procureur de la Couronne a affirmé qu'il connaissait le devoir de signaler des agressions. En rétrospective, il a reconnu qu'il aurait dû signaler ce dossier après avoir lu la déclaration de M. Silmser. La question de signaler le dossier à la SAE ne fut soulevée que lorsque M. MacDonald discuta avec le sergent d'état-major Brunet et, plus tard, avec le chef Claude Shaver, à l'automne 1993. Il est regrettable qu'il n'ait pas songé à demander à l'agente Sebalj ou au sergent d'état-major Brunet d'avertir la SAE.

À un moment donné, l'agente Sebalj avertit M. Murray MacDonald que M. Silmser et le diocèse avaient entamé des négociations. M. MacDonald eut l'impression que M. Silmser avait pris l'initiative de communiquer avec le diocèse. Il est pourtant manifeste que, même si M. Silmser avait communiqué en premier avec le diocèse, les négociations en vue d'un règlement à l'amiable furent instiguées par ce dernier.

M. Murray MacDonald reçut des appels téléphoniques de M. Malcolm MacDonald à deux ou trois reprises à propos de ce dossier. Lors du premier appel, M. Malcolm MacDonald informa le procureur de la Couronne que M. Silmser avait raison d'être en colère contre l'Église, qui ne les avait pas appuyés, sa mère et lui, des années plus tôt. M. Murray MacDonald supposa qu'il voulait dire que le prêtre et le diocèse étaient enclins à négocier avec M. Silmser car ils estimaient que la paroisse ou le prêtre lui avaient causé du tort. Le second appel téléphonique que M. Murray MacDonald reçut de l'avocat du prêtre eut lieu à la fin août ou au début de septembre 1993, immédiatement après l'annonce de la conclusion d'un règlement à l'amiable, relayée par l'agente Sebalj. M. Malcolm MacDonald l'informa qu'un règlement avait été conclu. Il mentionna également qu'il aurait facilement pu discréditer M. Silmser dans un procès criminel; son client et lui jugeaient cette réclamation sans fondement, et ils avaient décidé de régler et de donner au plaignant de l'argent pour obtenir des services de counseling. Selon le témoignage de M. Murray MacDonald, la teneur de cette conversation fut différente du premier appel téléphonique et il se sentit mal à l'aise. Cela le troubla, car l'attitude de l'avocat « ne tenait pas compte » de la crédibilité du plaignant et lui donnait l'impression que M. Malcolm MacDonald semblait croire que le règlement à l'amiable mettait également fin à la poursuite criminelle. Lors de son témoignage, M. Murray MacDonald a affirmé : « Je lui ai dit très précisément :

“Comme vous le savez, cela ne mettra pas un terme à la poursuite criminelle.” Je voulais que ce soit clair, étant donné que je sentais un changement dans son attitude. »

Le message que souhaitait transmettre M. Murray MacDonald était que l'enquête criminelle se poursuivait et que des accusations seraient peut-être portées. Le fait que M. Malcolm MacDonald semblât croire que le règlement civil mettrait un terme à l'enquête criminelle n'alerta pas le procureur de la Couronne. Il n'effleura jamais l'esprit de M. Murray MacDonald que M. Malcolm MacDonald faisait entrave à la justice.

C'est difficile à comprendre. M. Murray MacDonald aurait dû pressentir que quelque chose ne tournait pas rond, alors que M. Malcolm MacDonald communiquait avec le procureur de la Couronne pendant l'enquête et avant de savoir si des accusations allaient être portées. Au deuxième appel de M. Malcolm MacDonald, M. Murray MacDonald aurait dû se douter que le règlement civil était lié à l'enquête criminelle. Nous savons maintenant que, lors de ce deuxième appel téléphonique, M. Malcolm MacDonald savait que le règlement prévoyait une clause mettant fin à l'enquête.

M. Murray MacDonald s'entretint également avec M. Jacques Leduc, l'avocat du diocèse. Il croit que c'était après le deuxième appel téléphonique de M. Malcolm MacDonald.

M. Murray MacDonald se souvient d'un appel téléphonique de M. Leduc, après la conclusion du règlement à l'amiable, alors que M. Leduc affirme que le contact eut lieu avant. Si cet entretien eut bel et bien lieu après la conclusion du règlement à l'amiable, M. Murray MacDonald aurait dû se poser des questions sur les motifs de l'appel.

J'en conclus que M. Murray MacDonald ignorait que le règlement à l'amiable concernait la poursuite criminelle.

Comme j'en ai déjà discuté, en mars et en avril 1993, l'agente Sebalj interrogea plusieurs personnes qui affirmèrent, elles aussi, avoir été victimes des agressions de l'abbé MacDonald pendant leur jeunesse.

Les notes de l'agente Sebalj indiquent qu'en mars 1993, C-56 et C-3 déclarèrent que l'abbé MacDonald les avait sexuellement agressés. M. Murray MacDonald n'était pas au courant de cette information à l'époque.

Dans son témoignage, M. MacDonald a indiqué que malgré les renseignements obtenus par l'agente Sebalj lors des entrevues avec C-3 et C-56, elle ne crut jamais subjectivement avoir en sa possession de motifs raisonnables et probables justifiant le dépôt d'accusations avant que M. Silmser ne dise qu'il ne souhaitait pas aller plus loin.

Le ou vers le 8 septembre 1993, M. Murray MacDonald rencontra le sergent d'état-major Brunet et l'agente Sebalj. On montra à M. MacDonald une

copie de la correspondance transmise au Service de police de Cornwall par M. Malcolm MacDonald, contenant une déclaration de M. Silmser dans laquelle il indiquait ne plus vouloir poursuivre avec les accusations criminelles. M. Murray MacDonald s'inquiéta du fait que M. Malcolm MacDonald ne semblait pas l'avoir écouté quand il lui avait dit que l'enquête criminelle se poursuivrait malgré la conclusion du règlement civil.

Aux yeux de M. Murray MacDonald, la décision de M. Silmser de retirer sa plainte était manifestement liée au règlement à l'amiable. M. MacDonald supposa que M. Silmser avait décidé, après avoir reçu l'argent, qu'il ne souhaitait plus poursuivre l'enquête criminelle. Il est également possible qu'il ait pensé qu'en raison du règlement à l'amiable, la police ne serait plus intéressée à ce dossier. M. MacDonald demanda aux policiers d'avertir M. Silmser qu'il se trompait s'il croyait que la police ne souhaitait plus poursuivre l'enquête.

M. MacDonald supposa que si le règlement à l'amiable n'avait pas eu lieu, M. Silmser aurait continué de traiter avec l'agente Sebalj. Cependant, il ne songea pas à consulter le document du règlement pour voir s'il empêchait M. Silmser de poursuivre l'enquête criminelle. Il tint pour acquis que M. Adams, l'avocat de M. Silmser, aurait informé ce dernier que toute interdiction de poursuivre une instance criminelle est inexécutoire et illégale. M. MacDonald crut à la bonne foi de tous les avocats intervenant dans le règlement à l'amiable.

Le sergent d'état-major Brunet écrivit à M. Murray MacDonald le 9 septembre 1993, pour lui signifier que le Service de police de Cornwall avait reçu une lettre de M. Malcolm MacDonald. La lettre était accompagnée d'une déclaration de M. Silmser et précisait qu'il avait conclu un règlement civil et ne désirait plus porter des accusations au criminel. Le sergent d'état-major Brunet écrivit qu'il se doutait que la Couronne n'intentait pas de poursuite sans la pleine collaboration de la victime et demandait l'avis de M. Murray MacDonald sur la question.

Le 14 septembre 1993, M. Murray MacDonald répondit par lettre au sergent d'état-major Brunet, comme celui-ci le lui avait demandé. Il écrivit :

Notre politique est de ne pas contraindre les victimes de crimes sexuels à poursuivre contre leur gré. En outre, l'agente hésitait sur la question des motifs raisonnables et probables avant ce présumé « règlement ». Les motifs sont désormais encore plus incertains du fait que la victime s'est manifestement servie de cette menace d'instance criminelle pour bonifier le règlement financier.

Il est évident que les allégations de M. Silmser suggèrent un grave abus de confiance de la part de l'agresseur présumé. Bien sûr, ces questions peuvent être soumises aux supérieurs du suspect, si vous le croyez.

approprié. Toutefois, ce cas est entaché (par sa propre conduite) par un plaignant très peu crédible, et ses allégations d'un motif ultérieur évident.

Comme vous le savez, il est extrêmement difficile de faire subir à des victimes coopératives un procès pour agressions sexuelles. Pour des raisons de politique, le fait de faire subir le même processus à une victime réticente n'est pas dans l'intérêt du public, surtout si ce témoin réticent doit être « crucifié » en contre-interrogatoire.
[traduction]

Relativement à son commentaire sur le fait que M. Silmser se soit servi de la menace d'une poursuite criminelle pour obtenir un règlement financier, M. Murray MacDonald a reconnu qu'il avait supposé que M. Silmser était de mauvaise foi. Il avait supposé que M. Silmser s'était servi de lui et de la police pour obtenir de l'argent. Dans son témoignage, M. MacDonald a admis qu'il avait eu tort. Lors de son témoignage, M. Silmser a déclaré qu'il voulait que des accusations criminelles soient déposées, et ce fut seulement après s'être fait dire que l'enquête criminelle n'allait nulle part qu'il décida d'opter pour le règlement à l'amiable.

M. Murray MacDonald a reconnu avoir fait plusieurs affirmations dans sa lettre à propos de la crédibilité et des motifs de M. Silmser, qui étaient des opinions fondées principalement sur ce que l'agente Sebalj lui avait rapporté. Il a reconnu que les opinions exprimées à l'égard de M. Silmser et de ses allégations étaient très négatives. M. MacDonald ne rencontra jamais M. Silmser pour évaluer sa crédibilité.

Au moment où M. MacDonald écrivit sa lettre, il n'avait pas obtenu le dossier de la Couronne. Il se fiait aux comptes rendus oraux de l'agente Sebalj sur le déroulement de l'enquête. Murray MacDonald a reconnu qu'il ne s'agissait pas de la meilleure façon de faire. Il apparaît évident que M. Murray MacDonald ne connaissait pas tous les détails de l'enquête au moment de rédiger son opinion. Vu sa grande expérience avec les victimes d'agressions sexuelles commises dans le passé et la difficulté que ces dernières éprouvent à faire leurs allégations, et en raison de sa connaissance de l'existence d'autres victimes présumées, je juge troublants le ton et le contenu de sa lettre au sergent d'état-major Brunet.

À un moment donné entre le mois de février et le 14 septembre 1993, M. Murray MacDonald s'entretint avec le procureur de la Couronne M. Robert Pelletier. Lors de son témoignage, M. MacDonald a admis avoir dit à M. Pelletier que si la police déposait des accusations contre le prêtre, il demanderait à M. Pelletier d'étudier le dossier afin de déterminer s'il existait

une perspective raisonnable de condamnation. Selon M. Murray MacDonald, la raison pour laquelle il voulait faire intervenir M. Pelletier n'était pas un conflit juridique, mais plutôt parce qu'il voulait éviter les apparences de partialité.

M. Murray MacDonald apprit l'existence de la clause illégale du règlement par Charlie Greenwell, journaliste à la télévision, en janvier 1994. Ce même mois, le Service de police d'Ottawa interrogea M. MacDonald. Le surintendant Skinner et le sergent d'état-major Blake furent critiques à l'égard de la conduite de M. MacDonald dans l'enquête relative à M. Silmser. Ils parvinrent à la conclusion qu'il aurait dû confier l'enquête à un autre procureur de la Couronne après avoir déclaré son conflit d'intérêts. M. MacDonald aurait dû réaliser que toute intervention de sa part dans l'enquête, de même que son opinion écrite recommandant de ne pas poursuivre les démarches, étaient inappropriées.

J'estime que le procureur de la Couronne M. Murray MacDonald ne fit pas preuve de jugement dans cette affaire. Il intervint trop dans l'orientation de l'enquête, sans connaître toutes les informations pertinentes. Il rédigea ensuite une opinion gravement insensible envers la victime, M. Silmser, sans connaître tous les faits. Les procureurs de la Couronne doivent s'assurer qu'ils ont en leur possession tous les éléments pertinents avant de donner leur opinion aux enquêteurs.

Enquêtes de la Police provinciale de l'Ontario en 1994

La Police provinciale de l'Ontario mena quatre enquêtes distinctes, mais reliées, dans la région de Cornwall en 1994. La première fut une nouvelle enquête sur les allégations d'agressions sexuelles de David Silmser à l'endroit de l'abbé Charles MacDonald. La seconde se pencha sur les allégations d'entraîne à la justice, voulant que le Service de police de Cornwall, le diocèse d'Alexandria-Cornwall et le procureur de la Couronne local aient comploté en prenant des dispositions pour payer M. Silmser afin qu'il mette fin à l'enquête criminelle. La troisième enquête concernait les allégations voulant que le règlement à l'amiable conclu avec M. Silmser constitue une tentative d'entraîne à la justice. La quatrième enquête portait sur les allégations de la famille du défunt agent de probation Ken Seguin, selon lesquelles M. Silmser aurait tenté de soutirer de l'argent à M. Seguin.

Le directeur régional des opérations de la Couronne pour l'Est de l'Ontario, M. Peter Griffiths, agissait à titre d'agent de liaison dans ces enquêtes. Il communiquait principalement avec l'inspecteur-détective Fred Hamelink, qui dirigeait l'enquête sur les allégations d'extorsion, et avec l'inspecteur-détective Tim Smith, responsable des enquêtes sur l'abbé MacDonald et sur la conspiration d'entraîne à la justice.

L'enquête sur les allégations d'extorsion

M. Griffiths savait que l'enquête sur les allégations d'extorsion était menée en parallèle avec l'enquête sur les allégations d'agressions sexuelles de David Silmser à l'endroit de l'abbé MacDonald. Par expérience, M. Griffiths savait qu'il était plutôt inhabituel qu'une personne porte deux chapeaux dans deux enquêtes distinctes : celui de victime, d'une part, et celui de suspect, d'autre part.

Ces enquêtes concernant M. Silmser soulevèrent deux questions. La première concernait la manière de mener l'interrogatoire de M. Silmser, puisqu'il était à la fois victime et suspect. La seconde question visait la coordination de la préparation et de la présentation des dossiers de la Couronne afin de savoir s'il fallait porter des accusations dans les deux dossiers ou dans un seul.

Les inspecteurs-détectives Smith et Hamelink s'entendirent pour comparer leurs notes une fois leurs enquêtes terminées et pour présenter leur dossier à M. Griffiths en même temps. Les inspecteurs-détectives Smith et Hamelink se souviennent d'avoir discuté de cette entente lors de la réunion du 21 février 1994, au bureau de M. Griffiths. M. Griffiths n'évalua jamais les deux dossiers conjugués. Il ignorait que les inspecteurs-détectives Smith et Hamelink n'avaient pas eu l'occasion d'étudier leurs dossiers respectifs avant de les lui remettre.

Le 29 septembre 1994, l'inspecteur-détective Hamelink et l'agent-détective McDonell se présentèrent au bureau de M. Griffiths et lui firent un compte rendu oral de l'enquête sur les allégations d'extorsion et du dossier de la Couronne. Comme M. Griffiths n'avait pas encore reçu de dossier de la part de l'inspecteur-détective Smith à propos de l'enquête sur l'abbé MacDonald, il lui téléphona le 11 octobre pour lui demander de conclure l'enquête dès que possible. Le lendemain, M. Griffiths transmit à l'inspecteur-détective Hamelink son opinion écrite concernant l'enquête sur les allégations d'extorsion.

L'inspecteur-détective Smith accéléra la livraison de ses dossiers pour que M. Griffiths puisse les étudier en même temps que le dossier de l'inspecteur-détective Hamelink. M. Griffiths n'étudia pas les dossiers dans l'optique de vérifier s'il y avait des contradictions entre les deux enquêtes. L'opinion de M. Griffiths à propos de l'enquête sur les allégations d'extorsion était qu'il y avait trop peu d'éléments de preuve pour établir des motifs raisonnables et probables et prétendre que M. Silmser avait commis une extorsion.

Les enquêtes sur l'abbé Charles MacDonald, sur la conspiration et sur l'entraîne à la justice

Le 8 février 1994, l'inspecteur-détective Smith téléphona à M. Griffiths pour l'informer du début de son enquête et pour lui demander une copie du règlement à l'amiable conclu entre M. Silmser et le diocèse d'Alexandria-Cornwall. M. Griffiths communiqua avec M. Peter Annis, l'avocat du diocèse, et prit des

dispositions pour que M. Annis transmette une copie du document de règlement à l'inspecteur-détective Smith.

M. Griffiths reçut les dossiers de la Couronne de l'inspecteur-détective Smith au début du mois de novembre 1994. Il prit quelques semaines pour les étudier. Le 20 décembre, M. Griffiths téléphona à l'inspecteur-détective Smith pour lui donner son opinion orale à propos de ses enquêtes. C'était leur premier entretien depuis la remise des dossiers par l'inspecteur-détective. Selon les notes du policier, M. Griffiths l'informa qu'à l'égard de l'abbé MacDonald, objectivement, il y avait suffisamment d'éléments de preuve crédibles, mais que, subjectivement, ils n'étaient pas dignes de foi. M. Griffiths commenta également sur la crédibilité de M. Silmser, qui posait problème. M. Griffiths mit ses opinions verbales par écrit le lendemain. L'opinion écrite relative à l'enquête sur l'abbé MacDonald diffère des notes prises par l'inspecteur-détective Smith lors de leurs premières conversations, ce qui illustre pourquoi il vaut mieux que les avocats de la Couronne confirment leurs opinions juridiques par écrit. La lettre de la Couronne précise que M. Griffiths croyait que la police ne disposait pas de motifs objectifs ni de croyance subjective.

Le 21 décembre 1994, M. Griffiths donna également son opinion écrite à l'inspecteur-détective Smith relativement à « l'enquête sur les allégations de collusion entre le Service de police de Cornwall, le procureur de la Couronne et le diocèse d'Alexandria-Cornwall pour éviter d'accuser et de poursuivre l'abbé Charles MacDonald pour des motifs illégitimes ». M. Griffiths conclut que les éléments de preuve ne révélaient aucune activité criminelle. Comme il l'expliqua, le complot est une entente illégale entre diverses parties, et il ne trouva aucune preuve directe ou indirecte d'une entente entre les parties concernées.

Comme j'en ai discuté dans le chapitre portant sur l'intervention de la Police provinciale de l'Ontario, l'enquête était entachée de nombreuses lacunes. M. Griffiths aurait pu demander aux enquêteurs d'assurer un suivi sur certaines de ces lacunes, notamment l'entrevue avec l'abbé MacDonald, l'entrevue avec M. Malcolm MacDonald et l'apparente absence d'enquête sur la participation des avocats MM. Jacques Leduc et Sean Adams. Dans toutes ces enquêtes, l'opinion de M. Griffiths fut fondée sur les renseignements fournis par les enquêteurs. Ni l'inspecteur-détective Smith ni l'inspecteur-détective Hamelink ne reçurent de conseils ni de demandes concernant l'enquête de la part de M. Griffiths visant à faire un suivi ou à clarifier certains points.

Selon M. Griffiths, son opinion exposait les faiblesses du dossier, et si la police pensait pouvoir remédier à ces faiblesses, elle pouvait alors poursuivre l'enquête. Il estimait qu'il n'était pas de son devoir de vérifier le caractère suffisant de l'enquête policière. L'inspecteur-détective Smith, cependant, a indiqué que lorsque la police envoie un dossier à un procureur de la Couronne, ce dernier

demande souvent d'approfondir l'enquête, et la police se conforme à ces instructions. Il a indiqué que si un procureur de la Couronne n'est pas satisfait de certains éléments d'un dossier, cela doit être porté à l'attention de la police.

Il semble qu'en l'espèce, la police et le procureur de la Couronne n'aient pas établi clairement leurs rôles respectifs. Pour assurer l'efficacité des enquêtes, il est essentiel que la Couronne et la police comprennent mutuellement les rôles de chacun.

R. c. Malcolm MacDonald : tentative d'entrave à la justice

Dès janvier 1994, M. Peter Griffiths craignit une possible entrave à la justice. Le document détaillant le règlement à l'amiable prévoyait qu'en échange de 32 000 \$, M. Silmser n'intenterait pas de poursuite civile ou criminelle contre l'abbé Charles MacDonald.

Le 7 novembre 1994, M. Griffiths reçut le dossier de la Couronne de l'inspecteur-détective Smith concernant l'enquête sur les allégations d'entrave à la justice, accompagné d'un synopsis de la Police provinciale de l'Ontario. L'inspecteur-détective Smith avait des doutes sur les agissements des trois avocats relativement au règlement.

Après avoir étudié le dossier, M. Griffiths communiqua avec l'inspecteur-détective Smith de la Police provinciale de l'Ontario le 20 décembre 1994. Il lui indiqua qu'il valait la peine de communiquer avec le Barreau du Haut-Canada à propos des trois avocats impliqués, M. MacDonald, MM. Jacques Leduc et Sean Adams : l'entrave à la justice ne constituait pas une infraction, mais un manque de professionnalisme. Deux jours plus tard, M. Griffiths communiqua avec l'inspecteur-détective Smith et lui dit, comme en font foi les notes du policier, qu'il y avait un « problème avec M. Malcolm MacDonald, une possible entrave à la justice, et que d'autres consultations devaient être menées ».

En ce qui a trait aux allégations d'entrave à la justice, la question n'était pas de savoir si la renonciation signée par David Silmser, dans laquelle il convenait de ne pas intenter de poursuite civile ou criminelle en échange d'un règlement financier, était légale, mais plutôt si un crime avait été commis durant la création du document. M. Griffiths ne doutait aucunement de l'illégalité de la clause du règlement interdisant à M. Silmser de déposer une plainte au criminel; la question était plutôt de savoir si les individus étant intervenus dans la rédaction du document avaient commis un crime. M. Griffiths souhaitait obtenir une seconde opinion. Il demanda donc à M. Don McDougall, un procureur de la Couronne expérimenté, d'étudier le dossier.

Le 30 janvier 1995, M. Griffiths informa l'inspecteur-détective Smith que M. McDougall était d'avis qu'il y avait des motifs raisonnables et probables de croire que M. MacDonald avait tenté de faire entrave à la justice. Il croyait qu'il

y avait aussi des chances raisonnables d'obtenir une condamnation et qu'il en allait de l'intérêt public de poursuivre.

Après avoir obtenu l'opinion de M. McDougall, M. Griffiths se sentit à l'aise de recommander à l'inspecteur-détective Smith de déposer des accusations contre M. MacDonald. M. Griffiths ne croyait pas qu'il existait des motifs raisonnables et probables pour déposer des accusations de tentative d'entrave à la justice contre les deux autres avocats. Le dossier fut transmis à M. McDougall pour qu'il donne son opinion, et il recommanda de ne déposer des accusations que contre M. Malcolm MacDonald. L'enquête sur les allégations d'entrave à la justice souffrit de certaines lacunes. Selon les renseignements accessibles à l'époque, il était peu probable que la Couronne conclut à la pertinence de porter des accusations contre M. Adams ou M. Leduc.

Contrairement aux opinions formulées dans les enquêtes sur l'abbé MacDonald, les allégations d'extorsion et les allégations de conspiration, M. Griffiths ne rédigea pas d'opinion dans l'enquête sur l'entrave à la justice. Dans son témoignage, il a reconnu que la meilleure pratique serait de donner une opinion écrite. À mon avis, une opinion écrite aurait dû être fournie dans ce dossier.

Une fois les accusations portées contre M. Malcolm MacDonald, M. Griffiths confia le dossier au Bureau du procureur de la Couronne de Brockville. Le Bureau du procureur de la Couronne de Cornwall ne pouvait pas diriger la poursuite, car M. Malcolm MacDonald était un avocat de la région de Cornwall. Le procureur de la Couronne de Brockville, M. Curt Flanagan, qui assurait la poursuite seul, n'avait jamais eu à traiter avec M. Malcolm MacDonald et ne le connaissait ni personnellement ni professionnellement.

Selon M. Flanagan, M. Leduc avait préparé une ébauche du règlement à l'amiable qui ne faisait pas mention de poursuites criminelles. Cette ébauche fut ensuite envoyée à M. MacDonald, qui rédigea le document et le retransmit à M. Leduc dans une enveloppe cachetée, que M. Leduc n'ouvrit pas. En ce qui concerne le rôle joué par M. Adams, M. Flanagan déduisit de sa déclaration à la Police provinciale de l'Ontario qu'il n'avait pas remarqué l'insertion du mot « criminel » dans le règlement. Personne ne demanda à M. Flanagan de formuler une opinion juridique concernant la pertinence de porter des accusations contre M. Leduc, M. Adams ou l'évêque Eugène Larocque relativement au document de règlement.

Le 12 septembre 1995, M. Malcolm MacDonald plaida coupable à l'accusation de tentative illégale d'obstruction à la justice pour avoir négocié un règlement financier avec M. Silmser afin de le dissuader de participer à l'enquête sur l'abbé MacDonald.

La défense alléguait qu'une absolution inconditionnelle était une sentence appropriée, position à laquelle M. Flanagan ne s'opposa pas. Il justifia sa position par quatre éléments, dont le fait que le dossier devait être transféré au Barreau du

Haut-Canada. M. Flanagan croyait que la plainte au Barreau aurait certaines répercussions sur M. MacDonald. Cependant, il n'a pu dire si des mesures furent prises à cet égard. En rétrospective, comme condition à son accord avec la position de la défense sur la sentence, la Couronne aurait dû exiger que la défense prouve à la Cour que la plainte avait été ou serait déposée au Barreau.

R. c. Nelson Barque et plainte subséquente

En 1995, Nelson Barque fut poursuivi par le Bureau du procureur de la Couronne de Cornwall pour des infractions d'ordre sexuel commises à l'endroit d'un ancien probationnaire, Albert Roy. Les allégations de M. Roy, l'enquête et l'arrestation de M. Barque ont déjà fait l'objet de discussions. M. Don Johnson avait quitté le bureau de la Couronne environ trois ans auparavant et travaillait à titre d'avocat en droit criminel. Ses services furent retenus par M. Barque dans cette poursuite. Dans une lettre du 16 janvier 1995, M. Murray Macdonald, alors procureur de la Couronne de Cornwall, souleva la question de l'apparence de conflit d'intérêts chez M. Johnson.

Il n'y avait ni politiques ni protocoles officiels en matière de conflit d'intérêts potentiel couvrant ces situations. M. Johnson croyait que le conflit d'intérêts n'existerait plus si la question était résolue par un plaidoyer de culpabilité. Le procureur de la Couronne M. MacDonald fut d'accord avec cette position.

M. Guy Simard, procureur de la Couronne adjoint au bureau de Cornwall, était responsable de la poursuite.

Les deux procureurs de la Couronne intervenant dans ce dossier soulevèrent la question du conflit d'intérêts potentiel de M. Johnson, déjà documentée. La question fut bien gérée, et le bureau de la Couronne n'avait aucune raison d'insister pour que M. Johnson se récuse du dossier, à moins que l'affaire ne soit amenée devant la Cour.

Le 10 juillet 1995, M. Barque plaida coupable à une infraction d'attentat aux mœurs et le prononcé de sa sentence fut fixé au 18 août. Il fut condamné à quatre mois d'incarcération et dix-huit mois de probation. L'une des conditions de sa probation était de ne pas se trouver en présence de personnes âgées de moins de 18 ans, à moins d'être accompagné d'un autre adulte responsable.

Le ou vers le 7 février 1996, le procureur de la Couronne, M. MacDonald, reçut une lettre de l'agente Sebalj du Service de police de Cornwall, dans laquelle elle lui transmettait un rapport sur les allégations d'agressions sexuelles à l'endroit de Nelson Barque. La lettre expliquait que la victime présumée, C-44, n'avait pas voulu participer à la poursuite contre M. Barque en 1995, mais qu'elle souhaitait maintenant procéder de manière officielle relativement aux allégations d'agressions sexuelles à l'endroit de M. Barque. Comme il a été discuté, C-44 était l'un des probationnaires en cause dans l'enquête de 1982 sur M. Barque. L'agente Sebalj

fournissait certains détails à propos de l'enquête de 1982, notamment le fait que M. Barque avait admis avoir eu des relations sexuelles avec C-44, alors que ce dernier était probationnaire. L'agente Sebalj souhaitait obtenir un avis quant à la possibilité de porter des accusations contre M. Barque relativement aux allégations de C-44. Le procureur de la Couronne, M. MacDonald, transmit la lettre de l'agente Sebalj et le matériel qui l'accompagnait à M. Peter Griffiths.

Après l'examen du matériel transmis par M. MacDonald, M. Griffiths conclut que l'on ne devait pas porter d'accusations criminelles dans ce dossier. Il semble que M. Griffiths n'était pas en possession de tous les faits pertinents au moment de donner son opinion sur cette enquête. Il ignorait la condamnation de 1995 de M. Barque, ainsi que l'existence d'autres victimes potentielles, dont Robert Sheets. Il n'avait reçu aucune autre information, notamment les notes de l'agent-détective de la Police provinciale de l'Ontario, William Zebruck, sur les entrevues de témoins pendant l'enquête relative à Albert Roy. En outre, M. Griffiths n'eut jamais l'occasion de rencontrer l'agente Sebalj. Dans ce cas, M. Griffiths se fia au matériel transmis par M. MacDonald, sans discuter avec l'agente chargée de l'enquête.

R. c. Charles MacDonald : dépôt des accusations et enquête préliminaire

À la fin de 1994, M. Peter Griffiths remit une opinion à la Police provinciale de l'Ontario, portant sur l'inexistence de motifs raisonnables et probables justifiant le dépôt d'accusations relatives aux allégations de David Silmser à l'endroit de l'abbé Charles MacDonald. L'année suivante, John MacDonald et une autre personne, C-3, firent des allégations à l'endroit de l'abbé MacDonald, et l'enquête policière se poursuivit. Le 19 mai 1995, l'inspecteur-détective Tim Smith informa M. Griffiths des nouvelles allégations à l'endroit de l'abbé MacDonald.

M. Griffiths a témoigné du fait qu'une poursuite par la Couronne locale demeurait problématique. Par conséquent, il devait trouver un autre procureur dans la région de l'Est. Le 15 janvier, M. Griffiths appela M. Pelletier et lui demanda de participer à l'enquête et à la poursuite relatives à l'abbé MacDonald.

Le 31 janvier 1996, M. Pelletier rencontra l'inspecteur-détective Smith et l'agent-détective Fagan. M. Pelletier avait étudié le dossier et comptait demander du matériel supplémentaire aux agents. Il leur demanda les dossiers de la procédure civile entamée par les plaignants, David Silmser, John MacDonald et C-3. M. Pelletier rédigea son opinion avant d'obtenir la copie des transcriptions de la poursuite civile.

En février 1996, après son examen du matériel transmis par les agents de police, M. Pelletier formula des recommandations relatives au dépôt d'accusations. Il recommanda le dépôt de trois chefs d'accusation d'attentat aux mœurs pour

les incidents relatifs à M. Silmser, de trois chefs d'attentat aux mœurs pour les incidents relatifs à John MacDonald et d'un chef d'attentat aux mœurs pour l'incident relatif à C-3.

Dans la note de service contenant son opinion, adressée à l'inspecteur-détective Smith, M. Pelletier conclut à « l'existence de motifs raisonnables et probables justifiant le dépôt de sept chefs d'accusation d'attentat aux mœurs relativement aux trois plaignants ». Il écrivit en outre que, à son avis, « si les plaignants témoignent de manière franche et crédible, la possibilité d'une condamnation sous chacun des chefs d'accusation est raisonnable ».

M. Pelletier recommanda de ne pas porter d'accusation dans le cas d'un incident : l'allégation de M. Silmser de tentative de sodomie. La décision de M. Pelletier reposait sur le fait que M. Silmser avait fait divers comptes rendus contradictoires de l'incident et qu'il n'était pas capable de donner de détails sur la façon dont il s'était produit.

Le 6 mars 1996, une dénonciation comportant sept chefs d'accusation fut faite sous serment. L'abbé MacDonald fut accusé sous trois chefs d'attentat aux mœurs sur la personne de M. Silmser, de trois chefs d'attentat aux mœurs sur la personne de John MacDonald et d'un chef d'attentat aux mœurs sur la personne de C-3.

Dans son témoignage, M. Silmser a affirmé avoir appris le dépôt des accusations contre l'abbé MacDonald, non pas d'un agent de police ou d'un procureur de la Couronne, mais plutôt de John MacDonald, de son avocat et des médias. Il s'agit d'un exemple du manque de communication entre le procureur de la Couronne et la victime présumée, qui aurait pu être résolu avec l'assistance d'un agent de liaison avec la victime.

Du début à la fin de la poursuite, la relation entre MM. Pelletier et Silmser fut difficile. Par conséquent, le procureur jugea plus prudent de ne plus communiquer directement avec M. Silmser. M. Pelletier communiqua avec l'avocat de M. Silmser, M. Bryce Geoffrey, pour l'informer qu'il n'avait pas l'intention de parler directement à M. Silmser et que si M. Silmser souhaitait s'entretenir avec lui, il devait le faire par l'entremise de son avocat. Il dit à M. Geoffrey qu'il serait contre-productif pour lui de parler à M. Silmser, et qu'en cas de conflit sérieux entre eux, M. Pelletier pourrait ne plus être à même de mener la poursuite.

Si M. Pelletier avait parlé avec M. Silmser, il aurait pu découvrir l'identité du quatrième plaignant. La divulgation ultérieure des allégations de C-8 donna lieu à certains retards dans la poursuite, retards qui auraient pu être partiellement évités si son identité avait été connue de la Couronne dès juillet 1996. À mon avis, cette situation illustre les problèmes causés par le manque de communication entre la Couronne et une victime dans ce dossier.

Un agent de liaison aurait pu jouer le rôle d'intermédiaire et, peut-être, favoriser la résolution des conflits. M. Pelletier a fait remarquer dans son témoignage que le Programme d'aide aux victimes et aux témoins (PAVT) ne fut établi à Cornwall qu'en 2001. Le bureau du PAVT d'Ottawa offrit ses services à certains plaignants dans la poursuite contre l'abbé MacDonald dès 2000. À mon avis, M. Pelletier aurait pu prendre des mesures pour faire intervenir le bureau du Programme d'aide aux victimes et aux témoins d'Ottawa afin qu'il apporte son aide à M. Silmser et aux autres plaignants en 1996.

L'enquête préliminaire débute le 24 février 1997. Le premier témoin appelé fut John MacDonald. Le soir même, C-8 discuta de ses allégations à l'endroit de l'abbé MacDonald à la télévision. M. Pelletier n'avait jamais entendu le nom de C-8 avant le 25 février.

M. Pelletier sait maintenant que la déclaration de C-8 fut prise le 23 janvier 1997, et qu'il y fit des allégations à l'endroit de l'abbé MacDonald. Dans son témoignage, M. Pelletier a indiqué que la déclaration enregistrée sur vidéo ne faisait pas partie de la divulgation de la Police provinciale de l'Ontario. Il semble que cette non-divulgation ne fut pas intentionnelle.

La question de la plainte de C-8 fut inscrite au dossier le 25 février. L'avocat de la défense déclara qu'il ne souhaitait pas poursuivre l'enquête préliminaire, en raison de l'existence de la déclaration enregistrée sur vidéo de C-8, qui contenait certaines allégations à l'endroit de son client. L'enquête préliminaire fut interrompue afin de permettre aux avocats de visionner la vidéo.

Elle reprit le 26 février. La suite du contre-interrogatoire de John MacDonald fut ajournée et C-3 fut appelé à témoigner. À la suite du témoignage de C-3, la défense demanda un ajournement supplémentaire, que le juge refusa. Toutefois, l'ajournement fut ultimement accueilli, l'avocat de la défense ayant fait part de son intention de déposer un bref de prérogative. L'enquête préliminaire reprit en septembre de la même année.

M. Pelletier a reconnu que le dossier de l'abbé MacDonald augmentait en complexité avec la divulgation du dossier Fantino. M. Pelletier fut informé de l'existence de ce dossier pour la première fois le 18 mars 1997.

Lancement de l'opération Vérité et affectation des procureurs de la Couronne

Comme j'en ai discuté dans le chapitre portant sur l'intervention de la Police provinciale de l'Ontario, le 20 mars 1997, l'inspecteur-détective Tim Smith, l'agent-détective Michael Fagan et le procureur de la Couronne M. Robert Pelletier se réunirent pour discuter du dossier Fantino. Il fut décidé que M. Pelletier procéderait à l'examen du dossier Fantino et qu'il prendrait des dispositions

pour rencontrer M. Peter Griffiths, le directeur des services des procureurs de la Couronne de la région de l'Est. La date de la réunion fut fixée au 24 avril 1997.

Le sergent-détective Pat Hall, les agents-détectives Fagan et Don Genier, l'inspecteur-détective Smith et les procureurs de la Couronne, M. Peter Griffiths, MM. Murray MacDonald et Robert Pelletier assistèrent à la réunion du 24 avril 1997. L'objet de cette réunion était de décider de la marche à suivre à la lumière du dossier Fantino. Toutefois, ce dossier contenait des allégations à l'endroit de M. Murray MacDonald, personnellement.

Selon M. Griffiths, M. MacDonald fut invité à la réunion parce que les incidents avaient eu lieu dans sa juridiction et qu'il devait bien comprendre les directives sur la marche à suivre. Au cours de cette réunion, il fut décidé que ni lui ni un membre du personnel de son bureau n'offriraient de conseils juridiques ou ne poursuivraient de dossiers découlant de l'enquête sur le dossier Fantino. Il fut également informé que sa conduite ferait l'objet d'un examen. Je mets en doute le caractère approprié de la présence de M. Murray MacDonald à cette réunion, en raison de la situation de conflit d'intérêts issue des allégations à son endroit.

Lors de cette réunion, il fut également décidé que la Police provinciale de l'Ontario ferait enquête sur les allégations contenues dans le dossier Fantino.

Lors de son témoignage, M. Griffiths a affirmé que le ou vers le 24 avril 1997, le jour de la réunion, on demanda à M. Curt Flanagan, procureur de la Couronne de Brockville, d'agir à titre d'agent de liaison pour la Couronne dans le cadre de l'enquête de la Police provinciale de l'Ontario. Le plan opérationnel de la Police provinciale de l'Ontario pour l'opération Vérité précisa que M. Flanagan devait agir à titre de procureur de la Couronne, en vue d'offrir ses opinions juridiques et d'assurer la poursuite des dossiers. Dans son témoignage, M^{me} Shelley Hallett s'est souvenue d'une recommandation de M. Flanagan visant la formation d'une équipe de procureurs de la Couronne pour l'opération Vérité. Cependant, M. Flanagan ne joua jamais le rôle d'agent de liaison et, malheureusement, personne ne le fit.

M. Pelletier a admis que dans les poursuites de grande envergure, comportant une pluralité de contrevenants et de victimes, l'on devrait envisager la possibilité d'affecter un procureur de la Couronne exclusif à la conduite des poursuites. L'opération Vérité, commencée avec trois plaignants contre le prêtre d'une paroisse locale, s'était transformée en une enquête sur les plaintes de plusieurs douzaines de personnes contre presque autant de personnalités de l'endroit. L'inspecteur-détective Hall a dit croire que l'absence d'un procureur de la Couronne exclusif entraîna un retard important dans l'enquête de la Police provinciale de l'Ontario à Cornwall.

À mon avis, un procureur de la Couronne aurait dû être affecté exclusivement aux enquêtes de l'opération Vérité, dès le départ, afin d'aider les enquêteurs et de diriger les poursuites. Lorsque les agents de l'opération Vérité apprirent l'existence du dossier Fantino et des allégations de Claude Marleau, il y avait des allégations à l'endroit de vingt-sept personnes. Dès l'été 1997, il devint évident qu'il aurait fallu envisager sérieusement la possibilité d'affecter un procureur de la Couronne exclusif au dossier.

Ce procureur de la Couronne n'aurait pas mené la poursuite de dossiers particuliers, mais il aurait pu donner une orientation à certaines enquêtes, offrir des conseils avant le dépôt des accusations, donner des opinions opportunes aux enquêteurs, étudier les dossiers de la Couronne, affecter des procureurs aux dossiers de poursuite et faire le suivi de leur avancement. Cela aurait permis l'uniformité dans la prise de décision, favorisé le partage de l'expertise et ouvert des voies de communication pour discuter des dossiers. Un procureur de la Couronne exclusif aurait également pu faciliter les demandes et la gestion des ressources, ainsi que favoriser l'établissement d'un système de suivi des divulgations. À l'avenir, un procureur de la Couronne exclusif devrait être affecté aux projets spéciaux de cette ampleur.

L'une des difficultés des poursuites de l'opération Vérité fut l'affectation initiale des procureurs de la Couronne. Dès le départ, M. Pelletier fut saisi de plusieurs dossiers qu'il étudia en vue de donner une opinion relative aux accusations. M^{me} Hallett était affectée aux dossiers Jacques Leduc, Dr Arthur Peachey et M. Malcolm MacDonald, mais plusieurs dossiers n'avaient toujours pas fait l'objet d'une affectation. M. Pelletier agissait à l'époque à titre de directeur par intérim des services des procureurs de la Couronne de la région de l'Est. Il était à la recherche d'un procureur de la Couronne bilingue de l'extérieur de sa juridiction, à qui il comptait confier certains de ces dossiers. À la mi-septembre 1998, on confirma que M. Godin serait responsable de ces poursuites.

M^{me} Hallett et M. Godin ont tous deux évoqué le manque de ressources accessibles aux procureurs de la Couronne dans les poursuites de l'opération Vérité. En janvier ou en février 2001, M^{me} Hallett demanda au procureur local de la Couronne M. Murray MacDonald si elle pouvait avoir un bureau distinct, mais aucun n'était disponible. Pendant le procès de Jacques Leduc, M^{me} Hallett obtint une espèce de vestiaire au palais de justice, où les procureurs de la Couronne et les agents de police laissaient leurs chaussures, leurs bottes et leur manteau pendant la journée. Selon M^{me} Hallett, cet endroit ne convenait ni aux entrevues avec les témoins ni aux réunions avec les avocats de la défense. La plupart des entrevues avec les victimes et les témoins eurent lieu au détachement

de la Police provinciale de l'Ontario. M. Godin et M^{me} Hallett se servirent de leur chambre d'hôtel comme d'un bureau, et ils s'y réunirent souvent avec les policiers.

Poursuites relatives aux allégations de Claude Marleau

Claude Marleau fit des allégations d'agressions sexuelles passées à l'endroit de plusieurs hommes de la région de Cornwall. Le détail de ces allégations a fait l'objet de discussions au chapitre portant sur l'intervention de la Police provinciale de l'Ontario et au chapitre portant sur l'intervention du diocèse d'Alexandria-Cornwall.

Le 1^{er} avril 1998, le procureur de la Couronne M. Robert Pelletier reçut les dossiers relatifs à plusieurs agresseurs présumés de Claude Marleau : Roch Joseph Landry, l'abbé Paul Lapierre, George Sandford Lawrence et le Dr Arthur Blair Peachey. Le 3 avril, M. Pelletier reçut un autre dossier d'allégations visant l'abbé Ken Martin. Il devait étudier les dossiers de la Couronne et donner son opinion quant aux accusations criminelles.

Le 7 mai 1998, M. Pelletier remit à l'inspecteur-détective Tim Smith une note de service concernant toutes les allégations contenues dans ces dossiers de la Couronne. M. Pelletier fut d'avis que les questions impliquant le Dr Peachey, l'abbé Martin et M. Lawrence devaient faire l'objet d'une enquête préliminaire. M. Pelletier suggéra qu'à la suite de l'enquête préliminaire, chaque dossier soit évalué au mérite et en vertu de l'intérêt public, afin de déterminer s'ils étaient suffisamment étoffés pour poursuivre l'accusé. Qui plus est, il jugea que le consentement était un facteur pertinent dans ces dossiers. M. Pelletier n'hésita « aucunement à recommander que des accusations soient portées contre Roch Joseph Landry » et l'abbé Lapierre.

M. Alain Godin fut affecté à la conduite de ces poursuites. Le 17 septembre 1998, l'inspecteur-détective Pat Hall reçut la confirmation de l'affectation de M. Godin à ces dossiers.

Entre-temps, le 2 juillet, M. Milan Rupic, directeur intérimaire des enquêtes spéciales, le bureau responsable des poursuites de fonctionnaires du secteur de la justice, rencontra M^{me} Shelley Hallett pour l'informer que M. Murray Segal, sous-procureur général adjoint de la Division du droit criminel, demandait son aide pour les poursuites à Cornwall. M^{me} Hallett était désignée à titre de « spécialiste » des poursuites relatives à la violence faite aux enfants et à la violence conjugale. On lui demanda de mener la poursuite du Dr Peachey, ainsi que celle de Jacques Leduc, une autre poursuite de l'opération Vérité. Elle reçut également le mandat d'étudier le dossier Malcolm MacDonald et de donner une opinion sur le dépôt d'accusations contre lui.

Au moment de l'affectation de M. Godin et de M^{me} Hallett, des accusations avaient été portées contre tous les agresseurs présumés relativement aux allégations de M. Marleau. Les deux procureurs de la Couronne ont dit ne pas se souvenir d'avoir reçu l'opinion de M. Pelletier quant aux accusations dans ces dossiers. M^{me} Hallett a souligné qu'elle aurait aimé recevoir davantage d'informations sur le contexte du dossier au début de son intervention dans l'opération Vérité. Ces opinions écrites devraient faire partie du dossier de la poursuite, peu importe l'identité de l'avocat de la Couronne affecté à ladite poursuite. La Couronne devrait disposer d'un système de suivi, afin de pouvoir accéder aux opinions écrites de ses avocats lorsque les accusations sont portées.

Le 20 novembre 1998, M. Don Johnson, ancien avocat de la Couronne et désormais avocat de la défense de plusieurs agresseurs présumés de M. Marleau, exigea la divulgation des interventions de l'agent Perry Dunlop dans ces dossiers. Le 21 avril 1999, peu avant le début des enquêtes préliminaires, M. Johnson fit une nouvelle demande de divulgation à la suite de déclarations dans les médias du député provincial Garry Guzzo.

Le 6 mai 1999, l'avocat de la défense déposa une requête en ajournement de l'enquête préliminaire devant le juge Gilles Renaud, visant à permettre à la défense de déposer une requête en ordonnance de divulgation. À la suggestion de la Couronne, le juge Renaud accepta d'étudier les documents en question et de donner ses directives sur la divulgation. Le 7 mai, il rendit son jugement : « En ce qui concerne tout ce matériel, je n'y trouve absolument rien qui puisse en quelque façon aider la défense, de près ou de loin. »

Les 17 et 18 mai 1999, le juge Renaud présida à l'enquête préliminaire au procès *R. c. Roch Joseph Landry* à Cornwall et renvoya l'accusé pour subir son procès. Du 19 mai au 27 mai 1999, le juge Renaud présida aux enquêtes préliminaires des procès *R. c. Paul Lapierre*, *R. c. Kenneth John Martin*, *R. c. George Sandford Lawrence* et *R. c. Dr Arthur Blair Peachey*. Le 27 mai, le juge Renaud renvoya les quatre accusés pour subir leur procès. Le juge Renaud accueillit l'argument de M. Godin et statua en faveur d'une enquête préliminaire conjointe sur l'abbé Lapierre, l'abbé Martin, M. Lawrence et le Dr Peachey. Le juge Renaud accepta donc que M. Marleau témoigne des agressions commises par plusieurs de ses agresseurs présumés, plutôt que de son expérience avec chaque accusé individuellement. Cela permit à la Couronne de présenter sa « théorie du conditionnement » en réponse à la prétention voulant que M. Marleau ait pu consentir à certaines activités.

La déclaration de M. Godin pendant l'enquête préliminaire concernant l'existence d'un lien entre les divers accusés fut rapportée dans les médias par Maureen Brosnahan de la première chaîne de langue anglaise de Radio-Canada. Dans son reportage, les paroles suivantes du directeur adjoint de la section des

enquêtes criminelles de la Police provinciale de l'Ontario, Klancy Grasman, furent citées : « Absolument rien ne prouve qu'il y avait un quelconque cercle organisé ou que cette histoire avait quelque fondement que ce soit. »

L'inspecteur-détective Hall s'inquiéta des messages contradictoires de la Police provinciale de l'Ontario et de la Couronne quant à l'existence d'un réseau. À mon avis, dans un dossier majeur ou délicat, un agent des relations avec les médias devrait parler au nom de la police et du Bureau du procureur de la Couronne, afin de veiller à ce que le message transmis au public soit clair, exact et représentatif de la position des deux institutions.

Le Dr Peachey mourut en décembre 1999, avant le début de son procès. Les accusations contre lui furent retirées le 8 décembre 1999. Peu avant le procès de M. Landry, M. Godin apprit que l'accusé était très malade. M. Landry mourut le 24 octobre, et les accusations contre lui furent retirées le 20 décembre 2000.

Le procès de l'abbé Lapierre se déroula du 4 septembre au 7 septembre 2001. L'une des principales questions du dossier était l'âge de M. Marleau au moment des agressions présumées. Si M. Marleau était âgé de plus de 14 ans au moment d'un incident, il fallait prouver qu'il n'avait pas consenti à l'activité. M. Godin comptait présenter une théorie du conditionnement pour établir que M. Marleau n'avait pas consenti. Toutefois, contrairement aux enquêtes préliminaires, qui furent entendues conjointement par un seul juge, chaque accusé subissait son procès séparément, devant un juge différent.

Le 13 septembre 2001, le juge Lalonde acquitta l'abbé Lapierre. Toutefois, il indiqua avoir cru M. Marleau et il statua que la question du consentement n'était pas pertinente. Il jugea que l'abbé Lapierre représentait un symbole d'autorité et qu'il y avait un déséquilibre des pouvoirs dans la relation entre un prêtre et un jeune garçon.

M. Marleau et C-109 avaient tous deux fait des allégations d'agressions à l'endroit de l'abbé Martin. La Couronne réunit tous les renseignements dans un seul acte d'accusation, et le procès se déroula du 17 au 19 septembre 2001. M. Godin prépara un argument écrit sur la question du consentement, qu'il déposa devant le juge de première instance. Il mit l'accent sur l'abus de confiance dans la relation entre l'abbé Martin et M. Marleau. M. Godin a admis que la question du consentement ne fut pas suffisamment explorée ni examinée avec M. Marleau. Le juge Cusson souligna dans son jugement que les activités entre M. Marleau et l'abbé Martin étaient des « actes consensuels privés, entre deux personnes ayant atteint l'âge de consentement ». À l'époque, l'abbé Martin était âgé de 35 ou 36 ans, tandis que M. Marleau était âgé d'environ 15 ans. Le Code criminel a récemment été modifié pour hausser l'âge du consentement à 16 ans. Le juge Cusson indiqua également, à propos des allégations de C-109, qu'il était possible que la victime présumée ait mal interprété les gestes de l'accusé et que, malgré qu'il accepte le témoignage en question, il n'était pas

convaincu hors de tout doute raisonnable de la culpabilité de l'abbé Martin à l'égard de l'accusation d'attentat aux mœurs.

Le procès de M. Lawrence se déroula du 1^{er} octobre au 3 octobre 2001. Le 2 octobre, lorsque la Couronne termina sa preuve, l'avocat de la défense déposa une requête en rejet des accusations pour manque de preuve. L'accusation d'attentat aux mœurs fut rejetée par le juge Michel Charbonneau dans un verdict imposé, étant donné que la Couronne n'avait pas fait la preuve du non-consentement de M. Marleau à l'activité sexuelle. Dans son témoignage, M. Godin a admis que le fait de n'avoir pu présenter les allégations de M. Marleau dans leur intégralité n'aida pas sa cause. Le procès se poursuivit pour l'accusation de grossière indécence. Le 5 octobre, M. Lawrence fut acquitté de cette accusation.

M. Godin tenta d'utiliser les liens entre les agresseurs présumés pour établir le fait que le consentement n'était pas un facteur pertinent aux infractions. Toutefois, étant donné que les procès étaient tenus séparément et devant des juges différents, M. Godin éprouva des difficultés à établir ces liens entre les agresseurs présumés de M. Marleau.

Comme j'en ai discuté précédemment, certaines allégations de M. Marleau furent faites auprès des autorités policières de la province de Québec, étant donné que certains incidents avaient prétendument eu lieu dans la région de Montréal. Par conséquent, des instances criminelles contre deux prêtres du diocèse d'Alexandria-Cornwall, l'abbé Lapierre et l'abbé René Dubé, furent tenues à Montréal. L'abbé Lapierre fut condamné et l'abbé Dubé fut acquitté.

Le 8 juin 2004, le juge Gilles Garneau de la Cour du Québec rendit son jugement dans le dossier de l'abbé Lapierre. La Cour jugea le témoignage de M. Marleau fiable et crédible, et reconnut l'abbé Lapierre coupable sous le chef d'accusation de grossière indécence. Le 1^{er} octobre 2004, il fut condamné à douze mois d'emprisonnement, suivis de trois ans de probation.

Dans la poursuite de l'abbé Lapierre au Québec, le juge de première instance accepta la notion voulant qu'un agresseur présentant une victime à un autre agresseur établisse l'apparence d'un réseau. M. Godin a témoigné avoir utilisé la notion de la victime passée d'un accusé à un autre pour appuyer sa théorie du conditionnement.

Le 11 septembre 2006, la Cour d'appel du Québec confirma le verdict de culpabilité et la sentence imposée par le juge Garneau.

R. c. Harvey Joseph Latour

Le 31 juillet 1997, C-96 se rendit au bureau de l'opération Vérité avec Claude Marleau et fit une déclaration enregistrée sur vidéo. C-96 alléguait avoir été victime d'agressions sexuelles commises dans le passé par Roch Landry et Harvey Joseph Latour. En ce qui concerne M. Latour, C-96 affirma qu'il travaillait

à son restaurant alors qu'il fréquentait l'école secondaire de premier cycle et que les agressions s'étaient produites dans le sous-sol du restaurant, pendant qu'il y travaillait. M. Latour fut accusé le 9 juillet 1998 sous un chef d'attentat aux mœurs sur la personne de C-96.

Le 19 mai 1999, le juge Gilles Renaud présida à l'enquête préliminaire au procès *R. c. Harvey Joseph Latour* et détermina que les éléments de preuve suffisaient à renvoyer M. Latour pour subir son procès. M. Godin rédigea un acte d'accusation pour un chef de grossière indécence sur une personne de sexe masculin, en date du 29 juillet 1999. Le procès *R. c. Latour* débuta le 26 juin 2000 devant le juge Byers. Ce dernier acquitta M. Latour, la Couronne n'ayant pas prouvé l'identification hors de tout doute raisonnable.

R. c. Marcel Lalonde

Comme j'en ai discuté au chapitre portant sur l'intervention du Service de police de Cornwall, Marcel Lalonde était instituteur dans une école du Conseil des écoles séparées catholiques des comtés de Stormont, Dundas et Glengarry, de 1969 au 9 janvier 1997, date à laquelle il fut relevé de ses fonctions d'enseignant. Le 9 janvier 1989, l'agent Kevin Malloy du Service de police de Cornwall eut un entretien avec C-60, qui allégua avoir été agressé sexuellement par M. Lalonde, mais qui refusa de participer au processus. Le 10 janvier, l'agent Malloy interrogea C-57, qui allégua que, alors qu'il avait 16 ans, M. Lalonde lui avait souvent donné de l'alcool et l'avait agressé sexuellement à deux reprises. C-57 affirma également que M. Lalonde avait voulu le prendre en photo et lui avait montré un album contenant des photographies d'hommes nus.

L'agent Malloy demanda des conseils juridiques et des directives au procureur de la Couronne, M. Don Johnson. Dans son témoignage, l'agent Malloy a affirmé qu'il ne disposait pas à l'époque de motifs raisonnables et probables justifiant le dépôt d'accusations contre M. Lalonde, mais qu'il souhaitait obtenir une confirmation de la Couronne. L'agent Malloy a affirmé s'être rendu au Bureau du procureur de la Couronne, mais n'avoir pas pris de notes de la conversation.

Lors de son témoignage, l'agent Malloy a dit avoir eu une deuxième réunion avec M. Johnson pour discuter de la question du consentement et de la possibilité d'obtenir un mandat de perquisition, alors que l'enquête était plus avancée. Selon l'agent Malloy, le procureur de la Couronne affirma alors ne pas disposer de motifs suffisants pour obtenir un mandat, indiquant que le consentement était un facteur pertinent. M. Johnson ne s'est pas souvenu non plus de cette réunion avec l'agent Malloy. Selon l'agent Malloy, M. Johnson ne lui recommanda pas d'interroger M. Lalonde ni de communiquer avec la Société de l'aide à l'enfance ou avec le conseil scolaire pour leur signaler les allégations. À la suite de ses

conversations avec le procureur de la Couronne, l'agent Malloy décida de ne pas poursuivre avec les accusations. Il mit le dossier en suspens.

Comme j'en ai discuté plus haut, en août 1994, la Police provinciale de l'Ontario, le Service de police de Cornwall et la Société de l'aide à l'enfance connaissaient les allégations de David Silmser relatives aux agressions de M. Lalonde, son ancien instituteur à l'école Bishop Macdonell. Le ministère du Procureur général n'intervint pas à l'époque, étant donné que le sergent d'état-major Luc Brunet du Service de police de Cornwall avait déterminé que « sans la coopération de la victime, on ne [pouvait] plus rien faire ».

À la fin de 1996 et au début de 1997, plusieurs autres plaignants sortirent de l'ombre et alléguèrent avoir été agressés par M. Lalonde.

Le 7 janvier 1997, M. Lalonde fut arrêté par la Police provinciale de l'Ontario et accusé relativement aux allégations de C-68, sous un chef d'attentat aux moeurs sur une personne de sexe masculin. Il fut de nouveau arrêté le 29 avril par les agents du Service de police de Cornwall et accusé relativement aux allégations de C-45, de C-8, de C-58, de Kevin Upper, de C-66 et d'une autre personne, sous huit chefs d'attentat aux moeurs sur une personne de sexe masculin, sept chefs de grossière indécence et un chef d'agression sexuelle. Un mandat de perquisition fut obtenu et exécuté le jour de l'arrestation de M. Lalonde.

La poursuite de M. Lalonde fut transférée au Bureau du procureur de la Couronne de Brockville en mai 1997. Le procureur de la Couronne de Brockville M. Curt Flanagan, affecta la procureure adjointe de la Couronne M^{me} Claudette Wilhelm au dossier.

L'enquête préliminaire au procès *R. c. Lalonde* eut lieu du 13 au 15 janvier 1998. M. Lalonde fut renvoyé pour subir son procès sous les dix-sept chefs d'accusation. Le 15 janvier 1998, l'agent Perry Dunlop témoigna pour la défense à l'enquête préliminaire. Il devint manifeste qu'il n'avait pas divulgué tous les documents en sa possession, notamment les documents relatifs à C-8.

Le procès de M. Lalonde fut initialement mis au rôle de février 1999. Il fut ajourné au 4 octobre 1999. En octobre, l'affaire fut de nouveau ajournée au 11 septembre 2000, étant donné les problèmes de divulgation. Au cours de l'après-midi du 4 octobre, l'agent-détective Genier, M^{me} Wilhelm, l'agent Desrosiers, le sergent d'état-major Rick Carter et le sergent d'état-major Garry Derochie du SPC se réunirent et discutèrent des notes de l'agent Dunlop relatives au dossier Marcel Lalonde. M^{me} Wilhelm ne croyait pas que la Couronne ait reçu tous les documents de l'agent Dunlop. Elle indiqua au sergent d'état-major Derochie qu'elle ne pouvait affirmer en toute certitude à la défense que la divulgation complète avait eu lieu.

Dans une lettre du 5 octobre 1999, la Couronne exigea de l'inspecteur-détective Hall qu'il tente de nouveau d'obtenir une divulgation complète de l'agent Dunlop.

M^{me} Wilhelm était également préoccupée par le fait que l'agent Dunlop communique toujours avec des témoins, et elle exigea de l'inspecteur-détective Hall qu'il lui demande s'il avait parlé à des plaignants et, le cas échéant, s'il l'avait fait dans le cadre de ses fonctions officielles d'agent de police. La procureure indiqua que la position de la défense était que l'agent Dunlop contaminait la poursuite du dossier.

Le 13 octobre, l'inspecteur-détective Hall rencontra M. Marc Garson, un procureur de la Couronne de London, en Ontario, pour discuter du parjure de l'agent Dunlop. Le 19 novembre 1999, M. Garson rédigea une opinion juridique. À la réception de l'opinion de M. Garson, le Service de police de Cornwall, en consultation avec la procureure adjointe de la Couronne M^{me} Wilhelm, rédigea un ordre exhaustif pour l'agent Dunlop. Par conséquent, l'agent Dunlop remit un résumé de témoignage anticipé de 110 pages et des pages de notes. L'agent-détective Genier et l'agent Desrosiers étudièrent ce matériel à des fins de divulgation dans le dossier Lalonde.

Au moment même où la Couronne et la police s'occupaient des notes de l'agent Dunlop, on apprit que le SPC était peut-être en possession d'un dossier d'enquête antérieure sur M. Lalonde. Ce nouveau problème de divulgation contribua également à l'ajournement du procès.

Le procès de Marcel Lalonde eut lieu en septembre 2000. M. Dunlop n'y témoigna pas. Le 12 septembre, un des plaignants dans le dossier Lalonde, C-8, déclara sous serment que certaines de ses allégations étaient fausses. Particulièrement, il avoua que l'allégation concernant l'agression par M. Lalonde pendant une sortie scolaire à Toronto était fausse.

Le 17 novembre 2000, malgré la rétractation de C-8, la juge Métivier reconnut la culpabilité de M. Lalonde sous six chefs d'accusations liés à C-45 et à C-8, ainsi qu'à C-66 et à une autre victime. Le 3 mai 2001, M. Lalonde fut condamné à une peine d'incarcération de deux ans moins un jour.

R. c. Charles MacDonald : dépôt de nouvelles accusations et procès

Comme j'en ai discuté précédemment, les enquêtes de 1993 et 1994 du Service de police de Cornwall et de la Police provinciale de l'Ontario, respectivement, n'avaient pas donné lieu au dépôt d'accusations contre l'abbé Charles MacDonald. En 1996, des accusations furent déposées relativement aux allégations d'agressions sexuelles subies dans le passé par trois victimes : David Silmser, John MacDonald, et C-3. L'enquête préliminaire débuta en février 1997 et fut ajournée, en partie en raison des nouvelles allégations à l'endroit de l'abbé MacDonald. C'est à ce moment que l'opération Vérité fut lancée. L'enquête préliminaire reprit le 8 septembre 1997 et prit fin le 11 septembre. Le 24 octobre, l'abbé MacDonald fut renvoyé pour subir son procès sous tous les chefs d'accusation.

Comme j'en ai discuté au chapitre portant sur l'intervention de la Police provinciale de l'Ontario, l'opération Vérité enquêtait sur d'autres allégations à l'endroit de l'abbé MacDonald et, à la fin d'octobre 1997, de nouvelles accusations furent envisagées par la Police provinciale de l'Ontario. Pendant l'automne 1997, l'agent-détective Joe Dupuis communiqua plusieurs fois avec le procureur de la Couronne M. Robert Pelletier sur cette question.

M. Pelletier reçut un dossier de la Couronne le 6 janvier 1998. Il recommanda le dépôt de plusieurs accusations contre l'abbé MacDonald. Le 26 janvier 1998, l'agent-détective Dupuis fit une dénonciation sous serment, relativement aux nouvelles accusations. L'abbé MacDonald fut accusé sous un chef d'attentat aux mœurs sur la personne de Kevin Upper et sur la personne de C-5, deux chefs d'attentat aux mœurs sur la personne de C-8, un chef d'agression sexuelle et un chef de grossière indécence relativement à Robert Renshaw, ainsi que sous un chef d'attentat aux mœurs et un chef de grossière indécence relativement à C-4.

La mise au rôle de la conférence préparatoire au procès relatif au premier groupe d'accusations dans le dossier des allégations de David Silmser, de John MacDonald et de C-3, connut quelques difficultés. Le 1^{er} avril 1998, M. Pelletier écrivit à la proposée à l'établissement du rôle et adjointe du juge en chef, avec copie à l'avocat de l'abbé MacDonald, M. Michael Neville. La lettre traçait les grandes lignes des éléments de discussion, notamment la réunion des accusations et les retards potentiels connexes. M. Pelletier croyait que ses intentions concernant la réunion des accusations étaient manifestes en novembre 1998. Il savait que l'enquête préliminaire sur le deuxième groupe d'accusations était prévue en mars 1999. Il était préoccupé par ce retard, tout comme le juge présidant l'audience de mise au rôle.

Le 19 janvier 1999, à la suite de la conférence préparatoire au procès présidée par le juge Desmarais, M. Pelletier reçut une lettre de l'avocat de la défense. M. Neville y disait ne pouvoir être présent à la prochaine audience.

L'audience sur l'ajournement fut entendue le 21 janvier 1999 par le juge Forget. Le mandataire de M. Neville déclara avoir reçu la directive de ne pas renoncer aux droits de l'abbé MacDonald conférés par l'alinéa 11b) de la *Charte*. L'affaire fut ajournée à une audience de mise au rôle le 12 mai 1999, en attendant la fin de l'enquête préliminaire sur les autres accusations. Ainsi, le retard dans l'instruction du procès sur le premier groupe d'accusations pouvait nuire au droit de l'abbé MacDonald à subir son procès dans un délai raisonnable.

L'enquête préliminaire sur le deuxième groupe d'accusations eut lieu en mars 1999. Le 3 mai 1999, l'abbé MacDonald fut renvoyé pour subir son procès sous ces chefs d'accusation. Le 5 mai, M. Pelletier prépara un acte comportant huit chefs d'accusation.

Peu après l'enquête préliminaire, M. Pelletier détermina qu'il se trouvait en situation de conflit d'intérêts et demanda à ce qu'un nouveau procureur de la

Couronne soit affecté au dossier. Il devint manifeste pour M. Pelletier que certaines personnes de la collectivité étaient convaincues de l'appartenance de M. Murray MacDonald à un groupe soupçonné de faire campagne dans le but d'entraver la justice et d'empêcher le dépôt d'accusations et l'instruction des dossiers. Lors de son témoignage, M. Pelletier a affirmé qu'étant donné que les procès « approchaient » et que M. Murray MacDonald était peut-être un témoin au dossier, « il devenait tout à fait évident, à [s]es yeux, qu'[il] ne pouvai[t] agir à titre de poursuivant ».

La décision d'affecter M^{me} Shelley Hallett à la poursuite de l'abbé MacDonald fut prise lors d'une réunion qui eut lieu le 9 avril 1999.

Aucune date de procès n'était encore prévue, ni pour un groupe d'accusations ni pour l'autre, au moment où M^{me} Hallett fut affectée au dossier. Le premier groupe d'accusations datait d'environ trois ans et le second d'environ un an et demi. M. Pelletier avait retenu le premier groupe d'accusations afin de permettre l'enquête préliminaire sur le deuxième groupe. Manifestement, cette décision causa des retards. M^{me} Hallett a affirmé qu'au moment de reprendre le dossier, elle n'était pas au courant d'autres retards importants dans les procédures.

Le 27 août 1999, M. Pelletier et M^{me} Hallett se réunirent en vue de la conférence préparatoire au procès du 7 septembre. L'un des éléments de décision à la conférence préparatoire au procès était la réunion des actes d'accusation. Après avoir étudié toutes les questions relatives à la réunion des actes d'accusation, M^{me} Hallett fut d'avis que c'était la voie à suivre.

M. Pelletier accompagna M^{me} Hallett à la conférence préparatoire au procès du 7 septembre 1999, afin de veiller au transfert des informations issues des enquêtes préliminaires. Même si M^{me} Hallett croyait qu'à cette époque l'avocat de la défense connaissait l'intention de la Couronne de réunir les actes d'accusation, il semble que cette question ne fit pas l'objet d'une discussion approfondie pendant la conférence préparatoire au procès. Une autre question ne fit pas l'objet de discussions : les retards et l'alinéa 11b) de la *Charte*.

Beaucoup de temps s'était écoulé depuis le dépôt des accusations dans ce dossier. Je me serais attendu à ce que la Couronne, à l'époque, étudie à tout le moins la question des retards et du risque que la défense présente une requête en vertu de l'alinéa 11b) visant un arrêt des procédures en raison d'un délai déraisonnable. Comme j'en discute ci-dessous, c'est ce qui se produisit et l'arrêt des procédures relativement aux accusations fut prononcé.

M^{me} Hallett décida de réunir toutes les accusations sous un seul acte. Tout le long de la poursuite, M. Pelletier eut la forte impression que les accusations devaient être entendues ensemble. M. Pelletier évalua le pour et le contre de la réunion des actes d'accusation à l'égard de la question des retards. Dans son témoignage, il a indiqué qu'il s'agissait d'un risque calculé. M^{me} Hallett signa

l'acte des accusations réunies le 10 septembre 1999. À cette époque, un procès de six semaines devait commencer le 1^{er} mai 2000.

À mon avis, la Couronne aurait pu procéder avec des actes d'accusation distincts. Cela aurait pu éviter l'arrêt des procédures relatives au premier groupe d'accusations. Toutefois, je ne crois pas que la Couronne pouvait, à l'époque, prévoir le déroulement des événements.

Le 22 octobre 1999, une conférence préparatoire de suivi, présidée par le juge Desmarais, réunit M^{me} Hallett, M. Neville et l'agent-détective Dupuis. La question des retards ne semble pas avoir fait l'objet d'une discussion lors de cette conférence. Selon moi, M. Robert Pelletier et M^{me} Shelley Hallett auraient dû aborder la question avec le juge à la conférence préparatoire au procès.

La Police provinciale de l'Ontario découvrit une autre victime présumée de l'abbé MacDonald lors d'une rencontre avec l'agent Dunlop, le 17 janvier 2000. La déclaration de C-2 fut prise le 26 janvier. Peu après les avoir reçues, les agents de l'opération Vérité informèrent M^{me} Hallett des allégations de C-2 à l'endroit de l'abbé MacDonald.

Le 23 mars 2000, M^{me} Hallett reçut deux autres volumes du dossier sur l'abbé MacDonald, dont l'un traitait principalement des allégations de C-2. Le 30 mars, M^{me} Hallett écrivit à l'inspecteur-détective Hall pour lui donner son opinion concernant les allégations de C-2. M^{me} Hallett a témoigné de sa préoccupation concernant l'effet de ces deux nouveaux chefs d'accusation sur la poursuite en cours contre l'abbé MacDonald. Elle informa l'avocat de la défense de cette nouvelle plainte et des nouvelles accusations, dans une lettre du 6 avril 2000.

Comme le procès devait débuter le 1^{er} mai, M^{me} Hallett a reconnu qu'elle s'attendait à ce que la défense demande un ajournement, quoique pas nécessairement en raison de ces nouveaux chefs d'accusation. L'agent Dunlop avait divulgué de nouveaux documents relativement à l'ordre du 10 janvier 2000, et il faisait l'objet d'une enquête criminelle pour parjure. M^{me} Hallett a témoigné que l'enquête sur le parjure avait « un effet important sur le procès de Charles MacDonald, étant donné que l'agent Dunlop avait trouvé un si grand nombre des plaignants dans ce dossier ». Il convient de mentionner que l'agent Dunlop ne fut jamais accusé de parjure.

M^{me} Hallett n'aurait pas dû donner son opinion sur des affaires en cours. Comme le prévoyait la politique P1 de 1997, *Police – Relationship with Crown Counsel* (relations entre la police et les avocats de la Couronne) : « [U]n avocat de la Couronne qui donne une opinion à la police est un témoin potentiel. Si des accusations sont portées, l'avocat de la Couronne peut être assigné à comparaître pour témoigner au procès, au voir-dire déterminant l'admissibilité des éléments de preuve ou à une requête en vertu de la *Charte*. » Bien que la question de l'opinion n'ait jamais été soulevée, M^{me} Hallett aurait dû exercer plus de prudence

et ne pas courir le risque de causer des retards supplémentaires dans une poursuite déjà problématique.

Le 10 avril 2000, l'agent-détective Dupuis fit une dénonciation sous serment relative à quatre accusations liées aux allégations de C-2 à l'endroit de l'abbé MacDonald. L'avocat de la défense accepta l'ajout des nouveaux chefs d'accusation à l'acte existant, à la suite d'une enquête préliminaire accélérée. À la lumière de ces événements, M^{me} Hallett écrivit à l'avocat de la défense le 12 avril 2000, à propos de la présentation du dossier de l'abbé MacDonald à l'audience de mise au rôle, le 18 avril.

La question fut abordée le 18 avril 2000 devant le juge Desmarais. M^{me} Hallett informa la Cour de trois éléments. Le premier concernait la découverte d'un nouveau plaignant dans le dossier de l'abbé MacDonald. Elle traça les grandes lignes des options proposées à M. Neville pour gérer les nouvelles accusations. En deuxième lieu, elle informa la Cour que, le 5 avril 2000, les enquêteurs de l'opération Vérité avaient appris l'existence de boîtes de matériel, apportées au Service de police de Cornwall par l'agent Dunlop. M^{me} Hallett informa la Cour qu'un agent de la Police provinciale de l'Ontario avait examiné le matériel et qu'il ne contenait rien de pertinent à la cause de l'abbé MacDonald n'ayant pas déjà été divulgué. Toutefois, elle comptait examiner elle-même le contenu de ces boîtes. La troisième question concernait l'enquête sur le parjure de l'agent Dunlop.

La procureure de la Couronne indiqua que, bien qu'elle fût prête à aller de l'avant avec le procès dès le 1^{er} mai, elle croyait que, à la lumière de l'enquête en cours et du nouveau matériel, l'idéal était de déposer une requête conjointe en ajournement devant la Cour. M^{me} Hallett proposa de revenir afin de faire état de l'avancement du tri du nouveau matériel, peut-être en juin. Même en reconnaissant que le dossier était alors plus complexe, elle ne croyait pas qu'il était « trop compliqué », comme le caractérisait l'avocat de la défense dans ses arguments.

La conférence préparatoire au procès fut ajournée au 23 août 2000, moment où les avocats indiqueront leur état de préparation au procès et où il serait possible de décider de la date du procès.

Bien que cela n'eut pas été soulevé lors de la comparution devant le tribunal le 18 avril 2000, la Couronne s'inquiétait manifestement du délai et de la possibilité du dépôt d'une requête en vertu de l'alinéa 11b). Selon moi, ce fut une occasion manquée d'inscrire la question des retards au dossier. Il aurait pu être utile à la Couronne de connaître la position de la défense à ce moment. Le 19 avril, M^{me} Hallett écrivit au procureur régional de la Couronne James Stewart l'avisant que la date du procès du 1^{er} mai n'était pas réaliste selon le juge. Elle précisa également que l'avocat de la défense n'avait pas protesté contre l'opinion

du juge et qu'elle s'attendait à ce qu'il se serve du délai pour appuyer une requête en suspension fondée sur l'alinéa 11b).

Le 5 avril 2000, l'agent Dunlop remit au Service de police de Cornwall neuf boîtes de documents, puis le 10 avril, un résumé de témoignage anticipé et quatre volumes d'annexes. L'examen de ces neuf boîtes représentait pour M^{me} Hallett toute une entreprise, qui se solda inévitablement par un délai supplémentaire dans la communication de la preuve et dans la préparation du procès. Elle aurait dû demander de l'assistance ou des ressources supplémentaires pour traiter plus rapidement et plus efficacement ces documents. Au cours de l'été, M^{me} Hallett compléta l'examen du contenu des boîtes.

Lorsque la question resurgit devant le juge Desmarais le 23 août 2000, elle informa la Cour qu'elle avait examiné le contenu des neuf boîtes fournies par l'agent Dunlop et qu'elle croyait que la divulgation à la défense était complète. Elle mentionna également que l'enquête criminelle de M. Dunlop était terminée et que, même si l'on ne portait pas d'accusations, la Couronne avait en sa possession les conclusions de l'enquête et les avait remises à la défense.

Ce jour-là, M^{me} Hallett remit à la défense un autre volume du dossier de la Couronne. La Couronne était alors en mesure de fixer la date du procès. M^{me} Hallett crut que les éléments fournis à la défense ce jour-là pouvaient être examinés en temps opportun, avant la nouvelle date du procès, soit le 2 avril 2001. L'avocat de la défense affirma qu'il avait besoin de plus temps pour examiner ces nouveaux éléments. Compte tenu de la divulgation de nouveaux éléments, le juge accepta d'ajourner l'affaire au 18 octobre 2000 et de fixer la date du procès à ce moment-là.

Selon moi, la Couronne prit énormément de temps pour examiner tous les documents de l'agent Dunlop et pour les divulguer à la défense. La communication tardive des éléments entraîna des retards, et une fois de plus, la question de délai supplémentaire ne fut pas précisément consignée au dossier.

L'enquête préliminaire sur les accusations relatives aux allégations de C-2 eut lieu du 28 au 30 août 2000. L'abbé MacDonald fut renvoyé pour subir son procès relativement à ces accusations, notamment deux chefs de grossière indécence et deux chefs d'attentat aux mœurs. Le 18 octobre 2000, un nouvel acte d'accusation fut préparé pour ajouter ces nouvelles accusations à l'acte de septembre 1999.

M. Pelletier a indiqué lors de son témoignage que la police communiquait les éléments matériels à la demande de la Couronne, et qu'il conservait une copie exacte des documents dans le dossier de la Couronne. Il ne tenait pas de registre de suivi de la divulgation. En fait, lorsque la police transmettait du matériel à la défense, elle en faisait part à M. Pelletier dans une note précisant la date de

la divulgation et le matériel divulgué. Cette méthode de suivi était inadéquate, compte tenu de la complexité de la poursuite et de l'ampleur de la divulgation.

Le 18 octobre 2000, M^{me} Hallett écrivit au coordonnateur des rôles pour demander qu'on accorde la priorité à la date de ce procès. La date du procès devant jury fut fixée au 28 mai 2001.

M^{me} Hallett agissait également à titre de poursuivante dans un autre dossier de l'opération Vérité, *R. c. Jacques Leduc*. Le 1^{er} mars 2001, le juge James Chadwick suspendit l'instance dans la cause Leduc pour non-divulgation intentionnelle de la part de la Couronne. Le juge conclut que M^{me} Hallett s'était sciemment abstenu de divulguer des notes de la police décrivant des échanges entre l'agent Dunlop et la mère d'une victime présumée. Cette décision eut une incidence majeure sur d'autres poursuites et enquêtes de l'opération Vérité, puisque M^{me} Hallett fut retirée de ces dossiers. Une véritable course pour trouver de nouveaux procureurs de la Couronne afin de prendre la relève s'ensuivit.

L'affaire qui souffrit probablement le plus du retrait de M^{me} Hallett des dossiers de l'opération Vérité fut *R. c. Charles MacDonald*. Comme les accusations initiales dataient de cinq ans, le retard devint une préoccupation majeure. La date du procès fut fixée au 28 mai 2001. Il était impératif de trouver un nouveau procureur de la Couronne le plus rapidement possible.

Le 6 mars 2001, M. Stewart envoya un courriel au procureur adjoint de la Couronne, M. Terrance Cooper, concernant la recherche d'un procureur remplaçant dans la poursuite de l'abbé MacDonald. M. Stewart a indiqué dans son témoignage qu'il savait que la date du procès approchait et qu'on avait besoin rapidement d'un procureur de la Couronne d'expérience. Il recommanda quelques personnes, dont M. Lorne McConnery, à qui l'on confia ultimement le dossier.

Le 30 mars, M^{me} Hallett écrivit à M. Stewart pour lui annoncer qu'elle avait reçu une vidéo de la déclaration de C-2. Elle souhaitait s'assurer que cet élément de preuve était divulgué, et qu'un autre procureur était en mesure de le faire. Elle ajouta qu'elle n'assumerait aucune autre responsabilité de divulgation dans le dossier de l'abbé MacDonald ou de tout autre dossier de l'opération Vérité.

M^{me} Hallett ne rencontra pas M. McConnery, après son affectation, pour lui remettre les dossiers. À ce moment-là, M^{me} Hallett avait toujours en sa possession le dossier complet de l'abbé MacDonald. Selon elle, personne au ministère du Procureur général ne lui demanda de remettre les dossiers après qu'on eut décidé de la retirer des poursuites liées à l'opération Vérité. Selon moi, M^{me} Hallett aurait dû être tenue de remettre le dossier de l'abbé MacDonald à M. Stewart lorsqu'il fut décidé qu'elle n'en serait plus responsable. Outre le fait que cela aurait assuré une meilleure transition, M^{me} Hallett n'aurait dû, en raison des conclusions formulées à son égard dans l'affaire Leduc, conserver aucun dossier de l'opération Vérité.

M. McConnery fut affecté à la poursuite de l'abbé MacDonald en avril 2001. M. Stewart l'informa que les procureurs de la Couronne M^{me} Christine Bartlett-Hughes et M. Kevin Phillips étaient à sa disposition pour l'aider. M. Stewart a déclaré que, compte tenu des antécédents du dossier et de l'état des choses à ce moment, il avait été décidé de ne pas confier la poursuite à un seul procureur de la Couronne. Deux procureurs furent donc affectés à ce dossier et un troisième devait les assister.

Lorsque M. McConnery accepta cette affectation, il était toujours à Barrie. La date du procès fut fixée au 28 mai 2001. La Couronne espérait pouvoir respecter cette date. M. McConnery croyait avoir assez de temps pour se préparer en vue d'un procès pour agression sexuelle de cette complexité, mais la poursuite contre l'abbé MacDonald s'avéra beaucoup plus compliquée qu'il ne l'avait cru. Sachant que l'instance était en cours depuis un certain temps déjà, M. McConnery s'inquiéta immédiatement de la possibilité d'une requête fondée sur l'alinéa 11b) et croit même avoir été informé qu'elle aurait lieu. M. McConnery croyait que la Couronne n'aurait pas la tâche facile dans certains chefs d'accusations, sinon la plupart.

Vers la fin d'avril, la défense demanda un ajournement du procès, en raison d'un conflit d'horaire. M. Neville fit valoir qu'une erreur de la Couronne avait donné lieu au prolongement d'un de ses dossiers à Perth, et que, par conséquent, la Couronne devait assumer la responsabilité du retard causé par son indisponibilité.

M. Stewart informa M. McConnery que la défense présenterait une requête en ajournement parce que M. Neville devait s'occuper d'un autre procès. Ils discutèrent pour déterminer si la Couronne pouvait soutenir sa position voulant qu'elle soit prête pour le procès en mai. N'ayant qu'une connaissance très limitée de l'ampleur de ce qui l'attendait, M. McConnery fut d'avis qu'ils feraient le nécessaire pour être prêts pour le procès en mai. M. McConnery ne donna aucune directive quant à la position de la Couronne relativement à une renonciation en vertu de l'alinéa 11b). Il ne se souvient pas d'avoir parlé d'une renonciation. En rétrospective, M. McConnery a reconnu que, le 25 avril 2001, il était irréaliste que la Couronne soit prête à la date du procès fixée le mois suivant.

M. Phillips assista à l'audience portant sur l'ajournement. Il soutint que la Couronne souhaitait obtenir renonciation aux droits conférés par l'alinéa 11b) et qu'elle ne s'opposerait pas à la requête en ajournement présentée par la défense, si cette renonciation était accordée. Le mandataire de M. Neville indiqua qu'il n'était pas en mesure de fournir une telle renonciation. L'affaire fut reportée au 18 mars 2002, la responsabilité du retard devant être déterminée par le juge de première instance. Il s'agissait d'un ajournement de dix mois. Lorsqu'il apprit la nouvelle, M. McConnery en fut très inquiet.

Au cours des mois suivants, le procureur de la Couronne prit les mesures nécessaires pour devancer la date du procès. Plusieurs lettres furent écrites pour établir la disponibilité de l'avocat de la défense pour la tenue rapide du procès. La Couronne ne reçut jamais de réponse.

En avril 2001, il fut décidé de paginer et de copier le matériel de l'agent Dunlop. Dans son témoignage, M. McConnery a déclaré avoir longuement discuté de cette question avec M. Stewart à son arrivée à Ottawa; ils convinrent d'envoyer les documents à un centre privé de photocopie pour faire des copies multiples.

Selon M. McConnery, la décision dans le dossier Leduc concernant la non-divulgation intentionnelle par la Couronne influenza leur façon de traiter ce matériel. M. McConnery décida de remettre le contenu intégral des neuf boîtes à l'avocat de la défense. Il ne voulait pas se retrouver dans la même situation que la procureure de la Couronne précédente et s'inquiétait à l'idée d'oublier quelque chose.

M. McConnery craignait d'omettre des renseignements significatifs en divulguant le matériel à la pièce. Le risque que cela se produise dans ce dossier était accentué par l'absence d'un historique ou de registre du matériel divulgué précédemment. Il s'agissait d'un problème majeur dans cette poursuite, entre autres, de l'opération Vérité, problème faisant l'objet de quelques-unes de mes recommandations.

Les neuf boîtes de l'agent Dunlop furent livrées au bureau de M. Neville le 15 août 2001. Elles contenaient plus de 10 000 pages de documents. Lors de son témoignage, M. McConnery a dit croire que la majorité du matériel n'était pas pertinent au procès, mais pertinent à l'égard de l'alinéa 11b). La décision de divulguer tout le matériel faisait en sorte que la Couronne remplisse toutes ses obligations en matière de divulgation.

Comme il a été mentionné, à la suite de la décision dans le procès *R. c. Leduc* et du retrait de M^{me} Hallett des dossiers de l'opération Vérité, celle-ci conserva en sa possession les dossiers à transférer au nouveau procureur de la Couronne au moment de son affectation. Le transfert du dossier du procès *R. c. MacDonald* de M^{me} Hallett à M. McConnery fut retardé. M^{me} Hallett dressait un inventaire des éléments qu'elle devait remettre à M. McConnery. Il s'écoula également plus d'un mois avant que M. McConnery ne reçoive le dossier de la Couronne de la Police provinciale de l'Ontario concernant l'abbé MacDonald.

Le 18 juillet 2001, M. McConnery écrivit une lettre à M^{me} Hallett indiquant le matériel reçu et lui demandant s'il allait en recevoir davantage bientôt. Le 27 juillet, M^{me} Hallett lui répondit qu'il y avait quatre ou cinq autres boîtes contenant des transcriptions de l'enquête préliminaire, des vidéos, le dossier de correspondance et les recueils de jurisprudence. Dans son témoignage, M^{me} Hallett a admis que le processus de révision, de copie et de création de l'inventaire avait retardé la remise du matériel restant à M. McConnery.

Le 14 septembre 2001, M. Phillips envoya un courriel à M^{me} Hallett l'interrogeant au sujet des transcriptions de l'enquête préliminaire. Elle répondit le 25 septembre, indiquant qu'elle avait été malade, mais qu'elle avait les transcriptions et espérait les lui expédier. Il ne les avait toujours pas reçues le 18 octobre, lorsqu'il lui envoya un autre courriel lui demandant où elles se trouvaient. Le 1^{er} novembre, il lui envoya un troisième courriel à propos des transcriptions : « Veuillez s'il vous plaît me répondre d'une façon ou d'une autre à propos des transcriptions concernant l'abbé MacDonald. »

La dernière livraison du matériel, incluant le dossier de correspondance, eut lieu le 27 février 2002. La date du procès avait été fixée au 18 mars. M. McConnery a admis que la transmission du dossier ne fut pas idéale et qu'il avait prévu recevoir le matériel plus tôt. Cette livraison des documents représente la dernière intervention de M^{me} Hallett dans la poursuite contre l'abbé MacDonald.

Il s'agit d'un autre exemple justifiant que le ministère doit rester en possession de ses dossiers et en garder le contrôle en cas de changement dans l'affectation des procureurs à une poursuite. Le retard dans la transmission des documents pertinents au dossier fut inacceptable. Il fallut presque un an pour transférer l'intégralité du dossier au nouveau procureur de la Couronne, la dernière livraison ayant lieu moins d'un mois avant la date prévue du procès. Je juge ce retard inexcusable.

L'urgence était encore plus importante du fait des retards accumulés dans cette poursuite en particulier. À mon avis, on aurait dû prendre le dossier à M^{me} Hallett aussitôt prise la décision de la retirer de la poursuite contre l'abbé MacDonald. M^{me} Hallett avait été accusée de non-divulgation intentionnelle dans une affaire très délicate; les accusations avaient été suspendues et elle faisait l'objet d'une enquête. À mon avis, le ministère du Procureur général devrait établir un protocole pour gérer les cas où un procureur de la Couronne est accusé d'inconduite. Il faudrait reprendre les dossiers en possession de cette personne et, au besoin, en faire des photocopies.

Le 24 janvier 2002, MM. McConnery et Phillips rencontrèrent l'agent-détective Dupuis et l'inspecteur-détective Hall. Ils discutèrent d'éventuels témoins au procès de l'abbé MacDonald. Lors de son témoignage, M. McConnery a déclaré que cette réunion avait pour but de traiter de la question des assignations à témoigner.

Le 6 février, M. McConnery rencontra l'agent-détective Dupuis, à propos essentiellement de la transmission de transcriptions et d'autre matériel à certains témoins au procès. Il s'entretint également avec l'avocat de la défense à propos de sa position voulant que certaines plaintes de la Couronne ne fassent pas l'objet de poursuites, particulièrement celles de C-8, de Robert Renshaw, de Kevin Upper et de C-5. M. Neville souleva également la question de l'identité de l'auteur des

notes trouvées dans une des boîtes de l'agent Dunlop. Ces notes étaient désignées comme ayant appartenu au sergent Ron Lefebvre du Service de police de Cornwall. M. McConnery s'est rappelé que lorsque l'auteur des notes fut identifié, M. Neville déclara qu'il aurait fallu les divulguer des années plus tôt. M. McConnery a reconnu qu'elles auraient dû être divulguées au dépôt des premières accusations.

Une fois de plus, cela soulève la question du suivi de la divulgation. Même s'il aurait préféré connaître avec certitude le contenu de la divulgation tout le long de la poursuite, M. McConnery a témoigné de l'absence d'un système de suivi. À mon avis, dans des poursuites judiciaires, il incombe aux agents de police intervenant dans le dossier de fournir une copie de leurs notes à l'enquêteur responsable du dossier de la Couronne. Si les agents de police ne revendiquent pas de privilège de non-divulgation, leurs notes sont toujours pertinentes et il convient de les divulguer. Un système permettant de résoudre ce problème devrait être mis en place dans les services de police.

Dans le cadre de la préparation au procès, au début de 2002, le procureur de la Couronne commença à rencontrer les plaignants.

Tout juste avant la date prévue du procès, le 18 mars 2002, le juge fut remplacé deux fois et le procès fut ajourné. Le juge Charbonneau, premier juge désigné, se trouvait en situation de conflit d'intérêts. Il fut remplacé par le juge Rutherford, ce qui retarda le début du procès d'environ une semaine.

Le 4 mars, M. McConnery fut informé de l'ajournement du procès de l'abbé MacDonald au 29 avril 2002, et du fait qu'il serait désormais présidé par le juge Dan Chilcott, un juge de l'extérieur de la région. Ce retard de plus d'un mois, sans préavis ni possibilité de soulever la question en cour, préoccupa M. McConnery. Ce retard entraîna des répercussions non seulement sur l'horaire de M. McConnery, mais également sur celui d'autres intervenants, six assignations à témoigner ayant été délivrées pour le 18 mars 2002. Les plaignants ne réagirent pas bien à ce retard.

À la lecture du matériel et des témoignages, il est évident que le procureur de la Couronne éprouvait des inquiétudes à propos du retard du procès et du remplacement du juge. M. McConnery ne disposait pas d'informations suffisantes sur les raisons du changement de juge et il se demandait s'il répondait à une demande de M. Neville à l'égard de ce juge en particulier. M. McConnery fit part de ses inquiétudes à M. Stewart, qui envoya un courriel au juge Cunningham, juge principal régional. M. Stewart ne souleva que la question du retard dans son message. Le juge Cunningham répondit toutefois que le changement s'était produit en raison d'une pénurie de ressources judiciaires dans la région de l'Est. Ce fut une occasion manquée pour la Couronne de porter à l'attention du juge principal régional ses préoccupations concernant le remplacement du juge. Un

mécanisme devrait permettre au procureur de la Couronne et à l'avocat de la défense de soumettre des questions devant un juge administratif, ouvertement et en temps opportun. Le 11 mars 2002, M. McConnery fit parvenir à M. Neville une lettre accompagnée des notes de l'inspecteur-détective Smith, dans laquelle il écrivait que l'agent-détective Fagan avait pris sa retraite et qu'il tentait de récupérer les originaux de ses notes. Le 10 avril, M. Philips écrivit une lettre à M. Neville, accompagnée de matériel provenant de l'agent-détective Fagan. M. McConnery a reconnu que ces notes auraient dû être communiquées bien avant cette date. Il a rappelé qu'il aurait été utile d'avoir une sorte de résumé ou de registre permettant de faire le suivi de la divulgation.

M. McConnery a souligné qu'au début de 2002, il était devenu évident qu'une requête en suspension des accusations serait entendue au début du procès. Il savait que l'un des arguments invoqués porterait sur les retards liés à la divulgation. Selon M. McConnery, il faut examiner les éléments divulgués afin de déterminer leur pertinence. Il a reconnu que les notes de l'inspecteur-détective Smith et de l'agent-détective Fagan auraient pu être d'une importance vitale. Dans son témoignage, M. McConnery a indiqué qu'il est fréquent que les notes des inspecteurs-détectives ne soient pas divulguées parce que ces derniers, même s'ils dirigent l'enquête, ne sont pas appelés à interroger les témoins ou à communiquer avec eux. Selon moi, si la défense estime que certains documents sont importants, la Couronne devrait les étudier et décider s'ils doivent être divulgués. Le 12 mars 2002, M. McConnery interrogea C-8 en préparation au procès. Le témoignage antérieur de C-8 à l'enquête préliminaire et son rôle dans la poursuite d'un autre accusé avaient soulevé des inquiétudes chez M. McConnery au sujet de la décision de la Couronne de poursuivre relativement à ses allégations. M. McConnery avait des doutes importants quant à la perspective raisonnable de condamnation et souhaitait rencontrer C-8 pour évaluer s'il tentait de dire la vérité. M. McConnery voulait que C-8 comprenne que, s'ils allaient de l'avant, il vivrait un moment très difficile.

M. McConnery s'entretint avec C-8 de sa relation avec l'agent Dunlop, des vidéos saisies au domicile de Ron Leroux en 1993 et de son allégation à l'endroit de l'abbé MacDonald relativement à un incident survenu aux funérailles de son père. C-8 déclara au procureur de la Couronne que cet incident n'avait jamais eu lieu. M. McConnery a souligné que C-8 lui fit comprendre qu'il ne se souciait véritablement que des agressions auxquelles M. Leroux se serait livré et que « Dunlop continuait à pousser le prêtre » : « C-8 n'arrêtait pas de me dire, Dunlop répétait sans cesse : "Plus, c'est mieux. Plus, c'est mieux." [...] C'était comme un mantra. » Dans son témoignage, M. McConnery a déclaré avoir eu l'impression que C-8 avait détruit sa propre crédibilité. Il ne poursuivit pas ces accusations. M. McConnery décida également de retirer les chefs d'accusation relatifs à C-2.

Il rencontra C-2 pour l'informer de sa décision d'abandonner les accusations, jugeant qu'il n'y avait pas de perspective raisonnable de condamnation.

Le ou vers le 26 mars 2002, la défense présenta une requête en suspension de l'instance en raison du délai déraisonnable qui s'était écoulé entre le dépôt des accusations et le début du procès, qui allait à l'encontre du droit de l'abbé MacDonald d'être jugé dans un délai raisonnable, conféré par l'alinéa 11b) de la *Charte*. L'audience sur la requête en suspension débuta le 29 avril 2002 et dura quelques jours. Dans le cadre de ses observations, M. McConnery reconnaît le caractère exceptionnel du retard de soixante-treize mois, ainsi que l'absence d'une renonciation aux droits conférés par l'alinéa 11b).

M. McConnery estimait que M. Pelletier et M^{me} Hallett étaient parfaitement conscients du risque, et qu'ils avaient agi selon leur meilleur jugement dans une poursuite qui devenait incroyablement complexe. Il croyait que le caractère excessif du retard pouvait être atténué dans la mesure où la Cour comprenait la situation et les raisons sous-jacentes au retard. Selon M. McConnery, la question la plus importante concernait l'intérêt de la société, qui serait servi par la tenue de ce procès.

Selon M. McConnery, l'agent Dunlop était ni plus ni moins un renégat et la Couronne ne devait pas être tenue complètement responsable de ses agissements. La Couronne appela M. Dunlop à témoigner à l'audience sur la requête en suspension.

Le 13 mai 2002, le juge Chilcott fit droit à la requête en suspension de l'instance en raison du délai déraisonnable. En ce qui a trait à la décision de la Couronne de réunir les accusations, le juge Chilcott conclut qu'elle aurait dû procéder avec le premier groupe d'accusations et fixer une date de procès le plus tôt possible à la suite du renvoi de l'abbé MacDonald pour subir son procès en octobre 1997.

Il conclut également que, même s'il avait peut-être semblé raisonnable et souhaitable d'examiner les premier et deuxième groupes d'accusations dans un seul procès, « la crainte d'une demande de redressement fondée sur l'alinéa 11b) de la *Charte* aurait dû l'emporter sur le caractère raisonnable de la procédure ». De plus, le juge Chilcott jugea que le retard était en partie imputable à la Couronne, qui avait décidé de présenter C-2 à titre de plaignant, alors qu'elle était consciente des répercussions de cette décision sur la date du procès du 1^{er} mai 2000. Le juge Chilcott conclut que le principal responsable du retard était M. Dunlop, qu'il croyait malhonnête.

J'estime que si un représentant du ministère du Procureur général avait été affecté dès le départ à la supervision des poursuites de l'opération Vérité, la Couronne aurait pu mieux saisir les répercussions de la conduite de l'agent Dunlop sur les poursuites en question et, ainsi, intervenir plus rapidement et prendre des mesures plus décisives pour régler le problème.

Le 5 juin 2002, M. McConnery écrivit à M. Lindsay, directeur du Bureau des avocats de la Couronne – Droit criminel, à propos de la possibilité d'en appeler de la décision. M. McConnery ne pouvait déceler aucune erreur manifeste dans la décision. Il demandait un examen en vue d'un appel possible en raison de l'intérêt de la collectivité et la nécessité pour cette dernière qu'un procès soit tenu dans ce dossier. Le 18 juin 2002, M. John Pearson, directeur des services des procureurs de la Couronne de la région de l'Ouest, écrivit à M. Segal pour l'informer que la Couronne ne porterait pas la décision du juge Chilcott en appel.

L'abbé MacDonald fut d'abord renvoyé pour subir son procès à l'égard des accusations concernant les trois plaignants initiaux, soit David Silmsser, John MacDonald et C-3, le 24 octobre 1997. Plusieurs événements et décisions des procureurs de la Couronne dans ce dossier eurent pour effet de retarder l'instance. Une des décisions les plus importantes, sinon cruciales, fut celle de reporter le procès pour permettre l'ajout de nouvelles accusations aux premières, à l'arrivée de nouveaux plaignants. Cette décision fut d'abord prise par M. Pelletier, qui a reconnu qu'il s'agissait là d'un risque calculé pour la Couronne.

La décision de réunir toutes les accusations fut prise par des avocats plaidants chevronnés, qui appliquèrent la loi selon ce qu'ils jugeaient indiqué à l'époque. En rétrospective, il aurait peut-être mieux valu de poursuivre par deux actes d'accusation distincts. Cependant, sachant qu'il s'agissait d'un risque calculé et que le retard deviendrait un point litigieux au procès, la Couronne aurait dû faire en sorte que la question soit au cœur des préoccupations de chaque comparution en cour.

R. c. Jacques Leduc : premier procès

Vers le milieu de mai 1998, l'inspecteur-détective Tim Smith de la Police provinciale de l'Ontario informa le procureur de la Couronne M. Robert Pelletier de l'existence de plaintes d'ordre sexuel visant un avocat local, M. Jacques Leduc, et du fait que la Police provinciale de l'Ontario avait l'intention de mener une enquête. Le 22 mai, M. Pelletier reçut de nouveaux renseignements concernant l'enquête, et une demande d'affectation d'un procureur de la Couronne fut déposée.

Le 18 juin, l'inspecteur-détective Smith laissa à M. Pelletier un message selon lequel M. Leduc devrait être arrêté immédiatement, pour deux raisons. En premier lieu, l'enquête dont il faisait l'objet était de notoriété publique. En deuxième lieu, M. Leduc tentait d'embaucher une de ses présumées victimes pour travailler pour lui pendant l'été. En conséquence, l'inspecteur-détective Smith ne croyait pas que la police devait attendre jusqu'au 9 juillet, date à laquelle certains suspects devaient être accusés, pour porter des accusations contre M. Leduc. Le 22 juin, des accusations furent portées contre M. Leduc relativement aux allégations de C-16 et C-17. Un troisième plaignant, C-22, s'ajouta par la suite.

Le ou vers le 2 juillet 1998, la procureure de la Couronne M^{me} Shelley Hallett fut affectée au dossier Leduc.

Les accusations contre M. Leduc furent modifiées le 17 juillet 1998. M^{me} Hallett avait expliqué aux policiers de l'opération Vérité pourquoi elle croyait que le libellé des accusations devait être modifié. La police modifia les accusations conformément aux suggestions de M^{me} Hallett.

En juillet 1998, M^{me} Hallett s'entretint brièvement au téléphone avec l'avocat civil de C-16, M. Gerry Langlois. Ce dernier informa M^{me} Hallett de l'existence d'un élément de divulgation supplémentaire, obtenu de son client. Dans son témoignage, M^{me} Hallett a affirmé lui avoir alors demandé « avec insistance » de communiquer avec les policiers de l'opération Vérité, n'étant elle-même pas en mesure d'enquêter sur d'autres allégations; cette tâche devait être confiée à la police.

Le 5 août, M^{me} Hallett reçut de M. Langlois une lettre datée du 23 juillet portant sur les séances de counseling auxquelles C-16 participait, de même que sur le moment et la fréquence des incidents allégués. Cette lettre ne fut divulguée qu'à la demande de la défense, au début du procès, en janvier 2001.

Le 23 novembre 1998, une conférence préparatoire à l'audience eut lieu dans l'affaire *R. c. Leduc*. Le 25 novembre, l'enquête préliminaire fut fixée au mois d'avril 1999.

Un troisième plaignant dans le dossier Leduc, C-22, fut d'abord réticent à remettre une déclaration à la police et à participer à l'enquête ou à la poursuite. M^{me} Hallett était au courant d'une tentative visant à interroger C-22 en juin 1998; à cette occasion, C-22 refusa de faire une déclaration officielle, sans toutefois nier que quelque chose s'était produit. Le 15 juillet, elle téléphona à l'inspecteur-détective Pat Hall et lui demanda de tenter à nouveau d'interroger C-22.

Une autre tentative visant à obtenir une déclaration officielle fut faite le 30 juillet. Même si C-22 admit une inconduite sexuelle avec M. Leduc, il ne se sentait pas à l'aise de se manifester et de faire une déclaration officielle. Comme j'en discute au chapitre portant sur l'intervention de la Police provinciale de l'Ontario, les agents-détectives Joe Dupuis et Steve Seguin dirent à C-22 qu'il pourrait être assigné à témoigner.

Le 24 novembre 1998, M^{me} Hallett se rendit à la résidence de C-22 en compagnie des agents-détectives Dupuis et Seguin. Elle dit à C-22 qu'elle croyait qu'il avait des éléments de preuve substantiels à fournir dans cette affaire, et lui demanda d'accompagner les agents au détachement pour faire une déclaration. Selon M^{me} Hallett, elle passa moins de 15 minutes à s'entretenir avec C-22 en compagnie des agents. Elle dit aux agents qu'elle souhaitait seulement savoir s'il acceptait de participer à une entrevue enregistrée sur vidéo. Lors de cette rencontre, aucune question de fond ou d'importance relative aux allégations de

C-22 ne fut abordée. C-22 accepta de se rendre au détachement de Long Sault, où il fit une déclaration enregistrée sur vidéo.

M^{me} Hallett a mentionné qu'il y avait eu un certain retard dans la préparation de la transcription de l'entrevue de C-22 enregistrée sur vidéo. Elle ne reçut cette transcription que le 18 février 1999, près de quatre mois après l'entrevue elle-même. Selon moi, le délai de transcription de l'entrevue fut trop long. Les transcriptions doivent être produites rapidement.

Le 9 mars 1999, M^{me} Hallett fit parvenir à l'inspecteur-détective Hall une lettre dans laquelle elle recommandait l'ajout de nouvelles accusations relatives aux allégations de C-22. Au moment de rédiger cette lettre, elle avait la transcription en mains depuis plus de deux semaines. Une nouvelle dénonciation fut faite sous serment le 11 mars. Elle concernait trois victimes distinctes et comportait cinq chefs d'agression sexuelle, un chef de contacts sexuels, un chef d'incitation à des contacts sexuels, six chefs d'exploitation sexuelle et trois chefs d'obtention de services sexuels moyennant rétribution.

Également le 9 mars, M^{me} Hallett informa la défense que C-22 avait fait une déclaration enregistrée sur vidéo le 24 novembre 1998 et que de nouvelles accusations étaient portées contre M. Leduc. La procureure de la Couronne suggéra, compte tenu de ces nouvelles accusations, de reporter le dossier au 8 avril 1999, soit la date de l'enquête préliminaire, plutôt que de procéder à une comparution intérimaire en cour. Elle croyait que cela provoquerait moins de publicité.

M^{me} Hallett ajouta qu'elle transmettait une copie de la transcription de l'entrevue sous pli distinct et qu'elle fournirait une copie de la vidéo dès que possible. À ce moment, elle n'avait toujours pas reçu la copie de cette vidéo. M. Edelson, l'avocat de M. Leduc, répondit à la lettre de M^{me} Hallett le jour même, exprimant quelques inquiétudes concernant le retard dans la divulgation.

M^{me} Hallett répondit par écrit à M. Edelson le 15 mars 1999. Elle souligna que la conférence préparatoire au procès avait eu lieu le 23 novembre plutôt que le 25 novembre, soit un jour avant la déclaration de C-22. Le 23 novembre, M^{me} Hallett ne savait pas si C-22 ferait une déclaration ou s'il agirait comme témoin dans cette affaire.

M^{me} Hallett a reconnu que la question de la divulgation en temps opportun fut soulevée en 2004, alors qu'elle n'intervenait plus dans le dossier. Le déroulement de cette poursuite donna ultimement lieu à une requête en suspension des accusations pour cause de retard, à l'automne 2004. En préparation à cette requête, les procureures de la Couronne M^{me} Lidia Narozniak et M^{me} Christine Tier rédigèrent un mémoire sur les retards, dans lequel elles concluaient que la plupart des retards étaient attribuables à la Couronne. Un calendrier de divulgation et une liste des « aspects les plus troublants des retards dans la divulgation »

accompagnaient le mémoire. M^{me} Hallett ne fut pas consultée durant la préparation de ce mémoire. Selon moi, les nouvelles procureures de la Couronne auraient dû consulter M^{me} Hallett en préparant leur mémoire, afin de connaître son point de vue sur certains retards et sur les circonstances les entourant.

Le premier élément de la liste était la déclaration sur vidéo de C-22 du 24 novembre 1998, qui ne fut divulguée que quelques semaines avant l'enquête préliminaire. Comme j'en ai discuté, M^{me} Hallett ignorait, lors de l'enregistrement de la déclaration, si des accusations s'ensuivraient. Selon moi, M^{me} Hallett aurait dû informer plus tôt la défense de l'existence d'un autre plaignant, même si elle n'était pas certaine que d'autres accusations seraient portées, étant donné que l'enquête préliminaire devait commencer le 8 avril 1999. Même en l'absence d'accusations, je crois que la Couronne aurait dû divulguer la déclaration de C-22.

Le deuxième élément mentionné sur la liste était la divulgation du deuxième volume du dossier de la Couronne que M^{me} Hallett avait en sa possession le 19 août 1998, mais qu'elle ne divulguait que le 15 mars 1999. Ce volume comprenait la déclaration de C-22 du 30 juillet 1998, dans laquelle il reconnaissait pour la première fois avoir eu des activités sexuelles avec M. Leduc, tout en refusant de faire une déclaration officielle. M^{me} Hallett a admis que ce fut une erreur.

Le troisième élément de la liste concernait le cinquième volume du dossier de la Couronne, qui fut divulgué le 14 novembre 2000, mais qui contenait des déclarations faites l'année précédente. M^{me} Hallett a déclaré que les agents de la Police provinciale de l'Ontario avaient assemblé le cinquième volume, qu'elle divulguait à la défense dès sa réception. Même si elle ne pouvait pas se rappeler pourquoi ces documents furent divulgués plus tard, M^{me} Hallett a déclaré dans son témoignage qu'elle n'avait, d'aucune façon, tardé à les transmettre.

Le quatrième point sur la liste était une deuxième déclaration de C-17, le 9 juin 1998, qui contenait de nombreux autres détails fondamentaux concernant ses allégations. Cette déclaration fut divulguée dix mois plus tard, soit le 12 avril 1999. M^{me} Hallett a déclaré qu'elle ignorait pourquoi cette déclaration ne fut pas divulguée plus tôt, tout en reconnaissant qu'elle aurait dû l'être.

Le cinquième point sur la liste était la lettre que M^{me} Hallett reçut de l'avocat civil de C-16, M. Gerry Langlois, à l'été 1998, et divulguée au début du procès. M^{me} Hallett a déclaré qu'elle avait déposé la lettre dans son dossier de correspondance, ne croyant pas, par conséquent, qu'elle devait être divulguée.

La plupart des éléments de la liste étaient des problèmes de divulgation qui auraient pu être évités. Comme je l'ai mentionné, un système de journal ou de registre de la divulgation devrait être mis en place dans tous les bureaux de la Couronne afin de connaître le moment de la réception de la divulgation des

enquêteurs, le moment de la divulgation à l'accusé ou à l'avocat de la défense, et les éléments divulgués. Aucun système ne permettait de gérer et de faire le suivi de la divulgation dans les poursuites de l'opération Vérité.

Le 26 mars 1999, l'avocat de M. Leduc, M. Michael Edelson, envoya une lettre à M^{me} Hallett, accompagnée d'un avis de requête en ajournement devant être entendue le 30 mars. La défense demandait un ajournement « jusqu'à la divulgation complète et intégrale de la part de la Couronne ». Elle l'informait également que sa participation personnelle dans l'enquête et la non-divulgation continue d'éléments mèneraient « inévitablement » à son assignation à témoigner à l'enquête préliminaire ou au procès.

M^{me} Hallett répondit par écrit le 29 mars, joignant à sa lettre une copie de l'affidavit sur laquelle elle avait noté certaines de ses objections. Elle soulignait, en particulier, que certaines demandes de divulgation concernaient du matériel en possession de la défense depuis juillet 1998, et que c'était la première fois qu'une demande de divulgation de suivi était faite à l'égard de ce matériel. De plus, selon M^{me} Hallett, un certain nombre d'éléments inscrits sur la liste n'avaient pas besoin d'être divulgués.

La requête en ajournement fut entendue le 30 mars, et M^{me} Hallett y consentit. Lors de son témoignage, elle a déclaré avoir donné son consentement en dépit de son désaccord avec plusieurs problèmes de non-divulgation soumis par la défense.

L'enquête préliminaire au procès *R. c. Leduc* eut lieu en novembre 1999. L'acte d'accusation modifié comportait seize chefs, et le juge renvoya M. Leduc pour subir son procès à l'égard de treize d'entre eux. M^{me} Hallett prépara un acte d'accusation comprenant tous ces chefs. Lorsqu'elle réalisa que ce serait un procès devant jury, elle rédigea un second acte d'accusation le 15 janvier 2001, qui ne comprenait que les infractions d'exploitation sexuelle.

Le 15 janvier 2001, le procès *R. c. Leduc* débuta devant le juge McKinnon.

Le 7 février 2001, la mère de C-16 témoigna. Pendant son contre-interrogatoire par l'avocat de la défense, elle déclara qu'elle avait eu des contacts à deux reprises avec l'agent Perry Dunlop. Il fut établi que ces contacts avaient eu lieu le 8 mai et le 15 juin 1998. De plus, elle déclara que l'agent-détective Dupuis était au courant du deuxième contact, car il était chez elle quand elle avait reçu l'appel. Dans son témoignage, M^{me} Hallett a déclaré avoir été « étonnée » de ce témoignage : c'était la première fois qu'elle entendait parler de contacts entre l'agent Dunlop et les témoins dans ce dossier.

L'agent-détective Dupuis communiqua avec l'inspecteur-détective Hall pour l'informer de ce qui s'était passé durant le contre-interrogatoire de la mère de C-16. En conséquence, l'inspecteur-détective Hall se présenta en cour avec des copies de référence tirées du résumé du témoignage anticipé et des notes de l'agent Dunlop, ainsi qu'avec une copie de ses notes sur sa rencontre de

juillet 1998 avec l'agent Dunlop et l'inspecteur-détective Smith. Dans le carnet de l'agent-détective Dupuis, l'entrée relative au contact du 15 juin 1998 entre l'agent Dunlop et la mère de C-16 n'avait lieu que quelques jours plus tard. Immédiatement, M^{me} Hallett crut qu'il s'agissait d'une erreur ou d'une omission involontaire.

Pendant la pause-repas du 7 février, une rencontre eut lieu entre la Couronne, la police et la défense. Le matériel apporté en cour par l'inspecteur-détective Hall fut alors transmis aux avocats de la défense.

Lors de son témoignage, M^{me} Hallett a déclaré que lorsque l'inspecteur-détective Hall remit à la défense les documents relatifs à la rencontre entre lui-même, l'inspecteur-détective Smith et l'agent Dunlop, le 23 juillet 1998, elle dit : « Tout cela est nouveau pour moi. » Elle parlait de la rencontre entre les inspecteurs-détectives et l'agent Dunlop, dont elle prenait connaissance pour la première fois. M^{me} Hallett n'avait vu aucune mention de cette rencontre dans aucune note, pas plus qu'elle n'avait obtenu les notes de l'agent-détective Dupuis concernant les contacts entre l'agent Dunlop et la mère de C-16.

À la suite de cette réunion avec la défense, M^{me} Hallett rencontra les agents de la Police provinciale de l'Ontario. L'inspecteur-détective Hall lui rappela qu'elle avait reçu le matériel de l'agent Dunlop en mars ou avril 2000. Selon l'inspecteur-détective Hall, M^{me} Hallett répondit : « Oui, oui, je sais. » Comme il a été discuté, l'inspecteur-détective Hall interpréta cette remarque comme une reconnaissance de l'inexactitude de ce qu'elle avait dit aux avocats de la défense.

M^{me} Hallett a dit se rappeler qu'elle avait reconnu avoir pris connaissance du résumé du témoignage anticipé de l'agent Dunlop. Elle ne contesta jamais avoir reçu et examiné ce matériel. En fait, un an plus tôt, elle avait déclaré à la Cour que ce matériel était en sa possession et qu'elle l'examinait à des fins de divulgation dans le dossier de l'abbé MacDonald. Par conséquent, elle était au courant des contacts entre l'agent Dunlop et les plaignants dans le dossier de l'abbé MacDonald, mais ignorait alors les contacts entre l'agent Dunlop et les plaignants dans le dossier Leduc. Elle jugea donc que ce matériel n'avait pas besoin d'être divulgué à l'avocat de M. Leduc.

Elle avait reçu le résumé du témoignage anticipé de l'agent Dunlop de différentes sources en juin 2000. Dans une lettre à l'agent-détective Dupuis datée du 4 juillet 2000, elle écrivit qu'elle examinerait la déclaration et les annexes pour s'assurer que la copie fournie par l'agent Dunlop le 27 juin 2000 était une reproduction exacte de celle du 17 avril 2000. Elle ne crut pas bon d'en examiner attentivement le contenu. Dans son témoignage, M^{me} Hallett a déclaré avoir clairement indiqué qu'elle n'avait pas lu attentivement le contenu du résumé du témoignage anticipé. Il en fut tout à fait autrement des boîtes de l'agent Dunlop,

que M^{me} Hallett déclara avoir examinées avec diligence pour s'assurer que l'agent-détective Don Genier avait tiré les conclusions appropriées quant à la divulgation. M^{me} Hallett n'examina pas le matériel Dunlop avec la poursuite Leduc à l'esprit.

Le 8 février 2001, l'agent-détective Seguin fournit à M^{me} Hallett une copie de la lettre qu'elle avait envoyée à l'agent-détective Dupuis le 4 juillet 2000. Elle a déclaré que la seule chose que l'agent-détective Seguin lui dit en lui tendant la lettre fut : « Pat vous aime bien, mais il est du genre à se protéger. » Ce fut la seule explication que M^{me} Hallett reçut à propos de cette lettre qui lui était remise.

Lors de son témoignage, M^{me} Hallett a déclaré que l'inspecteur-détective Hall ne lui dit jamais que cette lettre, provenant de la poursuite contre l'abbé Charles MacDonald, devait être divulguée à l'avocat de M. Leduc.

Comme j'en discute plus loin, la non-divulgation de cette lettre par M^{me} Hallett fut à l'origine d'une requête ultérieure en suspension de l'instance dans le dossier Leduc, d'abord accueillie, puis rejetée par la Cour d'appel de l'Ontario. La Cour d'appel jugea que la Couronne n'avait aucune raison de divulguer cette lettre. Les lignes directrices sur la divulgation des renseignements en vigueur à l'époque stipulaient que les procureurs de la Couronne n'étaient pas tenus, en règle générale, de divulguer leurs éléments de correspondance interne.

Le 12 février 2001, les avocats de M. Leduc, MM. Steven Skurka et Phillip Campbell, écrivirent une lettre à M^{me} Hallett, dans laquelle ils se disaient inquiets de la possibilité d'une non-divulgation intentionnelle de la part de la police. Ils demandèrent qu'on leur fournisse les déclarations des policiers ainsi que d'autres documents, notamment les dossiers de la Police provinciale de l'Ontario et du Service de police de Cornwall, ainsi que les notes de service et la correspondance relatives aux contacts entre l'agent Dunlop et la mère de C-16. La défense présenta d'autres demandes de divulgation les 14 et 15 février.

Le 14 février 2001, M. Skurka informa la Cour qu'il entendait déposer une requête en suspension de l'instance en vertu du paragraphe 24 (1) de la *Charte*³⁷. Il entendait faire reposer cette requête sur la non-divulgation de l'agent-détective Dupuis et de sept autres officiers supérieurs. M^{me} Hallett répondit en faisant inscrire au dossier sa surprise lorsqu'elle avait appris qu'il y avait eu des contacts entre l'agent Dunlop et la mère de C16.

Une fois la requête de suspension de l'instance déposée, M^{me} Hallett discuta de la réponse à cette requête avec l'inspecteur-détective Hall. Elle en discuta également avec l'agent-détective Dupuis, qui en fut très contrarié.

37. En vertu de ce paragraphe, « Toute personne, victime de violation ou de négligation des droits ou libertés qui lui sont garantis par la présente charte, peut s'adresser à un tribunal compétent pour obtenir la réparation que le tribunal estime convenable et juste eu égard aux circonstances. »

Dans son témoignage, M^{me} Hallett a affirmé qu'elle croyait qu'il n'y avait eu aucune non-divulgation intentionnelle des contacts entre l'agent Dunlop et les témoins dans ce dossier.

M^{me} Hallett a déclaré avoir dit aux agents que la Couronne entendait alléguer l'omission par inadvertance. Elle croyait que l'omission pouvait être prouvée à la Cour en appelant les agents et, au besoin, la mère de C-16.

L'audition de la requête en suspension commença le 19 février 2001. Le premier témoin appelé par la défense fut M. Nadeau. Dès le début de son témoignage, M. Nadeau déclara à la Cour qu'il croyait que le juge McKinnon était en situation de conflit d'intérêts, étant donné qu'il avait déjà représenté le chef du Service de police de Cornwall, Claude Shaver. Le juge McKinnon conclut qu'il ne pouvait entendre la requête en suspension de l'instance et prit les mesures nécessaires pour qu'elle soit entendue par le juge James Chadwick. La requête en suspension se poursuivit le 21 février devant le juge Chadwick.

Dans son témoignage, M^{me} Hallett a déclaré qu'au moment de l'annonce de la requête en suspension fondée sur l'omission de divulguer de la police, les procureurs de la Couronne jugèrent qu'ils avaient besoin des notes de l'inspecteur-détective Smith, alors retraité. Ils reçurent un résumé de témoignage anticipé, daté du 9 février 2001, de l'inspecteur-détective Smith concernant la réunion avec l'agent Dunlop en juillet 1998. M^{me} Hallett rencontra l'inspecteur-détective Smith pour la première fois le 19 février 2001. Elle et les inspecteurs-détectives Smith et Hall discutèrent du dossier et soupèrent ensemble ce soir-là. Lors de son témoignage, M^{me} Hallett a déclaré que la lettre du 4 juillet 2000 ne fut pas mentionnée.

Selon M^{me} Hallett, le 20 février, l'inspecteur-détective Smith déclara que les policiers souhaitaient s'entretenir avec les avocats de la défense pour savoir ce qu'on leur demanderait durant leur témoignage dans la requête en suspension. M^{me} Hallett n'avait jamais entendu parler de policiers qui voulaient rencontrer un avocat de la défense.

Pendant cette réunion entre les policiers et les avocats de la défense, l'inspecteur-détective Hall accepta de remettre à ces derniers une copie de la lettre du 4 juillet.

À la suite de cette réunion, l'agent-détective Seguin appela M^{me} Hallett pour lui demander si elle avait la lettre du 4 juillet 2000. Elle a dit se rappeler qu'il lui avait mentionné que les agents ne trouvaient pas leur copie. Dans son témoignage, M^{me} Hallett a déclaré qu'elle ignorait pourquoi il voulait la lettre, mais elle présuma que l'inspecteur-détective Hall voulait garder ses dossiers intacts. Elle répondit à l'agent-détective Seguin qu'il pouvait avoir la lettre et en faire une copie.

L'agent-détective Dupuis a déclaré dans son témoignage que M^{me} Hallett ne fut pas informée à ce moment-là que les agents avaient l'intention de

remettre la lettre aux avocats de la défense. Il crut qu'elle savait déjà que c'était pour cette raison qu'il voulait obtenir sa copie de la lettre, présumant que l'inspecteur-détective Hall l'en avait déjà informée. M^{me} Hallett a affirmé que ni l'inspecteur-détective Hall ni l'inspecteur-détective Smith ne l'informèrent de leur intention de divulguer un document aux avocats de la défense.

Dans son témoignage, l'inspecteur-détective Hall a déclaré que la principale raison pour laquelle il remit ce document aux avocats de la défense était qu'il allait témoigner sous serment le lendemain matin et qu'il ne voulait pas mentir. Il crut que le fait de remettre ce document directement aux avocats de la défense, sans passer par l'entremise de M^{me} Hallett, était la chose à faire, étant donné qu'il « savait » qu'elle avait menti aux avocats de la défense le 7 février 2001.

L'inspecteur-détective Hall témoigna lors de la requête en suspension les 21 et 22 février 2001. En contre-interrogatoire, M^{me} Hallett lui fit admettre que la Couronne divulgue le matériel à la défense et que la police fournit ce matériel. Elle lui posa également quelques questions sur le matériel de l'agent Dunlop et son lien avec le dossier Leduc; il confirma l'absence d'un tel lien. Selon M^{me} Hallett, ces questions avaient pour but de démontrer que l'agent Dunlop n'avait jamais identifié M. Leduc comme étant un auteur d'agressions sexuelles à Cornwall.

M^{me} Hallett interrogea également l'inspecteur-détective Hall sur la note du 15 juin 1998 du carnet de l'agent-détective Dupuis. L'inspecteur-détective Hall reconnut que cette note n'avait pas été incluse dans le dossier de la Couronne de cette affaire, disant qu'il s'agissait d'une « simple omission de la part de l'agent Dupuis quand il avait préparé le dossier de l'affaire Leduc ». M^{me} Hallett demanda ensuite à l'inspecteur-détective Hall : « Maintenant, avez-vous connaissance d'un autre élément de preuve ou d'une note quelconque qui établirait un lien entre Perry et un autre témoin de la Couronne dans la présente affaire? »

L'inspecteur-détective Hall répondit que non. Dans son témoignage, M^{me} Hallett a déclaré qu'elle tentait de démontrer combien les contacts entre l'agent Dunlop et les témoins dans ce dossier étaient limités. Elle interrogea également directement l'inspecteur-détective Hall pour savoir si les agents de l'opération Vérité avaient conspiré pour cacher cette note à la défense. Ses questions avaient pour but d'établir que l'omission de cette information dans le dossier avait été faite par inadvertance et non dans le but intentionnel de ne pas la divulguer.

L'agent-détective Dupuis fut appelé à témoigner après l'inspecteur-détective Hall. M^{me} Hallett lui posa des questions similaires concernant la note figurant dans son carnet et la raison pour laquelle elle n'avait pas été intégrée au dossier de la Couronne. M^{me} Hallett a reconnu que l'inspecteur-détective Hall et l'agent-détective Dupuis déclarèrent tous deux que la Couronne n'avait pas

intentionnellement empêché la divulgation d'éléments à la défense. Le témoignage de l'agent-détective Dupuis révéla que la police avait remis aux avocats de la défense la lettre du 4 juillet 2000 que l'agent-détective Dupuis avait obtenue de M^{me} Hallett.

Dans son témoignage, M^{me} Hallett a déclaré qu'à la suite d'une pause-repas, M. Campbell demanda à ce que l'inspecteur-détective Hall soit rappelé.

Pendant son témoignage à l'audience, l'inspecteur-détective Hall donna des renseignements précis concernant la remise de la lettre du 4 juillet par l'agent-détective Seguin à M^{me} Hallett le 8 février 2001.

Dans son témoignage, M^{me} Hallett a déclaré avoir été « choquée » par ce témoignage. Elle ne comprenait pas pourquoi la défense tentait de produire cette lettre à ce moment-là.

Le 26 février 2001, la Couronne et la défense firent leurs observations définitives sur la requête en suspension. Selon M^{me} Hallett, pendant que la défense faisait ses observations finales, il apparut clairement que sa stratégie avait changé. Selon elle, l'allégation de non-divulgation intentionnelle par la police était désormais une allégation de non-divulgation intentionnelle par la Couronne.

Le 1^{er} mars 2001, le juge Chadwick accueillit la requête en suspension, jugeant que la procureure de la Couronne M^{me} Hallett avait intentionnellement omis de divulguer du matériel.

Selon M^{me} Hallett, elle remplit une liste de contrôle de la Couronne pour en appeler de cette décision et rédigea un synopsis des événements dans le dossier *R. c. Leduc*, ainsi qu'une liste de motifs d'appel proposés. M. Stewart approuva la demande d'en appeler par la Couronne, intimement convaincu qu'un appel était nécessaire dans cette cause. Le comité chargé de l'évaluation du bien-fondé de l'appel était formé de M. John Pearson, M^{me} Lidia Naroziak et M^{me} Louise DuPont. La décision d'en appeler fut unanime. Un avis d'appel fut signifié à M. Leduc le 28 mars 2001, et M. Pearson en fut nommé responsable.

Le 3 avril 2001, M. Stewart reçut un courriel de l'inspecteur-détective Hall, qui traitait de questions relatives à la divulgation du matériel de l'agent Dunlop. L'inspecteur-détective Hall y faisait aussi, à propos de M^{me} Hallett, des remarques que M. Stewart estima assez graves. Dans son témoignage, M. Stewart a affirmé qu'il ne s'attendait pas à ce courriel de l'inspecteur-détective Hall et qu'il ne le lui avait pas demandé. Quelques jours après l'avoir reçu, il transféra le courriel à M. Pearson et à M. John McMahon, directeur des services des procureurs Couronne de la Couronne de la région de Toronto, étant donné qu'ils participaient à l'appel.

M. Stewart rédigea une ébauche de réponse, soulignant certaines de ses préoccupations à propos des allégations formulées par l'inspecteur-détective Hall dans son courriel. M. Stewart n'envoya jamais cette ébauche de réponse à

l'inspecteur-détective Hall, par crainte de sembler ainsi vouloir le persuader de changer d'avis.

M. Stewart transmit son ébauche de courriel au sous-procureur général adjoint de la Division du droit criminel, M. Murray Segal. M. Stewart a affirmé dans son témoignage qu'il n'avait aucun doute quant à la suite donnée par M. Segal à ce courriel : l'inspecteur-détective Hall et M^{me} Hallett étaient des employés de haut rang, il s'agissait d'une allégation d'inconduite grave de la part de la Couronne et la décision du juge Chadwick portait précisément sur ce point.

Le 9 avril 2001, M. McMahon transmit le courriel du 3 avril de l'inspecteur-détective Hall à M. Segal. Après avoir reçu le courriel, M. Segal y réfléchit et sollicita des conseils juridiques indépendants. M. Segal a mentionné dans son témoignage qu'il avait décidé de confier l'affaire à un autre service de police afin qu'il prenne les mesures jugées appropriées, lesquelles pouvaient comprendre la tenue d'une enquête. M. Segal communiqua avec la police régionale de York et lui remit une copie du courriel de l'inspecteur-détective Hall. Il informa M^{me} Hallett qu'il avait transmis le courriel à la police régionale de York et qu'elle recevrait les services d'un avocat de son choix pendant la durée de toute enquête potentielle.

Ce fut la première fois que M^{me} Hallett entendit parler du courriel de l'inspecteur-détective Hall. Elle prépara un document pour y répondre.

Le 24 juillet 2003, la Cour d'appel de l'Ontario infirma la décision du juge Chadwick. La cour conclut que « l'inconduite de la procureure sur laquelle se fondait la suspension n'[était] pas étayée par la preuve ».

L'inspecteur-détective Hall eut tort de remettre la note du 4 juillet 2000 à l'avocat de la défense sans en avoir discuté avec la procureure de la Couronne M^{me} Hallett. J'ai recommandé la mise en œuvre d'un protocole au sein des services de police relativement à la gestion des désaccords entre les policiers et les avocats de la Couronne concernant la divulgation. En l'espèce, l'inspecteur-détective Hall aurait dû informer son supérieur de ses préoccupations. Ce dernier aurait alors pu en parler aux supérieurs de M^{me} Hallett au ministère du Procureur général.

Bien que M^{me} Hallett soit responsable de certains retards dans la divulgation et dans la préparation des dossiers de la Couronne, j'estime que c'est une professionnelle dévouée et compétente qui a su montrer aux victimes présumées d'agressions sexuelles récentes ou passées la compassion et l'expertise démontrant qu'elle était un atout précieux dans l'équipe de l'opération Vérité.

Nouveau procès R. c. Jacques Leduc

À l'automne 2003, M. John Pearson demanda à M^{me} Lidia Narozeniak si elle souhaitait représenter la poursuite dans le nouveau procès de Jacques Leduc. Elle consentit à le faire en attendant la décision de la Cour suprême du Canada

sur l'appel. L'autorisation d'appel à la Cour suprême fut refusée le 12 janvier 2004, et le procès *R. c. Leduc* fut repris.

Dans son témoignage, M^{me} Narozniak a affirmé que le premier obstacle qu'elle rencontra dans le dossier Leduc fut attribuable aux retards et à l'alinéa 11b) de la *Charte*. Elle eut l'impression que la Couronne avait tardé à remplir certaines de ses obligations de divulgation, provoquant ainsi des retards dans le dossier. Aux problèmes de divulgation attribuables à M. Dunlop s'ajoutèrent les retards importants de divulgation provoqués par la Couronne, ce qui aurait pu compromettre la cause.

Le 19 février 2004, M^{me} Narozniak se présenta au tribunal pour la première fois dans le dossier Leduc. La date du procès fut fixée au 10 mai. L'avocate de la défense, M^{me} Marie Henein, présenta des observations à la Cour sur la nécessité d'un ajournement.

M^{me} Narozniak ne s'opposa pas à la requête en ajournement de l'avocate de la défense, bien qu'elle comptât être prête à procéder le 10 mai. Je suis d'avis qu'il aurait été approprié pour M^{me} Narozniak d'inscrire au dossier que la Couronne était prête à procéder à la date fixée. La Couronne devrait être perçue comme souhaitant procéder le plus tôt possible. De surcroît, il importe que la position de chaque partie soit claire au moment de l'ajournement, afin que tout juge devant procéder à un examen ultérieur de la procédure d'instruction puisse bien évaluer la situation.

La date du procès fut fixée en octobre 2004.

Le 19 mai, M^{me} Hallett transmit à M^{me} Narozniak et à M^{me} Christine Tier une note de service et quatre boîtes de documents sur le dossier Leduc. Elle écrivit qu'elle pensait que ce matériel avait déjà été remis à la défense. Le 22 mai, M^{me} Hallett envoya à M^{me} Narozniak un courriel dans lequel elle affirmait que d'autres boîtes devaient lui être remises et qu'elle aurait alors en sa possession tout le matériel.

Le procès devait commencer le 10 mai, mais M^{me} Hallett n'acheva le transfert de tout le matériel pertinent à M^{me} Narozniak que le 19 mai. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi M^{me} Hallett était encore en possession de ces boîtes, trois ans après la fin de son affectation au dossier. Le ministère du Procureur général aurait dû veiller à récupérer ce dossier auprès de M^{me} Hallett. Cela est d'autant plus troublant que la divulgation fut une source de difficultés dans plusieurs poursuites de l'opération Vérité. J'ai déjà souligné que les dossiers de la Couronne devraient rester en la possession du ministère du Procureur général. Un avocat de la Couronne ne devrait pas être autorisé à conserver ou à contrôler un dossier auquel il n'est pas affecté. Je comprends que M^{me} Hallett ait éprouvé des craintes à la suite des allégations dont elle fit l'objet dans le dossier Leduc et de l'enquête de la Police régionale de York qui en résulta. Selon

moi, c'est une raison supplémentaire pour laquelle M^{me} Hallett *n'aurait pas* dû conserver le dossier.

Le 12 mai 2004, M^{me} Naroziak se rendit au bureau de l'avocate de la défense et, ensemble, elles firent un rapprochement de chacune des pièces du matériel de l'agent Dunlop afin de s'assurer que chacune travaillait à partir du même matériel. Elles réalisèrent qu'il manquait des documents.

Le 21 juin, l'avocate de la défense se rendit au SPC pour examiner les boîtes, après quoi elle demanda que certains originaux soient apportés au tribunal.

Lors de son témoignage, M^{me} Naroziak a affirmé qu'à la fin de son examen du matériel de M. Dunlop, elle n'était pas convaincue qu'il avait fourni tous les renseignements en sa possession, ni dévoilé l'identité de toutes ses personnes-ressources.

Je comprends mal pourquoi on accorda tant d'importance aux documents de Perry Dunlop et à la possibilité qu'il n'ait pas tout divulgué. M^{me} Naroziak doutait que la Couronne et la défense aient les mêmes documents. Ce problème me semble découler de l'absence d'un système de suivi de ce qui était divulgué à la défense. Les neuf boîtes de documents avaient été sous la surveillance des enquêteurs et de la poursuite, mais leur contenu n'avait toujours pas été copié ni divulgué à la défense. J'estime que ce problème ne fut pas causé par M. Dunlop, mais qu'il est inhérent aux problèmes associés à la divulgation de la Couronne.

L'une des motions préalables au procès présentées par la défense fut une motion de divulgation, entendue sur plusieurs jours en août 2004. M^{me} Naroziak a expliqué que l'objet de cette motion était de vérifier s'il y avait des documents non divulgués manquants ou toujours en la possession de M. Dunlop ou de la Couronne. La motion visait également à vérifier si M. Dunlop avait pu être en contact avec les victimes dans ce dossier.

M. Dunlop, qui résidait en Colombie-Britannique à ce moment-là, fut assigné à témoigner. Avant la motion, M^{me} Naroziak eut quelques conversations téléphoniques avec lui à propos de sa comparution. Elle lui expliqua la motion, lui en décrivit les enjeux et mentionna ses sujets de préoccupation. M^{me} Naroziak lui envoya également les transcriptions de son témoignage dans la cause de l'abbé MacDonald.

M^{me} Naroziak a affirmé avoir parlé à M. Dunlop de ses notes, lui avoir dit qu'elle avait besoin des originaux et lui avoir expliqué quels carnets elle souhaitait obtenir. Elle l'informa que son interrogatoire porterait sur sa communication avec les plaignants et les témoins dans le dossier Leduc.

Le 16 août 2004, M. Dunlop fut appelé à témoigner. Il fut contre-interrogé par l'avocate de la défense pendant trois jours. Le deuxième jour de l'audience sur la motion de divulgation, M. Dunlop demanda un avocat. M^{me} Naroziak

acquiesça à sa requête et demanda au bureau régional du procureur de la Couronne de l'aider à trouver un avocat de l'Aide juridique ou un avocat de service dans l'immeuble. L'avocat de service fut joint; M. Dunlop s'entretint avec lui et se prépara à livrer son témoignage. Le troisième jour du témoignage fut déposée en preuve la déclaration préparée par M. Dunlop dans laquelle il affirmait avoir eu l'impression d'être traité injustement, d'avoir été trompé et d'avoir été assigné à témoigner sous de faux prétextes. Dans sa déclaration, il soutint qu'il pensait avoir été appelé uniquement pour relater sa communication avec la mère de C-16. Il eut l'impression que la Couronne avait été injuste envers lui et ne lui avait offert ni conseil ni soutien.

À l'automne 2004, la défense déposa une requête en suspension de l'instance pour cause de retard. M^{me} Narozeniak ne fut pas surprise d'apprendre que la requête se fondait sur l'alinéa 11b) de la *Charte*. Elle estima néanmoins qu'il était dans le meilleur intérêt de l'administration de la justice que le procès de M. Leduc ait lieu sur le fond; elle ne revint jamais sur sa décision. Dans ce dossier, il lui incombaît en partie d'expliquer à la Cour que, quel que soit le préjudice subi par M. Leduc, le préjudice causé par une suspension de l'instance serait encore plus important.

La procureure de la Couronne fit valoir que la défense ne pouvait invoquer l'alinéa 11b), puisqu'elle ne l'avait pas fait en première instance.

En plus d'avoir à livrer un combat « en amont » dans la requête fondée sur l'alinéa 11b), M^{me} Narozeniak éprouvait des inquiétudes quant au fond du litige et, en particulier, à la crédibilité et à la fiabilité des plaignants. En ce qui concernait C-16, elle estimait que la Couronne n'obtiendrait pas de déclaration de culpabilité et elle envisagea la possibilité de retirer les accusations relatives à ses allégations.

Le 18 octobre 2004, le juge Plantana accéda à la requête en suspension d'instance au motif que l'accusé n'avait pas subi son procès dans un délai raisonnable, au mépris de ses droits en vertu de l'alinéa 11b) de la *Charte*. Le jugement écrit fut déposé le 10 novembre.

R. c. Malcolm MacDonald : agression sexuelle

Trois personnes firent des allégations d'agression sexuelle à l'endroit de Malcolm MacDonald. La procureure de la Couronne, M^{me} Shelley Hallett, fut affectée à l'examen de l'enquête sur M. MacDonald. Le 7 juillet 1998, elle reçut un dossier de la Couronne relatif aux allégations de deux des trois plaignants.

Le 9 mars 1999, elle transmit son opinion sur ce dossier à l'inspecteur-détective Pat Hall. Elle recommanda le dépôt d'accusations de grossière indécence et d'attentat aux mœurs et elle fournit une ébauche de l'acte d'accusation.

Le 11 mars, M. MacDonald fut accusé sous deux chefs d'attentat aux mœurs et un chef de grossière indécence.

M^{me} Hallett mit huit mois avant de donner une opinion dans ce dossier. Ce délai est encore plus déplorable quand on sait que le premier plaignant fit sa déclaration à la Police provinciale de l'Ontario en septembre 1997. Les retards peuvent avoir un effet négatif et important sur les victimes et sur l'accusé, et devraient être minimisés dans la mesure du possible. Selon moi, un procureur de la Couronne doit accorder la priorité à tout dossier portant sur des allégations signalées plus d'un an auparavant. Une fois de plus, il convient de souligner l'importance d'affecter un procureur de la Couronne exclusif aux enquêtes. Un tel procureur aurait pu aider les enquêteurs plus rapidement.

Après avoir examiné le dossier de Malcolm MacDonald, M^{me} Hallett fut quelque peu préoccupée; elle souhaitait que la police poursuive l'enquête.

Le 21 juin 1999, elle demanda à l'agent-détective Seguin de trouver des documents de procédure susceptibles de réduire la période de l'infraction et, possiblement, de confirmer que M. MacDonald entretenait une relation avocat-client avec les deux plaignants. L'agent-détective Seguin écrivit à M^{me} Hallett le 22 juillet pour lui expliquer les mesures qu'il avait prises pour trouver le matériel.

Une conférence préalable au procès de Malcolm MacDonald eut lieu le 24 juin 1999. La date de l'enquête préliminaire fut fixée au 17 janvier 2000. M. MacDonald mourut le 23 septembre 1999. La Couronne retira les accusations contre lui.

Dossiers de la Couronne relatifs au clergé et à la conspiration

Le 19 mars 1999, l'inspecteur-détective Hall, M. James Stewart, directeur des services des procureurs de la Couronne de la région de l'Est et M. Robert Pelletier se réunirent pour discuter de l'affectation de procureurs de la Couronne à divers dossiers de l'opération Vérité, notamment les dossiers relatifs aux allégations à l'endroit de certains membres du clergé et celles de conspiration pour entrave à la justice. M. Stewart demanda que l'inspecteur-détective Hall se rende à Toronto pour expliquer les enquêtes au directeur de l'Unité des enquêtes spéciales.

En juin 1999, M^{me} Shelley Hallett rencontra l'inspecteur-détective Hall, qui lui demanda d'assumer une plus grande part de travail pour aider dans les dossiers de l'opération Vérité. À ce moment, M^{me} Hallett intervenait déjà dans des poursuites de l'opération Vérité. Elle ignorait et la nature et la forme que prendraient ces nouvelles tâches, mais les accepta tout de même.

Le 22 septembre 1999, M^{me} Hallett reçut des dossiers sur l'abbé Bernard Cameron, l'abbé Gary Ostler, M^{gr} Donald McDougald et M^{gr} Eugène LaRocque. Elle reçut le dossier sur l'abbé Kevin Maloney en janvier 2000. On demanda

à M^{me} Hallett de donner son opinion sur l'existence de motifs raisonnables et probables justifiant le dépôt d'accusations et sur la perspective raisonnable de condamnation. Même si les dossiers étaient séparés et distincts, Ron Leroux était un plaignant dans quatre dossiers sur cinq. Les allégations avaient été portées à l'attention de l'opération Vérité à la suite de l'enquête de l'agent Perry Dunlop.

Lors de son témoignage, M^{me} Hallett a déclaré que les policiers de l'opération Vérité lui avaient fait part de leurs inquiétudes quant à la crédibilité de M. Leroux.

Des préoccupations à l'égard des longs délais nécessaires à M^{me} Hallett pour l'examen des dossiers et la formulation de ses opinions furent formulées à plusieurs reprises. M^{me} Hallett ne termina jamais l'examen des dossiers, qui furent transférés à M. Lorne McConnery après la suspension de l'instance *R. c. Leduc* le 1^{er} mars 2001. Après cette décision, M^{me} Hallett n'intervint plus dans les dossiers de l'opération Vérité. Avant cette date, quatre des cinq dossiers des membres du clergé furent en la possession de M^{me} Hallett pendant dix-sept mois. Le dossier de l'abbé Maloney le fut pendant environ quatorze mois. Dans tous les cas, aucune opinion ne fut donnée.

Dans son témoignage, M^{me} Hallett a déclaré qu'à ce moment, elle était préoccupée par le dossier *R. c. Leduc*. Elle se préparait également pour l'enquête préliminaire dans le dossier Malcolm MacDonald en janvier 2000, qui n'eut pas lieu en raison du décès de ce dernier. De plus, M^{me} Hallett se mettait à jour dans la poursuite de l'abbé Charles MacDonald.

Le 6 janvier 2000, M^{me} Hallett dit à l'inspecteur-détective Hall qu'elle tenterait de formuler une opinion juridique sur les dossiers des membres du clergé avant la fin de janvier. Le 25 mai, l'inspecteur-détective Hall laissa un message à M^{me} Hallett lui demandant ce qu'il en était des cinq opinions juridiques toujours en suspens. M^{me} Hallett a expliqué qu'à ce moment, la situation avait beaucoup évolué concernant l'agent Dunlop. Plus particulièrement, elle avait commencé l'examen des neuf boîtes de documentation qu'il lui avait fournies, ce qui était prioritaire.

Le 27 juin, l'inspecteur-détective Hall appela M^{me} Hallett; elle lui dit qu'elle n'avait pas encore examiné les autres dossiers et qu'elle attendait que le dossier sur les allégations de conspiration soit complet. Le 20 juillet 2000, M^{me} Hallett reçut les neuf volumes du dossier sur la conspiration. Les six dossiers de la Couronne comportaient en tout plus de 7 000 pages, ce qui était de beaucoup supérieur à ce qu'elle avait imaginé. M^{me} Hallett voulut étudier attentivement ce dossier, car elle savait que la conspiration présumée représentait une source de préoccupation fondamentale à Cornwall.

Lors de son témoignage, M^{me} Hallett a déclaré qu'elle aurait bien aimé que les dossiers de la conspiration lui parviennent avant les autres dossiers de

l'opération Vérité : ils lui auraient été fort utiles pour mieux comprendre les enquêtes de l'agent Dunlop et les enjeux le concernant, avant d'amorcer les autres poursuites.

Le 13 décembre 2000, le surintendant-détective Chris Lewis s'adressa à M. Stewart. Il exprima son « inquiétude quant au fait qu'aucune opinion juridique n'[eut] pas encore été reçue de la Couronne. » Le 15 janvier 2001, le surintendant-détective Lewis appela M. Murray Segal, sous-procureur général adjoint de la Division du droit criminel, et lui fit part de son inquiétude à l'égard du retard dans la production des opinions juridiques. Le 6 février 2001, le surintendant-détective Lewis exprima de nouveau à M. Segal ses inquiétudes quant au retard qu'accusaient les dossiers. Il expliqua que la Police provinciale de l'Ontario subissait beaucoup de pressions de la part des médias.

Bien que j'accepte le fait que M^{me} Hallett fût très prise par le procès Leduc à la fin de 2000 et au début de 2001, et donc incapable de procéder à l'examen des dossiers à ce moment, il me semble qu'elle aurait été de toute manière trop affairée pour le faire, indépendamment du procès Leduc. Selon moi, elle aurait dû demander de l'aide pour gérer sa charge de travail. De surcroît, la haute direction du ministère du Procureur général aurait dû intervenir dans la gestion de la charge de travail de M^{me} Hallett.

À mon avis, bien qu'ils ne reçurent aucune demande d'assistance officielle de la part de M^{me} Hallett, MM. Stewart et Segal étaient tous deux au courant de sa charge de travail, tout en étant conscients des pressions publiques exercées sur les policiers responsables de l'opération Vérité pour qu'ils concluent leur enquête. Ils auraient dû transférer les dossiers à un autre procureur. Selon moi, voilà un autre exemple des problèmes issus de l'omission d'affecter les ressources adéquates et appropriées à la poursuite des accusations criminelles dans les enquêtes de l'opération Vérité.

Comme j'en ai déjà discuté, après la suspension du procès *R. c. Leduc*, M^{me} Hallett n'intervint plus dans les dossiers de l'opération Vérité. Par conséquent, il devint nécessaire de trouver un procureur de la Couronne pour formuler une opinion les concernant.

Le 22 mai 2001, le surintendant-détective Jim Miller, directeur de la Direction des enquêtes criminelles de la Police provinciale de l'Ontario, transmit un courriel à M. Segal, dans lequel il se disait préoccupé quant aux longs retards dans l'obtention des opinions juridiques. Le surintendant-détective Miller reçut également un courriel de l'inspecteur-détective Hall qui, lui aussi, s'inquiétait du retard dans l'obtention des opinions juridiques de la Couronne. M. Segal répondit le jour suivant que M. McConnery allait examiner ces dossiers en priorité.

Le 23 mai 2001, M. McConnery reçut un appel de M. Stewart, qui l'informa qu'il devrait procéder à l'examen d'un dossier de conspiration et de certains

autres dossiers concernant des allégations d'agressions sexuelles, auparavant confiés à M^{me} Hallett. M. McConnery fut informé que ces dossiers étaient en suspens depuis « pas mal longtemps ».

Vers la fin de mai 2001, M. Stewart demanda à M^{me} Hallett de transmettre le dossier sur les allégations de conspiration à M. McConnery pour examen. Le 28 mai, plusieurs dossiers étaient déjà au bureau de M. Stewart, mais M^{me} Hallett possédait encore une copie du dossier sur les allégations de conspiration.

Le 13 juin, M. McConnery rencontra l'inspecteur-détective Hall et l'agent-détective Joe Dupuis, qui lui remirent l'original du dossier de l'opération Vérité sur les allégations de conspiration. Lors de son témoignage, M. McConnery s'est souvenu du mécontentement des agents de police par rapport au fait de devoir lui remettre l'original du dossier, car ils estimaient qu'il aurait dû recevoir la copie de M^{me} Hallett. M. McConnery accepta d'en faire une photocopie et de leur rendre l'original de la Police provinciale de l'Ontario. M. McConnery reçut le dossier sur les allégations de conspiration le 25 juin.

Voilà un autre exemple de retards engendrés par l'omission de transmettre un dossier en temps opportun. La suspension de l'instance dans l'affaire Leduc avait été ordonnée presque quatre mois plus tôt et un nouveau procureur de la Couronne avait été affecté au dossier. Les dossiers de la Couronne doivent être rendus le plus tôt possible à un responsable au sein du ministère, dès qu'un procureur n'est plus affecté à un dossier.

L'examen des dossiers de M. McConnery se déroula du mois de juin au mois d'août. M. McConnery jugea que la crédibilité de M. Leroux constituait un problème, dès qu'il prit connaissance de la vidéo et de la transcription de son entrevue avec la Police provinciale de l'Ontario. Les policiers n'avaient de motifs raisonnables et probables dans aucun des dossiers examinés par M. McConnery.

Le 5 juillet 2001, M. McConnery rencontra M. Segal, qui fit plusieurs suggestions quant à l'examen des dossiers que devait effectuer M. McConnery. Selon M. Segal, la décision de porter des accusations relève du service de police. M. Segal croyait qu'il était important de savoir où en était la police avant que M. McConnery n'exprime son opinion. Il était manifeste aux yeux de M. McConnery qu'il procédait à des examens en vue d'établir l'existence de motifs raisonnables et probables et que, dans le cadre de ses responsabilités, il devait notamment demander aux policiers s'ils croyaient qu'ils disposaient de tels motifs.

Dans le cadre de l'opération Vérité, les procureurs de la Couronne devaient formuler des opinions pour la Police provinciale de l'Ontario quant à l'existence de motifs raisonnables et probables justifiant de porter des accusations. Ce n'est pas ainsi que l'on procède habituellement pour porter des accusations. La police est responsable de déterminer s'il faut le faire ou non. Cependant, dans le plan

opérationnel de l'enquête de l'opération Vérité, il était prévu que tous les dossiers seraient soumis au procureur de la Couronne pour examen et formulation de recommandations quant à la possibilité de porter des accusations.

Le 10 juillet 2001, M. McConnery rencontra l'inspecteur-détective Hall. Il fit un certain nombre de demandes d'information et de matériel, suivies de la demande de M. Segal visant à obtenir l'opinion des agents de police quant aux motifs raisonnables et probables justifiant le dépôt d'accusations.

M. McConnery demanda ses impressions à l'inspecteur-détective Hall concernant l'existence de motifs raisonnables et probables dans chacun des dossiers. Selon les notes de M. McConnery relatives aux dossiers fondés substantiellement sur les allégations de M. Leroux, l'inspecteur-détective Hall déclara quelque chose du genre : « Je ne prêterais pas serment sur quoi que ce soit que dit M. Leroux et je ne demanderais à aucun de mes hommes de le faire. » Il fut donc manifeste pour M. McConnery que l'inspecteur-détective Hall n'avait pas de motifs subjectifs raisonnables et probables dans le cas des allégations fondées uniquement sur les déclarations de M. Leroux.

M. McConnery a clairement indiqué dans son témoignage qu'il n'avait pas examiné les allégations potentielles de conspiration relatives à l'existence d'un réseau de pédophiles, ni le fait que des personnes aient comploté pour agresser sexuellement des enfants. Il avait plutôt cherché à savoir si des éléments de preuve supportaient l'allégation de conspiration criminelle, très précise, impliquant le Service de police de Cornwall, le procureur de la Couronne M. Murray MacDonald, M^{gr} LaRocque, au moins deux avocats de l'endroit et le directeur de funérailles Ron Wilson, conspiration qui donna lieu au règlement conclu à l'amiable entre David Silmser et le diocèse d'Alexandria-Cornwall. La question, pour M. McConnery, était de déterminer s'il existait des éléments de preuve à l'appui d'accusations de conspiration portées contre dix ou douze personnes.

M. McConnery adressa son opinion écrite à l'inspecteur-détective Hall, le 15 août. Sa lettre concluait : « Après avoir examiné tous les documents précités, j'estime que vos préoccupations et conclusions concernant le manque de motifs raisonnables et probables sont appropriées et justifiées. Toutes les allégations des plaignants Leroux et [C-15] ont été soigneusement examinées dans leur contexte, et vos opinions sur la crédibilité de ces allégations sont raisonnables et fondées, selon moi. »

Le 22 août 2001, la Police provinciale de l'Ontario publia un communiqué de presse annonçant la conclusion de l'opération Vérité : « La Police provinciale de l'Ontario n'a trouvé aucune preuve démontrant qu'un cercle de pédophiles poursuit des activités dans la ville. Rien non plus ne nous indique que des personnes poursuivent des activités ensemble dans le but de commettre des infractions. »

Dans son témoignage, M. McConnery a déclaré qu'on ne lui demanda jamais son opinion sur un réseau de pédophiles, qu'il n'exprima aucune opinion sur cette allégation et que, selon lui, il n'aurait pas été approprié pour lui de le faire. Il fut mécontent du communiqué de presse, ce qui est compréhensible. L'opinion de M. McConnery était fondée sur la théorie de la conspiration de M. Leroux, et non sur une enquête approfondie concernant un réseau de pédophiles.

R. c. Jean-Luc Leblanc, 2001

Après sa condamnation en 1986, dont j'ai discuté précédemment, Jean-Luc Leblanc attira de nouveau l'attention de la police en décembre 1998. L'enquête subséquente de l'opération Vérité déboucha sur le dépôt de cinquante et un chefs d'accusation d'agression sexuelle d'adolescents contre M. Leblanc. Il fut d'abord accusé et arrêté le 5 janvier, puis accusé et arrêté en vertu d'autres chefs d'accusation, le 11 mars 1999, le 27 juillet 1999 et le 7 avril 2000.

La poursuite contre M. Leblanc fut confiée au Bureau du procureur de la Couronne de Brockville. Le 26 mars 2001, M. Leblanc plaida coupable à six chefs d'accusation. Il plaida coupable à douze chefs d'accusation le 7 juin, et les trente-trois autres chefs furent retirés par la Couronne. Le procureur de la Couronne M. Curt Flanagan dit à la Cour que les chefs d'accusation retirés étaient des duplications et couvraient les mêmes allégations factuelles ayant déjà fait l'objet d'un plaidoyer.

Le 22 avril, le juge Dan Chilcott décréta que M. Leblanc était un délinquant à contrôler et le condamna à dix ans d'incarcération, avec une réduction de dix-huit mois pour le temps passé en détention préventive. Par ailleurs, il fut condamné à une ordonnance de supervision de dix ans.

Pressions externes sur les poursuites de l'opération Vérité

Les procureurs de la Couronne et les employés du ministère du Procureur général furent également soumis à des pressions externes pendant les poursuites associées à l'opération Vérité. Les pressions particulières subies par les procureurs de la Couronne comprenaient la perte des reliures livrées par l'agent Perry Dunlop au ministère, les commentaires du député provincial Garry Guzzo et d'autres personnes à l'assemblée législative et dans les médias, ainsi que la création de sites Web consacrés aux enquêtes et aux poursuites de l'opération Vérité.

Comme je l'ai déjà mentionné, le 8 avril 1997, l'agent Dunlop remit personnellement une lettre d'accompagnement, une vidéo contenant le segment de l'émission *Fifth Estate* où il apparaissait et quatre reliures d'information (le « dossier du gouvernement ») aux organismes gouvernementaux suivants

à Toronto : 1) au solliciteur général et au ministre des Services correctionnels, qui refusèrent les reliures et la vidéo, John Periversoff n'acceptant que la lettre; 2) à la Commission civile des services policiers de l'Ontario, où le greffier adjoint C. Labielski accepta la lettre, la vidéo et les reliures; et 3) au ministère du Procureur général, où Michael Austin, adjoint au registre et au soutien des appels, accepta la lettre, la vidéo et les reliures.

La lettre accompagnant le dossier du gouvernement faisait état des inquiétudes de l'agent Dunlop à l'égard des activités d'un groupe de pédophiles dans la région de Cornwall, ainsi que d'une conspiration en vue de camoufler les allégations d'agressions sexuelles. La lettre contenait un renvoi aux documents qu'elle accompagnait.

Comme je l'ai déjà mentionné, le solliciteur général fut le seul des trois bureaux gouvernementaux à transmettre le matériel de l'agent Dunlop à la Police provinciale de l'Ontario. Comme le solliciteur général n'avait accepté que la lettre et non les reliures contenant le dossier du gouvernement, seule la lettre fut transmise.

Je conviens que le fait que le ministère du Procureur général ne trouvât pas la documentation livrée par l'agent Dunlop et son omission de la transmettre au service de police approprié en vue d'une enquête n'eurent qu'une incidence limitée sur l'opération Vérité. Ils amenèrent toutefois de nombreuses personnes à douter des actions et des motivations des institutions publiques. Plusieurs de ces personnes, notamment M. Guzzo, exprimèrent publiquement ces inquiétudes, inspirant les mêmes doutes chez les citoyens de Cornwall.

La perte des reliures par le ministère du Procureur général est inacceptable. J'ai entendu un témoignage selon lequel le ministère possède désormais un système informatisé doublé d'un registre manuel pour inscrire les documents signifiés. Je recommande au ministère d'examiner son système de suivi et de confirmer que les documents sont enregistrés à leur réception et lors de leur examen. Si les documents concernent des questions nécessitant une enquête, ils doivent être transmis au service de police approprié, avec copie à une personne désignée au sein du ministère.

Le défaut des fonctionnaires du ministère d'admettre publiquement et en temps opportun la perte des reliures de l'agent Dunlop alimenta peut-être les craintes de la population à propos de l'incompétence des institutions et de leur volonté de dissimulation.

Pendant l'opération Vérité, plusieurs sites Web furent créés. On y trouvait de l'information sur les enquêtes et les poursuites de l'opération Vérité, notamment des déclarations de victimes et des articles des médias. Ces sites Web eurent un impact sur l'enquête et la poursuite de certains dossiers. Le matériel publié

souleva des inquiétudes sur l'équité du procès des accusés et put peut-être décourager d'autres victimes de se manifester, par crainte que leurs déclarations ou informations personnelles soient diffusées dans Internet.

Prestation de services aux victimes

Un grand nombre des poursuites judiciaires évoquées dans ce rapport auraient bénéficié de l'intervention rapide des ressources d'assistance aux victimes et aux témoins. Le Programme d'aide aux victimes et aux témoins (PAVT) du ministère du Procureur général n'existe pas à Cornwall pendant presque toute la durée de l'opération Vérité, bien que certains services fussent offerts par le bureau du PAVT d'Ottawa. Le PAVT ne fut mis en œuvre à Cornwall qu'en 2001.

Ce programme offre un large éventail de services aux victimes qui doivent traiter avec le système de justice pénale. En 1992 et 1993, Cosette Chafe, directrice du PAVT à Ottawa, participa à l'élaboration d'un protocole de mise en œuvre d'un Programme d'aide aux victimes et aux témoins dans les dossiers mettant en cause une pluralité de victimes et d'agresseurs. Ce protocole visait à tracer les grandes lignes des services offerts dans ce type de dossier.

Le manuel des politiques et procédures du PAVT prévoit qu'un projet désigné comme « poursuite spéciale » peut recevoir des ressources et des fonds supplémentaires. Le manuel définit les poursuites spéciales comme suit : « Les poursuites spéciales sont ainsi appelées parce qu'elles impliquent plusieurs accusés ayant commis des actes graves contre plusieurs victimes. Elles remontent souvent à plusieurs années, ont souvent un caractère sexuel et portent sur des actes criminels subis par des enfants. [...] Les poursuites judiciaires spéciales exigent généralement beaucoup de temps, de ressources et d'expérience pour répondre efficacement aux besoins spéciaux des victimes et pour s'adapter à leurs circonstances particulières intrinsèques. Elles exigent aussi beaucoup de collaboration et de coordination entre les procureurs de la Couronne, les policiers et le personnel du programme. »

L'opération Vérité ne fut pas considérée comme une poursuite spéciale. Je crois que l'opération Vérité s'inscrivait très bien dans la définition d'une poursuite spéciale du manuel des politiques et procédures du PAVT. Des ressources pour aider les enquêteurs et les procureurs de la Couronne à traiter le nombre sans cesse grandissant de victimes auraient dû être déployées à Cornwall, dès 1997.

En 1999, Dennis Lessard, conseiller régional des services aux victimes auprès du ministère du Procureur général, informa Cosette Chafe du besoin des services du PVAT à Cornwall. Bien qu'à l'origine, le budget de l'exercice n'ait prévu aucune ressource financière pour ouvrir un bureau à Cornwall, M^{me} Chafe accepta d'offrir certains services à des poursuites particulières.

En juillet 2000, des fonds furent attribués aux services du PAVT dans le cadre des poursuites relatives à l'opération Vérité. En août 2000, Louise Lamoureux fut embauchée pour les offrir.

Lorsque le Programme d'aide aux victimes et aux témoins fut mis en œuvre à Cornwall, la plupart des enquêtes préliminaires relatives à l'opération Vérité étaient terminées. M^{me} Chafe a dit croire que de nombreuses victimes avaient refusé les services du programme parce qu'elles n'en ressentaient pas le besoin. Elle pense aussi que si les services du programme avaient été offerts dès le début du processus judiciaire, l'intervention du programme dans les poursuites de l'opération Vérité aurait été différente. L'agent-détective Seguin a déclaré qu'un Programme d'aide aux victimes et aux témoins aurait été utile, étant donné que personne n'assurait la communication avec les victimes.

J'ai entendu le témoignage de nombreuses victimes relatif aux problèmes entourant le Programme d'aide aux victimes et aux témoins. Manifestement, les services aux victimes dans les poursuites relatives à l'opération Vérité furent inadéquats et inopportuns. Le délai de mise en œuvre des services du PAVT à Cornwall me surprend, vu le contexte des enquêtes et des poursuites.

J'ai également entendu un témoignage selon lequel le financement et les ressources furent retardées, après que le bureau responsable du PAVT à Ottawa eut accepté d'offrir des services aux victimes présumées dans les poursuites associées à l'opération Vérité. Le temps est toujours un facteur déterminant dans les services offerts aux victimes, qui peuvent avoir une incidence sur la réussite d'une poursuite et sur le bien-être d'une personne.

Recommandations pour le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels

Protocole relatif aux allégations d'agression ou de violence sexuelle

1. Le ministère devrait préparer un protocole indiquant aux agents de probation et de libération conditionnelle de l'ensemble de l'Ontario comment réagir adéquatement aux divulgations par des clients du ministère d'agression ou de violence sexuelle³⁸.

Examen des dossiers

2. Le ministère devrait préparer un protocole pour faire en sorte que les dossiers soient examinés dans les cas où des allégations d'inconduite sexuelle sont formulées contre des employés du ministère par des clients placés sous leur supervision. Ce protocole déterminerait si l'examen aurait lieu à l'interne ou si l'on demanderait à la police d'y participer ou de s'en charger. Si l'examen est effectué à l'interne, le chef de secteur devrait examiner les notes de cas relatives à d'autres clients placés sous la supervision de l'employé et interroger ces clients.
3. Dans l'éventualité où un agent de probation et de libération conditionnelle quitte son poste ou meurt dans des circonstances suspectes, je recommande que le chef de secteur examine les dossiers actifs de l'agent de probation et de libération conditionnelle. Si on y découvre des tendances qui éveillent des soupçons de comportements inappropriés envers des clients, le ministère devrait entreprendre une enquête officielle interne, comprenant notamment un examen des dossiers antérieurs et des entrevues avec les clients et d'anciens clients.

Énoncé de principes de déontologie

4. Le code de déontologie des agents de probation et de libération conditionnelle intitulé *Statement of Ethical Principles* (énoncé de principes de déontologie), qui a été publié en 1995 et qui a récemment été révisé et mis à jour, devrait continuer de fournir des directives claires et complètes à l'ensemble des employés en ce qui a trait aux conflits d'intérêts et de faire en sorte que toutes les relations

38. À moins qu'on en donne une définition différente, on entend par agression ou violence sexuelle les mauvais traitements d'ordre sexuel, actuels ou passés, subis par des enfants ou des jeunes.

avec les personnes relevant actuellement ou antérieurement de l'autorité des Services correctionnels soient justes, impartiales et exemptes de pratiques répréhensibles. Cet énoncé devrait être distribué sous forme de manuel à l'ensemble des employés des services de probation et de libération conditionnelle. Ce manuel devrait être mis à jour au besoin.

Tenue des dossiers

5. Le ministère devrait instituer des politiques et méthodes faisant en sorte que les renseignements sur les incidents graves soient recueillis systématiquement par les fonctionnaires du ministère à l'échelon local et régional, que ces derniers y aient facilement accès et que ces renseignements soient transmis aux nouveaux chefs de secteur, ainsi qu'à tout autre fonctionnaire occupant un poste de supervision au sein du ministère.
6. Toute contravention au *Statement of Ethical Principles* ou tout comportement inapproprié semblable de la part d'un employé dont le nom est mentionné dans un rapport d'incident devrait également être indiqué dans l'évaluation du rendement de l'employé en question.

Formation

7. Le ministère devrait s'assurer que ses employés reçoivent une formation et une mise à jour régulières concernant les principes relatifs aux conflits d'intérêts et le comportement éthique exigé du personnel du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels, qui sont exposés dans l'énoncé de principes de déontologie.
8. Le ministère devrait mettre en place à l'échelle de la province, à l'intention de l'ensemble des agents de probation et de libération conditionnelle, une formation obligatoire, permanente et régulière sur les agressions et la violence sexuelles, tout particulièrement celles commises par des hommes sur des victimes masculines. Cette formation devrait également fournir des directives sur la façon appropriée de traiter les divulgations d'agression ou de violence sexuelle, y compris comment agir avec sensibilité avec les auteurs de ces divulgations et comment aiguiller ces personnes vers des services de soutien spécialisés.
9. Il importe que les agents de probation et de libération conditionnelle reçoivent une formation permanente sur les devoirs que leur impose

la Loi en matière de signalement des cas à la Société de l'aide à l'enfance en vertu de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* afin de faire en sorte que les enfants à risque soient protégés.

Présélection

10. Le ministère devrait adopter des pratiques rigoureuses de présélection ou étoffer ses pratiques actuelles relativement à l'embauche de nouveaux agents de probation et de libération conditionnelle. Cette présélection consisterait non seulement à communiquer avec les personnes données en référence par les candidats et à vérifier le casier judiciaire de tous les candidats, mais également à recourir à un processus d'entrevue approfondi visant à s'assurer que ces derniers possèdent les compétences voulues pour s'occuper des personnes vulnérables.

Supervision

11. Le ministère devrait préparer un protocole relatif à la supervision par des agents de probation d'anciens agents de probation et de libération conditionnelle et d'autres employés reconnus coupables d'inconduite sexuelle ou d'autres comportements inappropriés à l'endroit de probationnaires. Le protocole devrait aborder des questions telles que le lieu de la probation et les conflits d'intérêts réels et apparents d'agents de probation surveillant le client.

12. Le ministère devrait mettre en place un protocole ou étoffer son protocole actuel afin de s'assurer qu'un autre employé est présent lorsque les agents de probation rencontrent des probationnaires après l'heure de fermeture des bureaux et que les notes versées au dossier font mention de l'heure, du lieu et de la raison de la consultation en dehors des heures normales et portent la signature de l'autre employé qui se trouvait au bureau.

Nécessité de mener une enquête interne

13. Si un agent de probation et de libération conditionnelle soupçonné ou accusé d'avoir commis une agression sexuelle ou des actes de violence sexuelle choisit de démissionner, le ministère devrait tout de même mener une enquête complète à l'égard des allégations. Une enquête pourrait révéler l'existence d'autres victimes potentielles avec lesquelles il faudrait communiquer. Toute

présumée victime de l'accusé devrait se voir offrir du soutien et des services de counseling.

Mesures disciplinaires contre les employés du ministère

14. La crainte des griefs ou de la publicité qui y est liée ne devrait pas être un facteur de décision quant à l'imposition de mesures disciplinaires contre des employés du ministère.

Lettres de recommandation

15. Le ministère devrait préparer des protocoles ou étoffer ses protocoles actuels pour faire en sorte que des renseignements détaillés sur toute infraction à l'énoncé de principes de déontologie ou tout comportement inapproprié semblable de la part d'un employé ou d'un ancien employé soient versés au dossier de cet employé ou ancien employé et mentionnés dans toute lettre de recommandation rédigée relativement à cette personne. Le ministère devrait mettre en œuvre des mesures pour s'assurer que des renseignements détaillés sur les raisons du départ d'un employé du ministère, y compris des précisions sur tout comportement inapproprié ou à caractère sexuel, soient versés au dossier de l'employé.

Communication dans les bureaux

16. Puisque de bonnes relations interpersonnelles sont essentielles à la prestation continue d'un excellent service au public, les superviseurs de niveau supérieur devraient être mis au courant de la détérioration des relations et ces problèmes devraient être réglés rapidement. Au Bureau de probation et de libération conditionnelle de Cornwall, un environnement de travail « empoisonné » nuisait à la divulgation des soupçons d'agression ou de violence sexuelle sur des probationnaires.
17. Le ministère devrait prendre des mesures pour faire en sorte que les employés soient au courant des mesures législatives ontariennes sur la « dénonciation » et que les inquiétudes dont ils font état à l'égard de leurs collègues relativement à des comportements inappropriés à l'endroit de clients soient tenues confidentielles.

Partage de renseignements

18. Le ministère devrait consulter ses partenaires du système de justice, la police et les procureurs de la Couronne afin de préparer un

protocole sur le partage de renseignements relatifs aux plaintes ou aux allégations d'agression ou de violence sexuelle formulées contre des employés antérieurs et actuels du ministère.

Appel au public

19. Le ministère devrait lancer un appel au public, exhortant les victimes d'agression ou de violence sexuelle à se manifester. Puisqu'il y a eu un certain nombre de cas confirmés d'agression ou de violence sexuelle sur un jeune par un employé du Bureau de probation et de libération conditionnelle de Cornwall, que de nombreuses autres allégations d'agression ou de violence sexuelle sur des jeunes ont été portées contre cet agent de probation et un autre agent et que les agressions sexuelles et les mauvais traitements d'ordre sexuel sont généralement sous-signalés, il est probable que d'autres victimes d'agression ou de violence sexuelle vivant dans la région de Cornwall ne se soient pas encore manifestées. Par conséquent, le ministère devrait faire savoir que toute personne qui se manifeste pour formuler des allégations d'agression ou de violence sexuelle sera traitée avec respect, dignité et compassion. Le ministère devrait offrir des services de counseling et de soutien aux présumées victimes d'agression ou de violence sexuelle qui se manifestent.
20. Le ministère devrait envisager de s'excuser publiquement auprès de toutes les victimes confirmées d'agression ou de violence sexuelle pendant leur jeunesse par un employé du Bureau de probation et de libération conditionnelle de Cornwall. Puisque la *Loi de 2009 sur la présentation d'excuses*, qui est entrée en vigueur en Ontario en avril 2009, permet aux institutions de présenter des excuses sans admission de responsabilité civile, je recommande en outre que le ministère envisage de s'excuser auprès des présumées victimes qui ont déposé des allégations n'ayant pas été confirmées dans le cadre d'un processus civil ou ministériel, ainsi qu'aux victimes qui ne se sont pas encore manifestées ou qui ont choisi de ne pas le faire. Bien que la sous-ministre Deborah Newman ait présenté des excuses lorsqu'elle a exposé ses recommandations à la Commission d'enquête, des excuses semblables de la part du directeur du Bureau de probation et de libération conditionnelle de Cornwall pourraient constituer une mesure positive en vue de la guérison des victimes et des présumées victimes d'agression ou de violence sexuelle commise par des membres du personnel de probation.

Recommandations pour les Services communautaires de la Police de Cornwall

Priorité des dossiers d'agressions sexuelles

1. Les Services communautaires de la Police de Cornwall doivent veiller à ce que les dossiers d'agressions sexuelles passées³⁹ soient traités en priorité et avec la même urgence que les dossiers d'agressions sexuelles récentes. Des mesures appropriées doivent être adoptées afin de veiller à ce que ces enquêtes soient menées en mode accéléré.

Formation

2. Tous les agents de police devraient recevoir une formation sur les enquêtes dans les dossiers d'agressions sexuelles, dans le cadre de leur formation de base. Cette formation devrait traiter d'gressions sexuelles subies par des enfants, d'agressions sexuelles passées et d'agressions homosexuelles impliquant des personnes de sexe masculin.
3. Les agents intervenant dans les enquêtes sur les dossiers d'agressions sexuelles devraient recevoir une formation d'appoint régulière sur les agressions sexuelles, notamment sur les agressions sexuelles subies par des enfants, les agressions sexuelles passées et les agressions homosexuelles impliquant des personnes de sexe masculin. En outre, les agents qui entament ce type d'enquêtes devraient recevoir ou continuer de recevoir du mentorat en service.
4. La formation des enquêteurs criminels devrait inclure une formation sur l'établissement d'un lien approprié et sur les techniques d'interrogation à utiliser avec des plaignants dans les dossiers d'agressions sexuelles, passées ou récentes.
5. Il importe de former les agents sur la bonne prise de notes et sur la conservation adéquate des dossiers dans les enquêtes sur des agressions sexuelles. Une telle formation devrait assurer l'utilisation de la Coopérative d'archivage informatisé des documents des corps de police provincial et municipaux de l'Ontario (OMPPAC) et des autres bases de données électroniques à leur plein potentiel,

39. La notion d'agressions sexuelles s'entend d'agressions sexuelles subies par des enfants et des adolescents, qu'elles soient récentes ou passées, à moins d'une mention contraire.

que les agents n'utilisent pas de bloc-notes à feuilles mobiles, la non-destruction des notes (à moins d'une ordonnance de destruction ou d'archivage), et qu'aucune ligne blanche ne soit laissée entre les notes ou au bas de la page.

6. Il importe que les agents des Services communautaires de la Police de Cornwall reçoivent de la formation continue sur leur devoir statutaire de faire rapport à la Société de l'aide à l'enfance, prescrit par la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, afin de veiller à la protection des enfants à risque.

Interrogation des plaignants dans les dossiers d'agressions sexuelles

7. Tous les efforts doivent être mis en œuvre pour que les entrevues avec les plaignants dans les dossiers d'agressions sexuelles aient lieu dans une atmosphère confortable, en privilégiant par exemple un endroit neutre à une salle d'interrogation. Si possible, ces entrevues devraient se faire en personne, et non pas au téléphone.
8. Les agents de police devraient réaliser que les plaignants dans les dossiers d'agressions sexuelles ressentent souvent de la méfiance à l'égard des personnes en position d'autorité. Par conséquent, les agents devraient prendre le temps nécessaire pour établir une relation de confiance avec les plaignants. Malgré le fait qu'elles puissent exiger plus de temps et plusieurs visites, le nombre d'entrevues relatives au détail des mauvais traitements devrait être aussi faible que possible.
9. Les Services communautaires de la Police de Cornwall et la Société de l'aide à l'enfance devraient interroger conjointement les plaignants enfants, afin de minimiser le nombre d'entrevues.
10. Les agents de police devraient réaliser qu'il se peut que les plaignants dans les dossiers d'agressions sexuelles passées aient de la difficulté à rédiger leur propre déclaration écrite. Ces plaignants ne possèdent peut-être pas les capacités littéraires ou la force émotive nécessaires pour rédiger une telle déclaration. Bien que l'on doive décourager ce type de déclaration, un plaignant à qui on demande de fournir une déclaration écrite devra bénéficier de la présence et de l'aide d'un agent. Toutes les réunions avec le plaignant aux fins de la rédaction de sa déclaration devraient avoir lieu dans une atmosphère confortable.
11. Lorsqu'ils interrogent les plaignants dans les dossiers d'agressions sexuelles, les agents de police devraient poser des questions visant à déterminer l'existence d'autres victimes potentielles du même agresseur ou de tout autre agresseur.

12. Il est important que les Services communautaires de la Police de Cornwall établissent un protocole veillant à ce que les plaignants dans les dossiers d'agressions sexuelles fassent leurs révélations et soient interrogés par des agents du sexe de leur choix. Cela permettra de réduire le traumatisme des plaignants et d'accroître leur capacité à fournir des détails intimes sur les agressions sexuelles alléguées.
13. Les protocoles d'enquête devraient exiger que les agents aident les plaignants à dresser un plan, afin qu'ils puissent au mieux relater leur version des événements passés, incluant leur date. Les agents peuvent suggérer l'emploi de certaines techniques, comme la collecte de documents ou de photographies, ou encore la création d'un calendrier. Les agents des Services communautaires de la Police de Cornwall devraient participer à la collecte de ces documents. Dans certains cas, des mandats de perquisition pourraient être nécessaires.
14. Les plaignants devraient se faire offrir d'être accompagnés dans la langue de leur choix. Afin de s'assurer qu'il s'agisse véritablement du choix du plaignant, l'agent qui l'interroge ne devrait pas indiquer sa propre préférence. Si le plaignant s'exprime difficilement en français ou en anglais, tous les efforts devraient mis en œuvre pour lui offrir des mesures d'adaptation par l'entremise d'un interprète, ou autre.

Communication avec les plaignants

15. Les Services communautaires de la Police de Cornwall devraient instaurer ou bonifier des mesures veillant à ce que les victimes et les victimes présumées d'agressions sexuelles et, dans le cas d'enfants victimes ou victimes présumées, leurs parents et les membres de leur famille, se fassent offrir du soutien et soient tenus au courant de l'enquête, du dépôt d'accusations et de l'instance judiciaire. Cela peut se faire directement par les Services communautaires de la Police de Cornwall, par le Programme d'aide aux victimes et aux témoins (PAVT) ou par un agent de liaison, comme le décrivent les recommandations de la phase 2 de ce Rapport.
16. Il importe que les agents des Services communautaires de la Police de Cornwall s'assurent que les victimes et les victimes présumées d'agressions sexuelles sont informées des résultats de toute poursuite contre l'agresseur et de la sentence imposée par la cour. Cela peut se faire directement par les Services communautaires de la Police de Cornwall ou par un agent de liaison, comme le décrivent les recommandations de la phase 2 de ce rapport.

Services de soutien et de counseling

17. Les agents des Services communautaires de la Police de Cornwall devraient continuer à accroître leurs connaissances des services de soutien et de counseling offerts aux victimes et aux victimes présumées d'agressions sexuelles et à leur famille, notamment dans les cas d'agressions sexuelles subies par des enfants et les agressions homosexuelles impliquant des personnes de sexe masculin. Les agents de police devraient toujours tenter d'orienter les plaignants vers ces services dans les dossiers d'agressions sexuelles.

Supervision des enquêteurs affectés aux dossiers d'agressions sexuelles

18. Il est important de veiller à ce que les agents des Services communautaires de la Police de Cornwall intervenant dans des enquêtes sur des agressions sexuelles récentes ou passées soient supervisés par des officiers supérieurs expérimentés.

Prise de note, conservation des dossiers et accès aux dossiers

19. Il est vital que les agents des Services communautaires de la Police de Cornwall enregistrent et saisissent leurs notes d'enquête dans le système OMPPAC et les autres bases de données électroniques, afin que d'autres agents de police puissent avoir accès aux informations découvertes à propos du suspect dans les dossiers d'agressions sexuelles.
20. Il est important que les agents des Services communautaires de la Police de Cornwall intervenant dans les enquêtes sur des agressions sexuelles accèdent régulièrement au système OMPPAC et aux autres bases de données électroniques, comme le Centre d'information de la police canadienne (CIPC) pour déterminer si d'autres agents de leur corps de police ou d'autres corps de police possèdent des informations sur l'agresseur présumé.
21. Outre les directives aux agents des Services communautaires de la Police de Cornwall sur la bonne prise de notes (se reporter au numéro 5 ci-dessus), les Services communautaires de la Police de Cornwall devraient prendre des mesures appropriées pour veiller à ce que leur politique en matière de conservation des notes d'agents soit clairement énoncée, bien comprise et strictement appliquée. La politique devrait stipuler le fait que les notes des agents sont la propriété des Services communautaires de la Police de Cornwall et

que les notes d'un agent qui prend sa retraite ou un congé prolongé doivent être remises au corps de police. Une telle politique doit également établir une méthode efficace de stockage de ces dossiers, afin de les rendre accessibles au besoin, à des fins de consultation et de recherche.

22. Un protocole d'enregistrement sur support vidéo ou audio des informations obtenues pendant les entrevues de la police avec les témoins doit être élaboré. Il est important que la technologie (vidéo et audio) utilisée par les agents soit de qualité suffisante pour que les mots, les gestes et le langage corporel de la personne interrogée soient enregistrés avec précision, dans leur intégralité.

Conflits d'intérêts

23. Afin d'éviter tout conflit d'intérêts ou toute apparence de conflit d'intérêts, un corps de police externe devrait enquêter, entre autres choses, sur les allégations d'agressions sexuelles d'enfants commises par des membres, d'anciens membres des Services communautaires de la Police de Cornwall, ou des membres de leur famille.

Informier les employeurs

24. Une directive ou un ordre devraient être élaborés, exigeant que les agents de police informent les institutions publiques, notamment les conseils scolaires, les agences de protection de l'enfance, les hôpitaux, les établissements religieux locaux et les partenaires du secteur de la justice, de l'existence d'une allégation d'agressions sexuelles à l'endroit de l'un de leurs employés, si l'employé faisant l'objet d'une enquête a des contacts avec des enfants dans le cadre de son travail. Ce protocole devrait également s'appliquer à toute personne faisant l'objet d'une enquête et liée par contrat à une institution publique ou à un organisme communautaire, comme un chauffeur d'autobus ou un membre du personnel d'entretien, et à tout bénévole dans une institution publique, si elle a des contacts avec des enfants dans le cadre de son travail. Cette communication devrait être faite par un officier supérieur désigné des Services communautaires de la Police de Cornwall à une personne occupant un poste supérieur dans l'institution publique ou l'organisme communautaire.

Recommandations pour la commission des services policiers de Cornwall

Ressources et communications adéquates

25. La Commission des services policiers de Cornwall (la commission) doit veiller à ce que les Services communautaires de la Police de Cornwall disposent sans délai des ressources nécessaires, notamment le nombre requis d'agents pleinement formés, pour mener des enquêtes sur des agressions sexuelles, particulièrement dans les dossiers d'agressions sexuelles passées.
26. La commission doit veiller à ce que les communiqués de presse informent le public de manière appropriée et exacte.

Recommandations pour les Services communautaires de la Police de Cornwall et d'autres institutions publiques

Protocole en matière de protection de l'enfance, 2001

27. Les Services communautaires de la Police de Cornwall sont des partenaires du protocole de protection de l'enfance : *A Coordinated Response in Eastern Ontario* (une intervention coordonnée dans l'Est de l'Ontario), juillet 2001. Étant donné que ce protocole n'a pas été mis à jour, les Services communautaires de la Police de Cornwall devraient rencontrer les autres partenaires, le plus tôt possible, afin de le passer en revue et de le mettre à jour. Afin que ces partenaires interviennent activement dans l'enquête et dans la poursuite des dossiers d'agressions sexuelles, il faudrait établir les rôles cohérents des participants, de même que des lignes directrices concernant le partage de l'information entre les services d'enquête. Ce processus d'examen et de mise à jour du protocole devrait être triennal.

Formations conjointes

28. Le gouvernement de l'Ontario et les ministères responsables devraient restaurer la formation pour les travailleurs sociaux de la Société de l'aide à l'enfance et les agents de police, dès que possible. Cette formation conjointe devrait inclure une formation sur la gestion des dossiers d'allégations d'agressions commises dans le passé. Il faudrait étudier la possibilité d'inclure d'autres partenaires du secteur de la justice, notamment les avocats de la Couronne ou

les employés d'hôpitaux des unités spécialisées dans les agressions, à certains volets de la formation. La formation conjointe pourrait également appuyer une normalisation plus poussée ou l'élaboration de protocoles de « pratiques exemplaires » entre la police et la Société de l'aide à l'enfance.

Divulgation dans les enquêtes conjointes

29. Un protocole devrait être établi pour les enquêtes menées conjointement par une pluralité de corps de police, octroyant la responsabilité de toutes les demandes de divulgation à un seul agent. Une personne-ressource dans chacun des autres corps de police devrait assister cet agent avec la divulgation, mais il devrait personnellement superviser et faire le suivi des éléments divulgués à la Couronne au nom de tous les corps de police intervenant dans l'enquête.

Gestion des dossiers majeurs

30. Le ministère du Procureur général et les agences de police de l'Ontario devraient étudier et comparer leurs protocoles de gestion des dossiers majeurs afin d'identifier et de corriger les contradictions et les lacunes qu'ils contiennent.

Recommandations pour la Police provinciale de l'Ontario

Protocole pour les projets spéciaux

1. La Police provinciale de l'Ontario devrait élaborer et mettre en œuvre un protocole pour les enquêtes issues de projets spéciaux concernant des dossiers d'agressions sexuelles⁴⁰. Ce protocole devrait prévoir, entre autres choses :
 - le besoin d'un mandat clair pour le projet spécial;
 - la communication du mandat relatif aux projets spéciaux à tous les agents [régionaux] de la Police provinciale de l'Ontario (par exemple, les informations concernant un projet spécial dans l'Est de l'Ontario devraient être transmises aux détachements locaux et affichées bien à la vue, accompagnées d'un numéro de téléphone à utiliser en cas de questions ou du besoin d'information supplémentaire);
 - la nécessité de nommer un procureur de la Couronne exclusif;
 - l'élaboration d'une stratégie de relation avec les médias, dès le début de toute enquête;
 - une structure hiérarchique clairement établie;
 - des communications opportunes et fréquentes avec le quartier général de la Police provinciale de l'Ontario, afin de veiller à l'affectation des ressources appropriées;
 - une stratégie de collaboration officielle avec les autres agences pertinentes, notamment les autres corps de police, les services de protection de l'enfance, les conseils scolaires et la Couronne, afin d'établir les rôles et les responsabilités des intervenants.

Priorité des dossiers d'agressions sexuelles

2. La Police provinciale de l'Ontario doit veiller à ce que les dossiers d'agressions sexuelles survenues dans le passé soient traités en priorité et avec la même urgence que les dossiers d'agressions sexuelles récentes. Des mesures appropriées doivent être adoptées afin de veiller à ce que ces enquêtes soient menées en mode accéléré.

40. La notion d'agressions sexuelles s'entend d'agressions sexuelles subies par des enfants et des adolescents, qu'elles soient récentes ou passées, à moins d'une mention contraire.

Formation

3. La formation actuelle et la formation d'appoint des agents de la Police provinciale de l'Ontario intervenant dans les enquêtes sur des agressions sexuelles devraient se poursuivre, notamment la formation sur les enquêtes portant sur des agressions actuelles et passées. Ces formations devraient également inclure de l'information permettant aux agents de mieux comprendre les victimes d'agressions sexuelles, dont l'*« apprivoisement »* des victimes d'agressions sexuelles et les problèmes particuliers aux victimes d'agressions sexuelles passées ou d'agressions homosexuelles impliquant deux personnes de sexe masculin.
4. Les agents intervenant dans les enquêtes sur les dossiers d'agressions sexuelles devraient recevoir une formation d'appoint régulière sur les agressions sexuelles, notamment sur les agressions sexuelles subies par des enfants, les agressions sexuelles passées et les agressions homosexuelles impliquant des personnes de sexe masculin. En outre, les agents qui entament ce type d'enquêtes devraient recevoir ou continuer de recevoir du mentorat en service. Si ce n'est déjà fait, une procédure devrait être établie afin de veiller à ce que les agents de la Police provinciale de l'Ontario qui mènent des enquêtes dans lesquelles les suspects sont des avocats reçoivent une formation et possèdent des connaissances spécialisées ou soient en mesure de consulter quelqu'un qui possède de telles connaissances, comme un procureur de la Couronne de l'unité des poursuites spéciales.
5. Il importe que les agents de la Police provinciale de l'Ontario reçoivent une formation continue sur leur obligation statutaire de faire rapport à la Société de l'aide à l'enfance prescrit par la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, afin de veiller à la protection des enfants à risque.

Interrogation des plaignants dans les dossiers d'agressions sexuelles

6. Bien qu'il soit parfois nécessaire de prendre une pluralité de déclarations d'un même plaignant, car les plaignants ne dévoilent pas toujours immédiatement toute l'ampleur de leurs agressions, cette pratique devrait être évitée dans la mesure du possible.
7. La Police provinciale de l'Ontario et la Société de l'aide à l'enfance devraient interroger conjointement les plaignants enfants, afin de réduire au minimum le nombre d'entrevues.

8. Tous les efforts doivent être mis en œuvre pour que les entrevues avec les plaignants dans les dossiers d'agressions sexuelles aient lieu dans une atmosphère confortable, par exemple en privilégiant un endroit neutre à une salle d'interrogation. Si possible, ces entrevues devraient se faire en personne, plutôt qu'au téléphone.
9. Les protocoles d'enquête devraient exiger que les agents aident les plaignants à dresser un plan, afin qu'ils puissent au mieux relater leur version des événements passés, incluant leur date. Les agents peuvent suggérer l'emploi de certaines techniques, comme la collecte de documents ou de photographies, ou encore la création d'un calendrier. Les agents de la Police provinciale de l'Ontario devraient participer à la collecte de ces documents. Dans certains cas, des mandats de perquisition pourraient être nécessaires.
10. Les plaignants devraient se faire offrir d'être interviewés dans la langue de leur choix. Afin de s'assurer qu'il s'agisse véritablement du choix du plaignant, l'agent qui l'interroge ne devrait pas indiquer sa propre préférence. Si le plaignant s'exprime difficilement en français ou en anglais, tous les efforts devraient mis en œuvre pour lui offrir des mesures d'adaptation par l'entremise d'un interprète, ou autre.
11. Il est important que la Police provinciale de l'Ontario établisse un protocole veillant à ce que les plaignants dans les dossiers d'agressions sexuelles choisissent le sexe de l'agent à qui ils feront leurs révélations et qui les interrogera. Cette mesure est moins traumatisante pour le plaignant et accroît sa capacité de fournir des détails intimes sur les agressions sexuelles alléguées.

Communication avec les plaignants

12. La Police provinciale de l'Ontario devrait instaurer ou bonifier des mesures veillant à ce qu'on offre aux victimes et victimes présumées d'agressions sexuelles et, dans le cas d'enfants victimes ou victimes présumées, à leurs parents et aux membres de leur famille du soutien et qu'ils soient tenus au courant de l'enquête, du dépôt d'accusations et de l'instance judiciaire. Cela peut être fait directement par la Police provinciale de l'Ontario, par le Programme d'aide aux victimes et aux témoins (PAVT) ou par un agent de liaison, comme le décrivent les recommandations de la phase 2 du présent Rapport.
13. Il importe que les agents de la Police provinciale de l'Ontario informent les victimes et les victimes présumées d'agressions sexuelles des résultats de toute poursuite contre l'agresseur et de

la sentence imposée par la cour. Cela peut être fait directement par la Police provinciale de l'Ontario ou par un agent de liaison, comme le décrivent les recommandations de la phase 2 du présent Rapport.

Services de soutien et de counseling

14. Les agents de la Police provinciale de l'Ontario devraient continuer à accroître leurs connaissances en matière de counseling et de services de soutien offerts aux victimes et aux victimes présumées d'agressions sexuelles et à leur famille, notamment dans les cas d'agressions sexuelles subies par des enfants et les agressions homosexuelles impliquant des personnes de sexe masculin. Les agents de police devraient toujours tenter d'orienter les plaignants vers ces services dans les dossiers d'agressions sexuelles.

Consultation dans les dossiers d'agressions sexuelles passées

15. Étant donné la complexité et les sensibilités particulières des dossiers d'agressions sexuelles passées, les gestionnaires de dossiers (dans les dossiers majeurs) devraient consulter le coordonnateur des agressions sexuelles de la région ou du détachement, tôt dans les phases de planifications de ce genre d'enquête, et intégrer ces agents à l'équipe d'enquête.

Prise de notes, conservation de dossiers et accès aux dossiers

16. Il est crucial que les agents de la Police provinciale de l'Ontario documentent leur travail d'enquête de façon détaillée, ainsi que les réunions auxquelles ils participent.
17. Il est crucial que les agents de la Police provinciale de l'Ontario enregistrent et saisissent leurs notes d'enquête dans le système OMPPAC et les autres bases de données électroniques, afin que d'autres agents de police puissent accéder aux renseignements informations découverts à propos du suspect dans les dossiers d'agressions sexuelles.
18. Il est important que les agents de la Police provinciale de l'Ontario qui interviennent dans les enquêtes sur des agressions sexuelles accèdent régulièrement au système OMPPAC et aux autres bases de données électroniques, comme le Centre d'information de la police canadienne (CIPC) pour déterminer si d'autres agents de leur corps de police ou d'autres corps de police possèdent de l'information sur l'agresseur présumé.

19. La Police provinciale de l'Ontario devrait prendre des mesures appropriées pour veiller à ce que sa politique en matière de conservation des notes d'agents soit clairement énoncée, bien comprise et strictement appliquée. La politique devrait toujours indiquer que les notes des agents appartiennent la Police provinciale de l'Ontario et que les notes d'un agent qui prend sa retraite ou un congé prolongé doivent être remises au corps de police. Cette politique doit également établir une méthode efficace de stockage des dossiers, afin de les rendre accessibles au besoin, à des fins de consultation et de recherche.
20. La Police provinciale de l'Ontario devrait prendre des mesures afin d'élaborer des politiques et des protocoles relatifs à la destruction de biens. Ces politiques et protocoles devraient exiger que les rapports sur les biens indiquent clairement qui s'est défaict du bien. En outre, les formulaires de renonciation doivent comporter la signature d'un témoin; au moins deux personnes devraient être présentes lors de la destruction intégrale d'un bien; l'heure, la date et la méthode de destruction devraient être consignées et accompagnées de la signature de deux témoins; la visualisation de bandes vidéo d'activités criminelles présumées devrait être détaillée et archivée pour référence future.
21. Il convient d'élaborer un protocole d'enregistrement sur support vidéo ou audio d'information obtenue pendant les entrevues de la police avec les témoins. Il est important que la technologie (vidéo et audio) utilisée par les agents soit de qualité suffisante pour que les mots, les gestes et le langage corporel de la personne interrogée soient enregistrés avec précision, dans leur intégralité.

Ressources adéquates

22. La Police provinciale de l'Ontario doit veiller à disposer sans délai des ressources nécessaires, notamment le nombre requis d'agents pleinement formés, pour mener des enquêtes sur des agressions sexuelles, particulièrement dans les dossiers d'agressions sexuelles passées.

Plan de communication et communiqués de presse

23. Les communiqués de presse doivent informer le public de manière appropriée et exacte. Des communications régulières entre les

enquêtes et l'agent responsable des relations avec les médias devraient le permettre.

Information communiquée aux employeurs

24. Il convient d'élaborer une directive ou un ordre qui exige que la Police provinciale de l'Ontario informe les institutions publiques, notamment les conseils scolaires, les agences de protection de l'enfance, les hôpitaux, les établissements religieux locaux et les partenaires du secteur de la justice, de l'existence d'une allégation d'agressions sexuelles visant l'un de leurs employés, si l'employé faisant l'objet d'une enquête a des contacts avec des enfants dans le cadre de son travail. Ce protocole devrait également s'appliquer à quiconque fait l'objet d'une enquête et est lié par contrat à une institution publique ou à un organisme communautaire, comme un conducteur d'autobus ou un membre du personnel d'entretien, et à tout bénévole dans une institution publique, s'il a des contacts avec des enfants dans le cadre de son travail. Cette communication devrait être faite par un officier supérieur désigné de la Police provinciale de l'Ontario à une personne occupant un poste supérieur dans l'institution publique ou l'organisme communautaire.

Recommandations pour la Police provinciale de l'Ontario et d'autres institutions publiques

Protocole en matière de protection de l'enfance, 2001

25. La Police provinciale de l'Ontario est un partenaire du protocole de protection de l'enfance : *A Coordinated Response in Eastern Ontario* (une intervention coordonnée dans l'Est de l'Ontario), juillet 2001. Étant donné que ce protocole n'a pas été mis à jour, la Police provinciale de l'Ontario devrait rencontrer les autres partenaires, le plus tôt possible, afin de le passer en revue et de le mettre à jour. Afin que ces partenaires interviennent activement dans l'enquête et la poursuite des dossiers d'agressions sexuelles, il convient d'établir les rôles cohérents pour les participants, de même que des lignes directrices sur le partage de l'information entre les services d'enquête. Le processus d'examen et de mise à jour du protocole devrait être triennal.

Formations conjointes

26. Le gouvernement de l'Ontario et les ministères responsables devraient restaurer la formation pour les travailleurs sociaux de la Société de l'aide à l'enfance et les agents de police, dès que possible. Cette formation conjointe devrait inclure une formation en matière d'intervention relativement à des allégations d'agressions commises dans le passé. Il faudrait étudier la possibilité d'inclure à certains volets de la formation d'autres partenaires du secteur de la justice, notamment les avocats de la Couronne ou les employés d'hôpitaux des unités spécialisées dans les agressions. La formation conjointe pourrait également appuyer une normalisation plus poussée ou l'élaboration de protocoles de « pratiques exemplaires » entre la police et la Société de l'aide à l'enfance.

Protocole de gestion des tribunaux

27. La Police provinciale de l'Ontario et le ministère du Procureur général, particulièrement le bureau de la Couronne de Cornwall, devraient élaborer un protocole de gestion des tribunaux dès que possible. Ce protocole devrait traiter des rôles, des devoirs et des relations particuliers entre les agents de la Police provinciale de l'Ontario et les procureurs de la Couronne relativement aux poursuites. Il devrait faire l'objet d'un examen triennal.

Poursuites relatives aux projets spéciaux

28. Le ministère du Procureur général et la Police provinciale de l'Ontario devraient travailler conjointement à l'élaboration de plans opérationnels dans les poursuites relatives aux projets spéciaux.
29. Le ministère du Procureur général et les agences de police de l'Ontario devraient étudier et comparer leurs protocoles de gestion des dossiers majeurs afin de cerner et de corriger les discordances et les lacunes qu'ils contiennent.

Divulgation dans les enquêtes conjointes

30. Un protocole devrait être élaboré pour les enquêtes menées conjointement par plus d'un corps de police, octroyant la responsabilité de toutes les demandes de divulgation à un seul

agent. Une personne-ressource dans chacun des autres corps de police devrait assister cet agent avec la divulgation, mais il devrait personnellement superviser et tenir le détail des éléments divulgués à la Couronne au nom de tous les corps de police intervenant dans l'enquête.

Recommandations pour le diocèse d'Alexandria-Cornwall

Encourager les signalements à la police

1. L'évêque, les prêtres, les employés et les bénévoles du diocèse d'Alexandria-Cornwall devraient encourager les personnes qui divulguent des agressions sexuelles⁴¹ subies par un individu de plus de 16 ans à présenter leurs allégations à la police.

Rapport immédiat à la Société de l'aide à l'enfance

2. Le diocèse devrait ajouter une disposition à ses *Diocesan Guidelines on Managing Allegations of Sexual Abuse of Children and of Sexual Assault of Adults by Clergy, Religious, Lay Employees, and Volunteers* (lignes directrices du diocèse sur la gestion des allégations d'agressions sexuelles d'enfants et d'adultes commises par des membres du clergé, des religieux, des laïques et des bénévoles) de 2003, qui prévoient que lorsqu'un évêque est informé d'allégations d'agressions sexuelles visant un membre du clergé, un employé ou un bénévole du diocèse, il doit immédiatement le signaler aux autorités civiles, plutôt que d'attendre la conclusion d'une enquête préliminaire.

Documents de règlement

3. Le diocèse devrait examiner attentivement les soigneux des documents relatifs aux règlements conclus entre le diocèse et les victimes présumées d'agressions sexuelles, afin de veiller à ce qu'ils ne comportent aucune clause de confidentialité.

Partage de l'information au sein du diocèse et entre les diocèses

4. Le diocèse devrait partager en toute transparence l'information concernant les allégations d'agressions sexuelles avec les autres diocèses. En cas d'allégations d'agressions sexuelles visant un prêtre non incardiné dans le diocèse d'Alexandria-Cornwall, mais qui y travaille, le diocèse d'Alexandria-Cornwall devrait informer le

41. La notion d'agressions sexuelles s'entend d'agressions sexuelles subies par des enfants et des adolescents, qu'elles soient récentes ou passées, à moins d'une mention contraire.

- diocèse d'incardination ou l'ordre religieux du prêtre accusé des allégations, en détail. En cas d'allégations d'agressions sexuelles visant un prêtre incardiné dans le diocèse d'Alexandria-Cornwall, mais qui travaille dans un autre diocèse, le diocèse d'Alexandria-Cornwall devrait informer cet autre diocèse des allégations, en détail.
5. Un protocole du diocèse devrait être modifié, ou un nouveau protocole devrait être élaboré, afin d'exiger qu'un évêque sortant du diocèse d'Alexandria-Cornwall informe le nouvel évêque des allégations d'inconduite d'ordre sexuel visant des membres du clergé, des employés ou des bénévoles du diocèse qui côtoient des enfants et des adolescents de la collectivité.

Prise de notes et conservation de dossiers

6. L'évêque du diocèse d'Alexandria-Cornwall devrait conserver des dossiers exacts sur les allégations d'agressions sexuelles visant des membres du clergé, des employés ou des bénévoles du diocèse.
7. L'évêque du diocèse d'Alexandria-Cornwall et les autres représentants de l'Église devraient être au courant du contenu du dossier personnel des prêtres, particulièrement de questions d'allégations d'inconduite d'ordre sexuel.

Formation

8. Tous les membres du clergé, employés et bénévoles du diocèse d'Alexandria-Cornwall devraient recevoir une formation continue sur les agressions sexuelles. Les délégués du diocèse doivent communiquer avec les victimes présumées d'agressions sexuelles commises par des membres du clergé ou par des employés ou des bénévoles du diocèse devraient recevoir une formation spécialisée sur les agressions sexuelles. Cette formation devrait traiter des agressions sexuelles subies par des enfants, des agressions sexuelles passées et de la victimisation sexuelle des personnes de sexe masculin. Les délégués devraient également recevoir une formation continue et être tenus de recevoir des formations d'appoint.
9. Il importe que les évêques, les prêtres, les employés et les bénévoles du diocèse reçoivent une formation permanente sur leur obligation légale de faire rapport à la Société de l'aide à l'enfance prescrit par la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, afin de veiller à la protection des enfants à risque.

Présélection

10. Le diocèse devrait instaurer des procédures rigoureuses d'évaluation de l'aptitude des candidats qu'il compte présenter en vue d'étudier au séminaire. Il devrait également instaurer des procédures rigoureuses de surveillance et d'évaluation continues de l'aptitude des candidats présentés au séminaire, pendant tout leur séjour.
11. Le diocèse devrait instaurer des procédures rigoureuses d'évaluation continue de l'aptitude au ministère de ses prêtres.

L'intervention du diocèse dans les cas d'allégations visant un membre du clergé, un employé ou un bénévole du diocèse

12. Le diocèse devrait modifier ses protocoles existants ou en créer de nouveaux pour traiter des questions qui suivent, concernant son intervention en cas d'allégations visant un membre du clergé, un employé ou un bénévole du diocèse.
 - a. Une fois informé d'une allégation d'agressions sexuelles visant un prêtre, l'évêque devrait immédiatement suspendre ce prêtre de l'exercice de son ministère. Le prêtre ne devrait pas reprendre son ministère avant la conclusion d'une enquête criminelle, civile ou interne.
 - b. L'évêque ne doit pas être présent lorsque l'agresseur sexuel présumé discute avec son avocat. Ces discussions sont protégées par le secret professionnel. L'évêque devrait adopter une approche neutre, étant donné ses responsabilités non seulement à l'égard de l'agresseur, mais également à l'égard de la victime présumée et des paroissiens.
 - c. Les *Diocesan Guidelines on Managing Allegations of Sexual Abuse of Children and of Sexual Assault of Adults by Clergy, Religious, Lay Employees, and Volunteers* de 2003 énoncent : « Si aucune accusation n'est déposée à la suite d'une enquête policière ou de la Société de l'aide à l'enfance, mais que le comité consultatif doute de l'innocence de l'accusé, il pourra diriger le délégué pour qu'il enquête sur les allégations, afin de faire un rapport exhaustif au comité, dans le but de formuler des recommandations à l'évêque. » [Je souligne.] Je recommande de remplacer le mot *pourra* par *devra* dans cette phrase.
13. Le diocèse devrait nommer un représentant qui surveillera tous les procès criminels dans les dossiers d'allégations d'agressions sexuelles visant un membre du clergé, un employé ou un bénévole du diocèse. Le suivi des instances criminelles permettra au diocèse

de prendre des décisions appropriées relativement au traitement à réserver à l'accusé (par exemple, de décider s'il doit être autorisé à reprendre ses fonctions, si une enquête interne de l'Église doit être effectuée, etc.), et sur les façons dont le diocèse pourrait soutenir et aider la victime présumée. Si d'autres victimes étaient identifiées, cela permettrait également de veiller à ce que le diocèse puisse intervenir de manière appropriée et aider la police, la Société de l'aide à l'enfance ou d'autres agents, dans leurs enquêtes respectives.

14. Dans les cas où les accusations d'agressions sexuelles contre un prêtre sont retirées ou suspendues pour des raisons autres que le bien-fondé de la cause, par exemple dans un cas où le plaignant est atteint d'une maladie terminale et ne peut témoigner, le diocèse devrait procéder à un examen de l'incident afin de déterminer si le prêtre présente un risque pour les jeunes, notamment pour les paroissiens ou d'autres personnes qu'il côtoie. Le diocèse devrait imposer les mesures appropriées s'il conclut que le prêtre présente toujours un risque.
15. Le diocèse devrait sérieusement envisager de modifier ses protocoles afin d'y prévoir l'interdiction pour un prêtre reconnu coupable d'agressions sexuelles d'un adolescent de reprendre ses fonctions ministérielles. Les témoignages à l'Enquête indiquent que rien, à l'heure actuelle, n'empêche une telle reprise de fonctions. S'il était décidé qu'un prêtre reconnu coupable d'agressions sexuelles d'un adolescent reprenne ses fonctions ministérielles, il est recommandé de lui imposer de rigoureuses restrictions.
16. Le *Protocol for priests who are the subject matter of criminal proceedings or civil litigations* (protocole pour les prêtres faisant l'objet de poursuite criminelles ou civiles) de 1996 énonce qu'en présence de certains critères, un prêtre accusé d'un acte criminel doit être mis en congé autorisé et que, 6 mois plus tard, ce congé doit devenir permanent. Ainsi, cette disposition pourrait signifier le renvoi permanent d'un prêtre dont l'innocence sera plus tard reconnue. Il est recommandé de modifier ce protocole afin de prévoir qu'un prêtre ne puisse être retiré de façon permanente de son ministère avant la conclusion de l'enquête criminelle, civile ou de l'Église.
17. Le diocèse devrait exiger d'un prêtre ayant prétendument agressé des adolescents et qui souhaite obtenir des fonds pour en appeler d'un jugement qu'il dépose une demande par écrit décrivant les raisons de l'appel. Le diocèse devrait ensuite étudier et évaluer la demande, avant de décider de fournir ou non ces fonds.

18. Si un individu accusé d'agressions sexuelles décide de démissionner, les allégations devraient quand même être signalées aux autorités civiles ou faire l'objet d'une enquête complète du diocèse, et toute victime présumée de ce prêtre devrait se faire offrir du soutien et du counseling.
19. Le diocèse devrait élaborer une politique empêchant le transfert vers un autre diocèse ou un autre ordre religieux d'un membre du clergé ayant commis un acte d'inconduite d'ordre sexuel. Bien que les témoignages à l'Enquête laissent suggérer que le diocèse ne permettrait pas le transfert vers un autre diocèse ou un autre ordre religieux d'un membre du clergé ayant commis un acte d'inconduite d'ordre sexuel, ils ont également révélé l'absence d'une politique du diocèse interdisant un tel transfert.
20. Le diocèse devrait élaborer une politique en matière de communications avec les médias dans les cas d'inconduites d'ordre sexuel. Cette politique qui devrait inclure des lignes directrices sur le rôle de direction de l'évêque à l'égard du processus de récupération, comme le recommandait l'examen des politiques du diocèse de la Mutuelle catholique du Canada. Cette politique en matière de communications devrait fournir une orientation relativement au mode de partage de l'information avec les autres membres du clergé, les employés et les bénévoles du diocèse d'Alexandria-Cornwall, d'autres diocèses, d'autres institutions publiques, notamment le conseil scolaire, les paroissiens où l'accusé exerçait ses fonctions et le public en général, à la suite de la divulgation, des accusations ou des condamnations dans les dossiers d'agressions sexuelles subies par des adolescents et commises par un membre du clergé, un employé ou un bénévole du diocèse. Ces plans devraient respecter un équilibre entre le droit à la vie privée des victimes présumées et l'intérêt public en général, soit d'encourager d'autres victimes présumées à sortir de l'ombre et à recevoir du soutien.

***Traitemen*t des prêtres accusés**

21. Dans sa recherche d'options thérapeutiques pour les prêtres qui ont commis ou qui sont soupçonnés d'avoir commis des agressions sexuelles d'adolescents, le diocèse ne devrait faire appel qu'aux centres de traitement qualifiés et spécialisés dans les troubles

d'ordre sexuel, qui évaluent les patients de manière désintéressée et professionnelle.

Appel au public et excuses

22. Le diocèse devrait faire un appel au public, invitant toute victime d'agressions sexuelles commises par un membre du clergé à se manifester. Étant donné qu'il y a eu de plusieurs cas confirmés d'agressions sexuelles commises dans le passé par des membres du clergé du diocèse d'Alexandria-Cornwall, d'autres allégations d'agressions sexuelles visant des membres du clergé du diocèse et que les agressions sexuelles sont généralement peu signalées, il est probable que d'autres victimes d'agressions sexuelles commises par des membres du clergé du diocèse d'Alexandria-Cornwall ne soient toujours pas sorties de l'ombre. Par conséquent, le diocèse devrait transmettre un message voulant que toute personne qui fait des allégations d'agressions sexuelles à l'endroit de membres du clergé sera traitée avec respect, dignité et compassion. Le diocèse devrait offrir du counseling et du soutien à toute victime présumée d'agressions sexuelles commises par un membre du clergé qui se manifeste.
23. Le diocèse devrait offrir des excuses publiques à toutes les victimes confirmées d'agressions sexuelles commises par des membres du clergé du diocèse d'Alexandria-Cornwall, présentées par l'évêque du diocèse. Étant donné que la *Loi sur la présentation d'excuses*, en vigueur depuis avril 2009, permet aux institutions de présenter des excuses sans admettre leur responsabilité civile, il est également recommandé que le diocèse présente des excuses aux victimes présumées ayant fait des allégations non confirmées dans le cadre d'un processus civil ou de l'Église, ainsi qu'aux victimes qui ont choisi de ne pas se manifester ou qui attendent pour le faire. Aux audiences, les excuses de M^{gr} Paul-André Durocher à Lise Brisson, la mère de l'une des victimes de l'abbé Gilles Deslauriers, ont été lues par le procureur. À l'évidence, ces excuses étaient très importantes pour M^{me} Brisson et constituaient un pas vers sa guérison. De telles excuses peuvent représenter une étape dans la guérison de plusieurs victimes et de victimes présumées d'agressions sexuelles commises par des membres du clergé du diocèse d'Alexandria-Cornwall.

Dépôt de recommandations à la Conférence des évêques catholiques du Canada

L'évêque du diocèse d'Alexandria-Cornwall est encouragé à proposer les mesures qui suivent à la Conférence des évêques catholiques du Canada.

24. Un protocole national uniforme de gestion des allégations d'agressions sexuelles pour les diocèses du Canada devrait être élaboré. Ce protocole national devrait :
- a. reposer sur les principes de transparence et d'ouverture discutés dans *De la souffrance à l'espérance* et le *Rapport d'étape du Comité ad hoc chargé de revoir le guide De la souffrance à l'espérance*;
 - b. mettre l'accent sur la prévention des agressions sexuelles, ainsi que sur les soins et le counseling à offrir aux victimes présumées;
 - c. contenir une disposition interdisant les clauses de confidentialité dans les règlements conclus entre un diocèse et une victime présumée d'agressions sexuelles;
 - d. offrir des lignes directrices sur le partage de l'information dans les dossiers d'allégations d'agressions sexuelles entre les diocèses;
 - e. offrir des lignes directrices sur l'interdiction du transfert d'un diocèse à un autre d'un membre du clergé ayant commis un acte d'inconduite d'ordre sexuel ou sur les rigoureuses restrictions à imposer.

Recommandations pour le diocèse d'Alexandria-Cornwall et d'autres institutions publiques

Protocole en matière de protection de l'enfance, 2001

25. Le diocèse devrait demander aux partenaires institutionnels actuels du protocole de protection de l'enfance, *A Coordinated Response in Eastern Ontario* (une intervention coordonnée dans l'Est de l'Ontario), promulgué en 2001, d'en faire partie intégrante. Le diocèse et ses partenaires institutionnels devraient se réunir dès que possible afin d'étudier et de mettre à jour ce protocole. Afin que ces partenaires interviennent activement dans l'enquête et dans la poursuite des dossiers d'agressions sexuelles, il faudrait établir les rôles cohérents des participants, de même que des lignes directrices concernant le partage de l'information entre les services d'enquête. Le processus d'examen et de mise à jour du protocole devrait être triennal.

Recommandations pour la Société de l'aide à l'enfance de Stormont, Dundas et Glengarry

Politiques, procédures et protocoles

1. Il faudrait prendre des mesures pour faire en sorte que les termes utilisés dans la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* et dans les documents de politique de la Société de l'aide à l'enfance (SAE) soient cohérents. La définition de personne soignante que l'on trouve dans le spectre d'admissibilité devrait correspondre à la définition de personne responsable d'un enfant figurant dans la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, ainsi que dans la version révisée des normes et des lignes directrices (1992). Les définitions qui contiennent les documents de politique de la SAE devraient être clarifiées dans le but de préciser davantage les circonstances dans lesquelles l'organisme intervient ou non dans les cas d'allégation de mauvais traitements, tout particulièrement lorsqu'il s'agit de situations extra-familiales.
2. La SAE de SDG devrait préparer un calendrier afin de revoir et de mettre à jour ses politiques et ses protocoles tous les trois ans et plus fréquemment si une modification pertinente est apportée à la loi.

Dossiers

3. La SAE de Stormont, Dundas et Glengarry (SDG) devrait examiner son système de gestion des dossiers afin de veiller à ce que les renseignements qu'elle obtient puissent facilement être vérifiés par renvoi dans l'ensemble de ses activités, qu'il s'agisse de renseignements sur la protection de l'enfance, de candidatures de parents d'accueil ou d'autres renseignements.
4. La SAE de SDG devrait élaborer des lignes directrices ou étoffer ses lignes directrices actuelles afin d'indiquer les cas où il y a lieu de vérifier si les noms des personnes figurent déjà dans ses dossiers ou ses bases de données. Une vérification automatique devrait être effectuée chaque fois qu'un enfant demeure avec un remplaçant de la personne soignante.
5. Les renseignements consignés aux dossiers par les intervenants de la SAE de SDG devraient être plus détaillés. Ils devraient indiquer le lieu de toute rencontre ou entrevue avec un enfant pris en charge et comprendre davantage de détails sur les faits et les observations à l'appui lorsque l'on tire des conclusions de comportement sexuel.

Mise à jour régulière des dossiers sur les foyers d'accueil

6. La SAE de SDG devrait veiller à ce que les dossiers sur les foyers d'accueil soient mis à jour régulièrement, surtout lorsque divers intervenants s'occupent des enfants qui y sont placés.

Interrogation des enfants placés à l'extérieur du foyer d'accueil

7. La SAE de SDG devrait exiger que les intervenants rencontrent les enfants en l'absence des parents d'accueil, de préférence dans un lieu situé à l'extérieur du foyer d'accueil.

Visites imprévues dans les foyers d'accueil

8. Le gouvernement de l'Ontario, tout particulièrement le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse ou le ministère des Services sociaux et communautaires, devrait obliger la SAE à prévoir, dans les ententes de services conclues avec les parents d'accueil, des visites imprévues dans les foyers d'accueil.

Prévention des conflits d'intérêts dans les enquêtes de la SAE

9. La SAE de SDG devrait élaborer une politique interne détaillée sur la façon de traiter les situations de conflit d'intérêts, par exemple, lorsque des allégations d'agression ou de violence sexuelle⁴² sont formulées par un enfant sous tutelle contre un employé de l'organisme ou lorsqu'un employé pose sa candidature pour devenir parent d'accueil ou adopter un enfant. La politique devrait définir clairement ce qui constitue un conflit d'intérêts et exiger qu'un organisme externe soit chargé d'enquêter dans tous les cas où existe un tel conflit.

Signalement à la police des allégations de violence sexuelle

10. La SAE de SDG devrait modifier sa politique en matière de placement en famille d'accueil de façon à prévoir que tous les incidents graves faisant état d'allégations d'agression ou de violence sexuelle soient signalés à des fins d'enquête.

42. À moins qu'on en donne une définition différente, on entend par agression ou violence sexuelle les mauvais traitements d'ordre sexuel, actuels ou passés, subis par des enfants ou des jeunes.

Divulgation aux employeurs

11. Le gouvernement de l'Ontario, tout particulièrement le ministère des Services sociaux et communautaires ou le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse, devrait préparer un protocole dans le but d'aider les sociétés de l'aide à l'enfance de l'ensemble de l'Ontario à déterminer dans quelles circonstances un employeur devrait être avisé d'allégations d'agression ou de violence sexuelle visant l'un de ses employés. Cette politique devrait rendre obligatoire la divulgation à l'employeur lorsqu'un employé a prétendument violenté sexuellement un enfant et que, dans le cadre de son travail, cet employé côtoie régulièrement des enfants. Le cas devrait être signalé seulement après une analyse préliminaire. Si les allégations de violence sexuelle sont vérifiées ultérieurement, puisque l'intérêt sociétal que représente la protection de l'enfance prime sur l'intérêt personnel de protection de la vie privée, la SAE n'est pas tenue d'obtenir le consentement de l'employé avant la divulgation à l'employeur.

Devoir de faire rapport

12. Le gouvernement de l'Ontario devrait modifier la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* dans le but de préciser que les dispositions sur le devoir de faire rapport s'appliquent aux cas de mauvais traitements antérieurs lorsqu'il existe un risque que le présumé agresseur côtoie actuellement des enfants.

Divulgation des dossiers

13. Le gouvernement de l'Ontario, tout particulièrement le ministère des Services sociaux et communautaires ou le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse, devrait définir des normes et fournir des directives à l'ensemble des SAE en ce qui a trait à la divulgation des dossiers et au type de dossiers que les personnes autrefois prises en charge par une SAE devraient recevoir. Cela devrait comprendre un examen des dispositions de la partie VIII de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, qui traite de la confidentialité et de l'accès aux dossiers.
14. Le gouvernement de l'Ontario, tout particulièrement le ministère des Services sociaux et communautaires ou le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse, devrait exiger que les sociétés de l'aide

à l'enfance compilent les renseignements ci-dessous relativement à l'ensemble des pupilles qui leur sont confiés :

- leurs antécédents sociaux à jour;
- leurs antécédents médicaux complets;
- les coordonnées des professionnels de la santé mentale qui les ont soumis à des examens et qui ont produit des rapports les concernant, ainsi que des renseignements sur la façon d'obtenir ces rapports et les résultats des examens;
- une liste complète des écoles fréquentées, ainsi que les noms des enseignants, les années terminées et des copies des bulletins;
- une liste des foyers d'accueil où ils ont vécu, y compris les dates et les placements et les noms des membres des familles d'accueil vivant avec eux dans chaque foyer;
- une liste des églises, des clubs et autres organismes qu'ils ont fréquentés, ainsi que des certificats délivrés par ces organismes.

La signature d'un parent, d'un tuteur ou du jeune lui-même serait nécessaire pour autoriser la divulgation des renseignements. La SAE conserverait une copie intégrale des documents, y compris de la signature d'autorisation, sur le dessus du dossier de l'enfant et, sauf dans des circonstances exceptionnelles, ces documents seraient immédiatement mis à la disposition de la personne si elle désirait les consulter par la suite.

15. Sur demande, la SAE de SDG devrait permettre aux anciens pupilles ou aux personnes visées par une ordonnance de protection d'avoir accès en temps opportun à une copie de leur dossier expurgée des renseignements confidentiels relatifs à d'autres personnes. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, les dossiers ne devraient pas être expurgés des renseignements suivants :

- a. les noms des parents d'accueil;
- b. les noms de l'intervenant ou des intervenants de la SAE;
- c. les noms des autres pupilles habitant dans un foyer d'accueil particulier. (Les renseignements personnels au sujet des enfants et leur situation particulière devraient être exclus afin de protéger leur vie privée.)

Counseling

16. La SAE de SDG devrait veiller à ce que tous les efforts soient déployés pour encourager les pupilles victimes d'agression ou de violence sexuelle à recevoir des services de counseling et à les appuyer dans leur démarche.

Réévaluation du Registre des mauvais traitements infligés aux enfants

17. Le gouvernement de l'Ontario, tout particulièrement le ministère des Services sociaux et communautaires ou le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse, devrait entreprendre un examen du Registre des mauvais traitements infligés aux enfants et déterminer s'il est toujours utile dans sa forme actuelle. Si l'on décide de conserver le Registre des mauvais traitements infligés aux enfants, il faudrait le réviser afin d'en exclure les noms des victimes et la SAE devrait être autorisée à l'utiliser comme outil de présélection des employés et des parents d'accueil potentiels.
18. Le gouvernement de l'Ontario devrait permettre à la SAE d'utiliser le Registre des mauvais traitements infligés aux enfants et le Système Info express pour la protection de l'enfance pour présélectionner ses employés et les parents d'accueil éventuels.

Recommandations pour la Société de l'aide à l'enfance de Stormont, Dundas et Glengarry et d'autres institutions publiques

Formation commune

19. Le gouvernement de l'Ontario et les ministères responsables devraient rétablir la formation commune des employés de la SAE et des policiers dans les plus brefs délais possible. Cette formation commune devrait notamment porter spécifiquement sur la réaction aux allégations de mauvais traitements antérieurs. On devrait envisager d'étendre certains aspects de la formation à d'autres partenaires du système de justice, dont les avocats de la Couronne ou le personnel hospitalier travaillant au sein d'unités spécialisées dans les soins aux victimes d'agression. Une formation commune pourrait par ailleurs favoriser l'élaboration ou la normalisation accrue de protocoles relatifs aux « pratiques exemplaires » entre la police et les sociétés de l'aide à l'enfance.

Protocole de 2001 sur la protection de l'enfance

20. La SAE de SDG est un partenaire signataire du *Child Protection Protocol: A Coordinated Response in Eastern Ontario* (protocole de protection de l'enfance : réponse coordonnée dans l'Est de l'Ontario) de juillet 2001. Puisque ce protocole n'a pas été mis à jour, la SAE

de SDG devrait rencontrer dans les plus brefs délais les autres partenaires dans le but d'examiner le protocole et de le mettre à jour. Dans le cas des partenaires se chargeant activement des enquêtes et des poursuites relatives aux affaires d'agression ou de violence sexuelle, on devrait définir des rôles cohérents pour les participants et établir des directives sur le partage de renseignements entre les organismes enquêteurs. Le processus d'examen et de mise à jour du protocole devrait se répéter tous les trois ans.

Recommandations pour le Catholic District School Board of Eastern Ontario et l'Upper Canada District School Board of Eastern Ontario

Politiques, procédures et protocoles

1. Les conseils scolaires devraient mettre en œuvre des politiques, procédures et protocoles ayant trait à la violence faite aux enfants et aux adolescents ou bonifier ceux qui existent déjà pour traiter les questions suivantes :
 - les mesures disciplinaires à l'endroit des employés accusés d'agressions sexuelles ou condamnés pour ce type de délit, ou leur licenciement;
 - l'élaboration de plans de communication fournissant une orientation relativement au partage de l'information avec le personnel des conseils scolaires, les élèves, les parents et le public en général à la suite de divulgations, d'accusations ou de condamnations dans des dossiers d'agression. Ces plans devraient établir un équilibre entre le droit à la vie privée des victimes présumées et l'intérêt public en général, soit d'encourager d'autres victimes présumées à sortir de l'ombre et à recevoir du soutien.
2. Les conseils scolaires devraient mettre en œuvre des politiques, procédures et protocoles ou bonifier ceux qui existent déjà, pour traiter les questions qui suivent lorsque la victime présumée d'une agression sexuelle⁴³ a 16 ans ou plus :
 - le signalement à la Société de l'aide à l'enfance dans certains cas, notamment lorsque l'agresseur présumé continue de côtoyer des enfants et des adolescents;
 - les mesures à prendre dans les cas d'inconduite sexuelle d'employés ou de bénévoles des conseils scolaires ou de toute autre personne associée à leur école.
3. Les conseils scolaires devraient veiller à ce que tous les protocoles, politiques et procédures ayant trait à la violence faite aux enfants et aux adolescents soient mis à jour régulièrement. Les mises à jour devraient avoir lieu tous les trois ans, ou plus fréquemment en cas de modification législative.

Formation

4. Les conseils scolaires devraient offrir une formation sur les agressions sexuelles qui inclut des conseils sur la façon de

43. La notion d'agressions sexuelles s'entend d'agressions sexuelles subies par des enfants et des adolescents, qu'elles soient récentes ou passées, à moins d'une mention contraire.

reconnaître les comportements inappropriés de la part des symboles d'autorité.

5. Les conseils scolaires devraient faire circuler périodiquement des questionnaires pour vérifier si l'information sur les politiques et les procédures concernant les agressions sexuelles sont bien comprises par les employés et pour savoir sur quels domaines ils doivent axer la formation.
6. Il importe que les employés et les bénévoles des conseils scolaires reçoivent une formation sur l'obligation légale de signalement à la Société de l'aide à l'enfance que leur impose la *Loi sur les services à l'enfance et la famille* afin de protéger les enfants à risque.

Vérifications physiques

7. Les conseils scolaires devraient veiller à ce que des vérifications physiques soient effectuées dans leurs écoles et faire les changements appropriés en vue de réduire le risque d'agression sexuelle, comme enlever les serrures inutiles ou placer des vitres dans les portes des bureaux.

Fournisseurs de services de transport

8. Les conseils scolaires devraient continuer d'effectuer des vérifications périodiques auprès des fournisseurs de services de transport, pour s'assurer qu'ils respectent les politiques des conseils concernant la présélection des conducteurs d'autobus scolaires.

Demandes de renseignements

9. Compte tenu des réorganisations ou fusions, les conseils scolaires des Comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry devraient élaborer des protocoles régissant les réponses aux demandes de renseignements sur des événements passés en vue d'assurer la responsabilisation à l'égard de la communication d'information et de respecter les besoins légitimes des personnes en quête de renseignements.

Sélection et embauche de personnes ayant accès aux écoles des conseils scolaires

10. Les conseils scolaires devraient obtenir des copies de la vérification de casier judiciaire et tous les renseignements sur la sélection de tout

prêtre, membre d'un ordre religieux, conseiller, psychologue ou autre professionnel susceptible de fréquenter régulièrement leurs écoles. De plus, ils devraient obtenir tout au moins une déclaration de casier judiciaire annuelle.

11. Si le conseil scolaire verse un salaire à un prêtre, à un membre d'un ordre religieux, à un autre représentant religieux, à un conseiller, à un psychologue ou à tout autre professionnel ou lui fournit un bureau à l'école, il doit s'assurer de l'aptitude de cette personne à agir en cette qualité et veiller à ce que les politiques visant les enseignants, les autres employés, les bénévoles et les conducteurs d'autobus en ce qui a trait au signalement, au retrait du poste ou à la restriction des tâches pendant le règlement d'une plainte, le cas échéant, s'appliquent également à ces personnes.

Appel au public et excuses

12. Les conseils scolaires devraient faire un appel au public, invitant toute victime d'agression sexuelle à se manifester. Étant donné l'existence de plusieurs cas confirmés d'agressions sexuelles de jeunes commises par des employés des conseils scolaires, de nombreuses autres allégations d'agressions sexuelles de jeunes commises par des employés des conseils scolaires et le fait que les agressions sexuelles sont généralement peu signalées, il est probable que d'autres victimes d'agressions sexuelles de la région de Cornwall ne soient toujours pas sorties de l'ombre. Par conséquent, les conseils scolaires devraient transmettre un message voulant que toute personne qui fait des allégations d'agressions sexuelles sera traitée avec respect, dignité et compassion. Les conseils scolaires devraient offrir du counseling et du soutien à toute victime présumée d'agressions sexuelles qui se manifeste.
13. Les conseils scolaires devraient offrir des excuses publiques à toutes les victimes confirmées d'agressions sexuelles de jeunes commises par leurs employés, présentées par le directeur de l'éducation de chaque conseil scolaire. Étant donné que la *Loi sur la présentation d'excuses*, en vigueur depuis avril 2009, permet aux institutions de présenter des excuses sans admettre leur responsabilité civile, il est également recommandé que les conseils scolaires présentent des excuses aux victimes présumées ayant fait des allégations non confirmées dans le cadre d'un processus civil ou des conseils scolaires, ainsi qu'aux victimes qui ont choisi de ne pas sortir de l'ombre ou qui attendent avant de le faire.

Recommandations pour les conseils scolaires et d'autres institutions publiques

Protocole en matière de protection de l'enfance, 2001

14. Les conseils scolaires sont des partenaires du protocole de protection de l'enfance : *A Coordinated Response in Eastern Ontario* (une intervention coordonnée dans l'Est de l'Ontario), juillet 2001. Étant donné que ce protocole n'a pas été mis à jour, les conseils scolaires devraient rencontrer les autres partenaires, le plus tôt possible, afin de le passer en revue et de le mettre à jour. Afin que ces partenaires interviennent activement dans l'enquête et la poursuite des dossiers d'agressions sexuelles, il faudrait établir les rôles cohérents des participants, de même que des lignes directrices sur le partage de l'information entre les services d'enquête. Le processus d'examen et de mise à jour du protocole devrait être triennal.

Recommandations pour le ministère du Procureur général

Politiques, procédures et protocoles

1. Le ministère du Procureur général devrait mettre en œuvre une pratique relative aux allégations d'infractions d'ordre sexuel passées ou bonifier les politiques, procédures et protocoles qui existent déjà, particulièrement la pratique [2006] n° 9, *Sexual Assault and Other Sexual Offences* (agression sexuelle et autres infractions d'ordre sexuel) et la pratique [2006] n° 8, *Child Abuse and Offences Involving Children* (violence faite aux enfants et infractions concernant les enfants), afin de veiller à ce qu'ils traitent de la question des dossiers d'agressions sexuelles⁴⁴ subies dans le passé par des enfants ou des adolescents.
2. Le ministère du Procureur général devrait mettre en œuvre des politiques, procédures et protocoles ou bonifier ceux qui existent déjà, afin d'exiger que les allégations d'agressions sexuelles signalées à un procureur de la Couronne soient immédiatement communiquées à la police à des fins d'enquête.
3. Le ministère du Procureur général devrait étudier la possibilité de modifier sa pratique [2002] n° 7, *Recanting Witnesses* (récusation de témoins), afin d'orienter les procureurs de la Couronne dans les situations où un témoin, sans se récuser, est réticent à poursuivre.
4. Le ministère du Procureur général devrait procéder à des vérifications de la conformité des bureaux de la Couronne aux pratiques en matière de dossiers d'agressions sexuelles. Cette vérification devrait notamment insister pour que chaque bureau dispose d'un protocole qui assure que :
 - les plaignants, l'intervenant du Programme d'aide aux victimes et aux témoins (PAVT) ou l'agent de liaison décrit dans les recommandations de la phase 2 de ce Rapport sont informés des étapes importantes de la poursuite;
 - le bureau a élaboré un réseau de personnes-ressources interagences et des mécanismes de partage d'informations et d'expertise;
 - le bureau a nommé un coordonnateur local de la violence faite aux enfants et a établi son rôle et son expertise;

44. La notion d'agressions sexuelles s'entend d'agressions sexuelles subies par des enfants et des adolescents, qu'elles soient récentes ou passées, à moins d'une mention contraire.

- le bureau a établi et a tenu à jour des protocoles locaux et régionaux avec la police, la Société de l'aide à l'enfance et le Programme d'aide aux victimes et aux témoins en matière de dossiers d'agressions sexuelles passées.

Contrôle et possession des dossiers

5. Le ministère du Procureur général devrait clarifier la notion voulant que les dossiers de la poursuite soient la propriété du ministère et qu'ils doivent demeurer en sa possession. Le procureur de la Couronne ne devrait pas être autorisé à demeurer en possession ou en contrôle des dossiers lorsqu'il n'intervient plus dans les poursuites.

Conflits d'intérêts

6. Le ministère du Procureur général devrait mettre en œuvre une pratique orientant les procureurs de la Couronne dans l'identification et la gestion des conflits d'intérêts. La pratique devrait également identifier les situations où les dossiers à transférer au service des poursuites relatives au secteur de la justice.

Dossiers de poursuites relatives au secteur de la justice ou autres dossiers de conflits d'intérêts

7. Le ministère du Procureur général devrait prévoir du personnel, de l'équipement et des bureaux provisoires adéquats et suffisants, afin de permettre aux procureurs de la Couronne de poursuivre adéquatement les dossiers de poursuites relatives au secteur de la justice et aux conflits d'intérêts.

Opinions de la Couronne

8. Le ministère du Procureur général devrait mettre en œuvre des politiques, procédures et protocoles ou bonifier ceux qui existent déjà, relativement aux opinions de la Couronne, plus particulièrement la pratique [2005] n° 34, *Police: Relationship with Crown Counsel* (relations entre la police et les avocats de la Couronne), afin de traiter des questions suivantes : les communications avec l'agent chargé de l'enquête avant de remettre une opinion, l'ouverture d'un dossier, la conservation d'une copie de l'opinion, l'accessibilité de l'opinion écrite au procureur de la Couronne affecté au dossier.

Divulgation

9. Le ministère du Procureur général devrait élaborer un système de suivi uniforme pour la divulgation et le mettre en œuvre dans tous les bureaux de la Couronne, afin de faire le suivi de la réception de la divulgation des enquêteurs, de la divulgation à l'accusé ou à l'avocat de la défense, de la description ou du contenu de la divulgation et de toutes les mises à jour apportées à la divulgation.

Devoir de faire rapport

10. Il importe que les procureurs de la Couronne reçoivent une formation continue sur leur devoir statutaire de faire rapport à la Société de l'aide à l'enfance, prévu à la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, afin de veiller à la protection des enfants à risque.
11. Le ministère du Procureur général devrait prendre des mesures afin de sensibiliser les procureurs de la Couronne au fait que, dans leur rôle de « solliciteur », ils sont considérés comme « des professionnels qui exercent des fonctions officielles auprès des enfants » en vertu du paragraphe 72 (5) de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, ce qui signifie que toute omission de faire rapport de leur part constitue une infraction.

Langue

12. On devrait offrir aux plaignants la possibilité de communiquer dans la langue de leur choix pendant tout le processus. Afin de veiller à ce que ce choix soit véritablement celui du plaignant, le procureur de la Couronne ou les autres employés devraient éviter d'indiquer leur préférence. Si le plaignant s'exprime difficilement en français ou en anglais, tous les efforts devraient être mis en œuvre pour lui offrir des mesures d'adaptation par l'entremise d'un interprète ou autre.

Système de suivi

13. Le ministère du Procureur général devrait mettre en œuvre des politiques, procédures et protocoles ou bonifier ceux qui existent déjà relativement au suivi du traitement des documents reçus par le ministère. Le système doit veiller au suivi des documents reçus, étudiés et transmis aux autorités et aux représentants pertinents au sein du ministère.

Retards

14. Le ministère du Procureur général devrait étudier la possibilité de mettre en œuvre les recommandations du Rapport LeSage-Code sur la question de donner au juge une autorité décisionnelle dès les étapes préparatoires au procès.

Poursuites relatives aux projets spéciaux

15. Le ministère du Procureur général devrait nommer un procureur de la Couronne ou une équipe de procureurs de la Couronne exclusivement consacrés à offrir de l'assistance dans les enquêtes et les poursuites relatives aux projets spéciaux de la Police provinciale de l'Ontario concernant des agressions sexuelles, comme l'opération Vérité.
16. Le ministère du Procureur général devrait veiller à ce que les procureurs de la Couronne affectés à de longues poursuites complexes disposent des ressources adéquates et soient dégagés de leurs autres responsabilités.

Gestion des dossiers majeurs

17. Le ministère du Procureur général devrait bonifier son document de ressources des dossiers majeurs et l'adopter à titre de politique ou de pratique officielle.

Document de ressources des dossiers majeurs

18. Le document de ressources des dossiers majeurs du ministère du Procureur général devrait être bonifié pour inclure des considérations particulières éventuelles dans les dossiers majeurs ayant trait à de petites collectivités, notamment la question des déplacements sur de grandes distances à effectuer par le poursuivant. En outre, le seuil et les facteurs définissant le caractère « majeur » d'un dossier peuvent varier selon que l'on se trouve dans une petite collectivité ou dans un grand centre urbain.

Relations avec les médias

19. Le ministère du Procureur général devrait mettre en œuvre des politiques, procédures et protocoles et bonifier ceux qui existent

déjà relativement aux médias, pour veiller à ce que les agents de relations avec les médias parlent au nom de la police et du Bureau du procureur de la Couronne, pour que le message transmis au public soit clair et exact, et qu'il représente la position des deux institutions dans les dossiers majeurs.

Formations conjointes

20. Le ministère du Procureur général devrait étudier la possibilité de participer à certains volets de la formation conjointe portant sur la gestion des allégations d'agressions passées, réinstituée pour les travailleurs sociaux de la Société de l'aide à l'enfance et les agents de police.

Recommandations pour le ministère du Procureur général de l'Ontario et pour d'autres institutions publiques

Poursuites relatives aux projets spéciaux

21. Le ministère du Procureur général et la Police provinciale de l'Ontario devraient travailler conjointement à l'élaboration de plans opérationnels dans les poursuites relatives aux projets spéciaux, comme l'opération Vérité.

Gestion des dossiers majeurs

22. Le ministère du Procureur général et les agences de police de l'Ontario devraient étudier et comparer leurs protocoles de gestion des dossiers majeurs afin de cerner et de corriger les discordances et les lacunes qu'ils contiennent.

Protocole de gestion des tribunaux

23. La Police provinciale de l'Ontario et le ministère du Procureur général, particulièrement le Bureau du procureur de la Couronne de Cornwall, devraient élaborer un protocole de gestion des tribunaux dès que possible. Ce protocole devrait prévoir les rôles, les devoirs et les relations caractéristiques entre les agents de la Police provinciale de l'Ontario et les procureurs de la Couronne relativement aux poursuites. Il devrait faire l'objet d'un examen triennal.

Protocole en matière de protection de l'enfance, 2001

24. Le ministère du Procureur général est partenaire du protocole de protection de l'enfance : *A Coordinated Response in Eastern Ontario* (une intervention coordonnée dans l'Est de l'Ontario), juillet 2001. Étant donné que ce protocole n'a pas été mis à jour, le ministère du Procureur général devrait rencontrer les autres partenaires, le plus tôt possible, afin de le passer en revue et de le mettre à jour. Afin que ces partenaires interviennent activement dans l'enquête et la poursuite des dossiers d'agressions sexuelles, il faudrait établir les rôles cohérents des participants, de même que des lignes directrices sur le partage de l'information entre les services d'enquête. Le processus d'examen et de mise à jour du protocole devrait être triennal.

Recommandations sur le processus

Résolution des questions interlocutoires

1. La *Loi sur les enquêtes publiques* devrait être modifiée pour inclure un mécanisme de résolution rapide des questions interlocutoires, notamment des questions relatives au secret professionnel. Il s'agit d'une recommandation de la juge Bellamy, dans le cadre de la *Toronto Computer Leasing Inquiry* (enquête sur les prêts d'ordinateurs de Toronto) et de la *Toronto External Contracts Inquiry* (enquête sur la sous-traitance de Toronto), avec laquelle je suis entièrement d'accord.

Production de documents

2. La *Loi sur les enquêtes publiques* devrait être modifiée pour officialiser le pouvoir d'ordonner la production de documents, sans la présence d'un témoin. Il s'agit d'une autre recommandation de la juge Bellamy, que j'appuie.

Demandes de financement pour révision judiciaire

3. Le ministère du Procureur général devrait élaborer un processus permettant d'évaluer les demandes de fonds relatives aux révisions judiciaires déposées par les parties financées dans une enquête.

Interrogation des témoins

4. Une règle de pratique et de procédure d'enquête devrait clairement préciser que les témoins n'ont pas droit à l'assistance d'un avocat, sauf si le commissaire le permet, pour contre-interroger son propre client, peu importe qui dirige l'interrogatoire de ce client ou témoin.



Services et programmes de guérison et de réconciliation

Le mandat unique de la phase 2

Lorsque le gouvernement de l'Ontario a mis sur pied la présente Commission d'enquête, il lui a confié un mandat unique aux fins de la tenue d'une enquête publique en Ontario : « [faire] enquête et rapport sur les processus, services et programmes susceptibles de favoriser la guérison et la réconciliation communautaires à Cornwall ». Au moment d'assumer ce mandat, je me suis demandé comment évaluer ce à quoi ressemblait pour les autres un environnement propice à la guérison et à la réconciliation. Voilà pourquoi j'ai donné pour consigne à mon comité consultatif de ne pas se limiter aux documents de recherche et aux discussions théoriques et de communiquer avec la collectivité de Cornwall afin d'élaborer des solutions « conçues à Cornwall ». La phase 2 représentait également une occasion de discuter de politiques gouvernementales visant à améliorer l'intervention des institutions dans les cas d'allégations de violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes dans l'ensemble de l'Ontario. Par conséquent, mon rapport de la phase 2 aborde à la fois les démarches locales favorisant la guérison et la réconciliation et les initiatives provinciales cherchant à mieux prévenir les mauvais traitements infligés aux enfants et aux jeunes et à mieux intervenir dans de tels cas. Mon rapport de la phase 2 ne renferme aucune conclusion d'inconduite; les activités de la phase 2 n'ont pas non plus influé sur les conclusions de la phase 1. Cependant, étant donné que des mauvais traitements d'ordre sexuel sont infligés à des enfants et à des jeunes dans toutes les collectivités, les notions apprises à Cornwall dans le cadre des phases 1 et 2 se révéleront utiles pour améliorer les futures interventions dans l'ensemble de l'Ontario.

Qu'elles s'appliquent à Cornwall et aux comtés environnants ou à toute la province, les démarches liées aux recommandations de la phase 2 reposent sur six principes fondamentaux :

- la participation des survivants – le principe selon lequel les solutions, quoique partant d'une bonne intention, ne fonctionneront peut-être pas si elles ne sont pas éclairées par l'expérience des personnes qui ont été agressées;
- la prise en compte des besoins en matière de services des hommes qui ont été agressés pendant leur enfance ou leur adolescence, car, bien que la violence faite aux garçons et aux jeunes hommes ne date pas d'hier, notre intervention en tant que société n'est pas adaptée à cette réalité;
- la durabilité du changement, car il est préférable de prendre quelques mesures efficaces qui perdurent que de disperser les efforts et les ressources;
- l'établissement de partenariats, parce que l'utilisation d'une variété de compétences, de points de vue et de renseignements réduira les obstacles entre les organismes et mettra l'accent sur les résultats sous l'angle des personnes qui reçoivent les services;
- le pragmatisme, c'est-à-dire être prêts à examiner la faisabilité de la mise en œuvre, les coûts engagés, le temps nécessaire et la responsabilité à l'égard des résultats;
- renforcer l'éducation et la sensibilisation du public au bénéfice du système judiciaire et de la société dans son ensemble, car le savoir peut être un puissant outil de prévention de la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes, de détection et de traitement précoce et d'intervention efficace et compatissante pour les adultes survivants.

Plutôt que de choisir des initiatives décousues, mes recommandations sont formulées de façon à se compléter et à se renforcer mutuellement. Les recommandations touchant Cornwall et les comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry sont tout particulièrement conçues non seulement pour répondre aux besoins actuels de cette collectivité, mais aussi pour créer des mécanismes favorisant le changement durable. Ces recommandations découlent de consultations communautaires, de recherches professionnelles et de l'application des principes de la phase 2. Je remercie tous les membres de la collectivité qui se sont investis dans la création d'un environnement de guérison et de réconciliation à Cornwall et dans les comtés de Stormont, Dundas et Glengarry.

Je tiens également à souligner que, pour la collectivité de Cornwall, il faut donner suite à mes recommandations le plus tôt possible. La création d'un environnement de réconciliation et de renouveau a pris de l'élan. Cet élan se perdra si l'on n'agit pas bientôt. En outre, les personnes qui reçoivent actuellement les services de counseling dont elles ont besoin pour guérir seront affectées par les possibilités de prolongation.

Le Volume 2 : Services et programmes de guérison et de réconciliation commence par un plan détaillé de changement durable pour la collectivité de Cornwall et des comtés unis. Le rapport examine ensuite les questions d'éducation, de formation professionnelle et de sensibilisation du public dans l'ensemble de l'Ontario. Le volume 2 comprend en outre des chapitres portant sur les politiques, les lois ainsi que les programmes et les services. Il s'agit de questions d'importance provinciale. Le volume 2 se termine par des chapitres consacrés au soutien aux témoins et au counseling, des programmes novateurs établis dans le cadre de la présente enquête. Le chapitre traitant du counseling comprend des recommandations sur la transition relativement aux personnes qui reçoivent des services de counseling déjà approuvés par la Commission d'enquête, ainsi que sur la prestation de services supplémentaires pour faciliter cette transition.

Guérison et réconciliation communautaires

Peu après ma nomination, mon comité consultatif a communiqué avec la collectivité de Cornwall. De nombreuses réunions ont créé des occasions de découvrir les points de vue de la collectivité sur la guérison et la réconciliation communautaires, c'est-à-dire la forme qu'elles prendraient et les façons de les encourager. Les points de vue sur la guérison et la réconciliation étaient variés, mais la plupart des gens les considéraient comme un processus, un périple et non pas une destination, un voyage qui a commencé, mais qui a encore un certain bout de chemin à parcourir.

Nous avons adopté une position active au cours de la phase 2, car nous voulions amorcer un dialogue au sujet de l'avenir, atteindre un consensus, prendre de l'élan, rétablir les relations et réinstaurer la confiance. Ce fut difficile au début, car certains survivants ont indiqué qu'ils ne pouvaient pas assister aux rencontres si des représentants de certaines institutions étaient présents; en même temps, certains représentants d'institutions ont indiqué qu'ils ne rencontreraient pas ceux et celles qu'ils percevaient comme ayant une position accusatoire à leur endroit.

Mon comité consultatif a défini une stratégie globale de mobilisation communautaire qui a commencé par des réunions à assistance restreinte, qui avec le temps sont devenues des « assemblées publiques », une série d'ateliers et de tables rondes sur les politiques et l'approbation de projets de recherche active visant à définir des solutions « faites à Cornwall » et à établir de nouveaux partenariats favorisant la guérison et la réconciliation. J'ai également approuvé un projet de médiation-facilitation ayant pour but de réparer les relations et de rapprocher les personnes de bonne volonté.

Les travaux de la phase 2 liés aux survivants de violence sexuelle ont revêtu une importance particulière. Le financement d'un programme de mentorat à Cornwall, comprenant une formation et un encadrement précieux fournis par The Gatehouse^{md}, a permis à des survivants de devenir plus forts et a contribué à la création parmi eux d'un groupe de leadership dévoué. La formation en leadership offerte dans le cadre du projet de médiation-facilitation a aidé ce groupe de leadership à perfectionner ses compétences en matière de planification, de communication et de négociation. Cela a été essentiel à la participation efficace des survivants.

Les bases de la guérison et de la réconciliation communautaires existent désormais à Cornwall et dans les comtés de Stormont, Dundas et Glengarry. Si on leur accorde un meilleur soutien et plus de temps, une différence énorme peut en découler sur le plan de l'environnement communautaire et des perspectives. À mon avis, il faut mettre en place, au cours des cinq prochaines années, un mécanisme précis ayant pour mandat de poursuivre la guérison et la réconciliation communautaires et de maintenir l'élan déjà acquis en matière de changement.

Le mécanisme que je perçois pour la guérison et la réconciliation communautaires comprendrait l'institution d'un fonds réservé de 5 millions de dollars du gouvernement de l'Ontario. Je vois ce fonds comme une forme non officielle de « Fiducie de réconciliation ». Je suggère que des représentants des groupes ci-dessous œuvrant dans les domaines de la guérison et de la réconciliation en soient officiellement ou officieusement les fiduciaires :

- PrévAction, un groupe formé de membres de nombreux organismes de la région de Cornwall et chargé d'agir à titre de catalyseur de la guérison et de la réconciliation;
- l'équipe de leadership des survivants, un groupe de survivants unissant leurs efforts pour répondre aux besoins des survivants et travaillant sur un pied d'égalité avec d'autres membres de la collectivité en vue de la réalisation des objectifs de la phase 2;
- le Collège Saint-Laurent, qui met sur pied un centre d'excellence à Cornwall afin d'offrir un programme d'études supérieures à l'intention des personnes œuvrant auprès des adultes survivants et des enfants et des jeunes victimes de violence sexuelle, et d'appuyer un institut de recherche sur le sujet;
- Citizens for Community Renewal, qui, en tant que partie à la présente enquête, a fait preuve d'intérêt et d'engagement à l'égard de la guérison et de la réconciliation communautaires.

Appuyant collectivement la « Fiducie de réconciliation », ces groupes prendraient des décisions en fonction de certains paramètres sur l'affectation des fonds réservés à la guérison et à la réconciliation communautaires. J'estime qu'ils peuvent travailler ensemble dans le respect et dans un but commun, en ayant à cœur les intérêts de Cornwall et des comtés de Stormont, Dundas et Glengarry. Grâce aux fonds ainsi affectés, le groupe devrait être en mesure de retenir les services d'un facilitateur et de personnel de soutien administratif pour s'acquitter de ses tâches, mais 90 pour cent du financement serviraient à la prestation de programmes et de services. Je recommande qu'il puisse approuver des dépenses en immobilisations à l'appui des programmes et des services nécessaires. Une autre dépense initiale serait la création de « bourses de réconciliation », qui permettraient aux personnes dont la scolarité a été écourtée par les conséquences des mauvais traitements d'obtenir l'équivalent d'un diplôme d'études secondaires ou de fréquenter le Collège Saint-Laurent pour acquérir de nouvelles compétences et accroître leur estime de soi. Les membres de la collectivité ont proposé de nombreuses idées de dépenses aux fins de la guérison et de la réconciliation communautaires. Leurs suggestions sont consignées dans les observations du public et des parties de la phase 2. Il s'agit notamment d'initiatives de prévention et d'éducation, d'un soutien au Club des garçons et des filles, de l'amélioration des services actuels et d'événements commémoratifs. La « Fiducie de réconciliation » que je recommande habilitera la collectivité à prendre ses propres décisions et à établir elle-même ses priorités en matière de guérison et de réconciliation.

Le délai prévu pour les dépenses effectuées par ce que j'appelle officieusement la « Fiducie de réconciliation » est de cinq ans, ce qui est suffisant pour apporter des changements importants et parachever les projets d'immobilisations, mais pas assez long pour que les processus deviennent flous ou que le lien avec la présente enquête soit trop éloigné.

Outre la mise en place de mécanismes souples favorisant la prise de décision au sein de la collectivité relativement à des projets ou des services de guérison et de réconciliation communautaires, j'entrevois également quatre initiatives précises qui constituent les pierres angulaires du changement dans la collectivité de Cornwall. Ces initiatives ont toutes en commun des plans de mise en œuvre réalisables et le soutien communautaire. De plus, elles se complètent et se renforcent mutuellement. Ces initiatives sont toutes nées du dialogue rendu possible à la phase 2; les projets se sont développés au point où leur viabilité serait assurée si un appui financier leur était accordé. J'ai recommandé le financement de ces services et de ces programmes parce que leur interaction a une incidence plus élevée que celle de la somme de chaque élément.

Ces quatre projets sont les suivants :

- le Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes;
- un centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille à Cornwall;
- un centre d'excellence au campus de Cornwall du Collège Saint-Laurent;
- un soutien continu à PrévAction en tant que catalyseur de la guérison et de la réconciliation.

Les programmes et services précis, ainsi que le mécanisme de financement des mesures déterminées au sein de la collectivité, jettent des bases solides pour un avenir axé sur la réconciliation et le renouveau à Cornwall et dans les comtés environnants. Combinées les unes avec les autres, ces activités représentent tous les éléments nécessaires pour faire avancer la guérison et la réconciliation communautaires et les soutenir au fil du temps. Elles favorisent également les partenariats et assurent un fondement permanent en matière d'interaction et de respect mutuel. Ces partenariats et ce soutien mutuel constituent le point de départ du rétablissement de la confiance et du renouveau des relations qui font partie intégrante de la réconciliation.

Sensibilisation du public, éducation et formation professionnelle

Lorsque nous abordons la façon dont les institutions réagissent aux déclarations de violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes, le plus grand espoir que l'on nourrit pour l'avenir est la prévention. La prévention et l'éducation vont de pair. Si le public est bien informé au sujet de la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes, nous serons tous plus en mesure de prévenir les agressions et d'habiliter nos enfants et nos jeunes à se venir en aide.

L'éducation aura notamment pour résultat de dissiper les mythes répandus et les malentendus, tout particulièrement ceux qui portent les gens à nier que les enfants et les jeunes courent un plus grand risque avec des adultes qui occupent une place de confiance dans leur vie qu'avec des étrangers. Un autre résultat sera de sensibiliser davantage le public aux graves répercussions de la violence sexuelle tout au long de la vie et au besoin de soutien et de compassion des adultes survivants devant composer avec les conséquences des mauvais traitements subis.

Il faut sensibiliser efficacement et systématiquement la population. Pour ce faire, il faut employer diverses méthodes complémentaires. J'ai recommandé la tenue d'une campagne de sensibilisation du public à long terme, à grande échelle et à volets multiples afin de changer les attitudes au fil du temps. Cette campagne s'inspirerait de celles lancées dans d'autres pays, mais également

des campagnes précédemment tenues en Ontario contre l'alcool au volant, la violence familiale et la violence faite aux personnes âgées. J'ai suggéré que la campagne bénéficie des conseils d'un comité d'experts. Ce comité devrait se composer de survivants et de personnes de la région de Cornwall qui ont manifesté leur engagement à promouvoir une conscientisation accrue du public.

J'ai également recommandé que l'on s'applique tout spécialement à rejoindre les enfants et les adolescents à l'école, en proposant des programmes d'éducation systématiques et obligatoires sur la violence sexuelle et les relations sexuelles saines. Ces programmes devraient être offerts à tous les niveaux scolaires et être renforcés chaque année au cours de la vie scolaire des élèves, et pas seulement quelques fois.

Nous ne pouvons pas rendre obligatoire l'éducation des enfants à ce sujet sans fournir un soutien adéquat aux enseignants et aux écoles. J'ai par conséquent formulé des recommandations à l'égard d'une formation professionnelle portant sur la prévention de la violence sexuelle et sa détection précoce. J'ai aussi suggéré que l'Équipe d'action pour la sécurité dans les écoles produise un quatrième rapport qui examinerait les politiques et les programmes relatifs à la violence sexuelle commise par des adultes en situation de confiance.

De nombreux professionnels s'occupent d'enfants et sont déjà tenus de signaler tout soupçon de violence. Ils devraient être mieux outillés pour déceler la violence potentielle et savoir mettre en œuvre des mécanismes de prévention des mauvais traitements et d'intervention appropriée lorsque des cas sont signalés. Je recommande une formation professionnelle beaucoup plus large, le rétablissement d'une formation spécialisée commune pour les préposés au bien-être de l'enfance et les policiers, ainsi qu'une formation professionnelle obligatoire, complète et continue pour les employés du gouvernement de l'Ontario qui traitent avec des enfants ou des adultes survivants victimes de violence sexuelle.

Modification des politiques gouvernementales

La présente Commission d'enquête a mené des études et organisé des tables rondes sur les politiques dans le but de mieux comprendre la complexité des enjeux et les possibilités d'avenir.

Elle s'est notamment penchée sur la présentation d'excuses. Je souligne que le gouvernement de l'Ontario a déjà adopté la *Loi de 2009 sur la présentation d'excuses*, une idée examinée dans un document de recherche stratégique et dans le cadre d'un atelier tenu à Cornwall. J'appuie cette loi, car elle apporte davantage de clarté sur le plan juridique, mais surtout, parce qu'elle est susceptible d'éliminer des obstacles à la présentation d'excuses favorisant la guérison. Pour appuyer l'efficacité de cette loi, je recommande la mise en œuvre de mesures de soutien pratiques afin de promouvoir la présentation d'excuses significatives, adaptées aux

besoins des victimes. J'ai fourni des précisions sur l'établissement de programmes de sensibilisation appropriés et la création de protocoles et de guides dont on peut se servir pour présenter des excuses ou conseiller quelqu'un sur la présentation d'excuses. Cela aiderait les organismes qui veulent réellement présenter des excuses à apprendre comment le faire de façon efficace et à éviter les pièges courants.

Dans le cadre des discussions de la phase 2 sur les questions de politiques pertinentes, nous avons reçu un document de politique sur la possibilité de nommer un ombudsman ou une entité similaire pour les survivants de violence sexuelle et avons tenu un atelier à ce sujet. Les idées proposées étaient intéressantes, mais, tout compte fait, je n'étais pas convaincu que la création d'un tel poste serait utile pour l'instant. S'il était créé, certaines attentes demeurerait vaines, car ce qui déçoit souvent les victimes – la décision du procureur de la Couronne ou de la police de ne pas donner suite aux accusations – n'est pas un domaine où un ombudsman pourrait intervenir. Sur le plan des priorités, je préconiserais plutôt des améliorations directes permettant de mieux intervenir dès le début au lieu de l'affectation de ressources à la mise en place de mécanismes de supervision supplémentaires. Ces améliorations consisteraient en une meilleure formation afin d'offrir une intervention mieux adaptée aux personnes qui ont été agressées. J'arrive à la conclusion que de nombreuses victimes tireraient également avantage d'une aide pour comprendre le système judiciaire et le réseau de services de soutien et à s'y orienter. Toutes les victimes en ont besoin, pas uniquement celles dont la cause fait l'objet d'un procès. Plutôt que d'offrir du financement supplémentaire pour le règlement des plaintes après la prestation des services ou les instances judiciaires, on servirait mieux les Ontariens si l'on offrait plus de soutien aux victimes afin qu'elles obtiennent les services ou les renseignements adéquats au commencement de leurs efforts pour les obtenir. J'ai suggéré, pour la mise en place d'un tel service de liaison avec les victimes, qu'on accorde la priorité à Cornwall et aux comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry.

La présente Commission d'enquête a tenu une table ronde sur les clauses de confidentialité dans les règlements d'affaires au civil. Il s'agit d'un sujet sur lequel les théoriciens et les praticiens ont relativement peu écrit et d'un domaine où on a fréquemment recours à des dispositions passe-partout qui conviendraient probablement mieux au règlement des demandes d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles. Pour les survivants de violence sexuelle, dont le préjudice s'accompagne de secret et de honte, le fait de devoir garder le silence en échange d'une somme d'argent peut avoir des conséquences très négatives. Souvent, on accorde peu de considération aux conditions de ces « ordonnances imposant le secret » ainsi qu'à leur libellé ambigu ou difficile à interpréter et à suivre. Certaines donnent même littéralement à penser qu'une

personne ne pourrait pas discuter de son règlement avec son conseiller ou son conjoint.

J'ai suggéré qu'on apporte des modifications sur ce plan, bien qu'elles soient limitées dans le domaine du règlement d'affaires au civil, car l'intrusion du gouvernement dans les négociations privées *devrait* être restreinte. Je suggère que l'on offre une formation professionnelle à plus grande échelle sur l'application de ces clauses de confidentialité aux situations de violence sexuelle afin d'atténuer l'ambiguité et de faire en sorte que les dispositions couramment utilisées énoncent clairement que les personnes peuvent discuter de la violence qu'elles ont subie et de tout règlement lié à cette dernière avec leur conjoint, leurs proches, leur conseiller financier, leur médecin et leur conseiller, ainsi qu'avec la police ou les organismes de réglementation. Si les assureurs représentent un obstacle à cet égard, il faudrait songer à modifier la *Loi sur les assurances*.

Je suggère que le gouvernement de l'Ontario et les organismes qu'il subventionne cessent de demander ou d'exiger des ententes de confidentialité dans les règlements de cas de violence sexuelle, mais il faudrait prévoir la possibilité de ne pas révéler l'identité de la victime ni le montant qu'elle a reçu, si c'est ce qu'elle désire.

En réponse au grand intérêt manifesté à l'égard de la détermination de la peine des personnes reconnues coupables de violence sexuelle, le personnel de la Commission a réalisé une étude sur les tendances en matière de détermination de la peine observées en Ontario, en Alberta et au Québec entre 1969 et 2008. Cette étude consistait en une analyse d'un échantillon de causes de violence sexuelle infligée par des personnes en situation d'autorité à des enfants ou des jeunes, tenant compte de variables comme l'âge ou le sexe des victimes, le caractère actuel ou passé de la plainte et les antécédents du contrevenant. L'étude a mis en évidence le manque d'exhaustivité des renseignements statistiques sur la détermination de la peine, qui complique l'élaboration de politiques gouvernementales. L'étude a également révélé des différences entre la durée des peines dans les trois provinces, les peines étant plus longues en Alberta, puis en Ontario et enfin au Québec. D'après l'échantillon de l'étude, les personnes entretenant une relation de confiance avec les victimes ont reçu, dans les trois provinces, des peines plus courtes que les contrevenants qui étaient des étrangers pour leurs victimes, et ils étaient moins susceptibles de se faire accoler une étiquette de délinquant dangereux ou à contrôler. La détermination de la peine ne constitue qu'une partie de la solution à la violence sexuelle et le processus de détermination comprend de nombreux facteurs complexes; cependant, je fais remarquer qu'il faut renforcer, au moyen d'initiatives de sensibilisation, la compréhension des graves conséquences de la violence commise par les personnes en situation de confiance. Je recommande également un examen plus approfondi des politiques en matière de pratiques de détermination de la peine, ainsi qu'une

collaboration entre les gouvernements fédéral et provincial afin d'examiner la détermination de la peine dans les cas de violence sexuelle faite aux enfants et d'étoffer les renseignements statistiques accessibles sur la détermination de la peine des contrevenants dans les cas de mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à des enfants ou à des jeunes.

Programmes et services offerts en Ontario

Pour surmonter de façon réaliste les répercussions initiales et potentielles à long terme de la violence sexuelle, il faut offrir de l'aide. Le fait que certaines personnes aient besoin d'aide ne constitue ni une faiblesse, ni un gouffre pour les ressources publiques. Il s'agit d'un investissement envers des personnes qui méritent une aide et qui peuvent accroître leur bien-être et avoir une vie productive. Je recommande la réalisation d'une étude exhaustive et bien définie en vue de l'élaboration d'une orientation stratégique pour les services offerts aux hommes. Je précise les facteurs pertinents et certains aspects à examiner. J'insiste pour que les travaux débutent immédiatement puisque certains hommes ont déjà attendu trop longtemps pour recevoir les services dont ils ont besoin maintenant. En attendant l'étude sur l'orientation stratégique et l'adoption de mesures à cet égard, je recommande de poursuivre le financement des services actuels afin de maintenir en place l'expertise qui pourrait s'avérer nécessaire pour éclairer et mettre en œuvre les futures orientations.

Bien que je parle des services destinés aux hommes, j'aborde également les lacunes dans les services offerts aux femmes comme aux hommes. J'aborde notamment le counseling à long terme, le mentorat ou le soutien par les pairs, ainsi que les services offerts dans les régions rurales et éloignées. Je recommande d'accroître le recours aux psychologues et aux travailleurs sociaux et le financement de leurs services dans le but d'élargir l'accès au counseling à long terme dont ont besoin les personnes ayant été victimes de violence sexuelle pendant leur enfance ou leur jeunesse.

Les recherches menées dans le cadre de l'enquête démontrent que le soutien par les pairs et le mentorat offerts aux survivants peuvent réduire l'isolement social et rehausser l'estime de soi. Ils ne se substituent pas aux services professionnels, mais constituent un moyen puissant et économique de changer de façon constructive la vie des survivants de violence sexuelle. Il est essentiel de mettre en place des mesures de protection, comme une formation et l'accès à un encadrement professionnel, pour tirer des avantages durables de l'aide par les pairs et, à cette fin, je recommande un financement permanent.

Les personnes vivant dans les régions rurales et éloignées de l'Ontario ne peuvent pas toujours se prévaloir des services de counseling offerts aux victimes de violence sexuelle en raison des coûts élevés de transport. Il se peut qu'il n'y

ait pas de fournisseurs de services spécialisés de counseling individuel ou de groupe dans les régions rurales ou éloignées et que les solutions accessibles au téléphone ou par Internet ne suffisent pas à briser l'isolement social et à faciliter les discussions sur des questions délicates et intimes. Il serait possible de surmonter cet obstacle en accordant une modeste subvention pour le transport aux personnes devant parcourir plus de 100 kilomètres (aller-retour) pour assister à des séances de counseling.

Au moment d'aborder la prévention de la violence, il faut tenir compte du traitement des contrevenants. Les services ne récompensent pas le fait d'avoir infligé de mauvais traitements d'ordre sexuel, mais constituent une technique visant à empêcher que cela ne se reproduise. La démarche adoptée dans le présent rapport consiste à recommander une série de projets de démonstration, fondés sur divers modèles, afin de traiter les délinquants sexuels adultes, y compris ceux qui ont eux-mêmes été des victimes pendant leur enfance. Il y a beaucoup à apprendre de ce processus d'élaboration d'une démarche à long terme de prévention de la violence grâce au traitement des agresseurs potentiels et des contrevenants connus. Compte tenu des travaux effectués par l'Hôpital communautaire de Cornwall dans ce domaine, je suggère que l'on envisage de subventionner cet organisme dans le cadre de l'un des projets et de collaborer avec d'éventuels commanditaires ou partenaires engagés comme le Projet pour hommes ou les cercles de soutien et de responsabilité, qui ont présenté un excellent document sur le sujet.

Counseling et soutien aux témoins

Le besoin d'offrir des services de counseling à long terme aux survivants de violence sexuelle a été l'une des questions les plus fréquemment soulevées au cours de la phase 2 de l'Enquête publique sur Cornwall. Les experts qui ont témoigné devant la présente Commission d'enquête ont expliqué que la violence sexuelle non traitée peut avoir de graves répercussions : alcoolisme et toxicomanie, problèmes de confiance, tout particulièrement envers les personnes en autorité, problèmes sur le plan des relations intimes ou familiales, décrochage scolaire, anxiété et troubles de l'humeur, confusion relative à l'identité sexuelle, problèmes de maîtrise de soi menant parfois à l'accomplissement d'actes criminels, graves maladies physiques et décès prématuré.

Au début de l'Enquête publique sur Cornwall, j'ai décidé de mettre des services de counseling à la disposition de toute personne touchée par cette enquête. Il s'agissait notamment de survivants, de membres de leur famille, de témoins à l'enquête et de professionnels touchés dans le cadre de leur travail relativement à la présente enquête. Le modèle de prestation que j'ai préconisé reposait sur le choix : les personnes pouvaient choisir leur propre conseiller,

dans la mesure où ce dernier possédait les qualifications voulues et était disposé à suivre les règles établies pour l'administration des services de counseling. Le programme de counseling fournissait également une aide sous la forme d'indemnités de transport, aux tarifs établis par le gouvernement.

De nouveaux demandeurs de services de counseling ont été acceptés jusqu'à la date d'échéance du programme, à la fin de l'été 2008. Au total, 388 personnes ont été acceptées. La plupart d'entre elles vivent à Cornwall ou dans l'Est de l'Ontario; seules 15 personnes vivent dans une autre région.

Le coût total des services de counseling, du début de l'Enquête publique sur Cornwall jusqu'à la fin de l'exercice 2008-2009, s'élève à quelque 3 millions de dollars.

Le programme de counseling devrait prendre fin 90 jours après la publication du présent rapport. À l'heure actuelle, de 170 à 195 personnes environ participent encore activement au programme de counseling. Les conseillers qui détiennent les renseignements cliniques nécessaires au sujet des clients ont évalué leurs besoins de counseling; j'ai également étudié les témoignages livrés par les experts lors de la phase 1 sur le besoin de counseling à long terme des adultes ayant survécu à de mauvais traitements. Après avoir examiné les besoins, je me suis également penché sur la capacité des services existants d'accueillir de nouveaux clients sans financement supplémentaire. Certains organismes de la région de Cornwall pouvaient accueillir des clients en counseling, davantage de femmes que d'hommes, mais il serait irréaliste de s'attendre à ce qu'ils en absorbent jusqu'à 150. En outre, le fait de devoir changer de conseiller constituerait un revers pour de nombreuses personnes et aurait de graves répercussions pour certaines d'entre elles comme, par exemple, les pousser à commettre des actes préjudiciables à elles-mêmes ou à autrui ou les faire retomber dans des dépendances dévastatrices. J'ai étudié d'autres mécanismes de financement du counseling, comme la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels. Bien que cette source de financement soit accessible aux personnes qui en font la demande, il ne s'agit pas d'une solution pratique ou compatissante pour la plupart des clients en counseling. Lors de l'examen d'autres sources de financement possibles, nous n'avons trouvé aucun service existant à l'intention des membres de la famille, des survivants ou des professionnels touchés par la présente enquête.

Les renseignements sur les clients, les témoignages d'experts sur les besoins de counseling, les convaincantes observations de la phase 2 favorables aux services de counseling, ainsi que l'absence de solutions de recharge réalisistes et complètes en matière de services m'ont convaincu de la nécessité de prolonger le programme de counseling. La durée de prolongation choisie est de cinq ans, à un coût approximatif de 2,7 millions de dollars pour l'ensemble de la période. Au cours de la prolongation du programme, les clients devraient continuer d'avoir le droit de choisir leur propre conseiller. La continuité de la relation de counseling

est très importante pour la progression de la thérapie, tout particulièrement parce qu'il peut être long d'établir une relation thérapeutique fondée sur la confiance pour les personnes qui ont été trahies pendant leur enfance ou leur jeunesse. Je suggère également de maintenir une structure administrative similaire, car elle s'est révélée économique, même si la responsabilité globale devait être transférée au ministère du Procureur général à la fin de la présente enquête.

Au cours de cette période de cinq ans, la plupart des clients termineront leur programme de counseling et passeront à une autre étape de leur vie, étant plus en mesure de composer avec leur passé et de profiter de leur avenir. Certains cesseront le counseling en raison d'autres événements survenus dans leur vie ou parce qu'il ne leur a pas été utile. Je m'attends à ce que seules quelques personnes continuent d'en bénéficier pendant toute la période de prolongation. Je souligne que bon nombre de participants au programme de counseling ont attendu toute leur vie pour suivre une thérapie et qu'ils doivent régler les problèmes de toute une vie.

Outre la stratégie de transition pour les personnes déjà acceptées dans le cadre du programme de counseling, j'ai étudié les besoins en matière de guérison personnelle dans la région de Cornwall. Je recommande qu'un financement additionnel soit accordé pour le counseling destiné aux personnes qui se manifesteront en tant que survivants de violence sexuelle passée au cours des cinq prochaines années, par la création d'un poste de conseiller supplémentaire à l'Hôpital communautaire de Cornwall. Dans le cadre d'une stratégie globale de transition depuis le counseling individuel, je recommande également que l'on finance une série de retraites fermées d'une semaine à l'intention des survivants de violence sexuelle, qui seraient offertes par le Sexual Assault Centre for Quinte and District. Par le passé, cet organisme a offert avec succès des programmes semblables qui ont transformé la vie des participants. Les clients déjà en counseling pourraient en tirer avantage et leur participation pourrait s'inscrire dans le cadre d'une transition globale depuis le programme de counseling. Les personnes qui ont achevé ce programme pourraient s'ajouter à l'équipe de leadership des survivants de Cornwall, ce qui concorde avec mon principe de participation des survivants à la guérison et à la réconciliation communautaires.

L'établissement de services de soutien aux témoins pour les personnes comparaissant devant la Commission et de services de counseling pour les personnes touchées par la présente enquête s'est révélé une innovation utile. Selon moi, il faudrait envisager à l'avenir d'offrir de telles mesures de soutien lorsqu'une enquête publique est susceptible de toucher des personnes vulnérables. Si le gouvernement décide que cela convient à une enquête, je suggère que le décret constitutif confère aux futurs commissaires le pouvoir précis d'établir ces mesures de soutien de la façon jugée appropriée selon le sujet abordé et les besoins des personnes concernées.

Recommandations de la phase 2

Perspectives de guérison et de réconciliation

1. Une somme de 5 millions de dollars devrait être fournie par le gouvernement de l'Ontario pour soutenir la guérison et la réconciliation communautaires à Cornwall et Stormont, Dundas et Glengarry pendant une période de cinq ans.
2. Le gouvernement de l'Ontario devrait désigner spécifiquement un fonctionnaire pour agir en qualité d'agent de liaison entre les responsables des décisions relatives aux initiatives qui doivent être financées et le gouvernement de l'Ontario afin de veiller au respect d'attentes raisonnables en matière de gestion financière et de reddition de comptes à l'égard des fonds publics et à l'établissement de mécanismes de gouvernance.
3. Les personnes responsables des décisions relatives aux initiatives qui doivent être financées devraient, aux fins de la reddition de comptes et de la remise de rapports au gouvernement de l'Ontario et aux habitants de Cornwall et Stormont, Dundas et Glengarry, être des représentants des organismes suivants, travaillant en collaboration : l'équipe de leadership des survivants, PrévAction, Citizens for Community Renewal et le campus de Cornwall du Collège Saint-Laurent.
4. La portée des initiatives qui peuvent être approuvées dans le cadre de l'enveloppe de 5 millions de dollars devrait correspondre à celles qui peuvent être achevées dans un délai de cinq ans et qui visent des événements, des activités ou des organismes des régions de Cornwall et de Stormont, Dundas et Glengarry relativement aux points suivants :
 - a. le soutien des adultes survivants qui ont été victimes de violence sexuelle dans leur enfance ou leur jeunesse;
 - b. la prévention de la violence sexuelle faite aux enfants ou aux jeunes, y compris l'amélioration de la résilience et un sentiment d'inclusion pour les enfants et les jeunes;
 - c. le soutien et l'aide aux enfants, aux jeunes et à leurs familles lorsque survient la violence;
 - d. le perfectionnement des professionnels ou des employés des institutions régionales afin qu'ils puissent mieux soutenir les survivants adultes ou répondre à leurs besoins, ou mieux comprendre l'incidence des mauvais traitements d'ordre sexuel infligés aux enfants et aux jeunes et mieux y réagir, pourvu que ce perfectionnement soit inclusif et ne s'applique pas à une seule institution ou à un seul organisme;

- e. la sensibilisation du public à l'incidence de la violence sexuelle faite aux enfants et celle des élèves et des employés des écoles locales;
 - f. tout lieu, endroit ou événement de reconnaissance lié à la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes, présentement et antérieurement.
5. Les dépenses qui peuvent être autorisées devraient pouvoir inclure les coûts du matériel en langue française relativ à toute initiative approuvée.
 6. L'approbation des projets d'immobilisations devrait être limitée à 200 000 \$ à l'égard de tout organisme sur une période de cinq ans; la somme doit être dépensée avant la fin de la période de soutien de la guérison et de la réconciliation communautaires, qui est de cinq ans.
 7. Les dépenses que le groupe peut approuver comprennent notamment un maximum de cinq bourses annuelles de réconciliation pour les adultes qui ont été victimes de violence sexuelle dans la région de Cornwall ou Stormont, Dundas et Glengarry et qui désirent obtenir l'équivalent d'un diplôme d'études secondaires ou parfaire leurs études en fréquentant le campus de Cornwall du Collège Saint-Laurent.
 8. En plus d'examiner et d'approuver des initiatives précises à Cornwall et dans la région, le groupe devrait retenir les services d'un facilitateur ou d'une personne-ressource en développement de la collectivité de son choix afin d'aider à établir des relations et il devrait avoir la discréetion voulue pour obtenir une aide administrative ou en gestion appropriée afin d'appuyer son travail, à même les sommes accordées par le gouvernement de l'Ontario. Les coûts de ces services et les frais généraux ne devraient pas dépasser 10 pour cent des sommes réservées au travail de guérison et de réconciliation communautaires sur une période de cinq ans.
 9. Le groupe chargé des décisions devrait fournir un rapport annuel en français et en anglais aux gens de Cornwall et Stormont, Dundas et Glengarry pour donner des renseignements détaillés sur les services, les programmes et les dépenses en immobilisations qui sont en cours et planifiés et sur la justification des décisions relatives aux dépenses.

Un plan quinquennal pour un changement durable

10. Le ministère du Procureur général devrait accorder un financement d'au moins 650 000 \$ pour l'établissement et le fonctionnement d'un Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes à Cornwall, en se fondant sur la proposition présentée par l'équipe de leadership des survivants. Les fonds de fonctionnement et de dotation en personnel devraient être accordés pour une période minimale de cinq ans.

11. Le ministère du Procureur général devrait accorder un financement maximal de 2,8 millions de dollars pour l'établissement et le fonctionnement d'un Centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille à Cornwall, en fonction de la proposition présentée par PrévAction et appuyée par la Société de l'aide à l'enfance des comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry et les Services communautaires de la police de Cornwall. Les fonds de fonctionnement et de dotation en personnel devraient être accordés pour une période minimale de cinq ans.
12. Le ministère du Procureur général devrait évaluer le Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes et le Centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille de façon continue et présenter un rapport final au bout de cinq ans afin d'évaluer les résultats, l'information et l'expérience acquise et de déterminer si le financement des deux programmes devrait se poursuivre.
13. Le gouvernement de l'Ontario devrait soutenir l'établissement du Centre d'excellence du programme d'études appliquées en prévention, traitement et soutien communautaire pour les enfants, les jeunes et les adultes victimes de mauvais traitements, au Campus de Cornwall du Collège Saint-Laurent. Ce soutien devrait comprendre un financement de 100 000 \$ pour le démarrage de l'institut de recherche connexe. Le gouvernement de l'Ontario devrait coopérer avec le Collège en mettant à sa disposition des fonctionnaires ayant une précieuse expertise pour donner des conférences et en envoyant des fonctionnaires aux ateliers d'été des programmes de certificat et d'études supérieures afin qu'ils profitent de la formation offerte. De plus, durant cinq ans, le Collège Saint-Laurent devrait recevoir 10 000 \$ annuellement pour une série de conférences afin de continuer à attirer des experts à Cornwall dans le but d'améliorer la compréhension de la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes et d'améliorer les interventions dans ce domaine.
14. Le gouvernement de l'Ontario devrait accorder un financement de 300 000 \$ à PrévAction sur une période d'environ trois ans afin de soutenir la poursuite de son travail à titre de catalyseur de changement, de favoriser sa participation à la création de programmes comme le Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes et le Centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille et de participer aux travaux permanents de la Fiducie de réconciliation.

Sensibilisation du public, éducation et formation professionnelle dans l'ensemble de l'Ontario

15. Le gouvernement de l'Ontario devrait lancer une campagne d'envergure provinciale visant à sensibiliser le public à la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes, semblable aux campagnes à long terme de lutte contre l'alcool au volant et celle qui est actuellement en cours contre la violence familiale. La campagne devrait chercher à rejoindre un public aussi large que possible et donc à s'appuyer sur la plus grande variété de médias possible, dont la télévision, la radio, les journaux, les magazines, Internet et les panneaux d'affichage. La campagne devrait également cibler différents auditaires grâce à des messages appropriés, s'adressant notamment au grand public, aux parents, aux bénévoles, aux garçons, aux filles, aux professionnels, ainsi qu'aux agresseurs avérés et potentiels.
16. Le gouvernement de l'Ontario devrait créer un comité consultatif chargé de lui donner des conseils sur la conception et la mise en œuvre de la campagne de sensibilisation. Le comité consultatif devrait se composer d'experts œuvrant dans divers domaines, dont l'éducation, la justice, la psychologie, les médias et le marketing social. Le comité devrait également bénéficier de la précieuse expertise de survivants de violence sexuelle et d'habitants de la région de Cornwall qui ont déjà activement manifesté de l'intérêt à l'égard d'une campagne de sensibilisation.
17. Le gouvernement de l'Ontario devrait mettre en œuvre un programme universel de sensibilisation à la violence sexuelle dans l'ensemble des écoles ontariennes et des niveaux scolaires. Diverses méthodes devraient être employées pour diffuser ces renseignements, par exemple, inviter des experts de l'extérieur à faire des présentations devant les élèves de tous les niveaux et faire préparer un programme de cours et du matériel pédagogique spécialisé que les enseignants pourraient utiliser en classe. Au moment de la conception de ce programme, il faudrait prendre soin d'y inclure des éléments précis liés à la violence sexuelle faite aux garçons et aux jeunes hommes.
18. Le gouvernement de l'Ontario devrait recommander au Conseil des doyens des 13 facultés d'éducation de l'Ontario d'intégrer obligatoirement aux programmes de baccalauréat et de maîtrise en enseignement une formation complète sur la violence sexuelle couvrant notamment les actes commis par des adultes en situation d'autorité, ainsi que des mesures législatives, des politiques et des pratiques en matière d'intervention.

19. Le gouvernement de l'Ontario devrait recommander à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario de modifier les Normes d'exercice de la profession enseignante afin d'y inclure la prévention et la détection précoce de la violence sexuelle.
20. Le gouvernement de l'Ontario devrait faire en sorte que tous les conseils scolaires de la province offrent une formation à leurs enseignants et à leurs cadres et un programme d'études approprié sur la détection précoce et la prévention de la violence sexuelle. Par exemple, les conseils scolaires devraient inclure une formation sur la violence sexuelle dans le Programme d'insertion professionnelle du nouveau personnel enseignant.
21. Le gouvernement de l'Ontario devrait recommander à la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario de désigner la violence sexuelle comme sujet essentiel des ateliers de perfectionnement professionnel de ses membres.
22. Le gouvernement de l'Ontario devrait commander à l'Équipe d'action pour la sécurité dans les écoles un quatrième rapport qui examinerait les politiques et les programmes relatifs à la violence sexuelle commise par des adultes en situation de confiance. Ce rapport devrait étudier les mécanismes de vérification visant à déterminer la mesure dans laquelle ces programmes sont réellement offerts en classe à différents niveaux scolaires et les obstacles perçus à la prestation de ces programmes partout en Ontario.
23. Le gouvernement de l'Ontario devrait mettre en œuvre une formation professionnelle obligatoire, complète et continue pour les employés de la province de l'Ontario, y compris des séances de sensibilisation pour les professionnels susceptibles d'entrer en contact avec des enfants victimes de violence ou des adultes ayant été agressés sexuellement pendant leur enfance ou leur jeunesse. Des renseignements provenant d'experts du domaine de la violence sexuelle devraient être mis à la disposition de tous les partenaires du système judiciaire afin qu'ils en comprennent les répercussions la vie durant.
24. Le ministère du Procureur général devrait demander aux juges en chef de la Cour de justice de l'Ontario d'envisager la prestation d'un programme de formation des juges sur les questions de violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes par des adultes en qui ils ont confiance.
25. Le gouvernement de l'Ontario devrait recommander aux facultés professionnelles de l'ensemble des universités et collèges de l'Ontario de mettre en œuvre une formation obligatoire sur la violence sexuelle

faite aux enfants et aux jeunes et ses répercussions immédiates et tout au long de la vie à l'intention des professionnels qui entrent en contact avec des adultes survivants ou avec des enfants ou des jeunes pouvant avoir été agressés sexuellement.

26. Le gouvernement de l'Ontario devrait recommander aux ordres professionnels dont les membres sont susceptibles d'entrer en contact avec des adultes survivants ou avec des enfants et des jeunes pouvant avoir été agressés sexuellement de promouvoir la formation dans ce domaine et, s'il y a lieu, de modifier les lignes directrices et les normes pertinentes en matière de compétence professionnelle.
27. Le gouvernement de l'Ontario devrait financer la formation spécialisée commune des travailleurs de la protection de l'enfance et des policiers en ce qui a trait aux enquêtes sur les cas de violence sexuelle faite aux enfants. Il faudrait aussi offrir cette formation à d'autres professionnels compétents qui pourraient être appelés à participer aux enquêtes ou à soutenir la victime ou sa famille.
28. Le gouvernement de l'Ontario devrait faire en sorte qu'un module de formation professionnelle soit préparé à l'aide des témoignages d'experts et d'autres éléments de preuve et renseignements pertinents tirés de l'Enquête publique sur Cornwall, afin qu'il puisse être intégré à l'enseignement collégial, universitaire et professionnel.

Changements politiques et législatifs

29. Le gouvernement de l'Ontario devrait demander à la Commission du droit de l'Ontario ou à une entité semblable d'étudier l'utilisation et les répercussions de la présentation d'excuses et d'élaborer des « pratiques exemplaires ou prometteuses », des protocoles et des trousseaux d'outils afin de favoriser et de soutenir la présentation d'excuses significatives.
30. Le gouvernement de l'Ontario devrait collaborer avec des associations, telles que le Barreau du Haut-Canada, l'Association du Barreau de l'Ontario, l'ADR Institute of Ontario, l'Ontario Medical Association et l'Insurance Institute of Ontario, afin de sensibiliser les professionnels à l'utilisation efficace des excuses dans le contexte d'instances civiles. Cette sensibilisation devrait porter sur les avantages et les risques liés aux excuses, les questions éthiques et juridiques qui découlent de la présentation d'excuses, la façon de promouvoir et de protéger les intérêts des personnes impliquées à chaque étape du processus d'instance civile et les éléments d'une présentation d'excuses efficace du point de vue des personnes qui reçoivent les excuses.

31. Le gouvernement de l'Ontario devrait promulguer dès que possible les dispositions de la *Loi sur les services policiers* créant le poste de directeur indépendant de l'examen de la police. Il devrait examiner l'efficacité de ce mécanisme du point de vue des victimes après plusieurs années de fonctionnement.
32. Le gouvernement de l'Ontario devrait s'assurer que ceux qui traitent les plaintes relatives aux services gouvernementaux, qu'il s'agisse du Bureau de l'ombudsman de l'Ontario ou de commissions indépendantes de traitement des plaintes, ont reçu une formation sur les victimes d'agression ou de violence sexuelle et qu'ils sont capables de fournir des services spécialisés, tels que des aiguillages appropriés et des interventions adaptées.
33. Le gouvernement de l'Ontario devrait créer un service de liaison avec les victimes à l'échelle de la province afin d'aider les victimes à accéder aux services adaptés à leurs besoins, non seulement au moment de la crise ou peu après, mais aussi à long terme. En mettant en place un tel service, il faudrait accorder la priorité à Cornwall et à la région de Stormont, Dundas et Glengarry.
34. Le gouvernement de l'Ontario devrait enjoindre tous les ministères ou organismes relevant de sa compétence de cesser de demander ou d'exiger des ententes de confidentialité dans les règlements de cas de violence sexuelle, sauf pour préserver l'identité de la personne recevant un paiement et le montant de ce versement, mais uniquement si la personne le désire; le gouvernement de l'Ontario ne devrait pas appliquer les clauses de confidentialité contenues dans les ententes passées, sauf dans des circonstances exceptionnelles.
35. Le gouvernement de l'Ontario devrait adopter une loi concernant les institutions, telles que les conseils scolaires, les sociétés de l'aide à l'enfance et les services policiers, exigeant qu'elles adoptent d'ici trois ans une politique relative aux ententes de confidentialité semblable à celle qu'a adoptée le gouvernement de l'Ontario; entre-temps, il est vivement conseillé à ces organismes d'apporter volontairement des changements.
36. Le diocèse d'Alexandria-Cornwall devrait maintenir en vigueur une politique sur les clauses de confidentialité dans les accords de règlement semblable à celle qui est recommandée au gouvernement de l'Ontario.
37. Les règlements pris en application de la *Loi sur les assurances* devraient être modifiés afin de rendre illégale la pratique en vertu de laquelle un assureur suggère des dispositions de règlement qui restreignent les discussions sur les mauvais traitements et les règlements

connexes avec les conjoints, les parents proches, les conseillers financiers, les médecins, les conseillers juridiques, les services policiers ou les organismes de réglementation, ou insiste pour inclure de telles dispositions.

38. Les organismes de médiateurs, d'arbitres et d'avocats devraient offrir des séances de formation afin de sensibiliser leurs membres aux questions touchant les clauses de confidentialité dans les règlements de causes de violence sexuelle, en mettant particulièrement l'accent sur les répercussions du fardeau du secret. De plus, les organismes de médiateurs et d'arbitres devraient élaborer une série de clauses de confidentialité de type « pratique exemplaire ou prometteuse » à utiliser dans les cas de violence sexuelle. De telles dispositions de type « pratique exemplaire ou prometteuse » devraient indiquer clairement que les personnes peuvent discuter de la violence qu'elles ont subie ou de tout règlement connexe avec leurs conjoints, leurs parents proches, leurs conseillers financiers, leurs médecins et leurs conseillers juridiques, ainsi qu'avec les services policiers et les organismes de réglementation.
39. Le ministère du Procureur général devrait entreprendre un examen approfondi des pratiques en matière de détermination de la peine dans les causes de violence sexuelle faite aux enfants afin de déterminer s'il faut réviser les politiques et les procédures de la Couronne.
40. Le ministère du Procureur général devrait offrir une formation et des renseignements pertinents aux procureurs de la Couronne afin qu'ils présentent des observations appropriées aux tribunaux dans les causes de violence sexuelle faite par une personne en situation de confiance. Dans certains cas, des fonds devraient être accordés en vue de la préparation des rapports nécessaires. De plus, une formation et des renseignements pertinents devraient être offerts à tous les partenaires au sein du système de justice afin de faire en sorte que tous comprennent bien la plus récente information sur les répercussions de la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes par des personnes en position de confiance et d'autorité.
41. Le gouvernement de l'Ontario devrait communiquer avec les autres provinces et le gouvernement fédéral en vue d'entreprendre un examen de la détermination de la peine dans les causes de violence sexuelle faite aux enfants. Cet examen devrait porter notamment sur les durées de peine appropriées, la consignation de renseignements statistiques pertinents et accessibles concernant la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes ainsi que les pratiques et les procédures relatives à la détermination de la peine des contrevenants dans ces causes.

Programmes et services offerts en Ontario

42. Le gouvernement de l'Ontario devrait commander une étude en vue d'établir une orientation stratégique et d'élaborer un plan de mise en œuvre pour fournir des services aux hommes ayant été victimes de violence sexuelle.
43. L'étude devrait se pencher sur l'éventail de services nécessaires, les modèles de prestation de services, la répartition de ces derniers, les considérations particulières relatives aux services destinés aux hommes et la responsabilité générale au sein du gouvernement de l'Ontario.
44. En attendant qu'une orientation stratégique soit mise en place relativement aux services destinés aux hommes, les services actuellement offerts aux victimes masculines de violence sexuelle devraient être soutenus par un financement continu.
45. Le ministère de la Santé et des Soins de longue durée devrait définir une stratégie permettant de fournir des services de counseling à long terme aux personnes qui ont été victimes de violence sexuelle pendant leur enfance ou leur adolescence et qui en ont besoin à long terme. Cette stratégie devrait avoir pour principal objectif d'accroître l'accès aux services de counseling à long terme en ayant recours à des psychologues et des travailleurs sociaux qualifiés. Dans ce contexte, il faut envisager de mener une étude bien structurée en vue d'examiner les répercussions des services de counseling sur les autres coûts des soins de santé.
46. Le ministère du Procureur général devrait fournir un appui constant aux initiatives de soutien par les pairs ou par le mentorat offert aux hommes et aux femmes qui ont été victimes de violence sexuelle pendant leur enfance ou leur adolescence.
47. Le gouvernement de l'Ontario devrait fournir une subvention pour le transport aux survivants de violence sexuelle qui doivent participer à des séances de counseling ou de soutien par les pairs individuelles ou en groupe s'ils vivent dans une région rurale ou éloignée et qu'ils doivent parcourir plus de 100 kilomètres (aller-retour) pour ce faire.
48. Le gouvernement de l'Ontario devrait travailler avec des groupes, des organismes et des établissements de santé qualifiés et intéressés en vue de mettre sur pied jusqu'à cinq projets de démonstration fournissant un traitement aux délinquants sexuels, notamment à ceux qui ont été victimes de violence pendant leur enfance, en utilisant plusieurs modèles, à condition de prévoir des mesures de protection.
49. Le gouvernement de l'Ontario devrait envisager sérieusement d'adopter, parmi les initiatives à mettre en œuvre, le projet de l'Hôpital communautaire de Cornwall.

50. Le gouvernement de l'Ontario devrait collaborer avec les éventuels commanditaires ou partenaires des projets afin de s'assurer qu'au moins un des projets de démonstration incorpore le Projet pour hommes et un organisme tel que les cercles de soutien et de responsabilisation.
51. Les programmes devraient être évalués avec attention afin d'en déterminer l'incidence sur la prévention de la violence sexuelle, d'établir les pratiques prometteuses transférables et de mettre en place des solutions de traitement réalisables axées principalement sur la prévention de la violence sexuelle, mais également sur l'amélioration de la vie des personnes susceptibles de commettre des infractions sexuelles afin de réduire leur propension à le faire.

Counseling

52. Le programme de counseling devrait être prolongé pendant une période de cinq ans et il devrait être financé par le gouvernement de l'Ontario.
53. Les personnes admissibles aux services de counseling prolongés devraient être les mêmes qui ont été acceptées dans le programme de l'Enquête publique sur Cornwall.
54. Les personnes acceptées dans le programme de services de counseling devraient pouvoir poursuivre leur thérapie avec leur conseiller actuel ou en choisir un nouveau, à la condition que ce dernier soit qualifié pour effectuer le travail et qu'il soit disposé à se plier aux paramètres de rémunération et aux exigences administratives du programme de counseling.
55. Le gouvernement de l'Ontario devrait continuer d'offrir une aide financière au transport aux personnes en question afin de faciliter leur participation aux séances de counseling.
56. Le modèle administratif, les règles et les mécanismes de soutien, comme la supervision, actuellement utilisés en ce qui a trait aux services de counseling devraient être maintenus, dans la mesure du possible.
57. Le ministère du Procureur général devrait être responsable de l'administration courante et de l'imputabilité du programme prolongé de counseling, bien qu'il puisse en confier la gestion des activités quotidiennes à un agent ou un organisme de son choix.
58. Si le ministère du Procureur général ne peut prendre une décision concernant la prolongation du programme de counseling au cours de la période de 90 jours suivant la publication du rapport de l'Enquête publique sur Cornwall, les dispositions administratives en vigueur dans le cadre de la présente enquête devraient être maintenues jusqu'à ce qu'une décision soit prise et annoncée.

59. Les conseillers et les organismes de service social de Cornwall et des comtés de Stormont, Dundas et Glengarry ainsi que les personnes acceptées dans le programme de counseling devraient être avisés de toute décision de prolonger le programme ou d'y mettre fin.
60. Le ministère du Procureur général devrait effectuer un examen des besoins futurs en matière de counseling pendant la dernière année de toute période de prolongation afin de déterminer si le counseling est toujours nécessaire et comment répondre aux besoins des clients.
61. Le gouvernement de l'Ontario devrait accorder un financement de cinq ans à l'Hôpital communautaire de Cornwall pour l'embauche d'un conseiller supplémentaire, chargé principalement de s'occuper des adultes ayant été victimes de violence sexuelle pendant leur enfance ou leur adolescence. En contrepartie de ce financement, l'Hôpital communautaire de Cornwall devrait produire un rapport statistique annuel sur la clientèle desservie par le nouveau conseiller.
62. Le Sexual Assault Centre for Quinte and District devrait recevoir du ministère du Procureur général un financement destiné à la tenue de quatre séances dans le cadre du programme de traitement en établissement de Quinte à l'intention de personnes suivant actuellement une thérapie ou habitant dans la région de Cornwall et de Stormont, Dundas et Glengarry. Au moins deux d'entre elles devraient être réservées aux hommes. Les séances devraient avoir lieu avant le mois de juin 2014. Les organisateurs devraient consulter les conseillers du programme de counseling et les organismes de services de Cornwall afin d'identifier les candidats.
63. Au moment de créer des commissions d'enquête publique, le gouvernement de l'Ontario devrait déterminer s'il y a lieu, dans le décret constitutif, d'accorder expressément au commissaire nommé le pouvoir discrétionnaire de fournir des services de counseling.
64. Si un programme de counseling est créé, il devrait avoir pour objectif d'aider toutes les personnes touchées par l'enquête en question.
65. Si de prochaines commissions d'enquête décident d'offrir des services de counseling, elles devraient s'inspirer, pour leur mise en œuvre, du modèle mis au point par la Commission d'enquête publique sur Cornwall, qui est fondé sur le choix du conseiller par le client, la protection de la vie privée et des processus administratifs simples et utiles.

Soutien aux témoins

66. Lorsqu'il met sur pied des enquêtes publiques, le gouvernement de l'Ontario devrait déterminer si un décret constitutif doit prévoir explicitement un pouvoir discrétionnaire pour que le commissaire offre des services de soutien aux témoins.
67. S'ils sont mis en place, les services de soutien aux témoins devraient avoir pour objectifs de venir en aide aux témoins vulnérables et de réduire la répétition de la victimisation, de faire preuve de respect à l'égard du service public qui est rendu dans le cadre d'un témoignage à une enquête publique et de favoriser l'efficience des processus d'audience.







RAPPORT DE LA
Commission d'enquête
sur Cornwall



Série: ISBN 978-1-4435-0009-8
Volume 4: ISBN 978-1-4435-0016-6